







INSURRECTION

ET

RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE RENOU ET MAULDE, RUE DE RIVOLI, N° 144.

INSURRECTION

ET

RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE

PAR

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

TRADUCTION FRANÇAISE

PAR

J.-F. MINSSEN
Professeur au Lycée de Versailles

LÉONIDAS SGOUTA
Rédacteur de LA THÉMIS, à Athènes

TOME SECOND

PARIS
A. DURAND, ÉDITEUR
RUE DES GRÈS, N° 7

1863

c'est-à-dire la continuation de l'ouvrage de M. Gervinus. Une telle entreprise aurait dépassé les limites d'une préface; c'eût été, en outre, de notre part, une grande présomption que de vouloir continuer l'ouvrage d'un si éminent historien, d'autant plus que nous espérons que la Providence lui accordera encore de longues années pour qu'il puisse finir la grande œuvre qu'il a entreprise et qu'il poursuit avec autant de vigueur que de conscience, et donner lui-même cette suite de son *Histoire de la Grèce*.

Dans les deux volumes que nous venons de traduire, M. Gervinus dépeint, avec une science profonde et une impartialité remarquable, les différentes tentatives et les efforts que fit la nation hellénique pour secouer le joug séculaire qui pesait sur elle; il a si bien su caractériser, d'après leur véritable valeur, les hommes et les choses en Orient, les diverses nationalités et les individus qui s'y montrent sur la scène politique, que nous croyons superflu de toucher à ces sujets. En effet, nous ne pourrions donner qu'un pâle reflet de ses tableaux.

Nous nous bornons donc à exposer ici seulement les raisons qui nous ont déterminés à entreprendre la traduction de l'ouvrage de M. Gervinus plutôt que celle des ouvrages de Gordon, de Trikoupis ou de Finlay qui, dans ces dernières années, ont traité le même sujet et ont occupé plus ou moins la critique littéraire. Donner un résumé fidèle et succinct des critiques qui ont été faites de ces différents ouvrages, ce sera le seul but que nous nous proposons de remplir dans ces pages.

Le premier ouvrage qui a donné un récit complet de la révolution grecque de 1821 est celui de Gordon, qui a été traduit en allemand par Zinkeisen. C'est un récit fait par un soldat de bonne foi, loyal et sincère, et qui, comme le remarque très-bien M. Gervinus, « restera, même encore après Trikoupis, une source indispensable pour l'histoire de l'insurrection grecque, à cause de l'impartialité des observations faites sur les lieux par l'auteur, homme très-instruit. »

Mais l'histoire de Gordon a été écrite, il y a plus de trente ans, avant que ce drame fût même arrivé à son dénouement et à une époque où les esprits étaient encore pleins d'enthousiasme, où, par conséquent, l'historien de l'insurrection grecque ne pouvait pas encore se soustraire à l'influence des hommes et des choses dont il était entouré, et se former des jugements exempts de partialité et d'exagération. En outre, les négociations diplomatiques manquent complétement dans cet ouvrage, et cependant l'action des hommes d'État n'est pas la partie la moins curieuse de cette insurrection; car, comme le dit très-bien M. Gervinus (T. Ier, p. 540), « rarement on a vu, dans la trame mystérieuse de l'histoire, si bien la corde; rarement on a si bien vu combien peuvent être faibles et misérables les forces qui, si souvent, dirigent les grandes destinées des peuples. »

Ainsi l'ouvrage de Gordon, précieux en lui-même comme source pour l'histoire de la Grèce, n'aurait pu contenter nos lecteurs, surtout depuis qu'on a publié plusieurs ouvrages, des mémoires, des monographies et d'autres écrits qui ont jeté un jour nouveau sur plus d'un fait.

Après l'ouvrage de Gordon est venu, en 1853, celui de Trikoupis, en quatre volumes, qui fut publié à Londres en langue grecque. Cet ouvrage, bien qu'écrit par un Grec, a trouvé un chaleureux accueil en Angleterre, et nous l'aurions certainement choisi pour le traduire, si l'on pouvait effacer la nationalité de l'auteur. En effet, l'histoire de l'insurrection de la Grèce, écrite par un Grec qui ne peut pas se dépouiller de sa nationalité, et qui nécessairement reflète dans ses écrits l'esprit des hommes au milieu desquels il vit, ne saurait donner toutes les garanties d'impartialité et d'appréciation juste qu'on doit demander à un historien.

Notre but, au contraire, est de donner au public un récit dont les grands traits, aussi bien que les moindres détails, reposent sur des faits incontestables et appréciés avec impartialité. Ces garanties-là, nous ne les aurions pas trouvées dans Trikoupis.

Il est curieux cependant de voir de quelle manière cet ouvrage a été jugé en Angleterre, et de quelle façon à Athènes.

Une des meilleures publications périodiques de l'Angleterre, *the Saturday Review*, s'est occupée longuement de cet ouvrage. Dans son numéro du 6 décembre 1856, page 707, elle s'exprime de la manière suivante : « M. Trikoupis a publié un des morceaux les plus remarquables de l'histoire contemporaine qui, nous n'osons pas dire, lui donne le rang d'un second Thucydide, mais certainement celui d'un second Polybe. Il y a, en effet, une très-grande analogie entre la position de l'un et de l'autre de ces deux écrivains. Tous les deux ont écrit l'histoire d'une Grèce régénérée, d'une Grèce qui revient à elle après avoir brisé le joug de l'étranger. Tous les deux ont écrit après que la lutte était terminée et quand la nation régénérée avait de nouveau ou en partie entièrement dégénéré. Sans écouter les calomnies de ceux qui représentent la Grèce comme n'ayant rien gagné par sa révolution et comme n'ayant pas fait de progrès depuis sa délivrance; sans admettre les déductions contraires à la logique de ceux qui rejettent sur la Grèce la faute des folies et des intrigues de ses bienfaiteurs français, anglais, russes ou bavarois, M. Trikoupis avouerait probablement lui-même que sa patrie n'a pas gagné autant, ni avancé aussi rapidement qu'on l'espérait il y a trente ans. »

« Comme Polybe, Trikoupis aussi parle d'événements qu'il peut raconter d'après ses propres souvenirs, ou d'après les récits de témoins oculaires; événements auxquels tous les deux ont pris une part honorable, bien que ni l'un ni l'autre n'y ait joué le premier rôle. Comme Polybe, Trikoupis est encore un Grec, familier aussi bien avec l'administration intérieure de son pays natal qu'avec la politique et la diplomatie sur une plus grande échelle. Rome et Londres ont donné aux historiens, nés l'un en Arcadie et l'autre en Étolie, une connaissance des affaires humaines sur un terrain plus vaste que celui qui était ouvert à leur prédécesseur d'Athènes. »

Après avoir prouvé ensuite que la révolution grecque s'est

faite par le soulèvement général de toute la race hellénique, l'auteur de cet article passe en revue plusieurs faits heureux et malheureux de la lutte en Grèce, et finit de la manière suivante :

« Raconter les événements contemporains dans une forme qui assure à son récit une longue durée, c'est, après tout, la plus grande œuvre de l'historien, en tant qu'il se distingue du critique historique. Et cependant, après tout, les fonctions des deux écrivains diffèrent à peine. Pour écrire l'histoire de cette récente guerre de manière qu'elle mérite de survivre à son auteur, il faut posséder les mêmes facultés critiques que celles dont on a besoin pour écrire l'histoire d'une période lointaine. Si l'écrivain est même un témoin oculaire des événements qu'il décrit, ou qu'il y ait pris une part active, il ne peut avoir vu de ses yeux qu'une partie de ces mêmes événements ou avoir pris part qu'à certains exploits; et sa position même de témoin oculaire ou d'acteur dans ces événements, bien qu'elle ait de grands avantages, implique cependant aussi des difficultés et des tentations d'une nature particulière. Le travail entrepris par M. Trikoupis n'était donc pas une tâche facile; cependant il l'a accomplie avec succès. Autant que nous pouvons en juger, son récit est aussi impartial qu'on peut s'y attendre d'une telle relation.

« M. Trikoupis est Grec, patriote et enthousiaste; mais il raconte tout avec sincérité et loyauté, et blâme sévèrement tout acte de cruauté ou de perfidie, d'égoïsme, de négligence ou d'opposition factieuse qui n'ont que trop souvent flétri la cause de la liberté. Jamais il ne cache ni excuse le mal; il en indique, au contraire, la cause, en démontrant que les Grecs n'ont été que des élèves trop dociles à l'école des Turcs, leurs maîtres. S'il lui arrive parfois de rencontrer quelque acte d'humanité ou de justice fait par les ennemis, il le mentionne fidèlement et il y applaudit. En effet, sa stricte impartialité a été la cause que son histoire a trouvé un accueil beaucoup moins favorable dans son propre pays

Voici maintenant de quelle manière
pis a été jugé à Athènes par un des mei
ce pays et professeur à l'université d'Ath
nos Paparrigopoulos, dans *le Spectate*
p. 255 sq.), revue périodique écrite en
bien défendu, en 1855, les intérêts de l'
rope.

« Le mérite de l'ouvrage de M. Trikou
gopoulos, son grand mérite, à nos yeux, est
d'un bout à l'autre par un esprit éminemn
n'entendons pas dire par là que ce soit u
du peuple grec. M. Trikoupis est loin d
patriotes; très-souvent il leur dit de dures v
exemple, que la révolution a eu sa raiso
plus dans l'immobilité des Turcs que dans l
plis par les Grecs. Parfois aussi, il a cond
trop sévèrement, allions-nous dire, leurs
défauts, ce qui fait, soit dit en passant, que
très-populaire en Grèce, où l'on semble n
senti que s'il a eu, en ceci, les défauts de
poussé l'impartialité à l'extrême, il n'en in
de confiance au public européen. Hélas! no
pas mieux que d'être jugés, le livre de M. T
Toutes les questions de la politique soit

laires de telle puissance sur l'Orient, ou les haines invétérées de telle autre contre la nationalité hellénique; il ne prévoit pas, il ne préjuge pas, mais il voit clair et juge bien; il se borne à prendre sur le fait la conduite de chacun envers la Grèce; à raconter, sans aigreur, les torts que cette conduite a pu nous causer; à prouver, sans emphase, l'intérêt de l'Europe, de l'Europe tout entière au triomphe du christianisme en Orient, et à espérer avec confiance que cet intérêt finira par faire pencher définitivement en notre faveur la balance de la politique générale du monde civilisé. Sans être un fanatique en matière de religion, il est sincèrement attaché à la foi de ses pères, et en considère la conservation comme une des conditions indispensables du salut de la nationalité grecque. Ayant été mêlé lui-même aux événements dont il nous fait le récit, il a su oublier et se rappeler également à propos; homme politique, il a eu des amis et des adversaires; historien, il a été, comme dit Marcellin, ami de la vérité et d'un caractère modéré, φιλαλήθης καὶ τὰ ἤθη μέτριος. »

« Où son œuvre prête à la censure, c'est sous le rapport du style et de l'exécution historique. M. Trikoupis est du nombre de ceux qui pensent que la langue grecque de notre temps ne doit pas courir trop au-devant de celle des temps anciens, qu'elle ne s'en est déjà que trop rapprochée, et qu'il faudrait la faire retourner un peu sur ses pas pour la tenir dans un certain milieu entre l'idiome du peuple et l'idiome attique de l'antiquité. Mais ce milieu, qui pourrait le fixer et le régler dès aujourd'hui? A tort ou à raison, la langue moderne s'est élancée, avec une force irrésistible, vers cette source primitive dont trois mille ans n'ont pas suffi à épuiser ou à troubler l'onde toujours riche et toujours limpide. Qui prétendrait arrêter ce courant? Toute langue écrite d'ailleurs a besoin de certaines règles : l'idiome du peuple n'en présente pas, ou n'en présente que de bien peu sûres; vouloir les suivre, c'est tomber dans un arbitraire et dans une anarchie déplorables; force nous est donc de chercher le plus souvent un appui dans le mécanisme admirable que nous offrent les chefs-

quante ou dans cent ans? Qui prétendrai
quelle sera la force, l'étendue, le caract
politique à cette époque? Et, d'un autre
soutenir que le royaume de Grèce actuel r
mum de la carrière qu'il est donné à cette
qu'elle doit régler sur ces limites toutes les
existence politique et intellectuelle? Profes
doit s'arrêter au milieu de ce travail de tran
subit, n'est-ce pas pourtant comme si l'on
race elle-même est parvenue au terme de sc
moral et matériel? »

« Il y aurait aussi quelques réserves à fai
dont M. Trikoupis a disposé ses récits histori
séparer les faits à propos, passer habilement
à un autre, sans en briser la chaîne générai
aide le lecteur à bien saisir le tableau qu'
yeux, qui lui en facilite l'intelligence et qui
d'œil attrayant aussi bien qu'instructif. Plu
traite est confus, compliqué, dispersé en mill
pillé en une infinité de petits faits, et il en est
rection grecque, plus on doit s'appliquer à le
à les bien résumer, si l'on veut ne pas fatigu
écoute, et se concilier son attention jusqu'
koupis aurait-il subi l'influence des événeme

Principautés aurait pu être très-bien raconté sans interruption ; il a été pourtant coupé en deux : commencé au chap. III, le récit en est suspendu pendant les quatre chapitres suivants pour être continué au chap. VIII. Ainsi encore, pour trouver l'histoire complète de la conduite de la Russie dans la seule année 1821, il faut sauter du chap. VII au chap. XXII. Mais cette histoire, qui a les défauts de son sujet, qui les exagère même parfois, elle en a aussi les qualités. Du milieu de ces récits très-souvent sans suite et sans liaison, il éclate des éclairs de bon sens qui vous guident, des caractères qui vous arrachent un cri d'admiration, des scènes émouvantes qui vous font venir les larmes aux yeux. A coup sûr, le fond l'emporte de beaucoup sur la forme dans l'ouvrage de M. Trikoupis ; mais la forme elle-même ne manque pas toujours de vigueur, de grâce et de finesse. Et d'ailleurs, il ne faut pas oublier que, si l'insurrection grecque peut trouver des historiens dont le style sera plus correct et plus élégant, dont la mise en scène sera plus habilement ménagée, plus artistement disposée, elle ne nous sera jamais racontée avec plus de probité historique, ni avec une meilleure intelligence des véritables intérêts de la race grecque. »

Une autre critique de l'ouvrage de Trikoupis a été faite par un professeur, distingué par l'élégance de son style et par son érudition, M. Theodoros Manoussi, dont la mort regrettable a été une si grande perte pour l'université d'Athènes. Le jugement qu'il a porté sur l'ouvrage de Trikoupis étant plus sévère que celui que nous venons de citer, surtout en ce qui regarde la place que doit occuper Trikoupis parmi les auteurs d'une époque déjà passée, nous croyons inutile de le reproduire, d'autant moins que nous avons sous les yeux la seconde édition de l'ouvrage de M. Trikoupis, imprimé aussi à Londres (1860-62), et que nous y voyons que des améliorations notables ont été faites dans cet ouvrage, en ce qui regarde le style, l'exactitude des dates et le développement de quelques événements, comme, par exemple, ceux qui ont eu lieu dans l'île de Candie.

En France aussi, on s'est occupé de l'ouvrage de Trikoupis. M. Egger en a parlé dans ses *Mémoires d'Histoire ancienne et de Philologie*, publiés récemment (p. 488 sq.), ainsi que l'éminent critique, M. Hase, dans le *Journal des Savants* de 1856 et 1857.

Il nous reste à examiner maintenant comment le public anglais a accueilli l'*Histoire de la révolution grecque* par M. George Finlay (*History of the greek revolution*, London, 1861, 2 vol.), histoire qui fait suite à un grand ouvrage du même auteur sur la Grèce au moyen âge.

Voici comment s'exprime sur cette histoire la feuille périodique que nous avons déjà citée, *the Saturday Review*, dans son numéro du 1er mars 1862 : « M. Finlay a achevé cette partie de son ouvrage d'une manière éminemment caractéristique. Les mérites aussi bien que les défauts qu'on trouve dans les volumes précédents prennent un caractère plus prononcé dès que l'historien se trouve en contact avec des événements qui se sont passés sous ses propres yeux. Comme composition, cet ouvrage, de même que les autres écrits de M. Finlay, est d'une grande inégalité. Son style, toujours facile et clair, mais montrant rarement de la dignité ou de l'animation, prend, beaucoup plus souvent que dans les premiers volumes de son *Histoire grecque*, un caractère d'élévation réelle dans des passages d'un style vraiment brillant et d'une solennité grave, telle qu'elle convient à un juge. D'un autre côté, la tournure mordante et pleine de sarcasme de son esprit, qui, dans les premiers volumes, avait comparativement peu d'occasions de se montrer, peut se donner entièrement carrière dans les volumes dont nous parlons ici, en s'occupant d'événements contemporains. »

« Une grande partie du contenu de ces volumes, bien que vraie en substance, est cependant écrite d'une manière qui sied mieux à un pamphlet éphémère ou à un article de journal qu'à un des grands livres historiques de notre temps. La sévérité de M. Finlay rivalise avec celle de Caton le Censeur. Nous croyons que cette sévérité est simplement l'austère jus-

tice d'un juge qui n'a pas de sympathies pour la faiblesse humaine. Mais la condamnation est universelle. M. Finlay frappe de tous les côtés et prend évidemment plaisir à frapper ainsi. Il blâme la grande majorité des Grecs qu'il lui faut mentionner. Il accuse tous les Bavarois sans exception, il passe condamnation sur tous les Anglais, sauf un ou deux, et parmi ces heureuses exceptions, la plus éminente est celle de lord Stratford de Redcliffe. Il n'aime certainement pas les Turcs; mais, s'il y a parmi eux un héros à ses yeux, il se trouve, chose singulière! dans la personne du sultan Mahmoud. Il ne pallie en aucune façon ses cruautés; mais il fait tous ses efforts pour le défendre du reproche d'avoir été un tyran insouciant et brutal, versant le sang avec bonheur et pour le seul plaisir de le répandre. Il est plutôt, aux yeux de M. Finlay, un tyran du même type que Sylla, un homme qui suit un dessein bien arrêté et qui a une volonté pleine d'énergie, qui ne recule devant aucun crime pouvant lui servir à atteindre son but, mais qui n'a jamais été coupable d'une cruauté frénétique et sans objet, cruauté qui est une marque si caractéristique de la race vulgaire des despotes d'Orient. »

Les autres critiques, à peu d'exceptions près, ne sont pas plus favorables à l'ouvrage de M. Finlay. Voici l'extrait d'un article du *Guardian*, du 5 février 1862, qui ajoute ce qui suit, après avoir répété presque tout ce que dit *the Saturday Review :*

« Une des marques les plus caractéristiques de la manière dont M. Finlay raconte la guerre de la révolution grecque est la distinction qu'il fait entre le peuple grec et ses chefs, et qu'à toute occasion il s'efforce de faire entrer dans l'esprit du lecteur. Tout ce qui se faisait de noble et ce qui renfermait des éléments de succès, il l'attribue au peuple. Les crimes et les revers de la lutte, qui étaient incontestables et désastreux, il en rejette la faute sur les chefs. « La révolution, dit M. Finlay, était tout à fait l'œuvre du peuple. Les chefs se sont généralement montrés incapable d'occuper les

positions dans lesquelles ils se trouvaient; mais le peuple ne s'est jamais lassé dans la lutte. » Cette idée revient presque à chaque page dans son histoire. Selon lui, il y avait dans toute la série des chefs grecs à peine un seul homme honnête, capable ou de sentiments réellement patriotiques. Mais jamais il n'y a eu de mouvement national dans lequel les chefs et le peuple ont été si évidemment faits de la même étoffe, et dans lequel les chefs devaient, à si juste titre, être considérés comme les représentants du peuple. Il n'y avait pas là de divisions de classes, avec des différences dans les manières, dans les lumières et dans les habitudes. La seule différence consistait dans la richesse et la pauvreté; et cependant les riches aussi bien que les pauvres étaient confondus les uns avec les autres, et avaient entre eux des rapports faciles et aisés, tels qu'ils sont presque inconnus dans une société plus artificielle. Les chefs étaient-ils tous aussi incapables que le prétend M. Finlay? Nous ne saurions le dire; mais c'est très-peu probable, pour ne pas dire moins. Cependant il est absurde de faire une distinction entre la nation et ses chefs; les accusations que M. Finlay porte contre ces derniers doivent nécessairement rejaillir sur la nation dont les chefs étaient les représentants naturels, et dont ils ne différaient sous aucun rapport, à moins qu'on n'apporte des témoignages qui prouvent le contraire, ce que ne fait nullement M. Finlay. Évidemment il ne peut pas y avoir d'idée plus chimérique que celle de réclamer la gloire pour la nation hellénique, en général de vouloir faire naître des sympathies pour elle et de représenter comme dépourvus de principes et dignes de mépris presque tous les individus qui ont su se faire un nom dans la lutte pour leur indépendance. »

« Nous croyons que la vérité est que M. Finlay possède en partie seulement l'impartialité de l'historien. En effet, on le voit quelquefois faire preuve d'une sévérité impartiale; mais on reconnaît qu'il trouve plus de difficulté à montrer cette autre impartialité qui consiste à tenir compte du bien dans

les caractères qui lui déplaisent. Si un historien n'est pas forcé d'être généreux, il est cependant obligé d'être juste, et ce n'est pas être juste que de taire, comme le fait M. Finlay, la patience, le dévouement désintéressé et la constance dans les revers et dans les circonstances difficiles, le dédain de la considération personnelle, avec lesquels les philhellènes se sont identifiés aux Grecs et ont partagé leur sort, en essayant de tirer le meilleur parti des désavantages énormes contre lesquels ils avaient à lutter. Nous ne pouvons pas nous empêcher de suspecter un écrivain qui a une mauvaise parole pour tout le monde, qui rarement en trouve de bonnes, et qui fait ressortir d'une manière distincte et tout emphatique tout ce qu'il y a de particulièrement mauvais dans un homme, tandis qu'il ne parle qu'incidemment de ses bonnes actions qui pourraient compenser les mauvaises, et qu'il se contente de les mentionner quelquefois sans y ajouter de commentaire. Mais si, comme M. Finlay veut nous l'apprendre, il n'y avait parmi les chefs de la révolution hellénique ni intelligence, ni esprit public, ni dévouement, ni patriotisme sincère, pour compenser les grandes fautes et les grands crimes, nous pouvons seulement dire qu'il nous est complétement impossible de croire que la nation, qu'ils dirigeaient, était d'une autre nature et supérieure à ces chefs, et alors nous devrions ajouter que la lutte pour l'indépendance grecque était la plus indigne des causes qui aient jamais abusé des sympathies de l'humanité. Cependant nous inclinons à penser que M. Finlay se laisse aller à l'erreur de croire qu'il ne peut manquer d'être juste, pourvu qu'il soit assez sévère. Quand nous considérons qu'il a vécu et agi parmi les hommes qu'il critique, et qu'il vit encore parmi ceux qui leur survivent, nous croyons qu'il n'est pas impossible qu'il ait été influencé, au moins dans quelques cas, par des sentiments qui font tort à son jugement comme historien. »

Nous nous arrêtons ici. M. Finlay prépare une seconde édition revue, corrigée et augmentée d'un chapitre qui conduira cette histoire jusqu'à l'année 1843, où l'ex-roi Othon fut forcé

par une révolution de donner une constitution à la Grèce. Espérons que cette seconde édition trouvera un meilleur accueil parmi les critiques, et qu'elle sera moins sévère dans ses appréciations au sujet des chefs grecs et des philhellènes qui, ayant été appelés tout à fait à l'improviste à la tête de cette insurrection, n'ont pu développer les talents qu'on pourrait attendre des chefs d'une autre nation, qui aurait vécu moins de temps sous un gouvernement efféminé et barbare.

« Il est certain, en effet, dit le *Spectateur d'Orient* (t. VI, p. 268), que cette insurrection n'a jamais pu produire un chef capable de concentrer dans ses mains la direction suprême de ses moyens et de ses destinées, et que, tout au contraire, elle a toujours présenté une désunion de pouvoir, un éparpillement, une neutralisation, un antagonisme même des forces, un désordre, pour tout dire, qui la mirent parfois à deux doigts de sa perte et qui firent qu'en fin de compte elle n'a dû son salut qu'à l'intervention européenne. On en a voulu déduire toute une série d'accusations contre la race grecque, contre son inaptitude à se régler et à s'organiser, et surtout contre son impuissance à se personnifier dans un homme qui pût la représenter et la maîtriser, un homme de la trempe des Washington et des Orange. Mais on n'a pas assez remarqué qu'il n'y avait guère de comparaison à établir entre l'insurrection grecque et les révolutions de l'Amérique et des Pays-Bas. Dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, aussi bien que dans les Provinces-Unies, les insurgés avaient une organisation politique et militaire toute prête à opposer à leurs adversaires; il ne leur a fallu que dégager ces éléments antérieurement constitués des mains étrangères qui voulaient les manier à leur gré; ils avaient une administration, des milices, des chefs préparés de longue main dans l'exercice des affaires. Washington était un officier supérieur distingué bien avant la proclamation des droits; nous n'avons pas besoin de rappeler ce qu'était le Taciturne. Rien de tout cela n'existait en

Grèce. Il y avait bien ici une organisation communale; mais cette organisation communale, exposée chaque jour aux abus d'un arbitraire inouï, n'a jamais pu se régler et s'affermir. D'ailleurs, l'administration d'une petite commune est peu propre à préparer les hommes à la direction suprême des destinées de l'État. Les bandes d'Armatoles n'existaient que dans la Grèce continentale, et n'offraient, du reste, ni discipline, ni organisation militaire quelconque. Le peuple insurgé présentait, en un mot, en Grèce une masse informe et confuse, qui devait, d'un côté, se constituer un gouvernement dont il n'y avait pas d'ombre dans le pays, et, de l'autre côté, combattre avec des moyens qui n'étaient nullement en proportion avec les ressources que possédait l'ennemi. On conçoit facilement qu'il ait failli à cette double tâche et qu'il n'ait pas surtout donné naissance à un de ces hommes hors ligne qui dominent et qui sauvent les révolutions. Ces hommes ne poussent pas d'emblée sur des champs en friche et couverts de broussailles; il leur faut un terrain cultivé, un terrain largement préparé; il leur faut du temps pour acquérir la vigueur et l'expérience nécessaires à l'accomplissement de leur haute mission. »

Après avoir donné ce résumé succinct et fidèle des critiques faites sur ces trois ouvrages qui ont traité le même sujet, nous croyons inutile de dire pour quelles raisons nous n'avons pas choisi l'un d'eux pour notre traduction, et pour quels motifs nous avons donné la préférence à l'histoire de M. Gervinus. Le lecteur verra lui-même avec quelle sagacité l'éminent historien, en remontant à toutes les sources qui pouvaient jeter quelque jour sur le sujet de ses études, a su séparer le bon grain de l'ivraie; avec quelle sobriété et avec quelle impartialité il a raconté les faits et jugé les hommes; il verra surtout de quelle nouvelle et vive lumière M. Gervinus a pu éclairer toute la partie de son ouvrage qui a trait aux négociations diplomatiques et qui jusqu'alors était restée ensevelie dans l'obscurité des archives.

Dans notre traduction, nous n'avons épargné aucune peine

pour être fidèles; nous n'avons pas seulement traduit tous les mots de l'original, mais nous nous sommes surtout efforcés de rendre, avec clarté, toute la pensée de l'auteur et de faire comprendre ses moindres intentions qui souvent se devinent plutôt qu'elles ne sont exprimées. C'est là, à nos yeux, le premier devoir du traducteur; s'il réussit, en outre, à donner à sa phrase française un tour élégant, il ne saurait assez s'en féliciter; mais nous croyons qu'il ne doit pas sacrifier le sens à la forme, qu'il doit être *traduttore* et non pas *traditore*. Ce n'est pas seulement par la forme de la phrase, mais c'est par toute la manière de concevoir et d'envisager une idée et, par conséquent, de l'exprimer, que diffèrent les nations et les individus. Une traduction fidèle, surtout en langue française, ne saurait jamais avoir la même liberté d'allures qu'un ouvrage original, et devra nécessairement trahir son origine. Que ce soit là notre excuse, si le lecteur trouve que nous avons été trop fidèles.

Nous ne voulons pas terminer sans exprimer notre profonde gratitude à l'auteur, M. Gervinus, qui non-seulement s'est empressé de nous autoriser à faire cette traduction, mais qui, en revoyant nos épreuves, nous a donné encore un précieux témoignage de la sympathie avec laquelle il a accueilli notre entreprise. Il ne nous est pas moins agréable de remercier ici M. Sadous, professeur au lycée de Versailles, des conseils judicieux et éclairés qu'il a bien voulu nous donner pendant tout ce long travail, et qui ont beaucoup facilité notre tâche.

INSURRECTION ET RÉGÉNÉRATION

DE

LA GRÈCE.

IV. LES PHILHELLÈNES ET LES ÉGYPTIENS.

1. — SYMPATHIES DE L'OCCIDENT POUR LA CAUSE DES GRECS.

Premiers commencements du philhellénisme.

La réserve observée jusqu'à ce moment par les gouvernements de l'Europe vis-à-vis du mouvement grec, les subtilités légitimistes de l'empereur de Russie, l'indifférence de la Prusse, la politique expectante et peu systématique de la France, les calculs froids de l'Angleterre et de l'Autriche et l'interdit prononcé à Vérone contre les Grecs n'avaient pu refroidir l'intérêt chaleureux que portaient à cette cause la plupart des individus appartenant aux différentes classes de la société de tous les pays. Les destinées et les exploits de tout peuple qui se lève pour la défense de sa liberté et de son indépendance excitent les passions des hommes; mais ce qui donnait à la révolution dont nous nous occupons un intérêt particulier, c'était le nom seul des révoltés, c'était la terre seule où les Grecs soutenaient leur lutte inégale contre la domination des Barbares, dont la durée offensait encore de nos jours, comme à l'époque de Luther, le sentiment uni-

versel du monde chrétien. Le réveil des souvenirs de la grandeur déchue et des longs malheurs dont cette nation, défigurée par les stigmates de l'esclavage, s'efforçait de se relever, avait rempli l'Occident d'une immense pitié, et avait, dès le commencement même, excité les sentiments humains et les consciences de l'Europe à prêter aux Grecs une assistance active, par laquelle on croyait devoir se laver d'un ancien crime et s'acquitter d'une ancienne dette de sang. De cette première sympathie exaltée, on avait brusquement passé aux espérances les plus exagérées, lorsque les vaillants exploits des Grecs à Chios, dans l'Argolide et à Missolonghi avaient enflammé l'imagination des enthousiastes et arraché des témoignages d'admiration même aux gens difficiles et aux adversaires de cette cause. Il y avait beaucoup de personnes qui avaient, au commencement, la ferme persuasion que l'Europe entreprendrait une croisade générale; mais un beaucoup plus grand nombre encore croyait que la Russie ferait une expédition militaire, afin de rétablir l'empire byzantin, suivant les vœux des Grecs. Quand un homme tel que Niebuhr se plaignait qu'on ne prît pas au mot le czar, protestant de son désintéressement, afin d'entreprendre contre la Porte une guerre dont se chargerait toute la chrétienté, pour fonder de nouveaux États en Turquie et pour créer un contre-poids à l'Amérique par la colonisation de l'Asie occidentale, comment pourrait-on s'étonner que les volontaires enthousiasmés des corps francs, qui s'armaient pour voler au secours des Grecs, vissent la régénération de l'antique Hellade déjà en pleine voie de s'accomplir, et prédissent le rétablissement prochain du conseil des Amphictyons et des Jeux Isthmiques et une transformation nouvelle des arts par les mains de ce peuple ressuscité? Il est vrai que

cette ardeur du premier enthousiasme s'était bientôt refroidie, lorsque les récits des premiers croisés philhellènes se furent répandus dans l'Occident, où beaucoup d'entre eux revenaient les faire eux-mêmes. La plupart de ces hommes pleins d'enthousiasme étaient parvenus jusqu'en Arcadie, ce but de leurs désirs, moins préparés et se figurant moins les privations qui les y attendaient, que les Anglais qui étaient allés en Colombie mettre leurs bras au service des créoles. L'absence complète de tout ce qui compose les besoins ordinaires de la vie, la manière inhumaine de faire la guerre, le défaut de succès durables, le déni de toute reconnaissance et de toute sympathie de la part des révoltés jaloux et malveillants dont ils étaient venus cependant mériter la gratitude, tout cela dut bientôt abreuver d'amertume ces enthousiastes irréfléchis et ralentir leur zèle. Il n'y eut que la seule Madon Mavrogenis, de l'île de Mykonos, qui, touchée des sacrifices faits par les philhellènes étrangers, leur sût gré d'avoir quitté la vie civilisée et confortable pour combattre à côté de ses frères à demi barbares; les autres Grecs ne voyaient qu'un trait de folie bizarre dans ce dévouement désintéressé. Il n'y eut que le seul Mavrokordatos qui, revêtu du costume européen, reçût les volontaires étrangers à l'européenne, et qui désirât introduire la culture intellectuelle et la discipline de l'Occident dans la vie civile et militaire des Grecs; les autres se plaisaient à porter le turban brodé, les souliers rouges et le cafetan vert qui leur avaient été défendus sous la domination des Turcs; ils riaient des « mouchettes » qui voulaient les dégoûter de leurs vêtements bouffants, et ils avaient plus de confiance en leur manière grossière de faire la guerre que dans les arts des Francs. « Un soulier de ta ville natale, quelque rapiécé qu'il soit! » disait

la sagesse populaire dans un de leurs adages. Il fallait avoir un caractère bien trempé et beaucoup de pénétration pour ne pas perdre tout intérêt sympathique à la cause des Grecs, en voyant de près toutes ces misères dans un milieu aussi inhospitalier. Quelques hommes d'élite, tels que Gordon, Raybaud et Hastings, étaient ballottés de la satisfaction au mécontentement, de l'espoir au doute, comme on les ressentait alors en face du développement de cette histoire si jeune, comme on les ressent encore aujourd'hui en face de tout l'avenir de cette nation si jeune. Ils avouaient bien eux-mêmes, il est vrai, qu'ils étaient accessibles à ces impressions extrêmes qui les faisaient passer de l'enthousiasme à l'indignation et de l'indignation à l'enthousiasme, suivant qu'ils étaient témoins de la bravoure ou de la lâcheté, de la générosité ou de la brutalité de leurs compagnons d'armes; mais ils ne se laissèrent jamais entièrement décourager par les traits les plus rebutants du caractère populaire, parce qu'ils savaient les comprendre et les expliquer. Loin de la Grèce, d'ailleurs, les plaintes isolées de ceux d'entre les croisés philhellènes qui se sentaient découragés, expiraient sans trouver d'écho, en face de l'intérêt durable et solide, maintenu vivace par les grandes questions historiques de civilisation qui étaient engagées dans cette lutte. Le parti libéral, dans les différents pays de l'Europe, ne pouvant plus s'attacher, après la réduction de l'Espagne, qu'à cette cause des Grecs, éleva la voix pour eux et exhorta à les secourir au nom de la civilisation, de l'humanité, de la religion, des belles-lettres et de l'antiquité classique : ces leviers agirent trop puissamment et d'une manière trop générale sur l'opinion publique, pour que la réaction et le parti conservateur n'eussent pas fini par être de plus en plus ébranlés dans leur ténacité. Il s'était formé peu à

peu dans tous les pays des associations de secours, dont le but était de venir en aide à ceux qui souffraient et qui combattaient en Grèce. Elles donnaient leurs secours en argent et en hommes, comme l'acquit tardif d'une ancienne dette sacrée, contractée par le monde pour les bienfaits qui lui étaient venus de ce berceau de toute civilisation et culture humaines. La presse éleva sa voix timide et devint, dans le cours des années, si unanime et si puissante dans la défense de cette cause, qu'elle brava toutes les intimidations et qu'elle imposa le respect même à la voix des plus puissants entre les adversaires des Grecs. Un nombre infini d'écrits sur les affaires grecques virent tout d'un coup le jour en Allemagne, en France et en Angleterre, et dominèrent, pendant quelque temps, toute la littérature. Cette presse s'adressait également aux hommes d'État, aux partis politiques, aux aventuriers, aux savants, aux beaux esprits et au monde des femmes faciles à émouvoir. Leake, Gell et Pouqueville, dont les voyages dataient déjà d'assez loin, profitèrent de la faveur du moment pour publier leurs savants ouvrages d'histoire et de voyages; un grand nombre de philhellènes répandirent leurs mémoires dans le public; on fonda en Allemagne des revues spéciales pour alimenter cet intérêt du jour; la nombreuse race des écrivains qui servent la curiosité du moment était en pleine activité pour bien attiser la flamme de la haine contre les Turcs par des choses vieilles et neuves, par des ouvrages originaux comme par des traductions. La littérature néo-grecque, en tant que les communications de Leake y suffisaient, fut aussitôt introduite en Allemagne par des écrivains tels que Sickler, Théodor Kind et Iken; Wilhelm Muller les suivit plus tard avec ses *Chants grecs*, marchant ainsi sur les traces de Fauriel, ce savant historien et critique qui, avec une

grande prédilection peu académique pour toute poésie naïve et populaire, avait traduit déjà, dès 1823, les *Profughi di Parga* de Berchet, pour servir ainsi la cause des Grecs, et qui publia ensuite, en 1824, ses *Chants populaires de la Grèce moderne*. Cet ouvrage, qui avait même attiré l'attention de Gœthe, a eu, peut-être plus que tout autre, une influence favorable à la cause grecque, parce qu'il a été le premier à faire connaître en détail à l'Europe l'esprit et les ressources morales de cette nation malheureuse. Même les chants populaires des Serbes firent alors (1825), dans la traduction allemande par Talvy (M[lle] von Jakob), une sensation qu'ils n'avaient pas pu produire à l'époque où Wouk Stéphanowitch en avait publié les originaux (1814). Jamais un intérêt aussi général ne s'était attaché à un aussi petit coin de la terre; les vœux de toutes les nations, de presque toutes les classes de la société et de toutes les coteries étaient pour la cause de la Grèce; la résistance qu'elle trouvait encore dans les rangs plus élevés de la société diminuait de plus en plus avec le nombre des années que durait l'insurrection. Au commencement, l'enthousiasme des humanistes allemands osa braver la force oppressive de l'art avec lequel Metternich voulait étouffer ce mouvement; ensuite l'ardeur poétique de lord Byron réussit à faire fondre, pour un moment, la glace qui couvrait le cœur des tories et l'âme des boutiquiers en Angleterre; enfin, le zèle chrétien des royalistes français, qui voyaient dans la Grèce une Vendée de la chrétienté, fit une brèche à la confession de foi politique de leur propre parti, et Chateaubriand fut tout étonné de voir que les nuances les plus différentes de tous les partis, que Bonald et Constant, Béranger et l'abbé de Genoude, le *Journal des Débats* et *la Gazette de France* étaient d'accord dans cette cause. Ce fut en vain qu'on fit

planer des soupçons sur les associations philhelléniques qu'on accusait, en France, d'être des foyers de révolution et, en Allemagne, d'être une conspiration contre les autorités établies; il y avait des garants trop sûrs et trop à l'abri de tout soupçon au sein de ces associations auxquelles finirent par ne plus refuser leurs cotisations les familles mêmes de ces princes dont les gouvernements avaient été les premiers à lancer leurs anathèmes contre les Grecs. En effet, à la longue, tout le monde trouva par trop puéril de tourner le principe de la légitimité contre ces rebelles que le sultan lui-même n'aurait pas accusés d'avoir violé un seul de ses droits divins, et de vouloir voir dans le carbonarisme, produit des temps les plus modernes, un des leviers de ce mouvement qui ouvrait de nouveau l'abîme par lequel, depuis les temps les plus reculés, l'Europe avait été séparée de l'Asie! Vis-à-vis de cette disposition générale des esprits dans l'Occident, les intérêts nationaux et locaux pouvaient opposer si peu de résistance aux intérêts généraux de la civilisation, la politique était si impuissante en face de l'histoire, la diplomatie était si faible vis-à-vis de l'humanité et les gouvernements montraient une telle impuissance à ceux qu'ils gouvernaient, que les cris unanimes de l'Europe pénétrèrent lentement jusqu'à la conscience des princes, qu'ils forcèrent peu à peu les gouvernements à avouer que leur système de neutralité n'était plus tenable, et qu'ils finirent par les entraîner dans les voies qui leur avaient été indiquées, dès le commencement même, par l'opinion publique. Quelque grande qu'ait été, dans le cours des années, la somme des secours matériels prêtés à la Grèce par les philhellènes, et quelque salutaire qu'ait été leur influence, l'œuvre la plus importante de ces amis de la Grèce a été pourtant de forcer enfin les puissants de l'Europe à faire des actes qui étaient en contradiction fla-

grante avec les principes qu'ils venaient tout récemment de poser eux-mêmes et avec les devoirs qu'ils s'étaient eux-mêmes imposés.

L'Allemagne. La cause grecque trouva les premières sympathies actives en Allemagne, où la diplomatie garda le silence et n'imposa pas, dans des vues égoïstes, un frein à l'expression de l'imagination exaltée et de la générosité humaine. A l'époque où Alex. Ypsilantis se trouvait à Fokschani, il avait envoyé * en Allemagne et en France son médecin particulier, le docteur Ipitis, homme plein d'enthousiasme et versé dans la connaissance des langues, avec des lettres de recommandation pour des Grecs et des philhellènes résidant dans ces pays, afin d'y provoquer l'assistance morale des savants et de ceux qui appartenaient au parti libéral[1]. Il se rendit d'abord à Vienne, d'où ses amis le firent partir en toute hâte, pour lui épargner le sort de Rhigas; partout ailleurs sur la terre allemande on l'accueillit avec bienveillance et avec hospitalité, comme à Munich, à Leipzig et à Dresde, à Gœttingue et à Iéna, à Berlin et à Hanovre, à Hambourg et à Kiel. Thiersch à Munich et Krug à Leipzig étaient du nombre de ses amis intimes qui n'attendaient pas ses exhortations ou qui n'en avaient pas besoin afin de déployer une activité bienveillante pour la cause des Grecs. Thiersch s'efforça de répandre, par l'organe de la *Gazette d'Augsbourg*, des nouvelles exactes et des idées justes sur le mouvement grec et d'agir contre les tentatives de l'Autriche qui voulait faire croire à une connexion entre le carbonarisme et la révolution hellénique dont Koraïs avait prédit à Thiersch l'explosion prochaine même dès l'année 1813. Déjà pour la fête de la Résurrection, Krug avait pu-

* Mars 1821.

[1] Philimon, *Insurrection*, t. Ier, p. 93 sq.—L'écrit intitulé: *Considérations sur la guerre actuelle entre les Grecs et les Turcs*, par un Grec, Paris, 1821, paraît se rattacher à sa mission.

blié un programme scolaire dans lequel il traitait de la régénération de la Grèce; plus tard*, il fit un appel pour provoquer la formation d'associations de secours et pour inviter à la souscription de sommes d'argent qui devaient servir à équiper des philhellènes désireux de faire la guerre. En même temps* parut une déclaration de M. von Dalberg, ancien capitaine de la landwehr (milice prussienne), dans laquelle il se proposait comme chef d'un corps franc dont le point de ralliement devait être Offenbach, s'il pouvait en obtenir la permission, comme il le désirait, par l'entremise du baron de Gagern qui, déjà auparavant*, à la chambre à Darmstadt, avait élevé la voix en faveur des Grecs. Mais toutes ces démarches avaient été faites avec la conviction qu'elles seraient secondées par les cabinets et par les gouvernements, dans la supposition qu'on trouverait derrière l'hétairie un point d'appui dans la Russie, et dans le fol espoir que toutes les puissances déclareraient la guerre à la Porte. On se vit bientôt trompé dans cette attente. La publication de l'appel de Krug fut arrêtée*; Thiersch reçut des ordres positifs de ne pas entrer dans des propositions qui lui seraient faites relativement à la cause des Grecs; l'Autriche s'opposa d'une manière absolue à tous les mouvements du philhellénisme; le *Moniteur* et les journaux anglais se moquèrent de l'enthousiasme des jeunes Teutons, tout en le représentant comme très-suspect. Cependant les gouvernements des petits États semblaient être dans un grand embarras vis-à-vis de leurs sujets et des autres États; les mesures prises par la police étaient inconséquentes et mal assurées, ce qui ajoutait au désir de continuer le mouvement malgré elle. La diète resta muette. Les feuilles de Berlin purent imprimer librement des articles d'un ton convenable en faveur des Grecs; à l'occasion d'une représentation de

* 1er août.
* 5 août.
* Juin.
* Septembre.

Minna von Barnhelm au théâtre de Dresde, tout le public s'abandonna à des transports de joie lorsqu'on entendit dire à Paul Werner qu'il ne se mettrait pas en campagne contre les Perses, mais contre les Turcs. Un grand mouvement régnait entre le Main et le Neckar, à Francfort, à Mayence, à Offenbach, à Darmstadt et à Heidelberg. Des
* Depuis août. associations se formèrent* à Stuttgart, à Darmstadt, à Hombourg, à Francfort et bientôt dans d'autres villes encore, comme, par exemple, à Heidelberg, où le vieux Voss, le vénérable traducteur d'Homère, donna de sa petite fortune, alimentée seulement par une modeste pension de retraite, la somme de 1000 florins « comme une petite contribution afin d'acquitter la grande dette à payer aux Grecs pour la civilisation reçue de l'Hellade[1]. » A ces associations allemandes s'en ajoutèrent bientôt d'autres, en Suisse, qui toutes agissaient d'un commun accord, telles
* Septembre. ** Novembre. que les sociétés d'Aarau, de Berne*, et, un peu plus tard**, celle de Zurich qui, jusqu'en 1825, resta à la tête du mouvement, avant que Genève devînt le grand point central du philhellénisme. Pendant l'été de la première année de la guerre, un petit corps de philhellènes, composé d'individus de toutes les nations, était parti d'Allemagne, grâce aux secours fournis par ces associations, et s'était em-
* 18 juillet. barqué* à Marseille dans le même navire qui avait porté Mavrokordatos; quatre autres expéditions suivirent en
* Octobre. automne* et, au commencement de l'année suivante, en-
* Janvier 1822. core deux autres dont la dernière* comprenait le général Normann; mais, après que la huitième fut partie de Mar-
* Novembre. seille en automne*, ces expéditions commencèrent à s'arrêter, au moment même où le zèle pour cette cause était arrivé à son apogée. A cette époque, l'aréopage de l'Hel-

[1] Von Kluber, *Histoire de la régénération de la Grèce*, p. 591.

lade orientale avait envoyé en Allemagne, pour s'y occuper d'affaires de finance, un certain Kephalas; celui-ci conduisit en Grèce ce qu'on appelait une légion allemande, accompagnée jusqu'à Marseille par Ernst-Emil Hoffmann de Darmstadt, homme actif et zélé. On avait fixé le nombre des légionnaires à six cents hommes; mais on n'avait pu en réunir que deux cents, et le gouvernement français fit alors des difficultés au sujet de leur passage. Le congrès de Vérone avait tout à coup modifié l'attitude des cabinets et modéré l'expression de l'opinion publique. Par un surcroît de malheur, au moment de débarquer, l'expédition elle-même perdit son matériel de guerre, enlevé par l'infâme Kephalas qui abandonna la légion à son sort; tout cela ensemble nuisit aux efforts faits jusqu'à ce moment par les associations allemandes et suisses et en arrêta les succès ultérieurs. Leur ardeur fut un peu stimulée lorsque, pendant la troisième année de la guerre*, cent soixante voyageurs grecs, revenant de la Russie d'Asie, passèrent par l'Europe pour retourner dans leur pays, et qu'avant d'être expédiés à grand'peine à Marseille par les Zuricois, ils recommandèrent encore une fois et très-chaudement aux Suisses la cause de leur patrie avec une éloquence que leur donnaient leur misère et leur dévouement. Du reste, pendant tout ce temps, lorsque les armes grecques étaient prépondérantes ou qu'elles tenaient les Turcs en échec, les revenus de ces associations et les cotisations qu'elles recueillaient, étaient restés dans des limites très-modestes[1] et avaient été employés, en majeure partie, à donner des secours de voyage aux corps francs et quelquefois à faire parvenir à Mavrokordatos de petits en-

* Janvier 1823.

[1] L'association de secours de Stuttgart, avec ses succursales, avait, depuis le 15 août 1821 jusqu'au 31 mars 1823, réuni la somme de 27,692 florins.

vois d'argent. Mais depuis que les années de 1823 et 1824 s'étaient terminées sans avoir eu des résultats bien dangereux pour les Grecs, l'intérêt témoigné par les Allemands à cette cause s'éteignit presque entièrement, en partie par la force des choses, en partie par suite des entraves que lui mettaient les gouvernements, jusqu'à ce que les cris d'alarme, retentissant dans les années suivantes, réveillassent des sympathies nouvelles et plus vives.

L'Angleterre. En effet, ce qui caractérise surtout l'histoire du philhellénisme, c'est que la bienveillance et la bienfaisance de l'Occident se tenaient renfermées dans des limites plus étroites tant que la victoire radieuse souriait aux armes grecques et que son éclat était assez puissant pour percer les sombres nuages de la guerre, mais que ces sympathies devenaient plus vives à l'instant même où de grands revers effrayaient plus violemment les âmes, de telle sorte que les offrandes affluaient d'autant plus abondamment et avec d'autant plus de persévérance que le malheur accablait plus profondément les Grecs. Ainsi, la catastrophe de Chios avait provoqué une extension plus grande des associations de secours; mais les renforts que les troupes auxiliaires de l'Égypte fournirent à la Porte furent la cause qui, dans tous les pays du nord de l'Europe, fit arriver ces sociétés à leur plus grand développement. La seule Angleterre forma un contraste frappant avec l'attitude prise par le reste de l'Occident; elle chercha à exploiter cette période des succès grecs en s'y associant dans des vues intéressées qu'elle avouait elle-même. En voyant dans ce peuple, le plus libre de tous, cette indifférence à l'égard d'une cause qui agitait le monde tout entier, les étrangers, qui se trouvaient sur les lieux, pouvaient croire que la sensibilité et l'intelligence de la nation anglaise s'étaient complétement émoussées. Une vague jalousie commerciale avait changé,

dans ce peuple calculateur, les sympathies humaines les plus naturelles en antipathie nationale; les appréhensions au sujet des îles Ioniennes et la crainte des intrigues russes avaient, au commencement, entièrement étouffé même la voix du parti libéral. Les feuilles ministérielles étaient remplies de fiel quand elles parlaient des rebelles; le *Courrier* se moqua du « zéro » grec, ajouté à cette grande masse d'inertie, l'empire ottoman, et il parla tout ouvertement de la destruction de la Grèce sur un ton que la diplomatie autrichienne avait du moins l'honnêteté de dissimuler sous un langage moins cynique. Ce fut en vain que quelques journaux isolés se répandirent en sarcasmes amers contre cette amitié musulmane des ministres et contre cette alliance entre la légitimité turque et la politique des tories anglais, aux yeux desquels « le cordon de soie à Constantinople était un avant-poste des *bourgs pourris* et des sinécures en Angleterre. » Les appels faits pour inviter à la formation d'associations de secours retentirent sans trouver d'écho. La première souscription ouverte à Londres, par Lamprière, une des célébrités classiques du pays, n'eut aucun succès. Seulement lorsqu'on connut la chute de Chios et, en même temps, les exploits héroïques de la flotte grecque, comparés aux hauts faits de Léonidas par l'*Observateur de l'Orient* lui-même, qui autrement était plein de haine pour les Grecs; lorsque le *Livre de Voyages* par Waddington dépeignit la terrible misère qui régnait à Athènes et dans les îles, où plus de vingt mille malheureux réfugiés se mouraient de désespoir et de faim; alors seulement les quakers du moins se trouvèrent assez de courage pour recueillir des offrandes destinées à adoucir le sort lamentable de ces pauvres victimes; mais encore le firent-ils tout à fait en secret et sans faire de bruit. A partir de ce moment, on commença à s'agiter aussi à Édim-

pour la nation tant que la ruine de Chios ne s
iée. Mais encore ces voix se seraient tues deva
ation absolue que les ministres leur opposaient
irection de la politique anglaise n'eût été cha
ıort de Castlereagh et par la brouille que le
ıpagne avaient fait naître entre l'Angleterre et
ces continentales. Ce ne fut qu'après l'arrivée
aux affaires, que le *Quarterly Review* prit un
al pour les Grecs, et ce ne fut qu'à partir de
t que les souscriptions à Londres, et celles qu
onnait beaucoup de peine à organiser à Édi
nt un meilleur résultat, bien qu'il fût loin d'ê
Alors il se forma aussi dans la capitale, p
bres de l'opposition, une société philhelléni
ya le colonel Leicester Stanhope (Earl of Har
llemagne et en Suisse pour qu'il s'y mît en
les associations du continent; il leur proposa
s la formation d'un comité philhellénique e
pour but de recevoir et d'administrer les f
rs. Alors on vit paraître sur la scène aussi
pèce de gens s'intéressant à la Grèce et qui,
par la bonne fortune des Grecs dans les anné

continent, où les Grecs avaient fait les premières tentatives pour négocier un emprunt. Kephalas, l'aréopagite, s'était rendu en 1822, avec une semblable mission, en Allemagne. Plus tard, après avoir essuyé des refus à Vérone, le comte Metaxas avait confié une partie de ses pleins pouvoirs à son compagnon de voyage français, au chevalier de l'ordre de Saint-Jean, Jourdain, afin que celui-ci cherchât à contracter un emprunt en France[1]. Arrivé à Paris[*], Jourdain entama des négociations avec le comité de l'ordre de Saint-Jean, siégeant à Paris, et signa, à l'insu des véritables supérieurs de l'ordre à Palerme, un traité provisoire avec le grand-prieur d'Auvergne[*]. Les spéculateurs chimériques de Paris, derrière lesquels Canning crut reconnaître les agents de Chateaubriand, s'imaginèrent avoir là entre les mains une occasion précieuse de regagner une puissance assurée et de reprendre leur souveraineté d'autrefois et l'ancienne carrière militaire de l'ordre. Les deux augustes contractants se garantissaient réciproquement par ce traité « l'intégrité de leurs possessions actuelles; » l'ordre renonçait à ses anciens droits sur l'île de Négrepont et sur la Morée; mais, en échange, il se faisait adjuger, avec des indications géographiques très-précises, Rhodes, Skarpathos et Stipalaia et, jusqu'à la conquête de ces îles, celles de Syra et de Sapienza et quelques autres plus petites. Les chevaliers s'engagèrent à faire un emprunt de 10 millions de francs et ils expédièrent, avec Jourdain, un des leurs auquel ils donnèrent des instructions trahissant, avec une naïveté extrême, les intentions de ces hobereaux de l'ordre. Ils voulaient profiter des luttes de la Grèce pour retrouver dans ce pays leur existence perdue; ils voulaient remplir leurs caisses vides

[*] Mars 1823.

[*] 18 juillet

[1] Cf. Jourdain, t. II, p. 187 sq.

avec le butin que feraient les Grecs et rétablir leur crédit, qui avait fortement baissé, à l'aide de la fortune grecque; ils croyaient que, dans son état d'abandon, résultat de l'anathème de Vérone, la Grèce ne saurait acheter assez chèrement même leur secours équivoque, car ils se présentèrent devant elle comme les champions de la légitimité et voulurent lui faire croire que leurs hautes relations de famille pourraient seules la faire entrer dans l'ensemble des États de l'Europe. Tout ce beau château en Espagne s'en alla en fumée. Les Grecs très-fins repoussèrent avec indignation le traité et le délégué, et il ne se trouva personne qui voulût donner de l'argent aux pauvres chevaliers. Il est vrai qu'à Paris ils surent très-habilement leurrer le patriotisme des Français en excitant leur jalousie vis-à-vis de l'Angleterre et en faisant miroiter devant leurs yeux les grands intérêts politiques de la France; mais les banquiers se tinrent sur la réserve. Lorsque ensuite ils tentèrent la fortune en Angleterre, les négociations y échouèrent aussi, parce que, malgré le secret promis, ils avaient divulgué, dans leurs bavardages, le traité conclu avec Jourdain. Pour les Grecs cependant, ces manœuvres étourdies eurent un certain avantage; ces négociations à Paris rendirent les hommes d'argent en Angleterre plus disposés à faire à la Grèce un prêt pour la réalisation duquel le gouvernement grec avait peu de temps auparavant envoyé en Europe A. Louriotis d'Arta. Celui-ci avait fait des tentatives en Espagne et en Portugal; mais tout le monde y était dans les plus grands embarras pécuniaires; de là il était allé en Angleterre où Blaquière, qui déjà auparavant s'était occupé avec tant de zèle aussi de la cause de l'Amérique, le mit en rapport avec les membres les plus considé-
* 3 mai. rables du parti whig; après avoir tenu conseil*, ces derniers envoyèrent Blaquière et Louriotis en Grèce pour pren-

dre des informations sur les lieux mêmes. De retour en Angleterre, après un séjour de deux mois en Grèce, Blaquière, ce philhellène actif, aplanit par un rapport favorable[1] le chemin pour la conclusion de l'emprunt. Trois délégués grecs, Orlandos, Louriotis et G. Zaïmis étaient en route pour terminer cette affaire. Leur départ avait été retardé par les troubles du pays ; mais ce retard lui-même fut avantageux à la négociation : ils arrivèrent à Londres au moment même* où tout le monde commercial était agité (* 26 janvier 1824) par la manie de faire des entreprises extravagantes. Ils étaient autorisés à engager les revenus grecs, en particulier ceux des douanes, des salines et des pêcheries, pour contracter un emprunt de 800,000 livres sterling; ils le conclurent* au taux de 59 avec Loughnan O'Brien Ellice (* 21 février.) et C[ie][2]. Blaquière, qui, plus que tous les autres Anglais, était le favori et l'admirateur des Grecs et qui a écrit, avec l'ardeur d'un enthousiaste, l'histoire de la guerre de leur délivrance[3], put bientôt* s'embarquer avec une somme de (* 31 mars.) 40,000 livres sterling, montant d'un premier payement, qu'il devait remettre entre les mains de MM. Blake et du comte Logothetis à Zante, ainsi que de Samuel Barff à Corinthe, chargés de la remettre au gouvernement grec, mais seulement sur l'ordre de lord Byron, de Stanhope et de Lazaros Kontouriotis. Lorsque Blaquière vint avec cette

[1] Blaquière, *Report of the present state of the greek confederation.* — Rapport fait, le 23 septembre 1823, devant le comité grec à Londres.

[2] Les banquiers retenaient les intérêts à 5 pour 100 des deux premières années et l'amortissement à 1 pour 100 pour deux années; en outre, ils touchaient 3 pour 100 pour courtage, commissions, etc., ainsi que 2/5 pour 100 de commission pour le payement des intérêts; de telle sorte que, après une perte de 36 2/5 pour 100, le montant de l'emprunt n'était que de 348,000 livres sterling.

[3] Traduite aussi en allemand : *La révolution grecque, son commencement et son développement ultérieur*. Weimar, 1825.

1 avril. somme à Zante*, le seul bruit de son arrivée avait causé une sensation extraordinaire, comme nous l'avons vu plus p. 604. haut*, et avait fourni les secours les plus efficaces au gouvernement dans sa lutte contre le parti militaire. Effectivement, la réalisation de cet emprunt était un succès plus grand qu'aucun fait d'armes victorieux n'eût pu l'être. On savait bien en Grèce que très-souvent, par suite de telles alliances d'argent, les peuples avaient obtenu la protection de la puissance et de la politique anglaises, et, même dans beaucoup de cercles en Angleterre, on considéra ce commencement de relations financières comme étant de fait la reconnaissance de l'indépendance grecque.

Byron. Néanmoins, ni le gouvernement anglais, ni le peuple n'avaient pris une part considérable à ce grand service rendu aux Grecs; les partis politiques n'y étaient pas non plus pour beaucoup; il était entièrement l'œuvre de quelques rares têtes ardentes et de quelques spéculateurs peu scrupuleux. Et encore l'emprunt aurait été difficilement conclu avec tant de promptitude et de facilité, si lord Byron n'avait pas jeté un grand éclat sur le philhellénisme et s'il n'avait pas mis en grande faveur cette affaire de finance par sa résolution de se consacrer personnellement à la cause grecque. Pendant les derniers temps de son séjour en Italie, sa manière de vivre et ses façons avaient moins que jamais servi à augmenter sa gloire; mais tout d'un coup tout l'homme changea d'une telle façon qu'il attira de nouveau et plus que jamais les yeux du monde sur lui. Poussé dans toutes ses tendances et dans toutes ses actions par un esprit de contradiction contre sa patrie, il fit, aussi dans cette question grecque, l'opposition la plus vive au vil égoïsme de ses compatriotes, comme si, pour leur confusion, il voulait effacer leur ignominie par un acte désintéressé du dévouement le plus vrai. Avec son pen-

chant impétueux et cosmopolite qui l'entraînait vers la liberté et qui le portait à combattre le despotisme dans le monde entier, il était devenu jaloux de la gloire de lord Cochrane; affilié à la société des carbonari, il avait été, déjà en 1821, prêt à appuyer une révolte dans la Romagne, lorsque l'issue du mouvement à Naples le dégoûta des affaires d'Italie; depuis ce temps, il tourna de plus en plus sa prédilection vers les Grecs. Rien n'était plus facile à comprendre. Déjà, dans sa première enfance, les poésies, l'histoire et des récits de voyages avaient fait naître en lui le désir de faire un voyage en Orient. En 1809, il avait commencé avec Hobhouse son pèlerinage de Harold et, après avoir passé par le Portugal, l'Espagne et Malte, il était arrivé en Grèce et d'abord en Albanie où il avait appris à admirer la bravoure des Souliotes et à pénétrer la nature de tigre d'Ali-Pacha, leur ennemi; puis il avait visité Athènes, l'Asie-Mineure et la mer Noire et, pendant son séjour à Constantinople, il avait répété avec succès le voyage de Léandre en traversant à la nage la mer entre Sestos et Abydos. A cette époque, il avait encore regardé avec mépris et dédain les Néo-Grecs « qui aimaient le moins le pays auquel ils devaient tout, » et il avait exprimé la conviction qu'ils ne pourraient se relever ni par leurs propres forces, ni avec le secours des étrangers[1]. Néanmoins, son

[1] *Childe Harold*, canto 2, 75 :

And many dream withal, the hour is nigh,	Beaucoup rêvent aussi que l'heure est proche
That gives them back their fathers' heritage ;	Qui leur rendra l'héritage de leurs pères ;
For foreign arms and aid they fondly sigh,	Ils soupirent ardemment après les armes et l'aide de l'étranger,
Nor solely dare encounter hostile rage,	Et n'osent pas seuls s'opposer à la fureur des ennemis,
Or tear their name defiled from slavery's mournful page.	Ni arracher leur nom souillé du triste livre de l'esclavage.
— Hereditary bondsmen! know ye not	Hommes nés esclaves, ne savez-vous donc pas

cœur était attaché, par les liens les plus naturels, à cette terre, sur laquelle il composa les premiers chants de son *Childe Harold* et où il avait trouvé les sujets de ses récits poétiques tant admirés (du *Giaour*, de *la Fiancée d'Abydos*, du *Corsaire* et de *Lara*) par lesquels il transporta, pour ainsi dire, les tragoudies klephtes dans une sphère poétique plus élevée. Même lorsqu'il publia ces poëmes (1813), et quand, dans le *Giaour*, il comparait avec une profonde tristesse cette malheureuse terre des Grecs aux beaux traits d'un homme mort et délivré à peine des luttes de l'agonie, il n'avait pas encore meilleure opinion de ces esclaves d'esclaves qui n'étaient plus dignes de leur magnifique patrie[1]. Mais malgré tout cela, les préoccupations et le travail intérieur du poëte le tenaient attaché à ce peuple; c'est ce qu'on voit par le célèbre hymne en l'honneur de la levée de boucliers en Grèce (*Don Juan III*), qu'il écrivit à un moment (1819) où le monde n'avait pas encore le plus léger soupçon de l'insurrection imminente. A cette époque, lord Byron vivait déjà en Italie. Après que son divorce eut été prononcé (1816), il avait repris le bâton du voyageur, incapable de vivre avec les hommes de

Who would be free, themselves must strike the blow!	Que ceux qui veulent la liberté ont à frapper eux-mêmes!
— Will Gaul or Moscovite redress you? No!	Les Gaulois, les Moscovites peuvent-ils vous relever? Non!

[1] Dans le *Giaour* il les appelle :

... Stained with each evil that pollutes	... Souillés par toutes les hontes qui flétrissent l'humanité,
Mankind, where least above the brutes;	Là où elle s'élève le moins au-dessus des brutes,
Without even savage virtue blest,	Ne jouissant même pas des vertus des sauvages,
Without one free and valiant breast.	Ils ne comptent un seul cœur libre et vaillant parmi eux.
— In vain might liberty invoke	Ce serait en vain que la liberté invoquerait
The spirit to its bondage broke,	Un esprit plié à l'esclavage, ou qu'elle voudrait redresser
Or raise the neck that courts the yoke!	Le cou qui cherche avec amour le joug!

la société dans son propre pays et résolu de ne pas y retourner. Il avait traversé l'Allemagne, la Suisse et les Alpes, il avait vécu deux ans à Ravenne, puis à Pise; banni de cette dernière ville, il s'était établi à Gênes et, se détournant du projet d'aller en Amérique, qu'il avait eu un instant, il se laissa déterminer, entre autres par l'influence de Blaquière, à revenir à ses anciennes affections et à se mettre au service de la cause grecque. Il avait vu de ses propres yeux la ruine du mouvement italien entrepris pour la cause de la liberté; ensuite il s'était bercé, pendant quelque temps, d'autres espérances, lorsque « la mouche d'Espagne et l'abeille de l'Attique » agitaient encore ensemble leur dard[1]; de nouvelles espérances le captivaient, lorsqu'il vit flotter sur les Andes et sur le mont Athos le même étendard « arboré par les esclaves de l'Est et par les ilotes de l'Ouest[2]. » Mais parmi tous ceux qui combattaient pour la liberté, les Grecs avaient le mieux répondu à son attente; il avait appris maintenant à les estimer davan-

[1] *Don Juan*, 9, 28 :

... The web of these tarantulas Increases, till you shall make common cause: None but the Spanish fly and Attic bee As yet are strongly stinging to be free.	... La toile de ces tarentules s'étendra Jusqu'à ce que vous fassiez tous cause commune: Il n'y a plus que la mouche d'Espagne et l'abeille de l'Attique Qui se servent de leur dard acéré pour se délivrer.

[2] *Age of bronze*, 1823 :

... In that avenging clime, Where Spain was once synonymous with crime, Where Cortez and Pizarro's banners flew, The infant world redeems her name of *new*. 'T is the old aspiration breathed afresh, To kindle souls within degraded flesh, Such as repulsed the Persian from the shore, Where Greece *was* — no! she still is Greece once more!	... Dans ce climat vengeur, Où jadis le nom de l'Espagne fut celui du crime, Où flottèrent les bannières de Cortez et de Pizarre, Les jeunes pays rachètent leur nom de Nouveau Monde. Ce sont les anciens élans qui renaissent Pour enflammer les âmes dans des corps dégradés, Élans qui jadis chassèrent les Perses des côtes Où *fut* la Grèce... non! où une fois encore revit la Grèce!

·omtesse Guiccioli, l'avait tant charmé à Ra
, et des Anglais Trelawney et Hamilton-Bro
'on y resta pendant six semaines à bord de
ìt prendre les devants à ses compatriotes
formassent exactement de l'état du pays et
des partis déchirés par la guerre civile.
's rencontrèrent à Tripolitsa Kolokotronis qu
ra, sans autres façons, que, si Mavrokordato
intrigues, il le ferait mettre sur un âne et ch
rée à coups de fouet. Mais Mavrokordatos
aucoup de peine à convaincre ces hommes q
onté, l'amour de l'ordre et les capacités adm
se trouvaient que du côté de ses amis, du c
il. Mavrokordatos écrivit* d'Hydra à Lord
me : « que la division était dans le gouverne
n pas dans le peuple ; que s'il voulait venir
èce, il reconnaîtrait au premier coup d'œil
nger, c'est-à-dire à Anatoliko, qui était assi

common cause makes myriads of one breast,	La même cause commune cœur à des millier

et à Missolonghi bloquée par les ennemis*. » Byron s'apprêta donc à passer à Missolonghi. Il s'embarqua* avec sa suite à Zante dans deux navires, dont l'un, ayant à bord le comte Gamba et une somme de 8,000 piastres d'Espagne, fut saisi par une frégate turque et sauvé d'une manière presque miraculeuse; le commandant du vaisseau turc, ayant reconnu dans le capitaine du navire ionien un homme qui autrefois lui avait sauvé la vie, intervint auprès des autorités de Patras pour qu'elles missent en liberté « ces Anglais en voyage. » A Byron lui-même les ennemis et les mauvais temps firent courir de grands dangers, jusqu'à ce qu'on envoyât de Missolonghi au-devant de lui des navires pour l'escorter. Il arriva* ainsi au terme de son voyage, accueilli d'une manière brillante et avec des manifestations de joie de la part des habitants de Missolonghi; le vieux Trikoupis, le père de Spyridon, lui céda une maison. L'arrivée de lord Byron électrisa, pour ainsi dire, tous les Grecs. Il leur apparut comme un sauveur; ils l'avaient attendu, d'après ce que disait, plus tard, le capitaine Dimitrios à Gamba, comme les jeunes hirondelles attendent leur mère[1]; ils virent derrière lui la puissance de l'Angleterre, ainsi que les sommes d'argent provenant de l'emprunt, et ils crurent que la bourse de l'effendi anglais lui-même était inépuisable. En effet, les versements de l'emprunt n'étant pas encore arrivés, il fit, pendant quelque temps, le payeur pour tirer les autorités de Missolonghi de leurs embarras. Mais malheureusement, tout ce qu'il vit ici dut diminuer encore les espérances bien modestes avec lesquelles il était venu. Il trouva à Missolonghi le colonel Stanhope qui avait été envoyé en Grèce par le comité de Londres, avant

* Cf. t. Ier, p. 594.
* 29 décembre.
* 25 janv. 1824.

[1] Cf. James Emerson, *Journal of a residence among the Greeks*. — Dans : *A picture of Greece in 1825*. London, 1826, t. Ier, p. 109.

, observés avec une attention jalouse, on voya
ssolonghi et dans les environs les gens armés
occidentale et, parmi eux, les Souliotes qui, d
bat de Karpenisi, étaient sans patrie, sans ar
recevoir de solde, et qui s'aggloméraient ici
ours, ils se querellaient avec les habitants de
rokordatos, nommé gouverneur de la provi
va, sans savoir ce qu'il avait à faire, au milieu
es sauvages et indisciplinées. Alors lord Byr
ous les côtés, de l'ordre dans cette anarchie, en
ve d'un nouveau courage, d'un grand calme
r-faire pratique qu'on ne lui aurait pas suppo
r les secours en argent au but que le comité d
voulait atteindre à l'aide des philhellènes. Déj
nt lui et Stanhope avaient décidé le comité à
,000 piastres pour l'armement de la flottille q
it, à ce moment, Mavrokordatos afin de déblo
lord Byron prit personnellement cinq cents S
service pour les conduire, avec le reste d
, à une entreprise contre Lepanto. Mais l'ex

qu'on leur payât l'arriéré de leur solde de neuf mois, si l'on voulait qu'ils quittassent Missolonghi. Ces fâcheuses expériences que le poëte faisait sur ses anciens favoris l'ébranlèrent à un tel point qu'il eut une violente attaque d'épilepsie*. Il allait avoir encore d'autres déceptions. Im- * 15 février.
médiatement après cette première mésaventure, un Souliote tua l'officier qui était de garde au laboratoire, un Suédois du nom de Sass ; lorsque l'assassin fut arrêté, ses compatriotes firent une terrible émeute, mettant en péril même la maison de lord Byron qui alors, plein d'indignation, menaça de partir. Enfin, on réussit à expédier, vers les frontières de l'Acarnanie et de l'Etolie, ces hôtes remuants, après leur avoir payé 3,000 piastres qu'on emprunta à lord Byron. Mais avant d'avoir même entièrement conjuré ce malheur, on en vit un autre qui s'approchait. Karaïskakis, malade et alité à Anatoliko, avait été tenté de jouer le rôle de traître, comme Varnakiotis l'avait fait avant lui ; condamné*, il dut se rendre dans l'exil d'où il * 4 avril.
ne fut rappelé que plus tard par un autre gouvernement. Par suite de toutes ces malheureuses affaires, lord Byron eut plusieurs autres attaques d'épilepsie. De même que le milieu moral dans lequel il vivait réagissait d'une manière fâcheuse sur sa santé, les conditions climatériques dans lesquelles il se trouvait ne lui étaient pas non plus favorables; le mauvais temps ne lui permettait pas de prendre l'exercice, comme il en avait l'habitude; à la suite d'un refroidissement, il fut pris d'une fièvre cérébrale qui enleva rapidement le malheureux martyr *. A cette issue * 19 avril.
complétement imprévue de sa maladie, les amis grecs du poëte ressemblaient à des hommes « frappés d'un aveuglement soudain. » Un deuil profond était répandu sur Missolonghi où Spyridon Trikoupis prononça le discours funèbre sur la tombe du poëte, lorsqu'on fit ses funé-

ice, fût interrompu et restât inachevé au
où le poëte commençait à se montrer comm
homme. Quittant la vie vagabonde, à laque
andonné dans le domaine de l'imagination,
ans la vie réelle, il s'était entièrement dép
ire de poëte romanesque. Son caractère, co
lcibiade, semblait prendre soudain une to
, dès qu'il se décida à se mêler activement
du monde. Pendant qu'il était encore dans s
t souvent montré le désir d'y jouer un rô
avait paru manquer de la capacité nécessa
ire à cette vocation, comme de la force s
renoncer entièrement. Au milieu de cette
en Grèce, au contraire, cette veine jailli
une source saine et limpide. Dès les premi
de sa vie nouvelle et active, ses actes et se
t été irréprochables. Il était venu en Grèce

s une poésie écrite à l'occasion du trente-sixièm
sa naissance, le 22 janvier 1824; elle commence
ivantes :

sentiments qui lui donnaient une place honorable à côté des meilleurs philhellènes parmi ses compatriotes, tels que Gordon et Hastings. Une fois sa résolution prise, il était fermement décidé à rester fidèle à la cause des Grecs qu'il avait embrassée, sans craindre ni les Turcs, ni la Sainte-Alliance, tant qu'il lui resterait une planche à laquelle il pourrait s'attacher avec honneur. Sans enthousiasme, il voulait mettre l'épaule à la roue et ne pas s'en prendre à la boue qui pourrait en arrêter le mouvement. Il avait, comme disent les Anglais, cloué son pavillon au mât. Se jetant au milieu du chaos des partis et dans une guerre barbare, il avait adopté le principe de ne se déclarer pour aucun parti et de ne tremper dans aucun de leurs méfaits, résolution qu'il a toujours exécutée sincèrement. Il s'adressa aux hommes de toutes les classes pour les exhorter à la paix et à la concorde; il écrivit à tous les chefs des lettres pleines de sens et d'énergie afin de réveiller en eux un esprit de conciliation; partout il essaya de prêcher la douceur et la circonspection, et il saisit chaque occasion pour racheter des prisonniers afin d'ôter à la guerre son caractère féroce; plein de désintéressement, il prodigua ses conseils, sa fortune et sa vie et même la vanité paraissait lui être alors tout à fait étrangère. Devenu « soldat jusqu'à la folie, » il se consacra de toutes les forces de son âme chevaleresque aux choses militaires; mais lorsqu'on lui offrit le commandement en chef des armées du continent, il eut assez de prudence et de modestie pour le refuser. S'il eût fallu mesurer le mérite de ses actes d'après ses *succès*, on aurait dû dire peut-être qu'il valait mieux pour sa gloire qu'il mourût. Il est vrai que ses amis, pleins d'admiration pour lui, auraient prédit à une vie plus longue une brillante carrière. Plus tout ce qu'il aurait fait en Grèce aurait eu un caractère pratique et solide, et plus

il aurait excité l'intérêt du peuple anglais à la cause grecque et lui aurait donné une extension et une durée plus grandes. On aurait facilement mis à sa disposition toutes les sommes provenant de l'emprunt anglais, en le chargeant de les employer comme il l'eût jugé convenable, de sorte que, pour un certain temps, il aurait pu jouer le rôle de dictateur en Grèce, rôle que beaucoup de ses compatriotes avaient, déjà à cette époque, destiné à lord Cochrane. Mais la Parque jalouse coupa le fil de ses jours. Elle ne voulait pas que le peuple hellénique achetât sa délivrance à un prix moindre, elle aimait à enlever aux étrangers, venus pour le secourir, la vie ou la gloire. Mais la mort du poëte anglais augmenta l'influence fatale des premières effusions poétiques de sa jeunesse désordonnée sur les peuples de l'Europe, au moment même où il était sur le point de démentir, par une nouvelle vie, tout ce que contenaient ces poésies[1].

i philhellènes als dans le ump du parti hte.

Avec quel instinct droit et sûr lord Byron avait pris sa place sur ce terrain boueux et glissant, on ne peut le voir entièrement que lorsqu'on compare son attitude aux folies de ses compatriotes et compagnons qui, se jetant au milieu des querelles entre les partis grecs, auraient tout simplement porté la guerre civile au milieu de la petite troupe des philhellènes grecs, si lord Byron eût vécu plus longtemps. Pendant quelque temps, on avait vu agir, à côté du poëte anglais à Missolonghi, le délégué du comité de Londres, lord Stanhope[2] qui, dans tous ses actes, montrait le

[1] Quel grand sujet Lamartine n'avait-il devant lui, lorsque cette fin de lord Byron lui inspira son *Dernier chant de Childe Harold* (1826). Quand on quitte ce sujet plein de vie, et que, pénétré de l'intérêt qu'il offre, on se met à lire cette fiction poétique, on recule plein de dégoût devant le vide creux de cette rhétorique pompeuse.

[2] *Greece during lord Byron's residence in that country in the years 1823 and 1824*, by the colonel Leicester Stanhope. London, 1824.

sentiment de sa dignité propre au grand seigneur d'illustre origine, au soldat, à l'Anglais, au doctrinaire politique et à l'homme de parti fanatique. Élève de Bentham, il était venu sur cette terre qui voyait renaître la liberté, la tête toute remplie des théories philanthropiques de son maître. Il voulait combler la jeune nation tout d'un coup de toutes les splendeurs de la civilisation : c'est pourquoi, immédiatement après son arrivée à Missolonghi (fin de 1823), il y avait établi une presse libre et faisait imprimer *la Chronique grecque* qui paraissait sous la rédaction d'un Suisse, du docteur Meyer, avec la devise de Bentham : « Le plus grand bien-être du plus grand nombre. » En outre, il voulait établir un hôpital à Missolonghi, une poste en Morée et le système militaire suisse, la procédure judiciaire publique et des écoles avec la méthode de Lancaster dans toute l'Hellade. Quand Byron se moquait des théories du « colonel typographe » et qu'il insistait sur des armements de guerre, Stanhope, en vrai disciple de Bentham, défendait son opinion, d'après laquelle les philhellènes devaient restreindre leur bienfaisance à des actes qui « produiraient des avantages durables et très-étendus. » C'est pourquoi aussi il s'agissait, à ses yeux, en première ligne, de mettre les Grecs dans la bonne voie d'une véritable existence politique, d'extirper en eux l'esprit du despotisme, d'y implanter celui du républicanisme et de faire de la Grèce « une nouvelle Amérique. » Au commencement, il semblait considérer les deux grands partis hostiles comme des éléments également incapables d'enfanter cet avenir qu'il rêvait pour eux. Les oligarques qu'il voyait entourés de flatteurs, de filles perdues et de soldats, de saleté, de splendeur et de misères, n'étaient, à ses yeux, que des Turcs par leurs mœurs et leurs manières; pourtant, il voyait un élément plus dangereux de résistance à

l'égard de ses projets dans les primats civils, ces champions de la monarchie tempérée qui lui paraissait aussi impossible en Grèce qu'une « tigrarchie » tempérée. Il se désespérait de voir l'esprit monarchique prédominer dans ce peuple qui, d'une seule voix, demandait à grands cris un roi; c'était, pour lui, une abomination qu'un homme, tel que Mavrokordatos, au lieu d'aspirer avec grandeur d'âme et avec hardiesse à jouer le premier rôle de dictateur républicain, ne visât qu'à prendre la seconde place sous un roi. Occupé de ces projets, il avait, déjà en janvier, prêté une oreille très-attentive lorsqu'on lui disait tout bas à Missolonghi qu'Odyssevs, cet homme animé de sentiments entièrement démocratiques, songeait en ce moment à réunir un congrès à Salona. Lorsque, quelques semaines
* 21 février. plus tard *, le colonel se mit en route pour se rendre au siége du gouvernement à Kranidi, il rencontra, à Athènes, Odyssevs qui désirait cette entrevue encore plus ardemment que Stanhope et qui était même venu exprès pour cela d'Eubée où il bloquait de nouveau la ville de Karysto.

Le fils d'Androutsos avait gardé une attitude expectante entre les partis en lutte pendant la guerre civile en Morée. Comme maître de l'Hellade orientale, il ne voyait son autorité contestée de personne, surtout depuis qu'il s'était réconcilié avec Négris qui autrefois avait signé la sentence de sa mort. Les deux nouveaux amis haïssaient cordialement les politiques du Péloponèse et ils avaient le même intérêt que Kolokotronis à renverser Mavrokordatos, l'homme de l'ordre et leur ennemi commun; mais tant que l'issue de la lutte restait indécise, ils étaient assez habiles pour cacher leur opinion. Sûrs de rester les maîtres de l'Hellade orientale, ils songeaient tous les deux à étendre leur pouvoir aussi sur l'ouest et à soumettre ainsi à leur direction toute la Grèce continentale. Pour parvenir à leurs

fins, ils essayaient, avant tout, de détacher lord Byron, qui était le but des intrigues de tous les prétendants et de tous les personnages influents, ainsi que ses amis, de Mavrokordatos et du gouvernement. C'est ce dont s'occupa alors Odyssevs, à Athènes et plus tard à Salona, avec un art si consommé de dissimulation fine et habile et avec un talent si supérieur à manier les hommes, qu'on en oublie presque la dépravation, devant laquelle les philanthropes et les aventuriers anglais restèrent confondus, comme des niais dont on s'était joué d'une manière ridicule. Parmi ces derniers, il y avait un certain Humphreys[1] qu'Odyssevs sut éblouir en flattant sa passion de *gentleman* pour les chiens, les chevaux et la chasse. Trelawney, homme d'une grande force musculaire, qui parcourait le pays dans un costume de palikare, succomba sous l'influence du nouveau milieu dans lequel il vivait et qui lui faisait prendre des allures sauvages; il se laissa charmer par le caractère énergique d'Odyssevs et en épousa, plus tard, la sœur; mais, quant à Stanhope, qui s'était fait fort « de déjouer, par une conduite franche et hardie, toute ruse et toute habileté diplomatique, » il se laissa duper par ce Grec souple et habile au moyen d'une comédie qui était un piége d'un attrait irrésistible pour un philosophe de l'école de Bentham. Odyssevs joua devant lui le rôle de républicain, d'homme populaire et d'ami éclairé des muses; il lui parla de musées, d'écoles et de journaux; il lui permit de faire fonctionner à Athènes des presses lithographiques et le fit assister à des assemblées du peuple, dans lesquelles on élut des juges, où on accorda des impôts et où on fit des rapports sur des hôpitaux qui n'existaient nulle part. Par ces moyens il obtint de lui la promesse d'assister au con-

[1] Cf. W. H. Humphreys, *Journal of a visit to Greece*. — Dans le recueil cité plus haut : *Picture of Greece*, t. II, p. 201 sq.

grès de Salona, qui avait été convoqué, et de servir d'intermédiaire pour y faire venir aussi lord Byron et Mavrokordatos. Plein d'enthousiasme, Stanhope disait alors dans une lettre qu'il écrivit d'Hydra et dans laquelle il vanta l'esprit ferme et le bon cœur d'Odyssevs, qu'il était brave comme son épée, n'appartenant à aucun parti, ami de la publicité et de la liberté et le seul qui pût maintenir l'ordre, en un mot « précisément l'homme qu'il fallait à la Grèce. » Aux yeux de Stanhope, on ne pouvait sauver la Grèce qu'en élevant Odyssevs au pouvoir et en renversant Mavrokordatos. A Kranidi, les partisans du gouvernement lui reprochèrent son alliance avec les ennemis de l'ordre et lui firent des représentations sérieuses à ce sujet, mais en vain. Les klephtes étaient complétement sûrs de lui et de ses amis. Sophianopoulos, le secrétaire de Gouras, disait d'un ton triomphant dans une de ses lettres*, « que les Anglais, désabusés au sujet du parti du gouvernement réuni à Kranidi, avaient ouvertement passé au parti de Tripolitsa[1]. » Stanhope se rendit, suivant sa promesse, à l'assemblée de Salona*. Mais il n'y trouva point ses amis de Missolonghi. Mavrokordatos, craignant le piége qui lui était tendu, n'y envoya que quelques délégués chargés de tout observer; lord Byron était sur son lit de mort.

Commencement de mars.

* 10 avril.

Alors Stanhope tomba sans défense entre les mains des intrigants les plus dangereux. Il s'abandonna avec enthousiasme à la pensée de voir jouer à Odyssevs le rôle d'un Washington et d'un Bolivar; il était charmé de voir que Négris, qui lui remit une lettre pour Bentham, s'occupât de la rédaction d'un code; tout le monde à Salona lui paraissait être animé des sentiments les plus libres et les plus nobles. Alors il se sépara entièrement de Mavrokorda-

[1] Cf. Blaquière, *Second visit to Greece*. 1825, t. II, p. 90.

tos à qui il écrivit un peu plus tard tout franchement, « que parmi les mauvaises gens, travaillant contre la constitution, les pires et les plus ingrats étaient ceux qui agissaient en faveur d'un roi étranger. » Heureusement, Stanhope fut rappelé à ce moment même en Angleterre, par un ordre du roi ; il n'aurait pas cessé de jeter de l'huile dans les flammes de la guerre civile et de troubler les rapports entre le comité de Londres d'une part et le parti civil et le gouvernement d'autre part, ce qui aurait infailliblement fait manquer le second emprunt plus considérable qu'on songeait à contracter en Angleterre. Mavrokordatos se hâta de prévenir, par une lettre très-connue qu'il adressa à Blaquière*, les mauvaises impressions que les rapports de Stanhope pourraient produire à Londres[1]. Il y avait fait d'une manière fort honorable sa confession de foi politique. Il y parla des accusations que des membres de la clique de Stanhope avaient élevées contre lui en disant « qu'il voulait un roi étranger; » et cependant, écrivait-il, c'était lui qui, dix-huit mois auparavant, s'était mis, avant tous les autres, en opposition avec Négris (le républicain !), lorsque celui-ci avait proposé pour le trône le roi Jérôme ! On l'avait accusé « d'être l'ennemi de la constitution, » et pourtant il ne s'était toujours opposé, au risque de perdre la vie, qu'à ceux qui faisaient de la constitution un manteau pour voiler leurs infamies et leur brutalité ! On lui avait reproché « de vouloir un despote, » et pourtant on ne portait cette accusation contre lui que parce qu'on savait qu'il n'en voulait *aucun*. « S'il est écrit dans le livre de l'histoire, disait-il en terminant, que la Grèce doit ramper devant un despotisme militaire, hydre non à sept, mais à cent têtes, je ne serai ni l'instrument aveugle, ni l'humble

* 22 mai.

[1] Cf. même ouvrage. 1825, t. II, p. 78.

ite à Argos pour s'offrir comme arbitre dans
re indécise qui s'était élevée pendant le bl
lie *, et pour affaiblir ainsi, autant que pos
ire du gouvernement. Mais personne ne s'y f
même ses propres gens. Un jour, on tira sur l
dans la maison de Nikitas à Nauplie, il était a
tre. Pendant son absence, on ourdit une cons
branla la fidélité de son lieutenant Gouras. (
me d'une force athlétique, barbare comme son
plein de bon sens, aussi rusé que vaillant, au
u'énergique, était attaché par d'anciens liens
yssevs qui, du temps où il était encore capit
ce d'Ali-Pacha, s'était servi de lui pour ses
lus délicates. Au moment qui nous occupe,
ulos, son secrétaire, qui avait été corromp
ernement, lui dit tout bas à l'oreille qu'il
ment s'élever à la place d'Odyssevs. Pendant
s, le vieux serviteur hésitait ; il obéit encore
maître qui lui avait ordonné de venir le rej
lie. Après s'y être informé de l'état des chose

tit que son rôle était fini et se retira déjà comme un homme vaincu en Roumélie.

L'impression morale que le mouvement philhellénique avait produite dans la lointaine Angleterre n'avait pas peu contribué à donner de la force à toutes ces causes qui concouraient à la consolidation du gouvernement légitime. Autant il était évident, plus tard, qu'avec la mort de lord Byron les sympathies du peuple anglais pour la cause grecque s'étaient beaucoup refroidies, autant on était frappé de voir jusqu'à quel point le mouvement philhellénique s'était répandu de plus en plus dans cette race anglo-saxonne depuis que son grand poëte s'y était personnellement consacré. A l'ouverture du congrès des États-Unis *, le président avait exprimé des vœux bienveillants et des espérances d'un heureux avenir pour les Grecs ; une réunion de philhellènes à la Nouvelle-Orléans * demanda au congrès de prendre des mesures en faveur de leur indépendance; là, comme à Philadelphie et dans d'autres villes d'autres États, on ouvrit des souscriptions; l'association de secours de New-York fit espérer à celle de Londres qu'on pourrait armer une corvette à vapeur pour les Grecs; on recueillit de l'argent pour eux-mêmes dans le Bengale plus lointain encore. L'intérêt que prenaient précisément ces peuples à la cause de la Grèce promettait de tirer la nation grecque de son état désespéré d'isolement politique, de même que l'emprunt anglais faisait espérer au gouvernement qu'il serait enfin délivré de sa disette d'argent continuelle. La seule perspective d'une solde à gagner augmenta le nombre de ses partisans et donna au gouvernement la prépondérance sur les klephtes et les *antartes* (rebelles), même avant que l'on eût versé un seul schelling de l'emprunt. Il est vrai que la seule perspective de ces versements, qui étaient retardés d'une manière très-fâcheuse,

* Novembre 1823

* 23 janvier 1824

n'était pas suffisante pour faire des armements efficaces dans l'armée et dans la flotte. La mort de lord Byron exerça une influence très-nuisible et très-sensible même sur ces choses-là. Ce ne fut que cinq jours avant la fin du
Cf. T. II, p. 17. poëte que Blaquière apporta à Zante* le premier à-compte de 40,000 livres sterling; mais il ne put pas remettre cette somme au gouvernement grec parce que l'autorisation de lord Byron, qui était une des conditions du payement, faisait alors défaut. Un second envoi, montant à la même
* 13 juin. somme, et qui arriva à Zante*, y resta, au désespoir du gouvernement grec, jusqu'à la fin du mois de juin, où il reçut enfin de Londres la permission de liquider ces deux sommes. Ce retard eut une influence fatale sur la première marche de la guerre dans cette quatrième année de l'insurrection, bien qu'elle fût dénuée de grands faits d'armes, mais pendant laquelle l'Égyptien tant redouté entra en lice.

---

2. — LA GUERRE DANS LES ANNÉES 1824 ET 1825.

Méhmet-Ali. Le vice-roi d'Égypte, dont nous avons suivi plus haut la marche lente, mais progressive vers la puissance, avait pu consolider de plus en plus sa position en secret et grâce au bruit de la guerre révolutionnaire en Grèce qui ne permettait pas à la Porte de se préoccuper des mouvements de son vassal. Prince temporel et chef de l'Église dans ses États qu'il gouvernait sous la suzeraineté du sultan, il était, en même temps, le plus grand commerçant du monde. Nous aurons occasion de parler, dans un autre ouvrage, de l'économie politique de ce brigand, de ce marchand royal dévoré d'une soif d'or inextinguible, mais élevé jusqu'aux

nues par des parasites francs; nous dirons de quelle manière il rendait les ressources inépuisables de l'agriculture en Égypte productives pour lui-même, de quelle façon, en introduisant la culture du coton dans son pays, il en avait monopolisé l'achat et la vente en traitant seul avec les producteurs et avec les marchands qui exportaient la marchandise, et comment, en dirigeant ainsi la plus grande partie des produits du sol et des gains du commerce vers ses propres caisses, il put augmenter ses revenus de manière à dépasser de beaucoup ceux de ses prédécesseurs. La possession et l'exploitation de sa vallée du Nil, qu'il appelait la perle des pays, exaltait tellement son ambition qu'aucun but ne lui semblait tróp élevé ni trop éloigné pour elle; il croyait qu'après un certain nombre d'années de paix, il pourrait, par ses ressources et par ses richesses, ajouter l'Égypte comme sixième grande puissance aux cinq autres puissances de l'Europe. La durée de l'insurrection grecque et, en première ligne, l'événement qui avait poussé les Grecs eux-mêmes à prendre les armes, avaient essentiellement contribué à consolider et à étendre de plus en plus son pouvoir. Méhmet-Ali ne pouvait pas avoir le moindre doute que la proscription d'Ali-Pacha d'Ianina ne fût le prélude d'une attaque contre lui-même : on se disait déjà à cette époque que l'intention du sultan était de partager l'Égypte en deux et de nommer un autre pacha au gouvernement de la Basse-Égypte. Pour prévenir l'exécution de ce projet, Méhmet avait fait de grands achats d'armes remarqués par tout le monde, dès que la Porte commença ses entreprises contre Ali-Pacha; puis, sans se laisser déconcerter, il avait continué ses guerres dans le Sennaar et le Dongola, il avait introduit sur une échelle de plus en plus grande le *nizam-djedid* parmi ses troupes en donnant, en même temps, par des moyens arti-

ficiels, à son armée un développement de plus en plus considérable et funeste pour le pays et pour le peuple. Les Grecs l'avaient observé attentivement, afin de voir s'il ne se laisserait pas entraîner par la défection d'Ali ou par leur propre insurrection; mais Méhmet, qui avait la vue plus longue, jugea plus prudent, pour le moment, de tenir le milieu entre la dépendance complète de vassal et la révolte des infidèles. Il fournit régulièrement à la Porte ses contributions d'argent et lui donna des preuves constantes de son dévouement. Afin de satisfaire aux exigences plus grandes et de pouvoir, en même temps, faire dans la Haute-Égypte la guerre pour ses propres intérêts et fournir à la Porte son contingent en argent et en vaisseaux, il pressura son pays de la manière la plus froide par de lourds impôts[1].

Mais avec toute cette soumission, Méhmet se plaisait dans le sentiment orgueilleux d'habituer les Turcs de plus en plus à l'indépendance et à la spontanéité de ses actions, et de les convaincre d'une manière de plus en plus profonde de la supériorité de ses ressources morales et matérielles. Les nouvelles de tous ses faits d'armes étaient constamment accompagnées de bulletins victorieux; il avait su vaincre les préjugés religieux et nationaux qui s'étaient opposés à ses innovations européennes; à sa cour, il n'y avait pas de factions de sérail qui eussent pu paralyser sa volonté; dans l'intérieur de son royaume, il n'y avait pas de révolte, de même que, dans ses relations avec l'extérieur, il n'y avait pas de différends diplomatiques. De la sorte, Méhmet se trouva dans une attitude et une réserve imposantes vis-à-vis de la Porte, profondément ébranlée. Il fit, à l'égard de son suzerain, son de-

[1] Cf. Mengin, t. II, p. 240.

voir, et rien de plus : ses vaisseaux combattaient à côté de ceux des Turcs, sans rendre plus de services qu'eux; il se faisait rechercher et il attendait l'offre d'un prix plus élevé pour des secours plus grands que ceux qu'il était obligé de fournir. Il n'entra en lice, en déployant toute sa puissance, que lorsque l'insurrection se consolida et continua dans l'île de Crète que la Porte dut lui céder, et lorsqu'on l'appela en Europe, en lui offrant des titres et en lui ouvrant une perspective qui lui laissaient les honneurs de la lutte et une partie de la conquête. La Porte elle-même fraya alors un chemin à son ambition, en lui facilitant l'accès de l'Europe, où la Crète était pour Méhmet le pont, et en l'attirant à Constantinople, contre laquelle le Péloponèse était pour lui la tête de pont.

Nous avons donc à raconter ici brièvement comment il était arrivé que les affaires de Crète avaient donné au vice-roi la première occasion de tirer l'épée, afin de décider l'issue de cette guerre de l'insurrection grecque.

A l'époque où les habitants de la ville de Sphakia s'étaient levés pour se mettre au premier rang de ceux qui combattaient pour la révolution en Crète, Dimitrios Ypsilantis avait nommé Michaël Aphentoulis son représentant dans cette île *. Ce dernier, qui avait été autrefois formé pour le service diplomatique de la Russie, et qui, par conséquent, comme Ypsilantis, semblait avoir un appui dans cette puissance, était peut-être de tous les préteurs du prince celui qui le représentait le plus fidèlement. Au physique et au moral, il prévenait peut-être encore moins en sa faveur que son chef : il était petit et boiteux, et d'un caractère faible, sombre et méfiant. Il montra un talent extraordinaire pour l'administration, à la tête de laquelle, plus tard, les paysans crétois le rappelaient souvent de leurs vœux; mais au moment actuel, il aurait fallu là, à la

L'île de Crète.

* Novembre 18[illegible]

place de l'homme de cabinet, un vaillant soldat, qui, s'appuyant sur les éparchies de la plaine, eût su dompter les Sphakiens, enclins au brigandage, qui, sans avoir une idée d'un but patriotique plus élevé, disputaient aux musulmans le privilége de pressurer cette île. Leurs chefs reçurent le gouverneur d'Ypsilantis de la même manière dont celui-ci avait été reçu lui-même par Kolokotronis et ses pareils; ils songeaient à en faire l'instrument de leurs projets, ou bien à s'en débarrasser aussitôt que possible. Au moment de l'arrivée d'Aphentoulis, la révolution dans l'île de Crète n'était plus encore vivante que depuis la côte occidentale jusqu'à Rhethymnon (Retimo); Roussos occupait les défilés et les routes conduisant dans ce pachalik; Chania (La Canée) était investie par deux mille quatre cents hommes sous les ordres de Papadakis; à l'est de l'île, où il n'y avait qu'un petit corps de troupes sur le mont Ida (Psilariti), commandé par Antonios Melidonis, l'insurrection était presque complétement étouffée. Mais cet homme valait à lui seul une petite armée. Il avait été un des délégués de l'hétairie, et, dans ses aventures personnelles, il avait essuyé ce que la petite guerre, dans cette île, avait de plus amer et de plus terrible; suivant les circonstances, clément et dur, barbare et généreux, il était devenu, par sa bravoure et par sa présence d'esprit, la terreur des Turcs, le favori du peuple et l'objet de l'envie des chefs sphakiens[1]. Aphentoulis eut le tact d'attirer à lui cet homme avant tous les autres; le frère de Melidonis était le médecin du gouverneur, qui nomma Antonios lui-même à un poste militaire élevé : il est vrai qu'en agissant ainsi il s'attira la haine des Sphakiens, en même temps qu'il l'augmenta à l'égard de Melidonis. Lorsqu'au

[1] Cf. Gordon-Zinkeisen, t. Ier, p. 588 : *Quelques traits de la vie d'Ant. Melidoni.*

printemps de l'année 1822 les Crétois se virent assez forts pour pousser plus énergiquement l'investissement de Chania et de Rhethymnon, ils désiraient, en même temps, donner plus de liberté, à l'est, aux mouvements de Melidonis, que les Turcs avaient repoussé de plusieurs positions sur l'Ida, et en face duquel ils se trouvaient alors dans des retranchements près de Phourphoura, dans l'éparchie d'Amari. Tous les chefs crétois influents se réunirent alors, en occupant la position centrale de Vryssa; mais la jalousie et les dissensions les divisaient. Les Sphakiens, avides de rapine, surent éloigner Aphentoulis du camp principal, comme on avait écarté Ypsilantis devant Tripolitsa; quant à Melidonis, qui, par un heureux coup de main *, venait de renouveler son ancienne * Mars 1822.
gloire, le farouche Roussos s'en débarrassa d'une manière infâme, en l'assassinant pendant un repas, auquel l'avaient invité les chefs sphakiens. Par suite de ce crime monstrueux, tout le camp crétois se débanda; Aphentoulis, dans son indignation, renvoya Roussos à Sphakia, tandis qu'il se rendit lui-même à Chania, où il engagea à venir aussi le vaillant Balesto qui venait d'arriver avec trois cents Samiens. Les Turcs de Megalokastro, trouvant alors les chemins jusqu'à Rhethymnon complétement ouverts, se mirent en marche pour débloquer cette ville investie par les Crétois; mais ceux-ci, en voyant ce danger imminent, se réunirent aussi rapidement qu'ils s'étaient dispersés auparavant. Balesto prit position près de Kastelo, où il avait quatre mille hommes sous ses ordres *; il * 25 avril.
y était même venu des Sphakiens, peut-être avec le projet perfide de perdre Balesto, ce nouvel appui du gouverneur, comme on venait de se débarrasser de Melidonis. Balesto, qui n'avait que des munitions de guerre insuffisantes, considérait une attaque contre les forces réunies

des Turcs de Rhethymnon et de Megalokastro, qui se trouvaient en face de lui, comme beaucoup trop risquée, donnant ainsi aux ennemis le temps et l'occasion de le
* 26 avril. surprendre et de l'attaquer lui-même*. A peine la lutte eut-elle commencé que les Grecs furent saisis d'une terreur panique, provoquée, à ce qu'on croyait, par les Sphakiens; il s'ensuivit une fuite générale, pendant laquelle Balesto lui-même perdit la vie.

Égyptiens 'île de Crète. De la sorte, Aphentoulis se trouva privé des soutiens militaires, au moment même où il allait perdre aussi son appui dans le gouvernement grec, par suite de l'éloignement d'Ypsilantis, écarté par l'assemblée nationale d'Epidavros. Au moment même où eut lieu le combat de Kastelo, Petros-Skylitsis Omeridis, le représentant de la nouvelle administration, était arrivé dans l'île, en débar-
* 22 avril. quant* près d'Armeni, à une demi-lieue de Souda, où il manda aussitôt le gouverneur d'Ypsilantis. Il y délibéra, avec les primats de la commune, sur une espèce de constitution, restreignant les pouvoirs du gouverneur qui jusqu'alors avait régné en autocrate, constitution que ce-
* 2 juin. lui-ci dut signer lui-même*. Irrité par ces humiliations, Aphentoulis allait quitter l'île, lorsque l'apparition d'une flotte égyptienne le fit changer d'avis. L'insurrection dans l'île de Crète durant toujours, la Porte avait jugé indispensable de soutenir, par des secours étrangers, les musulmans de Crète. Toutes ses forces étant employées en Grèce, elle avait dû se résoudre, déjà à cette époque, à placer l'île de Crète sous la juridiction immédiate du vice-roi d'Égypte et à le charger du commandement en chef contre les révoltés. Hassan-Pacha, le gendre de Méhmet-Ali, commandait la flotte égyptienne, qui venait de faire
* 9 juin. son apparition* sur la rade de Souda avec cinq mille Albanais à bord de ses vaisseaux. Après un premier avan-

tage remporté sur les Grecs assiégeant Chania, et qui s'étaient retranchés dans une position fortifiée, près de Malaxa, en face des Égyptiens, Hassan-Pacha, fidèle au système adopté alors par le sultan, tint un langage pacifique aux rebelles, et leur promit des monts d'or, s'ils voulaient se soumettre. Mais les négociations furent interrompues par un acte de violence commis par des Crétois armés de Malaxa; alors Hassan se jeta aussitôt* sur cet endroit, d'où il repoussa les Grecs; puis il se prépara à une entreprise plus importante contre Sphakia. Néanmoins, on ne fit rien de bien sérieux. La flotte égyptienne reçut l'ordre de se rendre dans l'Archipel, pour y opérer sa jonction avec la flotte turque; et quant aux troupes de terre, elles semblaient être paralysées par les malheurs qui, à cette époque, faisaient échouer les superbes entreprises des Ottomans dans le Péloponèse; elles s'enfermaient de nouveau dans les forteresses, où leurs rangs furent éclaircis par la peste, tandis que les navires des hardis insulaires de Kassos molestaient les côtes de Crète sans trouver d'obstacle. A la fin de l'hiver, l'insurrection se répandit* à l'ouest de la Crète, dans les éparchies de Kysamos et de Selinos, et elle semblait avoir trouvé un nouvel appui plus solide, lorsque, après l'éloignement d'Aphentoulis, les Crétois offrirent les fonctions de gouverneur à Manolis Tombazis, d'Hydra, afin de s'assurer, par cette tactique habile, l'assistance plus active de la flotte grecque. Ce nouvel harmoste embarqua à Nauplie une troupe nouvellement levée de douze cents hommes qui descendirent à terre* dans la baie de Kysamos, où ils prirent possession du précieux port de Drapani, s'assurant ainsi les communications avec la Grèce. Le fort de Kysamos, assiégé par eux, se rendit aussitôt que Tombazis eut dressé les canons qu'il avait apportés. Ensuite

* Fin de juin.

* Février 1823

* 3 juin.

l'harmoste voulut, par la prise de Kandanos, assurer le triomphe définitif de l'insurrection de Selinos; et bien que, dans son attaque contre ce village d'une grande étendue, il fût battu par les musulmans, réputés les plus vaillants et les plus cruels de l'île, eux aussi furent pourtant forcés par la peste à livrer la ville, reddition qui fut souillée par la trahison la plus infâme et par les atrocités les plus barbares commises par les vainqueurs étrangers et indigènes. Ces prompts succès de l'harmoste poussèrent les Égyptiens à faire de nouveaux efforts pour porter cette fois un coup décisif à l'ennemi. Une escadre, commandée par Ismaël-Gibraltar, porta cinq mille hommes de troupes de débarquement à Mégalokastro, et elle s'en retourna aussitôt, afin d'y amener, dans un second voyage, d'autres provisions et de nouvelles troupes. Cette fois-ci encore, l'arrivée des Égyptiens eut pour conséquence la concentration immédiate des Crétois; mais, malheureusement, Tombazis ne sut pas bien les diriger. Il avait trouvé indispensable d'établir une organisation militaire, embras-
* Mi-juillet. sant toute l'île, et il avait convoqué * une assemblée des primats à Arkoudena, dans l'éparchie d'Apokorona, en y invitant aussi les Sphakiens arrogants, qu'il aurait mieux fait de laisser de côté. Les éparchiotes proposèrent ici d'enlever aux Sphakiens le privilége de fournir des capitaines pour tous les autres habitants de l'île de Crète, privilége dont ils avaient abusé. Cette proposition fut effectivement adoptée par l'assemblée; mais les représentants de Sphakia, irrités par cette résolution, quittèrent Arkoudena pour s'en retourner dans leurs montagnes. Au lieu d'en laisser là cette affaire, Tombazis fut assez faible pour les ramener par des promesses, pour bannir même quelques-uns de leurs adversaires les plus violents, et pour offrir à Roussos, cet homme abominable, le com-

mandement en chef d'une expédition qu'on résolut, à Arkoudena, d'entreprendre dans l'est de l'île, afin d'y ranimer l'insurrection. Dans ce but, on avait ordonné une concentration de troupes à Amourgelai, à cinq lieues de Megalokastro; mais, par suite des mesures insensées prises par l'harmoste, il ne s'y rendit que deux mille Crétois, et Roussos lui-même, occupé ailleurs, s'y fit attendre. A ce moment même eut lieu le second débarquement des Égyptiens*. Hassan-Pacha était mort, par suite d'une * Septembre.
chute de cheval; le jeune Moustapha-Bey, qui le remplaçait, brûlait du désir de cueillir ses premiers lauriers. Il tomba sur les Crétois, placés près d'Amourgelai, et les dispersa; puis il entra dans l'éparchie de Mylopotamos, entre Rhethymnon et Megalokastro, et poussa les chrétiens devant lui comme des troupeaux qui s'enfuient. Cinq cents personnes, pour la plupart des femmes et des enfants du village de Melidoni, se réfugièrent dans la grotte de stalactites située au nord-est de l'endroit, et consacrée, dans l'antiquité, à Hermès de Talaios, où elles furent brûlées ou étouffées. Tous les corps de troupes crétoises se débandèrent alors; les ennemis inondèrent toutes les provinces de l'ouest; douze ans plus tard, les voyageurs reconnaissaient encore les terribles traces de la dévastation que les Turcs avaient portée dans toutes ces contrées. Les combattants, dispersés dans toutes les directions, se tenaient cachés, pendant l'hiver de 1823-24, dans les recoins les plus éloignés des montagnes, beaucoup d'entre eux se réfugièrent dans les îles de l'Archipel. L'insurrection avait reçu le coup de grâce. Au printemps arriva* Housseïn-Bey, homme sauvage et * Mars 1824.
brutal, destiné à succéder à Hassan. Il parcourut le pays en le dévastant par le fer et le feu, et invita les Sphakiens à se soumettre. Le consul autrichien, Dorkalis, prêta son

appui à ces exhortations. Tous les capitaines étaient découragés. L'harmoste, traqué de tous les côtés, menacé d'être trahi par les Sphakiens, s'enfuit dans le port de
* 13 avril. Loutro, et réussit à s'échapper *. Quant aux capitaines sphakiens qui s'étaient soumis, Housseïn leur prépara un sort qu'ils avaient bien mérité; il les jeta dans les sombres cachots de Chania. Roussos fut aussi du nombre.

La conquête de l'île de Crète était achevée. Pour l'assurer dès lors d'une manière durable, il ne fallut plus que la soumission de l'île de Kassos, dont les habitants, marins habiles, inquiétaient le littoral étendu de l'île de Crète, comme les Psariotes le faisaient sur les côtes de l'Anatolie. Souvent ils avaient assisté les assiégeants de Chania et de Rhethymnon, en bloquant ces villes du côté de la mer, et ils pouvaient encore dorénavant tendre la main aux bandes des révoltés dans les montagnes. L'es-
* En mai. cadre récemment * renforcée d'Ismaël-Gibraltar se transporta deux fois devant Kassos, sans avoir, en apparence, de projets sérieux sur cette île, et sans résultat aucun. Lorsqu'elle s'y présenta pour la troisième fois, elle ouvrit, pendant deux jours, un feu violent contre la ville,
* 18 juin. et, dans la soirée du second jour *, Housseïn-Bey, tout en occupant les Kassiens sur un endroit tout à fait opposé, jeta vingt-quatre chaloupes sur la côte située en face de l'île de Crète, et d'un accès difficile, où sept hommes seulement faisaient la garde d'une manière négligente. Les troupes, débarquées dans cet endroit, occupèrent tous les quatre villages de l'île, et forcèrent les Kassiens, placés ainsi entre deux feux, à se rendre sans même combattre; cette soumission cependant ne devait pas les sauver de l'esclavage. En vain, le capitaine Markos essaya de se maintenir avec une petite troupe dans l'ouest de l'île. Il fut écrasé par des forces supérieures; on le conduisit lié

devant Housseïn; mais il brisa ses liens et renversa quelques-uns de ses gardiens, jusqu'à ce qu'il fût taillé en pièces par les nombreux soldats.

Armements de l'Egypte contre Morée.

Avant et après l'hiver de 1823-24, Méhmet-Ali avait déployé dans l'île de Crète une activité très-vive, récompensée par des succès décisifs. Mais aussi, lorsqu'il eut obtenu ces avantages, la Porte lui avait déjà fait entrevoir comme prix la haute dignité qui excitait toute son ambition; puis elle la lui avait conférée, en le chargeant du commandement en chef de l'armée qui combattait les insurgés grecs en Morée *. On voit, par un seul coup d'œil jeté sur les chiffres de ses forces qui augmentaient de plus en plus par grandes masses, quelle impulsion extraordinaire cette nomination avait donnée à l'extension des projets du vice-roi, et combien il était pressé de hâter toutes les démarches nécessaires pour développer le plus rapidement possible la puissance avec laquelle il voulait commencer cette grande mission en Europe, but de tous ses désirs. Encore, en 1823, avant que la Porte lui eût fait cette proposition brillante, la force numérique de son armée ne dépassait pas, d'après Mengin, le chiffre de dix-neuf mille hommes. En 1824, les seuls corps exercés d'après les règles de la tactique comptaient déjà quinze mille hommes complétement disciplinés et huit mille hommes qui apprenaient l'exercice[1]; deux ans plus tard, on évalua[2] ses forces armées à quatre-vingt-dix mille hommes, qui se composaient de trente-cinq mille hommes dans l'île de Crète et en Morée, de huit mille hommes dans le Kordofan, de vingt-cinq mille hommes dans le camp d'exercices près du Caire, de trois mille quatre cents hommes en garnison à

* T. Ier, p. 603.

[1] Rapport du consul général anglais Salt, adressé à lord Strangford. MS.

[2] Rapport du baron Miltitz, du mois de novembre 1826. MS.

Alexandrie et au Caire, de seize mille hommes sur la flotte et de deux mille cinq cents hommes dans l'île de Chypre et dans différentes autres stations. L'exercice suivant les règles de la tactique, auquel on rompait ses troupes, avait fait des progrès continuels dans les deux années qui précédaient l'immixtion du vice-roi dans les affaires de l'Europe. Il fit habituer à la discipline beaucoup de milliers de nègres captifs, et lorsqu'il vit que ces derniers ne pouvaient pas supporter ces fatigues, il fit, par une espèce de conscription, entrer peu à peu trente mille fellahs dans ses régiments de tacticiens. La description que firent les Européens de ces troupes un peu sauvages du vice-roi ne donne pas précisément une image bien flattée de leur extérieur. Ces soldats portaient des pantoufles rouges, des guêtres de drap cousues à leurs pantalons bouffants, une veste collante ouverte en haut et sans col, un fez, une giberne et un fusil avec baïonnette; les officiers étaient habillés à la turque, mais leurs uniformes étaient de la couleur des régiments. A voir le maintien des soldats, on devinait qu'ils avaient été dressés par la force; leurs buffleteries et leurs fusils étaient mal tenus; quand ils n'étaient pas rangés en bataille, ils mettaient leurs souliers dans leurs poches, dès qu'ils le pouvaient, et se présentaient dans toute la saleté et dans le désordre bruyant de sauvages à demi nus. Les officiers et les in structeurs avaient été pris dans le corps des mamelouks, qui, de leur côté, avaient été instruits par des officiers instructeurs français, parmi lesquels le colonel Sève était le plus remarquable. Ayant pris part à la tentative faite pour délivrer le maréchal Ney, après la seconde restauration, il avait dû quitter sa patrie, et, comme tant d'autres aventuriers français, il avait trouvé le meilleur accueil en Égypte. Dans l'accomplissement de sa tâche, il rencontra les plus

grandes difficultés à vaincre au milieu des mamelouks. Parmi ces ennemis tenaces des mœurs étrangères, il y avait des complots continuels contre le nizam-djedid. Pendant l'été de 1824, le pacha se vit obligé de faire exécuter Ibrahim-Aga, le gouverneur de la citadelle du Caire, qui, depuis vingt ans, avait été son ami, mais qui était accusé d'avoir trempé dans une de ces conspirations. Ainsi, la vie de Sève aussi était menacée de dangers continuels; mais il sut vaincre tous ces obstacles, à force de persévérance et de patience, ainsi que par son courage, qui imposait le respect, et par son intrépidité calme. Le vice-roi aurait voulu faire de son instructeur un bon général; mais la loi ne le permettait pas, tant que Sève restait chrétien. Méhmet-Ali profita de ce que, comme Français, il était exempt de préjugés, pour le déterminer à changer de religion. « La cérémonie, lui dit-il, en souriant, à l'oreille, se ferait entre eux deux. » Souleïman-Bey, tel était le nouveau nom du colonel, buvait dès lors son vin en secret; mais il organisa son harem publiquement; il rougissait de sa nouvelle position devant ses compatriotes, mais il était un serviteur fidèle des musulmans. Ibrahim-Pacha, le général en chef, qui, lui aussi, s'était, depuis longtemps, exercé au métier des armes, reçut de cette manière un général capable pour l'armée destinée à se rendre dans la Morée, de même que la flotte égyptienne possédait un excellent instructeur dans la personne du Français Letellier. Un mouvement extraordinaire régna alors, depuis le printemps de 1824, dans les arsenaux du Caire, où l'on faisait les armements nécessaires pour cette armée. Les commencements n'en furent pas accompagnés de signes de bon augure. Un terrible incendie et une explosion des poudres dans la citadelle du Caire* détruisirent, au grand préjudice du satrape, d'énormes quantités de munitions et

* 22 mars 182[illegible]

de provisions, et coûtèrent la vie à des milliers d'ouvriers, de soldats et de bourgeois de la ville. Mais cet événement funeste n'arrêta pas un seul instant le progrès de ces armements. Le paisible port de commerce d'Alexandrie se transforma en de vastes docks pour la marine militaire; des masses de troupes, attendant leur embarquement, s'y aggloméraient dans les alentours, et, pendant des mois entiers, le pacha interdit l'exportation de marchandises, afin de forcer les navires francs qui se trouvaient dans le port à lui prêter leurs services pour le transport de ses troupes, services qu'il offrait de rémunérer par de grosses sommes d'argent. La flotte qui s'y réunit, pendant le cours de l'été, était composée de cinquante-quatre vaisseaux de guerre; pour le transport des troupes et des munitions, on avait nolisé environ quatre cents bâtiments, parmi lesquels quatre-vingt-six navires marchands d'Europe. Les forces de terre consistaient en douze mille tacticiens, deux mille Albanais, deux mille cavaliers, sept cents artilleurs et hommes du corps du génie, comme en un parc d'artillerie de cent cinquante pièces de campagne et de siége. Le vice-roi les expédia comme si elles allaient s'amuser à faire une petite campagne pour s'exercer. Drovetti, qui, avec tant d'habileté, avait aidé Méhmet-Ali à élever l'édifice de sa puissance, et qui, avec la flatterie d'un courtisan, avait fait miroiter devant ses yeux le rôle d'un Bonaparte de l'Orient, lui représentait la réduction de la Morée comme l'affaire de quatre mois tout au plus, et le vice-roi lui-même, en répétant cette opinion devant le consul anglais, Salt, dit que c'était là sa propre conviction.

hute de Psara. Le gouvernement grec observait avec crainte et en tremblant, mais, pour ainsi dire, les mains liées, ces redoutables préparatifs de guerre, au développement des-

quels, à l'intérieur comme à l'extérieur, des Européens prêtaient leur assistance, et qui étaient accompagnés d'autres armements plus formidables encore qu'on faisait à Constantinople pour la marine. Il ne pouvait pas payer de solde aux marins de sa flotte, et cependant, à aucun autre moment, elle n'aurait dû, avec plus de promptitude et de force, être prête à arrêter, dans leurs premiers mouvements, les Turcs et les Egyptiens qui étaient alors encore séparés. Les matelots, ne recevant pas de solde, restaient aux îles dans l'inaction et la paresse; les primats, épuisés, se tenaient sur la réserve dans l'attente d'avances qu'ils voulaient que le gouvernement leur fît à l'aide de l'emprunt; le gouvernement, souffrant le supplice de Tantale, savait que les trésors qui pouvaient sauver la Grèce, les quatre-vingt mille livres sterling, étaient sous séquestre à Zante sans qu'il pût les toucher. Ce fut dans cette situation pénible qu'il publia à Lerna le fameux décret * par lequel il autorisa ses croiseurs à détruire tous * 20 juin
les navires européens servant de vaisseaux de transport aux Turcs : acte précipité et désespéré, qui n'avait pu être inspiré aux Grecs que par la position funeste dans laquelle ils se trouvaient exposés, sans défense, aux coups de deux expéditions maritimes d'une force écrasante et dont on ne pouvait méconnaître la destination fatale. Le vice-roi avait commencé ses opérations par la réduction complète de l'île de Crète afin de se couvrir les derrières : son premier but fut ensuite de s'assurer, aussi complétement qu'il avait conquis l'île, les communications entre l'Egypte et la Morée. Ces communications ne pouvaient pas être appelées libres et ouvertes tant que la marine grecque restait dans toute sa force et qu'elle maintenait la réputation de sa supériorité qui inspirait la terreur. On résolut donc de dompter, dans cette campagne, Samos et

les trois îles qui avaient l'hégémonie sur mer, par les forces combinées des Turcs et des Egyptiens, et de faire précéder le débarquement en Morée par ce prélude. Dans ce but, la flotte turque, plus forte qu'elle n'avait jamais encore été, s'était mise en mouvement, sous les ordres de
* 10 avril. ** 30 juin. Chosrew-Pacha * et avait fait son apparition devant Psara ** dès que les Egyptiens eurent pris l'île de Kassos. La petite île de Psara était défendue par cent cinquante canons dressés dans de nombreuses fortifications le long du littoral et sur les murs de la ville; sa population, auparavant très-peu nombreuse, avait été augmentée alors par des masses de réfugiés de Kydonia et par une troupe de mercenaires macédoniens, de manière à atteindre le chiffre de trente mille âmes. Un si grand nombre d'hommes, faibles et incapables de se défendre, rendait difficile et dangereux tout combat à terre; néanmoins, contre l'avis plus prudent de Kanaris, les primats résolurent de se borner à la défense de l'île. Ils mouillèrent leurs navires dans le port et en enlevèrent même les gouvernails, parce que les Macédoniens avaient demandé cette garantie pour être sûrs de ne pas être délaissés et sacrifiés. Avec une imprévoyance pareille et à peine croyable, les Psariotes se dépouillèrent des meilleures forces et des plus grandes ressources qu'ils possédassent pour toutes les vicissitudes de la bonne et de la mauvaise fortune, se privant en même temps du seul moyen qui leur restât pour réveiller leurs frères d'Hydra et de Spetzia de leur inaction. L'impatience pleine de désespoir du gouvernement grec, qui, depuis longtemps, avait vu le malheur s'approcher d'une manière menaçante, arriva à son comble à ce grand moment décisif, où il s'agissait de sauver une de ces îles qui s'étaient mises au premier rang des combattants, et de conserver une partie précieuse de la flotte, sa vaillante avant-garde au nord.

Délaissée et abandonnée comme elle l'était, l'île des Psariotes subit le même sort terrible que celui qui avait frappé l'île de Kassos et dans des circonstances presque pareilles. Les Turcs occupèrent* les défenseurs de la ville par une terrible canonnade qui durait le jour et la nuit ; quatre heures après le lever du soleil, cachés par la fumée de la canonnade, cinq cents hommes débarquèrent sur la pointe nord-ouest de l'île pour y enlever un retranchement, pendant qu'une autre troupe de débarquement prit d'assaut une autre position près de Phtelion ; les deux corps de troupes se montrèrent ensuite tout d'un coup sur les hauteurs qui dominent les derrières de la ville. Leur seule apparition jeta l'épouvante dans les troupes des réfugiés qui eurent à subir une seconde fois toute la terreur du sort qui les avait déjà accablés. Entraînant les gens armés avec eux, ils se précipitèrent de la ville sur le rivage et dans les navires ; beaucoup d'entre eux sombrèrent avec les barques surchargées ; la plupart tombèrent, avec les navires, entre les mains des Turcs. Dix-neuf bricks s'échappèrent seuls de toute la flotte des Psariotes ; cent navires furent pris et brûlés, à l'exception de ceux qui étaient les plus propres au service. Les troupes de débarquement turques avaient pénétré de la côte dans la ville, dont les batteries avaient pu prendre à revers celles qui avaient débarqué les premières ; les Turcs firent un horrible carnage dans la population, puis ils incendièrent la ville après l'avoir pillée. Le fort seul fut défendu, pendant deux jours et deux nuits, contre toutes les attaques des Turcs, par une vaillante garnison, dans laquelle il y avait six cents Magnésiens. Le troisième jour*, lorsque le kapoudan-pacha força toutes ses troupes à faire l'assaut du fort, ces héros grecs, réduits au tiers de leur nombre, épuisés, privés d'eau et sans espoir de se voir débloqués, prirent la résolution de sacri-

* 1er juillet.

* 4 juillet.

fier glorieusement leur vie : ils se préparèrent à la mort en célébrant le service divin, puis, lorsque les Turcs livrèrent un nouvel assaut, ils jetèrent des torches dans les poudrières. Une explosion terrible ébranla toute l'île et ensevelit, à l'exception de deux hommes, toute la garnison et deux mille des assaillants turcs sous les ruines du fort et du couvent qui se trouvait dans son enceinte. De sept mille cinq cents habitants psariotes, trois mille cinq cents purent seuls se sauver ; si la proportion était la même entre les étrangers qui s'étaient réfugiés dans l'île, il y en eut peut-être dix-sept mille qui furent tués ou faits prisonniers ; ceux qui avaient pu s'échapper remplirent, dans un état de misère affreuse, les plages de Syra, d'Égine et du Pirée.

Les Turcs des côtes de l'Asie-Mineure commençaient à respirer, lorsqu'on traîna sur leurs marchés, comme prisonniers, ceux qui les avaient tourmentés jusqu'alors ; de tous les côtés, les habitants affluèrent vers les côtes pour prendre part aux actes de vengeance auxquels la flotte turque, croyait-on, irait dès lors se livrer encore contre les insolents insulaires. En effet, tout le monde s'attendait à une attaque immédiate contre Samos, qui, à ce moment, aurait infailliblement succombé à la première terreur panique. Mais le « dominateur des mers, » le kapoudan-pacha, trouva plus commode et plus agréable de célébrer sa victoire de Psara en s'abandonnant, pendant le mois du beïram, à l'oisiveté dans l'île de Lesbos. Pendant ce temps, les navires psariotes, qui avaient pu s'échapper et sur lesquels Kanaris et Apostolis s'étaient
* 4 juillet. sauvés, portèrent à Hydra et à Spetzia* la nouvelle du sort terrible dont Psara avait été victime. L'apathie énervante, produite par les succès de l'année précédente, en reçut un choc terrible mais salutaire. Le soin de leur propre conser-

vation l'emporta dans les insulaires sur leur égoïsme et leur insouciance. Miaoulis mit aussitôt à la voile*, espérant * 4 juillet.
pouvoir sauver encore le fort de Psara; Sachtouris se rendit dans l'île de Samos pour l'encourager à la résistance. Heureusement, l'auxiliaire anglais, bien qu'il fût encore toujours emprisonné dans l'île de Zante, encouragea alors les habitants de Samos, par la seule perspective du secours qu'il pourrait prêter à leur cause; la nouvelle, que le gouvernement avait destiné une partie de l'emprunt, la somme de 90,000 distiles (piastres d'Espagne) à l'armement d'une flotte auxiliaire, contribua beaucoup à donner la victoire à l'opinion du plus hardi d'entre les partis samiens qui était décidé à résister à une attaque des Turcs. Tranquillisé à ce sujet, Sachtouris remit à la voile, afin de rejoindre Miaoulis qui était déjà arrivé devant Psara*, où * 15 juillet.
il avait surpris vingt-sept vaisseaux turcs mouillés dans le port. Un certain nombre de marins, qu'il avait jetés dans l'île, s'étaient emparés des ruines de la ville et avaient chassé devant eux la garnison que les Ottomans y avaient laissée; lorsque les Turcs se furent réfugiés sur leurs vaisseaux qu'ils essayèrent de sauver par la fuite, les Grecs les poursuivirent aussi sur mer, et, après que l'escadre de Sachtouris, qui, attirée par la canonnade, s'approchait, eut opéré sa jonction avec les vaisseaux de Miaoulis, la ruine de la flottille ottomane fut complète. Après avoir appris ce désastre, le kapoudan-pacha revint avec toute sa flotte*, et quand, rien que par ses forces supérieures, il * 19 juillet.
eut effrayé les Grecs qui désertèrent et se retirèrent à Hydra, il se trouva assez de courage pour procéder à l'attaque contre Samos. Sachtouris l'attendait, avec l'avant-garde de la flotte grecque*, dans le détroit qu'il faut nécessairement * Commencement d'août.
posséder pour pouvoir débarquer dans l'île de Samos. Une petite flottille turque, conduisant quarante *sakolèves*

traite. Même une troisième tentative, faite p
our forcer*, avec quarante-deux vaisseaux, l
u détroit, fut déjouée de la même manière,
naris seul, quatre autres brûlots ayant refusé
des forces aussi supérieures, eut conduit le
les Osmanlis. Un jour plus tard* eut lieu le co
Chosrew fit doubler le cap Trogilion par un
une corvette, afin d'attaquer l'aile droite des G
que l'escadre principale devait venir de l'autr
ancer vers l'aile gauche de la flotte grecqu
entre le promontoire à l'est de l'île (Kolones
Hagia-Marina. Kanaris allait avoir encore les
e la journée. Après que les hommes de l'équi
tre brûlot, destiné à attaquer la frégate prin
nemis, eurent forcé leur vaillant chef Tsap
le brûlot avec eux, Kanaris porta l'épouvante p
elots de la frégate; il l'atteignit dans sa fuite
s d'Asie et la fit sauter. Dans leur première
on, les Turcs cessèrent le combat; ce ne fu
midi qu'ils le rouvrirent en bombardant la

services dans cette occasion. Le gouvernement grec, souvent accusé d'avoir mal employé ces ressources, avait eu bien raison d'en appliquer une grande partie en première ligne à la flotte, cette force mobile dont les succès, plus que tous les autres, devaient toujours profiter à toute la Grèce.

Les flottes combinées de la Turquie et de l'Égypte.

La flotte turque avait perdu le goût de ces tentatives contre les îles; elle se retira à l'île de Kos et à Halicarnasse (Boudroun). Mais sa retraite était le présage d'un danger plus menaçant pour les Grecs : elle avait pour but sa jonction avec la flotte égyptienne. Cette dernière s'était rendue, sous le commandement d'Ibrahim-Pacha, d'Alexandrie * sur les côtes de l'Asie-Mineure, avec le nombre de vaisseaux indiqué plus haut et en emmenant toutes les forces de terre destinées pour la Morée; elle s'était arrêtée, pendant quelques jours, dans le port de Makri sur la côte de la Caramanie; puis, après être partie de là *, elle avait été assaillie, près de Karpathos, par les vents étésiens qui l'avaient repoussée vers l'île de Rhodes, d'où elle put enfin, renseignée sur la position du kapoudan-pacha, rejoindre les Turcs à Boudroun *. Les flottes ainsi combinées comptaient : un vaisseau de ligne, vingt-cinq frégates, vingt-cinq corvettes et presque cinquante bricks et goëlettes, sans compter les vaisseaux de guerre plus petits et la grande masse des bâtiments de transport. Les Grecs avaient mouillé près de l'île de Patmos. Leur flotte s'était renforcée jusqu'à compter soixante-dix voiles et peut-être huit cents canons; c'était avec ces ressources qu'elle allait faire face à des forces d'environ cinquante mille marins et troupes de débarquement avec deux mille cinq cents canons, forces qui se préparaient à partir pour se rendre en Morée. Miaoulis, partant de Patmos *, se fit précéder d'une avant-garde de dix-huit vaisseaux et de six brûlots

* 19 juillet.
* 10 août.
* 1er septembre.
* 5 septembre.

qu'il suivit, à une faible distance, avec l'escadre principale. La flotte ennemie se rangea en bataille entre Kos et Boudroun ; mais on n'en vint pas à un combat proprement dit. Les deux parties paraissaient se redouter mutuellement ; les Turcs semblaient craindre la supériorité virtuelle des Grecs et ceux-ci les forces matérielles bien plus grandes de leurs ennemis. Ibrahim se sentait mal à l'aise sur mer ; Ismaël-Gibraltar, qui avait beaucoup voyagé en Europe, mais qui était néanmoins resté musulman jusqu'au fond de l'âme, ne justifia pas la réputation de bon marin dont il avait joui ; quant aux Grecs, ils étaient trop faibles pour entreprendre une vigoureuse attaque. On dirigea un brûlot contre la frégate d'Ibrahim, mais sans obtenir de résultat ; le vaisseau-amiral du kapoudan-pacha se retira à Boudroun, après que son grand mât eut été cassé ; Ismaël-Gibraltar passa, à deux reprises, avec sa frégate, le long de la ligne des Grecs, mais hors de la portée de leurs petits canons ; il n'y eut pas la moindre énergie dans tous ces mouvements qui n'eurent aucun succès ; en outre, les opérations furent dérangées par un vent violent qui, jetant la confusion dans les deux flottes, poussait les vaisseaux amis les uns contre les autres et en endommageait ainsi un grand nombre. Les Grecs se retirèrent à Geronda (Panormos, le port de l'antique sanctuaire des Branchides dans le territoire de Milet). Mais les Turcs, pénétrés de la nécessité de porter un grand coup à la flotte grecque, avant d'oser partir pour la Morée avec leur lourd convoi de vaisseaux de transport, résolurent d'attaquer de nouveau les ennemis avec tous les vaisseaux capables de tenir
septembre. la mer et se dirigèrent contre les Grecs, avec quatre-vingt-sept voiles déployées sur une seule ligne qui s'étendait depuis Lero jusqu'à Kalymno. Cette fois-ci encore, la lutte ne fut que peu sérieuse et se prolongea jusqu'à midi ; un brûlot psariote dut être abandonné après qu'un

boulet lui eut fracassé le mât de misaine; trois autres se consumèrent inutilement en attaquant un brick égyptien qui échappa au danger, grâce à la direction habile de marins européens. Déjà les Grecs se retiraient découragés et leur arrière-garde sous Miaoulis était en danger d'être coupée par l'ennemi qui la poursuivait, lorsque Pappantonis d'Hydra et un second brûlot, qui suivit son exemple, réussirent à s'accrocher sur les deux flancs de la frégate de l'amiral tunisien. L'explosion de ce vaisseau termina le combat sans résultat décisif, combat dans lequel, à l'exception des capitaines de leurs brûlots, les Grecs ne s'étaient distingués ni par leur discipline, ni par leur résolution. Par bonheur pour eux, l'union n'était pas trop grande non plus parmi leurs ennemis, la coopération entre les Byzantins et les Africains n'était pas bien sincère et Ghosrew n'avait pas fait preuve d'un très-grand zèle à l'égard d'Ibrahim-Pacha, fils de Méhmet-Ali*, son ancien rival. Le *Cf. T. Ier, p. 59
fier Égyptien était d'une mauvaise humeur extrême en voyant échouer les opérations sur mer. La résistance des Grecs n'avait pas seulement déjà déjoué les projets contre les îles, mais elle avait aussi rendu impossible une campagne de terre pendant cette année, quand bien même on réussirait à se transporter encore dans le Péloponèse. Le pacha préféra donc employer les dernières semaines de l'automne à faire une nouvelle attaque contre Samos. Mais avant qu'on eût fait une tentative sérieuse pour s'y rendre, une tempête dispersa* les deux flottes dont la position se * 27 septembre.
trouva ainsi toute modifiée, les vaisseaux ne pouvant plus opérer ensemble. Les amiraux turcs, chassés par les gros temps vers le nord, se réunirent près de Mitylène, d'où le kapoudan-pacha, abandonnant une partie de sa flotte à l'amiral égyptien, retourna aux Dardanelles; les Grecs se rassemblèrent dans les eaux de Psara et de Chios où, par un motif qu'on ne s'explique pas, les Psariotes sous Apos-

tolis se séparèrent de Miaoulis; quant à Ibrahim, renonçant à ses projets contre Samos, il se retira à Halicarnasse. Pendant ce trajet, il rencontra les vaisseaux ennemis
* 6 octobre. près de Karabournou*; mais, favorisé par le vent du sud, il leur échappa et se rendit à Mitylène. Poursuivi par les Grecs, il accepta le combat pendant la nuit; deux brûlots lui firent sauter un brick égyptien, et Nikodemos, le Psariote, qui, restant, comme Kanaris, fidèle à la cause de la patrie commune, n'avait pas suivi Apostolis, détruisit une corvette tunisienne. Cependant ce jour-là, comme dans d'autres occasions déjà, on avait sacrifié inutilement plusieurs brûlots, de sorte que les Grecs n'en eurent plus qu'un seul lorsqu'ils partirent pour Samos. A ce moment où, après la séparation des deux flottes ennemies, les Grecs auraient pu s'attendre à de plus grands succès, leurs équipages, suivant leur fâcheuse coutume, commencèrent à déserter les navires, de sorte que l'escadre de Miaoulis fut bientôt réduite à vingt-cinq voiles. L'amiral grec se vit
* 21 octobre. forcé à laisser passer* devant lui, sans la molester, la flotte égyptienne qui se rendait à Boudroun où Ibrahim fit
8 novembre. embarquer* son armée, ravagée par les épidémies et par les mauvais temps, pour qu'elle passât l'hiver dans l'île de Crète et qu'elle s'y remît de ses fatigues. Informé de ce départ par des Kassiens transfuges, Miaoulis mit aussitôt à la voile, afin de poursuivre le pacha. A vingt lieues seule-
12 novembre. ment de Megalokastro, il atteignit* la flotte ennemie dont Ibrahim lui-même commandait l'arrière-garde. Un calme complet arrêta, pendant cette journée, toute entreprise, et
13 novembre. le lendemain* matin, les Égyptiens avaient disparu de bonne heure à la faveur d'une forte brise du nord; mais lorsque ensuite le vent eut sauté, les Grecs les atteignirent de nouveau et, après quelques heures, ils réussirent à gagner le dessus du vent aux ennemis. Alors Miaoulis, avec

vingt voiles, se jeta sur une frégate formant l'avant-garde avec des vaisseaux de guerre et de transport plus petits, et, bien que deux attaques faites par les vaillants chefs du brûlot Vokos et Rhobotsis, restassent sans résultat, les Égyptiens en furent néanmoins tellement effrayés que beaucoup de gens de la frégate sautèrent à l'eau et que les bricks et les bâtiments de transport descendirent leurs chaloupes pour se faire remorquer par elles. Dans l'après-midi, Ibrahim s'avança avec ses frégates, afin de couvrir les vaisseaux de transport; mais, bien que les Grecs ne pussent remporter aucun avantage sur lui non plus, il était cependant, lui aussi, en proie à une confusion et à une épouvante tellement grandes que, passant entre les îles de Crète et de Kassos, il abandonna les vaisseaux de transport à leur sort. Plusieurs de ces navires tombèrent * entre * 14 novembre.
les mains des Grecs; un certain nombre parvint jusqu'à l'île de Crète, d'autres se réfugièrent à Alexandrie, tandis que quelques autres rallièrent Ibrahim qui était retourné aux îles de Karpathos et de Rhodes et à la baie de Marmari (Marmoritsa). Les maladies, les désertions et la disette forcèrent ensuite le pacha à se retirer encore une fois à l'île de Crète, après que, pour son bonheur, les Grecs maltraités par les combats, les vents et les mauvais temps, furent rentrés dans leurs foyers. L'armée d'Ibrahim était diminuée d'un tiers lorsqu'il l'embarqua * afin de lui * 5 décembre.
faire prendre les quartiers d'hiver à Souda. La superbe armada égyptienne avait complétement échoué dans sa première expédition après avoir perdu deux frégates, deux corvettes, deux bricks et cinquante bâtiments plus petits; elle n'avait pas même aperçu la Morée qu'elle avait dû subjuguer en quatre mois et, après une campagne de six mois, elle avait été forcée à se rejeter sur l'île de Crète! La flotte grecque n'avait peut-être jamais accompli des faits

d'armes moins brillants et jamais elle n'avait subi des pertes plus grandes que dans cette année ; néanmoins, quand on considère l'immense supériorité de l'ennemi et l'affaiblissement de leur flotte, par suite du départ de l'escadre psariote, il faut avouer que leurs efforts n'avaient jamais été plus dignes de louanges et leurs succès plus importants. Néanmoins, leur ancienne fortune semblait être arrivée alors à un point culminant entouré de tous les côtés de dangers menaçants. Dans les rencontres de cette année, les Grecs avaient, plus que jamais, hésité à entrer en lutte ouverte avec leurs petits bricks marchands contre les lignes imposantes des vaisseaux de leurs ennemis ; leur hardiesse habituelle avait assez souvent fait défaut même aux capitaines des brûlots, depuis qu'ils se furent aperçus de la meilleure direction donnée aux vaisseaux ennemis par des marins européens ainsi que de la défense plus efficace que leur opposaient les Africains qui allaient alors presque toujours à la rencontre de leurs brûlots dans des chaloupes basses; il n'y eut pas moins de vingt-deux de ces instruments de guerre d'un grand prix que les Grecs perdirent dans cette campagne de cinq mois, et encore la plupart avaient été sacrifiés inutilement. Ils avaient commencé à perdre le prestige de terreur qui les avait fait paraître si redoutables, et les Grecs ne pouvaient espérer trouver de sitôt une autre arme qui les remplaçât.

s luttes dans Grèce continale.

Les matelots grecs et les sequins des philhellènes avaient servi à balayer la mer, à en chasser les Égyptiens et à obtenir, en même temps, que pendant la quatrième année de la guerre (1824) les Grecs pussent jouir d'une situation relativement aussi paisible que dans l'année précédente. En effet, tout ce qu'on fit, pendant le cours de cet été, au nord des provinces insurgées ne vaut guère la peine d'être mentionné. D'après le plan des opérations militaires des Turcs,

le pacha de Skodra avait dû envahir l'Hellade occidentale et prendre Missolonghi, pendant qu'Omer-Vrione, en traversant le Pinde, aurait conduit dix mille Albanais dans la Grèce orientale, et que Dervisch-Pacha, le nouveau roumilivalessi, s'y serait rendu en même temps en venant de Thessalie. Ensuite, Youssouf-Pacha avait dû renforcer à Patras la flotte par dix mille janissaires, afin que le général en chef égyptien, en débarquant sur les côtes du Péloponèse, y trouvât des forces turques respectables pour opérer conjointement avec lui. Mais les différents chefs militaires durent croire que tous ces plans étaient fondés sur la supposition de l'arrivée des Égyptiens, et, cette impulsion faisant défaut, tous ces projets s'évanouirent complétement. Dervisch-Pacha parvint jusqu'à Lianokladi* d'où il expédia à Salona sept mille hommes sous le commandement de Perkophtali, pendant qu'Omer-Pacha, en venant de Karysto, devait envahir l'Attique. Panourgias attendait Dervisch-Pacha à l'abri de dix retranchements, qu'il avait élevés sur la frontière phocéenne, près d'Ampliani, à une lieue de Gravia, tandis que Gouras s'apprêtait à recevoir Omer-Pacha sur une hauteur dans le voisinage de Marathon. Dans leurs tentatives faites pour forcer ces passages, les Turcs furent repoussés sur les deux points*; Omer se retira en Eubée, et Dervisch-Pacha, harcelé par les insurgés et affaibli par des désertions dans ses troupes, leva en automne* le camp de Gravia et rebroussa chemin en franchissant le Sperchios. Le pacha de Skodra n'avait pas quitté sa position, de même que la coopération d'Omer-Vrione à l'est avait complétement fait défaut. Pressé par la Porte, ce dernier fit enfin irruption dans l'Acarnanie et campa près de Karvasara; en face de lui, à Ligovitsi, se trouvait Mavrokordatos* qui, malgré ses rapports pompeux dans la *Chronique grecque*, restait dans la même

* Fin de juin.
* Juillet.
* 18 octobre.
* Août.

is. Il était évident que si le secours des Égypti
nière ancre de salut pour la Porte, allait lui f
éfaut, les propres forces des révoltés leur aura
r se maintenir contre les forces des Osmanlis. F
plus facile à ce moment, où l'expédition
is avait été rendue impossible pour cette ann
le prendre les places fortes du Péloponèse et
es Turcs complétement de la péninsule, afin d'
otégé contre un débarquement futur. Mais r
ela ne put être fait par suite de l'état fâcheux
l'intérieur et à cause de la guerre civile qui
ore d'éclater, nouveau résultat de l'inaction
t de l'absence de danger qui aurait pu menace
se du dehors.
nstallation du dernier gouvernement grec*, il s
uit une grande modification dans la nature
artis. Sorti de la lutte entre les partis civil et
consolidé par la victoire remportée par les ai
, le gouvernement de Kontouriotis reposait pe
t sur la base d'un parti provincial que d'un pa
une certaine classe d'hommes. L'issue de la d

chef d'un gouvernement républicain : un bonheur commercial sans exemple qui avait fait de sa maison une des plus riches de la Grèce; sa famille d'une réputation d'honneur qu'entretenait surtout le caractère irréprochable du frère aîné, Lazaros, homme exempt de toute ambition politique; l'importance d'Hydra, sa patrie, et celle de ses vaillants marins, et enfin le succès que son gouvernement avait eu jusqu'alors dans le département de la guerre et des finances. Parmi ses collègues dans le gouvernement, il n'y avait d'une importance réelle que son compatriote Botassis de Spetzia, insulaire comme lui, et, parmi les autres, le seul Ioannis Kolettis; ce dernier était corps et âme Rouméliote. Il était né de parents valaques à Metsovo sur le Pinde où nous l'avons rencontré pour la première fois* : ayant étudié la médecine à Padoue, il était devenu le médecin particulier d'Ali-Pacha et s'était mis en rapports de toute nature avec les Albanais et les capitaines de la Grèce continentale. Quoiqu'il fût homme instruit et bien élevé, qu'il connût bien les langues étrangères et qu'il dominât tout son entourage par son intelligence et son habileté, il n'avait pourtant pas pour cela adopté les habitudes européennes au même degré que Mavrokordatos; d'une taille imposante, il la faisait valoir dans le costume des palikares et en imitant le maintien de ces hommes avec lesquels il savait vivre en très-bonne intelligence, et ce fut surtout par son influence médiatrice que les capitaines du nord, tels que Gouras, le Souliote Nassos Photomaras et même un Moréote tel que Makriyannis, furent retenus dans le parti du gouvernement. Dans la très-grande influence que Kolettis exerçait sur Kontouriotis, il n'avait de rival que Mavrokordatos qui, déjà à cette époque où il se trouvait dans l'Hellade occidentale, luttait contre sa prépondérance, mais beaucoup plus encore lorsqu'il fut rappelé plus

* T. Ier, p. 291

tard au siége du gouvernement ; on pouvait même entendre dire que le président, bien que, dans le sentiment de sa valeur, il crût diriger les affaires à lui seul, ne pouvait rien faire sans les conseils de Mavrokordatos dont la direction amicale et silencieuse était plus en conformité avec son caractère plein d'abandon. Mais, bien qu'une jalousie naturelle divisât Kolettis et Mavrokordatos, ce dernier ajoutait cependant également au caractère anti-péloponésien du gouvernement par son attitude vis-à-vis de l'Hellade occidentale et par l'inimitié mortelle qui régnait entre lui et Kolokotronis. Toute la force que le gouvernement puisait, à l'intérieur et à l'extérieur, dans les ressources de l'emprunt anglais, il la devait essentiellement à la culture intellectuelle et à l'autorité de ces hommes, ennemis des klephtes et amis de l'ordre. Toutes les intelligences et toutes les forces morales étaient du côté du gouvernement et lui permettaient de dominer l'opinion publique par les organes de la presse qu'il entretenait à Missolonghi, à Athènes et à Hydra. Afin d'avoir aussi les forces armées entièrement entre ses mains, il attacha à son service les Roûméliotes, les Bulgares et leurs chefs, en les payant d'une manière régulière ou, comme disaient ses accusateurs, d'une manière partiale et prodigue et en leur donnant des grades élevés ; le gouvernement reprit, en outre, la formation d'une troupe de tacticiens, à la tête de laquelle il mit son secrétaire Rhodios, homme tout à fait incapable, mais dépendant entièrement de lui. Les capitaines moréotes, plus fiers que jamais de leur résistance victorieuse pendant quatre ans, contestèrent d'une manière plus absolue que jamais la nécessité ou l'utilité de cette mesure. Ils voyaient d'un mauvais œil qu'on donnât une forte paye à ces étrangers, placés là comme une sauvegarde contre les Péloponésiens qui ne pouvaient qu'en être

blessés. Les primats civils de la péninsule partageaient ce sentiment de jalousie, comme, du reste, la prépondérance de l'influence des insulaires et des Rouméliotes dans le gouvernement n'indisposait pas moins les archontes que les chefs militaires. Les plus puissants parmi les archontes, « les deux Andreas, » mus par un sentiment de jalousie à l'égard des insulaires, avaient laissé échapper à si bon compte leur adversaire Kolokotronis, déjà vers la fin de la dernière guerre civile, comme nous l'avons vu plus haut* ; *T. Ier, p. 606. la mauvaise humeur que le gouvernement leur en avait montrée n'avait fait qu'exciter davantage le mécontentement de ces hommes à son égard ; le vieux Kolokotronis, guettant dans sa retraite de Karytaina tout ce que faisait le pouvoir, voyait avec plaisir avec quel aveuglement on amenait ses anciens ennemis dans ses bras. Parmi ceux-ci, Andreas Zaïmis, fils d'Asimakis, homme très-respecté, aurait dû être, d'après tout son caractère, entièrement du côté du gouvernement; il possédait l'art de bien parler et était doué d'un esprit souple, bien qu'il ne fût pas instruit; ses sentiments pacifiques, sa douceur vis-à-vis des indigents, sa modération à l'égard de ses ennemis et sa crainte de tout projet audacieux et chanceux devaient nécessairement lui inspirer de l'aversion pour les hommes de guerre sauvages ; bien qu'il recherchât les honneurs avec un peu de jactance, il était pourtant entièrement exempt de toute ambition dangereuse ; malgré son maintien plein de dignité et de fierté tout asiatiques, qui faisait qu'on le comparait quelquefois à Ibrahim-Pacha, il était pourtant d'une grande aménité, et son patriotisme avait, comme on le voyait rarement chez les autres Grecs, un cachet tout à fait hellénique et non pas seulement local ou péloponésien.

Mais le gouvernement ne pouvait ou ne voulait s'atta-

cher même un tel homme; moins encore son cousin. Andreas Lontos, qu'on disait être le bras droit de Zaïmis, tandis qu'on appelait celui-ci la tête. Lontos s'était placé, comme intermédiaire, entre le parti civil et le parti militaire; il était vaillant et ferme, mais aussi brutal, tyrannique, rapace et adonné à l'ivrognerie. Lui et le vieux Sissinis à Gastouni furent les premiers à montrer ouvertement leur hostilité à l'égard du gouvernement. Prenant comme prétexte le siége de Patras, pour lequel ils ne faisaient cependant rien du tout, ils retenaient les revenus de leurs éparchies et, lorsque la presse leur reprocha leur inaction, ils accusèrent le gouvernement de négliger la Morée et d'appliquer toutes ses ressources à la flotte dont la solde, plus que ses honneurs, excitait leur jalousie. Cependant les partis imposèrent silence à leur mécontentement, qui se répandait sourdement dans le pays, jusqu'à la réunion de la nouvelle assemblée nationale qui, après beaucoup de retards, ne fut ouverte à Nauplie qu'en automne[a]. Mais son premier acte, l'élection du nouveau gouvernement[b], enleva aux Péloponésiens tout espoir d'un changement dans l'état des affaires. Kontouriotis, le président, et Botassis, le vice-président, Kolettis et Spiliotakis furent réélus : seulement, à la place de Nikolaos Lontos, on leur adjoignit un autre Moréote, Photilas de Kalavryta. Dans cette réélection des membres du gouvernement, le parti des insulaires osa faire un usage illégal de sa prépondérance, ce qui fournit aux Péloponésiens le prétexte qu'ils cherchaient pour se révolter. Les Arcadiens, en refusant de payer les impôts, donnèrent le signal de la rupture; lorsque le gouvernement envoya[c] le ministre de la guerre Dikaios, avec cinq cents hommes, pour les ramener à l'ordre, les adversaires du pouvoir abandonnèrent le blocus de Patras et battirent le ministre qu'ils mirent en

[a] 13 octobre.
[b] 15 octobre.
[c] 4 novembre.

fuite. L'assemblée législative avait essayé, pendant quelque temps, de réconcilier les deux partis ; mais, à ce moment où les chefs prirent les armes et que Photilas, le seul partisan que ceux-ci eussent dans le gouvernement, abandonna son poste*, elle se sépara avec éclat des re- * 20 novembre
belles. Pour ne pas avoir toute la péninsule contre elle, l'assemblée remplaça Photilas dans le gouvernement par Konstantinos Mavromichalis, le frère de Pétrobey, et alors on déploya, vis-à-vis des rebelles, une énergie d'autant plus rigoureuse. Le gouvernement n'eut pas beaucoup de difficulté à tirer profit de l'inimitié traditionnelle entre les Rouméliotes et les Péloponésiens; Kolettis gagna Gouras et le détermina à se déclarer contre les rebelles, de même qu'il attira du côté du gouvernement les Souliotes à Salona et les Olympiens des îles de Skiathos et de Skopelos. De cette manière, la supériorité du parti de l'ordre n'était plus douteuse. Les Kolokotronis marchèrent sur Tripolitsa, afin de l'arracher au gouvernement; Nikitas, envoyé à Koutsopodi, semblait avoir pour mission de menacer Nauplie et de couper les communications de cette ville avec Tripolitsa ; Andreas Lontos et Notaras avaient reçu l'ordre d'investir Acrocorinthe. Mais tous ces projets échouèrent. Les gardes de Tripolitsa battirent les *antartes** d'une ma- * 23 novembre
nière si décisive que Panos Kolokotronis demeura sur la place. Les troupes réunies à Koutsopodi furent dispersées par Dikaios; celles qui avaient été envoyées contre Corinthe reculèrent devant les forces de Gouras et de Karatassos jusqu'à Hagios-Georgios qu'elles durent ensuite évacuer*. Le gouvernement profita de ses avantages avec une * 19 décembre
promptitude comme on n'en avait jamais montré après des victoires remportées sur les Turcs. Ses troupes occupèrent l'Achaïe et l'Élide; Gouras chassa Sissinis de Gastouni ; les Souliotes de Salona, après avoir passé le

golfe de Corinthe pour se rendre à Vostitsa, repoussèrent les Zaïmis avec Lontos et Nikitas jusque dans l'Hellade occidentale; Karytaina fut soumise par Hadschi Christos, la Messénie par Dikaios et par Makriyannis. Accablé par la mort de son fils, Kolokotronis implora l'amnistie du gouvernement; celui-ci insista sur ce que le vieux chef se présentât en personne devant lui. Il se rendit, en effet, dans
janvier 1825. la capitale* où, pendant quelques jours, il put circuler librement; mais dès que les frères Delyannis, ainsi que Notaras, Grivas et d'autres chefs des rebelles furent arrivés aussi, on les transporta, au nombre de treize, dans
18 janvier. l'île d'Hydra* pour les y faire garder, au couvent de Hagios-Elias, comme prisonniers d'Etat.

Chose curieuse et dans laquelle on aurait pu voir une intervention miraculeuse en faveur du gouvernement! après cette nouvelle chute de Kolokotronis, on vit tomber aussitôt tous les capitaines notables des rebelles, même dans la Grèce continentale. Sissinis, qui avait joué, dans l'Élide, le rôle fastueux d'un pacha turc et qui, en plaisantant, avait quelquefois exprimé le désir d'obtenir la dignité de duc de Clarence (Klarenza), s'était réfugié à Zante où le peuple faillit le lapider; expulsé par les autorités de l'île, il ne lui resta plus d'autre moyen que de se présenter à Nauplie et de partager le sort des prisonniers à Hydra. Zaïmis, Lontos et Nikitas s'enfuirent dans l'Hellade occidentale et invoquèrent la protection du congrès provincial que Mavro-
9 déc. 1824. kordatos venait de réunir* à Anatoliko, avant de se rendre à son nouveau poste, au siége du gouvernement. Par égard pour une vieille amitié, on les accueillit, mais en leur déclarant d'une manière expresse qu'on devait toujours les considérer comme soumis au pouvoir des lois. Les hommes qu'on recevait de la sorte arrivèrent à propos pour assister au procès qu'on faisait aux capitaines les plus

importants de l'Hellade occidentale. Au congrès d'Anatoliko, on s'était repandu en plaintes amères au sujet des violences et des actes arbitraires commis par ces harpies rapaces et surtout par Makris. Pendant qu'on débattait au sujet de cette accusation dans l'église de la Panagia, l'assemblée fut effrayée par un violent tremblement de terre ; avec une grande présence d'esprit, Spyridon Trikoupis saisit l'occasion pour représenter cet événement comme la voix du Dieu irrité qui voulait délivrer les Grecs non-seulement des Turcs, mais aussi de ceux des chrétiens qui se montraient les ennemis de la tranquillité et de l'ordre. Il ébranla l'âme superstitieuse de ses auditeurs ; Makris, pâle et tremblant, fut le premier à se soumettre aux demandes qu'on lui adressait. Peu de temps après cette humiliation des chefs puissants de l'Hellade occidentale, le gouvernement fut débarrassé aussi du dictateur de l'Hellade orientale, après que son ami Negris était déjà mort* à Nauplie, où il s'était retiré méprisé de tous. Odyssevs avait dû remarquer depuis longtemps qu'il avait perdu toute son ancienne autorité sur le gouvernement, sur le peuple et sur les soldats. Lorsque, pendant l'été, il avait paru près d'Ambliani, les capitaines lui avaient fait comprendre que sa présence était superflue. Le gouvernement ne lui avait pas demandé son secours pour combattre les *antartes*. Altéré de vengeance, Odyssevs entama alors des négociations avec Omer de Karysto; malgré la promesse donnée par tous les capitaines de l'Hellade orientale, il fit sa paix avec le sultan et, pendant que Gouras était occupé à combattre les rebelles du Péloponèse, il appela les Turcs d'Eubée dans l'Attique. Mais à la nouvelle de tous ces événements, Gouras retourna, en toute hâte, dans l'Attique* et sortit d'Athènes contre Odyssevs qui se tenait, avec six cents chrétiens et quatre cents Turcs d'abord près de Chai-

* 4 décembre.

* Mi-mars 1825.

roneia (Chéronée) d'où il se rendit ensuite à Livanatis, sa ville natale (dans l'éparchie de Talantion)[1]. Enfermé dans cette ville et voyant que son entreprise commençait si mal, le fils d'Androutsos eut peur de la vengeance de ses nouveaux amis : cet homme perfide les abandonna de nouveau
* 19 avril. et se rendit à Gouras*, en trahissant encore ses partisans chrétiens de Livanatis qui eurent à payer aux Turcs, de leur sang, la fuite d'Odyssevs. Après sa défection, il avait mis sa famille en sûreté dans la caverne imprenable de Koryki qu'il possédait sur le Parnasse et que son beau-frère Trelawney refusa de rendre. Le misérable prisonnier fut promené encore pendant quelque temps dans le camp de Gouras ; ensuite on le conduisit à Athènes, où on le traîna à travers les rues aux clameurs menaçantes du peuple ; on le tortura pour découvrir ses trésors et enfin on le livra à la mort, avec le consentement de Gouras et peut-être sur l'instigation de Mavrokordatos[2] et de Kolettis.
* 16 juillet. On le trouva un jour* étendu sans vie et les membres brisés, au pied du temple de la Niké apteros (Victoire sans ailes) qui avait été sa prison : on disait qu'il avait péri en essayant de s'échapper ; mais ceux qui pouvaient être bien informés étaient convaincus qu'on ne l'y avait jeté qu'après l'avoir étranglé[3]. On a d'autant plus le droit de croire que le gouvernement avait pris une certaine part dans cette mort d'Odyssevs que, peu de temps après, il entra même dans les propositions d'un Écossais, du nom de Fenton, lorsque celui-ci promit d'assassiner Trelawney, qui occupait la grotte du Parnasse[4].

[1] On trouve les rapports de Gouras sur cette expédition dans : Σουρμελής, ἱστορία τῶν Ἀθηνῶν. Αἰγίν. 1834.

[2] Voir les additions à la fin du tome II.

[3] Odyssevs a trouvé, parmi ses compagnons d'armes, un apologiste dans K. Παπαδόπουλος : Ἀνασκευὴ τῶν εἰς τὴν ἱστορίαν τῶν Ἀθηνῶν ἀναφερομένων περὶ τοῦ στρατηγοῦ Ὀδυσσέως. Ἀθην. 1837.

[4] Cet attentat devint funeste à l'assassin lui-même, qui fut tué par

L'administration de Kontouriotis.

Vers la fin de l'année 1824 et au commencement de 1825, le gouvernement de Kontouriotis était, de tous ceux que la Grèce avait eus jusqu'alors, le plus respecté, le plus fort et le plus généralement reconnu. La guerre civile avait été encore une fois vaincue. Les rivaux que le gouvernement avait eus en Morée étaient prisonniers dans l'île d'Hydra; les chefs les plus puissants de l'Hellade occidentale et de l'Hellade orientale s'étaient ruinés eux-mêmes; les capitaines les plus vaillants étaient, à ce moment, au service du pouvoir légal; les gouvernements locaux de la Grèce continentale étaient et restaient abolis; les ordres du président étaient partout exécutés. La campagne maritime de 1824 avait été pénible, mais glorieuse; la guerre continentale semblait être presque terminée. Dans le Péloponèse, Patras était de nouveau presque sur le point de se rendre et ne demandait plus, pour capituler, que la présence du président que les Turcs de cette ville appelaient le roi de Grèce. Cette considération dont jouissait le gouvernement et la confiance qu'il faisait naître s'étendaient au loin, jusque dans les pays étrangers. On n'avait pas encore entièrement épuisé le premier emprunt anglais, lorsque les agents grecs en négocièrent déjà un autre plus considérable montant à la somme de deux millions de livres sterling. Au moment où le gouvernement grec avait résolu de le contracter (août 1824), on n'aurait pu guère lui prédire un résultat favorable; car, sous l'impression encore récente de la chute de Psara, les fonds du premier emprunt étaient tombés, à cette époque, jusqu'à 15 pour 100. Mais vers la fin de l'année, plusieurs maisons anglaises et françaises offraient à l'envi de l'argent; on

les gens de Trelawney. Ce dernier en fut quitte pour une blessure; mais il rendit ensuite la caverne, et se retira dans l'île de Céphalonie. Cf. Emerson, t. Ier, p. 275.

donna la préférence aux frères Ricardo de Londres qui, 7 février 1825. aussitôt*, firent coter à la Bourse les actions du nouvel emprunt de deux millions qui avait été conclu au taux de 55 1/2 pour 100[1]. Nulle part on ne sentait d'une manière plus vive qu'à Vienne l'importance que cette modification de toutes les affaires aurait pour la Grèce, si sa bonne fortune pouvait seulement durer encore quelque temps. La dernière victoire remportée par le parti de l'ordre traversa tous les calculs qu'on avait établis, dans la capitale de l'Autriche, sur les dissensions intestines parmi les Grecs et trompa toutes les espérances qu'on y avait fondées sur la trahison et l'égoïsme des klephtes; cette victoire assura au parti peu nombreux mais puissant des hommes intelligents et éclairés, qu'on qualifiait à Vienne de républicains et de révolutionnaires, toute la puissance et toutes les ressources qui donnaient aux affaires du nouvel État l'air d'une organisation bien réglée. On voyait à Vienne, avec la plus mauvaise humeur et avec le plus profond dépit, cet affermissement de l'insurrection et ce triomphe de la révolution. En effet, on aurait dit que le peuple grec n'avait plus qu'un seul pas à faire pour arriver à son indépendance. Cette époque, vers le commencement de l'année 1825, était un moment unique de prospérité et d'espoir, où l'on voyait s'ouvrir pour les Hellènes la perspective d'une issue victorieuse et glorieuse pour leur soulèvement; mais aussi ce n'était qu'un unique moment dans le sens le plus littéral du mot. La fortune de la Grèce n'était arrivée à son point culminant que pour en descendre aussitôt. De quel prix

[1] Les frais, avec les commissions, etc., montaient à 58 9/10 pour 100. En outre, en se chargeant de l'emprunt, les banquiers avaient stipulé, dans leur traité, que la somme de 250,000 livres sterling serait appliquée au rachat des obligations du premier emprunt.

n'aurait été pour elle, à ce moment, au sein du gouvernement, un homme de guerre qui eût concentré entre ses mains vigoureuses toutes les forces de l'autorité, de l'intelligence, de l'unité et des ressources pécuniaires, qui eût continué l'œuvre commencée par la flotte, en appelant au combat le dernier vaisseau et le dernier matelot, qui eût étouffé l'expédition égyptienne dans son germe et qui lui eût disputé chaque pouce de la mer et à plus forte raison du pays! Mais les hommes d'ordre sont rarement aussi des hommes énergiques. Malheureusement, les succès des deux dernières années et les efforts faits par les Grecs, pendant les deux premières années de l'insurrection, paraissaient, en outre, avoir affaibli, dans le peuple lui-même, les forces expansives de la guerre et de la révolution. Puis, la cause des Grecs reçut une atteinte presque mortelle par la mauvaise disposition des habitants du Péloponèse qui, dans leur méfiance à l'égard du gouvernement considéré par eux comme composé d'étrangers, étaient comme paralysés et ne purent s'abandonner à l'élan de leur patriotisme, lorsque l'heure du danger vint à sonner. Le président, irréprochable dans sa vie privée, n'était pourtant pas un homme fait pour la vie publique; avec ses sentiments plus particulièrement hydriotes qu'helléniques, il déployait souvent un zèle plein d'entêtement dans les petites affaires intérieures, mais il manquait d'énergie et de résolution pour les grandes entreprises; n'ayant pas une grande instruction, il était réfléchi et plein de bon sens au conseil, mais lent et indolent quand il fallait agir. Ce n'étaient pourtant pas ces qualités qui, précisément à ce moment-là, étaient nécessaires pour gouverner la Grèce. Bien que, pendant la lutte des derniers six mois, on eût appris à connaître la force redoutable des Égyptiens et qu'on pût savoir qu'ils ne restaient à ce moment-là dans

l'île de Crète qu'afin de guetter le moment favorable pour se transporter dans la Morée, les Grecs ne firent cependant pas le moindre effort dans le but de les combattre dans cette île ou d'empêcher leur arrivée dans la péninsule. Jamais les Grecs n'avaient poussé leur défaut national, si funeste, qui était de ne pas assez estimer leurs adversaires, à un tel point que leur gouvernement le faisait à ce moment plein de périls. Avec un peu de prévoyance seulement, on aurait dû envoyer la flotte dans l'île de Crète, détruire les magasins près de Chania, de Rhethymnon et de Mégalokastro, empêcher le départ des bateaux de transport, affamer l'armée réunie sur la côte de Souda et donner aux Crétois le signal d'un nouveau soulèvement. Dans le Péloponèse, les Turcs avaient offert au président de lui livrer Patras dont la reddition aurait entraîné la chute de Rhion et d'Antirrhion; mais il retarda ce voyage simplement parce qu'il ne voulait pas se déranger et perdit, par cette indolence criminelle, l'occasion favorable de faire une acquisition d'une valeur aussi inestimable. Au sud de la péninsule, on aurait dû faire tous les efforts possibles pour s'emparer de Korou et de Modon, afin de priver les ennemis de leurs places de débarquement; on aurait dû fortifier, ravitailler, occuper et couvrir par la flotte Navarin, Neokastron aussi bien que la forteresse de Palaiokastron, si bien protégée par sa situation, ainsi que l'île de Sphakteria, pour ne pas livrer ce port précieux aux Égyptiens. Mais rien de tout cela n'avait été fait, rien de tout cela n'avait été seulement préparé; on n'y avait pas même songé d'avance. Mais c'était mal connaître l'adversaire auquel les Grecs allaient dès lors avoir affaire et dont jusqu'alors ils n'avaient pas encore eu le pareil devant eux.

Ibrahim-Pacha. Ibrahim-Pacha, le fils aîné, ou plutôt le fils adoptif de Méhmet-Ali et âgé, à cette époque, de trente-huit ans, lais-

sait même aux militaires expérimentés de l'Occident l'impression d'un homme qui était soldat par habitude comme par inclination. Ressemblant à son père par son ambition, sa fermeté et sa persévérance, il lui était inférieur par le savoir-faire et par le talent naturel ; il avait moins de ruse astucieuse que Méhmet, mais il était considéré comme un homme plus sûr et comme ayant plus de principes que lui ; s'il était plus dur que son père, il était, en revanche, moins avare que lui ; il était opposé au système d'exactions que suivait le vice-roi, mais il évitait soigneusement de le blâmer ouvertement. Le peuple semblait avoir pour lui le même sentiment de respect et de crainte que pour son père. Sa campagne en Arabie lui avait assuré cette grande autorité personnelle ainsi que sa gloire militaire ; son retour de cette expédition avait été une marche triomphale qui lui avait donné une haute idée de sa propre valeur. Quand il était en campagne, il vivait aussi simplement que le moindre de ses soldats ; il couchait sous un abri qui ne se distinguait pas de celui de ses officiers, tandis qu'au quartier général on dressait pour lui une tente magnifique d'étoffes de soie précieuses de Lyon et des Indes. Dans le combat, il se montrait vaillant, recueilli et de sang-froid, paraissant exiger de ses officiers les mêmes qualités, simplement comme un accomplissement de leur devoir, puisqu'il punissait avec la même sévérité impitoyable la lâcheté et le manque de discipline. On disait qu'il tuait de sa propre épée ceux qui désertaient les rangs de l'armée ; après les malheureux combats maritimes qui excitèrent sa fureur, il roua de coups de bâton un capitaine dont le vaisseau s'était enchevêtré dans les autres, de même qu'il fit livrer à la mort un autre qui avait montré de l'hésitation. Ces traits annonçaient un homme d'un caractère cruel, caractère autant calculé chez lui que naturel. On dit que, déjà

dans sa jeunesse, son amusement favori avait été de tirer sur les outres en cuir que portaient sous le bras ou sur le dos les porteurs d'eau qui passaient sous ses fenêtres[1] : tradition qui prouve du moins quelle était la réputation que lui faisaient les siens. A l'époque qui nous occupe maintenant et où, frémissant de rage en voyant échouer son expédition maritime, il campait devant Souda, des voyageurs sans préventions[2] entendaient, tous les jours, ses officiers se plaindre de sa brutalité; ils pouvaient même le voir assis sur l'arrière de son vaisseau, exhalant sa rage sur ses malheureux subordonnés en leur donnant des coups de pied et des coups de bâton ou en les fusillant. Il y avait d'autres Francs turcophiles qui admiraient en lui l'homme de la civilisation et de l'humanité et qui injuriaient les Grecs, quand ils déclaraient Ibrahim un barbare à peine déguisé. Car, comme tous les Orientaux, il s'entendait parfaitement à donner à son visage les plis nécessaires pour servir ses desseins et à maîtriser, quand il le fallait, son tempérament irascible. Tout son extérieur, sa taille ramassée et son embonpoint fortement prononcé, son visage rond, son nez camus et sa barbe d'un rouge-brun qu'il portait entière, n'annonçaient ni de la dignité ni des talents supérieurs et ne lui donnaient pas une expression particulière; dans ses petits yeux mobiles d'un gris foncé, les uns comme les autres voyaient briller un feu sauvage à peine voilé; la plupart de ceux qui l'observaient n'étaient pas asssez bons physionomistes pour lire son caractère cruel dans ses regards pleins de bienveillance et dans sa bouche souriante. Attentif, comme son père, au jugement

[1] Cf. Hold Yates, *The modern history and condition of Egypt*, t. II, p. 171.

[2] Cf. Madden, *Travels in Turkey, Egypt, Nubia and Palestine*. London, 1829, t. Ier, p. 175.

des Européens, il les trompait par sa douceur et sa politesse et cherchait à parer toutes ses manières et tous ses procédés, dans la politique comme dans la guerre, d'un vernis européen qui s'effaçait cependant bientôt. Plein d'un mépris orgueilleux pour tout ce qui venait de Constantinople, il se rendit en Grèce avec la conviction ambitieuse qu'il accomplirait sa tâche par les succès les plus brillants; il parlait tous les jours à ses officiers de la nécessité de vaincre à tout prix. Il était, du reste, décidé à emporter la victoire de haute lutte et par tous les moyens. Ainsi, il n'eut pas beaucoup de difficultés à surprendre la bonne foi des étrangers, au commencement, lorsque sa politique exigeait qu'il leurrât les chefs des ennemis par la corruption et le peuple par la bienveillance, et qu'il fît bien comprendre à ce dernier que ses rigueurs ne seraient que pour les rebelles tandis qu'il traiterait les gens paisibles comme un bon père. Quand ces moyens ne réussissaient pas, les intelligences musulmanes trouvaient fort naturel que le pacha lâchât la bride à la licence de ses soldats. Un bruit très-répandu prêtait à Ibrahim l'intention de transporter en Égypte tous les chrétiens de la Morée et de les remplacer par des Arabes. Il est évident qu'une telle résolution ne saurait être prouvée, puisqu'un homme prudent ne publie pas un projet pareil avant de posséder la peau du lion qu'il veut partager, et qu'un homme énergique l'exécute avant de l'avouer; mais ce dessein était en harmonie complète avec le système froid et insensible de son père; en effet, il avait sa source moins dans une barbarie vindicative que dans un calcul cupide, et devait servir à faire des Grecs laborieux et intelligents des instruments pour enrichir et pour perfectionner la marine égyptienne.

Les Égyptie en Morée. La pri de Navarin.

Un homme, tel que cet Ibrahim, n'avait pu être découragé par les premiers revers éprouvés dans son entreprise;

ils ne pouvaient que l'aiguillonner davantage. Les pertes essuyées par son armée ne lui causèrent pas de soucis, puisque son père eut soin de combler immédiatement toutes les lacunes ; le départ de la flotte grecque l'encouragea à hâter les préparatifs nécessaires pour essayer de nouveau de faire la traversée ; bien que sa santé fût ébranlée et qu'il restât à bord de son navire, il activait sans cesse tous ces travaux, car il avait juré qu'il ne mettrait le pied sur terre que quand il serait arrivé en Morée. Après avoir reçu de nouveaux renforts s'élevant à cinq mille Égyptiens, il partit de Souda, au cœur de l'hiver, pour se rendre dans la péninsule. Il ne rencontra pas un seul navire grec pendant ce trajet. Ce ne fut que quelques jours après l'arrestation de Kolokotronis et de ses compagnons, que la
23-24 févr. 1825. flotte égyptienne parut devant Modon, où elle débarqua quatre mille quatre cents hommes qui assirent un camp dans la plaine. Une partie des vaisseaux retourna, sans retard, à Souda et débarqua, dans le plus bref délai, un
* 17 mars second corps de sept mille hommes*. Aussitôt le pacha s'occupa des deux choses qui étaient les plus pressantes et les plus importantes : il avait à débloquer Patras et à assiéger Navarin. Onze vaisseaux partirent pour Patras ; ils dispersèrent les quelques rares bâtiments qui entretenaient le blocus devant la place, ils ravitaillèrent et renforcèrent la garnison de la ville, tandis que le pacha lui-même purgea l'éparchie de Modon des ennemis, qu'il rétablit les com-
* 21 mars. munications avec Koron et qu'il prit* une forte position devant Navarin. Les Grecs furent complétement pris au dépourvu par cette campagne d'hiver. Leurs vaisseaux étaient tranquillement dans les ports. Les troupes à la solde du gouvernement étaient, en partie, encore dans le Péloponèse, depuis qu'elles y avaient fait leur expédition contre les rebelles ; mais elles étaient complétement dispersées. A ce

moment, il est vrai, le gouvernement donna ordre à toutes les troupes de se rendre en Messénie et il appela la flotte au combat; Kontouriotis lui-même annonça son départ. Mais la flotte fut retenue longtemps par des vents contraires. Le président quitta, à la vérité, Nauplie avec un cortége pompeux*; mais comme il n'avait pas l'habitude de monter à cheval, il lui fallut trois jours pour arriver seulement à Tripolitsa, où il tomba malade, et lorsque enfin*, après un long délai, qu'on lui reprochait amèrement, il se remit de nouveau en marche, il s'arrêta à Skala sur le Pamissos, loin de tout danger, après avoir nommé général en chef des troupes, destinées à combattre les Égyptiens, son ami Skourtis, marin expérimenté, mais n'ayant pas la moindre idée du service sur terre. Cette manière d'agir fit une impression très-fâcheuse sur l'armée et sur ses capitaines éprouvés qui, poussés et entraînés malgré eux, étaient accourus aux endroits menacés par l'ennemi. Avec ce noble élan, que nous avons pu observer déjà plusieurs fois dans les moments d'un grand danger, les premiers chefs et les familles les plus distinguées s'exposèrent en première ligne et avec le plus grand empressement : on vit se jeter dans Neokastron (Nouveau-Navarin), dont le Piémontais Collegno devait diriger la défense[1], deux fils de Pétrobey, Georgios et Ioannis, un frère de l'amiral Sachtouris, Makriyannis, Giatrakos et Panas, l'Ionien, qui avait combattu à Péta. Le fort délabré de Palaiokastron (Vieux-Navarin, l'ancienne Pylos, sur le promontoire de Koryphasion) était couvert par l'évêque de Modon et par Hadschi Christos avec ses Bulgares; à deux lieues de Modon, près de Kremmydi, il se forma un camp de cinq mille

* 28 mars.

* Mi-avril

[1] Cf. *Diario dell' assedio di Navarino*, memorie di G. Collegno. Torino, 1857.

Rouméliotes, Souliotes et Macédoniens sous les ordres de Karaïskakis, de Drakos, de Kitsos Tsavellas, de Kostas Botsaris, le simple et modeste frère de Markos, et de Karatassos ; mais ce dernier, révolté de la nomination de Skourtis, s'éloigna, de sa propre autorité, en se rendant avec ses Macédoniens à Schinolaka. Dans les premières rencontres avec les Égyptiens, les auspices étaient assez heureux pour les Grecs. En faisant un mouvement contre Palaiokastron,
* 28 mars. les Egyptiens attaquèrent* le corps de troupes placé à Schinolaka et furent repoussés, bien que les Grecs, campés à Kremmydi, ne soutinssent pas les Macédoniens; même dans une seconde attaque contre le fort du Vieux-
* 11 avril. Navarin, les Arabes furent battus*. Mais peu de jours après toutes les espérances, qu'on aurait pu fonder sur ces premières rencontres, s'évanouirent complétement. On venait de décider, dans un conseil de guerre tenu à Kremmydi, qu'on prendrait une autre position, afin de couper les communications entre Modon et Navarin, lorsque Ibrahim pré-
* 19 avril. vint ce mouvement en attaquant* la position près de Kremmydi. Le centre du demi-cercle, formé par les Grecs sous les ordres de Skourtis, fut forcé par une attaque à la baïonnette, attaque qui déconcerta les Grecs, par sa nouveauté et par sa vigueur, et qui jeta un éclat fatal sur les tacticiens égyptiens; les deux ailes, commandées par Kostas et par Karatassos, résistaient encore pendant quelque temps, lorsque la cavalerie d'Ibrahim, après avoir passé par un ravin presque impraticable, prit l'aile gauche des Grecs en flanc et de revers; Kostas Botsaris, qui combattait là, pendant que toute l'armée se débandait, ne put être sauvé qu'au prix de grandes pertes dans les rangs de ses plus proches parents et de ses vaillants compatriotes de Souli. Cette défaite fit éclater tout à coup la mauvaise humeur qui avait couvé déjà dans les Rouméliotes au sujet du gé-

néral qu'on leur avait imposé. Malgré toutes les représentations qu'on put leur faire, ils partirent, au nombre de trois mille hommes, pour leur pays qui, menacé d'ailleurs à l'est à l'ouest par les Turcs, avait besoin de leurs bras. De la sorte, Ibrahim ne trouvait plus d'obstacles, du côté de la terre, dans ses entreprises contre Neokastron et Palaiokastron.

Le Nouveau-Navarin est situé sur la pointe d'un promontoire qui se trouve à l'ouverture méridionale du bassin semi-circulaire, célèbre depuis l'antiquité, que ferme, à l'ouest, l'île de Sphakteria et que protége, au nord, le château féodal du Vieux-Navarin, séparé seulement par un étroit canal des montagnes qui forment la pointe septentrionale de l'île. La citadelle de Neokastron, hexagone formé par des murs très-bas en pierre, sans fossé, faiblement flanqué, du côté de la terre, par quelques bastions et encore plus faiblement défendu du côté de la mer, fut bombardée par deux batteries; dès que le feu fut ouvert, Ioannis Mavromichalis tomba parmi les défenseurs sur les remparts du fort; il était le troisième qui dans cette famille périssait victime de son dévouement. Cependant la prise des deux forteresses dépendait essentiellement de la possession de l'île de Sphakteria qui les domine toutes les deux par ses hauteurs. Cette île était protégée par quelques vaisseaux grecs qui, sous les ordres de Tsamados, étaient mouillés dans son port. Le pacha attendit donc le retour de sa flotte, partie une seconde fois pour Souda, afin d'y aller chercher des renforts. Depuis longtemps déjà, Miaoulis avait mis à la voile avec dix-sept vaisseaux et quelques brûlots, dans le but de traverser ces expéditions des Egyptiens; mais il avait été retenu longtemps par des vents contraires, et lorsqu'il arriva devant Souda *, ses faibles moyens ne lui permirent pas d'empêcher le départ

* 26 avril.

* 28 avril. de la flotte. Lorsque celle-ci doubla le cap Maleka*, Miaoulis se trouva empêché, par un calme, de l'attaquer, et quand, le lendemain, le combat s'engagea, cinq brûlots furent consumés inutilement. Il dut donc ainsi voir la flotte égyptienne forte de plus de quatre-vingt-dix voiles arri-
* 1er mai. ver* intacte devant Navarin et débarquer des troupes et des munitions nouvelles. Aussitôt, le pacha commença ses préparatifs d'attaque contre Sphakteria dont les Grecs ne renforcèrent qu'à ce moment la garnison en la portant au nombre de huit cents combattants. Là encore les hommes les plus considérables affluèrent à l'envi; on vit arriver le vieil Anagnostaras, Sachtouris, Tsamados, le noble Santa-Rosa qui était venu, avec Collegno, se mettre dans les rangs sous le costume de simple palikare, et enfin Mavrokordatos qui n'y devait pas revoir une seconde défense de Missolonghi. Miaoulis se vit empêché de les secourir par toute la ligne des vaisseaux égyptiens, rangés en bataille
* 8 mai. contre lui*, pendant que cinquante chaloupes, à la faveur de la fumée de la canonnade entretenue par la flotte, jetèrent dans l'île un corps de débarquement qui, en moins d'une heure, s'en rendit maître. Tsamados, Anagnostaras et Santa-Rosa tombèrent sous les épées des Égyptiens; les quelques vaisseaux du port cherchèrent à gagner la haute mer. Le brick de Tsamados, conduit par Sachtouris, se fraya un chemin à travers trente-quatre vaisseaux ennemis, dans un combat de six heures, pendant lequel Mavrokordatos tenait son pistolet à la main pour s'épargner la honte de la captivité; l'équipage, prêt à se faire sauter, put, par son courage héroïque, se sauver vivant des mains de l'ennemi; mais, s'il l'eût fallu, le désespoir de ces hommes les en aurait délivrés par la mort. Le misérable fort du Vieux-Navarin, bombardé du côté de la terre et de la mer, n'ayant presque pas de vivres et encore moins de muni-

tions, ne put pas alors tenir bien longtemps. Une tentative, faite par la garnison pour se frayer un chemin à travers les ennemis, échoua et coûta la liberté à Hadschi Christos et à l'évêque de Modon ; ce dernier perdit même, plus tard, la vie ; les barbares le torturèrent d'une manière indigne parce qu'ils rejetaient sur lui la faute du massacre de Navarin en 1821. A ce qui restait encore de défenseurs le pacha accorda alors le libre départ*, songeant, avec plus de prudence que n'en montraient ordinairement les Grecs, à désarmer plutôt les vaillants défenseurs des places fortes, par des capitulations fidèlement observées, qu'à les exciter à une défense désespérée. Le courage de la garnison de Neokastron aussi, ébranlé depuis longtemps par le manque d'eau et de munitions, était alors complétement abattu. Un brillant coup de main, exécuté par Miaoulis, ne put que faiblement le relever pendant quelques jours. Le navarque avait fait voile pour Modon où, à la faveur du vent du sud, il réussit à pousser six brûlots sur les vaisseaux égyptiens, mouillés dans le port*. Les Égyptiens attaqués coupèrent leurs câbles afin de gagner le large; mais le vent poussa leurs vaisseaux les uns contre les autres et contre les murs de la forteresse, de sorte qu'une frégate, trois corvettes, trois bricks et trois vaisseaux de transport, ainsi qu'un magasin dans la ville, furent détruits par le feu, tandis que les brûlots ne perdirent pas un seul homme. Cet heureux événement encouragea les assiégés à repousser les Égyptiens qui les engageaient à se rendre ; ils ne voulurent entendre parler de reddition que si l'on leur permettait de partir avec leurs armes et qu'on accordât la liberté à Hadschi Christos, ainsi qu'à l'évêque de Modon. Mais lorsque le pacha commença alors à bombarder la citadelle, du côté de la terre, avec six batteries, armées de cinquante-six canons et mortiers, en

* 10 mai.

* 12 mai.

même temps que ses vaisseaux ouvrirent le feu du côté nord, la défense ne fut plus possible. On signa une capitulation * d'après laquelle la garnison, forte de onze cent quatre-vingts hommes, devait être transportée à Kalamata, aux frais des assiégeants. La sombre méfiance des assiégés fit retarder encore de cinq jours l'évacuation du fort. Mais bien qu'on accusât les soldats du pacha d'avoir été assez barbares pour faire mourir de faim quelques Grecs à Sphakteria, après les avoir bâillonnés[1], afin de se venger ainsi de ce qui avait eu lieu en 1821 *, Ibrahim avait alors les meilleures raisons pour conclure ses traités avec modération et pour les exécuter loyalement. Et même, lorsqu'il agissait, en un seul point, contre la capitulation en retenant auprès de lui Giatrakos et Georgios Mavromichalis sous le prétexte de vouloir les échanger contre les deux pachas qui étaient encore prisonniers à Nauplie *, il ne faut pas expliquer ce fait par la volonté arbitraire d'un vainqueur sans pitié. Il enlaçait le jeune Mavromichalis d'un réseau de propositions amicales et lui fit l'offre flatteuse de le prendre à son école, comme il avait voulu, déjà pendant qu'on négociait encore, déterminer aussi le délégué Makriyannis, par l'appât d'un brillant avenir, à entrer à son service ; il chercha ainsi à assiéger et à miner la fidélité de ces hommes influents, dès que la première occasion s'en offrit ; mais il la trouva bien défendue par les remparts du patriotisme et par les mines de la ruse et de la finesse. Ibrahim espérait que le libre départ des garnisons exercerait également une influence salutaire et calmerait les populations. Il lui importait peu qu'il augmentât ainsi le nombre des défenseurs du pays. Sa flotte était déjà de nouveau en route pour embarquer un corps de

* 18 mai.

* T. 1er, p. 345.

* T. 1er, p. 414.

[1] Cf. Prokesch, Denkwürdigkeiten (*Mémoires*), t. II, p. 515.

troupes albanaises à Souda. En outre, ce qu'il avait obtenu dans le Péloponèse, lors de son premier élan, pouvait lui ôter toute inquiétude. Agissant tout autrement que ne le fit Dramali en envahissant le pays, il s'était emparé, par la prise de Navarin, de la clef principale de la péninsule qui lui ouvrit les accès de toute la côte occidentale, où aucune forteresse n'arrêtait plus ses progrès et où des plaines nombreuses ouvraient un vaste champ à l'action de sa cavalerie; il s'appuyait sur le triangle formé par les forteresses de Modon, de Koron et de Navarin; il possédait un excellent et vaste port, bien pourvu de magasins abondamment garnis et de bâtiments qui l'approvisionnaient, et, enfin, il avait assuré ses communications avec la Crète et l'Égypte, communications qu'à l'avenir la flotte grecque ne devait pas non plus interrompre d'une manière efficace.

Après son heureux coup de main à Modon, Miaoulis avait songé à détruire le reste des vaisseaux égyptiens dans ce port à l'aide de nouveaux brûlots dont il se munissait[1]. Avec une sollicitude incomparable, il s'appliquait, pendant tout ce temps, à remplir les devoirs que lui imposaient ses fonctions difficiles et ne quittait jamais son poste près du couronnement du vaisseau amiral. En doublant le cap Matapan*, il rencontra la flotte d'Ibrahim qui retournait à Souda; il put bien s'apercevoir de la consternation que causait cette rencontre aux Égyptiens, mais il eût été inutile de vouloir les attaquer; les circonstances n'étaient pas favorables à une action des brûlots, et l'amiral grec n'avait que trente-quatre petits bricks à opposer aux cinquante voiles ennemies, parmi lesquelles on comptait onze frégates et de nombreuses corvettes. Lorsque, après avoir

La flotte grecque.

* 26 mai.

[1] Emerson (dans l'ouvrage cité) rapporte, comme témoin oculaire, toutes les opérations de la flotte grecque pendant cette campagne.

et saufs à Souda. Miaoulis était sur le poin
chercher, lorsqu'il reçut, à son grand effroi,
départ de la flotte turque. Chosrew-Pacha a
i. Dardanelles*, à bord d'un vaisseau amiral neu
six canons et suivi de la flotte byzantine, al
le matériel de siége nécessaire à l'armée qui
l'Hellade occidentale. Chemin faisant, il renc
conde division de la flotte grecque, com
Sachtouris qui était toujours si heureux dan
prises; les Turcs la trouvèrent d'abord* ent
Ténédos et Lemnos et ensuite* dans le canal D
cap Kapharas), entre l'Eubée et l'île d'Andros.
gea un combat de longue durée; l'aile droite de
cependant par être rompue; le vaisseau amir
été déjà auparavant endommagé et que Ch
quitté, fut saisi par deux brûlots qui le firent
huit cents hommes et avec le trésor de la flotte
gauche battit aussi en retraite, lorsque le capit
lot Boutis y détruisit une corvette. La flotte
entièrement dispersée; mais le kapoudan-pacha
u sud, s'échappa à S

confuse au pied de la forteresse vénitienne qui, située sur des rochers élevés, protége le golfe profond et sûr de Souda (à trois lieues de Chania), ainsi que la plaine environnante qui portait jadis des arbres magnifiques, mais qui, à ce moment, n'était couverte que des tentes grises des Arabes. Lorsque les Grecs, retardés par le mauvais temps et par l'indolence de leurs marins, arrivèrent devant Souda*, ils trouvèrent la flotte, avertie probablement par * 12 juin.
une goëlette française[1], dans une tout autre position que celle qu'on leur avait indiquée dans le rapport; les vaisseaux ennemis étaient rangés en quatre groupes séparés, de sorte que si les Grecs avaient eu même les plus beaux succès dans une attaque contre une de ces divisions, les trois autres devaient nécessairement toujours rester intactes. Profitant d'une légère brise du nord-est, Miaoulis fit néanmoins attaquer* une de ces divisions composée de * 14 juin.
quarante bâtiments de diverse nature; deux brûlots s'accrochèrent à une corvette qui fut dans un clin d'œil enveloppée de flammes; un troisième brûlot qui, conduit par Georgios Politis, se jeta sur une frégate à l'entrée du port, vit cette proie s'échapper, parce qu'il n'avait pas assez de vent; lorsque les conducteurs du brûlot voulurent s'enfuir dans leur chaloupe, ils furent entourés par les ennemis montés sur des barques armées; mais ils se frayèrent vaillamment un chemin à travers leurs adversaires peut-être trente fois plus forts en nombre. Alors les vaisseaux turcs, faiblement poursuivis par les Grecs à cause du peu de vent qu'il faisait, se retirèrent tous dans le port; mais les Grecs furent dispersés immédiatement après* par une * 17 juin.
violente tempête; le cœur navré, Miaoulis dut renoncer à cette entreprise qui avait donné tant d'espérances et qui

[1] Cf. Emerson, t. Ier, p. 224.

était d'une importance vraiment capitale. La flotte égyp-
* 23 juin. tienne, forte de quatre-vingts voiles, partit alors de Souda* pour faire son quatrième voyage. Dans le voisinage de Cerigo, Miaoulis la rencontra déjà de nouveau sur son passage. Mais d'abord le temps calme l'empêcha de faire les mouvements nécessaires, et lorsqu'il réussit à saisir un moment favorable pour l'attaque, trois brûlots se consumèrent encore inutilement, tandis que les renforts destinés à l'armée d'Ibrahim, conduits par Housseïn-Bey et accompagnés par le kapoudan-pacha, arrivèrent en sûreté à
* 5 juillet. Navarin*. Peu de temps après ces opérations de Miaoulis, Kanaris conçut l'idée hardie de détruire les armements des Egyptiens dans le port même d'Alexandrie. Il fit son apparition devant la ville n'ayant avec lui que deux vais-
* 10 août. seaux de guerre et trois brûlots*. On l'a blâmé d'avoir négligé d'attaquer un groupe de vaisseaux placés très-favorablement pour une attaque, à l'entrée du port d'où ils auraient facilement propagé l'incendie, et d'être, avec ses brûlots sous pavillon franc, plutôt entré tout droit dans le port pour s'approcher du palais du pacha où se trouvaient à l'ancre le vaisseau amiral et quatre grandes frégates. Avant que Kanaris atteignît son but, un vent contraire, s'élevant tout à coup, déjoua son projet qui, s'il eût réussi, aurait mis en péril, avec la flotte ennemie et les bâtiments marchands des Francs, peut-être la ville elle-même. Kanaris dut incendier son propre brûlot, qui fut poussé contre un groupe de vaisseaux, et il s'échappa avec les deux autres, sous le feu de tous les vaisseaux égyptiens, pour rejoindre les bâtiments d'escorte commandés par Manolis Tombazis.

On aurait dit que la mauvaise fortune et la fatalité devaient dès lors s'attacher nécessairement à toute entreprise de la flotte grecque dès qu'elle était dirigée contre

les Égyptiens. Tous les amis des Grecs étaient péniblement surpris en voyant la tournure funeste que prenaient les affaires. On chercha, pour l'expliquer, des raisons cachées et éloignées, bien qu'elles fussent très-apparentes et qu'on n'eût pas à les chercher au loin. Diminuée d'un tiers de son nombre d'autrefois, la flotte grecque avait alors en face d'elle un ennemi qui, déjà auparavant bien plus fort qu'elle, avait à ce moment doublé ses forces et lui était dix fois supérieur par sa capacité stratégique, par sa discipline et par ses approvisionnements. Grâce aux moyens despotiques, employés par la prévoyance de leur chef, les Égyptiens ne manquaient de rien de ce qui leur était nécessaire pour leurs opérations, tandis que la flotte de Miaoulis avait dû, en quatre semaines, rentrer cinq fois dans les ports, afin d'embarquer des provisions qu'on ne trouvait nulle part, dans les petites îles, en grandes quantités et qu'on commençait, à cette époque, à cacher dans le Péloponèse où, depuis le débarquement des Égyptiens, de grandes étendues de terrain restaient incultes. Quand on demandait à Miaoulis quelles étaient les causes de ce que tout à coup les succès avaient manqué, il indiquait simplement l'immense supériorité des Égyptiens et des Européens qui les aidaient en disant : « Il est impossible qu'un petit chien lutte contre plusieurs tigres. » On savait depuis longtemps par expérience que la discipline militaire d'une flotte marchande ne peut pas tenir contre une marine militaire bien conduite. Les bricks grecs, propriétés particulières de marchands, avaient presque toujours essayé d'imposer de loin seulement par leur nombre et par leur apparition ; car leurs propriétaires prudents étaient ennemis de toute entreprise hasardée, tandis que les capitaines, ayant ordinairement beaucoup de parents dans leur équipage, ne voulaient pas exposer leur famille, et que les

matelots, eux-mêmes, suivant l'organisation démocratique dans les îles, avaient à donner leur consentement pour toute entreprise importante. Sous le rapport matériel, ces navires marchands étaient beaucoup trop faibles pour entrer en lutte avec des vaisseaux de guerre ; quant à des navires plus grands, on n'en possédait pas, et quand on avait pu en prendre à l'ennemi, on avait toujours préféré les brûler parce que, dans le premier cas de ce genre qui s'était présenté, on avait vu qu'il en serait né des contestations inextricables au sujet du droit de propriété sur ces prises. C'est pourquoi tous les succès avaient été remportés jusqu'alors exclusivement par les brûlots. On en avait fortement augmenté le nombre, de même qu'on les avait perfectionnés d'une manière extraordinaire, quand on les comparait avec leur première organisation grossière. Toute la cale était enduite d'une forte couche de goudron et doublée pour ainsi dire d'ajoncs secs qu'on avait auparavant trempés dans de la poix et dans de l'huile et saupoudrés ensuite de soufre ; le long du pont courait une rangée d'écoutilles ; au-dessous de chacune d'elles on plaçait un baril rempli de poudre, qui, en sautant, ouvrait la trappe de l'écoutille et empêchait, en donnant ainsi de l'air et une issue aux flammes, une explosion trop rapide du pont. En haut, toutes les cordes et toutes les voiles étaient goudronnées, et au bout de chaque vergue il y avait un crochet en osier tressé qui, une fois enchevêtré dans les cordages d'un vaisseau ennemi, lui rendait la fuite presque impossible. Quand le moment décisif de l'attaque approchait, on hissait toutes les voiles afin d'augmenter les flammes, et à l'instant même où le brûlot touchait le vaisseau ennemi, on allumait l'étoupille qui liait entre elles toutes les parties du bâtiment incendiaire, de sorte que, après avoir fait sauter toutes les écoutilles, le feu envahissait dans un

clin d'œil tout le brûlot, depuis la proue jusqu'au tableau. Cette arme terrible possédait, à cette époque, des conducteurs encore plus téméraires que jamais dans les Psariotes qui venaient de perdre leur patrie; ils ne ménageaient pas non plus ces bâtiments, puisqu'ils étaient propriété de l'État et qu'ils étaient dès le principe voués à la destruction. Néanmoins l'expérience confirma encore dans cette campagne maritime ce qu'on avait déjà observé dans la campagne précédente : en face de la discipline européenne des Égyptiens, quelque faible qu'elle fût, l'efficacité de cette arme diminuait de plus en plus, et le courage hardi des conducteurs de brûlots s'affaiblissait de jour en jour devant la trop grande supériorité des forces ennemies. Par cette raison, on en était venu à songer à faire de grandes modifications dans la marine grecque, à engager un amiral européen et à se procurer des vaisseaux plus grands et surtout des bateaux à vapeur dont l'emploi semblait surtout être indiqué par les calmes si fréquents dans ces parages. Le plus dévoué et le plus capable de tous les philhellènes au service des Grecs, le capitaine Frank-Abney Hastings avait déjà l'année précédente présenté au gouvernement un mémoire[1], dans lequel il avait recommandé d'armer un bateau à vapeur avec quatre pièces de gros calibre, afin de relever la marine, dont la renommée, la force numérique et la capacité baissaient de plus en plus; il avait promis d'y contribuer lui-même pour une somme de mille livres sterling, et ce fut sur ses vives sollicitations que le gouvernement, dès qu'il put espérer la réalisation du second emprunt anglais*, donna ordre à ses agents à Londres d'en appliquer une partie à cette transformation de sa flotte.

* 24 août 1824

[1] Cf. George Finlay, *History of the Greek revolution*. London, 1861, t. II, p. 385.

La piraterie. Non-seulement le moment où la marine grecque devait trouver son salut à l'étranger était nécessairement ajourné à un terme assez éloigné, mais, en outre, la puissance maritime de la Grèce était minée, à cette époque et dans son voisinage immédiat, par un mal qui s'était développé depuis longtemps déjà et qui ne fut pas une des moindres causes de sa ruine soudaine. La lutte maritime entre les Turcs et les Grecs avait pour théâtre les eaux de la mer Blanche, fameuses de tout temps par les facilités que les marins y trouvent à devenir pirates et à donner à une marine régulière des allures sauvages. De nombreuses baies et les déchirures dans les rochers des côtes y offrent aux barques légères des corsaires, dans les îles sans nombre et sur l'immense étendue du littoral des continents, autant de retraites sûres où de grands vaisseaux armés ne peuvent les suivre, de même que les montagnes de l'intérieur favorisaient la *klephtourie* par leurs hauteurs et leurs cavernes inaccessibles. Sous la domination anarchique des Turcs cette piraterie n'avait presque jamais entièrement cessé. Des hommes hardis à tout oser, qui se familiarisaient avec les dangers auxquels les exposaient les vents et les mauvais temps, à mesure et à proportion qu'ils perdaient l'amitié des hommes et qu'ils n'avaient plus à compter sur leur pitié, s'emparaient d'un *mistik* et visitaient, en les pillant, toutes les côtes amies ou ennemies, ou encore ils se tenaient aux aguets dans les petites criques, derrière les rochers, pour s'en élancer sur quelque bâtiment marchand qu'un calme retenait immobile. Les Grecs, qui n'avaient pas le droit de se défendre de leur autorité privée contre ces brigands, avaient toujours mieux aimé se laisser dépouiller en silence par leurs propres frères que d'invoquer contre eux le secours de leurs maîtres turcs qui n'auraient pu, en tout cas, y apporter que des remèdes

passagers et qui n'auraient appelé sur eux qu'une vengeance plus terrible encore. Dès la première explosion de l'insurrection (1821-1822), ces corsaires, dont les équipages ne comptaient pas moins d'Ioniens, de Dalmates et d'Italiens que de Grecs, avaient commencé à infester les eaux de la Grèce en nombre plus considérable. Cependant leurs méfaits s'étaient bornés à de petites déprédations commises en secret, et bientôt ces petits flibustiers avaient été entièrement effacés par les croiseurs munis de lettres patentes données par le gouvernement qui les destinait à maintenir un blocus dès qu'il avait été notifié, et à visiter, suivant la coutume anglaise, tous les navires des neutres, afin de s'assurer qu'ils ne portaient pas de contrebande de guerre pour les Turcs. Quelle que fût l'attitude prise vis-à-vis de la Grèce par leurs gouvernements, la plupart des navires francs osaient rarement forcer un blocus efficace et observaient toujours une grande prudence et beaucoup de mesure quand ils prêtaient leurs services aux Turcs. Seule, la marine marchande autrichienne, dont le commerce dans le Levant avait, à cette époque, beaucoup plus d'importance que celle d'aucun autre pays, allait sous ce rapport son propre chemin, comme le faisait son gouvernement. Le prince Metternich qui, vis-à-vis des odieux rebelles, ne voulait pas maintenir l'idée de la neutralité et provoquait ainsi continuellement les plaintes de Canning, avait formellement proclamé (1822) le principe qui n'avait jamais été généralement accepté, à savoir que les bâtiments des neutres rendaient leur cargaison neutre et la protégeaient. Pleins de confiance en la puissance et la parole de leur gouvernement, ainsi qu'en la solidité des chambres d'assurances à Trieste, des armateurs, des affréteurs, des capitaines et des négociants autrichiens s'étaient alors mis en beaucoup plus grand nombre que les sujets d'autres

chassés une seconde fois par les Turcs, de tous ces réfugiés de Chios, de Kydonia, des contrées de l'Olympe et de la Thessalie, qui, depuis trois ans, avaient traîné une misérable existence, et les poussa dans les bras des corsaires. Les Psariotes, mourant de faim dans les îles de Syra et d'Égine, y avaient dépouillé, comme une nuée de sauterelles, tous les arbres de leurs feuilles pour avoir de quoi manger; la misère la plus affreuse pénétra alors jusque dans les îles, autrefois si riches, qui avaient eu l'hégémonie de la mer. Il est vrai qu'à l'est et à l'ouest on raillait amèrement, et qu'on maudissait l'égoïsme grossier des matelots, qui, dans les moments où la patrie courait les plus grands dangers, se refusaient à prendre la mer sans avoir reçu de solde. Mais que pouvaient faire ces malheureux, en proie au désespoir, quand leurs femmes et leurs enfants les entouraient en leur demandant du pain à grands cris, et quand, en partant, ils ne pouvaient rien leur laisser pour leur subsistance? Dès que ces moyens de pourvoir à leur existence leur manquaient, les matelots entraient dans les rangs des forbans et enlevaient ainsi à la flotte les cœurs et les bras des hommes les plus téméraires. Bientôt la désertion fut poussée à un tel point que les capitaines se séparèrent de la flotte en escadres entières, afin de faire des excursions de corsaires pour leur propre compte. Sur les rochers de Grabousa, situés près de la côte orientale de l'île de Crète, et dont dix-sept Crétois, venant de Cythère, s'étaient emparés pendant l'été de 1825, on vit se réunir des milliers de pirates qui exécutaient les expéditions les plus audacieuses et qui entassaient dans cet îlot des valeurs et des trésors énormes; leurs succès aiguillonnaient la cupidité de tous ceux qui manquaient du nécessaire et enfin même celle des honnêtes gens. Les Olympiens, dans

les Sporades, se procuraient du bois des hauteurs du Pélion et forçaient les constructeurs de navires à leur faire des barques de corsaires. Les vaisseaux d'habitants notables d'Hydra et de Spetzia, à l'exception de ceux de quelques rares hommes d'honneur, exerçaient ce métier aussi impudemment qu'aucun conducteur de *mistik* l'avait jamais fait auparavant. En effet, un esprit de désordre sauvage s'empara alors même de la population de ces îles et se manifesta à l'occasion, comme dans une scène à Spetzia, lorsque la fameuse Bobolina fut tuée d'un coup de feu dans une émeute*, ou comme dans l'île d'Hydra, lorsque, * Juin 1825. dans une abominable boucherie, on massacra tous les Turcs de l'île, pour les punir de ce qu'un Turc prisonnier, afin de se venger, avait fait sauter le vaisseau d'Athanasios Kriëzis. Cet esprit se montra aussi d'une manière tout à fait générale dans la brutalité et l'indiscipline de plus en plus grandes des capitaines, dont les navarques ne pouvaient pas plus arrêter les progrès qu'ils ne savaient faire cesser les désordres causés par les pirates. Tout l'Archipel se remplit dès lors de ces hardis corsaires. Le théâtre principal de leurs exploits était la partie de la mer comprise entre l'île de Ténédos et les Dardanelles, de même qu'entre les îles de Chypre et de Rhodes. En 1825, on croyait pouvoir compter environ quatre-vingts corsaires bien armés et ayant à bord à peu près trois mille hommes. Le voyage le plus court par mer était dangereux; bientôt les Grecs étaient aussi peu ménagés que les ennemis et les étrangers, et en peu de temps les choses en vinrent à ce point que les barques n'étaient plus même en sûreté dans le port du siége du gouvernement. Le commerce du butin restait alors la seule branche d'industrie lucrative. Les pirates, qui pillaient de la manière la plus éhontée les navires francs,

avaient le front d'aller, sous pavillon russe, à Constantinople, afin d'y jouir des fruits de leur brigandage. Un autre marché s'ouvrit pour eux à Smyrne, pendant que l'île de Syra devenait une espèce de rendez-vous de commerce neutre, où, déjà un an après l'arrivée des Psariotes réfugiés, s'éleva, à la place de leurs premières baraques sales, une nouvelle ville, Hermoupolis, qui est maintenant une place de commerce florissante et la seconde ville de l'État grec. On aurait pu croire que les anciens temps de la piraterie de Cilicie étaient revenus, où les rochers escarpés de Korakession servaient au même but que Grabousa à l'époque qui nous occupe, et où Delos la Sainte, dont le proverbe disait : « Aborde, marchand, décharge, tu vendras tout! » jouait le même rôle que Syra au moment actuel. Plus les affaires grecques s'embrouillaient, dans la suite, et prenaient un caractère sauvage, et plus aussi le nœud de cette anarchie confuse devenait inextricable. Moins les événements qui s'accomplissaient sur le théâtre de la guerre laissaient d'espérances, et plus les Grecs désespérés se sentaient entraînés à ramasser tout ce qu'il était possible de sauver encore dans cette ruine générale. Plus Canning devenait hostile à la politique suivie par l'Autriche en Orient, et plus les marins anglais se montraient indulgents envers ces désordres causés par les pirates, plus la cour d'amirauté à Malte usait de ménagements à leur égard, en relâchant les corsaires capturés, et plus on semblait considérer cette excroissance de l'insurrection grecque comme un prétexte plausible pour une intervention en faveur des Grecs, précisément parce que la piraterie était ce qu'il y avait de plus hostile aux Francs dans tout ce soulèvement. Les Grecs du moins disaient eux-mêmes avec la plus grande franchise, « que plus ils se livreraient à la piraterie en grand, et plus

l'Angleterre serait disposée à agir pour leur liberté, et à le faire promptement, comme elle l'avait fait en Amérique. »

Irruption des Égyptiens dans l'intérieur du Péloponèse.

Le gouvernement grec regardait faire ces corsaires, qui ruinaient sa marine, sans leur opposer la moindre résistance; mais il faut dire aussi que, vu l'état des choses dans la Grèce continentale, il n'aurait pu rien y changer. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était de résister à sa propre ruine. Depuis que les Rouméliotes avaient quitté le Péloponèse, tout l'espoir du gouvernement reposait sur Petrobey, qui avait été nommé commandant en chef de l'armée, bien qu'il ne fût pas homme de guerre, et sur les Magnotes, bien qu'on ne pût compter sur eux que dans leurs montagnes. Les milices, formées par les bourgeois et les paysans de la Morée, n'avaient confiance qu'en leurs capitaines et leurs primats, à la captivité desquels elles attribuaient la cause des succès des Égyptiens, succès que, dans leur mécontentement, ils considéraient comme une punition bien méritée pour le traitement infligé à leurs chefs. C'est pourquoi il arrivait au gouvernement, de tous les côtés, des pétitions demandant la mise en liberté de Kolokotronis, qui, en attendant sa délivrance à Hydra, se laissait pousser la barbe. Mais le gouvernement ne s'en montra que plus acharné à tenir ces ennemis sous bonne garde, et il expédia à Missolonghi l'ordre d'envoyer à Nauplie aussi les deux Andreas et leurs compagnons, qu'on avait confinés dans l'Hellade occidentale. Mais le capitaine Tsonkas, sous la garantie personnelle duquel ils avaient été placés, était plus fidèle à ses amis de longue date qu'aux hommes de cabinet dans le gouvernement, et les laissa s'enfuir à l'île de Kalamos; de là ils passèrent en Morée, où, cachés dans le voisinage de Lala, ils offrirent leurs services à l'assemblée législative. Le gouvernement,

* 21 avril. qui venait de recevoir tout récemment* la somme de 60,000 livres sterling, provenant des deux emprunts contractés à Londres, crut encore, à ce moment où il s'appuyait sur ses ressources pécuniaires, pouvoir conserver sa puissance de parti politique, et ordonna, par conséquent, qu'on s'emparât de ses adversaires opiniâtres. Mais les malheurs du pays et les dangers qui le menaçaient donnaient dès lors à l'opinion publique une force supérieure qui subjugua d'abord l'assemblée législative, de manière qu'elle fut obligée de forcer, à son tour, le gouvernement à montrer un esprit de condescendance et de
* 30 mai. réconciliation. On proclama une amnistie générale*; les primats de Vostitsa et de Kalavryta rentrèrent dans leurs foyers; les prisonniers d'Hydra furent relâchés, et Kolokotronis, reçu à Nauplie avec des honneurs et des démonstrations de joie, fut nommé général en chef. Les habitants de la capitale avaient été sur le point de fouiller la terre pour chercher des trésors enfouis; le vieux klephte répondit aux discours avec lesquels ils l'avaient reçu, qu'en revenant dans le pays, il avait jeté à la mer toutes ses rancunes. « Faites de même, dit-il, enterrez vos vieilles haines, ce sera le véritable trésor que vous déterrerez[1]! » A son appel, des milliers d'hommes armés accoururent aussitôt. Il fit la proposition énergique de suivre, vis-à-vis des Égyptiens, dans toute la Morée, pour les opérations militaires, la même politique efficace qui avait si bien réussi vis-à-vis de Dramali, dans l'Argolide, de ne pas leur laisser un seul « nid » pour refuge, de détruire Tripolitsa, cette « étable » inutile, et de réduire les ennemis

[1] Cf. Graf Pecchio, *Gemælde von Griechenland im Jahre 1825.* — Deutsch hinter Belloc, *Bonaparte und die Griechen*, Leipzig, 1827. (Le comte Pecchio, *Tableau de la Grèce en 1825.* — En allemand, à la suite de l'ouvrage de Belloc, *Bonaparte et les Grecs.*)

par la famine partout où ils se montreraient. Mais ces terribles résolutions n'étaient que peu goûtées à ce moment où Ibrahim était encore très-loin, où Dikaios, le ministre de l'intérieur, menaçait, avec mille hommes, près d'Arkadia (Kyparissia), le flanc gauche de l'ennemi, et où Petrobey, à Kalamata, pouvait attaquer le flanc droit. Afin d'y dégager les derrières de son armée, Ibrahim marcha avec deux colonnes d'abord sur Arkadia : l'une d'elles, longeant la côte, prit la ville sans coup férir; l'autre, commandée par lui-même, suivant dans l'intérieur des terres un chemin de la montagne, par Skarminka, rencontra Dikaios, qui était retranché près de Maniaki, au pied de la montagne de Hagia-Kyriaki. Cet bétairiste d'un grand mérite[1], qui, dans la guerre pour la patrie, avait renoncé à ses fonctions sacerdotales pour se consacrer au métier des armes, qui était davantage de son goût, combattait ici sur le sol même de son pays, la Messénie. Ceux qui le connaissaient personnellement aimaient à le comparer à Alcibiade, à cause du mélange particulier qu'on trouvait en lui de qualités brillantes et équivoques, de bravoure et de luxure, de noblesse de cœur et de débauche, d'une grande facilité à supporter les privations et d'un grand penchant pour la folle dépense; dans l'opinion publique cependant, l'aversion qu'inspiraient ses mœurs dissolues l'emportait sur l'estime; néanmoins, il expia tous ses défauts par la mort glorieuse qu'il trouva à cet endroit. Abandonné par son avant-garde magnote, qui s'enfuit honteusement à l'approche des Égyptiens, et entouré de trois cents hommes seulement, il imita le noble exemple des Georgakis et des Diakos, qui avaient préféré une mort

[1] Son véritable nom était Gregorios Phlessas; le surnom de Dikaios lui était resté depuis son séjour au couvent, pendant sa jeunesse.

honorable à une fuite honteuse, et, pendant neuf heures,
* 1er juin. il soutint* une lutte à la baïonnette et au sabre, lutte qui coûta la vie à six cents Égyptiens, jusqu'à ce qu'il succombât lui-même, avec Kephalas, deux parents de Petrobey et tous ses compagnons. « Quel dommage qu'un tel guerrier ait péri! » dit le pacha en baisant la tête de ce brave qui venait de tomber.

Sans s'arrêter, Ibrahim tourna alors à droite; il par-
* 9 juin. courut, en la dévastant, la vallée du Pamissos* jusqu'à Kalamata, qu'il brûla avec d'autres endroits du voisinage, et se prépara, en profitant promptement de ses victoires, à pénétrer dans l'intérieur du pays et à s'avancer, par Leontari, jusqu'à Tripolitsa. Kolokotronis, qui était accouru à Leontari, fit occuper à droite et à gauche de cet endroit, Tsami et le défilé de Makryplagi; mais les Égyptiens, conduits partout dans leur marche rapide et sûre par des guides corrompus qui connaissaient bien la localité, le prévinrent et firent une attaque contre son flanc gauche, en occupant Poliani. Kolokotronis, qui était à portée, puisqu'il se trouvait à Akovon, hâta l'arrivée de ses troupes, qui s'avançaient à sa suite, et plaça Giatrakos, qui arriva le premier avec les Laconiens, près de Dirachi; ceux qui venaient ensuite, sous les ordres de son fils Gennaios et de son beau-frère Koliopoulos, furent postés par lui dans les ravins des alentours; une lutte très-vive s'en-
* 18 juin. gagea* d'abord avec ces derniers, sans que le corps principal des Grecs, qui redoutait les cavaliers et les obusiers de montagne du pacha, y prît la moindre part. Giatrakos, qui quitta sa position pour se porter à leur secours, fut battu et reçut une blessure. Gennaios tint ferme jusqu'à la nuit; mais le lendemain les Égyptiens mirent d'abord les
* 19 juin. Arcadiens en fuite*, puis ils envoyèrent leur cavalerie dévaster le pays jusqu'à Leontari, et culbutèrent partout les

Grecs, qui se retirèrent dans la direction de Karytaina. Le pacha ne trouva plus d'obstacles dans sa marche sur Tripolitsa. Kolokotronis y envoya l'ordre de mettre le feu à la ville; mais le vainqueur, que rien ne pouvait arrêter, était déjà trop près d'elle. A peine eut-on commencé à exécuter les ordres du chef klephte, qu'Ibrahim atteignit la ville *. Mais là encore il ne permit pas à ses troupes de * 22 juin.
se reposer, et s'avança sans délai dans la direction de Nauplie. Lorsqu'en arrivant dans les environs du village aux Moulins (Myloi), il mit le pied sur les hauteurs qui dominent le golfe d'Argos, il s'écria plein de confiance et rempli de joie à la vue des îles, en étendant la main dans la direction de l'île d'Hydra: « Ah! petite Angleterre, combien de temps m'échapperas-tu encore! » C'était un moment comme celui où Dramali était arrivé à Argos, et qu'il menaça le château et les Moulins de Lerna. Au moment qui nous occupe, de même qu'à cette époque-là, Ypsilantis, qui avait été relégué au second plan, se plaça au premier rang de ceux qui voulaient sauver la ville. Muni de barques pour la retraite, et accompagné de Makriyannis et de Konstantinos Mavromichalis, avec trois cents hommes à peine, il se jeta dans le village aux Moulins, où il y avait de grands magasins de blé dont l'ennemi ignorait heureusement l'existence. De Rigny, dont les vaisseaux étaient mouillés dans le golfe d'Argos, se rendit à Lerna, pour détourner cette poignée d'hommes d'une défense qui ne pourrait qu'attirer la ruine sur eux. « Eh bien! alors nous mourrons! » dit Ypsilantis à l'amiral, qui restait ensuite pour être témoin de cette lutte, qui le remplit d'admiration. La petite troupe repoussa avec intrépidité les trois colonnes d'Égyptiens qu'on lança contre elle, et enleva ce jour-là au pacha sa réputation d'homme invincible, réputation que lui avaient conservée jusque-là ses cavaliers,

ses baïonnettes et ses obusiers. Ibrahim, qui était parti
* 27 juin. pour Argos, envoya de là * une partie de sa cavalerie pour faire une reconnaissance dans le voisinage de Nauplie, la capitale, qui, privée de conseils, pleine de confusion, mal gardée et regorgeant de gens sans aveu et sans discipline, semblait devoir succomber inévitablement à la première attaque hardie. Néanmoins, Ibrahim se retira à Tripolitsa sans avoir même tenté la fortune de ses armes. Cette conduite était pour tout le monde une énigme que toutes les explications ne suffisaient pas à expliquer. Était-ce que, dépourvu d'artillerie de siége et de bâtiments pour bloquer la ville, et avec son armée réduite, il reculât devant ce siége, comme devant une entreprise hasardeuse et par trop téméraire, ou avait-il espéré que des traîtres viendraient à son secours et hésita-t-il, lorsqu'à leur place il rencontra une troupe de cavaliers bulgares et serbes qui firent une sortie contre lui, et qu'il apprit qu'un philhellène français, le colonel Fabvier, avait été chargé de la défense de la ville? Ce qui le décida, c'étaient des faits et des bruits d'une tout autre nature et qui lui faisaient redouter la présence de combattants philhelléniques d'un tout autre genre à Nauplie. La veille du jour où il commença sa retraite, le commodore anglais Hamilton était venu le voir dans son camp. Le commandant de l'escadre anglaise en station dans ces parages avait toujours jusque-là pratiqué la neutralité qui lui avait été prescrite avec tant d'humanité, qu'il s'était conservé l'estime égale des deux parties belligérantes, bien que partout où il avait été en contact avec les Grecs il se fût montré pour eux un ami généreux, sincère et toujours fidèle. Le peuple, avec une confiance aveugle, l'adorait comme son idole; les chefs l'écoutaient comme un oracle et plus encore qu'un Blaquière et un Byron. Connaissait-il ou pressen-

tait-il seulement la politique encore indécise de Canning? Était-il porteur d'instructions plus précises et en harmonie avec cette politique, ou se les donnait-il à lui-même? N'avait-il que des instructions vagues, comme le supposait Metternich, auxquelles il donnait, de sa propre autorité, une interprétation hasardée? Personne ne le savait. Mais son attitude montrait un tact si fin, qu'on l'entourait de respect comme la personnification de la politique et de la puissance de l'Angleterre présente en Orient. Or, ce fut cet homme-là qui, au moment du plus grand danger dont Nauplie était menacée, avait mystérieusement fait annoncer sa visite à Mavrokordatos, et qui ensuite était entré dans le port avec deux frégates et une corvette*. Sa seule apparition était une consolation; ses conseils, donnés ouvertement, étaient un encouragement; ses avertissements vagues et secrets, le salut. On se disait qu'il avait consenti à arborer, dans le cas d'un danger extrême, le drapeau anglais à Nauplie et dans les îles; c'est ce que Prokesch manda dans son rapport adressé à la cour de Vienne*. Ibrahim apprit qu'on recueillait dans la ville des signatures pour un document en vertu duquel la Grèce se plaçait sous la protection de la Grande-Bretagne. Cette démarche équivalait, aux yeux du pacha, fils de l'Orient, à un fait déjà accompli; car, d'après ses idées, il n'aurait pas su comprendre que l'Angleterre pût refuser ce qui lui était offert spontanément, tandis que lui, Ibrahim, était prêt à employer toutes les ressources que lui offrait son pays pour l'obtenir par la force des armes.

Peu de jours après avoir reçu ces informations*, le pacha revint au point central, à Tripolitsa. Kolokotronis l'y entoura d'un vaste réseau de corps armés, dans le but de renouveler les scènes de 1821, de l'enfermer dans cette capitale et de le réduire par la famine. Les Kalavrytiniens,

* 20-22 juin.

* 17 juillet.

* 29 juin.

commandés par Nikitas et les Andreas, campaient près de Levidi; les Karytainiens, sous les ordres des Kolokotronis, étaient placés à Chrysovitsi; les habitants d'Argos se trouvaient à Tsipiana, au pied du Malevo (Artemission), et Ypsilantis occupait Vervena avec les Laconiens. Le vieux Kolokotronis, qui était à Chrepa, y provoqua le combat trop précipitamment, en poussant en avant, sur les hauteurs du Trikorpha, son fils Gennaios, qui avait pris position entre son père et Koliopoulos à Valtetsi. On y engagea la lutte*; mais elle n'eut pas la même issue que la bataille de Valtetsi, en 1821. Lorsque les Égyptiens attaquèrent le centre sur le Trikorpha, Koliopoulos descendit, à la vérité, dans la plaine, pour porter secours à son neveu Gennaios; mais la cavalerie ennemie balaya ses gens. Malheureusement, comme autrefois à Valtetsi, les troupes restèrent à Vervena sans faire le moindre mouvement, ce qui permit à Ibrahim de jeter ses forces, sans les diviser, sur ce seul endroit. Dans un combat brillant qui dura neuf heures, Gennaios défendit ses retranchements, lorsque enfin les ennemis tournèrent son aile gauche et attaquèrent les Kalavrytiniens, qu'ils mirent en fuite. Quatorze capitaines notables tombèrent dans cette bataille, après laquelle les Péloponésiens n'osèrent plus paraître devant Ibrahim en rase campagne. Une terreur panique s'empara de toute la péninsule. Renforcé par de nouvelles troupes que lui amenait son beau-frère Housseïn-Bey, Ibrahim se jeta ensuite, en premier lieu, sur les Grecs, commandés par Kolokotronis; il les atteignit dans leur fuite près d'Alonistena, et les repoussa jusqu'à Magouliana, où il atteignit de nouveau l'armée grecque, qu'il dispersa complétement. Ensuite il se jeta sur le corps de troupes commandé par Ypsilantis et placé près de Vervena; lorsque, près de Doliana, où, quatre ans aupara-

* 5 juillet.

vant, Nikitas avait cueilli ses premiers lauriers, un unique bataillon, arrivant le premier *, commença seulement à * 8 août.
faire battre le tambour, les Laconiens et les Magnotes se débandèrent et rentrèrent, en se dispersant, dans leurs pays. Ce fut un moment de désespoir général, comme dans la première année, lorsque les Grecs avaient été dispersés à Karytaina. Les Égyptiens n'avaient plus qu'à se montrer, pour que tous les Grecs prissent aussitôt la fuite tout éperdus. De retour à Tripolitsa *, Ibrahim fit de là, la * 27 août.
torche en main, des excursions jusqu'à Monemvasia, à Mistra et à Marathonisi, et plus tard même en Messénie *. * Septemb., oct
Partout il était suivi de Kolokotronis, qui rôdait autour de lui avec ses guérillas, et qui fit entourer encore une fois, de tous les côtés, la ville de Tripolitsa, afin de l'attaquer avec toutes les forces réunies; mais rien ne réussit plus aux Grecs. Lontos songea à prendre par un coup de main cette ville, en agissant conjointement avec Fabvier, qui devait venir de Nauplie; mais, le jour où il allait exécuter ce projet *, ses gens refusèrent de le suivre. Georgios Ma- * 18 septembre.
vromichalis, qui, ainsi que Giatrakos, avait été échangé contre les pachas, retenus prisonniers à Nauplie, avait, pendant sa captivité, ébloui Ibrahim par l'espérance chimérique que le Maïna allait se soumettre; rendu à la liberté, il continuait à entretenir cette illusion dans l'esprit du pacha, et il lui envoya une lettre par Chrysanthopoulos, qui devait l'assassiner. Mais on n'admit ce messager qu'après lui avoir ôté ses armes, et il dut s'en revenir sans avoir obtenu de résultat. Tous les projets furent ainsi déjoués. Pour la première fois, la griffe du conquérant resta enfoncée dans cette proie du Péloponèse, même après la fin de la campagne et pendant tout l'hiver.

Comme les Égyptiens dans la Morée, les Turcs aussi L'Hellade orientale et occident
tenaient, cette fois, leurs griffes enfoncées dans la Grèce

continentale du nord. On vit s'y répéter, avec quelques modifications, les mêmes projets de campagne que dans les années précédentes. Seulement c'était un autre roumili-valessi qui dirigeait, cette fois-ci, l'entreprise principale; c'était le vaillant Rechid-Mehmed-Pacha, qui avait commencé, avec la victoire de Péta, sa carrière remarquable, dans laquelle il allait s'élever peu à peu jusqu'à la position de ministre et obtenir une puissance comme aucun serviteur de la Porte ne l'avait possédée depuis les temps des Kœprili. Chrétien de naissance, fils d'un prêtre géorgien, ayant embrassé l'islamisme dans son enfance, lorsqu'il était encore esclave, et étant parvenu déjà dans sa jeunesse à un grade élevé par la faveur de Chosrew, il avait combattu jusqu'à la chute d'Ali, devant Ianina, sous les ordres d'Ismaël-Pacha; puis il était devenu pacha de Kioutahieh, d'où lui venait le nom de *Kioutachi*, par lequel les Grecs le désignent ordinairement. Depuis que les Turcs avaient échoué dans le premier siége de Missolonghi, Rechid n'avait pas été employé contre les Grecs; mais au moment qui nous occupe, où l'on avait appris à connaître la réserve égoïste d'Omer-Vrione et l'incapacité des autres pachas, on fit passer Omer d'Ianina à Saloniki, et on nomma Rechid roumili-valessi, en lui donnant les pouvoirs les plus illimités. Dans le désir ambitieux de se signaler dans la Grèce continentale, et en face des Égyptiens, par des exploits dignes d'être comparés à ceux d'Ibrahim, la Porte avait mis ces ressources à la disposition de cet homme qui, ambitieux lui-même, entreprenant, actif et persévérant, était un adversaire des plus dangereux pour les Grecs. Homme plein de dissimulation, comme on en voyait rarement, il cachait, sous des manières engageantes et sous des traits pleins d'esprit et de bienveillance, le caractère sauvage

naturel à ces races, et qui, dans ses accès de colère, brisait tous les freins qu'il lui imposait d'ordinaire. Malgré sa sévérité et sa rigueur, il était aimé de ses soldats; il avait donné autrefois des preuves de sa bravoure et de la hardiesse impétueuse avec laquelle il exécutait ses entreprises; son caractère plein d'énergie lui avait donné la trempe nécessaire pour bien supporter les fatigues du corps et pour résister même aux séductions morales des favoris et des femmes. Lorsque, à la surprise de tous, il ouvrit, de si bonne heure, la campagne de cette année, il le fit pour se conformer aux mouvements exécutés, pendant l'hiver, par Ibrahim. Déjà, au commencement de l'année, il s'était rendu, avec des caisses bien remplies, à Larissa et de là à Ianina, afin d'apaiser les troubles dans l'Épire; ensuite il avait attiré à lui les chefs les plus influents des Albanais; puis il avait, déjà au printemps*, traversé les défilés du Makrynoro, chassant devant lui les éparchiotes de Valtos et de Xeromeros qui s'enfuirent pleins d'épouvante dans les montagnes ou dans l'île de Kalamos. Les troupes expédiées pour défendre les gués de l'Acheloos prirent la clef des champs, de sorte que Rechid parut devant Anatoliko et Missolonghi* sans avoir trouvé la moindre résistance. Il concentra dès lors tous ses efforts contre cette dernière ville qui aurait succombé déjà après les premiers travaux d'investissement faits par lui, si les forces imposantes d'Omer-Vrione n'avaient pas neutralisé ses opérations. On ne lui avait donné sa place qu'avec ces paroles significatives : « Ou Missolonghi tombera, ou ta tête! » C'est pourquoi rien ne put le déterminer à quitter la place pendant tout le cours de l'été; il se contenta seulement d'appuyer les opérations dans l'Hellade orientale avec quinze cents Arnautes, qui, par des chemins où jusqu'alors personne n'avait en-

* Commencem[ent] d'avril.

* 23, 25 avril

core passé, devaient maintenir ouvertes les communications avec les Turcs, qui opéraient là. Après avoir traversé la Locride, ces Arnautes, comme s'ils venaient de
* 29 avril. tomber du ciel, parurent* près de Sergoula, d'où ils se rendirent à Kravvara, pour se replier ensuite sur Malandrino; ils brûlèrent Vitrinitsa sur le golfe de Corinthe, et répandirent au loin la plus grande consternation par la prise de Salona, parce qu'on avait été bien loin de pressentir une attaque de ce côté-là. Au contraire, Gouras, qui, à ce moment, avait encore affaire à Odyssevs et qui
* Cf. T. II, p. 72. avait laissé une petite troupe devant Livanatis*, surveillait la vallée du Cephise, dont s'approchait Abbas-Pacha en venant de Zitouni; Gouras le combattit avec
* 19, 23 avril. succès* à Davlia et à Tourkochori au moment même où Salona fut occupée par les Albanais de Rechid. Gouras se replia alors sur Distomo, où il fut rejoint par les Rouméliotes, qui, après être partis de Kremmydi, avaient quitté le Péloponèse en franchissant le golfe à Loutraki. De cette manière, les communications qu'on avait voulu établir entre l'Hellade orientale et occidentale se trouvèrent de nouveau interrompues, et les Albanais furent négligemment bloqués par les Grecs à Salona. Cependant Gouras, quoiqu'il reçût de grandes sommes d'argent pour sa solde et d'énormes quantités de vivres, ne fit pas la moindre tentative pour soulager Missolonghi dans sa situation pénible, bien que précisément l'expédition des Albanais eût dû lui suggérer cette glorieuse entreprise. Il y eut, pour ainsi dire, un arrêt dans la guerre de l'Hellade orientale, où l'on finit même par laisser partir spon-
* 6 novembre. tanément les Arnautes de Salona*, qui rentrèrent dans leurs foyers. La campagne dans la Grèce continentale se restreignit donc essentiellement au siége de Missolonghi.

Il y avait dans cette ville, sans compter les habitants en état de porter les armes, à peu près trois mille défenseurs armés, parmi les chefs desquels Makris, Tsonkas, Stournaris et le vieux Notis Botsaris étaient les plus connus. Depuis que Byron avait été à Missolonghi et qu'il s'était occupé de la défense de la ville, on en avait augmenté un peu les fortifications sous la direction du brave ingénieur Kokkinis; on avait garni le rempart en terre et revêtu de pierres, de bastions, de tours et d'ouvrages à tenailles; mais tout était imparfait. L'artillerie avait été augmentée, de sorte qu'on possédait quarante-huit canons en fer, ainsi qu'un petit nombre de mortiers et d'obusiers; encore après le commencement du siége, on établit, en dehors du fossé, un chemin couvert, protégé par un glacis. Au commencement, les travaux d'investissement ne purent être faits que d'une manière imparfaite et nonchalante, parce qu'il fallait apporter l'artillerie de siége de Patras et de la flotte du kapoudan-pacha. Dirigé par des ingénieurs européens, le séraskier semblait vouloir d'ailleurs entreprendre le siége d'après toutes les règles de l'art des Francs[1]. Il fit presser des ouvriers chrétiens pour ouvrir les tranchées* vis-à-vis du bastion *Botsaris* qui formait le centre de la ligne de défense; puis il fit tirer, à une distance de cinq cent quatre-vingts mètres, la première parallèle sur toute la longue étendue du rempart de la ville. Vers l'époque* où, à la moitié de cette distance, on avait achevé aussi la seconde parallèle, le pacha reçut un peu de matériel de siége et il put alors ouvrir le feu avec huit canons ainsi qu'avec quatre mortiers et obusiers qu'il dirigeait surtout contre les deux bastions principaux, contre *le Botsaris*, au centre, et contre *le Franklin*, qui, sur la ligne ouest, était le plus

Second siége de Missolonghi.

* 7 mai.

* Commencement de juin.

[1] Cf. A. Favre, *Histoire du siége de Missolonghi*. Paris, 1827.

rapproché du bastion central dont il n'était séparé que par la tour *Koraïs.* Pendant que les Turcs avaient été occupés par leurs travaux de terrassement, les assiégés avaient élevé à l'intérieur une seconde ligne de remparts; ensuite ils renforcèrent les fortifications du côté ouest par deux nouvelles batteries et répondirent avec vivacité au feu des ennemis, bien qu'ils ne fussent que faiblement munis de munitions et qu'ils n'eussent pas du tout la certitude de recevoir de nouveaux approvisionnements. Le séraskier, au contraire, était toujours en communication directe avec Patras d'où on lui envoyait continuellement des munitions fraîches. Ses approches avançaient rapidement vers le bastion *Franklin* et la lunette *Orange;* cette dernière était située du côté est des fortifications et à peu près à la même distance du *Botsaris* que *le Franklin* à l'ouest. Or, à côté de ce dernier, vis-à-vis de la batterie *Normann* et à la distance de cent cinquante-cinq mètres, Rechid-Pacha, joignant aux procédés employés dans les siéges par les modernes, les arts grossiers des anciens Perses sous Harpage, commença alors à établir une énorme levée de terre, de six à neuf mètres de large, que les assiégés crurent d'abord destinée à servir de batterie de brèche, mais qui devenait graduellement un monticule de formes lourdes et massives et qui, au milieu de sa longueur, faisait un coude vers le bastion *Franklin* contre lequel il paraissait être surtout dirigé. Pendant ces travaux préparatoires énormes et de longue haleine, les assiégés avaient été assaillis par des impressions toujours nouvelles et changeantes qui étaient déterminées par ce qui se faisait en dehors des murs. Avec une inquiétude craintive, ils attendaient les approvisionnements et les secours que devait leur porter la flotte grecque; mais elle ne vint pas. Le retour de ces Rouméliotes

de la Morée releva un peu leur courage; mais les occupations que ceux-ci trouvèrent devant Salona enlevèrent de nouveau aux défenseurs de Missolonghi tout espoir d'être secourus par eux. L'apparition d'une petite escadrille hydriote, commandée par le capitaine Nengas*, venait de re- * 10 mai.
monter un peu leur courage, lorsque la nouvelle de la chute de Navarin le fit tomber bien bas, nouvelle qui trouva ensuite sa compensation dans la victoire navale remportée au cap Doro par Sachtouris qui avait annihilé, comme il était dit dans la proclamation fanfaronne du gouvernement grec, avec les navires détruits, cinq cents canons, vingt mille boulets et quinze cents barils de poudre, le tout étant destiné pour Rechid-Pacha. L'arrivée de quelques renforts du Péloponèse, sous les ordres de Mitsos Kontoyannis et de Lampros Veïkos, servit aussi à encourager les défenseurs de la ville. Cependant les assiégeants continuèrent leurs travaux interminables de terrassement sans se lasser jamais. Plus ils duraient et plus il était difficile de deviner quel était le but principal de leurs efforts. Rechid entoura de ses parallèles toutes les fortifications qu'il bombardait de tous les côtés. Une fois il fit une tentative* vaine pour prendre par un coup de main les bat- * 20, 21 juin.
teries *Sachtouris* et *Kyriakoulis* qui, à l'extrême ouest, fermaient la ligne des fortifications sur la rive et dans l'île de Marmaros; une autre fois on pouvait croire que les Turcs en voulaient, du côté est, à la lunette *Orange*, ainsi qu'aux batteries *Makris* et *Rhigas* dont elle était flanquée; tantôt on aurait dit que les ennemis menaçaient surtout *le Franklin*, jusqu'à l'avant-fossé duquel la levée de terre s'était avancée, à cette époque, malgré une sortie heureuse des assiégés*; tantôt tout semblait indiquer qu'Ibrahim * 2, 3 juillet.
méditait une attaque générale contre toute la longue ligne des fortifications. Mais plus que par tous ces préparatifs,

la position de Missolonghi fut mise en péril par l'arrivée de la flotte turque sous les ordres du kapoudan-pacha qui, dans la dernière traversée de Souda à Navarin, y avait amené Housseïn-Bey. Arrivé de cette dernière ville devant
* 10 juillet. Missolonghi*, il chassa aussitôt la petite escadrille hydriote qui stationnait devant la place. La flotte avait apporté aux assiégeants une grande abondance d'argent et d'objets nécessaires pour le siége, tandis qu'elle menaçait les assiégés d'une privation complète de tout ce dont ils avaient besoin. Youssouf-Pacha à Patras avait ajouté encore à la flotte trente-six bateaux plats qui entrèrent, de l'autre côté du fort Vasiladi, dans les lagunes et bombardèrent la ville aussi du côté de la mer, dès qu'ils s'en furent approchés jusqu'à l'île de Skylla. Heureusement ce petit succès, obtenu par les Turcs qui, en approvisionnant le séraskier, avaient pu atteindre le but immédiat qu'ils s'étaient proposé, les aveugla tellement que la plus grande partie de la flotte s'éloigna de nouveau, ne laissant qu'une petite escadre devant Missolonghi. Mais les Grecs, restés maîtres du fort Vasiladi et protégés par les batteries du littoral contre les bateaux plats, maintenaient du moins leurs communications ouvertes avec Anatoliko. Mais le danger qui les menaçait du côté de la terre devenait alors d'autant plus pressant. Grâce à l'artillerie de siége qu'il venait de recevoir, Rechid put élever, à l'est, une nouvelle batterie de pièces de soixante ; la levée de terre s'approchait déjà de très-près du bastion *Franklin*, dont les ennemis commençaient à
* 14 juillet. combler les avant-fossés*, à l'époque même où ils avaient terminé la troisième parallèle devant le rempart est, et que, couverts par des sapes volantes, ils s'avançaient vers le glacis du chemin couvert. Avant qu'on eût entièrement achevé les préparatifs en voie de progrès pour l'assaut,
* 23 juillet. Tahir-Abbas, l'ancien serviteur d'Ali, parut à Missolonghi*

avec des propositions de capitulation. Lorsque celles-ci furent brièvement repoussées, les assiégeants firent sauter une mine devant le bastion *Botsaris** et donnèrent assaut * 28 juillet.
par la brèche qu'ils venaient de pratiquer; mais ils furent repoussés ce jour-là, ainsi que le lendemain. Ensuite les Turcs firent* de nouvelles propositions pour reprendre les * 30, 31 juillet.
négociations; de nouveaux combats d'attaque et de défense s'ensuivirent*, combats envenimés par les bravades avec * 2 août.
lesquelles les ennemis s'irritaient d'un côté et de l'autre. Comme les Grecs avaient un peu tardé à répondre à la dernière proposition des Turcs, le séraskier y avait vu une certaine disposition à l'accepter; il leur avait donc fait proposer de lui livrer d'abord une porte et deux batteries; mais bientôt Veïkos tira Tahir-Abbas de son erreur et lui envoya, par dérision, quelques bouteilles de rhum pour les porte-drapeau qui donneraient l'assaut. Une mine, sautant sous le *Franklin*, fut le signal de l'assaut qui fut donné aussi, de la même manière et au même moment, au *Botsaris* dans le centre de la ligne, à l'ouvrage à tenailles *Montalembert* qui fermait les fortifications à leur extrémité orientale, de même qu'à la batterie *Sachtouris* à l'ouest. Cette fois encore, après un combat de deux heures et demie, les Turcs furent repoussés avec une perte de cinq cents hommes. Cependant tous ces succès étaient, comme ceux de Pyrrhus, des victoires dangereuses pour les vaillants Rouméliotes qui, par leur brillante défense de cette ville « sainte, » faisaient honte aux Moréotes qui avaient montré tant de pusillanimité dans leur résistance contre Ibrahim. Les combats que les défenseurs de Missolonghi avaient à livrer, pour repousser les attaques des Turcs, absorbèrent complétement leurs faibles munitions. Après le dernier assaut, il ne leur resta plus que deux barils de poudre. Si une attaque pareille avait été renouve-

lée, la ville aurait succombé. A ce moment parut devant Missolonghi la flotte grecque, comme si elle allait la sauver par un miracle. Pour tirer profit de la position périlleuse et désespérée de leurs frères, les matelots barbares d'Hydra et de Spetzia avaient refusé de s'embarquer, si on ne leur payait pas d'avance, pour deux mois, le double de leur solde qui, déjà, avait été portée à 6 ou à 7 écus par mois. A ce moment même, un autre versement de l'em-
* 20 juillet. prunt était arrivé bien à propos* et le patriotisme des insulaires put être acheté et payé. Miaoulis et Sachtouris
* 29 juillet. avaient paru dans les eaux céphaloniennes déjà* avant le dernier assaut donné par les Turcs; dans la nuit qui suivit
* 3 août. le lendemain de l'assaut* ils gagnèrent le dessus du vent à l'escadre ennemie devant Missolonghi, et le matin ils dispersèrent une division de la flotte, mouillée tout près de a côte ; puis, vers midi, ils attaquèrent la flotte principale, rangée en bataille. Les défenseurs de Missolonghi assistaient à ce spectacle dans une attente fiévreuse, lorsque trois brûlots, les uns après les autres, essayèrent de s'accrocher au vaisseau-amiral. Ils n'eurent pas de succès immédiat; mais le kapoudan-pacha fut saisi d'une telle épouvante après cette attaque hardie, que non-seulement il ne recommença pas le combat, mais qu'il partit avec la flotte et qu'il ne s'arrêta dans sa retraite que lorsqu'il eut atteint le port d'Alexandrie. Pourvus de nouveau de tout ce qui leur était nécessaire et dégagés du côté de la mer, les assiégés, dont le courage venait de renaître, songeaient alors à se faire jour aussi du côté de la terre. Ils s'entendirent avec Tsavelas et Karaïskakis, les chefs des Rouméliotes devant Salona qui s'étaient, à ce moment, rapprochés un peu de l'ouest, et concertèrent avec eux une attaque et une sortie à faire en commun contre le camp de Rechid-Pacha et en même temps contre les bateaux plats de

Youssouf-Pacha dans les lagunes. Sur un signal convenu d'avance, les Rouméliotes, au nombre de cinq cents hommes, tombèrent, en venant pendant la nuit du côté de la montagne, sur le camp des ennemis; en même temps, mille combattants de Missolonghi, sortant du centre et des ouvrages de la ligne orientale des fortifications, pénétrèrent dans les retranchements des Turcs qu'ils chassèrent de quatre batteries. Ces fuyards effrayés se concentraient encore au camp dont les soldats avaient été éveillés en sursaut, lorsque d'autres troupes de fugitifs, couverts de sang et de boue, accoururent en toute hâte du rivage où les bateaux de la flotte grecque, après avoir traversé le canal de Vasiladi, étaient tombés sur les chaloupes turques dont ils avaient capturé cinq ; quant aux autres chaloupes, les équipages les avaient tirées sur le rivage pour se sauver ensuite au camp, en passant par l'eau et la vase.

Le séraskier voulut se venger de cet échec par son coup principal et décisif qu'il avait préparé depuis longtemps. Son rempart de terre, que Kokkinis, faisant allusion à la digue construite par Alexandre à Tyr, avait baptisé « la digue de l'Union » se trouvait alors, dans le voisinage immédiat du *Franklin*, élevé à une telle hauteur qu'il dépassait les parapets de l'ouvrage et qu'il le dominait, par conséquent, complétement. Les Turcs prirent donc, dès ce moment, position dans le bastion qu'on ne pouvait plus défendre; mais derrière sa gorge ils rencontrèrent de nouveaux fossés, de nouveaux remparts et de nouveaux ouvrages dont l'artillerie, réunie à celle des batteries des deux côtés, balayait la plate-forme du rempart des Turcs, ainsi que leurs gabions. Sous une pluie continuelle de balles, à la faible distance de quelques mètres seulement, on fit là, pendant quinze jours, des efforts inouïs pour se dépasser de côté et d'autre en rehaussant les remparts et en éta-

rrière *le Franklin*, ainsi que de ce bastion lui-
occupant même la pointe antérieure de la digu
on. Mais le courage du séraskier n'était pa
attu. Il fit fortifier sa levée de terre par de
ıvaux et établit, vis-à-vis de la courtine, situé
ır *Koraïs* et *le Franklin*, une nouvelle levée
ns la direction du flanc gauche de ce dernier
is il prit ses dispositions pour un nouvel ass
ns l'armée turque qui était visitée par des épi
i avait à supporter toute espèce de revers et
es, le découragement était plus grand que d
séraskier lui-même; les Albanais, peu disposé
ır ancienne habitude, à entreprendre quelque
if, avaient, depuis longtemps, commencé à mu
léserter; ils apprirent avec une grande inquié
ltos on menaçait de couper les communicatio
rrières de l'armée. Le général dut retarder l'as
ecs, renforcés par l'arrivée de nouvelles tro
ordres de Kitsos Tsavelas, de Georgakis de
Kostas Photomaras*, résolurent de le pré

l'assaut; mais ce ne fut que l'après-midi que les Grecs atteignirent leur but en attirant les ennemis sur le terrain de leur mine qui, en jouant, fit sauter le devant de la levée de terre et un grand nombre de Turcs. Bientôt après*, les * 13 octobre. assiégés détruisirent, par une nouvelle mine, presque les derniers débris de la grande levée de terre. Ces échecs terminèrent le siége de cette année. Une division d'Albanais, qui se trouvait devant Anatoliko, partit de sa propre autorité; les épidémies prirent un caractère plus grave et éclaircirent les rangs des Turcs; la superbe armée du séraskier avait été tellement réduite qu'elle ne comptait plus la moitié de ses soldats. Cependant la menace du sultan obligea Rechid à rester pendant l'hiver, avec les troupes dociles d'Asie, devant les remparts de la ville; les Turcs se retirèrent jusque dans l'extrémité des retranchements où ils s'enterrèrent si bien que les Grecs n'osèrent pas les y attaquer. Si ceux-ci avaient pu deviner quel zèle le sultan déployait pour réduire leur forteresse et combien il y tenait, ils auraient peut-être fait les derniers efforts pour chasser entièrement leurs ennemis. Plein d'inquiétude au sujet de l'issue de cette entreprise qui venait d'échouer, le sultan fit venir à Constantinople l'ancien silichdar d'Ali-Pacha, Ibrahim-Bey, afin de se faire renseigner exactement par lui sur les raisons qui avaient fait manquer son projet et surtout sur la cause des mauvaises dispositions des Albanais. Ibrahim-Bey répondit aux questions du sultan que la seule chose par laquelle les Albanais se laisseraient déterminer à faire des sacrifices, serait le rétablissement des deux petits-fils d'Ali-Pacha qui étaient élevés sous les yeux du sultan. La Porte semblait chercher un moyen qui la dispensât d'avoir recours à l'assistance, si odieuse pour elle, de l'orgueilleux Égyptien, pour la réduction de Missolonghi; mais le moyen indiqué par Ibrahim-Bey, qui

conseillait de laisser grandir l'engeance de l'un des deux rebelles, pour éloigner celle de l'autre, ne parut pas plaire à la Porte. Elle expédia des commissaires afin d'installer Ibrahim-Pacha dans ses fonctions de gouverneur général de la Morée, d'aplanir les différends entre lui et le pacha à Patras et d'apaiser les jalousies qui régnaient entre le général égyptien et le séraskier. En outre, on continua toujours, pendant tout l'hiver, à employer toutes les forces de terre et de mer de la Turquie et de l'Égypte à réduire l'insolente ville de Missolonghi.

Situation intérieure de la Grèce.

Les Grecs n'avaient pas encore vu leurs ennemis rester, comme cette année-là, pendant tout un hiver, au cœur même de leur pays, et joindre, pour ainsi dire, deux campagnes d'été par une activité militaire non interrompue; jamais encore la balance de la fortune des armes, qui pendant si longtemps était restée indécise entre les deux parties belligérantes, n'avait encore penché d'une manière si décidée en faveur des Turcs que dans le moment actuel; jamais encore leurs efforts n'avaient eu tant de résultats qu'à cette époque. Lorsque, pendant l'été, Ibrahim était devant Nauplie et que la flotte turque se trouvait devant Missolonghi, Metternich avait vu, avec un véritable bonheur, ce qu'il croyait l'agonie de l'insurrection; les diplomates à Byzance avaient considéré la cause des Grecs comme perdue; le chargé d'affaires russe lui-même avait déclaré qu'il ne restait plus rien à faire, et les hypocrites envieux, avec une compassion aigre-douce, avaient prédit, comme certaine, la ruine de la Grèce. En effet, l'épuisement des Grecs était allé, à cette époque, jusqu'à l'abattement et leur découragement jusqu'au désespoir. Les étrangers, qui se trouvaient à ce moment à Nauplie, firent un tableau épouvantable de ce théâtre de la confusion la plus incroyable, de cette Babel fourmillant de va-

gabonds qui appartenaient à toutes les tribus voisines et éloignées, de ce cloaque de boue et de pourriture qui était le siége du gouvernement grec. Ville très-malsaine par suite de sa position et regorgeant de soldats, d'étrangers, de fugitifs, d'aventuriers et de mendiants affamés, Nauplie offrait alors le spectacle unique de la misère la plus repoussante. En dehors des murs se trouvaient les tentes des fugitifs venus de Tripolitsa et d'Argos qu'on ne laissait pas entrer dans la ville, de peur d'augmenter les épidémies qui y sévissaient. L'intérieur de Nauplie fourmillait de gens armés, irréguliers et gens sans aveu, qui portaient des costumes et des armes dont la richesse contrastait avec leur saleté, et qui faisaient craindre à toute heure le sac de la ville. L'air était empesté par les malades, pour lesquels il n'y avait pas d'hôpitaux, et par les cadavres en décomposition des musulmans que la superstition empêchait d'enterrer. Dans toutes les rues on voyait vaguer des bandes de gens affamés et d'indigents qui devaient prévoir une année de disette bien plus terrible encore, quand même les Grecs auraient été délivrés de l'ennemi. Effectivement, pendant cette année, on n'avait guère pu songer à cultiver les terres et à rentrer les récoltes dans la Morée et dans l'Hellade occidentale, et on voyait anéantis, par un seul coup, tous les progrès dans la péninsule où, dans l'espace de trois ans, les terres cultivées avaient été augmentées d'un tiers. Le gouvernement était plein de pusillanimité et de perplexité, il était tombé en discrédit, haï, méprisé, accusé et attaqué, de tous les côtés, par ceux que le pouvoir accusait lui-même à son tour, qui s'attaquaient les uns les autres et dont chacun, ce qui était le plus triste dans ces affaires, avait le même droit d'attaquer les autres. Les marins accusaient les capitaines de terre et ceux-ci, de leur côté, les marins de s'emparer de

ce qui ne leur appartenait pas : tous les deux disaient que le gouvernement gardait pour lui des sommes d'argent provenant de l'emprunt. Le gouvernement reprochait aux marins de profiter des malheurs de la patrie pour s'enrichir par leur solde qu'ils extorquaient aux autorités, et il accusa les officiers de terre de multiplier de la manière la plus éhontée le nombre de leurs soldats bien au delà des cadres effectifs, en vue de grossir ainsi les sommes qu'ils avaient à recevoir pour les rations et pour la solde. Dans cette terrible désorganisation de toutes les affaires, les hommes les plus persévérants, tels qu'Ypsilantis, perdirent courage ; le charme que le vieux Kolokotronis avait exercé autrefois, n'avait plus de pouvoir; les masses étaient en proie à un terrible abattement; tout patriotisme était comme éteint. Les Hydriotes parlaient de vouloir quitter leur île et de se rendre avec leurs navires en Amérique. Pour la première fois on entendit les pauvres gens sans patrie accabler de leurs imprécations les funestes auteurs de l'insurrection, tandis que d'autres se répandaient en plaintes amères contre les Koraïs, les Moustoxidis, les Kapodistrias et autres qui, par leur accession, avaient donné la consécration à la révolution, pour s'en retirer ensuite lorsqu'elle leur paraissait avoir éclaté trop tôt, et qui refusaient si longtemps de venir en aide à leurs frères désespérés, après que le sort en avait été jeté d'une manière irrévocable. De tous les côtés on demandait à grands cris le salut, un roi, un protecteur, un dictateur : le premier venu, un Kolokotronis aurait pu le devenir, si sa fortune ne l'eût abandonné; mais aussi les hommes les plus étrangers à la Grèce et des pays les plus éloignés auraient été les bienvenus. Tellement tout espoir et toute confiance en lui-même avaient disparu dans ce peuple pendant cette terrible crise, au moment où Ibra-

him se trouvait devant Nauplie. Mais précisément à cette époque du découragement le plus profond, il y avait eu, comme nous l'avons dit déjà en passant, un autre changement complet, amené, pour ainsi dire, par un *deus ex machinâ*, dans la disposition momentanée des esprits, dans l'aspect sous lequel se présentait l'avenir le plus prochain et dans la perspective qui s'ouvrait pour un temps plus éloigné. L'effet moral de l'arrivée d'Hamilton et de ses conseils, et l'effet matériel produit par l'arrivée d'une nouvelle somme provenant de l'emprunt, avaient suffi pour produire ce changement comme par un coup de baguette. Le général égyptien s'était retiré de devant Nauplie, la flotte grecque était partie pour Missolonghi et le boulevard de l'Hellade occidentale avait été conservé ; la haine contre les Turcs venait de renaître dans toute sa force ; la résolution désespérée de se laisser plutôt mener à la boucherie que de se soumettre, fit tressaillir encore une fois tous les cœurs. Ibrahim n'avait pas atteint son but ; il n'avait pas amené la capitale, par la frayeur, à se rendre ; il ne s'était pas non plus ouvert le chemin de Tripolitsa à Patras et vers l'Hellade occidentale ; il n'était partout maître du Péloponèse que là où il avait ses garnisons. Les espérances de la Porte et de ses amis autrichiens ne s'étaient donc pas, en définitive, réalisées. Metternich se mordit les lèvres de dépit, en voyant le changement subit dans le ton des derniers rapports de l'internonce et du baron Prokesch qui parcourait, à cette époque, toutes les eaux et toutes les côtes ; rapports dont les conclusions étaient en contradiction avec tout ce que, depuis six mois, on lui avait fait croire et penser et qui l'impliquaient dans un nouveau dédale de difficultés très-inquiétantes pour l'avenir.

vitable poussa, à ce moment, les Grecs j
voies dans les bras de l'Occident. Jusqu'al
méprisé et maltraité les philhellènes armés,
avaient perdu leur réputation de capacité
que la mort de lord Byron avait privés du pr
dans les derniers temps, ils avaient trouv
comte Santa-Rosa, à son arrivée à Nauplie, a
partout reçu avec froideur et avait dû se rés
trer, comme simple soldat, parmi les palikar
nel Fabvier aussi avait dû longtemps parcou
sous un nom d'emprunt, afin de se mettre au
iffaires militaires, sans qu'on fît attention
orsque, par suite des succès des Égyptiens,
actique fut tout à coup mis en honneur et q
ues à la baïonnette de leurs ennemis ne p
lus aux Grecs de plaisanter sur leur maniè
attre; lorsque Kolokotronis se tirait si mal d
ui récemment encore avait tonné si violemn
s coutumes étrangères, contraires à toute
des et à tous les penchants des Grecs, le p
uvernement

aux autorités de Corfou et de Malte la permission de faire de tels enrôlements dans ces îles, et, pour encourager les troupes, il avait essayé de gagner sir Charles-James Napier, le gouverneur de Céphalonie, ce philhellène d'une grande expérience militaire; mais tous ces projets s'étaient montrés impraticables. En revanche, pressé par les besoins du moment, le gouvernement avait nommé alors* * 4 juillet.
le colonel Fabvier général du bataillon des tacticiens, qui, sous le commandement de Rhodios, avait été plutôt une espèce de garde-du-corps, et on lui avait donné les pleins pouvoirs nécessaires pour former, de la manière qu'il jugerait la plus convenable, un corps de troupes régulières. Cet officier, qui, dans sa jeunesse, avait servi dans l'artillerie française, était resté longtemps en Orient déjà pendant le règne de Napoléon, et y avait appris à connaître les hommes et les choses. Par suite du rôle qu'il avait joué, sous la Restauration, dans l'état-major de Marmont du temps des troubles à Lyon, il s'était vu retirer la faveur de la cour et il était parti de son pays après avoir été en butte à des poursuites judiciaires de diverse nature. Soldat de corps et âme, avec une constitution de fer, indifférent quant à l'argent et à la solde, ambitieux et d'une nature énergique, parfois même orgueilleuse et brutale, ce qui était peut-être une qualité inhérente à sa persévérance inébranlable, il paraissait, surtout aux yeux de ses compatriotes, être l'homme qu'il fallait pour organiser les affaires militaires de la Grèce d'une manière solide. Le gouvernement publia une loi de conscription*; il fixa Athènes pour être le lieu de formation * 22 septembre
du nouveau corps de tacticiens, qui devait compter de trois à quatre mille hommes; il régla la solde et les rations, et nomma, à côté du chef, le comte Porro, de Milan, l'intendant du corps, tandis que Regnault de Saint-

Jean-d'Angely reçut le commandement de la cavalerie. Il est vrai qu'avec tout cela rien n'était fait pour le moment actuel et immédiat; on n'avait eu recours qu'à des remèdes d'un succès douteux pour un avenir également douteux. Afin d'avoir des troupes régulières, il fallait payer leur solde régulièrement, et on n'était pas du tout sûr que l'avenir en fournirait les moyens; il était même très-probable qu'on n'aurait pas les ressources nécessaires pour former un corps de troupes régulières plus nombreux, puisqu'on avait reçu en automne* les dernières 50,000 livres sterling de l'emprunt. Mais pour qu'un corps de tacticiens eût été utile, il aurait été indispensable qu'on en eût augmenté le nombre, car une troupe plus faible, entourée d'irréguliers, aurait été toujours exposée au danger d'être sacrifiée, comme à Peta. D'ailleurs, les philhellènes les plus expérimentés contestaient l'opportunité de toute cette mesure. En effet, la population, surtout celle de la Morée, manquait des éléments nécessaires pour former une telle troupe; les conditions particulières du terrain indiquaient par elles-mêmes, comme la meilleure stratégie, la liberté complète pour les individus de combattre comme ils l'entendaient, guerre dans laquelle les Grecs étaient passés maîtres; précisément les meilleurs guerriers ne se retrouvaient pas et ne se reconnaissaient plus eux-mêmes, quand on les serrait dans les rangs d'une ligne régulière, où ils ne pouvaient rien déployer de ce qui leur semblait constituer le véritable guerrier, ni leur souplesse, ni leur force musculaire, ni leur vue pénétrante, ni leur habileté dans le tir. Beaucoup de personnes craignaient ainsi qu'après avoir d'abord trop exagéré le mérite de leur manière de faire la guerre et après avoir trop rabaissé la tactique européenne, les Grecs ne tombassent dès lors dans l'ex-

* 22 octobre.

trême opposé qui, dans leur pensée, aurait des conséquences également nuisibles.

Suite. Constructions navales à l'aide du second emprunt anglais.

Mais tout poussait et entraînait les Grecs, à ce moment, dans ces nouvelles voies, où ils n'attendaient leur salut que des secours fournis par les Francs. Même par rapport à la marine, à l'égard de laquelle les Hellènes avaient appris à connaître la supériorité des Égyptiens plus tôt que pour la guerre continentale, ils avaient, comme nous l'avons vu déjà, pris des mesures, pendant l'année précédente, pour jeter, en Angleterre, les bases d'une nouvelle flotte, et à cette époque qui voyait naître tant de projets par suite de l'invasion de l'Argolide par Ibrahim, tout le monde demandait de nouveau à grands cris des navires plus puissants et des amiraux européens. Mais aux premières démarches des Grecs pour faire des innovations dans ce département, la confiance que leur inspiraient les sympathies philhelléniques de l'Occident allait être mise à une rude épreuve par les expériences les plus amères. Les agents grecs à Londres avaient, pour un premier commencement, pris des informations à New-York sur l'achat ou la construction d'un certain nombre de frégates, en même temps qu'ils avaient fait entreprendre la construction d'une corvette à vapeur (*la Persévérance*) à Londres. Mais l'achèvement de ce navire souffrit des retards fâcheux dans lesquels on était disposé à reconnaître un mauvais vouloir du constructeur des machines, Galloway, dont un fils était employé dans les établissements manufacturiers de Méhmet-Ali au Caire. Pendant que cette affaire se poursuivait et au moment même où Nauplie courait de si grands dangers, lord Cochrane revint du Brésil en Angleterre, et les radicaux parmi les philhellènes anglais, les Burdett, les Hume, les Hobhouse et autres, proposèrent aux agents grecs d'augmenter le

nombre des bateaux à vapeur sous la direction du célèbre amiral. En présence de ses exploits en Amérique, tous les enthousiastes pouvaient facilement faire croire à eux-mêmes et à tous ceux qui partageaient leur exaltation que, muni de cette nouvelle arme de vapeurs de guerre, cet amiral détruirait la flotte turque dans une seule expédition maritime, et que, huit jours après, il bombarderait Constantinople. Les banquiers voyaient dans ce plan, qui devait inévitablement faire un bruit énorme, un excellent moyen de faire hausser les papiers grecs. Les Ricardo opinaient donc aussi pour ce projet, qui cadrait si bien avec les vœux et les besoins du pays, ainsi qu'avec tout le système actuel du gouvernement. Les agents firent donc
* 17 août. un contrat * avec lord Cochrane, qu'ils engagèrent au service de la Grèce, jusqu'à la fin de la guerre, pour la somme de 57,000 livres sterling, dont l'amiral se fit payer d'avance 37,000 livres; une forte somme de cet emprunt fut ensuite destinée à l'achat de cinq autres bateaux à vapeur. Pendant qu'on se mit ensuite à la recherche de vapeurs qu'on pourrait acheter, les agents apprirent que MM. Ricardo, sans en avoir été le moins du monde chargés par eux, avaient, de leur côté, donné ordre d'en *construire de tout neufs* chez le même Galloway, qui était déjà si suspect et qui n'avait pas même achevé la première corvette, et encore ne lui avaient-ils pas imposé de dédit à payer, s'il manquait à ses obligations ou s'il ne terminait pas les constructions dans un délai fixé d'avance. Les agents, Louriotis et Orlandos, dont le premier était considéré en Angleterre comme un homme d'un bon naturel, mais sans talents bien remarquables, tandis que le second y passait pour un caractère très-entêté, mais très-honnête, firent des remontrances contre cette manière arbitraire d'agir; cependant ils furent éconduits d'un

ton hautain. Fortement embarrassés sur ce qu'ils avaient à faire, dépourvus de pleins pouvoirs bien précis, assaillis de tous les côtés par des solliciteurs qui leur demandaient de se servir de leur mandat dans un sens et dans l'autre, ne s'entendant pas entre eux, tantôt défiants et trop prudents envers des amis, tantôt confiants et imprudents vis-à-vis d'ennemis, peu habitués à se mouvoir sur un marché universel comme celui de Londres, ignorant complétement ce qu'étaient les agioteurs (*stock-jobbers*) anglais, ces hommes n'osèrent pas se mettre en opposition avec ces gens de banque impudents qu'ils avaient déjà laissés faire, lorsqu'ils avaient donné plusieurs milliers de livres sterling de l'emprunt, à titre de présent, à des amis de la Grèce « qui avaient bien mérité du pays, » et lorsque, pour acheter des obligations du dernier emprunt, ils avaient mis en compte beaucoup de milliers de livres sterling pour ces obligations, qu'ils calculaient au taux de 50 à 55 pour 100 à un moment où elles ne valaient pas la moitié de cette somme! Il arriva ainsi que de toute la flottille de bateaux à vapeur, qui avait dû arriver en Grèce vers la fin de l'année 1825, le premier vapeur n'y parvint qu'au mois de septembre 1826, et le second et le troisième seulement pendant l'automne des années 1827 et 1828, lorsqu'il n'y avait plus rien à sauver en Grèce, tandis que les trois autres pourrissaient sur les chantiers de Londres, et que lord Cochrane, que les vœux ardents des Grecs appelaient pourtant à leur secours, se cachait, sans navires, pendant plus d'une année, dans une obscurité mystérieuse! Les commandes de vaisseaux faites en Amérique par les Grecs causèrent un scandale plus grand encore. Les agents maladroits avaient envoyé* à New-York le général de cavalerie français Lallemand, homme tout à fait incapable et en outre peu honnête, auquel ils avaient

* Mars.

donné de gros appointements, en le chargeant d'y acheter ou d'y faire construire deux frégates de grandeur moyenne. Les deux maisons Rowland et Le Roy, Bayard et Compagnie en entreprirent la construction, bien qu'elles sussent, ce qu'elles nièrent cependant, que c'était contre les lois du pays, et l'exécutèrent ensuite avec une escroquerie systématique. Elles évaluèrent les frais de construction pour chacun des deux vaisseaux à environ 250,000 dollars, et promirent de les livrer en six mois. Là encore les agents furent assez étourdis pour ne pas faire de traité rigoureux et pour payer, en outre, de fortes sommes d'avance. Lorsque, après beaucoup de retards, les vaisseaux étaient enfin près d'être finis, les constructeurs demandèrent, par suite de calculs éhontés, plus du double de la somme stipulée, de sorte qu'on ne put pas les payer. Et comme, en outre, on avait à craindre que l'une des deux maisons ne suspendît ses payements, le capital et les vaisseaux auraient été perdus en même temps, si, par l'intervention d'hommes influents à Washington qui avaient encore un sentiment de honte, le gouvernement ne s'était interposé en achetant l'un des navires, afin de rendre possible, de cette manière, l'achat au moins de l'autre vaisseau, de *l'Hellas*, qui arriva ensuite fort tard, vers la fin de l'année 1826, à Nauplie. Les journaux anglais avaient exprimé une grande indignation vertueuse, lorsque les matelots grecs, à demi sauvages, avaient été assez cruels pour profiter des malheurs des Chiotes, afin de s'enrichir; mais on chercha toujours à cacher et à excuser autant que possible ces honteuses spoliations exercées aux dépens d'une nation sur le point de périr et à laquelle on enlevait les moyens les plus indispensables pour son salut. Sir Henry Lytton Bulwer, un des commissaires qui, en 1824, avaient ap-

porté en Grèce un versement du premier emprunt, avait encore le front d'accuser le gouvernement grec, dans une lettre d'une impertinence tout anglaise, d'avoir détourné pour des intérêts particuliers[1] les sommes empruntées; et cependant c'était lui qui, tout jeune encore et sans expérience aucune, avait été un des premiers à inspirer aux Grecs la fâcheuse idée d'employer des fractions du second emprunt pour le but déterminé de construire des frégates, et qui éleva à une théorie et à un droit la pratique pernicieuse des agioteurs anglais, quand ils se mêlaient de l'emploi des sommes provenant des emprunts! Son accusation détermina ensuite le gouvernement grec à publier les révélations par lesquelles tous ceux qui en prirent connaissance furent remplis du dégoût le plus profond pour ces affaires honteuses qui furent un des exemples les plus rebutants d'un trafic anglais sordide et usuraire[2].

La race anglo-saxonne continua, comme elle avait commencé, à retirer aux Grecs, pendant leurs malheurs, les secours qu'elle leur avait « prêtés » dans leur bonne for- Le philhellénisme en France.

[1] Cf. *An autumn in Greece*, by H. Lytton Bulwer, 2[d] edition, London, 1826, p. 193. — Finlay aussi, en parlant en détail de la manière dont le gouvernement grec avait gaspillé les emprunts, trouve beaucoup trop de plaisir à s'arrêter à une longue série d'accusations dont il n'y a presque pas une seule qui soit pesée avec équité, mais qui, quand même elles seraient toutes reconnues justes, sont bien loin de jeter sur ce peuple de pauvres klephtes, éblouis par la possession soudaine de richesses, le même déshonneur que celui dont se couvrirent ces nations qui comptent parmi les plus riches et les plus civilisées, et qui volaient ces voleurs au moment même de leur agonie.

[2] On trouve un rapport des agents Orlandos et Louriotis dans la *Gazette d'Augsbourg* du 26 juillet 1826, et le récit d'Alexandros Kontostavlos, envoyé à New-York pour remplacer Lallemand, dans : *A narrative of the material facts in relation to the building of two greek frigates*, New-York, 1826.

tune; mais le malheur des Grecs qu'elle avait, en grande partie, aidé à attirer sur eux par le mauvais emploi de l'argent des emprunts, se vengea sur elle d'une manière très-sensible, quand elle spéculait ainsi sur leur bonne fortune. Jamais les Anglais n'ont reçu un seul liard d'intérêts pour leurs prêts, que les Grecs paraissaient encaisser tout naïvement, comme une partie de cette dette de l'Europe acceptée par l'enthousiasme des philhellènes, et jamais les Anglais ne semblent avoir même trouvé des marques de compassion au sujet de cette perte; car déjà à une époque où le monde ne pouvait même pas encore connaître l'ignominieuse issue de ces affaires d'emprunt, on commença à juger, avec une amertume croissante, toute l'attitude que la société anglaise avait prise vis-à-vis de la cause grecque, parce que la part qu'elle y prenait semblait, dès ce moment, rejetée dans une ombre de plus en plus profonde, par suite des sympathies enthousiastes et désintéressées qui s'emparaient de tout le continent dans cette époque de la décadence des affaires grecques, et précisément parce qu'on reconnaissait quelle en était la cause; sympathies dont la force de plus en plus impétueuse et entraînante put seule arrêter les Égyptiens, sous l'attaque desquels le Péloponèse aurait succombé sans espoir de salut. Au moment même où Ibrahim y avait débarqué, Blaquière accusa publiquement ses compatriotes anglais d'un égoïsme qui, disait-il, n'était en harmonie ni avec le caractère, ni avec les institutions de la nation, et, en jugeant l'Europe d'après l'exemple donné par l'Angleterre, il désespérait de trouver encore quelque part, *après* cette catastrophe, des secours de quelque importance. Mais ce fut *précisément à ce moment* que la France se mit à la tête d'un nouveau mouvement philhellénique qui, d'une manière vraiment exemplaire, était exempt de toute vue

secondaire égoïste, nationale, politique ou financière, si toutefois on fait abstraction de ce que, dans ses rapports avec les affaires intérieures de la France, ce philhellénisme indiquait certainement une rupture politique avec le royalisme rigide. Déjà au commencement même de l'insurrection des Grecs, la voix de tous les partis s'était prononcée, à Paris (1821), en faveur de cette cause. A cette époque régnait encore Richelieu, dont toutes les sympathies étaient pour la Russie; il ne suscitait aucune difficulté aux corps francs des philhellènes et laissait aux amiraux commandant les stations dans la Méditerranée liberté entière de remplir du moins les devoirs de l'humanité envers les Grecs, quand ils étaient poursuivis ou en péril. Mais tout cela avait changé dès que les royalistes étaient arrivés aux affaires. Depuis le congrès de Vérone, on sentait partout et à chaque occasion la défaveur avec laquelle tous les gouvernements regardaient les Grecs, bien qu'elle se manifestât plutôt par de petits coups d'épingle pleins de malveillance que par des mesures énergiques, signes d'une hostilité ouverte. Dès ce moment, la France avait empêché les philhellènes de traverser son territoire et de s'embarquer à Marseille; les royalistes, et même ceux d'entre eux qui, au commencement, n'avaient pas caché leurs sympathies pour la cause grecque, se turent tout à coup, lorsque les feuilles gouvernementales leur donnèrent le mot d'ordre, en disant que l'insurrection des Grecs se rattachait à la Révolution, et qu'elle avait été couvée à l'ombre du « comité directeur[1]. » Les amiraux Viella et de Rigny effacèrent, depuis cette époque, par leur manière de traiter les Grecs, le souvenir de la bienveillance que Halgan avait auparavant

[1] Cf. Fiévée, *Sur l'Espagne*, 1823, p. 74.

témoignée à ce peuple; les Français semblaient alors vouloir montrer, à la fin de l'insurrection grecque, à son égard, le même froid et la même défaveur dont l'Angleterre avait fait preuve au commencement de la révolte. Lorsque les Égyptiens préparaient leur expédition, la goëlette d'État française *l'Amaranthe* fit plusieurs voyages pour le service du vice-roi et s'offrit pour transporter de l'argent et des munitions en Morée; on reprocha, en outre, hautement au gouvernement de permettre à un agent égyptien, au général Livron, de faire construire des vaisseaux de guerre dans des ports français et d'acheter des munitions de guerre, et même de lui en avoir cédé. Mais, quant au rôle que jouaient dans l'armée égyptienne les renégats et les instructeurs français, tous ceux qui en France avaient le sentiment de l'honneur national en rougissaient. Ce fut précisément cette cause-là qui produisit un revirement soudain dans l'opinion de ce peuple, si sensible de sa nature. Au moment où la flotte égyptienne

* Février 1825. aborda à Modon *, il se forma à Paris « la Société philanthropique pour l'assistance des Grecs, » dans le comité de laquelle se réunirent les personnages les plus considérables et les plus divers. On y voyait en même temps Chateaubriand et Lafitte, La Rochefoucauld et Dalberg, le duc de Fitzjames, le comte Dumas et le comte Saint-Aulaire. Cet intérêt général ouvrit promptement au philhellénisme l'accès de toutes les conditions sociales jusque dans les sphères les plus élevées, et même dans la famille royale. Les souscriptions s'ouvrirent sous des auspices qui leur promettaient le succès; les départements suivirent l'exemple de la capitale qui donna, dans toutes les directions, l'impulsion la plus énergique au mouvement. A ce moment, la presse française publia ces écrits d'une assez grande importance sur la Grèce, les ouvrages de Pouque-

ville, de Raffenel, de Raybaud, et le *Lascaris* de Villemain, qui eut, en peu de temps, trois éditions. A ce moment aussi, Chateaubriand, rougissant des secours donnés aux païens par des chrétiens, et effrayé par les progrès des armes égyptiennes, écrivit sa « Note sur la Grèce, » que la *Gazette de France* désigna comme un véritable manifeste en faveur de toutes les rébellions. Il y combattit les raisons que les légitimistes opposaient au rétablissement de la Grèce; pour le réaliser, il recommanda, comme un moyen très-simple, d'adopter la politique que l'Angleterre avait suivie à l'égard des colonies espagnoles, c'est-à-dire de reconnaître son indépendance, ce qui n'amènerait pas plus la guerre en Grèce qu'en Amérique; il insista auprès du gouvernement de la Restauration en particulier, sur les honneurs qu'il recueillerait s'il se mettait à la tête de l'opinion publique. Le monde savant et politique, disait-il, soupirait après le rétablissement de la mère des sciences, comme la religion soupirait après ses autels dans cette ville où saint Paul avait prêché le Dieu inconnu! La chaleur et le courage avec lesquels on embrassa de nouveau, dans ces sphères, la cause des Grecs, firent sentir leur influence bien au delà des frontières du pays, et réveillèrent, en premier lieu en Suisse et en Allemagne, les anciennes sympathies pour les Hellènes. Ce fut d'abord l'association hellénique de Genève qui s'associa à celle de Paris comme un puissant auxiliaire; elle était dirigée par le banquier Eynard qui, en 1814, avait représenté Genève au congrès de Vienne; c'était un philhellène de sentiments plus helléniques que n'en avaient les meilleurs citoyens de la Grèce, et qui, lui aussi, tourmenté et aiguillonné par les dangers dont les Égyptiens menaçaient les Grecs, portait ses secours moraux et matériels à un tel point qu'il devint le centre de tout le mou-

vement philhellénique et le médiateur entre la Grèce et l'Europe, sachant raviver, augmenter et unir l'action de toutes les associations philhelléniques, et diriger leurs ressources réunies vers un but rationnel. Toutes les associations en Allemagne et en Suisse, et plus tard celles des États du Nord, se rattachèrent plus étroitement aux comités de Genève et de Paris, qui restèrent dans la meilleure intelligence dès le premier moment où Eynard s'était rapproché du comité de Paris, en lui offrant une contribution de 6,000 francs, en mettant à sa disposition une autre somme de 25,000 francs, et en faisant monter, par son influence, les souscriptions de l'association de Genève, en automne 1825, jusqu'à la somme de 30,000 francs. Ce fut à l'époque où le comité de Paris fit partir une première expédition de Marseille*, avec des approvisionnements et des troupes à bord des navires, et dont firent partie Reybaud, l'ancien aide-de-camp de Mavrokordatos, et le docteur Bailly, homme de mérite à qui on avait donné pour mission l'établissement d'un hôpital militaire. Déjà auparavant, immédiatement après sa fondation, le comité avait fait partir en avant pour la Grèce le général Roche, afin qu'il s'informât de quelle manière on pourrait le mieux servir la cause de la Grèce. Ses instructions* lui prescrivaient de la manière la plus précise de rester, dans toutes ses affaires, complétement étranger à tous les mouvements de la politique des Grecs à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, et l'impartialité consciencieuse avec laquelle l'association maintint ces instructions ne fut pas le moindre de ses titres d'honneur.

* Commencement de septembre.

* 12 mars.

Acte demandant la protection de l'Angleterre.

De cette manière, lés Grecs virent s'ouvrir devant eux une nouvelle source de secours généreux au moment même où celle des emprunts vint à tarir en Angleterre. Mais toute cette perspective de ressources pécuniaires, de sol-

dats et de vaisseaux, qui devaient venir de l'étranger, n'offrait pas de secours immédiats, énergiques et efficaces. C'est pourquoi, dans leur profond abattement, à l'époque des triomphes d'Ibrahim, les Grecs eux-mêmes avaient cherché leur dernier moyen de salut dans un protectorat étranger, dans une union avec l'Europe; union qui n'aurait pas un caractère privé, mais liant leur État aux autres États; union qui ne serait ni militaire, ni financière, ni humanitaire, mais politique. Déjà auparavant, chaque fois qu'un péril imminent avait menacé leur patrie, cette pensée s'était toujours présentée à l'esprit des Grecs, pour en disparaître aussitôt que le danger diminuait. Ainsi, à l'époque de l'expédition de Dramali, on avait entamé des négociations avec le gouvernement ionien au sujet du protectorat anglais*; ainsi on avait *Cf. T. Ier, p. 4
essayé de se concilier à Vérone le bon vouloir de toutes les puissances. Et même, dans l'année plus heureuse de 1823, des membres de l'assemblée législative avaient songé* à demander au Portugal de leur donner dom Mi- *Cf. T. Ier, p. 5
guel comme roi, et ce fut à la même époque que Negris avait posé la contre-candidature du roi Jérôme, tandis que d'autres encore avaient appuyé celle du duc de Leuchtenberg. Seulement, en 1824, où le projet russe de pacification, publié à Paris*, avait effrayé les Grecs tout *Cf. T. Ier, p. 5
autant que les Turcs, un sentiment plus prononcé d'indépendance nationale et une répugnance plus forte contre tout contact avec les étrangers semblaient pénétrer dans le peuple grec, même malgré la chute de Psara et malgré le danger dont le menaçait l'Égypte. On pouvait observer, à ce moment, avec une exactitude mathématique, quelles étaient alors les sympathies pour les coreligionnaires et les amis naturels du Nord. En automne 1824, Varvakis, cet homme riche qui comptait alors quatre-vingts ans,

était venu d'Odessa en Grèce, son cœur grec couvert de décorations russes; il avait contribué de la manière la plus grandiose à soulager la misère de ses compatriotes de Psara, qui s'étaient enfuis de leur île natale, et à subvenir aux besoins de la patrie en général; en même temps il s'était élevé énergiquement contre les alliances financières avec l'Angleterre, et il avait essayé de fonder un parti russe, en recommandant Kapodistrias comme président. Élevé aux nues, dans les premiers moments après son arrivée, comme un grand bienfaiteur du pays, il fut considéré immédiatement après comme un homme suspect, et, après avoir été traité avec un certain manque d'égards et d'estime, après avoir vu échouer ses projets, il se retira d'abord dans l'île de Syra, et plus tard à Zante,
14 janvier 1825. où il mourut*. A ce moment où il y avait en Grèce une certaine effervescence du sentiment national, le gouvernement
* 24 août 1824. grec, dans une note officielle[1] adressée à Canning*, avait formellement protesté contre toute immixtion des puissances et en particulier contre le projet de pacification russe. Canning répondit[2] à cette note du gouvernement
* 1er décembre. grec*, qu'il traitait ainsi comme une puissance reconnue, en le gourmandant un peu, il est vrai, au sujet de ses susceptibilités, mais en ajoutant, pour terminer, ces paroles bien claires : « que si les Grecs voulaient, plus tard, avoir recours à la médiation anglaise, et qu'ils en exprimassent le désir à l'Angleterre, ils la trouveraient prête à s'en charger. » L'occasion pour faire cette offre surprenante avait été fournie non-seulement par les projets russes que la publication du mémoire dont nous avons parlé avait révélés, mais encore par des intrigues plus récentes des Français, qui, après le prélude aristocratique

[1] Cf. Trikoupis, t. III, p. 390.
[2] Trikoupis, t. III, p. 393.

joué auparavant par les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean à Paris, voulaient mettre en scène un intermède monarchique en Grèce, comme ils l'avaient fait, quelques années auparavant, à Buenos-Ayres. Vers le milieu de l'année 1824, le docteur Vitali s'était présenté devant Mavrokordatos à Missolonghi, muni de lettres écrites par des personnages considérables de l'entourage du duc d'Orléans, afin de proposer comme roi de Grèce le second fils de ce dernier. Mavrokordatos, qui y voyait, à la vérité, tout de suite des difficultés, à cause de la jalousie avec laquelle les Bourbons regardaient les Orléans, envoya cependant ces propositions à Kontouriotis, qui les oublia dans ses cartons. Lorsque ensuite le délégué de l'association des philhellènes à Paris, le général Roche, vint en Grèce*, lui aussi fit au président et à quelques-uns des hommes du gouvernement l'ouverture, qui n'était cependant qu'une vaine allégation, qu'il était chargé d'agir dans l'intérêt de ces projets orléanistes, pour la réalisation desquels le premier moment de consternation causée par le débarquement d'Ibrahim lui semblait très-propice. La plupart des députés et des membres du gouvernement étaient opposés à ce projet parce qu'ils avaient plutôt confiance dans l'Angleterre que dans la famille d'Orléans. Roche fit ensuite, avec des moyens licites et illicites, de l'agitation dans d'autres classes de la société. Pendant le terrible moment des succès d'Ibrahim, une assemblée réunie à Megara* délibéra sur l'élection d'un prince de la famille d'Orléans, et on forma une espèce de parti français auquel se rallièrent aussi Ypsilantis, bien qu'il appartînt de cœur à la Russie, ainsi que Kolettis, qui devait devenir le tuteur du duc de Chartres[1], et quel-

* Avril 1825.

* Juillet.

[1] Les renseignements sur cette affaire sont pleins d'obscurité et

ques-uns de ses partisans rouméliotes, tels que Gouras, qui n'avaient pas une idée des choses politiques. Or, pendant ces agitations, le gouvernement s'était souvenu de l'offre bienveillante de Canning et résolut, à l'instigation d'Hamilton, d'envoyer Spaniolakis au gouvernement anglais pour expliquer à Canning qu'une monarchie était nécessaire à la Grèce, et qu'on accepterait tout monarque qui serait proposé par l'Angleterre, en faisant comprendre, d'après les conseils de l'archevêque Ignatios à Pise, qu'on prendrait avec plaisir le prince Léopold de Cobourg. Pendant ce temps, Ibrahim avait paru devant Nauplie. Les Français recueillaient, dans les provinces, des signatures pour leur prince de la famille d'Orléans qu'ils voulaient mettre sur le trône. Alors l'arrivée d'Hamilton à
M.T.II,p.107. Nauplie* avait essentiellement contribué à faire naître dans le parti anglais une activité semblable. Dès que la capitale n'était plus exposée à un grand danger, ce parti eut recours au même moyen, et mit en circulation à Nauplie un acte demandant le protectorat britannique pour la Grèce[1]. Jusqu'à cette époque, l'Angleterre s'était encore toujours maintenue en faveur auprès des primats grecs. Son attitude indépendante vis-à-vis de la Sainte-Alliance, la liberté avec laquelle sa politique pouvait se mouvoir, l'antagonisme qui régnait entre elle et la direction que suivait

en quelque sorte contradictoires, puisque les auteurs qui la mentionnent parlent tantôt de la candidature du duc de Chartres (fils aîné de Louis-Philippe et plus tard duc d'Orléans), tantôt de celle du duc de Nemours. Il est cependant certain que le parti français en Grèce voulait pour roi le duc de Chartres; c'était dans ce sens que travaillait Kolettis, qui était l'âme de ce mouvement orléaniste. Les intrigants français, au contraire, et peut-être Louis-Philippe (alors duc d'Orléans) lui-même, auraient destiné au trône de Grèce le second fils, le duc de Nemours, si d'ailleurs ce projet orléaniste avait eu quelque chance d'être réalisé. (*Note des traducteurs.*)

[1] Cf. Trikoupis, t. III, p. 297.

le gouvernement de l'empereur de Russie dans sa dépendance complète de l'Autriche, la reconnaissance des blocus grecs par les Anglais et la modification dans leur manière d'observer la neutralité, l'attitude bienveillante prise par la marine anglaise, mais surtout l'espérance que faisait naître le seul Canning, l'unique homme d'État qui inspirât un peu de confiance aux défenseurs de la cause de la liberté et de l'humanité : tout cela ensemble avait tenu les regards des Grecs fixés sur l'Angleterre, comme on l'avait vu auparavant dans l'Amérique du Sud. Dans les îles Ioniennes, pays intermédiaire indiqué par la nature des choses entre la Grèce et l'Angleterre, tout avait pris un autre aspect depuis qu'à Maitland, le plus odieux de tous les hommes, avait succédé le noble sir Frederick Adam, qui, marié avec une dame corfiote, avait à cœur la cause des Grecs. Avec son assentiment et sa coopération, un comité formé à Zante d'hommes pleins de sympathies pour leurs frères en Grèce (Romas Stephanos et Dragonas), avait même fait la première ébauche de l'acte dans lequel on demandait le protectorat anglais, pour l'envoyer ensuite à Hydra et dans le Péloponèse, afin d'y faire ajouter, par l'influence de Kolokotronis et de Miaoulis, les signatures de l'armée et de la marine. Le gouvernement lui-même ne devait pas faire cette démarche, parce qu'il n'était pas reconnu; mais c'était le peuple qui devait parler, et les membres du gouvernement ne devaient que signer cet acte, afin de manifester ainsi leur assentiment à ce qu'avait résolu la voix populaire, à savoir, « de placer sous la protection illimitée de la Grande-Bretagne le joyau de la liberté, de l'indépendance et de l'existence politique de la Grèce. Pendant qu'on recueillait les deux mille signatures dont cet acte fut revêtu, le parti opposé trahit sa faiblesse par les efforts qu'il fit pour contrecarrer ce

mouvement. Il se cacha derrière les étrangers. Un aventurier du nom de Townshend Washington, agent venu de l'Amérique du Nord, protesta formellement contre cet acte; son exemple fut suivi par Roche, qui fut immédiatement désavoué par le comité de Paris, et qui perdit par là tout son crédit en Grèce. Deux ou trois députés, Ypsilantis, Kolettis, Kontouriotis (par suite de jalousies toutes personnelles qu'il nourrissait à l'égard de Miaoulis et de Tombazis) et enfin Gouras, refusèrent leurs signatures. Même ce dernier cependant fut de nouveau détaché du parti français par sa femme qui, jeune, pleine de vie et fière de son mari, tenait sa cour dans l'acropole d'Athènes comme une vraie princesse, mais qui, avec la réserve et la pudeur d'une bonne épouse, maintenait la discipline et les bonnes mœurs aussi au milieu de ses servantes, et qui était assez intelligente pour se laisser convaincre[1] de l'absurdité de ces accusations qui prétendaient que, par cet acte demandant le protectorat, on voulait changer la Grèce en colonie anglaise. Mais au sujet de ce qu'on voulait et de ce qu'on pouvait au fond atteindre à l'aide de ce document, que le fils de Miaoulis, Dimitrios, alla
* 5 août. porter en Angleterre*, les opinions des auteurs de ce projet eux-mêmes étaient, sans aucun doute, fort partagées. Les plus intelligents, sans avoir le moindre doute sur l'inutilité de cette démarche, avaient peut-être seulement l'intention d'arrêter le général égyptien dans sa course victorieuse et d'encourager les Grecs par des espérances éblouissantes jusqu'à ce que la crise fût passée. Beaucoup de personnes aussi croyaient peut-être possible que l'Angleterre ne dédaignât pas d'étendre sur la Grèce

[1] Ce ne fut pas sans le concours de Prokesch, grand adorateur de cette « Pallas Athênê aux yeux bleus. » Cf. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 692.

le protectorat qu'elle exerçait sur les îles Ioniennes, comme la Russie avait appliqué aussi à la Servie le droit de protection qu'elle avait sur les Principautés. D'autres encore calculaient que la seule offre de ce protectorat serait le moyen le plus propre pour réveiller toutes les puissances de l'inertie indifférente qu'elles montraient à l'égard de la Grèce. Lorsque le jeune Miaoulis arriva à Londres, il y causa immédiatement une grande agitation et provoqua des interpellations diplomatiques. Canning cependant déclara aussitôt qu'on n'accepterait pas cette offre des Grecs. Puis il répondit aux délégués grecs : « que, si l'Angleterre accédait à leur demande, elle se trouverait engagée dans une guerre injuste contre la Turquie, et que les puissances verraient une violation des traités dans un tel agrandissement de l'Angleterre. » En même temps, il les engagea sérieusement à ne pas s'adresser à une autre puissance, mais à rechercher plutôt une médiation faite en commun par toutes les puissances. Ceux qui avaient eu connaissance des démarches encourageantes du lord haut-commissaire des îles Ioniennes furent consternés par ce refus auquel ils ne s'attendaient pas. Ils ne surent pas bien pénétrer les véritables motifs qui avaient fait agir ainsi le gouvernement anglais. Nous aussi, nous ne pourrons les reconnaître clairement qu'après avoir jeté un coup d'œil rétrospectif sur l'état des négociations diplomatiques pendant cette période de décadence dans la fortune de la Grèce.

---

3. — ÉTAT DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES PUISSANCES.

Premières conférences de Saint-Pétersbourg.

Nous avons déjà raconté plus haut * que l'empereur de Russie avait invité ses alliés à donner à leurs plénipoten-

* Cf. T. 1er, p. 56

tiaires à Saint-Pétersbourg l'ordre de se réunir en conférences avec les ministres russes, afin de délibérer avec eux sur la question de la pacification, et qu'il avait fait expédier son fameux mémoire du 9 janvier 1824, traitant ce même sujet. Il avait, d'une manière plus déterminée que jamais, repris la pensée de se faire charger par la Sainte-Alliance de la pacification en Orient, comme l'Autriche en avait été chargée en Italie et la France en Espagne; il aurait de préférence exécuté cette commission l'épée à la main, parce que ce dénoûment lui aurait procuré tous les avantages d'une guerre faite par la Russie seule, sans en présenter les inconvénients. Comme déjà auparavant, l'Angleterre et l'Autriche se montraient, au moment dont nous parlons, l'une aussi peu disposée que l'autre à se prêter à ce désir du czar. Ces deux puissances étaient également consternées des projets que la Russie venait de trahir elle-même dans ce mémoire que la France et la Prusse seules avaient accueilli sans y voir malice; elles ne voulaient pas permettre à la Russie de prendre pied dans l'Hellade, comme elle l'avait fait déjà sur le Danube. Ni l'une ni l'autre ne voulait entendre parler d'aucune guerre, ni de médiation armée, qui auraient été inévitables pour atteindre le but que se proposait le projet de pacification russe. Ce que Canning voulait le moins, c'était de charger la Russie de l'exécution d'une telle mission au nom de l'Europe et comme représentant des puissances alliées. Ce que Metternich voulait le moins, c'était de la voir se tourner isolément en ennemie contre la Turquie; car, d'après ces théories, « on n'aurait, en saine logique, jamais dû songer à prendre des mesures coercitives, *si ce n'était contre les rebelles.* » Bien qu'ils poursuivissent ainsi le même but, ces deux hommes, qui étaient personnellement l'un l'antagoniste de l'autre, ces défenseurs de la

politique de l'Autriche et de celle de l'Angleterre, si différentes par les principes qu'elles suivaient, se séparaient pourtant par le choix des moyens avec lesquels ils contrebalançaient l'action du czar. Canning s'opposa aux conférences ministérielles proposées par la Russie, et insista, dans les instructions qu'il adressa à Bagot *, et plus tard * 7 janvier 182
dans une note qu'il écrivit au prince de Lieven *, avant * 29 mai.
tout sur le rétablissement de l'ambassade russe à Constantinople, qui avait été si solennellement promis après les succès de Strangford. Metternich, au contraire, était prêt à prendre part aux conférences. Il espérait enchaîner le czar encore une fois, surtout si l'Angleterre y participait; il se fiait à l'habileté de son ambassadeur, le comte Lebzeltern, auquel sa circonspection réfléchie, sa clarté et son habileté dans la rédaction assuraient un des premiers rôles dans une pareille réunion; il comptait sur le poids de ses raisons qu'il fit exposer par Gentz * dans un écrit * Avril.
qui devait combattre le mémorandum russe; il se reposait, en outre, sur l'influence et sur l'assistance de ceux des Russes qui, comme Tatistschew, approuvaient ses vues. Sûr de l'approbation de l'Autriche, l'empereur Alexandre s'était donc avancé et avait fait ouvrir les conférences *, * 17 juin.
auxquelles Bagot prit pourtant aussi part, dès que la nomination * et le départ de Ribeaupierre pour Constanti- * Cf. T. Ier, p. 56
nople semblèrent assurés. Dans la seconde séance *, l'em- * 5 août.
pereur, suivant les principes établis dans le mémorandum de janvier, et approuvés, en général, par le protocole de la première séance, fit faire une proposition d'après laquelle les puissances offriraient à la Porte leur médiation, qui serait préparée par une suspension des hostilités. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'aucun des plénipotentiaires, assistant à la conférence, n'était autorisé à voter des mesures exécutives, de telle sorte qu'ils durent d'abord

demander des instructions sur cette proposition qui impliquait, pour ainsi dire, la nécessité de transférer ces conférences à Constantinople. Pendant que cette demande était en route pour l'Angleterre, elle se croisa avec une contre-proposition de Canning, qui venait de nommer son cousin Stratford Canning à la place de Strangford; il offrit d'envoyer le nouvel ambassadeur par Vienne à Saint-Pétersbourg, afin de s'entendre, avant son entrée en fonctions, avec le cabinet russe. Cette offre, qu'on accepta avec reconnaissance, fit qu'on laissa tomber la proposition russe à Saint-Pétersbourg, d'où l'on envoya alors à Londres la notification officielle de la nomination
* 28 août. de Ribeaupierre*, par laquelle on comptait lever toutes les objections ultérieures de Canning contre les conférences. Néanmoins ce ministre ne voyait même alors que difficultés sur difficultés. Il blâma Bagot d'avoir pris part aux premières conférences. Il exprima le désir qu'on commençât par délibérer sur un plan détaillé à suivre, et qu'on le votât ensuite; il ne voulait pas qu'on eût recours à des mesures coercitives, et il ne désirait pourtant pas non plus qu'on fît des démonstrations inutiles; il voulait d'abord attendre l'arrivée de Ribeaupierre à Constantinople, du départ duquel il n'était déjà plus question peu de temps après; il trouva, en outre, que le moment n'était pas bien choisi, puisque les deux parties belligérantes, dont l'une avait trouvé des forces nouvelles dans les armes égyptiennes, et l'autre dans l'or anglais, étaient dans une exaspération trop violente. Metternich, de son côté, trouva, pour détourner les pensées du czar, une occasion favorable dans la manière dont procédait à ce moment en Espagne le gouvernement français, dont la marche lui causait plus de soucis que tout le reste. Un voyage que fit l'empereur de Russie dans les provinces méridionales de

son empire contribua à interrompre, pendant assez longtemps, les conférences à Saint-Pétersbourg. Mais lorsqu'il revint et qu'on voulut rouvrir les négociations, l'Angleterre se tint, de la manière la plus décidée, sur la réserve. Canning venait de recevoir * la note officielle du gouvernement grec avec sa protestation contre les projets exprimés dans le mémorandum russe, protestation dont le ministre anglais était plus content « que de tout ce que les Grecs avaient jamais fait depuis les jours d'Épaminondas[1]. » Canning déclara alors que cette réclamation, ainsi que la protestation de la Porte, survenant en même temps, changeaient toute la position du cabinet anglais, qui ne pourrait pas consentir à se faire le médiateur contre la volonté *des deux* parties belligérantes.

* 14 novembre.

Ce fut en vain que tous les représentants des puissances orientales, l'Autriche à leur tête[2], exprimèrent leur désapprobation au sujet de l'importance que Canning attribuait à ce document, émanant d'un gouvernement de rebelles, et que ses ennemis l'accusèrent d'avoir provoqué lui-même. Il déclara formellement que Stratford Canning, qui se mit à ce moment en route * pour Saint-Pétersbourg, n'assisterait pas aux conférences : « Il faudrait d'abord, disait-il, laisser les parties s'épuiser et s'amollir davantage, et les puissances devraient premièrement tomber d'accord sur les moyens à employer dans cette intervention. Alors Lieven reçut l'ordre[3], conçu en termes impérieux et hautains, de déclarer au cabinet de Londres que le czar cesserait toute discussion ultérieure avec lui au sujet de la question d'Orient. A cette communication Canning répondit avec

* 5 décembre.

[1] Cf. Stapleton, *Canning and his times*, p. 458.
[2] Metternich au prince d'Esterhazy. Vienne, le 5 décembre. MS.
[3] Nesselrode au prince de Lieven. Saint-Pétersbourg, le 31 décembre. MS.

ménagement dans une dépêche adressée à Stratford Canning*, mais non sans revenir sur la mission de Ribeaupierre dont le retard était considéré par lui comme un manque de parole. Ceci produisit une nouvelle irritation à Saint-Pétersbourg d'où l'on aurait peut-être envoyé le ministre, à ce moment même, à Constantinople, si cette dépêche n'était pas parvenue. L'exaspération contre Canning était déjà arrivée à un très-haut degré lorsqu'elle devint bien plus violente encore, par suite de la nouvelle que le ministre anglais avait reconnu l'indépendance des colonies d'Amérique. Cette démarche porta aux dernières limites la tension entre les deux cours impériales et l'Angleterre, et elle amena une crise décisive dans la position de Canning vis-à-vis de son roi. Comme nous l'avons vu plus haut, Metternich, afin de miner la position de son adversaire qu'il détestait, avait, pendant tout ce temps, suivi à Londres la même politique qui consistait à ne montrer, en public, aucune confiance au ministère de Canning et à agir sans cesse et en secret sur le roi et sur Wellington, qui considéraient la marche du gouvernement comme un scandale. Ce fut cependant précisément la question américaine qui devait faire éclater et détourner l'orage suspendu sur la tête de Canning. Bientôt Esterhazy eut à rapporter à son cabinet que toute l'Angleterre s'abandonnait à l'ivresse de son bonheur causé par les succès du ministre. Néanmoins Metternich continuait à se bercer d'illusions au sujet de la position de cet homme d'État, position qui ne lui semblait pas tenable, et il usait, sans cesse, de toutes ses ressources pour l'ébranler. Pendant que son cousin Stratford se trouvait, à son passage, à Vienne, Canning avait fait faire par lui une tentative pour détacher l'Autriche des conférences; mais Metternich avait rejeté comme imprudente la proposition du ministre anglais avec lequel il ne voulait

25 février 1825.

pas agir en commun. Ensuite le prince conçut l'idée de profiter d'un voyage que l'empereur d'Autriche projetait de faire, au printemps, à Milan, pour aller à Paris sous le prétexte d'y conduire la princesse, sa femme, à cause de l'état de sa santé, mais en réalité afin d'y rattacher plus étroitement la France à l'Alliance, pour isoler ainsi l'Angleterre d'une manière complète et pour ne plus lui parler d'aucune des grandes affaires qui occupaient la politique. Il voulait préparer à Paris « à la politique insidieuse de l'Angleterre le même sort qu'auparavant au plus puissant de tous les usurpateurs qui eussent jamais existé! » A l'époque où les familiers du prince divulguèrent ces vaillantes intentions, les conférences à Saint-Pétersbourg allaient se rouvrir prochainement*. Dans sa haine contre Canning et * Fin de février dans la crainte que l'empereur versatile ne se rapprochât cependant encore de l'Angleterre, Metternich fit préalablement* rendre compte de ses opinions au cabinet de Saint- * 18 février. Pétersbourg en disant : « qu'il ne fallait plus admettre l'Angleterre aux conférences, quand même elle voudrait y prendre part; » plus tard, il mit même sur le tapis des mesures que « la véritable Alliance, » c'est-à-dire, les trois puissances orientales, devaient prendre en commun contre l'Angleterre! Et même pour le cas où la Russie pourrait néanmoins vouloir se laisser entraîner à partager les vues de Canning dans sa politique américaine et à entamer des négociations avec le gouvernement grec, le grand-chancelier semblait vouloir prendre ses mesures de précaution, en établissant une nouvelle théorie de médiation qui fit fléchir un peu son unique vœu lui-même qu'il maintenait pourtant avec tant de rigidité et qui consistait à réduire la rébellion par la force des armes. Le magicien politique qu'il avait chargé des affaires grecques apprit au monde,

... gouvernement, combattaient, en même
incipe révolutionnaire! C'était par ces derniers,
qu'on pourrait maintenir le principe de la légi
n pouvait seulement les décider à s'accorder
ent avec les Turcs! En première ligne, la destru
uple chrétien des Grecs, si digne de respect
uls malheurs, sous le sabre et le joug de l'e
rc; en seconde ligne, une petite modification du
sement de ce peuple qu'on soumettrait au pou
igands qui devraient, selon l'auteur, livrer la c
ecs à leurs ennemis héréditaires; sur les deux
lliance d'une puissance chrétienne et allemande
rcs ou avec les klephtes, et tout cela pour le
ur la glorification de la légitimité : voilà quels ét
gnes projets que l'art politique de l'Autriche s'é
sé de réaliser et dont le dernier n'avait été, av
piré que par une résistance impuissante qu'on
poser à Canning! « Ici comme ailleurs, disait e
nt ce mémoire, fruit de la sagesse politique de
h et de Gentz, la marche suivie par le gouvernem
is, *sous sa direction actuelle*, doit nous servir d'

Seconde série de conférences St-Pétersbourg.

Lorsque l'empereur de Russie invita ses alliés à reprendre les conférences de Saint-Pétersbourg, les conjonctures avaient été essentiellement modifiées et les motifs qui poussaient à l'action étaient devenus bien plus pressants qu'auparavant. Tant que la fortune avait souri aux Grecs, les négociations diplomatiques, de même que l'intérêt que les hommes privés prenaient à la cause de l'Hellade, avaient manqué de l'aiguillon de la nécessité urgente. Ce fut ainsi que, même pendant la campagne égyptienne de 1824 dont on n'avait pas prévu la stérilité, les premières conférences à Saint-Pétersbourg avaient pu être remises, ajournées et oubliées. Mais lorsque, au milieu de l'hiver, Ibrahim prépara ensuite sa campagne maritime contre la Morée, lorsqu'on eut à craindre que les Grecs, exposés à un péril plus grand, ne se rapprochassent de plus en plus de l'Angleterre, comme on l'avait vu encore dans leur dernière protestation, Alexandre trouva en lui-même et en dehors de lui des raisons beaucoup plus urgentes pour ne pas rester plus longtemps inactif. Déjà depuis l'année dernière, comme Canning l'avait prédit, les conférences à Saint-Pétersbourg avaient, à elles seules, réveillé de nouveau dans les Russes de plus grandes sympathies pour le sort des Grecs. Elles furent excitées de plus en plus vivement par la marche que prenaient les affaires; partout on désapprouva hautement la modération de l'empereur; les cercles de la haute société surtout étaient dans une disposition tout à fait belliqueuse. Le bruit se répandit que Yermolow, appelé par l'opinion publique au commandement suprême de l'armée, avait été mandé à la cour, et, bien que l'empereur eût assuré au plénipotentiaire français, Laferronays, dans son audience de réception, que, pour l'amour de la paix en Europe, il continuerait à résister à la pression de la voix populaire en Russie, comme il l'a-

vait fait déjà depuis quatre ans, la diplomatie craignit pourtant sérieusement que le parti de la guerre, s'appuyant sur l'armée prête à combattre, ne poussât néanmoins à l'action ce prince si mobile. Il est vrai qu'à ce moment, comme auparavant, le czar se trouvait empêché, déjà par son irrésolution personnelle, d'entreprendre la guerre pour lui seul ; il en aurait été empêché, à ce moment, en outre par l'état de sa santé, par un ancien mal à la jambe dont il avait eu à souffrir dernièrement et qui l'accablait aussi moralement; pour cette guerre il aurait encore toujours trouvé les mêmes obstacles politiques dans lesquels Metternich voyait les alliés constants et fidèles de son art diplomatique et qui étaient : l'attachement du czar à l'alliance, sa crainte de la révolution, son appréhension de provoquer l'Angleterre à prendre part à la lutte et enfin le mauvais état des finances russes. Mais il fallait s'attendre que le czar pousserait, dans les nouvelles conférences, avec un zèle d'autant plus grand à une action commune avec ses alliés. Cependant, plus il voulait aller vite et plus ses anciens adversaires lui mettaient les bâtons dans les roues et lui suscitaient des obstacles, difficiles à surmonter. Canning se tenait tout à fait hors du jeu. Il prévit que de cette manière le dissentiment entre les deux cours impériales éclaterait ouvertement et que les conférences cesseraient sans résultat aucun, puisque, pour satisfaire le czar, l'Autriche n'avait d'autre moyen que d'entrer dans des principes dont l'adoption serait, à ses yeux, une souillure. Il est vrai que la sagacité de Canning lui-même n'aurait pu deviner que, n'oubliant jamais son but principal qui était d'assurer aux Turcs le temps et les moyens nécessaires pour vaincre l'insurrection par la force des armes, Metternich prendrait, dès le commencement, part aux conférences avec l'intention astucieuse de les rendre stériles.

Le prince Hatzfeldt avait trahi ce secret, déjà vers la fin de l'automne de l'année dernière[1], en disant : « qu'à Saint-Pétersbourg on rivaliserait à qui montrerait le plus de bon vouloir à l'empereur, puisqu'on savait d'avance que toutes ces belles négociations n'amèneraient aucun résultat! » Afin d'atteindre ce but négatif, les plus grands efforts de Metternich tendaient à gagner à ses vues (et surtout pour l'empêcher de donner son consentement à des mesures coercitives) le cabinet français qui, par gratitude pour le rôle qu'on l'avait chargé de jouer en Espagne, était prêt à faire toutes les concessions et même à prêter son assistance matérielle dans une guerre éventuelle. Mais quant à la Russie, il chercha à la leurrer, déjà avant l'ouverture des conférences[2], en lui donnant l'assurance positive que, *par des concessions spontanées*, la Porte donnerait les garanties sur lesquelles les puissances voulaient fonder la pacification en Grèce. Ce fut ce moyen qu'il proposa pour trancher le nœud, parce qu'il savait qu'il ne mènerait à rien ; il le proposa uniquement parce qu'il savait cela. Sa véritable conviction était la même que celle des Strangford et des Kapodistrias qui savaient qu'on n'obtiendrait jamais rien de la Porte par les voies de la douceur et d'une manière spontanée[3]. En ouvrant les nouvelles conférences[4] qu'on tenait dans le plus grand secret et encore avec moins

[1] Rapport de Vienne, en date du 20 novembre 1824. MS.

[2] Par exemple, dans une dépêche adressée à Lebzeltern en date du 15 janvier 1825.

[3] L'internonce à Constantinople exprima cela, un peu plus tard, d'une manière confidentielle, permettant ainsi à son collègue l'ambassadeur de Prusse, qui pourtant ne manquait pas d'esprit, de voir clair dans beaucoup d'affaires, et lui donnant ainsi la clef de beaucoup d'énigmes que jusqu'alors il n'avait pu s'expliquer. — Rapport du baron de Miltitz en date du 7 septembre 1825. MS.

[4] Nous nous contentons de ces indications très-concises sur le

de formes diplomatiques qu'à Troppau et sans faire de protocole, Nesselrode présenta, dans la première séance*, un nouveau mémoire[1], un « aperçu, » dans lequel on ne parlait plus des desseins et du but de l'intervention proposée, but qu'on comprenait comme contenu dans les propositions du mémorandum en date du 9 janvier 1824, mais dans lequel on proposa directement, et pour préluder par un fait à l'intervention, la demande d'une suspension d'armes, avec menace de rappeler les ambassadeurs, si la Turquie n'y consentait pas. Mais dès cette première démarche, la Russie trouva, encore à ce moment, tous les plénipotentiaires unanimes à s'opposer à tout emploi de la force; Stratford Canning déclarait aussi à toute occasion, dans ses conversations non officielles, que l'Angleterre considérait également comme un point de la dernière importance de s'abstenir de toute mesure coercitive, et il sonda les autres ambassadeurs pour voir si, au prix de cette concession, on voulait peut-être acheter sa coopération. Tous les trois plénipotentiaires autorisés à prendre part à ces conférences déclarèrent, après la première proposition de Nesselrode, qu'ils s'opposaient même à la seule menace d'employer seulement des mesures coercitives morales; mais l'ambassadeur d'Autriche trouva que, si l'on jugeait même nécessaire d'y avoir recours, la menace de reconnaître l'indépendance de la Grèce serait mieux appropriée à son but : se laissant diriger par la malignité de Metternich et ne pouvant pas donner de la couleur demandée par la Russie, il joua contre la carte du czar une autre couleur

* 24 février.

contenu peu récréatif de ces joutes oratoires et épistolaires, au sujet desquelles Lebzeltern envoya des montagnes de rapports à Vienne.

[1] Aperçu du cabinet de Russie sur la marche à suivre dans les affaires du Levant. Du 12 février. MS.

ont il savait que celui-ci ne fournirait pas, parce qu'il re-
outait plus que toute autre chose l'indépendance de la
rèce. En outre, en déclarant que cette politique, si éner-
iquement repoussée au sujet de la conduite de l'Angle-
rre dans les affaires d'Amérique, était en contradiction
ec tous les principes défendus jusqu'alors, Nesselrode fit
ne objection que Metternich désirait précisément lui en-
ndre faire ; « car certainement, disait-il plus tard dans
n de ses mémoires, l'Autriche n'avait pas à regretter
u'on lui épargnât le plus grand de tous les sacrifices qu'il
it pu faire à la conservation de la paix européenne! »
Déjà, dans la seconde conférence*, lorsque l'ambassa- * 1er mars.
eur d'Autriche se prononça pour le maintien de la paix à
out prix, il fit de nouveau bouillonner le sang du ministre
usse, qui ne cacha pas sa mauvaise humeur de ce qu'il
evait toujours remarquer dans les autres plénipotentiaires
supposition que la Russie voudrait, coûte que coûte,
mener ses alliés à faire la guerre. Cependant déjà ces
remiers différends déterminèrent Nesselrode à exprimer
désir que les ambassadeurs voulussent bien faire eux-
êmes leurs propres propositions dans cette affaire, qui,
epuis l'acceptation des propositions russes à Vérone, avait
ris, on ne saurait le nier, un caractère européen. On ré-
ondit à ce désir en présentant, dans la troisième confé-
nce*, un mémoire élaboré en commun¹, dans le déve- * 4 mars.
ppement duquel on s'était laissé guider par le principe de
en tenir aussi près que possible aux propositions conte-
ues dans l'aperçu russe, mais d'éviter tout ce qui devait
ener à une rupture avec la Porte. Ce fut à ces « idées »
ue Nesselrode donna ensuite, dans un résumé pour la
onférence suivante (la quatrième)*, la forme de proposi- * 5 mars.

¹ Idées puisées dans l'aperçu du Cabinet de Russie et combinées
ec les instructions des Plénipotentiaires. MS.

tions formulées. Bien que l'empereur, son maître, ne les eût pas approuvées, il s'en référa dans ce document à la demande d'une suspension d'armes, qui était indispensable, disait-il, si l'on ne voulait pas encore, pendant des années, se laisser payer de belles promesses. Et même dans la con-
* 10 mars. férence suivante (la cinquième)*, Nesselrode revint obstinément sur son aperçu et sur la suspension d'armes, faisant en même temps une tentative pour effrayer l'Autriche par un mouvement de conversion vers l'Angleterre. « L'empereur, déclara-t-il, voulait cependant entendre les explications de l'Angleterre, afin de lui donner une preuve de sa modération. » Mais le comte de Lebzeltern ne broncha pas et donna lecture, dans la conférence suivante (la
12 mars. sixième)*, d'un vote des plénipotentiaires contre les dernières propositions de Nesselrode, qui les retira alors d'une façon encore plus inattendue que lorsqu'il les avait faites, et qui se déclara prêt à signer les propositions des plénipotentiaires telles qu'il les avait présentées lui-même dans le résumé. D'après ce document, on voulait, conformément aux inspirations fallacieuses de l'Autriche, proposer à la Porte d'invoquer librement et d'une manière toute spontanée l'intervention des puissances pour apaiser les troubles en Orient, et d'approuver la conclusion d'une suspension d'armes. Si la Turquie s'y refusait, on devait, dans une note collective, formellement offrir la médiation et, si l'on essuyait encore un autre refus, adresser au divan une autre note « plutôt avertissante que menaçante, » pendant que dans l'intervalle les agents des puissances iraient en Grèce pour y préparer les esprits à l'œuvre de la pacification. Mais lors-
* 13 mars. que dans la séance du lendemain (la septième)* les ambassadeurs signèrent cette convention sous la forme de protocole, l'empereur remit entièrement en question ce premier et unique résultat des conférences, en présentant une « décla-

ration » des raisons[1] qui l'avaient déterminé à consentir à signer le protocole; déclaration dans laquelle, en donnant complétement tort aux plénipotentiaires et à toute leur manière d'agir, il exprima le dessein d'adresser aux cours des communications directes sur la suite qu'il faudrait donner aux résolutions de la conférence. Dans tout ce document on voyait dominer l'insolence opiniâtre du parti russe qui était pour la guerre. Matouszewicz, un de ces champions de la guerre, exprima ouvertement son étonnement railleur de ce que des hommes d'esprit eussent consenti à accoucher d'un produit aussi misérable que ce protocole du 13 mars! Comme pour répondre sur le même ton à cette opiniâtreté insolente, Lebzeltern mit sur le tapis, dans la même séance, la proposition délicate des garanties à donner par la Russie, et qui répondraient aux puissances de ce que les mesures qu'on prendrait pour la pacification de l'Orient ne troubleraient pas la paix en Europe. Dans la conférence suivante (la huitième)*, il toucha même le point * 19 mars.
chatouilleux de la question du territoire, en exprimant l'espoir que dans l'aperçu on ne comprît sous le terme de territoire grec rien que la Morée et les îles, mais non pas la grande extension qu'on lui avait donnée dans le mémorandum du 9 janvier. L'agitation que produisit ce ballon d'essai semblait cependant déterminer les plénipotentiaires de France et d'Autriche à présenter dans la séance suivante (la neuvième)* des propositions plus propres à apaiser le * 4 avril.
czar, au sujet de la délimitation de la Grèce, et qui embrassaient à peu près l'étendue du royaume actuel[2]. Dans cette même séance Nesselrode surprit encore les ambassadeurs par la nouvelle proposition de cesser toutes les né-

[1] Projet de déclaration du Cabinet de Russie au protocole. MS.

[2] Propositions des Plénipotentiaires d'Autriche et de France relatives à la Grèce. MS.

gociations avec la Porte jusqu'à ce que, par suite des ouvertures adressées directement aux cours, les puissances fussent tombées d'accord sur leurs projets dans le cas où la Porte refuserait leur intervention. « La Russie, disait-il, ne pourrait pas s'exposer à un refus de la part des Turcs, sans avoir la certitude d'obtenir, dans ce cas, de ses alliés, ce que les conjonctures exigeraient. » De cette manière, même les résultats les plus faibles des négociations étaient continuellement remis en question, et la crainte seule de préparer un triomphe à l'Angleterre amena les ambassa-
* 5 avril. deurs, dans la dixième séance*, à un accord superficiel sur
* 7 avril. une résolution qu'ils consignèrent, à la séance suivante*, dans un nouveau protocole, en déclarant que pour le moment ils ne donneraient suite qu'à cette partie du protocole en date du 13 mars qui concernait les premières ouvertures confidentielles au sujet d'une médiation pacifique, forme que les ambassadeurs convinrent d'adopter, à la place de la remise solennelle de notes officielles, afin que la Porte ne parût pas céder à la puissance et à la pression des alliés, mais qu'elle eût l'air de suivre spontanément les inspirations d'une saine politique. On désirait évidemment se séparer du moins avec les apparences d'union et de concorde. Mais l'irritabilité étroite du czar détruisit à la fin même ces apparences.

Suite. Poussé à toutes ses dernières démarches par la jalousie que lui inspirait l'influence dont l'Angleterre jouissait en Grèce, l'empereur de Russie, pendant que les négociations se poursuivaient, finit par devenir jaloux encore de l'influence que ses alliés exerçaient sur la Porte et du rapprochement plus étroit qui s'était opéré entre eux. Depuis que, par le départ de Strangford, l'ambassade anglaise à Constantinople avait entièrement perdu sa puissance, le nouvel envoyé français, Guilleminot, s'y était mis au premier plan.

Il était venu vers le milieu de l'année précédente* dans la capitale turque, où il avait fait son entrée en grande pompe et avec un cortége nombreux. Il essayait dès lors de rétablir les anciens rapports entre la Turquie et la France, et de ressaisir l'influence dont celle-ci y avait joui autrefois. Le czar en ressentit une vive inquiétude; car il craignait que la France ne regagnât sa prépondérance en Orient, surtout parce qu'il voyait qu'il existait de nombreux rapports d'amitié entre elle et l'Égypte; mais les nouvelles influences que l'Autriche exerçait sur le cabinet des Tuileries lui inspiraient des inquiétudes plus vives encore et l'aigrissaient encore davantage. Au milieu des conférences on avait reçu, à Saint-Pétersbourg, la nouvelle que le prince Metternich avait réellement exécuté le projet de son voyage à Paris. Personne ne crut avec plus d'assurance que le grand chancelier lui-même à tous les grands effets et à tous les grands succès qu'on appréhendait à Saint-Pétersbourg comme le résultat de cette visite. Il trouva Villèle imbu des principes monarchiques les plus purs; c'est pourquoi il le consolida dans sa position. Il pensa avoir gagné le roi si complétement, qu'il était convaincu que dans toutes les grandes questions politiques la France marcherait dorénavant de concert avec l'Autriche; il crut avoir si bien miné l'influence de Pozzo, qu'il espérait le voir sous peu passer du service de la Russie dans la pairie française avec quatre cent mille francs de rentes. Toutes ces manœuvres piquèrent de plus en plus l'empereur de Russie et augmentèrent encore le dépit que lui inspirait l'Autriche; et un mot dit par Metternich à Paris, où il avait fait entendre que le czar ne voulait pas sérieusement éviter la guerre, fit qu'Alexandre concentra sa mauvaise humeur en particulier sur son ancien maître. Lorsque l'empereur interrompit, par son départ pour Varsovie*, les confé-

* 7 juin 1824.

* 17 avril 1825.

rences, qui déjà avaient dû être discontinuées pendant quelque temps après l'expédition des instructions pour Constantinople, il avait signé la veille une dépêche circulaire[1], dans laquelle il avait fait développer son intention qu'il n'avait que donné à entendre en présentant sa « déclaration » dans les conférences. Il avait ajouté à cette dépêche un résumé qui répétait la justification des vues russes, en particulier au sujet du cas où l'on serait obligé d'avoir recours aux mesures coercitives. Il y était dit « que deux cas étaient à prévoir : ou les Turcs resteraient victorieux, et l'expérience avait démontré quel usage ils feraient de leurs succès; mais quant à l'empereur, il ne pourrait pas rester spectateur oisif d'une telle issue qui, en anéantissant la Grèce, détruirait en même temps la prospérité des provinces méridionales de la Russie, ainsi que leur commerce auquel les Grecs servaient en majeure partie d'intermédiaires. Ou bien, de l'autre côté, la révolution grecque triompherait et produirait une fermentation dans toute l'Europe où, au sujet de la cause grecque, tous les partis s'étaient mis d'accord au nom de la religion, du patriotisme et de la cause libérale; la révolte se propagerait ensuite dans d'autres provinces de la Turquie, comme elle en était déjà menacée pour la Servie. Avec une telle perspective, disait-on, la médiation n'était plus laissée au choix des puissances, mais elle leur était imposée par la nécessité : c'est pourquoi il fallait l'exécuter malgré *tous* les obstacles et, en cas de besoin, même par des mesures coercitives. » Pour terminer, on exprimait l'espoir que, pendant qu'on faisait les démarches confidentielles à Constantinople, les opinions se rapprocheraient au sujet de ces questions, et on ajoutait que « dans le cas contraire le gou-

[1] Dépêche circulaire du 16 avril 1825. MS.

vernement russe croirait inutile de reprendre les conférences. » Pour le cas où cette dépêche serait accueillie avec faveur, on avait ajouté pour les ambassades une série de sept propositions, de l'acceptation immédiate desquelles le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait dépendre la continuation des conférences.

La cour de Berlin fut cependant la seule qui reçut ces communications favorablement. La Russie manqua son but, qui était de faire désavouer par les cours alliées la manière d'agir de leurs plénipotentiaires. Le cabinet français déclara*, dans une dépêche adressée à Laferronays, qu'il ne pouvait pas découvrir la divergence qui mettait la cour de Russie en si grand émoi. Le plénipotentiaire français lui-même ne crut pas bien sérieuse cette dépêche circulaire, qu'on ne lui semblait avoir écrite avec une telle roideur que pour tenir un peu compte des vœux du peuple et « pour orner les archives russes. » Metternich, comprenant très-bien à qui s'adressait en réalité cette dépêche, dirigée surtout contre lui-même, prit la chose sur un ton moins plaisant. A ce moment, il était arrivé de nouveau, comme auparavant à Vérone, à l'apogée du sentiment de sa valeur. Plein de suffisance, il revint de Paris rejoindre l'empereur son maître à Milan; il croyait avoir la France dans sa poche de même qu'il parlait tout seul et tout haut en Espagne; il se sentait le maître en Italie comme en Allemagne où, dans son château de Johannisberg, on lui avait fait la cour comme à un empereur. Dans la position où il se trouvait, il crut avoir poussé assez loin les égards vis-à-vis du czar. Il jugea nécessaire de dissiper complétement dans ses prochaines instructions, qu'il adressa à Lebzeltern*, les illusions de l'empereur, et de lui faire comprendre qu'il ne réussirait jamais à entraîner les alliés à des démarches hostiles contre la Porte. La vive lumière

* 24 mai.

* Fin de mai.

jetée sur les propositions du mémorandum russe en date du 9 janvier, par l'aversion déclarée d'Alexandre pour l'indépendance de la Grèce, donna à la réponse autrichienne[1] un ton encore plus amer que n'en avait montré la dépêche circulaire russe. On y énumérait les questions et les vœux exprimés par la Russie, en commentant un point après l'autre par les doutes qu'ils inspiraient à l'Autriche; ces points étaient : la nécessité d'une intervention dont l'Autriche n'avait jamais méconnu ni caché les difficultés; l'emploi éventuel de mesures coercitives morales, parmi lesquelles l'Autriche avait donné la préférence à la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce, tandis que la Russie n'en avait pas voulu; enfin l'emploi de mesures coercitives matérielles qui donneraient des armes invincibles à l'insurrection qu'on voulait abattre : mesures qui engageraient peut-être l'Angleterre à l'action et qui exposeraient les alliés au danger d'avoir à renoncer aux principes sur lesquels reposait l'Alliance. On s'opposait de la même manière aussi à tous les vœux exprimés par la Russie à l'égard de projets concertés d'avance pour une action commune, projets qu'on ne saurait concevoir pour l'avenir sur un terrain aussi mobile que cette lutte en Orient. Dans les
* 18 juin. nouvelles instructions qu'on expédia* à Lebzeltern, avec des gloses marginales dans lesquelles Metternich avait commenté les protocoles des conférences, on lui avait indiqué comme la raison principale qui avait jusqu'alors toujours obscurci les jugements du cabinet russe, la confusion continuelle de deux questions complétement séparées, et on lui avait expliqué que le cas serait tout à fait différent si la Russie allait demander l'emploi de mesures coerci-

[1] Elle était adressée à Tatistschew et partit, vers la fin de mai, de Milan pour Varsovie. MS.

tives dans l'affaire de la pacification grecque, ou qu'elle vînt réclamer l'appui de ses alliés à cause d'une violation des traités. Dans le premier cas, l'Autriche serait obligée de se rappeler toujours ses principes et de se demander à elle-même, ainsi qu'à ses alliés, si on ne causerait pas de la sorte un mal plus grand que celui auquel on voudrait mettre un terme. Dans l'autre cas, l'Autriche, comme elle avait à le montrer aussitôt, serait toujours prête à appuyer la Russie, dès que celle-ci aurait prouvé par les faits qu'elle avait raison de réclamer son aide. — Ce langage décidé, qu'on était peu habitué à entendre tenir à Metternich, ne fut pas, il est vrai, si mal jugé par Tatistchew, qui, comme les Caraman et les Hatzfeldt, était entièrement gagné aux vues du chancelier d'État, et se trouvait plus souvent d'accord avec lui qu'il ne le trouvait lui-même utile ; mais la mauvaise humeur, avec laquelle on accueillit à Saint-Pétersbourg cette manière de parler de Metternich, n'en était que plus grande, bien qu'elle ne se prononçât pas encore aussi fortement que l'on s'y était attendu[1]. Rien n'aurait pu venir plus à propos aux ennemis de Metternich, dans les cercles des hommes d'État russes, qui guettaient tout ce qu'il faisait, que cette imprudence avec laquelle se démasquait cet ami équivoque.

Accueil fait aux ouvertures confidentielles adressées à la Porte.

Canning n'avait pas été trompé dans ses prévisions quand il avait cru que les conférences feraient naître des querelles violentes entre les deux cours impériales ; son désir de voir les effets de ces négociations se réduire à rien se réalisa avec plus d'exactitude encore. Il est vrai qu'on n'aurait pas pu choisir un moment plus défavorable pour faire les démarches convenues à Constantinople. D'après les lois et les traditions des Turcs, la Porte n'aurait pu à

[1] Rapport du comte Lebzeltern, du 13 juillet 1825. MS.

aucun moment consentir à la médiation proposée; mais elle aurait été le moins disposée à le faire à cette époque où deux tiers du territoire en révolte avaient été subjugués, où la place de Navarin avait été prise, où l'Hellade occidentale était envahie, et où l'on croyait Missolonghi sur le point de tomber au pouvoir des assiégeants; en outre, elle aurait été le moins disposée à prendre en considération des propositions d'un caractère aussi peu décidé et qui lui montraient que leurs auteurs eux-mêmes n'étaient pas du tout d'accord sur le but qu'ils se proposaient d'atteindre ni sur les moyens à employer pour cela. Quand même la Porte n'aurait pas si bien pénétré ces discordes qui divisaient les alliés entre eux, elle aurait toujours eu ses sources d'informations sûres à Vienne. Elle savait très-bien que l'Angleterre s'était continuellement tenue à l'écart, ce qui l'avait, dès le commencement, confirmée dans son principe de ne pas vouloir entendre parler d'intervention. Elle connaissait les projets de la Russie et même les modifications qu'ils avaient subies à Saint-Pétersbourg. Elle savait ce que les alliés *ne voulaient pas;* il est vrai qu'elle savait moins bien ce que les puissances *voulaient réellement,* parce que celles-ci ne le savaient pas elles-mêmes; mais tout cela l'affermissait dans sa résistance opiniâtre, qu'une *action* unanime aurait seule pu briser. Avant que les instructions des ambassadeurs qui avaient pris part aux conférences de Saint-Pétersbourg fussent parvenues à Constantinople, les ministres accrédités auprès de la Porte avaient essayé d'y préparer un peu le terrain pour ces projets. L'internonce se borna à faire des allusions vagues et éloignées du but. Guilleminot se mit en rapport avec Chosrew-Pacha, homme équivoque qui, allié à un parti
* Avril. anti-égyptien, lui donna l'espoir * que les négociations aboutiraient, mais sans y avoir été nullement autorisé et sans lui

donner de garanties. Lorsque les instructions données par les membres de la conférence arrivèrent* à Constantinople, * 13 mai.
les ambassadeurs tombèrent d'accord* de faire parvenir à * 23 mai
la Porte leurs ouvertures confidentielles, par les drogmans, non pas en commun, mais en prenant tous pour base les instructions données au drogman français. Ils convinrent en même temps, d'après le conseil de l'internonce, d'éviter soigneusement le terme d'intervention, pour lequel les Turcs n'ont pas d'autre mot que celui de *tewassut*, ce qui signifie « médiation par arbitrage, » et de n'employer à sa place que le terme de *bons offices (mesaïï dchemile)*. Aussitôt le dissentiment qui s'était montré à Saint-Pétersbourg éclata aussi au camp des ambassadeurs. Minciaky trouva à redire à l'expression de « bons offices; » en outre il essaya d'introduire, par contrebande, dans les instructions de son drogman un passage d'après lequel le refus du Divan aurait entraîné l'emploi de mesures coercitives; mais heureusement on réussit, dans une autre conférence, à le ramener à l'attitude calme qu'il avait observée jusqu'alors. Ensuite les différents drogmans s'aquittèrent de leurs commissions*. Les instructions données au drog- * 3, 13 juin.
man français[1] motivaient l'offre des quatre puissances « par l'absence de résultats dans les campagnes des quatre dernières années, par la résistance désespérée des Grecs et par l'appui moral et matériel que lui prêtaient les peuples de l'Europe; mais, avant tout, par la considération que, par suite de l'excitation des passions que les cabinets avaient essayé d'étouffer depuis dix ans, l'influence de ces troubles en Orient s'était étendue sur toute l'Europe; qu'elle

[1] Copie des instructions données par l'ambassade de France à M. Desgranges, 29 mai. — Les instructions données par l'Autriche et par la Prusse sont datées du 28 mai; celles données par la Russie sont du 6 juin. MS.

avait causé au commerce le préjudice le plus grave, et que, par les différends entre la Porte et la Russie, elle avait miné la paix en Europe et mis en péril ce système des puissances auquel la Porte devait tant; système qui depuis cinq ans l'avait sauvée malgré elle, et qui pourrait la sauver encore cette fois-ci, si toutefois elle voulait s'y rallier sérieusement. » Les instructions données au drogman de l'Autriche cherchaient à aller au-devant des objections qu'on pourrait vouloir tirer de la position favorable dans laquelle se trouvaient les Turcs sur le théâtre de la guerre. « En s'adressant à la magnanimité du sultan, y était-il dit, on avait précisément choisi le moment actuel (où Kolokotronis avait reparu sur la scène), où l'on pourrait espérer trouver les chefs des insurgés plus disposés à écouter les représentations des puissances (c'est-à-dire à conclure des capitulations). » La réponse que le reïs-effendi fit aux ambassadeurs était un refus net, exprimé d'une manière
* 3 juin. presque railleuse et méprisante. « Il avait cru *, disait-il à Desgranges[1], que cette affaire était terminée depuis longtemps. La Porte avait seule le droit d'arranger ses affaires intérieures. Sa loi religieuse, la seule règle de sa conduite, la dispensait de la nécessité de demander les bons offices de personne. » A l'argument spécial présenté par le drogman autrichien, le ministre fit une réponse spéciale, en disant qu'il priait les puissances de s'adresser d'abord aux rebelles et de les déterminer à se soumettre. La réponse qu'on fit au drogman russe était la plus acrimonieuse : « Lord Strangford, lui dit le reïs-effendi, avait, à son retour de Vérone, où le czar lui-même avait repoussé les rebelles, déclaré solennellement, au nom des puissances, que celles-ci approuvaient les mesures prises par la Porte

[1] Copie d'un rapport du sieur Desgranges sur son entrevue avec le reïs-efendi, le 3 juin 1825. — Comme les autres rapports en MS.

contre les rebelles; il y avait donc lieu de s'étonner de ces nouvelles propositions, qui provenaient de sentiments entièrement changés. Cette intervention diplomatique, ajouta-t-il, ressemblait beaucoup à une immixtion dans les affaires d'un harem turc, immixtion que leur loi sacrée ne permettait pas. Mais, ce qui était plus décisif encore, c'était que les Européens avaient des institutions qu'ils pourraient modifier selon les circonstances, tandis que celles de la Turquie étaient sacrées, venues du ciel et immuables. » Le reïs-effendi dit encore au drogman de la Prusse, ce qu'il n'aurait pas pu dire au drogman russe lui-même sans trop lui manquer, « qu'ils savaient fort bien ce dont il s'agissait, où était le véritable foyer des complots contre leur indépendance, et d'où venait le coup dont trois des alliés n'étaient que les instruments; qu'on connaissait le mémorandum russe dont les révélations étaient cause que tout acte par lequel la Porte irait, dans cette affaire, au-devant des puissances équivaudrait à une apostasie; et enfin qu'en acceptant la médiation, la Porte craindrait de river le premier anneau de sa propre chaîne, et de favoriser elle-même les desseins de la Russie, qui voulait expulser les Turcs de l'Europe. »

Ce fut ainsi que ces négociations tombèrent à terre, comme on l'avait désiré à Vienne et prévu à Saint-Pétersbourg. Les discussions au sujet des Principautés suivirent une marche différente. Déjà avant les négociations sur la pacification, Minciaky avait eu avec le ministre turc un premier entretien* paisible sur cette affaire russe toute spé- * 1er juin.
ciale; après que les négociations eurent échoué, il présenta* * 6 juillet.
une note conçue en termes fort énergiques[1] et demandant catégoriquement le rappel des basch-beschly-agas et le ré-

[1] Note présentée à la Haute-Porte par le chargé d'affaires de Russie, 4 juillet. MS.

* Cf. t. Ier, p. 4, 560, sq. tablissement du *statu quo**. Mais cette demande fut repoussée par le Divan, au sein duquel le ministre de l'intérieur, Sadik-Effendi et Housny-Bey l'avaient entièrement emporté, à ce moment, sur le reïs-effendi, cet homme si conciliant. Au moment où le rapport de Minciaky, rendant compte de la manière sèche dont on l'avait renvoyé, arriva à Saint-Pétersbourg, on y avait précisément préparé pour lui une
* 24 août. dépêche* dans laquelle l'empereur avait exprimé sa profonde indignation, causée par le résultat des démarches faites à Constantinople, et plus encore par les réponses des cabinets de Paris et de Vienne à sa dépêche circulaire en date du 16 avril. Nesselrode y ajouta alors un post-scriptum pour répondre à ce rapport qui, disait-il, avait poussé aux dernières limites l'irritation du czar, et lui avait, pour la première fois, entièrement ouvert les yeux sur l'attitude prise à Constantinople par les représentants de ses alliés. Minciaky reçut l'ordre de ne plus prendre part à aucune démarche des autres ministres. Pendant ce temps, et fidèle à toutes les habitudes de sa politique, Metternich s'empressa de se montrer, dans cette affaire, aussi complaisant pour la Russie qu'il était intraitable dans l'affaire grecque.
* 5 septembre. Il donna* à l'internonce des instructions très-précises, par suite desquelles, et après avoir fait une première dé-
* 26 septembre. marche infructueuse, celui-ci présenta à la Porte une note* dans laquelle il disait : que l'empereur demandait le rétablissement du *statu quo* dans les Principautés, comme une « marque particulière de la complaisance » du sultan. Dans le cas où la Porte s'y refuserait, l'internonce devait insister avec fermeté sur cette demande, et faire un rapport à sa cour qui jugerait ensuite « si la Porte voulait avoir l'Autriche pour amie ou pour ennemie. » Cette démarche eut un succès complet : on donna ordre pour le rappel des
* 11 octobre. agas*, ce qu'on notifia ensuite à M. de Minciaky. Il y eut

en outre, encore avant la fin de l'année, dans le gouvernement de la Porte, un changement ministériel qui semblait être de bon augure. Le kiaya Sadik-Effendi, créature vénale du favori, le silichdar, sur le compte duquel il fallait mettre beaucoup de démarches hostiles de la Porte, fut éloigné et remplacé par Achmed-Houlousi-Effendi, homme intègre et ami du reïs-effendi.

Dispositions de l'empereur de Russie.

Dès que l'empereur Alexandre fut de retour de Varsovie *, on s'était partout attendu à lui voir reprendre les conférences. Mais immédiatement après l'issue négative des démarches confidentielles à Constantinople, on put voir par l'attitude des diplomates russes dans la capitale turque, que le czar considérait comme terminée son action commune avec les alliés. Minciaky disait * à qui voulait l'entendre que dorénavant les affaires russes seraient traitées sans l'Alliance. Nesselrode déclara la même chose à Lebzeltern *, en disant que, par suite du manque complet d'égards de la part du cabinet d'Autriche vis-à-vis des motifs et des intérêts de la Russie, l'empereur se trouverait probablement obligé de tenir à l'avenir conseil sans l'Autriche. Une dépêche circulaire * annonça à tous les cabinets que dans la question d'Orient l'empereur n'agirait désormais que suivant ses droits et les intérêts de son empire. On annonça * à M. de Minciaky l'envoi prochain d'instructions analogues. Les conférences furent formellement closes *. Dans la dépêche circulaire on donna à tous les ambassadeurs accrédités près des grandes cours l'ordre d'observer à l'avenir la plus grande réserve dans cette affaire, et d'envoyer, en attendant, au cabinet impérial, des rapports au sujet de l'accord qui, disait-on, semblait s'être rétabli entre les alliés, dans un sens hostile à la Russie, et de lui communiquer les moyens nécessaires pour neutraliser cet accord, et les mesures les plus propres pour

* Juin. * Juillet. * Août. * 18 août. * 25 août. * Fin d'août.

sauvegarder le droit, les intérêts et la dignité de la Russie, sans mettre en péril la paix de l'Europe. Deux de ces rapports envoyés à Saint-Pétersbourg ont été publiés[1]. Celui
* 30 octobre. du prince Lieven* répondit négativement à la question de savoir s'il existait une combinaison entre les puissances. En tout cas, disait-il, l'Angleterre n'y appartenait pas, et aucune ligue ne serait à craindre sans elle. C'est pourquoi il conseilla à son cabinet de préparer prudemment et de frapper rapidement, si c'était nécessaire, un coup vigoureux, afin de maintenir les droits et les intérêts de la Russie; mais il prévoyait aussi, et nous verrons plus tard avec quel fondement, d'autres tournures dans cette affaire, comme, par exemple, un rapprochement de l'Angleterre, tournures qui pourraient éviter l'emploi de moyens extrêmes. Pozzo di Borgo, saisissant avec avidité cette occasion de laisser un libre cours à sa haine contre Metternich,
* 16 octobre. écrivit* dans un sens beaucoup plus belliqueux. Sa dépêche est de la dernière importance, parce que, s'ajoutant à d'autres rapports envoyés plus tard, elle n'aida pas peu à décider l'esprit du successeur d'Alexandre par les mirages d'une politique grandiose, mais établie sans tenir compte des moyens matériels et réels dont on pouvait disposer, politique qui devait maintenir systématiquement le monarque de toutes les Russies dans le rôle d'un modérateur de l'Europe, rôle qui avait été donné à Alexandre par la direction accidentelle des circonstances. Dans ce document on n'avait attaché que peu d'importance à la clause qui traitait de la conservation de la paix en Europe. Pozzo y avait songé aux cas extrêmes des complications possibles, et démontra qu'il fallait leur opposer des remèdes extrêmes; mais, en examinant attentivement la position des

[1] Cf. *Recueil de documents relatifs à la Russie*. Paris, 1854, p. 4-56.

différentes puissances, il trouva très-peu probable qu'aucune d'elles résistât les armes à la main. C'est pourquoi dans la partie positive de sa dépêche il s'en tint simplement aux faits donnés, en disant « que les conférences à Saint-Pétersbourg avaient arrêté une intervention en commun qui avait été rejetée par le Divan; que, pour ce cas, l'empereur avait proposé des mesures coercitives que les alliés avaient écartées; dans cette position, le czar serait obligé d'exécuter à lui seul le projet qui avait été accepté de tous; il lui faudrait procéder à l'occupation des Principautés sans changer de projet ni de langage et sans fermer la porte à l'action commune ultérieure. Que si les puissances, ou plutôt Metternich dont dépendait tout, voulaient la paix, l'empereur ferait ce que le simple bon sens lui prescrivait. Dans le cas contraire, la politique de la Russie ordonnait de menacer l'Autriche de la tempête la plus terrible. » Mais tous ces bons conseils n'eurent aucun résultat, parce que les questions du gouvernement, de même que les réponses de ses agents, étaient écrites dans la supposition que, dans les affaires spéciales à la Russie et relatives aux Principautés, la Porte ne céderait pas non plus, ce qui venait pourtant d'arriver à l'époque même de cet échange de notes diplomatiques. Cette circonstance rejeta nécessairement Alexandre dans son ancienne indécision, bien que précisément dans ces temps-là on eût cru généralement remarquer un changement prononcé dans ses sentiments. Un voyage que l'impératrice de Russie, accompagnée du czar, faisait à ce moment-là, à cause de sa santé, à Taganrog, fut souvent, bien qu'à tort, interprété dans ce sens que l'empereur voulait passer en revue les troupes du Midi, destinées à occuper les Principautés. Dans le camp français on commençait à craindre d'être entré trop avant dans les vues de Metternich et d'avoir manqué la véritable

nuance, et par conséquent aussi le but des dernières explications. Et Metternich lui-même ne se sentait pas bien à son aise, quand il songeait que l'empereur de Russie pourrait vouloir chercher à obtenir pour son propre compte une satisfaction dont la conséquence serait peut-être d'assurer le triomphe de l'insurrection grecque et d'encourager tous les partisans de cette cause. Cependant il connaissait trop bien le caractère de ce prince pour qu'une telle appréhension pût l'inquiéter longtemps. Il comptait jusqu'au dernier moment que le czar, bien qu'il fît beaucoup de projets, n'en viendrait jamais à l'action; car il savait qu'Alexandre ne restait que trop fidèle à son adage favori et caractéristique : « Applique la mesure dix fois avant de couper une seule. » Il prit sur lui de se porter formellement garant, à Paris, des résolutions de la Russie. Effectivement il eut plus tard la satisfaction d'apprendre, de la meilleure source[1], qu'il avait eu bien raison de ne pas croire à la guerre, malgré toutes les apparences contraires. Avec cette conviction et après que les négociations avec la Porte eurent échoué, Metternich avait fait semblant de repousser la seule pensée que la Russie pourrait être tentée de s'avancer avec des mesures qui la sépareraient de l'Alliance. Il crut donc pouvoir attendre tranquillement ce que ferait la réflexion et ce qu'amènerait la marche des événements. Le rôle sans influence aucune que, pendant tout ce temps, l'Angleterre, le seul adversaire qu'il redoutât, avait joué à Constantinople comme à Saint-Pétersbourg, acheva de l'endormir dans la sécurité la plus complète et de lui inspirer la conscience vaniteuse de la supériorité de son art diplomatique.

Canning. Mais, par une fatalité maligne qui poursuivait le prince

[1] D'après ce que disait le grand-duc Constantin au comte de Bombelles.

grand-chancelier pendant tout le cours de ces affaires grecques, il arrivait toujours que, lorsqu'il croyait pouvoir se reposer sur une épaisse couche de lauriers, lorsque le sentiment de sa propre valeur le berçait des plus douces illusions et qu'il pensait s'étendre avec le plus de sécurité sur le lit de repos le plus moelleux, il lui était réservé de tomber sur des épines d'où il devait se relever en sursaut avec le dépit le plus profond en voyant ses illusions se dissiper. — Il était bien vrai que, depuis le départ de Strangford, l'influence de l'Angleterre avait complétement baissé à Constantinople. Le résident anglais, Turner, qui y était resté à sa place, homme très-honorable et d'un grand savoir, connu par un livre sur la Turquie, dans lequel l'auteur avait tout représenté sous les couleurs les plus noires, était toujours d'une si mauvaise santé que l'ambassade anglaise était, comme on le disait en plaisantant, sous tous les rapports, en souffrance. Déjà, au commencement de son installation, on avait refusé de lui accorder une audience pour la remise de ses lettres de créance, tant que Strangford ne serait pas formellement rappelé. A ses plaintes impertinentes la Porte répondait toujours vertement; et lorsque celle-ci fut informée de la nomination de Stratford Canning, dont on avait appris à connaître l'énergie déjà auparavant, pendant qu'il avait été chargé d'affaires à Constantinople, elle s'attachait de plus en plus à traiter sans égards cette nouvelle Angleterre qui devenait de jour en jour plus visiblement l'alliée des rebelles. Lorsque peu à peu on pénétrait les véritables rapports entre Hamilton et les Grecs; lorsqu'on entendit parler de l'asile organisé, dans l'île de Kalamos, pour les réfugiés, et qu'on apprit que lord Cochrane avait été engagé au service de la Grèce, les ministres de la Porte s'étaient même demandé s'il ne fallait pas user de représailles. En tout cas, ils ne ménagèrent pas les paroles pour reprocher de

la manière la plus amère ce changement de rôle à l'Angleterre qui avait, disaient-ils, renié au commencement toute velléité d'intervention, et avait gagné toutes les puissances à ce principe si juste, pour changer ensuite tout à coup de système, sous le prétexte indigne d'avoir à sauvegarder une prétendue liberté du peuple, liberté qui, poussée à un tel degré, rendrait illusoires les traités les plus sacrés. L'Angleterre avait joué aussi, pendant les conférences à Saint-Pétersbourg, un rôle semblable d'abaissement apparent : Stratford-Canning y était allé avec la mission de vider avant tout une affaire relativement à un règlement de frontières dans l'Amérique du Nord[1]. On se hâta de terminer ces négociations. La position de Stratford devint ensuite très-difficile, parce qu'il ne devait pas assister aux conférences; il n'avait plus de motif pour rester, et l'Autriche aurait bien désiré le mettre poliment à la porte. Toute la causticité, tout l'orgueil et toute la froideur qui distinguaient cet homme plein d'esprit, dont une des qualités éminentes était, dit-on, de se procurer des informations et des éclaircissements par les artifices d'une dialectique habile, ne pouvaient lui être d'aucun service dans cette situation fausse. Les notes que Canning adressait à Stratford et dans lesquelles il se répandait en éloges sur les propositions présentées par la Russie à la conférence; les

[1] Pendant que l'autorité de l'empereur Alexandre était à son apogée, un ukase, en date du 4 septembre 1821, avait, avec l'impudence particulière à la puissance russe, défendu aux bâtiments de toutes les nations de naviguer sur les côtes nord-ouest de l'Amérique, depuis le détroit de Behring jusqu'au 51° de lat. N., par la raison que « tous ces pays appartenaient à la Russie. » Les États-Unis et l'Angleterre avaient protesté; les négociations entamées à ce sujet avaient conduit à la conclusion d'un traité avec l'Amérique, en date du 1er avril 1824; en février 1825, la Russie conclut avec l'Angleterre un autre traité, qui reculait les frontières russes dans l'Amérique du Nord jusqu'au 54° 40′ de lat. N.

dires de Stratford, qui déclarait que l'Angleterre était d'accord avec les alliés, quant à leurs projets, et qu'elle n'en différait que relativement à la forme qu'il fallait leur donner et aux moyens qu'on devait employer : tout cela indiquait, du côté de l'Angleterre, le désir manifeste de se rapprocher un peu de la Russie. Du côté de cette dernière puissance, les fréquentes conférences entre Nesselrode et Stratford à l'époque même où il était de mise de montrer, dans les conférences, de la froideur à l'Angleterre, et en dernier lieu une réponse conciliante et bienveillante que le cabinet russe fit à la note si susceptible de Canning en date du 25 février[1], étaient des démarches si ouvertes en faveur d'un rapprochement entre la Russie et l'Angleterre, que Laferronays supposait déjà à cette époque, que le czar essayerait de s'entendre avec l'Angleterre seule au sujet des affaires d'Orient. Mais dans toutes ces démarches peu sincères que faisaient ces puissances pour se rapprocher l'une de l'autre, le dessein secret de l'Angleterre de détacher d'abord seulement la Russie de l'Autriche, et le désir caché de la Russie de rendre l'Autriche mieux disposée pour elle, l'emportaient tellement sur toutes les autres considérations que les deux cabinets ne pouvaient pas espérer obtenir de résultat favorable, et qu'au contraire ils aidaient à consolider encore la position et l'influence de l'Autriche. Metternich se confirma dans sa conviction qu'en ébranlant le gouvernement de Canning, il avait isolé l'Angleterre, de même qu'en déjouant l'œuvre de la pacification à Constantinople il avait forcé aussi l'empereur de Russie à se mettre tout seul dans son coin pour bouder. Or ce fut à ce moment qu'eut lieu l'incident qui devait bientôt mettre sens dessus dessous toutes ces relations apparentes dans le monde di-

[1] Nesselrode au prince Lieven. Saint-Pétersbourg, le 6 avril 1825. MS.

plomatique. L'acte par lequel les Grecs demandèrent le protectorat anglais arriva à Londres. Si l'année précédente la protestation des Grecs contre le mémorandum russe avait été aux yeux de Canning un acte déjà très-méritoire, la proposition qu'on venait de lui faire devait avoir pour lui infiniment plus de poids, bien qu'il ne soit guère probable qu'au premier moment cet homme d'État ait entièrement compris toute l'importance de ce papier. S'il y avait été lui-même pour quelque chose, s'il avait provoqué ce document qui venait de Corfou, il ne pouvait pas avoir eu d'autre but que d'écarter les intrigues orléanistes et d'empêcher la Russie d'agir trop précipitamment. Mais en réalité ce document relatif au protectorat promettait de lui rapporter beaucoup plus que ces résultats-là, et il en aurait retiré bien plus de fruit si d'autres circonstances, qu'on ne pouvait pas du tout prévoir, n'étaient pas venues en neutraliser l'effet. Sur le terrain même de la lutte, en Orient, cet événement eut une très-grande influence : l'Angleterre regagna en Grèce la forte position qu'elle avait perdue pour quelque temps à Constantinople, et elle s'y trouva dans une situation modifiée qui était en harmonie avec le système de Canning. Les avantages que le cabinet anglais retirait de cette nouvelle consolidation de son influence allaient entraîner sur-le-champ l'humiliation de la diplomatie du continent, qui venait de montrer tout récemment tant de morgue présomptueuse dans ses rapports avec l'Angleterre.

Nous avons vu de quelles inquiétudes la présentation de l'acte du protectorat avait rempli les ambassadeurs à Londres. Metternich comprit bien que le sort de l'insurrection grecque et les rapports futurs entre l'Angleterre et les puissances continentales dépendraient des résolutions que prendrait Canning au sujet de la proposition que les Grecs venaient de lui faire. Cependant le prince avait à ce moment

une si haute idée de son autorité et de sa puissance, qu'il ne se laissa pas déconcerter par ce fâcheux événement; la patience dont jusqu'alors il avait fait preuve vis-à-vis de l'homme d'État anglais si hardi, semblait au contraire être sur le point de lui faire défaut; il se trouva tenté de parler à l'Angleterre sur un ton encore plus hautain et plus arrogant qu'à la Russie. Il songea à envoyer* un courrier ex- * Fin d'août.
traordinaire à Esterhazy, pour le charger de poser les questions catégoriques que voici : Quelle était l'intention de Canning au sujet des affaires qui, avec la coopération du lord haut-commissaire des îles Ioniennes, avaient commencé à se tramer entre Hamilton et les insurgés? Si Hamilton y avait été autorisé, et sinon, s'il serait puni de mort? Dans le cas contraire, le cabinet impérial se trouverait dans l'impossibilité de continuer à traiter avec le gouvernement anglais, qui ne savait pas maintenir ses subordonnés dans l'obéissance. Un courrier partit* effectivement * 8 septembre
avec une missive de ce genre; mais nous ne savons pas si les ordres dont il était porteur étaient réellement exprimés avec la même vaillance. Pendant ce temps, Canning avait refusé la proposition grecque, et il fit suivre cette démarche d'une proclamation, très-anodine il est vrai, qui était dirigée contre l'expédition de Cochrane. Esterhazy croyait que Metternich n'aurait pas trop lieu de se réjouir de ces faits, surtout parce qu'ils étaient accompagnés du départ de Stratford, qui se rendit à son poste, à Constantinople. Mais il se trompait : Metternich en fut très-content. Quelques éloges, que Canning fut assez malin pour lui prodiguer dans une conversation avec Esterhazy, éblouirent le grand-chancelier à un tel point qu'il crut que les mauvaises intentions de Canning étaient paralysées et même que son système avait été un peu modifié. Les réponses faites par le ministre anglias aux questions que lui adressa Esterhazy

« dissipèrent pour lui toutes les appréhensions de ce côté-là. » Metternich espérait même que le cabinet anglais ferai dès lors encore un pas plus loin, et qu'il mettrait ainsi fi aux calculs que la Porte établissait sur la division entre le puissances; il espérait qu'il coopérerait avec les alliés, afi de prendre des arrangements qui pussent contenter le deux parties belligérantes en Orient. Dans la plus vive impatience, il attendait que la victoire qu'il croyait avoi remportée fût complète, sans cependant deviner qu'il avai essuyé une défaite et qu'il était tombé dans un piége qu'i avait tendu lui-même. Sa politique astucieuse vis-à-vis d la Russie avait eu pour résultat de faire oublier de plus e plus au czar si irritable le peu d'amertume que lui avai inspirée l'Angleterre, tandis que l'aversion qu'Alexandr avait pour l'Autriche devenait de jour en jour plus profonde. Dans la première émotion que lui avait causée l'act par lequel les Grecs demandaient le protectorat anglais, e sans qu'on s'y fût attendu, Metternich avait fait propose au czar de faire auprès de la Porte de nouvelles démarche collectives en faveur de la pacification; mais l'empereu de Russie envoya de Taganrog l'ordre à Tatistchew d continuer de garder le silence absolu qui lui avait ét prescrit. Vis-à-vis de l'Angleterre, le cabinet russe avait au contraire, fait pendant ce temps de nouvelles démarche pour s'en rapprocher encore davantage. Déjà pendant l'été on avait pu remarquer de nouveaux symptômes d'un meilleure intelligence entre ces deux cabinets, et l'on re çut à Vienne les avertissements les plus précis de Paris d'où on lui fit remarquer avec beaucoup d'insistance le dangers qui menaceraient l'Alliance si l'empereur de Russie, par son entêtement et par son emportement, se laissait pousser dans les bras de l'Angleterre. Pendant longtemps, Canning avait montré vis-à-vis de ces tentatives d

rapprochement une réserve froide et indifférente, sans qu'elle fût cependant hostile. Il fallait deviner quels étaient ses véritables projets. On savait qu'il désirait éviter une rupture entre la Russie et la Turquie, mais on croyait deviner qu'il n'en avait pas une aussi grande peur que les puissances continentales et que, dans le cas où la rupture aurait lieu, il ne se mettrait nullement du côté de la Porte, comme l'Autriche avait toujours voulu le faire croire à la Russie pour l'effrayer. Mais depuis l'arrivée de ce vote de confiance donné par les Grecs, par lequel l'Angleterre se trouva tout à coup placée dans la position que jusqu'alors l'opinion publique avait attribuée à la Russie seule; depuis qu'elle était devenue la puissance à laquelle l'insurrection cherchait à s'attacher en grandissant, et sur laquelle le nouvel État essayait de s'appuyer, on comprit tout à coup le rôle mystérieux que jouait la Grande-Bretagne.

Les intérêts naturels que les puissances eurent alors à sauvegarder vis-à-vis de l'Angleterre devinrent absolument identiques à ceux qu'ils avaient eu à protéger jusqu'à ce moment vis-à-vis de la Russie : afin d'empêcher le cabinet britannique, si c'était possible, de faire des démarches extrêmes, il s'agissait pour elles d'essayer dès lors de s'attacher à cette puissance, en la caressant et en se prêtant à ses désirs, et de lui abandonner le premier rang dans les affaires d'Orient, rang que jusqu'alors on avait reconnu à la Russie seule le droit d'occuper. Mais Canning et l'Angleterre, qui n'avaient pas avec la Grèce ces rapports qui auraient pu provoquer son ambition et son égoïsme, comme on avait tant à le redouter dans les relations entre la Russie et les Grecs, trouvaient beaucoup moins de difficultés que le cabinet de Saint-Pétersbourg à éviter ces démarches extrêmes, à faire preuve de modération et à gagner la confiance des autres puissances. Canning savait donc

très-bien pour quelles raisons il avait à décliner la proposition des Grecs ; il eut seulement soin de le faire d'une telle manière que d'autres États ne pourraient pas profiter de ces avantages que l'Angleterre refusait d'accepter pour elle-même. Il avait à se garder d'indisposer la Russie et la France ; en évitant cet écueil, il n'avait pas besoin d'aller au-devant de ces deux puissances, il savait qu'elles devaient nécessairement venir à lui. Ce qui rendait cette force attractive de l'Angleterre beaucoup plus puissante encore, c'était la position modifiée dans laquelle le ministre anglais se trouvait placé vis-à-vis de sa cour, c'était la paix qu'il venait de faire alors avec son roi, paix par laquelle Canning était devenu personnellement une puissance. Encore pendant l'automne de cette même année, dans laquelle Metternich croyait avoir complétement miné l'influence de Canning, et dans laquelle le czar irrité avait rompu toute discussion ultérieure avec l'Angleterre, il arriva que Lieven
24 octobre. quitta* Brighton pour trouver Canning à Seaford, afin de lui présenter un nouveau mémorandum au sujet des affaires d'Orient, en lui témoignant, en même temps, une confiance telle que, depuis longtemps, aucune puissance continentale n'en avait montré à l'Angleterre, et en exprimant le désir « que Canning voulût bien prendre cette affaire en main, puisque l'Angleterre était la seule puissance qui pût la terminer d'une manière satisfaisante ! » Après cette première démarche, inspirée au czar exclusivement par sa colère contre la politique traîtresse de Metternich, Canning vit que le moment d'agir *approchait* ; d'après son opinion, ce moment ne serait *venu*[1] que lorsque « aussi l'Autriche et la France auraient remis entièrement entre les mains de l'Angleterre la mission de procéder d'abord contre la Russie

[1] Lettre adressée à Liverpool, le 25 octobre 1825.

et ensuite contre les deux parties belligérantes en Orient. » L'Autriche et la France ne firent pas attendre ces démarches. Bientôt Canning put écrire à lord Granville* avec une satisfaction entière : « qu'un membre après l'autre de l'auguste Sainte-Alliance venait lui déclarer que l'Angleterre seule pourrait les tirer de leurs difficultés. C'est ce qu'avait dit le comte Lieven, c'est ce qu'avait exprimé le prince Esterhazy, c'est ce que venait de lui dire, ce jour-là même, le prince Polignac dans des expressions encore moins équivoques que les deux autres ambassadeurs. » Metternich lui-même avoua alors tout découragé : « qu'il ne faudrait pas s'y tromper, qu'on n'aurait plus à chercher le dénoûment de la question grecque à Constantinople, ni à Saint-Pétersbourg, mais au contraire à Londres*; de même que le nerf vital de l'insurrection grecque ne pourrait être coupé qu'à Nauplie et dans les îles grecques dont les Turcs ne sauraient s'emparer, si les Anglais continuaient à prêter leur assistance aux Grecs. » Tout semblait alors au grand-chancelier dépendre de la question de savoir si Canning marcherait d'accord avec les alliés, ou s'il voulait les tromper. Canning ne voulait pas tromper les alliés; tout ce qu'il voulait, c'était de ne pas se laisser tromper par Metternich. « Il est clair, disait-il dans une lettre adressée à lord Liverpool*, qu'il n'y a pas de loyauté dans Metternich et que nous ne pourrons pas marcher de concert avec lui sans être certains d'être trahis par lui; ce n'est pas seulement son habitude d'agir ainsi; dans notre cas, il y trouverait aussi un sujet d'orgueil et de bonheur[1]. » De la même manière, Canning ne croyait ni à la loyauté, ni à la bonne foi de la France dont la politique était si vacillante ; il ne trouvait de droiture et de fermeté

* 8 novembre.

* Octobre.

[1] *Cf.* Stapleton, *Canning and his times*, p. 466.

dans aucune des puissances. C'est pourquoi il comptait essentiellement sur l'action isolée de l'Angleterre ; car, disait-il, une action commune serait un non-sens dans un cas où, entre les principes de l'Angleterre et ceux des puissances continentales, il y avait une aussi grande différence qu'entre leurs projets et leurs intérêts. Avec une confiance beaucoup trop exagérée, il croyait que l'Angleterre, en agissant même seule et sans les alliés, pourrait triompher à l'aide des mêmes démarches et des mêmes arguments avec lesquels les alliés avaient échoué sans l'Angleterre. A ce moment cependant, où le système ultra-conservateur avait été si complétement battu en brèche dans les conférences, Canning n'aurait pas éprouvé de scrupule à se servir, dans un but louable, des éléments de ce système qui auraient pu lui convenir. Il ne lui répugnait aucunement de marcher d'accord avec la Russie. Il se serait attendu à trouver auprès du czar si flexible le moins de difficultés et les plus grandes facilités pour l'accomplissement de ses desseins. Mais tout à coup tous les chiffres de ses calculs furent brouillés, lorsque la nouvelle inattendue de la mort d'Alexandre se répandit dans le monde.

Mort de l'empereur Alexandre. 13 septembre.

Alexandre avait conduit l'impératrice sa femme, qui était malade, à Taganrog, pour qu'elle y passât l'hiver. Dès les premiers moments, ce voyage avait rempli de sombres pressentiments le czar, ainsi que tous ceux qui partageaient sa manière de voir. Accessible à toutes les idées superstitieuses, il était encore beaucoup plus ouvert à toutes ces impressions depuis que, dans les derniers temps, de grands malheurs étaient venus l'accabler. En 1824, il avait été profondément ébranlé par une inondation de la Néva, dont les eaux furent refoulées par une tempête et causèrent un désastre comme on n'en avait pas vu depuis 1777, malheur qui, aux yeux du czar, devenait plus terrible en-

core par les interprétations que le peuple lui avait données ; dans la même année il avait perdu sa fille naturelle qu'il avait eue avec la princesse Naryschkin et qui mourut fiancée à un prince Scheremetew, à l'âge de dix-sept ans. A ces chagrins s'ajoutait encore une affection physique très-douloureuse dont souffrait le czar et qui l'abattait profondément. Quand, avec les dispositions que faisaient naître en lui ces événements, il jetait un regard en arrière sur les vingt-cinq ans de sa vie publique et de son règne, dont la première moitié avait commencé au milieu de si grands périls et de si grandes tempêtes et qui, à un certain moment, était arrivé à un point culminant où son autorité et la plénitude de sa puissance étaient dignes d'envie, il devait se sentir oppressé par des sentiments pénibles, toujours réveillés de nouveau en lui précisément par la marche accablante des affaires en Orient. En même temps, l'éclat éblouissant de ce règne avait été peu à peu terni et affaibli, et ses heureux succès à l'extérieur s'étaient évanouis en même temps que toutes les splendeurs qu'Alexandre avait jadis rêvées pour l'intérieur de son empire. Mais ce qui, plus que toutes ces considérations générales, le saisit et l'émut beaucoup plus douloureusement et bien plus personnellement, ce fut qu'il devait voir, encore de son vivant, se dresser devant lui en chair et en os ce fantôme de la Révolution qui, depuis si longtemps déjà, avait torturé son imagination. Encore avant son départ, il avait reçu des rapports sur l'existence d'une conspiration dans son armée, conspiration qui avait pour but un attentat immédiat contre sa personne et son trône; arrivé à Taganrog il apprit des détails encore plus inquiétants qui le forcèrent à sortir de sa longue indécision et de prendre des résolutions et des mesures contre les instigateurs. Au milieu de ces émotions, souffrant et malade de la fièvre bi-

lieuse, qui règne à l'ordinaire en automne dans ces contrées, il retourna d'une excursion en Crimée à Taganrog où, refusant avec un entêtement superstitieux les secours des médecins, il fut enlevé * par cette maladie avec une rapidité inattendue[1]. Les derniers moments de ce prince, si dévoué à la cause de la paix, furent troublés par les sombres appréhensions qu'une catastrophe sanglante, telle qu'elle avait accompagné son avénement, ne signalât aussi le moment où il allait quitter le trône pour descendre dans la tombe. Ce fut précisément ce qui allait arriver. La surprise extrême, causée par la nouvelle de sa mort, ne s'était pas encore calmée, lorsque le bruit de l'institution d'un interrègne mystérieux à Saint-Pétersbourg fit naître dans les esprits une émotion sinistre ; émotion qui, à son tour, fit place à une surprise plus grande encore, lorsqu'on commença à apprendre par la rumeur publique qu'une révolte militaire, dans la résidence impériale, avait fermé à Nicolas, le successeur de son frère, l'accès des marches du trône, en les teignant de sang. L'influence que cet intermède exerça sur l'attitude prise par le nouvel empereur dans les affaires d'Orient qui nous occupent, nous force à intercaler ici, comme un épisode, le récit de ces événements.

* 1er décembre.

L'INTERMÈDE DE LA RÉVOLTE MILITAIRE A SAINT-PÉTERSBOURG.

Sociétés secrètes et conspirations en Russie et en Pologne.

Nous avons raconté ailleurs[2] l'origine et le développement peu important des sociétés politiques en Russie et en

[1] *Les Derniers jours de l'empereur Alexandre*, par Œrtel. Saint-Pétersbourg, 1827. — Robert Lee : *The Last days of Alexander*. London, 1854.

[2] Dans le tome II de notre : *Geschichte des 19ten Jahrhunderts seit den Wiener Vertrægen* (*Histoire du XIXe siècle depuis les traités de Vienne*), p. 770 sq.

ılogne, où elles n'avaient que faiblement pris racine, squ'au moment où les puissances se préparaient à ouir le congrès de Vérone et où ces sociétés furent intertes par une défense formelle, après que l'association sse « pour le bien public » s'était déjà dissoute d'elleême en 1821. Cette sévérité déployée par le gouverneent russe eut pour conséquence immédiate de diminuer nombre des affiliés à ces sociétés, mais de rendre leurs ntiments plus hostiles et leurs desseins plus dangereux et transformer les beaux esprits manqués et les poëtereaux s anciennes sociétés inoffensives en conspirateurs et les formateurs en révolutionnaires. En Pologne, où cette fense avait été publiée déjà en 1821, Ouminski, dont le ntre d'action était à Posen, rétablit, dès cette époque, club franc-maçonnique de Loukasinski[1] qui avait lenteent dépéri ; il lui donna, sous le nom de « la Société paotique » (qu'on appelait aussi : les Faucheurs), un but litique plus précis. Des Polonais de Prusse et de Russie étaient déjà fait recevoir dans cette société pour coopér au même but, et en Volhynie, les deux frères Borissow aient même, déjà en 1823, fondé la société des « Slaves unis, » première tentative panslaviste faite pour jeter bases d'une alliance entre huit États slaves et qui, plus rd, servit d'intermédiaire pour former une conspiration tre Russes et Polonais. Une commission, nommée* pour 8 juillet 1822.
chercher les membres de ces associations sévèrement fendues, siégea à Varsovie sans interruption, pendant esque deux ans, et fit arrêter Loukasinski ; l'institution cette commission eut bien le même résultat, il est vrai, e les défenses publiées en même temps en Russie, elle timida et empêcha le développement de la Société pa-

[1] Cf. Gervinus, *Geschichte des 19ten Jahrhunderts* (*Histoire du Xe siècle*), t. II, p. 772.

triotique, mais elle ne put pas en faire cesser l'existence. Cette société reçut, au contraire, plus tard une autorité beaucoup plus grande, lorsque Stanislas Soltyk, âgé alors
* 1824. de soixante-quinze ans, se mit* à sa tête et qu'à côté de lui le jeune prince Antoine Iablonowski et le lieutenant-colonel Krzyzanowski agissaient au sein de cette société, dans le comité supérieur de laquelle on s'occupait alors de projets d'une révolution nationale à laquelle on n'avait nullement songé auparavant, tant que l'état constitutionnel, établi dans leur pays, laissait encore aux Polonais le moindre espoir d'un développement continu de leurs institutions.

Absolument la même chose arriva aussi pour les associations en Russie[1], où les membres nombreux, pour lesquels il ne s'était agi que de trouver dans les clubs un aliment fortement assaisonné pour leur esprit, reculaient devant la défense, tandis que ceux qui étaient plus hardis passaient outre. N'entendant plus parler qu'eux seuls, quand ils faisaient des discours dans leurs conciliabules dénués de toute forme et de jour en jour moins nombreux, ils s'habituaient, à force d'en parler et d'y penser, à former des projets révolutionnaires de plus en plus criminels. Quelques membres de la société du Bien-Public, qui se trouvaient au quartier général de la seconde armée, à

[1] Voici les sources dans lesquelles nous avons puisé nos renseignements pour le récit qui va suivre : *Rapport du comité d'enquête*, Paris, 1827, ainsi que l'excellente critique du vénérable Tourguenew : *La Russie et les Russes*. — La relation officielle de cette insurrection qui a paru dernièrement dans von Korff : *Die Thronbesteigung des Kaisers Nicolaus I*. Fr. 1857 (L'avénement de l'empereur Nicolas Ier), a trouvé un contradicteur dans Herzen, l'auteur d'un ouvrage écrit en langue russe : *Le 26 décembre 1825 et l'empereur Nicolas*, dont l'ouvrage intitulé : *La Conspiration russe de 1825*, Londres, 1858, n'est qu'un extrait.

Toultschine, n'avaient pas accepté la dissolution de leur société en 1821 ; et à Saint-Pétersbourg aussi, il y eut quelques novateurs qui songeaient à une transformation de leur société, mais sans que les uns ou les autres eussent donné à leurs réunions la forme d'associations. Il est vrai que les rapports officiels de la commission qui, plus tard, dans une fameuse enquête, dévoila l'histoire de ces associations, prétaient à ces nouveaux cercles, dès leur origine même, des formes précises, un développement considérable et une grande importance; et, ce qui est assez étrange, les descendants politiques de ces hommes accusés et poursuivis, les radicaux russes du jour, s'accordent sur ce point avec les dires de la commission. D'après ces deux sources, la société du Bien-Public aurait été de nouveau établie dans la capitale, déjà vers la fin de 1822, par Nikitas Mouraview, capitaine d'état-major dans la garde et parent éloigné des anciens membres Alex. et Mich. Mouraview[1], ainsi que par le jeune prince Obolenski, par Tourguenew et autres; tandis que dans le midi de l'empire, dans la seconde armée, commandée par le comte de Wittgenstein-Berlebourg, et dans la première armée, celle de l'ouest, commandée par le comte de Sacken, la même société se serait réorganisée sous la direction de Paul Pestel, de Youschnewski, de Sergej Mouraview, de Bestouschew-Roumine et autres, et qu'elle se serait rapidement développée dans différentes branches. Mais le témoignage du coaccusé Tourguenew, qui devait être cependant le mieux renseigné, donne un démenti à cette assertion relative à l'existence d'une association à Saint-Pétersbourg, et surtout à l'égard d'une société à Toultschine, au sujet de laquelle Pestel lui avoua lui-même* qu'elle était limitée * Commencem de 1824.

[1] Cf. Gervinus, *Geschichte des 19ten Jahrhunderts* (*Histoire du XIXe siècle*), t. II, p. 771.

au nombre de cinq ou six personnes. Ces quelques gens hardis à tout oser couvaient alors effectivement des desseins dangereux, mais qui, pour la plupart, provenaient du penchant qu'ont naturellement les jeunes gens à faire les importants avec des projets téméraires et audacieux, et qui restaient longtemps à l'état de simple conception théorique. D'après les accusations officielles, ces membres de la société de Toultschine auraient délibéré d'abord à
* 1823. Kiew * sur une modification de la constitution de l'empire et sur l'anéantissement de la maison régnante; ils auraient conçu ensuite, dans la même année, le projet d'enlever l'empereur, dans les environs de Minsk, à l'occasion d'une
* Avril 1824. revue de la neuvième division. Plus tard encore *, ils auraient eu le dessein d'assassiner le czar, quand il passerait en revue le troisième corps d'armée. Mais, encore vers la fin de l'année 1824, des trois frères Mouraview-Apostol, bien que profondément initiés à tous ces secrets, l'un (Mathias) ne voyait dans tous ces projets que les inspirations de la folie la plus aveugle avec laquelle les conjurés se trompaient eux-mêmes et les autres, non-seulement sur le nombre des membres de cette conspiration, qui était limitée à quelques jeunes enseignes, mais encore sur les sympathies que trouvaient leurs desseins dans la nation et dans l'armée qui, en vérité, étaient étrangères à toute innovation et nullement disposées à y prendre part. En effet, les conspirateurs s'agitaient toujours et sans cesse dans le même cercle restreint d'esprits étroits, parmi lesquels on rencontrait constamment la réflexion des mêmes sentiments et de la même manière de penser. Bestouschew-Roumine apprit que la société patriotique des Polonais avait un comité à Kiew, sous la présidence de Grodecki, et aussitôt il concerta, pendant la foire de
* Janvier 1824. Kiew *, avec Krzyzanowski, une réunion, qui fut suivie

de plusieurs autres, dans lesquelles on ne fit pas non plus autre chose que de parler, dans des discours vaniteux et insolents, du meurtre des princes, de soulèvement, de république polonaise et du partage des territoires russo-polonais.

A la même époque*, Pestel vint à Saint-Pétersbourg, avec la mission de réunir les sociétés du Midi et du Nord qui, en réalité, n'existaient ni dans l'une ni dans l'autre partie de l'empire. Il ne trouva que parmi les débris des anciennes associations quelques hommes exaltés, tels que les Mouraview et les Bestouschew, le prince Troubetzkoï, le colonel Poggio, dit Mitkow, le prince V. Galitzyn et Conrad Ryleyew, qui était comme l'âme de ce cercle; mais de tous ces hommes-là chacun suivait ses propres inspirations, et ils se brouillèrent, même avec Pestel, au lieu de se mettre d'accord avec lui. Cet homme, colonel du régiment Vyatka, à Toultschine, était le fils de Pestel, gouverneur général de Sibérie, qui, accusé en 1822 de malversations, avait perdu sa place et vivait depuis lors dans une condition voisine de l'indigence. Suivant le jugement de ceux qui l'ont condamné et de ceux qui l'ont admiré, le fils était de beaucoup le plus hardi parmi tous ceux qui trempaient dans les mêmes conspirations. Résolu de détruire la famille impériale, il était socialiste, et voulait, par une loi agraire, faire des paysans des propriétaires; il était un Washington, suivant sa profession de foi républicaine qu'il adoucit, il est vrai, pour plaire à ceux de ses amis qui ne partageaient pas ses opinions, en lui donnant, dans son code constitutif pour la Russie, des formes constitutionnelles; mais il était un Napoléon aux yeux des conspirateurs de Saint-Pétersbourg qui le redoutaient, qui, en le voyant se mettre en avant pour s'emparer de la direction des associations, étaient jaloux de l'influence qu'il

* Commencement de 1824.

exerçait dans le midi de la Russie, et qui craignaient ses projets, dans lesquels il allait fort loin. On n'arriva donc pas à un accord; cependant cette impulsion ainsi donnée fit renaître dans la capitale le simulacre d'une société, composée environ de vingt ou trente membres, après que Ryleyew, homme d'un grand zèle, se fut mis* à sa tête, et que, conjointement avec son ami Alexandre Bestouschew, il essaya de gagner des partisans, moins pour former une association que pour les associer à leurs opinions politiques. Ces dernières ne trouvèrent nulle part plus d'adhérents que parmi les jeunes officiers de la marine de la garde, qui étaient travaillés par Arbousow, sans cependant appartenir à la société dont le recrutement se faisait surtout parmi les hommes qui se sentaient froissés ou auxquels le gouvernement avait fait du tort dans leur avancement, tels que le lieutenant-colonel Batenkow, le baron Steinheil, Sergej Volkonsky et autres. De ce nombre étaient aussi le prince Obolenski, d'une famille illustre, mais pauvre, et qui avait une haine personnelle contre l'empereur, ainsi que le capitaine de dragons Yakoubowitch, qui, en 1817, à cause d'un duel, avait dû quitter la garde pour rentrer dans un régiment de ligne, et qui, dès lors, plein de vengeance, faisait le fier-à-bras, en disant qu'il voulait assassiner l'empereur, sans cependant trouver la moindre approbation dans son entourage et sans y songer sérieusement. Pestel lui-même, qui était pourtant de tous les hommes audacieux le plus téméraire, s'éleva avec beaucoup de force contre un projet qui consistait à enlever le chef du corps d'armée à Toultschine, en 1825, parce qu'il prévoyait qu'on ne pourrait rien entreprendre de décisif. Cependant tous ces esprits remuants du Midi étaient dans un état continuel d'agitation sourde et profonde, et formaient toujours de nou-

* Fin de 1824.

veaux desseins, qui ne trouvaient un aliment nouveau que dans le bonheur de plus en plus grand avec lequel ces hommes admiraient leur propre témérité. Dans tout autre pays, les grands événements politiques et les conjonctures générales auraient donné une puissante impulsion à des menées et à des tendances semblables. Les idées qui, pendant la guerre avec la France, avaient pénétré en Russie, auraient, en continuant à y fermenter, pu faire que les mouvements militaires en Espagne et en Italie exerçassent une grande influence sur les officiers russes et stimulassent leur émulation. Dans la question d'Orient, qui ne touchait aucun peuple de si près que la nation russe, l'attitude prise par l'Angleterre vis-à-vis de la Grèce et l'explosion des sympathies philhelléniques à Paris, comparées au rôle languissant et terne qu'y jouait la Russie, auraient pu exciter dans ces jeunes gens, enthousiasmés pour les innovations, l'ambition militaire, religieuse et nationale; elles auraient dû l'exciter en eux, s'ils avaient été capables de concevoir une grande pensée, et elles l'auraient indubitablement fait naître en eux, s'ils avaient été résolus à agir d'une manière énergique et efficace. En effet, le prétexte qu'offrait la cause grecque aurait été la seule chose qui eût donné à leurs entreprises un appui et un soutien dans le peuple russe. Mais les sympathies pour cette cause-là étaient dans des cercles de l'armée russe tout différents, et précisément cette circonstance, que l'on ne découvre nulle part parmi les conspirateurs ces motifs d'action, prouve que leurs projets peu cohérents provenaient entièrement des quelques rares idées fixes de leurs propres cercles si restreints. Ce fut ainsi qu'en 1825 on reprit de nouveau les négociations stériles avec les Polonais. Le prince Iablonowski et Pestel eurent une entrevue à Kiew, dans la maison du géné-

ral prince Sergej Volkonski, qui vénérait Pestel comme un oracle; le colonel Schweïkowski, du régiment *Saratow*, était destiné à rester en communication avec la *Société patriotique*, à Varsovie; Bestouschew-Roumine se mit, pendant l'été, en communication avec les *Slaves réunis*. Grâce à ces relations qu'on venait de renouer, les conjurés montraient dans leurs menées une assurance de plus en plus grande; la confiance que leur inspiraient leur influence sur l'armée, leurs ramifications et leur position dans ses rangs augmentait de jour en jour. Pestel était l'aide-de-camp du commandant en chef, comte de Wittgenstein, dont il avait la confiance; son ami Iouschnewski était intendant général; deux généraux en activité : Volkonski et van Viesen; six colonels : Artamon Mouraview, Naryschkin, Schweïkowski, Abramow, Tiesenhausen et Vranitzkoï, ainsi que les lieutenants-colonels Sergej et Mathias Mouraview, étaient parmi les initiés. De cette manière, on possédait les secrets de l'état-major et de l'intendance. Au moment où le régiment de Pestel était de service, on pouvait facilement arrêter le commandant en chef et donner ainsi le signal de la révolte. On avait fini par parler si haut et si imprudemment de tous ces projets, qu'on avait à craindre de plus grands dangers des paroles des conjurés que de leurs actions. Pestel commençait à craindre la trahison, lorsque celle-ci était déjà à l'œuvre. On retira le commandement de son régiment au colonel Schweïkowski, sur le compte duquel l'autorité avait conçu des soupçons. Ce fut là le premier indice qui montra que le gouvernement était sur les traces de la conspiration. De nouveaux projets surgirent alors; on voulut soulever le corps d'armée et envoyer à Taganrog des émissaires pour assassiner l'empereur, mission pour laquelle s'offrit le colonel de hussards Artamon Mouraview, le beau-frère

du comte Kankrine. A ce moment, la nouvelle de la mort de l'empereur vint traverser tous ces plans confus; le désaccord tout à fait étrange qui régnait dans la famille impériale au sujet de la succession au trône, ainsi que l'interrègne qui dura plusieurs semaines, et qui en fut la conséquence, modifièrent la position et les pensées des conjurés, et leur inspirèrent la résolution de profiter de ces troubles et de frapper le premier coup à Saint-Pétersbourg.

L'interrègne.

Dans tous les quatre fils de l'empereur Paul, mort assassiné, le souvenir de la fin horrible de leur père semblait avoir étouffé tout désir excessif d'arriver au trône et au pouvoir. Déjà pendant sa jeunesse et durant ses heures de sombre mélancolie, l'empereur Alexandre avait été occupé par des pensées d'abdication qui dans les derniers temps lui étaient revenues à l'esprit. Dans l'âme de son successeur légitime, le grand-duc Constantin, l'aversion pour le trône était encore beaucoup plus forte et plus prononcée. Masson avait reconnu dans ce prince, déjà pendant sa jeunesse, l'image de Paul, son père, son humeur irascible, ses duretés et ses bizarreries, mais sans trouver en lui les connaissances ni l'esprit du père; c'était un mélange de qualités contradictoires dont la nature l'avait doué d'une manière étrange. Quand, vis à-vis de ses recrues, il faisait le bouffon, à la façon d'un Souvarow. personne ne lui aurait supposé la passion pour le système à la fois barbare et puéril de la discipline militaire rigide et exagérée dans les plus petits détails; système qui faisait son bonheur. Quand on colportait ses mots spirituels et pleins de bon sens, personne ne pouvait deviner les petitesses et les absences d'esprit qu'il trahissait à d'autres instants; ceux qui le voyaient dans ses moments de faiblesse pour les femmes n'auraient pas su se figurer que ce

même homme fût capable de la cruauté la plus froide et qu'il pût succomber aux accès furieux d'un emportement aveugle. Avec ces singularités de son caractère, on pouvait craindre, dans sa famille, la répétition de la catastrophe de 1801, pour le cas où le grand-duc monterait sur le trône, et lui-même ne semblait pas être exempt de la crainte d'un sort pareil. Il disait, chez la reine douairière de Saxe, qu'il avait le cou trop chatouilleux pour vouloir devenir empereur de Russie. Wangenheim aussi lui avait entendu dire, un jour, qu'il redoutait la corde. De cette manière, la disposition qu'il montrait lui-même à renoncer au trône, et qu'il avait exprimée à l'empereur déjà dès 1819, allait au-devant des désirs de sa famille. On prit pour prétexte son union morganatique avec la comtesse Jeanne Groudzinska (princesse de Lovitz). De même qu'Alexandre, Constantin avait été marié trop tôt (1796) par sa grand'-mère; il en résulta d'autres inclinations qui produisirent la séparation entre lui et sa femme, la grande-duchesse Anna Feodorowna, princesse de Saxe-Cobourg, puis le divorce* formellement prononcé, et enfin* son mariage avec la comtesse polonaise. Longtemps après, le grand-duc déclara, dans une lettre adressée à l'empereur*, sa résolution irrévocable de renoncer en faveur de celui qui devrait lui succéder. Cette lettre fut communiquée à l'archevêque de Moscou, Philarète, par le ministre des cultes, Galitzyn, qui le chargea en même temps d'élaborer un manifeste pour nommer le grand-duc Nicolas successeur au trône, acte politique qui donna aussitôt force de loi à la renonciation de Constantin. Ce document, qui devait être ouvert et publié par l'archevêque, après la mort de l'empereur, fut déposé dans la cathédrale de Moscou et, en copies scellées, au synode, au conseil d'État et au sénat. On observa un secret si profond sur toute cette transaction, que ni le gou-

* 24 mai 1820

26 janvier 1822

de Moscou, ni Constantin lui-même, ni le prince
ı succéder au trône, n'en furent instruits. Ce der-
rait été qu'accidentellement informé par sa mère de
re de famille écrite par son frère et illégale à cause
ontenu même. Une superstition aveugle et inspirée
fatalisme avait influencé Alexandre lorsqu'il agis-
ı cette affaire avec ce mystère aussi insensé que
Encore au moment du départ de l'empereur pour
g, Galitzyn lui fit remarquer combien cette clan-
était inopportune et dangereuse; mais Alexandre
u'on s'en remît pour cette affaire à la direction de
rsque ensuite la mort surprit le czar à Taganrog,
ȝ de sa suite n'avait le moindre soupçon de la re-
ɔn de Constantin. Mais aussitôt que le grand-duc
décès de son frère, il confirma immédiatement son
ent dans des lettres qu'il adressa* à son frère Nico- 8 décemb. 1825
ɜa mère, et que le grand-duc Michaël alla porter à
tersbourg. Nicolas, de son côté, immédiatement
oir reçu* la nouvelle du décès d'Alexandre, y avait 9 décembre.
'ment de fidélité à l'empereur Constantin, dans la
du palais. Galitzyn, le seul possesseur du secret
'étersbourg, accourut aussitôt; il était hors de lui
apprit cet acte inspiré par une délicatesse con-
ıse trop empressée, acte que le grand-duc excusa
gnorance de la renonciation formelle faite par son
alitzyn se rendit au conseil d'État, afin de faire
papier qui y avait été déposé; mais les membres
ırps d'État, qui, disait-on, « n'était autre chose
hancellerie de l'empereur, » ne voulurent pas
la responsabilité d'un grand acte politique, sur-
ıs que Nicolas lui-même eut déclaré qu'il renon-
droits que lui conférait ce document, qu'il ne
as être autre chose que la lettre adressée par son

frère à sa famille. La copie qui avait été déposée au sénat y fut laissée également par le ministre de la justice, sans qu'elle fût décachetée; en même temps, on défendit à l'archevêque d'ouvrir celle qui avait été remise au synode. Sur les demandes réitérées du grand-duc, les membres du conseil d'État eux-mêmes prêtèrent entre ses mains le serment de fidélité à l'empereur Constantin. En effet, même après avoir reçu, par le conseil d'État, communication de l'acte solennel et formel de la renonciation de son frère, Nicolas continuait à suivre la voie dans laquelle il était entré, en engageant aussi tous les autres dignitaires à prêter ce serment. L'archevêque, à Moscou, n'osa pas non plus faire son devoir; il attendait avec inquiétude les événements qui s'accompliraient à Saint-Pétersbourg. Lorsqu'il reçut*, de la capitale, seulement l'ordre verbal de prêter serment de fidélité à l'empereur Constantin, sans ouvrir le document qui lui avait été confié, il obéit sans faire la moindre objection. Pendant ce temps, Nicolas était à Saint-Pétersbourg, à la tête d'un véritable gouvernement d'interrègne; il était obligé d'ouvrir tous les papiers adressés « à l'empereur » qui y arrivaient, car on ne reçut aucune nouvelle de Varsovie. Bientôt cependant le grand-duc Michaël arriva avec les lettres qui confirmaient le désistement de Constantin. Mais ce n'étaient pas là des documents officiels, et ces lettres avaient été, en outre, écrites avant que Constantin eût eu connaissance de la cérémonie de la prestation du serment de fidélité qui avait eu lieu à Saint-Pétersbourg. A ce moment encore, le grand-duc Nicolas était retenu par ses scrupules de conscience, ou par la crainte, dans les limites que jusqu'alors il n'avait pas voulu franchir. Il répondit, par le courrier de cabinet Byelousow, qu'il se soumettrait à la volonté de son frère s'il la lui déclarait encore une fois formellement. On renvoya aussi

* 11 décembre.

le grand-duc Michaël à Varsovie pour engager Constantin à venir en personne dans la capitale. Michaël se croisa en route avec un messager de Constantin apportant la réponse* du grand-duc à la notification de la prestation du serment de fidélité, réponse qui confirmait l'acte de renonciation. Mais encore à ce moment on résolut d'attendre le retour de Byelousow. Les papiers apportés enfin par ce dernier* firent cesser tout doute. Le nouvel empereur fit alors élaborer par Speranski un manifeste qui devait être publié le 26 décembre et accompagné de la prestation de serment. Mais le jour même de l'arrivée de Byelousow on avait reçu, avant son message, d'autres nouvelles qui projetaient des ombres noires sur les marches du trône sur lequel l'empereur allait monter.

* Du 14 décembre

* 24 décembre.

Révolte militaire à Saint-Pétersbourg.

Un paquet adressé par le baron Diebitsch à l'empereur, et portant l'inscription : « Pour l'empereur en personne. Très-urgent! » était arrivé ce jour-là de Taganrog. Il contenait les révélations qui avaient assombri les derniers jours d'Alexandre. Dans ces communications on avait indiqué Toultschine comme le siége principal de la conspiration; on avait désigné comme suspect le régiment des chevaliers-gardes dans la capitale, et nommé quelques conjurés de Saint-Pétersbourg qui, disait-on dans ces dépêches, étaient absents à ce moment-là, afin de tenir une réunion avec leurs amis politiques. On trouva ces indications vraies, ce qui semblait être une garantie aussi pour l'exactitude des autres renseignements. Cependant on manquait d'autres points d'appui plus précis, et on donna au gouverneur, comte Miloradowitch, l'ordre de faire d'autres investigations. C'était un soldat de mérite, mais autrement un brave homme sans malice, qui avait même laissé s'établir des relations intimes entre lui et l'un des conjurés, le capitaine Iakoubowitsch, qui avait gagné

toute sa confiance; pendant tous les derniers temps, le gouverneur avait été dans la plus grande sécurité, bien que les mécontents se fussent mis en mouvement déjà depuis le 9 décembre. Un certain nombre de ces enthousiastes semblaient avoir espéré que le conseil d'État prendrait l'initiative et imposerait une constitution au nouvel empereur. Ce jour-là même, Obolenski fit sonder le cornette Alexandre Mouraview, au sujet d'un soulèvement; mais celui-ci en repoussa la pensée comme une folie. Déjà à ce moment, on avait informé le gouverneur de réunions suspectes. « Ce sont des folies, avait-il dit; laissez donc ces jeunes gens se lire tranquillement leurs mauvais vers! » Lorsque ensuite le grand-duc Michaël fut arrivé, le 18, on remarqua avec surprise qu'il ne prêtait pas le serment de fidélité à Constantin, et aussitôt le bruit se répandit rapidement que le grand-duc avait renoncé au trône. Immédiatement, quelques-uns de ces jeunes gens étourdis et pétulants conçurent le projet de profiter du jour où l'on prêterait le second serment de fidélité pour soulever les troupes, sous le prétexte que Constantin n'avait pas, en réalité, renoncé au trône. Depuis le 20, les conjurés s'étaient concertés ensemble; le 24, dix-sept des conspirateurs les plus désespérés, parmi lesquels les frères Bestouschew et le lieutenant Kachowski, se réunirent chez Ryleyew, afin de délibérer sur les moyens et la manière d'exécuter leur projet. Pour mettre un nom considérable à la tête de leur entreprise, ils choisirent pour chef le prince Troubetskoï, issu d'une maison qui, dans les années 1612-13, avait concouru pour le trône avec les Romanow, lors de l'élection décisive d'un czar. Tout cela restait caché aux investigations infructueuses de Miloradowitch; mais le jour même* de l'arrivée des dépêches de Diebitsch, Jacques Rostowzow, aide de camp du général Bystrœm infanterie de la garde) et tout jeune homme de vingt ans

* 24 décembre.

seulement, dénonça l'explosion imminente de la révolte, mais sans donner de détails plus précis. De cette manière on apprit qu'il y avait encore d'autres séditieux que ceux qui avaient été nommés par Diebitsch, et que le changement de règne allait être pris par eux pour prétexte et pour motif de la révolte. L'empereur était ébranlé jusqu'au fond de l'âme. Il écrivit ce jour-là même à Volkonsky qu'il se tenait encore sur ses pieds, mais qu'il ne savait pas ce qui adviendrait plus tard. « Me voilà déjà maintenant presque diaphane; que Dieu veuille ne pas m'abandonner, ni moralement ni physiquement! » Cependant la délation de Rostowzow l'avait mis en état de prendre ses mesures. Le jour* où les troupes devaient prêter serment, l'empereur, assailli de sombres pressentiments, lut de grand matin son manifeste aux commandants réunis des divisions, des brigades et des régiments des gardes du corps; il les rendit responsables de la tranquillité dans la capitale, et leur enjoignit de prêter leur serment à l'état-major, de se rendre ensuite auprès de leurs subordonnés, de leur faire prêter serment à leur tour, et de faire ensuite un rapport sur ce qui aurait été fait. L'empereur reçut successivement d'abord les rapports sur la prestation du serment de fidélité, qui venait d'avoir lieu dans la garde à cheval, dans le régiment des chevaliers-gardes, dans les régiments Preobraschensky, Semenow et Paulow, dans les chasseurs de Finlande et dans le bataillon des sapeurs de la garde. Dans l'artillerie à cheval de la garde on avait entendu des voix qui s'y étaient refusées; on y envoya aussitôt, pour rétablir l'ordre, le grand-duc Michaël, qui venait d'arriver fort à propos à Saint-Pétersbourg. Mais immédiatement après qu'on eut reçu cette nouvelle, il en vint une autre plus effrayante qui annonça que le régiment Moscou arrivait en pleine ré-

* 26 décembre

volte sur la place du Sénat. Les frères Bestouschew, dont l'un, Alexandre, se donnait pour un délégué de Varsovie, et qui prétendait avoir reçu l'ordre de ne pas permettre la prestation du serment, avaient excité les soldats à la résistance; les majors généraux Friedrichs et Schenschine avaient été blessés par un des officiers révoltés; ensuite les mutins avaient entraîné avec eux la plus grande partie du régiment sur la place, leur rendez-vous, où ils furent bientôt rejoints aussi par le bataillon de la marine de la garde, qui venait de refuser le serment. Les rebelles se placèrent là autour du monument de Pierre le Grand, en mettant en avant une compagnie de tirailleurs, qui ne laissa passer personne. L'empereur ordonna de faire venir le premier bataillon du régiment Preobraschenski, dont la caserne était la plus rapprochée du palais d'Hiver; il se rendit lui-même devant le palais où, jusqu'à l'arrivée du bataillon, il occupa la foule curieuse en lui lisant son manifeste. Pleins de dévouement, ceux qui étaient assemblés là se prosternèrent devant le czar qui, en disant : Ceci est pour vous tous, mes enfants! « embrassa ses voisins, pressés, pour ainsi dire, contre sa poitrine; pendant un certain temps on n'entendit, dans le silence absolu, que le bruit des baisers[1]. »

Le bataillon Preobraschenski, en arrivant devant le palais, offrait dans son attitude « l'image granitique du sentiment du devoir. » L'empereur le fit ranger près du coin du bâtiment de l'état-major qui était à ce moment en voie de construction; il indiqua d'autres positions convenables à six compagnies de deux autres régiments, tandis que lui-même les suivit avec une compagnie de fusiliers dans la direction de la place du Sénat, après avoir expédié le

[1] Telles sont les paroles du rapport de von Korff.

général Alexis Orlow, avec l'ordre d'amener la garde à cheval. Elle parut au moment où l'empereur, en s'avançant, était arrivé au bout de la place de l'Amirauté, et elle reçut l'ordre de prendre, sur la place du Sénat, une position qui ne laissât entre elle et le monument de Pierre le Grand qu'une distance de cinquante pas. Les rebelles, masse confuse de soldats, de gens du civil et d'hommes du peuple ivres, criards, affamés et gelés, étaient placés de manière à tourner le dos au palais du Sénat. C'était un pêle-mêle sans discipline, sans ordre et sans aucune force qui le fît mouvoir ou qui le dirigeât. Les instigateurs n'avaient trouvé aucune difficulté à provoquer une émeute en mettant en avant le nom de Constantin, de même que jadis il n'avait pas été difficile de faire naître dans cette nation, qui veut à tout prix avoir un maître, des soulèvements à l'aide du faux Dimitri et du faux Pierre III. Lorsque les soldats, entendant les hourras qu'on poussait en l'honneur de la constitution, demandèrent si c'était la femme de Constantin, les chefs trouvèrent commode d'entretenir en eux cette nouvelle illusion. Mais ils manquèrent absolument d'un chef suprême qui eût pu remplacer la personne du grand-duc absent. Le prince Troubetzkoï, qui avait été nommé le chef et qui, par son nom, aurait peut-être imposé à la multitude, ne se rendit pas sur la place; les autres meneurs avaient bien la résolution sauvage de souiller l'émeute par des crimes; le lieutenant Kachowski était assez lâche pour assassiner le vieux Miloradowitch, envoyé pour rappeler les émeutiers à l'ordre, en lui envoyant une balle dans le dos; mais il ne se trouva personne qui eût assez de courage, de pouvoir et de sang-froid pour prendre l'offensive et pour frapper un coup vigoureux ou décisif. S'il s'était montré un homme résolu qui, avec la confiance en lui-même, eût eu celle de la multitude, le sort de la dynastie n'aurait tenu

qu'à un fil; car dans l'autre camp aussi on voyait régner l'hésitation, l'irrésolution et l'incertitude quant aux mesures à prendre, ainsi qu'une grande défiance à l'égard des propres ressources. Le prince Eugène de Wurtemberg avait déjà perdu patience en voyant l'attitude pleine d'hésitations et de ménagements de l'empereur; sur ses vives instances, on ordonna enfin une attaque de cavalerie. Alexis Orlow la conduisit; mais les chevaux glissaient sur le verglas dont la place était couverte, et les attaques de la cavalerie furent repoussées trois fois. On se vit dans la nécessité d'avoir recours à l'artillerie; mais on ne pouvait pas se fier à l'artillerie à cheval qui se trouvait dans le voisinage, et on ne songea qu'en ce moment-là à faire venir l'artillerie à pied. Dans l'intervalle où l'on attendait son arrivée, lorsque, par suite des dispositions prises par le grand-duc Michaël, les révoltés étaient déjà cernés de tous les côtés, même sur leurs derrières au delà de l'église de Saint-Isaac, il y eut un moment où, faute d'une volonté quelconque de l'un et de l'autre côté, l'aveugle hasard semblait aller se prononcer en faveur des rebelles. Le régiment des grenadiers des gardes du corps s'était ameuté lors de la prestation du serment; une compagnie alla se jeter tout droit sur la place du Sénat; deux autres compagnies du même régiment y furent conduites par le lieutenant Panow, par des chemins détournés, lorsque l'idée vint à cet officier de s'emparer du palais d'Hiver et de la famille impériale. Par l'effet du seul hasard, le bataillon des sapeurs de la garde venait d'arriver, à l'instant même, dans la cour de ce palais, de sorte que Panow se vit obligé de se retirer. Sa troupe, courant dans le plus grand désordre dans la rue, rencontra, devant l'hôtel de l'état-major, l'empereur qui retournait au palais d'Hiver. Lorsqu'il leur cria : « Halte! » les soldats répondirent : « Nous sommes pour Constantin!

— Alors votre chemin est par là, » dit le prince déconcerté; et il ordonna aux troupes d'ouvrir leurs rangs et de laisser passer les grenadiers, au milieu desquels le colonel du régiment, Sturler, qui rappelait les soldats à leur devoir, fut tué d'un coup de feu par le même Kachowski qui avait tué déjà le gouverneur. Dans ce moment terrible, les masses populaires qui entouraient les partisans de Nicolas et qui, le matin, avaient fait preuve d'un respect plein d'enthousiasme, montrèrent tout à coup une témérité insolente et commencèrent à lancer des pierres contre les troupes; quelques-uns des soldats quittèrent, dans leur ivresse, les rangs des régiments dévoués à l'empereur, et passèrent du côté des émeutiers. Alors Nicolas donna secrètement l'ordre de préparer des voitures pour la famille impériale et de tenir le régiment des chevaliers-gardes prêt à l'accompagner. Si, à ce moment, les rebelles avaient fait une attaque énergique, ils auraient probablement pu disperser les forces bien supérieures qui les entouraient; car même lorsque l'artillerie arriva enfin avec quatre canons, les boulets manquaient encore. L'empereur semblait si peu se fier même aux troupes qui étaient de son côté, qu'il alla jusqu'à exposer son frère Michaël au danger d'être tué, en lui ordonnant de faire encore une tentative pour ramener les rebelles à l'ordre. Lorsque cette démarche aussi resta infructueuse, on appela la religion au secours. Mais la voix du vieux métropolitain Séraphin fut étouffée par le bruit des tambours. On se vit donc réduit à l'emploi des armes. Les boulets venaient d'arriver; l'empereur ne put pas encore se résoudre à s'en servir; une exclamation échappée au général d'état-major Toll : « La mitraille ferait bien ici! » et puis le conseil urgent donné par cet officier et par l'aide de camp Vassiltschikow décidèrent enfin l'empereur à agir, mais non sans avoir envoyé encore une fois le gé-

néral Souchosannet vers les émeutiers, pour leur offrir pardon. Déjà on avait donné l'ordre de faire feu, mais l'empereur le retira à plusieurs reprises. Lorsque ensuite on donna sérieusement cet ordre, l'artilleur qui tenait la mèche n'obéit pas, et le lieutenant Bakounine dut faire cesser son hésitation par des menaces. Dès que les premiers boulets pénétrèrent dans les masses ameutées, les rebelles s'enfuirent en se dispersant dans toutes les directions; les uns furent arrêtés par la cavalerie qui les poursuivait, et les autres retournèrent de leur propre mouvement dans les casernes, pour y implorer le pardon de l'empereur.

A ce moment où ces quelques parties maladives de l'empire russe étaient arrivées à leur plus grand développement, on put, avec la même facilité que dans la capitale, rejeter aussi au midi les éléments dangereux que renfermaient les corps d'armée commandés par Wittgenstein et par Sacken. Lorsque les conjurés de Saint-Pétersbourg frappèrent le premier coup, ils avaient essayé de se mettre en communication avec ceux qui, dans ces corps d'armée, partageaient leurs opinions. Le prince Troubetzkoï avait envoyé* Hippolyte Mouraview-Apostol à son frère Sergej, en expédiant en même temps *un autre message à Michaël Orlow, à Moscou, message qui, dit-on, n'arriva pas à sa destination. Mais déjà Wittgenstein avait reçu des informations de Taganrog, et il avait été exhorté à la prudence par Diebitsch qui, encore pendant les derniers jours de l'empereur, avait pris sur lui d'ordonner l'arrestation de Pestel et de plusieurs autres des principaux conjurés. Il est presque certain que sans ces mesures il n'y aurait pas eu dans le midi le moindre mouvement; mais dès qu'on les exécuta, elles causèrent une petite explosion de mutinerie. On arrêta Pestel* à Toultschine, le jour même de la révolte de Saint-Pétersbourg, et les frères Mathias et Sergej

* 25 décembre.

* 26 décembre.

Mouraview-Apostol quelques jours plus tard*, à Vassilkow. Les officiers du régiment Tschernigow délivrèrent de vive force leur lieutenant-colonel, Sergej Mouraview, qui, après ce coup de main hardi et inattendu, résolut de partir de Vassilkow avec le régiment en révolte, afin d'atteindre Kiew ou Schitomir, et d'y entraîner dans la rébellion, à l'aide de ses amis, d'autres régiments encore. Cependant déjà en route une compagnie se sépara de lui et rebroussa chemin. Le reste du régiment fut attaqué* par les généraux Roth et Geismar, entre les villages d'Oustinowka et Korolewka. Hippolyte Mouraview, le plus jeune des trois frères, tomba dans le combat; Sergej et Bestouschew-Roumine furent livrés par leurs propres gens; Mathias aussi fut fait prisonnier, lui qui, fidèle à ses anciennes opinions, avait averti les autres en leur prédisant une issue fatale. Le vieux père, qui se vit d'un seul coup privé de ses trois fils, se répandit en plaintes amères dans une effusion poétique où il disait qu'il ne lui restait plus qu'à cacher ses cheveux blancs sous leurs cendres.

* 10 janvier 18

* 15 janvier.

L'empereur colas et son att de probable d la politique e rieure.

Nous aurons à revenir ailleurs sur les suites immédiates et sur les conséquences plus éloignées de cette révolte, ainsi que sur l'importance qu'elle eut pour les affaires intérieures de la Russie; dans ce moment, il ne s'agit pour nous que d'examiner l'influence réelle ou supposée qu'elle exerça sur la politique russe à l'extérieur dont nous poursuivons ici le développement. La sédition à Saint-Pétersbourg était la répétition tardive, terne et affaiblie des conspirations militaires en France, en Espagne, dans le royaume de Naples et en Piémont; c'était le dernier morceau de tous, la pièce finale avec laquelle cessèrent ces mouvements convulsifs produits par l'ère militaire de Na-

poléon, qui venait de finir. Par l'absence de tout appui dans le peuple, cette sédition ressemblait le plus à la révolte militaire en Piémont; mais elle fut étouffée plus rapidement et dans son germe même, parce qu'elle n'avait pas en face d'elle, comme à Turin, une famille royale où régnait la division, mais au contraire une maison princière dont les membres vivaient dans une parfaite union et étaient liés entre eux par un culte de famille exagéré qui était poussé jusqu'à l'idolâtrie pour l'empereur défunt. La rébellion, à Saint-Pétersbourg, n'avait pas, comme à Turin, affaire à un roi cassé par l'âge et cédant aux premières menaces, mais à un jeune prince qui avait la conscience entière de l'importance qu'aurait pour tout son avenir la conduite personnelle qu'il tiendrait pendant cette première journée de son règne. Il avait passé cette crise redoutable et accablante, non pas avec cette résolution énergique, ce courage plein de vigueur et cette tranquille présence d'esprit que réclamait le moment, mais avec une persévérance tenace qui l'avait retenu au milieu des dangers et qui lui avait fait maintenir la place qu'il occupait. Les yeux du monde étaient dès lors fixés sur l'heureux vainqueur de la révolution, et on attendait avec une grande impatience pour voir si l'on n'apercevrait pas, dans le gouvernement intérieur de son pays, une disproportion entre ses succès et son mérite personnel, et si une telle disparité aurait laissé en lui un mauvais sentiment de rancune qui le porterait, malgré les ménagements dont il avait fait preuve dans la lutte, à profiter sans ménagement de la victoire remportée par lui. Tout le monde était impatient de voir, ce qui était de la dernière importance pour les relations extérieures, si, après s'être rendu maître des troupes révoltées et vaincues, il se croirait aussi maître des hommes fidèles qui avaient vaincu avec lui, une fois qu'il avait vu que l'esprit

d'une mutinerie turbulente s'était emparé de son armée depuis le nord jusqu'au midi de son empire. A l'égard de la question d'Orient, qui était si importante et qui se présentait en première ligne, les événements de Saint-Pétersbourg avaient fait naître des suppositions très-différentes dans le monde diplomatique dès leur origine même et dans leurs diverses phases successives, telles que la vacance du trône, la renonciation de Constantin, la lutte de désintéressement entre les deux frères, et enfin la révolte dans la capitale. Avant qu'on eût appris le changement dans la succession au trône, on prédisait dans le monde et au loin que le règne attendu de Constantin serait favorable aux Grecs. Dans la Grèce elle-même, à Odessa, à Constantinople, tous ceux qui portaient le nom de chrétien étaient dans l'allégresse, parce que personne ne doutait qu'ils ne fussent secourus par ce prince énergique qui, dès le berceau, avait été destiné à être l'héritier de l'empire de Byzance. Seulement à Vienne on était d'une opinion différente : on y savait que Constantin était attaché aux principes de la Sainte-Alliance, qu'il détestait et qu'il redoutait le libéralisme, et qu'à Karlsbad il s'était plusieurs fois prononcé dans un sens tout à fait autrichien au sujet de la question d'Orient. On avait des renseignements moins précis et moins exacts sur son frère Nicolas qui, jeune, peu formé et occupé uniquement des détails du service militaire, avait été plus éloigné du trône et par conséquent peu remarqué jusqu'alors; la sagacité des combinaisons diplomatiques avait encore à deviner quelle serait son attitude future. Dans ces supputations il fallait mettre en première ligne de compte la sanglante catastrophe qui avait marqué son avénement au trône. Quelle serait son influence sur les résolutions de l'empereur? Des raisons également na-

turelles parlaient en faveur des suppositions les plus opposées.

Les Hellènes et les philhellènes se figuraient que, plus que tout autre motif, le sentiment national de l'armée, froissée par l'abandon dans lequel la cause grecque avait été laissée par Alexandre, avait déterminé la révolte militaire; et on espérait que cette circonstance forcerait son successeur à une politique plus énergique, à la guerre avec la Porte. Metternich lui-même le redoutait pendant quelque temps; il craignait que le nouveau czar ne se crût inévitablement obligé de calmer, par une diversion, la partie excitée de l'aristocratie militaire et d'occuper l'armée, si ouverte aux sympathies pour la cause grecque et fatiguée par une longue attente et par un long repos. Ces craintes auraient dû être particulièrement confirmées en lui par plusieurs circonstances. Le jeune prince n'était pas exempt d'ambition et de soif de gloire, comme Metternich le savait fort bien; il était jaloux d'inaugurer une politique russe plus indépendante que n'avait été celle de son prédécesseur; moins lié que lui par d'anciens rapports diplomatiques, il avait plus de facilité à se rendre indépendant de la politique pénible et traînante de l'Autriche, dont tous les agents russes avaient, dans les derniers temps, parlé avec un grand dédain; personnellement prévenu contre Metternich, dont tous les adversaires, en Russie, déployaient à ce moment une grande activité pour y miner son influence, Nicolas était beaucoup plus ouvert aux inspirations pleines d'énergie de Pozzo di Borgo que n'avait été Alexandre; une guerre avec la Turquie, entreprise à cette époque où les plus grands périls menaçaient les Grecs, lui aurait ouvert le chemin le plus court et le plus uni à la gloire et à la popularité. Néanmoins, en examinant plus attentivement la situation actuelle, Metternich se consola

en espérant un avenir plus favorable. En réfléchissant aux dangers qui, depuis si longtemps déjà, avaient toujours entouré tout changement de souverain en Russie, il jugea pourtant la position du jeune monarque trop critique pour que celui-ci pût, à ce moment, songer à une pacification de la Grèce et à une guerre avec la Turquie. Il trouva que la leçon salutaire que la Providence avait donnée au jeune czar, à son avénement au trône, en lui montrant qu'il y avait partout des révolutionnaires, avait été trop forte pour que Nicolas pût avoir la moindre velléité de favoriser la rébellion, sous quelque forme que ce fût. Néanmoins on n'eut aucune certitude sur les intentions de l'empereur. Il retarda la formation de son cabinet. On ne savait pas qui étaient ses véritables conseillers. Les premières démarches diplomatiques de la nouvelle cour ne trahissaient pas non plus ses véritables sentiments. Nesselrode expédia une dépêche circulaire qui, dans les plus belles phrases, déclarait que rien ne serait changé dans la politique de la Russie et que l'empereur continuerait à suivre les errements de son prédécesseur. Mais précisément ces errements avaient été si douteux dans les derniers temps, que cette déclaration acheva de leur donner le caractère de la plus grande incertitude. Dans toutes ces réflexions pleines de doute, la sagesse politique du cabinet de Vienne finit cependant, comme à l'ordinaire, par s'attacher à l'interprétation la plus rassurante. Metternich prétendait qu'une guerre entreprise en faveur d'un principe révolutionnaire et à l'aide d'une armée travaillée par les révolutionnaires, était chose impossible pour l'empereur, puisque, après la paix, elle ne pourrait pas avoir d'autre conséquence que la révolution au cœur de l'empire. Et même dans un intérêt purement russe, disait Metternich, le czar n'entreprendrait pas de guerre; car lorsqu'un grand

empire était obligé d'avoir recours à une mesure aussi importante, les illusions produites par les passions s'évanouissaient bientôt devant la force victorieuse de la vérité, et il arrivait rarement, ajoutait-il, qu'on sacrifiât à des considérations d'un ordre inférieur la tranquillité et le sort d'un État[1].

Développement dernières re-ons diplomati-s entre la Rus-et l'Angle-e.

Ce qui confirma essentiellement le grand-chancelier dans cette manière calme d'envisager les choses, ce fut l'attitude plus rassurante que montrait l'Angleterre, et sur laquelle il croyait toujours pouvoir compter, aussi bien avant qu'après la catastrophe de Saint-Pétersbourg. Au même moment où Canning avait envoyé son cousin Stratford à Constantinople, pour y prendre tout seul en main l'œuvre de la pacification, et où il essayait d'exploiter en Russie, par de nouvelles avances, les sentiments d'amertume qu'on y éprouvait à l'égard de l'Autriche, il avait, par une étrange méprise, nommé lord Strangford ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg. Ce dernier y était arrivé encore du vivant d'Alexandre, mais lorsque celui-ci était déjà parti de la capitale. Habitué à sa propre supériorité dans la question d'Orient, ainsi qu'à la position qu'il avait toujours prise vis-à-vis d'elle au point de vue de l'Alliance, il avait, de sa propre autorité et après s'être concerté seulement avec Laferronays, qui était autorisé à faire une démarche semblable, adressé à Nesselrode des propositions relatives à une médiation à faire en commun en Grèce, médiation à laquelle l'Autriche aussi prendrait part. Nesselrode l'avait envoyé trouver le czar avec ces propositions, qui devaient certainement être fort agréables à Alexandre; mais à ce moment même l'empereur mourut à Taganrog. Metternich voyait avec une joie extrême, dans ces démarches, le retour

[1] D'après les rapports du prince de Hatzfeld. MS.

ouvert de l'Angleterre dans les voies de l'Alliance. Il trouva exemplaire tout ce que faisait et disait Strangford à Saint-Pétersbourg. Il crut avoir de nouveau obtenu ce qui avait été toujours le but de ses plus grands désirs, c'est-à-dire une occasion de gagner, en écrivant et en parlant, un temps précieux qui permît à ses amis turcs d'agir. Il répondit aux rapports de Lebzeltern par un mémoire* qu'il élabora avec un grand zèle et dont il fit donner lecture aussi à Canning; tandis qu'à Berlin il présenta* encore un second exposé historique, afin que le gouvernement prussien ne manquât pas de prendre le chemin le plus propre pour exercer son influence sur le cabinet de Saint-Pétersbourg[1]. Cet écrit qui, en jugeant la politique de l'empereur Alexandre, n'appréciait pas avec justesse les motifs qui la lui dictaient, et ne tenait pas non plus un compte équitable des embarras dans lesquels s'était trouvé le czar, le blâmait surtout d'être sorti, vis-à-vis de l'insurrection grecque, de l'état passif, ce qui lui avait fait commettre deux erreurs grosses en conséquences : d'une part, l'empereur avait jugé indispensable d'intervenir dans les affaires d'Orient pour opérer la pacification et de peser, dans ce but, fortement sur la Porte; d'autre part, repoussé par la Turquie, il avait rappelé son ambassade et s'était privé ainsi du seul moyen de *pouvoir* agir avec force sur le divan. Ces deux démarches ne lui avaient laissé que la fâcheuse alternative soit de perdre son influence à Constantinople, soit de se précipiter dans une guerre. En jugeant à ce point de vue tout le développement historique des affaires diplomatiques de la dernière époque, on n'avait laissé passer aucune occasion pour bien faire ressortir les fautes commises par la Russie et par l'Angleterre, ainsi que les mérites de l'Autri-

* 2 janvier 18
* 13 janvier.

[1] Exposé historique de l'affaire du Levant depuis son origine jusqu'au moment de la mort de l'empereur Alexandre Ier. MS.

che, pour arriver à la fin au but qu'on voulait atteindre, c'est-à-dire à recommander à la sérieuse considération du jeune empereur les propositions de lord Strangford en faveur de l'Alliance, propositions qui montraient que l'Angleterre voulait rentrer dans la bonne voie, et que l'empereur Alexandre n'aurait pas repoussées. Les ministres russes opposèrent à cet exposé un document semblable, dans lequel ils présentaient à l'empereur Nicolas, également dans un exposé historique, un tableau des rapports de la Russie avec la Porte[1]; on y avait rejeté la faute de l'insuccès de toutes les nombreuses démarches, pendant ces longues années, sur les efforts constants faits par les alliés, et surtout par l'Autriche, pour ne pas laisser sortir la Russie du cercle des négociations les plus illusoires. Les dernières propositions faites par lord Strangford, et tant recommandées par l'Autriche, y avaient été attribuées exclusivement à Laferronays et froidement écartées, tandis qu'on mentionnait avec un plaisir visible la disposition que montrait l'Angleterre à entrer en négociations au sujet des affaires grecques, et qu'on accentuait d'une manière toute particulière la condition que Canning y avait mise et qui était que l'on négocierait avec la Russie *seule*. Effectivement Canning avait désavoué de la manière la plus formelle les démarches de lord Strangford par lesquelles celui-ci venait de faire rentrer au jeu l'Autriche, qui arrêtait continuellement la marche de la politique. Ces démarches de l'ambassadeur anglais avaient donc été aussi désagréables au ministre anglais qu'aux conseillers actuels du

[1] Précis de l'exposé des différends survenus, en 1821, entre le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et la Porte Ottomanne, présenté à l'Empereur Nicolas à son avénement au trône par le ministère russe. — Contenu dans le *Recueil de documents relatifs à la Russie*. Paris, 1854, p. 207.

czar. Cette circonstance, ainsi que le mémoire russe, auraient dû désabuser Metternich qui, sans être nullement justifié dans cette opinion, s'attendait que l'Angleterre ou la Russie continuerait à faire avec lui de la politique dans le sens de l'Alliance. Néanmoins le prince ne se laissa pas ébranler dans les espérances qu'il avait fondées sur la conduite future de la Russie aussi bien que de l'Angleterre.

Le czar avait envoyé M. de Ribeaupierre à Vienne pour qu'il s'y orientât. Le grand-chancelier essaya de lui épargner le rôle d'observateur curieux par la franchise et par la confiance qu'il lui montrait, et, en lui communiquant toutes les dépêches qu'il envoyait à Saint-Pétersbourg et à Londres, il crut l'avoir entièrement convaincu des bonnes intentions de l'Autriche. Quant à la politique de Canning, Metternich croyait toujours qu'elle avait été forcément modifiée depuis qu'Esterhazy avait été traité par lui, contre toutes ses anciennes habitudes, avec une confiance qui frappa tout le monde. Le grand-chancelier ne semblait pas avoir le moindre doute qu'il ne pût, par de petites avances qu'il lui ferait, gagner son antagoniste, repoussé toujours par lui jusqu'alors avec tant de hauteur, et qu'il ne lui fût possible de reprendre avec l'Angleterre la même position vis-à-vis de la Russie que du temps de Castlereagh. Il fut de nouveau confirmé dans cet espoir lorsqu'il apprit que Canning avait envoyé* le duc de Wellington à Saint-Pétersbourg pour y féliciter le czar. Il trouva que cet excellent choix était essentiellement propre pour aplanir toutes les difficultés. Il y envoya l'archiduc Ferdinand d'Este dans le même but, et voyait déjà dans son esprit les conférences reprises de concert avec l'Angleterre. Canning croyait que, s'il voulait entièrement rétablir les bonnes relations entre le cabinet de Saint-James et celui de Saint-Pétersbourg,

* 8 février.

il lui fallait envoyer en Russie un homme de premier ordre, afin de mettre entièrement dans l'ombre un adversaire tel que Strangford; c'est pourquoi il choisit le duc, qui accepta alors avec joie la mission qu'un an auparavant il aurait refusée avec fierté. Lieven versa des larmes de joie en apprenant qu'il pourrait annoncer à sa cour une telle nouvelle, qui prouvait si bien l'intention de Canning de continuer le système d'un renouvellement de confiance, système que Strangford avait mis tant de zèle à ruiner[1]. Néanmoins la Russie montra une certaine réserve dans la confiance avec laquelle elle allait au-devant de l'Angleterre, qui n'avait à s'en prendre qu'à elle-même, puisque Canning aussi n'avait offert l'amitié de son gouvernement qu'avec de certaines réserves. Se trompant dans son jugement sur les conditions politiques de l'empire ottoman et sur ses hommes d'État, Canning s'était peu à peu abandonné à l'espoir ambitieux de pouvoir emporter de haute lutte, par l'autorité exclusive de l'Angleterre, et tout au plus avec la coopération du nom de la Russie, la médiation en faveur de la Grèce, médiation dans laquelle avaient échoué toutes les autres puissances. Ces efforts que faisait l'Angleterre pour faire prévaloir son influence déplurent à tous ceux d'entre les conseillers du czar qui tenaient à la prépondérance naturelle de la Russie en Orient; mais on avait fait déjà toutes les démarches préparatoires pour une médiation à entreprendre par l'Angleterre seule, avant que Nicolas fût bien consolidé sur le trône. Stratford Canning, en se rendant à son poste
Commencement de janvier. d'ambassadeur, s'était arrêté vis-à-vis d'Hydra, près de Perivolakia, où il avait eu avec Miaoulis et Tombazis des délibérations d'un caractère privé, et avec Mavrokordatos

[1] Cf. *Canning and his times*, p. 471.

raphos, deux délégués du gouvernement grec, des ences pour ainsi dire officielles. Ces hommes lui entendre que, dans les circonstances actuelles, les se désisteraient du droit de réclamer leur indépen- complète, indication provisoire que le gouvernement hangea plus tard en une demande formelle adressée tford Canning, pour le prier de négocier, au nom igleterre, avec la Porte, au sujet d'une position plus e la Grèce, sous la suzeraineté du sultan. De la sorte, cs eux-mêmes renoncèrent au droit de réclamer leur ndance entière, demande à laquelle la Porte, à ce it moins que jamais, n'aurait voulu souscrire. La ion de l'Angleterre avait été formellement invoquée; uissance se trouvait donc par là autorisée à in- r sans s'être arrogé ce droit d'après l'esprit de la Alliance. Or, Canning désirait mener rapidement à fin cette médiation, sans conférences et sans alliés : Autriche, qui était, pour ainsi dire, alliée à la Tur- ans la Prusse, qui avait des sentiments par trop dé- pour la Russie, et sans le faible gouvernement s, qui était méprisé de tous et qui intriguait à la Grèce et en Égypte. Par conséquent, Wellington de- re, suivant ses instructions*, à Saint-Pétersbourg, tford Canning à Constantinople, la proposition de à l'Angleterre le soin d'entreprendre la médiation s Russes et les Turcs, ainsi qu'entre les Grecs et les Il n'y aurait aucune objection, disait-on, à ce que ie négociât en commun avec l'Angleterre; seule- ans tous les cas, et même dans celui où les négo- entamées par l'Angleterre isolément, ou faites en n par la Russie et l'Angleterre, échoueraient, il que la Russie s'engageât à n'entreprendre aucune puisque, par rapport à la Grèce, elle n'en avait pas

* 10 février.

le droit, et qu'à l'égard des demandes purement russes, elle n'avait pas de motif suffisant pour la faire.

Le grand capitaine que Canning avait envoyé à Saint-Pétersbourg semblait être fait pour exposer tout cela au cabinet russe; néanmoins, Canning eut lieu de n'être content ni de lui, ni de la Russie. En voyant le cabinet anglais, de sa propre autorité, se mettre en avant dans cette affaire de la pacification de la Grèce, le czar s'irritait et voulait rendre la pareille à Canning pour son entêtement, en observant la même attitude par rapport aux intérêts de la Russie. L'empereur était si peu disposé à appuyer la médiation en Grèce à la remorque de l'Angleterre que, vis-à-vis de Wellington, il faisait semblant de montrer plutôt de la froideur que de la chaleur pour la cause des Grecs, de faire preuve plutôt d'indignation contre les rebelles que de compassion pour ses coreligionnaires, et qu'il lui déclara sa conviction qu'il serait impossible de leur donner une existence politique, parce qu'ils manquaient complétement de toute civilisation. Dans ses conversations avec le duc, de même qu'avec l'archiduc Ferdinand d'Este, Nicolas séparait, ce que Metternich trouvait parfait, la cause grecque, qui était, disait-il, du domaine des alliés, d'avec les griefs particuliers à la Russie. Peu de temps avant le départ de l'archiduc, disent les rapports de ce prince, rapports qu'on tenait très-secrets, Nicolas lui avait communiqué sa résolution de laisser entièrement tomber la cause de la Grèce comme question de guerre et de droit, et d'arranger seulement ses affaires particulières avec la Porte[1]. Mais d'après la manière dont le czar avait parlé à Wellington sur ce dernier point, Canning, ne partageant nullement les illusions que Metternich

[1] Gentz à Adam von Muller, le 29 mai 1826. — *Correspondance*, p. 390.

se faisait au sujet des intentions pacifiques de Nicolas, croyait reconnaître dans les paroles du czar le désir le plus prononcé de faire la guerre. Le ministre anglais ne fut pas même rassuré par la confiance que Wellington aussi avait dans les assurances pacifiques de l'empereur; car il se souvenait bien qu'à Vérone, Wellington avait montré, dans une circonstance semblable, une confiance égale à l'égard des intentions belliqueuses des puissances contre l'Espagne, et qu'elle avait complétement trompé le duc. L'attitude même prise par le cabinet russe vis-à-vis de Wellington justifiait cette méfiance. Lors de l'arrivée du duc à Saint-Pétersbourg, on avait préparé le projet d'un nouvel ultimatum qu'on voulait adresser à la Porte, et auquel Pozzo se vantait d'avoir contribué pour une bonne part; l'empereur l'avait déjà approuvé, mais on n'en dit rien à Wellington. Seulement, deux jours après que la dépêche avait été expédiée* à Minciaky, on en fit part au duc en lui faisant croire, par des allusions, que des modifications seraient encore admissibles et que l'ultimatum ne partirait que quelques jours après. Metternich aussi n'avait pas lieu de vanter la sincérité du cabinet de Saint-Pétersbourg. D'après les rapports de ses agents, il avait espéré trouver dans l'ultimatum, au sujet des demandes russes fondées sur les traités, la déclaration expresse que désormais la Russie ne s'immiscerait pas dans les affaires grecques; mais on avait simplement passé ces dernières sous silence. Au sujet des griefs russes, ce document fit, dans des formes très-tranchantes, les trois demandes suivantes: d'abord, qu'on rétablit dans les Principautés le *statu quo* de 1821, aussi bien pour les affaires *civiles* que pour les affaires militaires : demande qui, aux yeux de Canning, semblait exiger d'abord un examen approfondi pour voir si, sous ce rapport, la Porte n'avait pas déjà satisfait aux

* 17 mars.

réclamations qu'on lui avait adressées dans le temps; en second lieu, l'ultimatum russe demanda au gouvernement turc de mettre en liberté les députés serbes qui, depuis 1820, avaient été retenus par la Porte, dans une captivité décente, afin de servir d'otages pour la tranquillité en Servie pendant l'insurrection grecque*, acte qui constituait une violation du droit des gens et dont Canning entendit parler pour la première fois à ce moment-là. Enfin, en troisième lieu, la Russie exigea qu'on envoyât des plénipotentiaires turcs à la frontière russe pour traiter toutes les questions qui, en vertu du traité de Boukharest, avaient été débattues depuis 1816 à Constantinople. Dans l'opinion de Canning, la Russie n'avait à alléguer aucun motif qui lui conférât le droit de faire cette dernière demande; du reste, c'était celle des trois réclamations à laquelle le czar était le plus disposé à renoncer si l'on faisait droit aux deux autres.

* Cf. T. 9ᵉ, p. 176.

La médiation anglaise et l'ultimatum russe.

De cette manière, il y avait deux négociations séparées qui marchaient de front à Constantinople[1], l'une au sujet de l'ultimatum présenté par la Russie, et l'autre relative à la médiation à faire en Grèce pour sa pacification, à laquelle l'Angleterre se chargea de travailler seule et avec ses propres ressources. Lorsque Stratford Canning était arrivé à Constantinople*, il avait observé vis-à-vis de ses collègues, les diplomates, un silence absolu, excepté toutefois vis-à-vis de Minciaky, avec lequel il avait accidentellement des entrevues. Dès son arrivée, Stratford avait demandé au divan une conférence; mais elle lui fut refusée sous le prétexte qu'on n'en accordait pas avant la présentation des lettres de créance; cependant, lorsqu'il insista* vivement

* 27 février.

* 1er mars.

[1] La plus grande partie de la relation suivante a été empruntée à divers rapports du baron von Miltitz. MS.

sur l'ouverture immédiate des négociations, il obtint* ce qu'il demandait. On garda le plus profond secret sur les sujets traités dans son entrevue avec les ministres turcs; les diplomates discutaient longtemps sur la question de savoir si l'on avait seulement parlé de la pacification; on reconnut ensuite qu'elle avait fait l'objet principal de la délibération. Stratford engagea très-sérieusement la Porte à se tenir sur ses gardes en face des dangers dont la menaçait la Russie; la mort d'Alexandre, disait-il, n'ayant fait qu'ajourner la guerre résolue par lui, et les dispositions belliqueuses de son successeur ne laissant aucun doute sur les décisions qu'il allait prendre. Pour prévenir la guerre, ajoutait-il, il n'y avait qu'un seul moyen, qui était de satisfaire aux demandes russes par rapport aux Principautés et d'effectuer en Grèce la pacification pour laquelle la Porte n'avait à se reposer que sur les soins de l'Angleterre seule. L'ambassadeur anglais était chargé de faire remarquer au divan, entre autres choses aussi, le grand mouvement philhellénique dans toute l'Europe et même en Amérique, mouvement qui gagnerait d'autant plus en intensité que la réduction de la Grèce deviendrait plus imminente[1]. Même dans le projet qu'on attribuait à Ibrahim-Pacha, et qui consistait à changer toute la population de la Morée, Stratford avait trouvé un autre levier pour donner plus de force à sa proposition de médiation. Au commencement, lorsque Lieven l'avait informé de ce projet monstrueux, Canning n'avait pas voulu y croire; mais les rapports envoyés par Stratford, de Corfou, avaient confirmé ces renseignements. Sir Frederick Adam avait fait adresser au pacha une demande directe à ce sujet; mais au lieu de lui répondre,

* 15 mars

[1] Dépêche du comte Munster, en date du 1er novembre 1825, dans Hormayr's *Lebensbilder* (*Tableaux du temps*, par Hormayr), t. II, p. 325.

Ibrahim, usant d'un subterfuge très-suspect, l'avait renvoyé à la Porte, dont, disait-il, il n'était que le serviteur. Alors Stratford protesta solennellement contre un tel établissement de l'État barbaresque en Europe, croyant avoir trouvé ainsi un point d'appui d'une efficacité particulière pour faire sortir, par intimidation, la Porte de son système d'après lequel elle rejetait, par principe, toute immixtion dans ses affaires. Mais l'orgueil anglais échoua alors devant l'obstination turque, comme celui de la Russie et des alliés y avait échoué. Toutes ses propositions furent rejetées comme l'avaient été jadis celles de toutes les autres puissances.

Tout autre fut l'issue qu'eurent les négociations russes. Dès que Minciaky eut reçu* ses instructions**, il remit au reïs-effendi une note* qu'il communiqua, en même temps, aux représentants des autres puissances, en ajoutant l'observation froide que la Russie n'aurait pas recours à la coopération des autres puissances, mais que celles-ci pourraient rendre un service à la Porte si elles la déterminaient à se montrer facile dans les négociations. Si la Turquie se refusait à prendre les mesures réclamées, on avait donné à Minciaky pour instruction de quitter Constantinople, après un délai de six semaines; les troupes sur le Prouth avaient reçu ordre de se tenir prêtes à marcher. Des arguments de ce genre purent seuls agir avec efficacité sur la Porte; de même que l'exécution effective de la résolution d'agir sans les puissances, résolution qui, dans la bouche d'Alexandre, n'avait été qu'une menace, était le moyen le plus sûr de pousser aussi les autres cabinets à une coopération active. Dès que Metternich eut pris connaissance de l'ultimatum, il avait enjoint à l'internonce de l'appuyer énergiquement puisqu'il n'y était pas question de la Grèce. La Porte accorda* tout ce qu'on lui demandait. Elle fit

* 2 avril. ** Du 17 mars.
* 5 avril.
* 4 mai.

partir sur-le-champ l'ordre d'évacuer les Principautés, ce qui fut effectivement opéré dans le plus bref délai; elle relâcha les députés serbes et nomma deux plénipotentiaires, Hadi-Effendi et l'uléma Ibrahim-Effendi, pour continuer les négociations sur la frontière russe. La cause principale de cette condescendance prompte et complète était que, dans l'ultimatum russe, on n'avait pas dit un seul mot de la pacification. Metternich l'attribua à *sa propre* influence et à son mérite. Gentz chanta triomphe. Jusqu'au 28 avril, disait-il, les Turcs n'avaient pas soufflé mot; mais ce jour-là même l'internonce avait reçu ses instructions, et le 30 tout avait été arrangé! Mais il faut dire aussi que l'influence autrichienne n'avait eu cet effet que parce que Metternich avait fait faussement confirmer la fausse interprétation que la Porte donnait au silence observé par la Russie au sujet de la question grecque; en effet, le grand-chancelier avait fait déclarer que le czar avait entièrement abandonné cette cause. Cette même déclaration fallacieuse qui avait rendu les Turcs si maniables à l'égard des Russes avait, au même degré, augmenté leur opiniâtreté intraitable vis-à-vis des Anglais et au sujet de la pacification, qu'ils croyaient avoir alors, avec une certitude deux fois plus grande, entre leurs propres mains. Même sous ce rapport, Metternich avait inspiré au divan toute sa sagesse politique. Lorsque, pendant l'hiver, les armes reposaient un peu, on avait, dans le plus profond secret, envoyé Housny-Bey et Nedjib-Effendi, comme commissaires, dans la Morée, afin d'y entamer des négociations avec les chefs des révoltés, que l'Autriche croyait très-accessibles à une telle démarche. En même temps, on avait de nouveau recommandé très-vivement de rester fidèle au système d'humanité dans la guerre, et on avait donné suite à une proposition du mufti, qui avait demandé* de rappeler aux * 13 mars.

généraux l'ordre « d'être avares du sang des rayas pour ne pas dépeupler les provinces. » Metternich se sentit encore une fois maître de la position : il avait prescrit à la Porte la politique qu'elle avait à suivre vis-à-vis de la Russie ; il l'avait gagnée à sa méthode de la pacification effective ; il avait aidé à déjouer la médiation de l'Angleterre, et il était convaincu que l'empereur de Russie s'était converti à *son* opinion *à lui*, qui était qu'il fallait abandonner les Grecs à leur sort et aux Turcs. Les diplomates pouvaient encore une fois pousser un soupir de soulagement et dire : qu'enfin le résultat de leurs efforts, reposant cette fois-ci sur des faits matériels, leur donnait le droit de déclarer que le danger était passé !

Le protocole de Saint-Pétersbourg du 4 avril.

* 26 avril.

* 4 avril.

A ce moment même*, la foudre tomba sur les châteaux en Espagne de Metternich lorsqu'on apprit que Wellington, Nesselrode et Lieven, qu'on avait mandé pour cela, venaient de signer* à Saint-Pétersbourg un protocole[1], dans lequel la Russie et l'Angleterre s'étaient entendues sur une médiation commune à offrir à la Porte pour la pacification en Grèce ! Dans l'introduction qui précédait ce protocole, on avait indiqué comme motifs de cette intervention, pour le roi d'Angleterre, l'appel que les Grecs lui avaient adressé pour réclamer sa médiation, et pour l'empereur de Russie, le désir dont il était animé de voir la guerre terminée en Orient. Les propositions qu'on voulait faire à la Porte concordaient, dans les points essentiels, avec les modestes demandes que les Grecs eux-mêmes avaient faites à Stratford ; elles consistaient dans les points suivants : la suzeraineté de la Porte ; un tribut à payer ; la liberté de conscience, du commerce et de l'administration ; des magistrats élus par le peuple et sur la nomination desquels la

[1] Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 546.

Porte n'aurait qu'une certaine influence; enfin, dans le but de séparer complétement les deux nations, les Turcs devaient, pour une compensation ou pour un achat de leurs biens, céder les territoires grecs dont la délimitation restait encore indécise[1]. L'Angleterre devait faire les premières démarches que la Russie s'engageait à appuyer par son influence. De quelle manière et à quelle époque la Russie prendrait part aux débats ultérieurs qui pourraient être la conséquence de la médiation, c'est ce qu'on voulait réserver pour un nouvel arrangement. Dans le cas où la Porte rejetterait la médiation, et quels que pussent être les rapports entre la Turquie et la Russie, on était néanmoins convenu de considérer, des deux côtés, les stipulations de ce protocole comme la base de tout accommodement des différends turco-grecs; les deux puissances s'engageaient ensuite à saisir toute occasion qui se présenterait à elles pour effectuer cet accommodement, soit en commun, soit séparément, et elles renonçaient, en même temps, à tout agrandissement de leurs territoires ainsi qu'à toute influence exclusive et à des avantages commerciaux qui constitueraient des priviléges. — Tel fut le contenu de ce protocole, qui avait été préparé et élaboré dans un si profond secret qu'aucun être vivant n'en avait eu le moindre pressentiment. Rarement un document diplomatique a causé une surprise aussi vive. Encore pendant les jours où l'on signait ce protocole, la mauvaise humeur et les soupçons

[1] Immédiatement après qu'on eut écrit cette clause, on reçut un rapport de Minciaky, daté du 22 avril, au sujet des propriétés turques dans la Morée (*Portfolio*, t. V, p. 544); ce rapport donnait comme résumé le fait qu'en 1821 beaucoup plus de la moitié du sol appartenait aux Turcs. Si l'on avait voulu acheter ces propriétés, les revenus grecs de bien des années auraient, d'après l'évaluation approximative de l'éditeur du *Portfolio*, suffi à peine à payer seulement les intérêts du capital.

que le cabinet anglais nourrissait à l'égard de la Russie s'étaient fait jour dans quelques articles du *Times* (du 6 au 8 avril), articles qu'on attribuait généralement à la plume de Canning lui-même. Néanmoins, Wellington fut à peine
* 15 mai. de retour à Londres, que le ministre anglais confirma* ce document sans la moindre hésitation. Les détails des négociations qui avaient immédiatement précédé la conclusion de cet acte politique sont restés inconnus jusqu'à ce jour. Ce document fut élaboré avec le plus grand mystère; on avait même fait du secret une condition de la validité du protocole, et on ne le communiqua officiellement aux alliés que plusieurs mois après la conclusion définitive de l'accord. Néanmoins, toutes les cours eurent bientôt connaissance du contenu complet du protocole; la Russie eut soin de faire ébruiter ce mystère. L'impression que causa cette révélation fut extraordinaire, comme nous aurons à le raconter ailleurs. Elle laissait le champ tout grand ouvert aux suppositions et aux interprétations les plus diverses; on se demandait quel était le véritable but et la véritable portée de cet accord : si c'était la sincérité ou bien la méfiance qui avait conclu cette alliance; si c'étaient les Russes qui avaient dupé les Anglais, ou bien si c'étaient les Anglais qui avaient fait leurs affaires aux dépens des Russes. Une seule chose semblait être claire au premier coup d'œil : le protocole servait très-bien les projets de Canning qui voulait séparer les alliés, neutraliser la France et la Prusse, et, avant tout, porter un coup mortel à l'influence de l'Autriche. On comprend donc parfaitement que, bien que la diplomatie prussienne fût surprise au dernier point, et que les hommes d'État français dussent se sentir complétement mystifiés, les diplomates autrichiens étaient cependant de beaucoup les plus consternés.

Metternich était tout à fait hors de lui. Il se voyait de

veau trompé dans tous ses calculs. Pendant tous les
iers temps, il avait été déjà plein d'inquiétude en
nt l'enthousiasme des philhellènes se révolter de tous
ôtés contre lui avec une force qu'on ne lui avait jamais
onnée. Le prince s'était senti comme brisé, lorsqu'il
t vu l'explosion de cet enthousiasme à Paris; mais il
t été encore plus assourdi lorsque ce zèle pour la cause
Grecs s'était de nouveau emparé de l'Allemagne, et
l avait entraîné un roi allemand dans le voisinage im-
iat de l'Autriche; lorsque le philhellénisme avait péné-
même à Berlin, Metternich avait commencé à y envoyer
dépêches empreintes d'une telle amertume que le ba-
Maltzahn fut autorisé à lui déclarer sèchement que la
sse ne demandait pas à contrôler les démarches du ca-
t de Vienne, mais qu'elle ne lui permettrait pas non
i de lui prescrire ce qu'elle avait à faire[1]. Mais surtout
époque actuelle si importante, où le philhellénisme sor-
des cercles privés pour pénétrer même dans la poli-
e d'une grande puissance occidentale, il perdit toute
ence. Ce n'était certainement pas sans motif. En effet,
éveil du philhellénisme marqua le moment où l'on jeta
orde de sauvetage à la nation grecque, qui était sur le
t d'être engloutie par l'abîme, bien qu'il lui fallût lut-
encore longtemps pour échapper à la mort; cet enthou-
me renaissant pour la cause de la Grèce marqua aussi
moment où la politique si habile de l'Autriche échoua
le sable, quelque longs et quelque pénibles que fussent
efforts dans lesquels elle s'épuisait pour se remettre à
. Metternich considérait le protocole comme la dissolu-
i effective du système de l'Alliance. Il craignait que

[1] Munster au comte Meerveldt. *Lebensbilder* (*Tableaux du temps*), , p. 338.

l'Angleterre, en ajoutant les territoires grecs à l'État ionien, placé sous son protectorat, ne commençât, sur le flanc droit de l'Autriche, le même jeu que celui que jouait la Russie sur le Danube, et il prévoyait qu'avant deux ans la révolution éclaterait de nouveau en Italie. Jamais on n'avait encore vu le prince si agité et de si mauvaise humeur. Avec quel dédain ne s'exprimait-il pas alors sur le compte de Wellington, ce mauvais politique, que, peu de temps auparavant, il avait pourtant tenu en si grande estime. Et que ne disait-il du « philhellène » Nesselrode! et surtout de Canning! « Ce n'est pas un incendiaire, disait le prince en parlant du ministre anglais, mais dès qu'un incendie éclate, on est sûr de le trouver entre le feu et les pompes! » Depuis longtemps, le prince Hatzfeldt avait considéré cette lutte entre l'Angleterre et l'Autriche comme un combat à outrance entre le principe révolutionnaire et le principe conservateur, comme un duel politique entre Metternich et Canning. Jusqu'à ce moment, Metternich avait encore paré coup après coup avec tant d'habileté que, chaque fois, il avait pu se vanter de sa parade; mais cette fois-ci, le coup fut imprévu et fit une profonde blessure. Quelle ne devait être la joie maligne avec laquelle Pozzo, cet homme si odieux au prince, assistait, en second, à ce duel, lui qui avait déjà poussé des cris de joie en voyant que, par son ultimatum, la Russie parvenait enfin à prendre une attitude indépendante, lui qui devait voir dans le protocole une punition infligée à la politique de l'homme d'État autrichien, pour avoir toujours traversé celle de la Russie! Et même ce document n'avait été publié avec une si grande promptitude que pour défier Metternich et pour se venger de ses dernières supercheries perfides qu'il venait de faire à Constantinople. On voulait que la Porte apprît, aussitôt que possible, combien la Russie était loin

d'abandonner la cause grecque, et combien les conseils et les assurances de l'Autriche servaient mal les intérêts de la Turquie. Dès que Stratford Canning eut reçu*, par Wellington, seulement les premières informations au sujet du protocole, il avait d'avance* averti secrètement le reïs-effendi de ce qui se faisait alors à Saint-Pétersbourg; renseigné ensuite plus exactement par des informations ultérieures*, il lui fit, par son drogman, donner lecture** d'instructions dans lesquelles il exprimait l'espoir que la Porte se convaincrait dès lors de la justesse des communications que *lui, l'ambassadeur anglais*, faisait au divan relativement aux sentiments de l'empereur de Russie, au lieu de *se laisser égarer par les autres ministres* et de se bercer de l'illusion dangereuse que dorénavant l'empereur de Russie ne se mêlerait pas des affaires grecques, puisque, suivant ce que lui dictaient la justice, la religion et l'humanité, le czar ne pourrait pourtant que suivre les voies de son prédécesseur.

* 3 avril.
* 20 avril.
* Du 25 avril.
** 22 mai.

Ce coup, par lequel on dissipa toutes les illusions de la Porte, avait pour elle une gravité infiniment plus grande que pour l'Autriche. L'intervention, sur laquelle les Turcs et les Francs n'avaient jusqu'alors discuté qu'avec de vaines paroles et dont on menaçait alors la Porte très-sérieusement, au moment même où elle était sûre de dompter les rebelles; cette intervention, disons-nous, fut accueillie alors par le sultan tout aussi sérieusement, comme une question de guerre nettement posée, qui sur-le-champ fit mûrir en lui les résolutions les plus énergiques. Trois jours après avoir reçu les dernières communications de Stratford, le padischah décréta une mesure à laquelle il avait bien réfléchi et qu'il avait préparée depuis longtemps, qui commençait à changer pour un long avenir la nature et la forme de tout l'empire ottoman, et qui, à une époque très-

rapprochée, fit éclater la guerre avec la Russie, malgré tous les soins qu'on avait pris, depuis si longtemps, pour l'éviter; mesure qui, par ses conséquences immédiates, retarda les négociations déjà concertées avec la Russie, et ajourna aussi au delà de l'année courante la médiation proposée par l'Angleterre. C'est un nouvel intermède que nous avons à intercaler ici en épisode et qui forme le pendant complet de celui de Saint-Pétersbourg que nous venons de raconter, à la seule exception près qu'il eut une bien plus grande importance. Nous avons déjà souvent pu observer avec quel parallélisme étrange la politique de la Russie et celle de la Turquie marchaient l'une à côté de l'autre, et combien de fois le sultan avait essayé de se placer, avec toute la fierté d'un pair, ou comme une doublure singeant le maître, à côté du czar qui l'aurait volontiers rabaissé jusqu'à faire de lui son vassal. A aucune époque ce parallélisme n'était plus frappant qu'au moment de la révolte militaire à Constantinople, qui faisait concurrence à celle de Saint-Pétersbourg; mais le sultan y déploya évidemment beaucoup plus d'habileté que n'en avait montré le czar. L'auréole dont la victoire remportée sur une révolution de quelques heures avait entouré l'empereur Nicolas semblait stimuler le sultan et l'engager à s'élever, par un acte plus grand, contre une révolution séculaire.

L'INTERMÈDE DE LA RÉVOLTE MILITAIRE A CONSTANTINOPLE.

Réforme des janissaires.

Pendant la marche de la guerre de l'insurrection grecque, on avait vu à tout moment et sous plus d'un rapport combien les anciens abus de l'anarchie des janissaires étaient incurables et pernicieux. A cette époque où la Turquie était exposée à l'extérieur aux dangers de la guerre,

et à l'intérieur aux troubles de la capitale, on avait ressenti plus qu'autrefois la gravité de ce mal, de ce désordre, de cet arbitraire, de ces violences et de ces mutineries. Les dernières accusations officielles portées contre l'*odjak*[1], comme corps militaire, montrent que cette troupe était aussi complétement désorganisée à l'extérieur qu'elle était abrutie à l'intérieur. Le même état de choses qui avait déjà duré plus d'un siècle continuait à exister toujours, mais tous les abus étaient devenus plus criants : quand on avait réussi à mettre en campagne une troupe de janissaires, leur métier journalier était la rapine et le meurtre dans les pays amis; quand il leur arrivait, par hasard, de tenir bon sur les champs de bataille, ils tiraient comme des insensés, sans discipline, sur l'ami et sur l'ennemi; ils pillaient et enfouissaient sous terre leurs camarades blessés et vivant encore, excusant leurs atrocités et leurs abominations par des quolibets railleurs qui trahissaient une indifférence bestiale ou diabolique. Mais, le plus ordinairement, la moitié de chaque contingent à qui on avait donné ordre de partir rentrait dans ses foyers immédiatement après le départ; c'étaient des ouvriers du plus bas étage, incapables de porter les armes, et trouvant fort commode d'exploiter jusqu'au bout les abus de la vie de caserne et du séjour dans les villes, qui s'étaient glissés dans ce corps. En 1823, les grands armements pour la campagne de cette année-là, l'arsenal et la fonderie de canons à Top-Chané furent détruits par un incendie dont tout le monde attribuait l'origine aux janissaires. Plus d'une fois ces milices avaient refusé tout net d'aller à la guerre contre les Grecs et les Perses : c'était toujours par suite des instigations des *moutavallis* (quartiers-maîtres), des *oustas* (maîtres cuisi-

[1] Le mot *odjak* (foyer) désigne tout le corps des janissaires.

niers) et des sous-officiers, dans le corps desquels était l
siége principal du mal, puisqu'ils neutralisaient entière
ment l'influence des capitaines (*oda-baschis*), et qu'ils exc
taient les soldats, par leur exemple, à piller systématique
ment l'État et la société. Ce fut ainsi que les janissaire
par leurs abus, exerçaient sur la société civile une in
fluence encore plus funeste pendant la paix que pendant l
guerre, parce qu'elle se faisait sentir d'une manière con
tinue. Ce n'était pas assez pour eux de commettre cont
tous les infidèles les cruautés les plus révoltantes, et d
pressurer juifs et chrétiens par de lourdes taxes, les mu
sulmans eux-mêmes n'étaient presque pas plus que le
autres à l'abri de leurs exactions. Aucun jardinier ne pou
vait porter ses fruits au marché, aucun batelier ne pouva
débarquer les objets qu'il avait à vendre, sans avoir à le
payer une redevance; aucun entrepreneur ne pouvait com
mencer des travaux publics sans voir ses ouvriers chass
par les janissaires et remplacés par les leurs. Les portefai
dont tout le corps appartenait à leur communauté, prat
quaient dans l'exercice de leur métier, d'une manière rég
lière, les exactions les plus inouïes. On mettait la plupa
des incendies, si fréquents à Constantinople, sur le comp
des janissaires, parce que, d'intelligence avec les portefa
et les pompiers, ils faisaient avec les gens riches des qua
tiers incendiés des traités pour se faire payer des somm
énormes s'ils éteignaient le feu. Dans un rayon très-éten
autour de la capitale, il n'y avait pas de bande de vag
bonds et de détrousseurs dont les chefs n'eussent été d
janissaires déserteurs et poursuivis, ou bien des gens ven
des *yamaks*, ces garnisons intraitables qui exerçaient u
pouvoir difficile à restreindre dans les forteresses à l'entr
de la mer Noire. Dans les années 1823 et 1824, où, av
la fortune croissante des armes grecques, les solda

étaient de moins en moins disposés à faire la guerre, on observait dans la capitale des symptômes nouveaux et bien plus effrayants encore. Avec la grande misère du peuple, épuisé par les exactions, on voyait surgir dans les rues des vagabonds terribles contre lesquels le gouvernement sévissait avec la prison et l'épée, sans pouvoir arrêter les progrès du mal : tantôt ces hordes trouvèrent un appui dans les janissaires, tantôt dans les ulémas, suivant que les uns ou les autres croyaient avoir à se plaindre du sultan. Au commencement de l'année 1824, les diplomates n'étaient pas sans crainte de voir s'écrouler le trône lui-même. Ils croyaient que s'il s'était trouvé un chef ralliant autour de lui les classes moyennes et délivrant les ulémas de la crainte que leur inspiraient les janissaires, il y aurait eu depuis longtemps déjà une révolution. Mais ce qui maintenait le sultan sur le trône, c'étaient précisément les intérêts opposés de ces deux grandes classes privilégiées, puis les dangers dont la Russie et l'insurrection grecque menaçaient la Turquie, et enfin le défaut d'un successeur adulte du grand-seigneur qui représentait encore, toujours pour ainsi dire seul, la race d'Osman. Il faut ajouter à cela encore cette circonstance que le padischah lui-même n'ignorait nullement sa position, et qu'il avait pris ses mesures pour combattre la révolution par une contre-révolution.

Depuis les temps de son oncle Sélim, le sultan Mahmoud, comme nous l'avons vu plus haut*, avait maintenu d'une manière inébranlable et avec autant de vengeance rancunière que de prudence dissimulée, la résolution de briser la domination de ces bandes indisciplinées qui continuaient à se considérer comme les maîtres du pays, « attisant le feu de la révolte sous la chaudière de la mutinerie. » Au commencement même de l'insurrection grecque, lorsque la

*Cf. T. Ier, p. 1

nécessité lui imposait le devoir de former une armée purement musulmane, d'une fidélité éprouvée, Mahmoud avait fait une tentative pour gagner les janissaires par de bons procédés. Il leur avait accordé que leur état-major fût représenté au sein du divan, afin de les disposer à faire la guerre et à accepter l'introduction de la tactique européenne, qu'il poursuivait ouvertement. Dans un conseil des
* 19 mai 1821. ministres*, les officiers supérieurs avaient donné alors eux-mêmes leur consentement à cette mesure, à la condition qu'on ne changerait pas le costume et qu'on éviterait le nom de nizam-djedid, qui était devenu si odieux; mais
* 23 juin. peu de temps après*, ils déclarèrent que les masses s'obstinaient à s'opposer à cette innovation. Sans attendre, le sultan donna à l'*odjak* une leçon qui devait servir d'avertissement à ce corps. Il destitua le favori des janissaires, Benderli-Ali, le grand-vizir d'alors, et le fit exécuter en ordonnant, pour rendre sa mort encore plus ignominieuse, de remplir la peau de sa tête non de coton, comme c'était dû à son rang, mais de paille, et de l'exposer non pas dans un plateau d'argent, mais sur une simple planche, comme s'il s'agissait de la tête d'un criminel ordinaire; il choisit, en outre, pour cette exécution, le 26 ramazan, l'anniversaire de la révolution qui, en 1808, avait coûté la vie au réformateur Moustapha-Beïraktar. Le fier sultan ne craignait presque jamais de s'opposer ouvertement, par des procédés semblables, aux abus criants des janissaires.
* Été de 1822. Lorsqu'un an plus tard* plusieurs ortas firent naître des troubles et formèrent un complot contre la vie du grand-vizir, le sultan déclara dans un chat-schérif « que lui-même se glorifiait d'être janissaire; mais que s'ils se déshonoraient eux-mêmes et qu'ils voulussent se conduire comme les égaux de meurtriers et d'incendiaires, il cesserait d'appartenir à ces ennemis des lois, et que si l'aga ne savait

pas rétablir l'ordre dans la capitale, il se verrait obligé de la quitter avec ses fils. » A côté de ces menaces ouvertes, il employa en même temps un moyen plus efficace pour réduire les janissaires, en minant toute l'institution dans son organisation elle-même. Il ne se faisait pas faute d'exiler et de faire exécuter les *oustas* les plus dangereux; mais on trouva qu'un moyen plus expéditif était de remplacer toujours tous ces hommes, écartés de cette manière, par les plus mauvais sujets que, par cet avancement, on exposait aux attaques de la jalousie, et dont, à leur tour, on pouvait, avec d'autant plus de facilité, se débarrasser plus tard. Quant aux officiers supérieurs, on les gagnait par un système de corruption dans lequel on persévérait longtemps, en leur prodiguant de l'or et des promesses. Pour affaiblir le pouvoir de l'aga des janissaires, on avait recours à un autre procédé : comme ceux qui étaient revêtus de ces fonctions changeaient à tout moment, par suite d'impulsions venues d'en haut ou d'en bas, on les remplaçait, à tout hasard, par ceux qui, dans ces moments-là, étaient les lieutenants : de cette manière on empêchait que ces commandants en chef du corps ne poursuivissent jamais le même but. Avec ces traditions-là, tout le monde fut singulièrement étonné d'une mesure prise par le sultan et dans laquelle on crut généralement reconnaître le signe avant-coureur d'un nouvel essai de réformes : par une innovation jusqu'alors inouïe, le sultan éleva* tout à coup * 27 juillet 18
l'aga des janissaires, Housseïn, à la dignité de pacha à trois queues; peu de temps après, il le choisit pour gendre et en fit* le commandant du Bosphore; ce qui prouvait * 20 décembre
qu'il voulait tirer profit de la jalousie qui animait les *yamaks* contre les janissaires, ou qu'il voulait faire sentir la même main de fer à l'un de ces corps aussi bien qu'à l'autre. Cet individu comblé ainsi des faveurs impériales était

un homme qui jadis, en 1808, comme simple janissaire, avait assassiné le chef de son *orta*, et qui pendant longtemps, dans la suite, avait été complice d'un grand nombre d'actes séditieux; il était corrompu, de mœurs dissolues, brutal, mais courageux, résolu, sans égards pour personne, incapable de s'occuper des affaires ordinaires, mais disposé à se charger de tout ce qui faisait reculer d'effroi les autres soldats. Son impudence égalait son intrépidité. On raconte que le sultan lui ayant demandé s'il y avait encore beaucoup de ces anciennes canailles parmi les janissaires de la capitale, Housseïn répondit : « Non, seigneur, je suis le dernier de mon espèce! » Ce fut donc cet homme-là que le sultan avait choisi pour l'exécution de ses projets, et dont il avait allumé les convoitises et les passions, en le déterminant à transformer la corporation de ses camarades ou bien à l'anéantir.

Lorsque la première expédition des Égyptiens, en 1824, avait si complétement trompé l'attente de tout le monde, le sultan s'adressa* encore une fois aux janissaires pour leur demander de former un contingent de huit mille hommes; mais il n'avait pas pu l'obtenir. Ce projet passager de se servir, pendant la campagne, des milices avec leur ancienne organisation fut d'ailleurs abandonné dès les premiers succès obtenus en Morée par les tacticiens de l'Égypte, et la Porte tomba dans l'extrême opposé en voulant, à tout prix, faire triompher la tactique européenne aussi parmi les Turcs. Cette intention s'ébruita; l'ousta du 27e orta fit naître des troubles*, en prenant pour prétexte le seul bruit de ce projet; on l'étrangla. Cependant le sultan continuait tout doucement, avec une grande prudence, à s'avancer dans la même voie. Dans ses premières démarches, il évita tout ce qui pouvait rappeler le *nizam-djedid*. Il annonça*, au contraire, son

* Commencement de 1825.

* En été.

* Printemps de 1826.

intention de remettre seulement en vigueur les *anciennes* ordonnances (*nizami-aatih*) tombées en désuétude, et convoquait souvent des assemblées dans lesquelles les grands dignitaires délibéraient sur ce sujet. Les ulémas travaillaient avec beaucoup de zèle pour obtenir ces modifications; on leur assura une grande influence sur les nouveaux régiments, dont chaque compagnie devait avoir un imam. On avait trouvé l'appui de la religion pour cette mesure dans un verset du Coran où il est dit : « Opposez à votre ennemi les mêmes armes que celles dont il se sert. » Cette maxime se trouvait déjà pleinement confirmée par l'adoption et par l'emploi de la poudre à canon, cette invention des infidèles. Ce fut au milieu de ces délibérations que Stratford Canning annonça au divan que les deux plus grandes puissances avaient fait un traité d'alliance pour entreprendre la médiation en Grèce. Aussitôt les plus hauts dignitaires se réunirent*, pour une délibéra- * 25 mai.
tion préalable, dans la maison du mufti, où ils résolurent de mettre, sans délai, la main à l'œuvre; puis, dans une assemblée plus nombreuse et plus solennelle, on lut* et * 28 mai.
on mit en délibération un acte du gouvernement proposant l'introduction d'une infanterie disciplinée (*mouallem eschkindschi*) et s'appuyant surtout sur l'argument que fournissait l'insurrection de ces Grecs qu'on n'avait pas encore réussi à dompter, « de ces faibles roseaux que le torrent impétueux du courage ottoman aurait dû briser dans un clin d'œil[1]. » Le reïs-effendi appuya ensuite cette

[1] Nous suivons ici principalement le récit de l'historiographe de l'empire, Assad-Effendi, d'après la traduction française de Caussin de Perceval : *Précis historique de la destruction du corps des janissaires;* Paris, 1833. Ce n'est qu'avec la plus grande prudence que nous nous sommes servis, en outre, de quelques renseignements puisés dans des rapports d'ambassadeurs, puisqu'on ne peut que ra-

proposition de réforme, en présentant des documents, pour prouver combien était injuste et impérieuse l'immixtion des étrangers dans ces affaires des rebelles, immixtion qui avait pour but d'affaiblir la puissance musulmane; puis il finit son discours par ces paroles : « Concluez du peu que je vous dis ici tout ce que je ne dis pas. » Après quelques discours dans lesquels les orateurs donnaient leur assentiment à ces mesures, on lut ensuite le décret impérial qui contenait, en quarante-six paragraphes, les dispositions relatives à l'organisation de cette nouvelle troupe; on donna encore lecture d'un fetwa du mufti, où il était déclaré que le devoir de tout croyant était de s'exercer à l'art militaire; puis, tous les assistants apposèrent leur signature à un acte écrit par lequel ils s'engagèrent formellement à exécuter les ordres du sultan. Ensuite on porta, en procession solennelle, tous les trois écrits dans la demeure de l'aga des janissaires, Mouhammed-Djelaleddin, où deux cent huit officiers des janissaires signèrent l'acte d'engagement. Le nouvel ordre de choses se distinguait par la plus grande modération. On avait conservé le statut et les priviléges des janissaires; les soldats devaient continuer à toucher leur solde pendant toute leur vie; on voulait seulement faire cesser les abus par suite desquels les janissaires vendaient cette solde et la transmettaient par héritage. A la place des instructeurs chrétiens qui avaient scandalisé les musulmans, on avait nommé des Égyptiens. On avait demandé à chaque orta cent cinquante hommes; on voulait même que les ortas incomplets fussent exemptés. Tout paraissait marcher

rement se fier à ces rapports quand il s'agit de faits matériels et d'un état de choses tel qu'il règne dans ce pays de la barbarie et du mensonge.

rendement et sans difficulté. Plusieurs des ortas exemptés offraient même volontairement leur contingent.

Révolte et destruction des janissaires.

Mais dès que la signature eut eu lieu dans le palais de l'aga, l'esprit de l'opposition s'était déjà réveillé dans quelques-uns des officiers, et lorsque, sur la place de l'*Et-Meidan*[1], on commença* à faire faire les premiers exercices à un petit nombre de soldats, « l'*odjak* justifia son nom et devint un foyer ardent de rébellion. » Lorsque, les jours suivants, on continuait à faire faire l'exercice, on remarquait chaque fois les indices d'un complot qui se propageait sourdement. Les *oustas* couvaient une conspiration, par laquelle ils voulaient s'emparer du sultan et le forcer à un régime de terreur à l'aide duquel on comptait se débarrasser de tous les ennemis, aussi bien que des nouvelles institutions. Les *moutavallis* se prêtèrent aux projets des *oustas;* mais les colonels (les *tschor-baschis*) s'y refusèrent et brisèrent ainsi le faisceau des conspirateurs; leurs projets furent ainsi inévitablement trahis, et le sultan, qui était résolu à tout, eut le temps nécessaire pour achever tous ses préparatifs. Néanmoins, on n'avait encore pris aucune mesure extraordinaire, lorsque, déjà quelques jours après*, les rebelles s'assemblèrent, pendant la nuit, en troupes, sur la place aux Viandes, et qu'ils envoyèrent des députations vers l'intendant Hassan-Aga, pour l'attirer à eux, tandis que d'autres délégués se rendirent dans les demeures du grand-vizir, de l'aga et de

* 12 juin.

* 15 juin.

[1] « La place aux Viandes, » où, suivant la coutume, on distribuait aux janissaires leurs rations de viande, est située au centre de la ville; l'entrée de cette place et de la caserne attenante était formée autrefois par une haute porte voûtée. Dans presque toutes les relations qui racontent cette catastrophe fatale aux janissaires, on a confondu cette place avec l'*At-Meïdan* (place aux Chevaux) ou l'hippodrome. — Cf. Walsh, *Narrative of a journey from Constantinople to England*, 1829, p. 82.

l'Égyptien Nedjib-Effendi, homme qui leur était particulièrement odieux. Les maisons de ces dignitaires devaient être sacrifiées les premières à la fureur des janissaires. L'intendant sut se soustraire à leurs poursuites; l'aga s'échappa dans une maison voisine; les deux autres étaient à la campagne. Les trois maisons de ces hommes qu'on poursuivait furent toutes pillées et détruites; on força les portes des harems, les femmes de l'aga furent livrées à la brutalité de ces soldats furieux, qui coupèrent en morceaux son fils âgé de douze ans[1]. Le lendemain matin*, on donna le signal ordinaire de la révolte : on renversa les chaudières sur la place Et-Meïdan, où les portefaix et tous les gens sans aveu se rassemblèrent en grandes masses autour du noyau des rebelles, qui envoyèrent alors des délégués aux différents autres corps de troupes, pour les gagner à leurs intérêts, et qui, pour soulever le peuple, firent répandre dans tous les quartiers de la ville le bruit que le grand-vizir, l'aga-pacha Housseïn, l'aga des janissaires et tous les grands dignitaires étaient faits prisonniers ou tués.

* 16 juin.

Pendant ce temps, la nouvelle de l'insurrection qui venait d'éclater parvint d'abord au grand-vizir Mouhammed-Selim-Siri-Pacha, qui se trouvait, à ce moment, à sa campagne de Beïlerbeï, sur la côte asiatique. C'était encore le même successeur de Ghalib qui, en se comparant à son prédécesseur, avait, avec tant d'humilité, avoué sa faiblesse, mais qui, dans cette crise, se montra froid et d'une résolution ferme. Il ordonna à l'instant à l'aga-pacha Housseïn et au pacha Mehmed de Beïkos de conduire leurs troupes au Sérail, où il se rendit lui-même, accompagné d'un seul serviteur; il envoya, en toute hâte,

[1] Le récit officiel ne dit rien de ces atrocités commises dans la maison de l'aga.

l'intendant du trésor auprès du sultan, à sa résidence d'été, à Beschiktasch (au nord du port), afin de lui demander la permission de pouvoir déployer l'étendard du Prophète, et pour le prier, en même temps, de venir en personne dans la capitale. Les deux pachas, accompagnés de leurs troupes, qui étaient presque exclusivement composées de soldats des provinces, rivaux des janissaires, et qu'on avait depuis longtemps réunies sur la côte asiatique, le mufti et les ulémas, les professeurs et les étudiants, l'artillerie et les soldats de la marine, sourds à la voix de la séduction : tous coururent dans les vastes cours du Sérail et se réunirent aux *bostandjis*, les gardiens du palais, même avant que le sultan parût. Aussitôt que ce dernier eut été informé de ce qui se passait, il se jeta dans le bateau qui lui servait pour ses promenades quand il voulait garder l'incognito, et se fit conduire au Sérail. Ses fidèles le poussaient à l'attaque, les ulémas l'imploraient pour qu'il déployât une sévérité inexorable. Le grand-seigneur voulut se mettre lui-même à la tête de ses troupes et courir au milieu du danger; mais tous l'en détournèrent par les représentations les plus pressantes, le priant seulement de déployer le *sandjak scherif*, l'oriflamme sacrée. Des crieurs publics parcoururent alors toutes les rues de la ville et des faubourgs, exhortant le peuple à se rallier autour « du drapeau vert du Prophète, autour du cyprès majestueux dans le jardin de la Victoire. » Les étudiants, les hommes de cabinet, les hommes de bien et les amis de l'ordre parmi les bourgeois accoururent et détachèrent des rebelles le plus grand nombre des masses populaires qui d'abord s'étaient réunies autour d'eux. Avec le concours d'une multitude nombreuse et pleine d'enthousiasme, on porta l'étendard vert du Sérail à la mosquée du sultan Achmed, sous la conduite des

troupes fidèles. Dans la mosquée, on délibéra sur la question de savoir s'il fallait essayer de ramener les rebelles par les voies de la douceur et par des négociations; on rejeta cet avis. Les deux pachas s'avancèrent, avec l'artillerie et les soldats de la marine, par la grande rue du Divan; les bombardiers et les sapeurs passèrent par l'arcade de Bouzdoghan (aqueduc de Valens), pour se diriger vers la place aux Viandes. Les rebelles, consternés par la nouvelle qu'on avait déployé le *sandjak scherif*, essayèrent, en occupant les passages, d'empêcher le peuple d'affluer; mais leurs postes perdirent courage en voyant la foule agitée. Ils se réfugièrent sur l'Et-Meïdan, en fermèrent la grande porte d'entrée et la barricadèrent avec des pierres. Les pachas cernèrent la place et la caserne de tous les côtés. Le capitaine d'artillerie Ibrahim-Aga « l'Infernal » se rendit à la porte d'entrée pour engager les rebelles à se rendre; mais les janissaires s'y refusèrent en hurlant comme des chiens. Un coup de canon enfonça ensuite un des battants de la porte. Les artilleurs escaladèrent la barricade et ouvrirent l'autre battant. Il n'en fallut pas davantage pour jeter les janissaires dans le plus grand désordre et pour ôter toute direction à ces bandes frappées déjà de remords. « Ceux qui avaient tenu l'écumoire de la révolte, dit un témoin oculaire turc[1], furent lancés dans l'abîme de la terreur. » Ils renversèrent leurs chaudières et « poussèrent des cris qui pouvaient être entendus des habitants d'un autre monde! » Toute la masse des révoltés s'enfuit précipitamment dans la caserne. Un artilleur mit le feu aux étaux dont ce bâtiment était entouré. Les canons chargés de mitraille ti-

[1] Cf. Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient,* Bruxelles, 1835, t. II, p. 295.

raient de douze à quinze fois en salve sur la caserne, dans laquelle on jeta de tous les côtés des torches enflammées. La plupart des rebelles périrent misérablement dans cet édifice embrasé; ceux qui s'étaient enfuis à temps de la place furent recherchés et arrêtés dans les rues et dans les cachettes de la vaste ville dont on avait auparavant fermé et occupé les portes. Le lendemain *, on conduisit * 17 juin.
les prisonniers devant deux tribunaux qui devinrent en même temps le lieu de leur supplice : le grand-vizir présidait l'un de ces tribunaux, établi dans la grande salle de l'aile gauche de la mosquée d'Achmed, tandis que l'autre, dressé dans la demeure de l'aga des janissaires, était sous la direction de l'aga-pacha Housseïn. Les prisonniers ne purent espérer trouver aucune pitié devant ces terribles juges. L'aga-pacha, dit-on, cita les coupables devant son siége, en fondant ses accusations sur un livre noir dans lequel on avait noté des criminels et des crimes dès le temps de Sélim.

Cette heureuse issue détermina aussitôt le sultan à étendre son projet qui d'abord n'avait été qu'une simple réforme d'une partie des milices et à procéder à une mesure radicale : il résolut d'anéantir l'*odjak*. On prit cette grave résolution dans un conseil tenu pendant la nuit; on l'approuva dans une grande assemblée au Sérail, où l'on avait convoqué un plus grand nombre de conseillers sous la présidence du grand-vizir. Un firman * justifia les réformes arrêtées, en * 17 juin.
rendant compte, en même temps, de la révolte, des atrocités commises et de la juste punition qui venait de frapper les coupables. « Dans l'exécution de ce châtiment, y était-il dit, on avait trouvé parmi les rebelles des infidèles portant sur le bras le signe de la croix, ce qui prouvait avec certitude qu'il y avait toujours eu des espions chrétiens parmi les janissaires. » Après avoir de la sorte touché, pour ainsi

dire, du doigt l'impossibilité de leur épuration, on avait modifié le statut de la corporation et on avait remplacé le nom de janissaires par celui de « troupes victorieuses de Mahomet. » Tous les membres de la famille musulmane, les grands et les petits, ne formeraient donc désormais qu'un seul corps; tous se considéreraient à l'avenir comme frères par la même foi; les grands regarderaient les petits avec les yeux de la compassion, et les petits respecteraient, avec soumission, les grands: tous seraient unis par la grande œuvre commune, qui était de conserver le système nouveau.

Les malédictions dont le peuple accompagnait la destruction de ces bandes étaient la justification du sultan. Les bonnets des janissaires, les signes distinctifs des *ortas*, les chaudières, qui tout à l'heure encore avaient été pour les Turcs un objet de respect et pour les rayas un objet de terreur, furent foulés aux pieds et traînés dans la boue. Les hommes d'ordre commençaient à respirer. Les ulémas soutenaient le gouvernement comme un fort pilier. Ils le poussaient à une épuration radicale. Le sultan, en juge inexorable et en vengeur terrible, ne manquait pas de bonne volonté pour extirper le mal dans sa racine. L'évaluation la plus modérée indique, comme nombre des vagabonds chassés de la ville, le chiffre de vingt mille. On supprima à tout jamais l'ordre des *bektasch*, formé de derviches sceptiques. Depuis que le fondateur de cette secte, Hadji-Bektasch, était devenu, en 1361, le parrain et le chef spirituel des janissaires, ses sectateurs étaient restés dans l'union la plus étroite avec ces milices, et avaient dégénéré avec elles, en s'abandonnant aussi à la luxure, à la paresse et à un esprit d'opposition toujours en révolte contre les lois; cependant, malgré sa suppression officielle, cette secte se propage encore de nos jours en secret.

On considéra ce décret du sultan comme un des plus grands bienfaits de cette révolution sociale. Sous d'autres rapports, la sévérité du sultan pesait lourdement sur le peuple. Par suite du bannissement de tant de gens, et par la levée de nombreux soldats, toutes les branches des métiers étaient arrêtées dans leur activité; des corps de métier, comme ceux des portefaix et des pompiers, avaient été chassés en entier; la fermeture provisoire des cafés priva un très-grand nombre de personnes de leurs moyens de subsistance. Toute la populace de la capitale se sentait peu rassurée en voyant le gouvernement déployer cette vigueur toute nouvelle; ces anciens amis de l'anarchie nouèrent de nouvelles relations avec les *oustas* en fuite, ainsi qu'avec d'autres mécontents. Un terrible incendie éclata quelques semaines après * et réduisit en cendres un huitième de toute la ville; la marche irrégulière du feu, qui s'était propagé par bonds, faisait songer à l'action d'incendiaires; bientôt on ne conserva plus aucun doute à cet égard. Une nouvelle tentative, faite pour incendier la capitale *, fut prévenue par des dénonciations venues à temps, et dont le gouvernement sut profiter de manière à obtenir des révélations très-importantes. Quelques jours après, il commença à faire des arrestations et à châtier sévèrement les coupables : plus de huit cents personnes furent exécutées et plus de deux mille furent bannies de la ville. Le peuple turc considère un excès de clémence comme plus dangereux qu'un excès de rigueur; le sultan suivit cette manière de voir comme un principe. Dans ce cas exceptionnel, la sévérité était plus avantageuse que la douceur, et même imposée par la nécessité, rien que parce qu'il s'agissait d'intimider les provinces, où l'on pouvait s'attendre à trouver le moins de goût pour le nouvel ordre de choses, qui était si peu en harmonie avec le pen-

* 31 août.

* 10/11 octobre.

chant du peuple pour le désordre. Cependant, dans les provinces de l'Asie-Mineure les plus rapprochées de la capitale, ainsi qu'en Roumélie et en Macédoine, la suppression des janissaires s'opéra sans la moindre résistance. Les *yamaks* aussi, dont la fidélité ne les exempta pas plus que tous les autres corps de troupes de la réforme, furent relevés, sans difficulté aucune, dans leurs châteaux, où on les avait crus inattaquables. Pendant quelque temps, les jeunes gens s'empressaient de se faire enrôler dans cette nouvelle troupe, à la tête de laquelle on mit comme séraskier l'aga-pacha Housseïn, pour le récompenser de ses services et de la bravoure qu'il avait montrée dans la révolte. Après six mois, on eut sous les armes quarante mille volontaires, parmi lesquels on put prendre, déjà vers la fin de l'année, un certain nombre de tacticiens en uniforme pour les envoyer rejoindre l'armée de Rechid-Pacha.

Le sultan Mahmoud et la réforme.

Cette entreprise gigantesque avait été exécutée avec un succès qui touchait au miracle; aussi les édits du gouvernement l'attribuaient-ils à un effet particulier de la puissance divine. Plein d'outrecuidance, Housseïn-Pacha demanda au drogman français, Desgranges, « combien de temps avait duré leur révolution en France? » Et lorsque celui-ci répondit : « De vingt-cinq à trente ans, » il lui répliqua : « Eh bien! écrivez à Paris que nous en avons terminé une en vingt-trois minutes! » Le sultan Mahmoud avait accompli déjà auparavant ce qui n'avait réussi à aucun de ses ancêtres depuis Mahomet IV : il avait extirpé les dérébeys et soumis l'Albanie; à ces exploits il ajouta alors la plus difficile de toutes les entreprises, l'anéantissement des janissaires, entreprise dont la conception lui était venue entièrement à lui seul. Aussi le voyait-on, après l'exécution de ce projet, plus enorgueilli et comme délivré

d'un joug qui, pendant dix-huit ans, avait pesé sur lui ; il était content de lui-même et montrait une confiance tranquille dans sa propre valeur ; son maintien plein de dignité, sa large poitrine et ses beaux traits exprimaient encore plus de fierté qu'auparavant, et le regard tranquille et mélancolique que jetaient ses yeux noirs semblait alors plus étincelant qu'autrefois. Si, jusqu'à ce moment, les personnes de son entourage immédiat l'avaient adoré, il était alors, pendant quelque temps, le béni du peuple. En jouant ce grand coup, il avait risqué tout l'avenir de son empire : il pouvait en résulter l'anéantissement ou la renaissance de l'ancienne vigueur martiale, la destruction ou la régénération de l'État turc. Il ne faut voir que la phraséologie ampoulée des Orientaux dans les louanges dont son historiographe comblait le grand-seigneur, en disant : qu'il réunissait en lui le respect pour la loi tel que l'avait montré Abou-Bekr, la fermeté d'Omar, la modestie d'Osman ainsi que le courage d'Ali, et que, par ses exploits, par ses discours et par sa libéralité, il était un objet d'admiration pour les hommes charitables, pour les sages et pour les guerriers. Mais on ne peut pas méconnaître un sens plus profond dans les paroles de son panégyriste, quand il dit qu'il voyait en lui se confirmer la promesse du Prophète, telle qu'elle avait été transmise par la tradition, et qui avait annoncé « qu'au commencement de chaque siècle, Dieu enverrait un homme avec la mission de rétablir la foi. » Les hommes d'État francs eux-mêmes partageaient en assez grand nombre l'opinion, que ce prince avait prouvé, par des actes, qu'il était fait pour devenir le régénérateur de l'empire turc, dont la ruine irréparable n'avait été, trente ans auparavant, l'objet d'un doute pour presque personne dans le monde de l'Occident.

Le sultan lui-même savait quelle était l'importance de l'acte qu'il venait d'accomplir. Le jour de la victoire, il avait fait appeler deux fois le reïs-effendi, le bon Saïda, pour lui dire « qu'un nouveau règne commençait dès ce moment; que, dorénavant, le trône ne serait plus la terreur, mais bien l'appui du peuple. » Le lendemain, le grand-seigneur déclara publiquement, dans la salle du divan, au Sérail, « que désormais il ne s'occuperait que du salut de la nation, et qu'il parerait l'administration de son empire des bijoux de la sagesse et de l'équité, comme on pare le front d'une jeune épouse. » En même temps, il annonça son intention de lever le séquestre mis sur les biens des rebelles et promit même de laisser aux enfants de ces derniers le butin dont s'étaient enrichis leurs pères; effectivement, peu de temps après parut la loi qui devait effacer cette tache sur le règne du sultan. Dès le commencement, on projetait d'autres grandes réformes dans les finances, une élévation de la valeur des monnaies et l'introduction d'une contribution foncière qui devait servir de base pour tous les revenus fixes de l'empire; de même que du temps de Sélim, la réforme militaire ne devait être que le prélude d'une amélioration de toute l'administration. On savait bien quelle lutte incessante on aurait à soutenir contre tous les préjugés, en voulant faire triompher ce projet, et quels étaient les vices qu'on entreprenait de combattre. Mais le reïs-effendi paraissait être armé de la patience nécessaire pour une si grande œuvre, et le sultan semblait posséder toute la volonté inflexible, toute la hardiesse et toute l'opiniâtreté orgueilleuse propres aux novateurs. Continuant l'œuvre de Sélim, Mahmoud était le dernier retardataire des nombreux princes réformateurs du XVIIIe siècle. Comme Turc, il était éclairé et exempt de préjugés; il aimait à montrer aussi souvent que possible à

ses sujets l'exemple des Francs, afin qu'ils apprissent « à devenir des hommes ; » il ouvrit même, par son exemple, l'accès de la capitale au scepticisme superficiel des Francs. Quelque sérieux et grave que Mahmoud pût paraître parfois, quelque dur qu'il se montrât à l'occasion, ses manières n'avaient cependant pas le caractère sombre particulier aux Osmanlis; même dans des audiences solennelles, quand il voyait son drogman embarrassé, il lui arrivait quelquefois de partir d'un éclat de rire tout joyeux. Il n'était que trop adonné aux spiritueux des Occidentaux, et il favorisait ceux des Turcs qui ne craignaient pas de boire du vin en public. Quelques années plus tard, il ne se faisait pas scrupule de rendre visite à des dames chrétiennes ou de regarder de jeunes filles grecques danser dans les îles des Princes; on le voyait même, contrairement à tous les usages, paraître aux banquets diplomatiques pour s'entretenir avec les assistants. Dans une de ses processions publiques, il serait entré dans une église chrétienne, si elle n'avait pas été justement fermée; Sélim n'aurait pas même osé en approcher. Mahmoud attaquait ouvertement et hardiment la superstition et le fatalisme des Turcs, en ordonnant de renverser, dans les cimetières, les pierres tumulaires ordinaires couronnées d'un turban de janissaire, en faisant vacciner ses enfants et en fondant un collége de médecine, qu'il autorisait à disséquer les cadavres. Par tout ce manque d'égards il froissait vivement ses sujets, et par toutes ces frivolités il faisait naître des doutes dans l'esprit des observateurs étrangers, qui se demandaient si le sultan ne manquait pas, dans ses mœurs et dans son intelligence, du sérieux nécessaire et de la vigueur conséquente et tenace indispensable pour mener à bonne fin la grande œuvre qu'il avait commencée.

Élevé à la turque, ayant grandi dans la réclusion et la

mollesse du sérail, habitué à être entouré de favoris et de vils adulateurs, il éparpillait constamment ses penchants et ses inclinations, s'occupant tour-à-tour d'études, des femmes, du tir à l'arc, de l'exercice militaire, comme, au moment dont nous parlons, il ne pensait qu'à la grande réforme. Il était évident qu'il manquait de la force d'intelligence et de la culture intellectuelle nécessaires pour voir dans la civilisation autre chose que la surface, et pour la juger autrement que d'après les apparences. C'était ainsi que ses réformes, bien que commencées sérieusement et effectivement, n'avaient souvent pour résultat que de nouveaux enfantillages ou qu'elles revenaient facilement aux anciens abus. Il est vrai qu'il abolit légalement les confiscations; mais, presque au même moment où le sultan prit cette mesure, on fit cependant à un riche juif un crime de sa fortune, qui devint la cause de sa ruine. Mahmoud voulut relever l'agriculture, et fit venir d'Angleterre des instruments aratoires; mais il ne songea pas à protéger la propriété et à lui donner de la sécurité, ni à délivrer ses sujets des taxes qui les écrasaient. La réforme militaire aussi perdait bien souvent le caractère sérieux, que cette grande entreprise aurait dû toujours conserver, pour aboutir à des enfantillages et des puérilités. Au commencement, on avait conçu un projet très-vaste, connu de quelques étrangers seulement[1], et d'après lequel on voulait, en dix ans, complétement transformer toute l'armée, bâtir des casernes, établir une manufacture d'armes, créer une nouvelle administration militaire et sanitaire, et enfin fonder une école navale. On voulait construire, chaque année, un vaisseau de ligne et un nombre correspondant de frégates et de bâ-

[1] Les détails suivants ont été empruntés à des notes prises par un des rares attachés d'ambassade qui avaient été ainsi privilégiés. MS.

timents plus petits. On avait le projet de fortifier, par les ressources de l'art, le centre de gravité de la défense du pays, placé par la nature elle-même au nord de l'empire : on voulait agrandir les fortifications de Schoumla et faire de Braïla une place de premier ordre, en unissant ses lignes par de forts ouvrages de défense à celles de Matschine. Une grande partie de l'armée devait former la garnison de ces forteresses; quarante mille hommes devaient être envoyés à Erzeroum pour garder les frontières d'Asie, tandis que cinquante mille soldats étaient destinés à couvrir la capitale, ce centre de l'empire qu'on voulait rendre complétement inaccessible du côté de la terre, de sorte qu'elle serait le modèle gigantesque des nombreuses forteresses maritimes de ce pays, dont la position seule a permis que l'empire byzantin durât tant de siècles de plus que celui de Rome. Mais tous ces grands projets furent déjoués par l'exiguïté des ressources qu'on employait ou par la petitesse des buts secondaires qu'on voulait atteindre. L'État devait dorénavant fournir aux troupes régulières leur habillement et leurs armes; par cette décision, on enleva aux gens de guerre ottomans ce qu'ils avaient de plus cher, et on rendit les soldats, qui étaient déjà mal disposés, indifférents à l'égard des capitulations et peu soucieux de se défendre quand l'ennemi les sommait de mettre bas les armes. Mais on pouvait, il est vrai, se donner le plaisir d'avoir le même jouet que les princes européens et d'habiller les troupes en uniformes; on alla même, un jour, jusqu'à essayer de former un régiment de cuirassiers, bien que cette mesure fût en opposition complète avec le climat et avec toutes les habitudes des Turcs. Ces prodigalités vaines et inutiles firent cependant bientôt reconnaître, au grand étonnement des novateurs, combien ce nouvel ordre de choses était coûteux; on prit des informations à Berlin sur l'organisa-

tion de la *landwehr* prussienne, mais en même temps aussi sur un jeu militaire qu'on y avait inventé et que le roi de Prusse s'empressa de faire parvenir au sultan.

La réforme militaire fut ainsi arrêtée dans son commencement même; néanmoins, cet événement causa l'impression la plus extraordinaire dans les autres pays, et fit naître dans les uns les espérances les plus grandes, et dans les autres les craintes les plus vives. Un homme tel que Strangford se vit, par cette révolution, confirmé dans la haute opinion qu'il avait de la capacité des Turcs, opinion qu'il transmit à une petite école parmi ses compatriotes. Un observateur prussien (von Kanitz) déclara que cette transformation de l'armée turque pourrait donner au grand-seigneur le pouvoir nécessaire pour concentrer les forces de l'empire entre ses seules mains, pour faire des pachas des serviteurs dépendant de sa volonté, et pour augmenter ainsi considérablement la puissance défensive de l'empire. Metternich aussi comprit que, par cette réforme, la Turquie avait brisé l'ancien État féodal et qu'elle venait de fortifier le pouvoir monarchique; qu'elle avait fondé un système d'impôts réguliers, et qu'elle annonçait ainsi le désir de s'élever à une réforme à l'intérieur, par laquelle elle assurerait davantage les destinées de l'empire ottoman. Mais aussitôt le prince fut saisi aussi d'inquiétude à la pensée que la Russie pourrait trouver, dans ces innovations, autant de raisons pour soupçonner la Turquie et pour s'en méfier, que l'Autriche y avait vu un sujet de satisfaction et de consolation; il prévit qu'il y avait là un motif de guerre tout nouveau qui arrêterait à temps les effets de cette réforme, motif qu'on n'avouerait jamais, mais qui agirait peut-être avec plus de force qu'aucune des autres raisons. Le prince avait bien pressenti ce qui allait arriver. Le czar devait être irrité rien qu'à voir que,

dans les États de son voisin, qu'il méprisait profondément, on représentait cette caricature de la victoire qu'il avait remportée sur les rebelles de Saint-Pétersbourg, et cela encore dans des proportions bien plus grandioses! En effet, on comparait, à ce moment, le « vainqueur » Mahmoud à Pierre Ier, qui avait dompté les strélitz. En vérité, à quelque distance qu'on place le sultan au-dessous du czar, en comparant une individualité à l'autre, il faut avouer cependant que, plus on réfléchit aux raisons qui font que la culture intellectuelle et la nature de l'esprit des Turcs sont inférieures à ce qu'on voit chez les nations de l'Occident, et plus on doit reconnaître quelles étaient la valeur et l'importance de ce coup hardi que Mahmoud porta à cette puissance cinq fois séculaire, que les sultans les plus énergiques, à l'apogée même de la domination ottomane, n'avaient pu vaincre, et quelle était la signification de cette révolution qui semblait devoir rajeunir cet État arrivé à une décrépite vieillesse. Toutes ces considérations firent naître à Saint-Pétersbourg les réflexions les plus sérieuses. Si l'entreprise du sultan échouait, elle pouvait amener une anarchie terrible, l'extermination de la dynastie et la chute de l'empire; dans ce cas, la Russie, en première ligne, avait à songer aux combinaisons par lesquelles il faudrait combler le vide; mais comme les affaires ne semblaient pas prendre cette tournure, il fallait réfléchir à ce qu'on avait à faire vis-à-vis d'un succès qui pourrait « fortifier de nouveau le gouvernement turc et lui donner une telle confiance dans ses forces que la Russie en ferait immédiatement l'expérience à ses dépens[1]. » Nous verrons donc d'abord de quelle manière la Russie essaya de prévenir un tel effet de l'œuvre de la réforme en Turquie.

[1] Dépêche adressée à M. de Ribeaupierre en date du 23 janvier 1827. Portfolio, t. III.

Dès le moment où les Grecs s'émancipèrent, la réforme du sultan conduisit, plus tard, de degré en degré, à la déclaration de l'égalité devant la loi entre chrétiens et Turcs, pour aboutir ensuite à l'émancipation des rayas dans l'intérieur de l'empire. Mais dans la première démarche que fit Mahmoud, non-seulement il ne s'agissait pas du tout pour lui de ce principe de tolérance religieuse et de réconciliation des races, mais encore le padischah semblait regarder la prompte réduction des rayas grecs, par tous les moyens et à tout prix, comme le complément naturel et obligatoire de la destruction des janissaires. Si les Grecs s'étaient soumis de leur plein gré, le sultan leur aurait peut-être fait bien des concessions, pourvu toutefois que ses sujets ne s'y fussent pas opposés; mais vis-à-vis des rebelles, il n'écoutait que son orgueil de souverain. Plus il venait de déployer de vigueur pour détourner la source de l'insurrection turque, et plus il était irrité par celle des rayas, tant qu'elle était debout. Il avait vu dans les concessions accordées aux Serbes une première rupture des digues qui consolidaient la domination ottomane; toutes les concessions ultérieures qu'on aurait faites aux rayas eussent été, à ses yeux, autant de ruptures dans les digues de l'empire. C'est par ces raisons qu'il faut expliquer l'opiniâtreté inflexible avec laquelle il employait toutes ses forces à subjuguer les Grecs et s'opposait à toute tentative d'immixtion dans ses affaires, et par laquelle il s'était attiré depuis longtemps la haine du monde, comme il allait finir par provoquer l'inimitié des puissances. Lorsqu'il accomplit ces desseins contre les janissaires, le courage qu'il lui fallait pour cette entreprise hasardeuse avait été fortement augmenté par un événement qui avait eu lieu dans la guerre de l'insurrection, événement qui, sans aucun doute, lui semblait être, à ce moment, un coup mortel porté à la

révolution des rayas. Il nous faudra donc d'abord tourner nos regards en arrière et suivre la marche de la guerre.

---

4. — LA GUERRE DANS LES ANNÉES 1826 ET 1827.

Plans d'opér tions militair d'Ibrahim-Pacl pendant l'hiver

Pendant tout l'hiver de 1825 à 1826, comme déjà dans l'hiver de l'année précédente, Ibrahim-Pacha n'avait pas un seul moment interrompu ses armements. Déjà vers la fin de l'automne, une flotte turco-égyptienne, commandée par le kapoudan-pacha, avait de nouveau quitté Alexandrie* avec dix mille hommes de troupes de terre, composées pour la plupart de tacticiens qu'elle avait débarqués sains et saufs dans le port de Navarin*. Le général égyptien conçut alors la pensée ambitieuse d'exécuter, au cœur de l'hiver, ce que Rechid-Pacha n'avait pas pu accomplir pendant tout l'été : il voulut amener la chute de Missolonghi. Dans ce but, il fit embarquer son artillerie et une partie des troupes pour Patras, dont Youssouf, qui fut appelé en Magnésie, dut lui céder le commandement après avoir défendu cette ville pendant de longues années. Ibrahim lui-même se mit en route pour se rendre par terre à Patras avec la cavalerie et le reste de l'infanterie. Lorsque la flotte fut arrivée près des petites Dardanelles*, elle expédia quelques bâtiments pour bloquer Missolonghi. Les forces de terre arrivèrent à l'embouchure de l'Alpheios* sans avoir vu un seul ennemi. Kolokotronis prétend qu'à la nouvelle des projets d'Ibrahim, il avait offert au gouvernement grec d'aller à Gastouni, d'en enlever toutes les provisions et de les faire transporter à Missolonghi, mesure pour l'exécution de laquelle les Grecs auraient eu vingt jours devant eux; si cette affirmation est conforme à la

* 17-19 octob 1825.
* 5 novembre.
* 18 novembre.
* 20 novembre.

vérité, on peut dire que les Grecs, qui, du reste, ne firent rien pour venir au secours de Missolonghi, n'ont jamais montré une insouciance plus coupable qu'en négligeant de prendre encore cette précaution qui aurait pu sauver la ville. On ne fit rien, ni pour inspirer au pacha des craintes au sujet de Tripolitsa, qui était fort mal défendue, ou à l'égard des places de Modon et de Navarin, qui n'étaient pas mieux protégées, ni pour lui barrer le passage des défilés de Kleïdi. Les Éliens ne prirent non plus aucune mesure pour lui disputer le passage du Rouphias; sans s'inquiéter du danger qui les menaçait, ils restèrent tranquillement dispersés dans leurs villages, et ne tentèrent aucun effort en commun pour résister aux ennemis; seulement, dans quelques endroits isolés, où la nécessité et le désespoir les forçaient à combattre, ils montrèrent que tout courage n'était pas encore éteint dans le cœur des Péloponésiens. De la sorte, Ibrahim arriva*, sans trouver d'obstacles sérieux, jusqu'au golfe de Corinthe, où ses troupes, venues par mer, avaient établi un camp près de Rhion. Le pacha se fit passer à Lepanto pour examiner la position de Missolonghi, puis il balaya le golfe de Corinthe jusqu'à Galaxidi en chassant devant lui les petits cabotiers grecs, tandis que Housseïn-Bey réduisit les Éliens de vive force ou par les voies de la douceur. De retour à Rhion*, Ibrahim, en laissant derrière lui la plus grande partie de sa cavalerie, fit passer ensuite son armée, forte de douze à treize mille hommes, au delà du golfe dans la Grèce continentale, où il établit son quartier général d'abord*, près de Kryoneri; mais ensuite il assit un camp devant Missolonghi*, à côté de Rechid-Pacha qui était fort irrité en voyant le général égyptien s'immiscer dans ses affaires et porter ainsi préjudice à sa réputation militaire. L'outrecuidance d'Ibrahim fit que, dès les premiers moments, les

* 29 novembre.
* 9 décembre.
* 24 décembre.
* 7 janvier 1826.

rapports entre les deux généraux s'envenimèrent à un tel point qu'il en résulta une rupture formelle. Lors de leur première entrevue, le pacha demanda au séraskier comment il se faisait que, pendant huit mois, il n'avait pu prendre « cet enclos », puisque lui, Ibrahim, s'était emparé de Navarin en quelques jours? Dans une discussion violente, le général égyptien laissa à Rechid le choix de s'engager à prendre lui-même et seul la ville dans l'espace d'un mois, ou bien d'abandonner cette tâche à Ibrahim, qui se chargeait de l'accomplir dans quinze jours. Rechid-Pacha délibéra avec ses généraux. Tahir-Abbas déclara « que cet Arabe croyait avoir ici affaire à des hommes tels que les Péloponésiens; quant à *eux*, les Turcs, ajouta-t-il, ils savaient ce que valaient les hommes de Missolonghi, et ils avaient eu des preuves de leur bravoure; que si Son Altesse avait envie de l'essayer, il fallait lui en laisser faire l'épreuve à son tour. » Le séraskier abandonna donc au général égyptien la lutte et la perspective d'en recueillir la gloire. Il se retira dans les ouvrages extérieurs, en stipulant seulement qu'Ibrahim lui promît de le dégager de toute responsabilité auprès du sultan. Les Égyptiens prirent ensuite successivement possession de toutes les batteries qui jusqu'alors avaient été occupées par les Turco-Albanais.

Pendant qu'on armait la dernière flotte à Alexandrie, les Hydriotes, s'attendant à une attaque contre leurs îles, avaient fait la garde dans leurs eaux. Dès qu'ils eurent appris la véritable destination de l'escadre, Miaoulis était parti* en se dirigeant vers Navarin. Mais cette fois-ci encore, des désastres, la mollesse et la discorde l'empêchèrent d'obtenir même le plus petit succès. L'amiral voulut tenter une attaque contre la flotte mouillée dans le port de Navarin; mais les conducteurs des brûlots s'y refusèrent, si toute l'escadre ne venait pas les accompagner. La flotte grecq

* Mi-nov. 182

Au moment même où un certain nombre de vaisseaux
* 15 novembre. turcs quittaient le port*, pour se rendre à Patras, des vents contraires et une tempête forcèrent les Grecs à retourner à Vathiko, où les Spetziotes et les Psariotes abandonnèrent Miaoulis. Aussitôt que le temps se fut remis au beau, le navarque retourna avec ses Hydriotes au golfe de Corinthe. Près du cap Pappa, il soutint contre les
* 25 novembre. forces supérieures du kapoudan-pacha des combats* qui se prolongeaient pendant plusieurs jours sans amener cependant de résultats décisifs. Ce ne fut qu'avec peine
Commencement de décembre. qu'il réussit deux fois* à faire entrer, avec des chaloupes, quelques faibles provisions dans Missolonghi. Les vivres de la flotte elle-même s'épuisèrent, et elle dut rentrer dans ses ports au moment où elle rencontra les navires spetziotes qui venaient pour prendre sa position devant Missolonghi, position qu'ils quittèrent plus tard à leur tour, aussitôt que les Hydriotes revinrent. Dès que Miaoulis fut de retour, les primats d'Hydra demandèrent avec instance au gouvernement de leur venir en aide avec des subsides, pour qu'ils pussent de nouveau faire sortir leurs vaisseaux. Le gouvernement voulut alors procéder à une vente de biens nationaux; mais l'assemblée législative, liée par une résolution prise antérieurement à Astros, crut devoir refuser son consentement à cette mesure. En revanche, elle fit un appel aux Grecs, afin de les engager à une souscription volontaire; elle en donna elle-même l'exemple, en souscrivant pour 82,000 piastres, tandis que les ministres et les membres
* 19 décembre. du gouvernement y contribuèrent* pour 42,000, et les négociants de Syra pour 40,000 piastres. Tout le monde était alors dans l'enivrement d'un enthousiasme tel qu'il avait déjà une fois, en 1822, contribué à sauver Missolonghi; mais on comprit qu'il fallait, au moment actuel,

des secours plus grands et durables. Le gouvernement réitéra sa proposition relative à une vente de biens nationaux, tandis que l'assemblée législative vota un emprunt d'un million de piastres d'Espagne, emprunt qui fut, en effet, décrété* et publié, mais sans avoir de succès. Pen- * 5 janvier 1827
dant ce temps, les dons volontaires avaient mis Miaoulis en état de se diriger de nouveau, avec quinze vaisseaux d'Hydra et avec quatre bâtiments de Psara*, vers les eaux * 17 janvier.
de Missolonghi. Après avoir mouillé près du fort Vassiladi*, il réussit à faire parvenir quelques provisions dans * 21 janvier.
la ville qui, déjà à cette époque, était tourmentée par une disette tellement grande que, dans les derniers temps, on avait dû restreindre les rations de pain de tous les jours au poids de 30 drachmes seulement, et que son sort dépendait, déjà à ce moment, de la réussite ou de l'insuccès de cette expédition de la flotte, qui devait ravitailler la ville. Le lendemain*, lorsque le vent soufflait * 22 janvier.
très-fort, Miaoulis fut attaqué par les Turcs et forcé à se retirer derrière les Skrophades, après avoir subi de fortes avaries. Cependant le courage abattu des Grecs se releva encore lorsque, peu de temps après*, Politis réussit pen- * 27 janvier.
dant la nuit à faire sauter, avec son brûlot, une corvette turque qui avait fait côte près de Prokopanistos, et qui portait trois cents hommes. Le lendemain, les Grecs engagèrent un combat de trois heures avec toute la flotte turque, forte de soixante voiles et de dix-huit brûlots, qui, après avoir perdu deux brûlots, se retira honteusement dans le golfe, derrière les châteaux-forts. Ce coup heureux permit alors aux Grecs de faire entrer, sous la conduite de Sachtouris, des munitions et des vivres, du biscuit et 7,000 kilogrammes de maïs dans la place, qui reçut ainsi des approvisionnements pour deux autres mois. Après s'être heureusement acquitté de sa tâche, Miaoulis re-

tourna au port, emmenant avec lui quelques délégués de la ville de Missolonghi, auxquels on avait donné pour mission d'informer le gouvernement plus exactement des vœux et des besoins de la ville et de ses défenseurs.

Troisième siége de Missolonghi.

Pendant ce temps, les Égyptiens avaient continué à avancer le siége, sans presque jamais recourir aux armes et en ne s'occupant que des travaux préparatoires. Les assiégés étaient décimés par les combats antérieurs; les besoins et les privations de toute espèce les avaient horriblement fatigués. Pendant cette saison froide, ils n'étaient, pour la plupart, vêtus que de guenilles. Exposés à l'air malsain d'une ville située au milieu des lagunes et à moitié détruite par le canon, épuisés par les travaux et les fatigues qui les attendaient sans cesse dans les ouvrages et dans les fossés pleins de vase où ils avaient à réparer les endroits dégradés et les brèches, ils avaient perdu quinze cents hommes parmi ceux qui portaient les armes. Devant eux, dans la plaine, ils apercevaient, au contraire, les longues lignes des tentes égyptiennes; ils y voyaient les tacticiens, les Gallo-Arabes, faire l'exercice et s'apprêter à l'assaut. Des batteries nouvelles, plus fortes et plus habilement construites, s'élevaient *, sous leurs yeux, plus près d'eux, en face de leurs bastions. Dans le voisinage du petit port de la Saline-Blanche, où gisaient les débris des canonnières de Youssouf, ils pouvaient voir s'élever une nouvelle batterie dirigée contre les petites îles de Schylla et de Kleissova, de même qu'ils y apercevaient un grand mouvement qui leur faisait comprendre que les ennemis travaillaient à rétablir la flottille des lagunes dans le but de donner assaut du côté de la mer, dénué de fortifications, comme les officiers européens l'avaient recommandé.

* Mi-février.

Malgré tous ces préparatifs menaçants, les intrépides

Rouméliotes avaient, à deux reprises, rejeté les propositions d'Ibrahim, qui les avait engagés à capituler, avec une énergie beaucoup plus grande que lorsque, pendant l'été, le séraskier leur avait envoyé un message semblable. Déjà, avant l'arrivée de Miaoulis, lors de sa seconde expédition, qui les sauvait d'une ruine immédiate, les assiégés avaient répondu* au pacha qui leur avait demandé de lui (* Mi-janvier.) envoyer des hommes versés dans la connaissance des langues, pour négocier avec eux : « qu'ils étaient des gens ignorants, n'ayant pas appris les langues et ne sachant que combattre. » Pendant que Miaoulis se trouvait dans la ville, le capitaine anglais Abbot (de la corvette *la Rose*) avait été ensuite chargé par le pacha de notifier* aux as- (* 27 janvier.) siégés que, dans huit jours, les préparatifs pour l'assaut seraient terminés, et qu'il désirait savoir à quelles conditions les assiégés rendraient la ville. Dans leur réponse, ils renvoyèrent le pacha au gouvernement grec, ajoutant qu'ils étaient prêts à soutenir son assaut. Néanmoins, le pressentiment qu'ils avaient de ce qui allait arriver démentait, déjà à ce moment, cette confiance des assiégés. La flotte grecque était alors partie; celle des Turcs, augmentant de plus en plus en nombre, était mouillée dans les eaux de Missolonghi. Quand les approvisionnements pour deux mois arriveraient à leur fin, devaient-ils se dire, il serait tout à fait incertain si, et à quelle époque, le faible gouvernement et la faible marine trouveraient les moyens nécessaires pour envoyer des secours suffisants. Du côté de la terre, Karaïskakis était beaucoup trop faible pour leur donner une assistance efficace; il avait de la peine à maintenir réunis cinq cents hommes dans les montagnes. En effet, toute la contrée depuis Salona jusqu'au golfe d'Ambracie était un désert où l'on ne trouvait ni hommes ni vivres. Les défenseurs de Missolonghi, aussi

bien que les assiégeants, pressentaient une issue tragique. Toutes les lettres venant de Grèce et d'Italie, et qui jusqu'alors avaient parlé avec tant de confiance du sort de la ville sainte, changèrent tout à coup de ton et n'exprimèrent que des inquiétudes et des appréhensions. Cependant le pacha avait retardé l'attaque dont il avait menacé la ville jusqu'à ce qu'il pût entreprendre un assaut combiné du côté de la terre et du côté de la mer. Dès qu'il
* 24 février. eut pour cela les ressources nécessaires, il ouvrit*, de toutes ses batteries, un feu tellement violent contre la ville, qu'en trois jours il abattit complétement les derniers débris des maisons aveo huit mille boulets et bombes. Cependant ce bombardement ne causa pas une grande effusion de sang, car les assiégés avaient alors appris à mieux se protéger dans les fossés et dans les galeries couvertes. Après que ce feu meurtrier eut cessé, des
* 28 février. troupes turques prirent, pendant une nuit*, un ouvrage extérieur que les assiégés avaient construit avec les débris de la grande levée de terre de Rechid, pour protéger le bastion *Botsaris*, et, soutenus par huit compagnies d'Arabes, ils s'y maintinrent pendant toute la nuit; mais à l'aube du jour, les Rouméliotes reprirent cet ouvrage l'épée à la main. Ibrahim arriva en personne pour pousser les siens à une seconde attaque; mais les Grecs firent jouer une fougasse et chassèrent de nouveau les assaillants. A cette occasion, le pacha apprit par l'expérience que ses Arabes résistaient beaucoup plus mal aux Grecs, quand ceux-ci les attaquaient au sabre, que ne le faisaient les Turcs et les Albanais. De cette manière, l'ouvrage de terre fut encore une troisième fois gagné et perdu par les Égyptiens. Le séraskier regardait cette lutte de loin avec un véritable bonheur. Après que le combat eut cessé, il demanda au pacha : « As-tu encore aujourd'hui la même

opinion que l'autre jour sur cet enclos? » Le fier Égyptien se vit obligé de lui donner une double satisfaction; il dut demander à Rechid de lui promettre sa coopération et d'écrire lui-même à Constantinople qu'il en avait besoin.

Après que cet assaut contre les remparts eut échoué, les deux pachas essayèrent dès lors de prendre la ville du côté de la mer. Outre les bateaux plats (*lanzonia*) qu'Ibrahim avait fait construire près de la Saline-Blanche, il avait reçu de Patras* encore d'autres chaloupes dont on * 6 mars.
pouvait se servir dans les eaux les moins profondes. Il donna alors à Housseïn-Bey l'ordre de prendre le fort Vassiladi, cette clef du canal dans les lagunes, qui n'était défendu que par quatre-vingts hommes, dont vingt artilleurs, sous les ordres de Giachomuzzi, Italien d'une grande expérience, et par une seule batterie de misérables pièces. L'attaque eut lieu* avec quarante bateaux plats et autant * 10 mars.
de canons; ces masses d'ennemis firent bientôt reculer les quelques artisans, qui se sauvèrent dans la ville en passant presque tous les lagunes à gué. Ensuite l'ennemi dirigea* ses bateaux contre l'île de Dolma, où le capitaine * 12 mars.
Liakatas, avec deux cents hommes et une seule batterie, avait à se maintenir contre les forces bien supérieures de deux mille assaillants. Cette île ne fut prise qu'après un terrible combat, qui dura sept heures, et qui coûta la vie à presque toute son héroïque garnison. Dès lors, les communications avec Anatoliko étaient complétement coupées, et les habitants de cette ville sans défense se virent obligés de conclure avec les pachas une capitulation*, par * 13 mars.
suite de laquelle ils furent transportés à Arta avec une faible partie de leur avoir. Cette reddition détermina le lord haut-commissaire Adam à se rendre à Kryoneri*, * 17 mars.
dans l'espoir que les assiégeants consentiraient encore

toujours à entrer aussi en négociations avec les défenseurs de Missolonghi. Mais les pachas, qui croyaient alors la chute de la ville certaine, évitèrent de se rencontrer avec lui. Néanmoins ils firent adresser encore une fois un message verbal aux habitants de Missolonghi eux-mêmes, pour les engager à se rendre, et, après avoir essuyé un refus, ils leur envoyèrent encore leurs propositions par écrit : les assiégés devaient tous partir sans leurs armes, ou bien encore les indigènes pouvaient rester, s'ils le voulaient, avec tous leurs biens, à Missolonghi. Les défenseurs de la ville dirent dans leur réponse écrite : « qu'ils n'avaient pas cru que les pachas pussent avoir une telle idée. Croiraient-ils qu'on leur livrerait huit mille armes ensanglantées[1]? » Réduits à l'emploi de la force, les pachas tournèrent dès lors leurs efforts contre l'île de Kleissova, à l'est de la ville. Cent trente et un Rouméliotes y tenaient garde, avec quatre canons, dans les retranchements qui avaient été établis autour de l'église de la Sainte-Trinité. Leur chef, Hadschi Petros, était malade et avait été transporté dans la ville; mais le vaillant Kitsos Tsavelas, qui, à ce moment, commandait sur la plage, se fit aussitôt transporter, avec dix hommes, vers le lieu du danger; cent cinquante autres Grecs suivirent son exemple
* 6 avril. héroïque[2]. Rechid-Pacha conduisit* en personne deux mille de ses gens, montés sur quatre-vingt-treize lanzonies, au combat contre cette île. Ils renversèrent les palissades extérieures, mais ils n'eurent pas d'échelles d'assaut pour attaquer la tour de l'église, dont les meurtrières vomissaient un feu terrible, avec lequel les Grecs accueil-

[1] Cette correspondance, en date du 3 avril, se trouve dans Trikoupis, t. III, p. 401, 402.

[2] D'après Favre, qui suit ici un récit écrit immédiatement après le combat.

lirent leurs ennemis. Après avoir essuyé de grandes pertes, ils furent obligés de battre en retraite; le séraskier lui-même avait été blessé. Ibrahim tenta alors un effort pour voir ce que ses tacticiens pourraient faire sous les ordres de Housseïn; mais ils ne furent pas plus heureux. Housseïn lui-même tomba. Cependant le pacha tenace fit continuer jusqu'au soir ce combat inutile par ses victimes résignées. Alors Tsavelas, faisant une sortie contre les ennemis qui se retiraient, leur enleva sept bateaux et fit un trophée avec dix-sept cents fusils européens. Il ne comptait parmi les siens que trente-cinq morts et blessés; plus de mille cadavres des ennemis flottaient sur les vagues, suivant les rapports des Grecs. Si les assiégés, qu'un ennemi plus terrible qu'Ibrahim, la famine, commençait alors à combattre, eussent profité, la nuit qui suivit ce combat, de la première terreur inspirée à leurs adversaires, ils auraient, suivant l'opinion alors généralement accréditée, pu s'échapper avec toute la population de la ville à travers le camp des Égyptiens. Mais Missolonghi avait été sauvée déjà plusieurs fois à des moments où le péril était le plus grand. Tant qu'il leur restait encore les moindres vivres, les défenseurs de la ville attendaient donc avec fermeté quel serait le succès du message qu'ils avaient adressé au gouvernement grec.

Faiblesse du gouvernement.

Mais cette autorité sans puissance et sans direction était condamnée à prévoir, dans une paralysie complète, le coup terrible qui menaçait l'Hellade occidentale. En effet, dans le découragement qui s'était emparé de tous les esprits, nul ne voulait prêter ses ressources et ses forces à des entreprises qui auraient pu sauver le pays, et chaque tentative qu'on fit dans ce but n'amena que de nouvelles catastrophes. On aurait dû s'attendre qu'immédiatement après le départ d'Ibrahim, tout le Péloponèse se

serait énergiquement levé comme un seul homme, et qu'on se serait jeté sur les quelques faibles garnisons des Égyptiens. En effet, déjà au commencement de l'année, beaucoup de gens s'étaient ralliés autour de Kolokotronis dans les environs de Tripolitsa, pour donner assaut à la
* 8 janvier. ville; mais lorsqu'on trouva* les Turcs préparés à recevoir les Grecs, ceux-ci se débandèrent tous dans une fuite générale, et Kolokotronis se plaisait dès lors à rester dans l'inaction et à se montrer hostile au gouvernement qu'il accusait d'avoir ébruité ses projets par les journaux. De cette manière, toute diversion sur les derrières d'Ibrahim avait été déjouée, et rien ne l'inquiétait pas non plus sur les flancs de son armée. Le gouvernement aurait bien voulu donner ordre à Karaïskakis d'entreprendre une expédition pour secourir et pour débloquer Missolonghi. Fabvier était tout prêt à se porter avec ses tacticiens sur ce point menacé; mais, après avoir épuisé l'emprunt, le gouvernement n'aurait pas pu maintenir le moindre corps de troupes dans les montagnes inhospitalières de l'Étolie, qui était alors dénuée de toute ressource. Fabvier préféra donc faire la tentative d'une diversion plus éloignée et moins énergique dans l'Eubée, qu'on lui avait dépeinte comme un pays plus riche et pouvant mieux subvenir aux besoins d'une armée. Mais lorsqu'il partit de Marathon et
* 14 mars. de Vrana pour se faire passer dans cette île*, et qu'il se rendit aussitôt de Stoura (Styra) à la ville de Karystos, devant les murs de laquelle tant de capitaines étaient déjà venus épuiser leurs forces, il fut accueilli partout par les auspices les plus décourageants. Il ne réussit pas à rallier autour de lui le plus petit nombre de partisans de Styra. Les paysans, que d'amères expériences avaient rendus circonspects, s'enfuyaient à son approche; tout le
* 17 mars. pays était un désert. Arrivé devant Karystos*, il se con-

vainquit que, pour prendre le château-fort, il fallait l'assiéger dans toutes les règles, ce dont il n'avait pas les moyens nécessaires. Une tentative* qu'il fit pour s'emparer du faubourg, afin d'investir la citadelle plus étroitement, échoua complétement. Fabvier se vit obligé de ramener ses jeunes novices, qui n'étaient pas encore habitués aux fatigues, à Lykorrena, sur le bord de la mer, où il fut enfermé, du côté de la terre, dans les anciens retranchements de Kriëzotis par l'énergique Omer-Pacha, que le courage et la fortune n'avaient encore jamais abandonné, tandis que onze vaisseaux turcs coupèrent*, en même temps, les approvisionnements de Fabvier, de sorte que bientôt le camp des Grecs se trouva dans la position la plus désespérée. Heureusement le comte Porro, l'intendant, avait appris, à un moment où la mer était encore ouverte, le péril extrême dans lequel se trouvait le colonel, et il lui avait envoyé en toute hate des navires qui, après avoir dispersé la flottille turque, embarquèrent* les troupes de Fabvier, réduites à la dernière misère, et les sauvèrent en les ramenant sur la terre ferme. Ce fut là un grand désastre, semblable à celui de Peta; mais on le ressentit plus douloureusement, parce que les chefs durent s'en accuser eux-mêmes. Il est vrai que le gouvernement détourna les accusations portées contre Fabvier, et qu'il essaya de lui donner le temps et les ressources nécessaires pour reformer sa troupe sur le cap Methana; mais rien ne put effacer dans l'opinion publique l'effet de ce coup qui avait encore une fois atteint la considération des tacticiens et de leur vaillant chef. Cette arme, dans laquelle le gouvernement avait mis, dans les derniers temps, tout son espoir avait entièrement trompé son attente, et se brisa au moment même où, à l'ouest, les meilleures forces des Rouméliotes étaient près de suc-

* 24 mars.

* 1 avril.

* 6 avril.

comber. Le Péloponèse, les hommes tels que Kolokotronis et Mavromichalis ne remuaient pas; les vaisseaux de guerre européens n'arrivaient pas plus que le célèbre héros sur mer dont les services avaient été engagés depuis si longtemps déjà. On ne pouvait donc compter que sur la seule marine grecque pour porter secours aux défenseurs de Missolonghi.

Sur les représentations pressantes des délégués de Missolonghi, et afin de trouver les moyens nécessaires pour armer la flotte, l'assemblée avait pourtant fini par con-
* 18 février. sentir* à la vente de biens nationaux jusqu'à concurrence de trois millions de piastres. Mais cette mesure ne promettait, même dans le cas le plus favorable, que des secours bien trop tardifs; c'est pourquoi le gouvernement adressa encore un autre appel aux citoyens, afin de les engager à faire spontanément des sacrifices. On donna tout ce que possédait la caisse de l'État; on remit cent vingt mille piastres aux Hydriotes, et deux cent trente mille piastres aux délégués de Missolonghi, qui s'embar-
* 31 mars. quèrent* ensuite avec Miaoulis. Jamais une flotte grecque n'avait encore quitté le port avec des armements aussi misérables. Elle ne comptait que trente bâtiments, dont plusieurs ne portaient que vingt matelots. Lorsque le navar-
* 12 avril. que arriva près de Zante*, la flotte ennemie formait une ligne non interrompue depuis les Skrophades jusqu'au cap Pappa (Araxos), interceptant ainsi toute communication avec Missolonghi. Un seul petit passage, presque imperceptible, avait jusqu'alors échappé à la vigilance des Turcs; de petites barques s'en servaient quelquefois pour porter de Petala un peu de blé dans la ville. C'était par cette voie que Miaoulis avait encore pu recevoir les nouvelles qui lui avaient annoncé la position terrible des assiégés; mais à ce moment les Turcs découvrirent aussi ce passage, de sorte

que les dernières communications avec la ville se trouvèrent coupées. Miaoulis essaya de lutter* contre la flotte, si supérieure en force; mais tous ses efforts furent infructueux. On voyait alors clairement, dans l'état d'épuisement complet où se trouvait la Grèce, quelle terrible punition le gouvernement allait s'attirer par son ancienne négligence; car, si, dans la dernière tentative faite pour ravitailler la ville, on avait seulement envoyé le double ou le triple des provisions, les ennemis auraient encore une fois trouvé leur ruine devant ce boulevard remarquable. En effet, le superbe satrape lui-même l'avoua plus tard à de Rigny, qui le questionnait au sujet du siége, en lui disant : « Vois-tu cette neige se fondre sur ces hauteurs? C'est ainsi que nous aussi aurions fondu, si Missolonghi eût reçu des approvisionnements pour trois autres semaines! »

* 15 avril.

Chute de Missolonghi.

Mais, comme la ville ne les reçut pas, ce furent ses vaillants défenseurs qui fondirent comme la neige. Les hommes qui étaient encore bien portants erraient comme des spectres dans les rues de la ville, tandis que les malades succombaient par suite de l'absence complète de tous soins. La chair d'animaux impurs était déjà devenue une friandise; quant au poisson et aux autres aliments que fournissait la mer, on ne pouvait plus se les procurer qu'en exposant sa vie; les algues que mangeaient ces pauvres gens exténués par la faim les affaiblissaient encore davantage par la dysenterie que produisait cette nourriture. Le froid s'ajouta encore à la famine. Des myriades de boulets et de bombes avaient changé la ville en un tas de décombres n'offrant plus le moindre abri; on manquait de bois pour se chauffer; le froid des nuits engourdissait les membres de ceux qui étaient encore les plus vigoureux parmi les défenseurs déguenillés. « Quelques jours encore, écrivait le docteur Meyer, de Suisse, et ces héros seront des fantômes sans

corps! » Miaoulis avait formé le projet de prendre d'assaut le blockhaus de Vassiladi et de frayer, par un coup de main hardi, un chemin jusqu'à la ville à ses chaloupes chargées de provisions. Mais, avant qu'il pût mettre ce dessein à exécution, les assiégés se virent obligés de se tirer d'affaire par d'autres moyens. Ibrahim, bien renseigné sur la position de la ville, offrit encore une fois les mêmes conditions sous lesquelles la ville d'Anatoliko s'était rendue; mais les Grecs les rejetèrent. Pleins de sang-froid, les Rouméliotes avaient pris la résolution de ne pas quitter la ville sans leurs armes; ils décidèrent donc qu'après avoir brûlé tout leur avoir, ils quitteraient, pendant la nuit, la ville, et qu'en plaçant ceux des habitants qui ne pourraient pas se défendre au milieu de la colonne, ils se frayeraient, les armes à la main, un passage à travers le camp des ennemis. Cette résolution même ne fut prise qu'après de grands combats. C'était pour eux une pensée pleine d'amertume d'avoir à s'arracher à ce sol où ils avaient souffert des maux indicibles, auquel les rattachaient les sentiments les plus profonds et les pensées les plus vives, ainsi que le souvenir de tant de victimes chéries, et où chaque pierre était teinte du sang de tant d'héroïques défenseurs. Mais la dure nécessité ne leur laissa pas d'autre choix. Des Albanais quittèrent la ville; après avoir réussi à se glisser à travers les rangs de leurs compatriotes parmi les assiégeants, ils informèrent Karaïskakis et les capitaines qui se trouvaient alors à Platanos, que les défenseurs de Missolonghi abandonneraient la ville dans la nuit du 22 avril, et qu'ils s'attendaient que Karaïskakis leur tendrait la main par une diversion sur les derrières des ennemis. Les capitaines promirent malheureusement ce qu'ils ne purent tenir. Il est vrai que dans la
* 22 avril. soirée du jour indiqué* on entendit des coups de fusil dans

la direction de la montagne, du côté du couvent de Hagios-Symeon; mais ils ne servirent qu'à réveiller mal à propos l'attention des ennemis et à faire croire à tort aux amis qu'ils trouveraient des secours efficaces.

On jeta quatre ponts de planches sur le fossé extérieur, en même temps qu'une patrouille annonça à tout le monde à quel moment on quitterait la ville; les sentinelles continuaient, comme à l'ordinaire, à donner les signaux et à faire entendre leurs cris habituels. A deux heures de la nuit, tous se réunirent en grandes masses près des dernières batteries à l'est de la ville. Les deux mille cinq cents combattants étaient divisés en trois corps, commandés par Kitsos Tsavelas, par Notis Botsaris et par Makris; ils devaient accompagner et couvrir dans leur marche les garçons armés, la foule des artisans sans armes et les femmes qui, habillées pour la plupart en hommes, portaient les petits enfants attachés à leur dos. Ceux-là seuls qui, par leur âge, par la maladie ou par leurs blessures, étaient empêchés de les suivre dans cette entreprise audacieuse et terrible, s'étaient enfermés dans les ruines d'un moulin à vent où se trouvait une partie des poudres. Mille soldats de la garnison se mirent à la tête de la colonne et se couchèrent silencieusement dans l'avant-fossé en attendant le signal qui devait être donné sur la montagne. Puis venaient les masses des habitants qui, sans ordre et se poussant les uns les autres, franchissaient les ponts; le reste des hommes armés fermait le cortége. A cet endroit, les indigènes s'arrêtèrent longtemps, en faisant leurs adieux qui déchiraient le cœur; leurs lamentations ou bien le bruit qu'on fit en jetant les ponts, réveillèrent les ennemis, qui dirigèrent une canonnade violente sur cet endroit où s'effectuait la sortie. En vain ces malheureux attendaient ici le signal que devait donner Karaïskakis, jusqu'à ce qu'enfin, pleins d'impa-

tience, ils se missent en marche. Notis prit avec sa troupe le chemin de Bochori (Hypochori); Makris se dirigea vers Anatoliko, tandis que Tsavelas suivit la ligne centrale. Toutes les trois troupes devaient se rejoindre à une lieue et demie de Missolonghi, dans la vigne de Rhazokotsikos, sur le mont Zygos et sur la route de Hagios-Symeon. Mais à peine les colonnes se furent-elles ébranlées, que les indigènes qui venaient d'apercevoir les retranchements des ennemis, firent entendre le cri de terreur : En arrière! Tout à coup, tous les habitants de Missolonghi qui suivaient, et même quelques étrangers, sous la conduite de Georgios Tsavelas, rebroussèrent chemin et retournèrent vers la ville. Mais les autres franchirent, avec une impétuosité irrésistible, le fossé et les parapets, et traversèrent le feu des ennemis. A une demi-lieue de la ville, les troupes, sous la conduite de Makris et de Kitsos Tsavelas, rencontrèrent la cavalerie du séraskier, de même que le corps de Notis se heurta contre les soldats d'Ibrahim qui accourait de Bochori. Les deux derniers corps eurent peu à souffrir dans ce choc, tandis que la troupe de Makris fut presque anéantie. Après avoir réussi à traverser partout les rangs des ennemis, ils parvinrent, dans différents endroits, jusqu'au pied du mont Zygos, où ils espéraient trouver les secours de leurs frères, qu'ils attendaient là. Mais à leur place ils y rencontrèrent de nombreuses troupes d'Albanais, qui les poursuivirent jusque dans la montagne. De toutes les femmes et les enfants qui avaient été entraînés avec ces troupes, on ne put sauver qu'un petit nombre, et même cinq cents combattants avaient été tués dans cette sortie. Personne n'était venu au-devant des fugitifs pour les secourir : cinquante hommes seulement, conduits par Drakos, vinrent leur apporter quelques vivres. Après avoir passé une nuit terrible sur le sommet de la montagne, les mal-

heureux arrivèrent le lendemain dans la ville de Dervekista, qui était dépouillée de tout et où ils ne rencontrèrent que quelques hommes, sous les ordres de Kostas Botsaris, qui disaient pour se justifier que, les renforts attendus n'étant pas venus, ils n'avaient rien pu entreprendre avec leur petit nombre. Le lendemain, les fugitifs arrivèrent à Platanos, où ils s'arrêtèrent pendant une semaine pour rallier autour d'eux ceux des leurs qui avaient été dispersés; puis ils se mirent en route pour Salona. Des centaines de personnes moururent encore de faim et d'épuisement pendant le trajet: de tous les hommes armés qui avaient quitté Missolonghi, treize cents seulement atteignirent ce lieu de refuge et de salut.

Un sort plus terrible attendait ceux qui étaient restés à Missolonghi ou qui y étaient retournés. Les musulmans avaient pénétré dans la ville à la suite des indigènes qui y étaient rentrés dans leur fuite. Les hommes tombèrent sous les armes des ennemis; les femmes et les enfants furent faits prisonniers et menés ensuite sur les marchés; seuls les hommes sous les ordres de Georgios Tsavelas se frayèrent un chemin, les armes à la main, jusqu'à Bochori, et s'échappèrent en partie. Dans l'intérieur de la ville, les ennemis commencèrent alors à piller et à tuer les Grecs avec une telle ardeur et une telle fureur, que les Turcs et les Égyptiens s'attaquèrent les uns les autres pour s'arracher le butin, jusqu'à ce qu'enfin ces derniers parvinssent à chasser leurs rivaux hors de la ville. Pendant toute la nuit, on entendit les hurlements des conquérants et les cris des chrétiens qui furent massacrés par eux, ainsi que le bruit des explosions qui ensevelirent les vainqueurs et les vaincus. Les Grecs mirent d'abord le feu aux poudres placées sous le bastion *Botsaris*, qui sauta en écrasant un grand nombre de musulmans. De la même manière on fit sauter

aussi successivement tous les hôpitaux, où périrent, avec les amis, les ennemis qui y pénétraient. Le moulin à vent fut défendu jusqu'au 24, où l'on mit le feu aux matières combustibles qui y étaient entassées. Parmi les hommes notables qui venaient de tomber, on comptait les capitaines Stournaris et Sadimas, l'ingénieur Kokkinis, Meyer de Suisse[1], les proëstes Rhazokotsikos et Konstantinos Trikoupis, le frère de Spyridon, ainsi que Papadiamantopoulos, l'un de ceux qui avaient été députés au gouvernement, et qui, lorsque tout le monde crut Missolonghi déjà perdue, s'y était rendu de Zante, au prix de mille dangers, pour se sauver ou pour périr avec ses héroïques défenseurs. L'évêque Ioseph, ordinairement appelé Rhogon-Ioseph, d'après le nom de son évêché, avait jeté une torche dans un baril rempli de cartouches au moment où les ennemis pénétraient dans la ville; à demi brûlé, il fut saisi et décapité. La fin du vieux primat Kapsalis fut admirable. La veille du départ des défenseurs de la ville, il avait vu mourir sa femme dans les plus grandes souffrances, mais il n'avait pas versé de larmes; il avait, au contraire, exhorté son fils éploré à se réjouir plutôt de voir sa mère échapper à la captivité; puis il l'avait pressé de se sauver avec ceux qui partaient, tandis qu'appuyé sur son bâton, il parcourait lui-même les rues, ordonnant à tous les malades et à tous les vieillards qui écoutaient son appel, de le suivre; ensuite il s'enferma avec eux dans la manufacture de cartouches, où tous chantèrent des hymnes religieuses et des chants patriotiques en attendant l'entrée des ennemis, avec lesquels ils s'ensevelirent ensuite sous les mêmes ruines[2].

[1] Une description du siége faite par Meyer, fut perdue avec lui.

[2] Immédiatement après cet événement, Evanthia Kaïris a essayé de glorifier cet acte héroïque de Kapsalis dans une tragédie intitulée : *Nikeratos*.

Premiers effets produits en Grèce par la chute de Missolonghi.

Ces traits isolés d'un courage héroïque et d'un mépris absolu de la mort, groupés autour du brillant tableau de la défense de Missolonghi et autour des sombres scènes nocturnes où l'on ne voyait que la misère endurée par ces hommes vaillants et, au dernier plan, une fin désespérée, offraient au monde un ensemble grandiose de ce siége, qui produisit un effet des plus extraordinaires sur tous les esprits. La société polie de l'Europe n'est plus habituée à cette ardeur du patriotisme et de la haine contre les ennemis du pays, à cette indifférence pour la vie à laquelle sa civilisation plus raffinée donne un plus grand charme et une plus grande valeur; mais elle n'est pas encore assez blasée pour qu'elle ait perdu le sentiment de cette grandeur de peuples plus grossiers et de ces vertus propres à la jeunesse qui nous charment tant, dans notre propre enfance, quand nous les voyons dans les jeunes générations de l'humanité : les antiques feuilles qui, dans leur langage énigmatique, nous racontent la défense de Sagonte et de Numance, venaient de trouver un commentaire plein de vie et de mouvement dans l'histoire la plus récente. On comprend donc facilement que, dans le voisinage le plus immédiat comme dans les pays les plus lointains, tous les esprits furent frappés d'une émotion subite et profonde à la nouvelle de cette catastrophe. Partout où se montraient ces hommes qui avaient échappé à la mort, tels qu'un Makris, un Tsavelas, Photomaras ou le vieux Notis Botsaris, septuagénaire à cette époque, on les regardait avec surprise comme des prodiges de bravoure, en leur montrant une vénération muette et humble. Mais dès qu'on sut que les malheureux prisonniers, exténués de misère, avaient été exposés aux marchés pour être vendus, on vit se réveiller, d'abord dans le voisinage immédiat, la pitié la plus intense et l'indignation la plus profonde qui se

répandirent ensuite dans les pays les plus éloignés, lorsque le bruit se propagea qu'on commençait à traîner ces pauvres esclaves en Égypte.

Les habitants de Zante, qui avaient fait des sacrifices assez grands pour subvenir à la subsistance de la ville, déploraient la chute de Missolonghi comme un désastre dont ils auraient été frappés eux-mêmes. Mais ce fut avant tout le gouvernement grec qui dut le ressentir comme tel. Au moment où le péril était le plus grand, une nouvelle assemblée nationale, qui avait été deux fois convoquée en vain, s'était enfin réunie à Epidavros *. Sous l'impression des nouvelles du péril qui menaçait Missolonghi et de la défaite de Fabvier, la fureur des partis se tut cette fois-ci entièrement, ou elle fut étouffée dans son germe dès qu'elle se montrait de nouveau. On accepta presque à l'unanimité la médiation de l'ambassadeur d'Angleterre, en modifiant seulement dans quelques points les conditions arrêtées entre Stratford Canning et Mavrokordatos. Lorsque enfin la terrible nouvelle de la chute du boulevard de la Grèce parvint à l'assemblée, il y régna pendant une demi-heure un silence de mort. « Chacun mesurait dans son esprit l'anéantissement de la patrie. » Il était évident que le faible gouvernement de Kontouriotis et de ses amis Kolettis et Mavrokordatos ne pouvait pas survivre à ce coup; mais on l'enterra, pour ainsi dire, silencieusement et sans qu'il y eût la moindre agitation. Kolokotronis chercha à consoler les députés et à relever leur courage par les paroles qu'il leur adressa; il les engagea à instituer un nouveau gouvernement et à envoyer les hommes de guerre dans les éparchies. L'entrée du nouveau gouvernement, avec Zaïmis à sa tête, dans la ville de Nauplie se fit tranquillement, sans le moindre bruit et au milieu d'un deuil universel. Jamais le découragement n'avait encore

* 23 avril.

été aussi profond; jamais on n'avait eu moins de ressources. Les sommes provenant des emprunts anglais avaient été épuisées, sauf un faible reste qui était encore dû. Les revenus qui, en 1825, où il y avait encore de l'ordre dans les affaires, avaient donné 5 millions 1/2 de piastres[1], ne rapportaient pas beaucoup plus de 1 million 1/2 dans ces années-ci. Au moment où le gouvernement arriva à Nauplie, il avait 60 piastres dans sa caisse! Lorsqu'au mois de mai ceux des Souliotes et des Rouméliotes qui avaient survécu à la chute de Missolonghi vinrent dans la capitale, les Souliotes seuls réclamèrent la somme de 800,000 piastres comme arriéré de solde! Le corps des réguliers de Fabvier était sur le point de se dissoudre, faute de subsistances! Kolokotronis eut de la peine à garder ses troupes réunies pour combattre les Égyptiens dans le Péloponèse! Les primats des îles mirent leurs trésors en lieu sûr, et se seraient volontiers enfuis. Des hommes tels que Kontouriotis et Botassis demandèrent au gouvernement la permission de pouvoir émigrer dans l'île de Cerigo. Si le gouvernement ionien n'avait pas fermé ses ports et que le peuple jaloux de l'île d'Hydra ne se fût pas aperçu des intentions de ses primats et ne les eût surveillés, les derniers asiles de la résistance, les îles, auraient été perdus pour la cause grecque avec les primats et les débris de leurs richesses! Toute énergie était tellement paralysée qu'on aurait dit que tout le monde n'attendait plus le salut que d'un miracle quelconque ou d'un *deus ex machinâ*. Les étrangers commençaient à croire que tous les Grecs se soumettraient alors spontanément, si on leur garantissait seulement que les musulmans quitteraient le pays. En effet, chacun sen-

[1] La piastre turque (*grossi*) valait alors à peu près 80 centimes. (*Note des traducteurs.*)

tait alors plus profondément que jamais que, après avoir soutenu cette lutte horrible, montré cette fureur dans la résistance, refusé le salut qui leur avait été offert, après avoir fait preuve d'une haine si implacable contre les oppresseurs, les Grecs ne pourraient jamais vivre en paix avec la race turque, et à côté d'elle.

L'Occident. Les associations philhelléniques.

Il fallait donner aux Grecs des encouragements moraux, des secours matériels et l'appui de la politique, si l'on voulait encore venir en aide à ce peuple accablé par ses malheurs. La Grèce allait trouver tout cela dans les sympathies plus vives des pays lointains de l'Occident, où l'on était plus que jamais disposé à faire des sacrifices, parce que l'admiration et la pitié, inspirées par les derniers exploits héroïques et par les souffrances des défenseurs de Missolonghi, n'étaient pas amorties, comme dans le cœur des Grecs, par la consternation et par les mêmes maux qui accablaient ceux-ci aussi bien que leurs malheureux frères. On se sentait, en Occident, stimulé à faire de nouveaux efforts désintéressés dont l'effet fut de relever le courage abattu et de le ranimer complétement; tous les esprits furent entraînés par un rare mouvement dont le résultat fut que, sur la page la plus pure de l'histoire contemporaine, furent inscrits des faits d'une nature irréprochable. Si déjà le débarquement des Égyptiens en Morée, pendant l'année précédente, avait donné une nouvelle vie au philhellénisme sur le continent et au centre de notre partie du monde, en l'associant à la cause grecque, les victoires qu'Ibrahim remporta dans l'année qui nous occupe allaient provoquer les efforts les plus actifs des amis de la Grèce. Déjà pendant l'hiver, et lorsqu'on venait de commencer seulement le siége de Missolonghi, les membres du comité de Paris avaient publié un nouvel appel pour engager tout le

monde à secourir les Grecs. Les dames de la plus haute société formèrent des associations différentes; elles parcouraient les divers quartiers de la ville, pour y faire des quêtes à domicile; dans tous les salons, où l'on n'était pas tout à fait pour les Turcs, la maîtresse de la maison prenait l'habitude de faire une quête pour les Grecs. Ce nouveau zèle prit aussitôt un grand essor, aussi bien dans les provinces que dans la capitale. Eynard s'occupa activement d'un envoi de vivres qu'il expédia à Missolonghi, dès que cette ville fut en danger; il y ajouta la somme de 24,000 francs en son nom et en celui de ses amis; le comité de Paris accorda aussitôt la somme de 60,000 francs qui devait servir au même but, et, au même moment, les philhellènes d'Amsterdam mirent 30,000 francs à sa disposition, de même que l'association de Stuttgardt lui envoya tout l'argent qu'elle avait encore en caisse. Mais lorsque ensuite la nouvelle lugubre de la chute de la ville parcourut le monde; lorsque l'évêque d'Arta invoqua la pitié d'Eynard pour les femmes captives et pour les enfants que les musulmans vendaient comme un vil bétail, et qui, disait-il, une fois transportés en Égypte, n'en reviendraient jamais; lorsque ensuite Eynard transmit d'Italie * cet appel à Paris, d'où il se répandit dans le monde entier, toute l'Europe fut saisie d'un mouvement d'horreur et de pitié, dont on fera, dans tous les temps, le plus grand honneur à ceux qui le ressentirent, quels que soient les motifs plus ou moins étrangers à la cause des Grecs qui pourront avoir contribué à produire ce résultat.

* En mai

Dans toute l'Allemagne, le philhellénisme, qui s'y était, pour ainsi dire, éteint, se réveilla tout à coup comme par enchantement. La mort du roi de Bavière (1825) avait porté au trône un prince tout dévoué à la cause des Grecs. Le roi Louis, qui voyageait en Italie lorsque Eynard fit

entendre son cri de détresse, envoya, outre la somme de 20,000 florins, pour laquelle il avait déjà souscrit, encore 20,000 francs pour le rachat de captifs de Missolonghi, et, peu de temps après, une autre somme de 20,000 florins sur sa caisse particulière, avec 26,000 francs qui avaient été donnés par les officiers de sa maison. Dans un voyage qu'il fit ensuite en Bavière, pour visiter toutes les provinces, il demanda qu'on renonçât à toute espèce de fêtes et qu'on consacrât toutes les sommes votées pour sa réception, moitié aux pauvres des communes, moitié aux Grecs. Il se forma à Munich une association principale qui envoya, au mois d'août, une première contribution de 65,000 francs à Paris. Tiedge et W. Müller rallumèrent l'ardeur des philhellènes à Dresde et à Leipzig. Un grand résultat fut obtenu, lorsque enfin on put, à Berlin, laisser un libre cours aux sympathies pour la cause des Grecs, sympathies auxquelles on avait dû, pendant longtemps, imposer silence. Hufeland, Neander et quelques autres furent les premiers à adresser un appel à leurs concitoyens et à les engager à faire des quêtes pour soulager la misère des Grecs et pour racheter les captifs. Les autorités municipales, le clergé, presque tous les membres de la famille royale contribuèrent alors à grossir les fortes sommes recueillies par les philhellènes. Dans toutes les provinces, jusque dans les moindres villes, on forma des associations secondaires dont les présidents donnaient leurs cotisations aussi bien que les moindres journaliers et les domestiques. Jusqu'au mois d'août, l'association de Berlin avait envoyé à Eynard la somme de 240,000 francs, dont la majeure partie fut distribuée aux malheureux qui s'étaient réfugiés dans l'île de Kalamos. A La Haye, à Namur, à Bruxelles, à Luxembourg et jusqu'à Stockholm, on suivit alors l'impulsion ainsi donnée; la ville de Genève

et toute la Suisse firent de nouveaux efforts pour coopérer au même but. Toutes ces associations se mirent, surtout d'après les conseils d'Eynard, dans les rapports les plus étroits avec le comité de Paris, ce qui réagit, avec une nouvelle force, sur ce point central qui possédait et méritait la confiance la plus absolue et la plus générale. Après la chute de Missolonghi, le comité de Paris commença à faire paraître une série de publications périodiques[1] qui devaient donner une expression authentique à la protestation permanente des peuples civilisés en faveur des Grecs. On peut démontrer, à l'aide de ces documents, que le comité, semblable à une petite puissance indépendante, suivait une politique nettement tracée, d'après les principes les plus honorables, et en se proposant d'atteindre, par des moyens très-rationnels, à un but bien déterminé. La profonde indignation qu'on ressentit en France, en apprenant que des Français avaient aidé à consommer la ruine de Missolonghi, avec des canons achetés en France, donna tout d'abord un stimulant très-énergique à l'action du comité, parce que le sentiment de l'honneur national avait été vivement blessé.

Parmi ceux des membres du comité qui siégeaient dans les Chambres, Chateaubriand avait, dans la Chambre des Pairs, donné une expression à cette disposition des esprits, même avant la chute de Missolonghi, lorsque malgré l'opposition du ministre de la justice, il obtint* qu'on votât un amendement relativement à un projet de loi « concernant la punition des crimes commis par des Français au Levant, » amendement qui avait pour but de défendre aux sujets français de noliser leurs navires pour le transport des Grecs réduits à l'esclavage par les Égyptiens. Après la

* 13 mars.

[1] Documents relatifs à l'état présent de la Grèce, publiés d'après les communications du comité philhellénique de Paris. Paris, 1826, sq.

* 23 mai. chute de Missolonghi, Alexis de Noailles fit * la proposition de mettre à la disposition des consuls français un crédit de 300,000 francs pour le rachat d'esclaves chrétiens, et Con-
* 5 juin. stant demanda *, avec une très-grande énergie, au ministre de la guerre : « si parmi les officiers français qui, en commun avec les hordes égyptiennes, avaient plongé leurs mains dans le sang des défenseurs de Missolonghi, ceux qui se trouvaient encore sur les listes de l'armée, avaient toujours aussi leur rang militaire, et s'ils touchaient encore leur solde? » Alors le ministre des finances, pour conjurer ces orages, se décida à annoncer des concessions à cette agitation toujours croissante, en déclarant : « que l'attitude sage des cabinets donnait lieu d'espérer qu'on mettrait bientôt un terme aux malheurs de la Grèce par une pacification qui ne laissait pas du tout les gouvernements aussi indifférents que le paraissaient croire les orateurs de l'opposition! » Sur de tels indices, qui annonçaient un rapprochement entre le gouvernement français et la coalition formée par la Russie et l'Angleterre, l'association philhellénique se proposa, comme but bien arrêté de ses efforts, de prolonger, par les offrandes des peuples, l'existence de la nation grecque jusqu'au moment où la haute politique, au cœur de pierre, finirait par se lasser du spectacle qu'offraient cette longue lutte sanglante et ces victimes palpitantes, et où la diplomatie, aux lourdes allures, arriverait enfin, par ses négociations, à imposer une trêve aux parties belligérantes, et à venir ainsi en aide à la Grèce épuisée. En prenant cette résolution, l'association philhellénique continuait à rester toujours étrangère à toute jalousie mesquine à l'égard des autres nations. La catastrophe de Missolonghi avait inspiré à Eynard une profonde aversion pour la politique des Anglais qui n'avaient pas envoyé leurs navires des

îles Ioniennes à Missolonghi, pour forcer le blocus et pour porter des vivres aux assiégés lorsqu'ils mouraient de faim : « S'il avait été à la place du gouverneur, disait Eynard, il aurait agi autrement, quand même il aurait dû mourir sur l'échafaud! » Lorsque, un an plus tard, il se trouvait en Angleterre même, il était exaspéré de voir la froideur que continuait à montrer, pour la cause des Grecs, ce peuple qui seul fermait son cœur à ce nouveau mouvement des esprits et à cet enthousiasme avec lequel l'humanité protestait contre l'insensibilité indifférente de la politique. Néanmoins, c'était à cette même Angleterre que la Grèce avait voulu se soumettre, l'année précédente, par cet acte de protectorat dont nous avons parlé plus haut, et ce fut elle encore dont les Hellènes implorèrent, au moment actuel, la médiation. C'était là mettre à une rude épreuve le sentiment qu'avaient les Français de leur propre dignité. Néanmoins, cette fois-ci encore, comme déjà l'année précédente, le comité ne permit pas que ces considérations refroidissent ses sympathies philhelléniques ou qu'elles missent la division parmi ses membres.

En Angleterre on avait élevé des accusations tellement virulentes contre les Grecs et contre leur gouvernement, qu'on aurait dit que les Anglais, pour s'excuser, voulaient se persuader que tous les secours étaient prodigués là à des gens qui en étaient indignes. Mais les chefs de l'association de Paris ne se laissaient ralentir dans leur zèle ni par les discordes entre les Grecs, ni par les abus dans leur administration, ni par les mauvais traitements qu'ils faisaient subir aux Francs, ni par les malversations du gouvernement grec. Les rapporteurs que le comité avait envoyés en Grèce surent facilement se mettre au fait; ils étaient bienveillants dans leurs jugements; touchés par tant de courage, émus à la vue d'une aussi grande persévérance, ils ne

faisaient voir dans leurs rapports que le côté favorable, en passant par-dessus les abus qui devaient nécessairement pulluler dans ce chaos terrible de misères morales et physiques, et presque neutraliser l'influence des lumières et de l'ordre légal. Quelque fugitives que fussent ces impressions dans l'âme des Grecs, comme elles le sont chez tous les méridionaux en général, les Hellènes durent cependant être pénétrés d'une gratitude profonde; leur orgueil et leur haine contre les étrangers s'effacèrent peu à peu; les capitaines les plus fiers et les plus roides qui, encore à ce moment, se faisaient forts d'en venir à bout de l'Égyptien et de ses soldats bien disciplinés, se virent cependant obligés de demander à grands cris du pain pour leurs vieillards, pour leurs femmes et leurs enfants, et même pour leurs compagnons d'armes, « qui portaient des couronnes de lauriers, disait l'un d'eux, mais qui mouraient de faim. » Ils savaient que, sans cette intervention des sympathies bienfaisantes de l'étranger, leur patrie aurait péri, et ils en savaient doublement gré précisément aux Français, qui avaient eu à briser d'abord les barrières par lesquelles la politique de leur gouvernement avait voulu arrêter leur élan, et qui, après cela, avaient pu entraîner encore presque tous les peuples de l'Europe et les engager à prendre une part active dans leur œuvre de charité. Aussi fit-on à ce moment, en Grèce, tout ce qui était possible pour appliquer les secours envoyés au but auquel les avaient destinés les bienfaiteurs du pays. Le comité de Paris resta, il est vrai, sous ce rapport, toujours fidèle à son principe très-désintéressé et entièrement opposé à la manière d'agir des prêteurs d'argent en Angleterre, et laissa tout ce qu'il envoyait en Grèce, les dons en nature, les secours en argent et en hommes, à la libre disposition du gouvernement grec; mais ce dernier, pour répondre

de son côté à cette confiance, ordonna alors que la commission permanente de l'assemblée législative se mît en rapport direct avec le comité de Paris, et il institua plus tard des commissions mixtes, composées de Francs et de Grecs, en leur donnant pour mission de distribuer ces offrandes dès leur arrivée en Grèce selon les intentions des donateurs, et avec cet ordre systématique avec lequel on avait recueilli et remis ces secours.

Toutes ces affaires étaient dirigées par Eynard, qui était l'âme de tout ce mouvement philhellénique. Il se chargeait de faire presque tous les achats et d'expédier les envois du comité de Paris et des autres associations, ce dont il s'acquittait avec une circonspection, une patience infatigable et une intégrité qui ne pouvaient être surpassées. Il avait établi ses agents d'affaires à Nauplie, dans les îles d'Hydra, de Cerigo, de Zante et de Corfou; dans plusieurs ports de la mer Méditerranée il avait si bien organisé la marche régulière des navires, qu'on pouvait avoir par lui les renseignements les plus sûrs sur l'état des choses en Grèce, de même que sur l'arrivée et sur la distribution des secours qu'on y avait envoyés. Lorsque, un mois après la chute de Missolonghi*, il rendit à Paris, pour la première fois, compte des mesures prises par lui, en premier lieu, pour secourir cette ville et ses habitants, il avait expédié environ trente-cinq mille quintaux de vivres et douze cents quintaux de plomb pour le compte des associations de Genève et de Paris, et il avait assigné la somme de cinquante mille francs pour racheter des captifs. En automne, lorsque les cris de détresse se firent entendre avec le plus de force dans toutes les parties de la Grèce, Eynard put dire, dans son compte rendu, que le 25 septembre trois navires chargés de vivres avaient fait voile de Corfou pour Nauplie; que deux bâtiments étaient

* 30 mai.

partis, le 1er octobre, de Zante, et deux autres d'Ancône, de même que du 10 au 20 octobre cinq autres navires seraient expédiés de ce port pour le Maïna, pour Grabousa et pour Nauplie. Tous les différents envois de vivres faits depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre de cette année-là, pour le compte des associations de Paris, de Suisse et d'Allemagne, montaient au chiffre de soixante-treize mille quatre cents quintaux, sans compter de nombreux envois séparés, qui étaient destinés à la marine grecque. Après la fin de cette terrible année de misère et de disette, le comité de Paris publia un aperçu[1] de toutes les recettes et de toutes les dépenses, depuis la formation de l'association jusqu'à la fin de 1826. Les recettes se montaient, en somme ronde, à deux millions et demi de francs. Lorsque le général égyptien redoubla ses efforts pour rendre inutiles ces secours imprévus et pour prévenir l'intervention des puissances, qui avait été annoncée; lorsqu'il fit tout ce qu'il put pour que les Francs, quand ils interviendraient d'une manière décisive, ne trouvassent plus en Grèce que des cadavres et des esclaves, les associations philhelléniques, de leur côté, redoublèrent encore une fois de zèle. Eynard fit alors* un appel au public en demandant des cotisations mensuelles et hebdomadaires qui assurassent un revenu fixe et des envois réguliers jusqu'au moment où la Providence tournerait le cours des destinées de la Grèce. On commença aussitôt à recueillir ces souscriptions hebdomadaires, même parmi les artisans et les ouvriers de toutes les classes, dans les trois pays voisins les uns des autres, où tout le monde était sympathique à la cause des Hellènes; dans la seule ville de Genève, elles rapportaient plus de quatre mille florins déjà dans la se-

Commencement de 1827.

[1] Cf. *Gazette d'Augsbourg*, 1827, février 19 et 21.

conde semaine après l'ouverture des listes. A Vienne même la glace commençait à fondre un peu, de sorte qu'on permit les quêtes qui avaient un but charitable. En Amérique aussi, il se produisit une activité nouvelle, qui eut les résultats les plus considérables. Cette nouvelle croisade entreprise par la bienfaisance publique conserva l'existence de la Grèce encore une seconde fois, jusqu'à l'époque prévue dès le commencement par le comité de Paris, où les premières résolutions des diplomates, provoquées par les cris de détresse que poussait le peuple grec dans son agonie, et par les appels que faisait l'humanité pour réclamer une intervention, purent enfin devenir plus tard des actes. Ce furent des paroles prophétiques qu'Eynard adressa en 1827, au printemps, à l'association de Munich, quand il disait dans sa lettre « qu'il espérait que cette année ne finirait pas sans que les vœux des amis de la Grèce eussent été remplis par les puissances. »

Opérations navales.

Le proverbe allemand qui dit que « quand le péril est le plus grand, le secours de Dieu est le plus près, » tire les plus fortes preuves de sa vérité des expériences faites dans les temps de révolution. Mais aucune autre nation, luttant pour conquérir sa liberté, n'avait encore vu les calamités fondre sur elle d'une manière aussi imprévue; nulle part le danger n'était arrivé à la même extrémité, pour se prolonger autant qu'on l'avait vu en Grèce; dans les plaies d'aucune autre nation on n'avait versé le baume bienfaisant avec la même lenteur et, pour ainsi dire, goutte à goutte, et nulle part la guérison n'avait été aussi incomplète qu'en Grèce. Après la prise de Missolonghi la nation grecque était de nouveau menacée d'une destruction complète qui, semblable à une épée de Damoclès, était suspendue au-dessus de sa tête, absolument comme pendant l'automne précédent, lorsque Ibrahim était devant Nauplie. Il ne res-

tait plus aux Grecs qu'un petit nombre de points importants, dont la perte aurait entraîné la ruine de toutes leurs espérances : l'insurrection aurait été terrassée, la Grèce n'aurait pu relever ses membres brisés. La ville d'Athènes était, de toute la Roumélie, la seule place d'armes considérable qui fût encore entre les mains des Grecs; aussi dès que Rechid-Pacha eut terminé son œuvre dans l'Hellade occidentale, s'apprêta-t-il à détruire encore ce boulevard de l'Hellade orientale. Dans le Péloponèse, il n'y avait plus que le Maïna dont le sol n'eût été foulé par les Égyptiens; mais le pacha pouvait espérer changer, par une parole d'autorité, la soumission illusoire de Georgios Mavromichalis en soumission réelle. Si ensuite, en passant par l'Argolide et par Corinthe, il faisait une seconde tentative pour tendre au séraskier une main par-dessus l'isthme, il pouvait croire que l'insurrection de la Grèce continentale serait vaincue, et qu'on pourrait alors porter aux îles un dernier coup, sur le succès duquel il ne saurait y avoir de doute. Mais au siége du gouvernement grec on s'attendait

Commencement de mai 1826.

déjà à ce moment* que les ennemis porteraient aux îles ce coup fatal, qui aurait été rapidement frappé et dont les conséquences auraient eu une immense portée ; ce qui pouvait le faire croire, c'était que les flottes ennemies étaient encore réunies à Navarin, et que jusqu'alors on avait, chaque été, fait une tentative sérieuse pour détruire la marine grecque. La consternation qui saisit les Grecs à cette pensée leur inspira les résolutions les plus énergiques pour parer à ce danger. On avait déployé le plus grand zèle pour déterminer les Spetziotes à quitter leur île qui, plus que les autres, était exposée aux attaques de l'ennemi, et à venir s'établir dans l'île d'Hydra, pour concentrer tout le matériel et toutes les ressources qui pouvaient servir à la défense dans cette seule île, dont la position et

la conformation rendaient la résistance plus facile. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'on réussit à fléchir l'orgueil de ces insulaires, jaloux de leurs rivaux; on n'y serait jamais parvenu sans le grand danger qui les menaçait. Les Hydriotes abandonnèrent Kamini, leur faubourg sur la mer, à ces nouveaux concitoyens (μέτοικοι); mais en prenant cette mesure on n'avait rien fait pour la défense d'Hydra, et tout ceci eut lieu au moment où le nouveau gouvernement, sous Zaïmis, fit son entrée à Nauplie avec soixante grossia (piastres) dans ses caisses, et où les habitants de cette ville avaient à craindre, à tout moment, que leurs maisons ne fussent assaillies et pillées par les Souliotes et les Rouméliotes affamés, qu'ils eurent la plus grande peine à tranquilliser par une quête qu'on fit pour eux en particulier.

Ce fut à ce moment même* que le colonel Gordon arriva à Nauplie avec un petit reliquat de l'emprunt anglais, montant à quatorze mille livres sterling. Ce n'était là qu'un mince secours, qui, à ce moment d'un grand danger, allait être rapidement absorbé; mais il permettait d'attendre le moment où les souscriptions des philhellènes fournirent des suppléments plus réguliers. On dépensa trois mille cinq cents livres sterling pour empêcher la dissolution du corps de Fabvier; on donna trente et un mille huit cent soixante-quinze francs aux défenseurs de Missolonghi, outre l'argent recueilli pour eux à Nauplie; le reste fut employé pour mettre en bon état les défenses d'Hydra. On jeta dans cette île une garnison de mille irréguliers, que Fabvier renforça de neuf compagnies de tacticiens, avec la promesse qu'il viendrait, en cas de besoin, en personne pour défendre Hydra. Les voisins de Poros, de Kastri et de Kranidi promirent la même chose. De telle sorte on pouvait opposer à une attaque des ennemis soixante

* En mai.

vaisseaux, vingt et un brûlots et neuf mille hommes de troupes de terre et de mer. Cependant le danger qu'on avait redouté se dissipa. Les flottes turque et égyptienne
* 11 mai. avaient quitté Navarin; l'une était partie* pour les Darda-
* 20 mai. nelles, l'autre pour Alexandrie*. Mais à peine les Grecs en furent-ils certains, qu'ils reçurent, à leur grande frayeur, la nouvelle que la flotte turque, divisée en deux escadres,
* En juin. avait de nouveau quitté les Dardanelles*. L'une de ces divisions, commandée par le kapoudân-bey, se dirigea vers Navarin, où elle resta pendant trois mois dans l'inaction, tandis que l'autre, placée sous les ordres du grand-amiral Tahir-Pacha, était destinée à renouveler, comme on l'avait fait dans chacune des dernières années, la tentative contre l'île de Samos. Mais, au moment même où les Samiens firent entendre les cris de détresse les plus pressants, il s'ajouta encore un autre embarras aux complications sans fin qui accablaient le gouvernement grec. Avec une froide perfidie, le gouvernement autrichien avait guetté cette époque de la plus grande confusion pour envoyer, à ce moment même, presque toutes ses forces navales, sous les ordres du marquis Paulucci, dans les eaux grecques, afin d'y faire cesser de vive force les abus des pirates. Ce fut en vain que le gouvernement essaya de tranquilliser le
* 14 mai. marquis par une proclamation* interdisant sévèrement la course à tous les bâtiments qui n'appartenaient pas à la flotte militaire et même, pour le moment, à ceux qui
* Juillet. avaient des lettres patentes. Le marquis commença* d'une manière odieuse à rendre toute la marine grecque responsable des méfaits commis par les pirates; il prit dans les ports de Mykonos et de Tinos leurs premiers et leurs meil-
* Août. leurs vaisseaux de guerre; puis il bombarda* la ville de Naxos (qui elle-même avait besoin d'être protégée contre les pirates), parce qu'elle ne voulait pas payer l'indemnité

que l'amiral autrichien lui avait demandée; il fit traiter Thermiai de la même façon et parut ensuite devant Nauplie, où il ne baissa le ton que parce qu'il était inquiété par des projets hostiles contre ses vaisseaux, et parce que le commandant de la station anglaise lui parla de manière à refréner son ardeur[1].

Cependant cet intermède pénible n'avait pas empêché les Grecs de secourir Samos avec toutes les ressources qui leur restaient encore. Sachtouris avait quitté Hydra* avec trente-trois bricks et huit brûlots et avait fait son apparition dans les eaux de Samos*. Il engagea aussitôt un combat sans résultat décisif avec l'avant-garde de la flotte turque; mais le lendemain*, lorsque le kapoudan-pacha vint avec ses vaisseaux de Chios, tous les navires des deux flottes se trouvèrent en présence. Les deux adversaires semblaient être, encore cette fois-ci, également peu disposés à entrer en lutte : les conducteurs des brûlots grecs n'obéirent pas lorsqu'ils reçurent ordre d'attaquer, à l'exception cependant de Kanaris qui traversa les lignes des vaisseaux ennemis, pour se jeter sur une frégate; mais il y perdit son brûlot et ne s'échappa, à l'aide de sa chaloupe, qu'après avoir été blessé dans un vaillant combat qu'il soutint contre deux barques turques. Après cet engagement, le kapoudan-pacha retourna à Mitylène, où il perdit tout un mois, jusqu'à ce que Miaoulis et Sachtouris vinssent l'y chercher eux-mêmes*. Après avoir été séparés d'abord par d'épais brouillards, les deux navarques se

* 23 juillet.
* 26 juillet.
* 28 juillet.
* 4 septembre.

[1] Cf. Zinkeisen-Gordon, t. II, p. 383. Paulucci fut rappelé peu de temps après et remplacé par Dandolo, qui avait reçu pour instructions de tenir une conduite toute différente. Les bâtiments marchands autrichiens devaient dorénavant respecter tout blocus effectif et ne pas faire d'entreprises particulières sans être escortés par des vaisseaux de guerre, à moins de le faire à leurs risques et périls. — Instructions pour l'amiral Dandolo, du 31 janvier 1827. MS.

* 10 septembre. réunirent de nouveau quelques jours plus tard*; ils commencèrent à bombarder les vaisseaux turcs pendant la
* 11 septembre. nuit et livrèrent, pendant toute la journée du lendemain*, une des batailles les plus opiniâtres et les plus chaudes qui eussent encore été livrées dans cette guerre. Les Turcs se retirèrent d'abord dans la direction du nord; mais bientôt ils se jetèrent sur les vaisseaux grecs isolés qui, devançant les autres navires, avaient donné la chasse aux Turcs; la flotte grecque les rejoignit alors et la véritable bataille s'engagea, avec un vent faible et variable. Les Turcs, commandés par Tahir-Pacha, montrèrent un plus grand courage que dans les rencontres précédentes; les Grecs, avec leurs bricks et leurs brûlots, étaient plus téméraires que jamais. L'issue était indécise; les pertes des Grecs en brûlots et en hommes n'étaient pas sans importance; mais la hardiesse avec laquelle leurs bricks avaient attaqué les plus grands vaisseaux de guerre étonna les Français de Rigny et Guilleminot, qui étaient les spectateurs de la lutte. La plupart des capitaines de la flotte grecque, convaincus qu'il n'y avait plus rien à craindre pour Samos, rentrèrent, après cette rencontre, dans leurs ports. En effet, le kapoudan-pacha quitta, vers la fin de l'automne, sa position près de Chios et de Ténédos, pour retourner aux Dardanelles. Si l'on excepte le blocus de Missolonghi, la flotte musulmane n'avait donc, encore cette année-là, rien fait pour appuyer, en quoi que ce fût, les opérations des Turcs ou des Égyptiens par terre. Il arriva même à Ibrahim d'être la victime de l'outrecuidance des Grecs : une poignée
Fin septembre. de Psariotes traînèrent* une barque de pêcheur d'Aigina (Égine), par-dessus l'isthme, dans le golfe de Corinthe; puis, d'intelligence avec deux cents hommes armés, montés sur des barques, ils firent d'abord une tentative pour s'emparer de sept bâtiments de transport près de Dobrena;

ensuite ils enlevèrent, dans le port même de Salona, une goëlette qu'ils réussirent à conduire heureusement à Aigina, en se glissant, par une nuit sombre, à travers les petites Dardanelles, malgré toutes les forces navales que le pacha furieux mit en campagne contre eux.

Opérations d'Ibrahim-Pacha sur terre.

Si la campagne maritime n'avait pas été brillante, celles que les deux pachas entreprirent dans la Morée et dans la Grèce orientale ne le furent pas beaucoup plus; mais elles eurent des conséquences beaucoup plus funestes. Nous n'en retracerons la marche qu'à grands traits et en passant, autant que possible, sous silence les petits détails. Ibrahim était revenu du siége de Missolonghi à Patras avec une armée bien affaiblie. De tous ses tacticiens il n'y avait plus de valide que trois mille cinq cents hommes. S'il avait voulu rassembler toutes ses forces pour une expédition vers l'isthme, il n'aurait pu réunir que de six à huit mille hommes à peine, après avoir laissé de faibles garnisons seulement dans les places maritimes. Cependant le besoin le plus urgent exigeait qu'après son retour il approvisionnât la ville de Tripolitsa, dont la garnison était de nouveau réduite à la dernière extrémité. En ralliant autour de lui la cavalerie qu'il avait laissée dans le pays, le pacha se rendit à la capitale, en passant par Kalavryta, afin de permettre aussi à la garnison de cette ville de prendre part à son expédition. Arrivé là, il trouva la ville dépouillée de tout; les Kalavrytiniens s'étaient réfugiés, avec femmes et enfants, sur le mont Chelmos où, soutenus par quatre cents hommes armés, sous les ordres de Petmezas, ils s'étaient retranchés. Ils y repoussèrent* une première attaque des Égyptiens; mais, après un second assaut contre leur position, ils furent dispersés avec de terribles pertes et durent s'enfuir vers Kastraki; errants dans ces montagnes couvertes de neige, ex-

* 17 mai.

posés aux mauvais temps et poursuivis par les ennemis, ils eurent à supporter des souffrances tellement atroces que tout le Peloponèse fut rempli d'horreur et d'effroi. Après une excursion à cheval inutile, entreprise pour rechercher le célèbre couvent de la Grande-Caverne (Megalospilaion), qu'il trouva situé dans un ravin escarpé, accessible seulement par un sentier étroit et gardé par les Petmezades, * 22 mai. Ibrahim entra* avec de riches provisions dans Tripolitsa, faisant cesser ainsi la terrible famine. Avec ses faibles forces, il n'osa pas avancer de là vers l'isthme avant d'avoir couvert les derrières de son armée par la réduction * 2 mai. du Maïna. Il suivit* donc la route de Karytaina, pour se rendre en Messénie, où Kolokotronis essaya de lui barrer le passage. Le vieux klephte avait alors gagné à son système de guerre de partisans les Péloponésiens désespérés, qui déjà, de leur propre mouvement, avaient, à l'approche des Égyptiens, quitté leurs villes et leurs villages, pour chercher leur salut sur les hauteurs, dans les couvents fortifiés, les grottes et au milieu des rochers, dans les montagnes. Sans passer par Karytaina, Ibrahim descendit donc par la route de Nissi vers le golfe de Messénie; il dispersa une troupe de Grecs postés dans le défilé de Makryplagi, et brûla Andritsena. Suivi partout des partisans de Kolokotronis et de ses parents, qui, en rôdant autour de lui, le harcelaient et l'attaquaient, le pacha arriva enfin à Modon, où il resta un mois sans rien faire; il somma seulement les Mavromichalis de faire leur soumission, avec la menace de dévaster le Maïna; mais ils répondirent par un refus très-laconique. Les Magnotes, qui jusqu'alors avaient très-mal justifié leur réputation guerrière, et qui avaient encore plus mal rempli leurs devoirs envers la patrie, furent donc alors, pour la première fois, attaqués dans leur propre pays; mais ils rendirent un nouvel éclat à leur

bravoure, qui avait commencé à pâlir. De Kalamata, le pacha mit* toutes ses forces disponibles (sept mille hommes) * 3 juillet. en mouvement contre le Maïna, tandis qu'il allait lui-même, avec quelques vaisseaux, bombarder différentes villes sur les côtes de la Laconie, afin de détourner l'attention des Magnotes du côté de la terre qui allait être menacé par lui. Vis-à-vis d'Armyros et en face du chemin creux de Verga, les Égyptiens trouvèrent les Magnotes derrière leurs retranchements. Après avoir été repoussés deux fois, ils espéraient trouver les côtes plus dégarnies de défenseurs, et envoyèrent quinze cents hommes par mer à Dyron, d'où cette troupe s'avança dans la direction de Tsimova en dévastant le pays la torche à la main.

Arrivés dans leur marche jusqu'à la tour de Tsalapiana, ils furent repoussés par les Grecs, et lorsque, le lendemain*, après avoir été durement rudoyés par Ibra- * 6 juillet. him, ils tentèrent encore une fois la fortune de leurs armes, ils furent mis dans un fâcheux état par la population qui accourut, par les prêtres, les femmes et les gens armés sous les ordres de Konstantinos Mavromichalis, et ils furent obligés de se retirer dans leurs navires. Le corps principal avait renouvelé, la veille, ses attaques contre la position d'Armyros; mais il dut se retirer à Kalamata, après avoir subi de grandes pertes. Kolokotronis accourut, à ce moment, avec des troupes auxiliaires; s'il était arrivé un peu plus tôt, il aurait trouvé les Égyptiens au milieu du combat, et il aurait pu les prendre entre deux feux. Le pacha retourna tout honteux à Tripolitsa, pour ravitailler encore une fois cette ville, qui était cernée de tous les côtés. Ce coup manqué releva le courage des Grecs. Kolokotronis publia de Nauplie* un appel au * 24 juillet. peuple, dans lequel il parla à ses compatriotes des secours envoyés par les philhellènes de France, d'Alle-

magne et de Suisse. Pour encourager les Grecs, il fit surtout ressortir dans cet appel qu'en venant ainsi en aide à la Grèce, les autres nations avaient reconnu la justice de la cause grecque. Pour inquiéter Tripolitsa davantage dans son voisinage immédiat, il réunit de nouveau une troupe à Vervena, et poussa en avant ses corps de partisans jusque dans la plaine devant la ville, jusqu'à
* 30 juillet. Rhiza et à Machmetaga. Pendant ces jours-là*, trois escadrons d'Arabes y tombèrent dans une embuscade, où ils furent anéantis dans l'espace d'une demi-heure. En revanche, les soldats de Tripolitsa battirent les Grecs à Alonistaina, et brûlèrent Vytina. Ibrahim lui-même saccagea l'éparchie de Hagios-Petros, et s'avança vers Astros, en dévastant par le feu tout le pays avec une vengeance barbare. Arrivé dans cet endroit, il divisa son armée en trois corps de troupes qu'il envoya par Vambakou à Mistra, à Arachova et dans la Tsakonie, afin qu'elles envahissent le Maïna à la fois par trois points différents. Cependant Nikitas, qui se distinguait surtout dans cette petite guerre, ainsi que son beau-frère Zacharopoulos, homme sensé et fils du célèbre klephte Zacharias, avait devancé le pacha et s'était déjà emparé d'Astros, en venant du côté des Moulins. Y ayant occupé le nouveau fort,
* 16-17 août. il repoussa, pendant deux jours*, les attaques impétueuses de treize cents Turcs. Cette division dut donc retourner à Tripolitsa sans avoir obtenu de résultat. Ibrahim lui-même cependant entra en Laconie, afin d'envahir le Maïna en passant à l'est du mont Taygète. En s'avançant par Ana-
* 2 septembre. vryta et Stortsas, il franchit* le « mauvais défilé » du mont Taygète; mais lorsqu'il y rencontra de la résistance, il repassa par le sommet de la montagne pour en descendre le versant oriental; il passa la nuit dans la plaine de Machmoudbey, d'où il suivit le cours de l'Eurotas jus-

qu'à son embouchure; puis, en repassant par les communes des Bardouniotes, il se jeta sur l'éparchie de Maleuri, dont il réduisit en cendres toutes les villes et tous les bourgs. Mais, après y avoir trouvé une vigoureuse résistance près de Maniakova, il dut retourner dans la plaine de Passava, d'où un autre Ephialtès voulut le conduire, par le mont Taygète, à Polyaravo. Mais, comme Ibrahim avait été arrêté dans sa marche près de la tour de Desphina, les habitants de Polyaravo furent informés à temps de son expédition; ils le reçurent, à son arrivée* * 9 septembre.
près de leur ville, avec deux mille hommes, et le pacha, complétement battu, dut rebrousser chemin vers Maleuri et Elos, d'où il se rendit, fort humilié, par Mistra, à Tripolitsa.

Sans perdre de temps, il continua cet affreux système d'expéditions entreprises pour ravager le pays, en allant de Tripolitsa dans d'autres directions. Après être parti pour Dara*, il envoya de là un corps de troupes pour recueil- * 20 septembre.
lir des vivres et pour détruire les villages circonvoisins, pendant qu'il se jeta lui-même sur le centre de l'éparchie de Kalavryta, où il soutint des combats opiniâtres dans les environs de Sopoto, qui eurent bien pour résultat la destruction de toute une série de communes, mais sans laisser un seul pied de terrain en son pouvoir. De retour à Tripolitsa, il fit faire encore des expéditions pour ravager l'Argolide et le pays autour de Corinthe, et pour y faire du butin, jusqu'à ce que les approches de l'hiver* le for- * Novembre.
çassent à retourner à Modon. Pendant ce temps, où les Grecs avaient été complétement dépouillés de toutes leurs ressources, ils avaient montré, même au puissant général égyptien, qu'ils savaient lui tenir tête. Les capitaines, qui s'en étaient vantés vis-à-vis de leurs bienfaiteurs, les philhellènes, n'avaient pas fait de vaines fanfaronnades; ils

avaient trouvé la manière la plus efficace de lui faire la guerre. Les rangs des troupes égyptiennes avaient été éclaircis d'une manière terrible par les fatigues dans leurs expéditions, par les armes dans les combats et par les épidémies dans les forteresses maritimes. Dans ce climat plus rude, le manque de vêtements devint funeste aux Arabes; l'extrême pénurie de vivres s'éleva à un tel point qu'on payait le biscuit au poids de l'argent, et que les Égyptiens, autrement dociles comme des esclaves, commencèrent à se révolter. Une nouvelle flotte, qui arriva d'Alexan-
* 2 décembre. drie à Navarin *, fit bientôt cesser cette disette; mais elle n'amena pas de troupes pour combler les vides. Les ressources pécuniaires du riche vice-roi commencèrent à s'épuiser; on disait que cette guerre gréco-égyptienne avait englouti déjà 25 millions de piastres d'Espagne. Il se méfiait de la Porte et de la sincérité de son concours; il s'imaginait que les Turcs le verraient avec plaisir épuiser ses ressources, en se chargeant de tout le poids de la guerre, et baisser néanmoins dans l'opinion publique, sans avoir obtenu de succès. Avec une grande prudence, il suivait avant tout la marche des négociations diplomatiques, et lorsque, vers la fin de l'automne, il était sûr que les puissances interviendraient, il considéra la partie comme perdue et était décidé à ne plus risquer d'autre enjeu, dans les affaires grecques, que ce qui était absolument nécessaire pour ne pas renier ouvertement son caractère de serviteur de la Porte.

Opérations de Rechid-Pacha sur terre.

Presque au même moment où Ibrahim, après la prise de Missolonghi, avait de nouveau paru dans le Péloponèse avec toutes ses forces, le séraskier avait rassemblé une armée de dix mille hommes, avec une artillerie bien pour-
* Juin. vue de munitions, qu'il conduisit * ensuite dans l'Hellade orientale. Plus habile que son rival à traiter ses adver-

saires, il avait su neutraliser l'action d'un certain nombre de capitaines rouméliotes; il avait réussi à prendre à son service d'autres chefs, tels que Iskos et Rhankos, qui, dans le temps, avaient joué un rôle équivoque, et il les avait déterminés à se charger de défendre les défilés. Après s'être ainsi assuré ses derrières, il put chasser rapidement les Grecs de leurs positions autour de Salona, atteindre Thèbes*, et de là s'avancer dans l'Attique. Là encore, il se facilita beaucoup sa tâche, en sachant gagner, par la clémence et par toute espèce de faveurs, les paysans qui s'étaient enfin révoltés contre les exactions dont les accablait Gouras, cet homme insatiable. Les habitants de la ville d'Athènes, qui jusqu'alors n'avaient pas encore joué un rôle brillant dans la guerre de l'insurrection, mais qui, au contraire, à l'approche du danger, s'étaient toujours réfugiés dans l'île de Salamis, se sentirent un peu stimulés par la gloire dont s'étaient couverts les défenseurs de Missolonghi, et ils se montrèrent plus disposés à faire la guerre que les campagnards des environs. Cette fois-ci, la petite troupe des mille gens armés parmi les habitants, renforcée par un faible corps venu de l'île de Salamis, était bien résolue de défendre la longue étendue de ses murs négligés et délabrés, dont les vingt-quatre tours ne portaient que quelques rares canons; en outre, Gouras se trouvait avec trois cents mercenaires, plutôt comme un ennemi que comme un ami, isolé et enfermé dans la citadelle d'Athènes qui avait des provisions pour dix-huit mois, et qui était défendue par dix-sept pièces d'un fort calibre. Rechid-Pacha se trouvait encore à Thèbes, lorsque son avant-garde toute seule, sous les ordres de Moustapha-Bey, auquel s'était joint Omer de Karystos, s'était déjà établie dans la Pnyx (ἡ Πνύξ) et dans quelques églises qu'on avait mises en état de défense comme des ouvrages extérieurs,

* 10 juillet.

* 23 juillet. et qu'elle avait déjà pris d'assaut la colline du Musée* et dressé trois batteries contre la ville et la citadelle. Quand
* 28 juillet. le séraskier arriva* lui-même, le bombardement devint plus régulier et plus violent, et lorsque, quinze jours plus tard, il apprit que les habitants d'Eleusis voulaient envoyer des renforts à Athènes, il se hâta de les prévenir
* 14 août. par la prise de la ville. Pendant vingt-quatre heures*, il fit jouer toute son artillerie contre les murs, et, le lende-
* 15 août. main*, il conduisit son armée à l'assaut. Les défenseurs de la ville ne lui opposèrent qu'une faible résistance et se jetèrent ensuite dans l'acropole, qui, à cause de sa forte position, n'avait pas à craindre un assaut.

Un faible corps de troupes, commandé par Kriëzotis, faisait la garde près d'Eleusis; il avait été renforcé, à cette époque, par six cents hommes, sous les ordres de Karaïskakis, que le gouvernement avait nommé général en chef de l'Hellade orientale, à la place de Gouras que rien ne pouvait tirer de son inaction. Cette troupe fut encore rejointe par Fabvier, avec neuf cent vingt tacticiens, parmi lesquels il y avait soixante-dix philhellènes que commandait le colonel Pisa. Ces trois corps, comptant
17 août. alors ensemble trois mille cinq cents hommes, partirent* alors d'Eleusis et s'établirent au nord-ouest d'Athènes, à une lieue et demie de la ville, dans un jardin entouré de murs, près du village de Chaïdari, et sur quelques collines
* 18 août. qui le flanquaient. Ils y repoussèrent* vaillamment une attaque des Turcs, de sorte que Fabvier put donner à sa troupe l'ordre de descendre la colline, qu'on venait de prendre d'assaut, et de s'avancer dans la plaine tout droit sur Athènes; mais les capitaines grecs refusèrent de le suivre dans cette entreprise qu'ils croyaient trop téméraire. Karaïskakis, au contraire, proposa de conduire l'armée au port du Pirée, parce qu'elle y trouverait plus faci-

lement à s'approvisionner; mais Fabvier répliqua que c'était là faire un mouvement en arrière qui coûterait du temps et qui ne répondrait pas au but qu'on s'était proposé, puisqu'on voulait débloquer la ville. Pendant le temps perdu ainsi par l'irrésolution et les querelles des chefs grecs, le séraskier augmenta ses troupes par des renforts de cavalerie sous les ordres d'Omer-Pacha; puis il attaqua la position des Grecs avec cinq mille fantassins et mille cavaliers. Devant le jardin, on avait placé un bataillon de tacticiens, qui formaient le carré; à la seconde attaque des delhis turcs, le commandant de la compagnie de voltigeurs recula et mit ainsi en désarroi le bataillon qui fut repoussé, dans le plus grand désordre, jusqu'au jardin; de sorte qu'il ne fut sauvé d'une destruction complète que par Karaïskakis et Kriëzotis, ainsi que par le second bataillon de tacticiens, qui accoururent aussitôt. Alors le pacha fit faire deux attaques simultanées d'une part contre quelques retranchements, où Perrhaivos et Lekkas repoussèrent les assaillants, et d'autre part contre une colline occupée par Kriëzotis, et qui se trouvait entre ces retranchements et la montagne. Dans ce dernier endroit, il s'engagea une lutte fort opiniâtre; les Hellènes s'y trouvaient déjà dans une position très-périlleuse, lorsque, pour surcroît de malheur, la cavalerie turque, qui avait été repoussée près des retranchements de Perrhaivos, vint encore se jeter sur cette colline. Cette fois-ci ce fut Fabvier qui, avec ses deux bataillons, sauva les irréguliers de leur position fâcheuse, en rétablissant l'égalité dans le combat qui cependant, après ces trois engagements, se changea en une canonnade inoffensive. On résolut alors dans le conseil de guerre des chefs grecs de conduire, pendant la nuit, les irréguliers à l'assaut contre les retranchements de l'ennemi; mais au moment où ces troupes devaient

20 août.

s'acquitter de cette tâche, elles s'enfuirent épouvantées dans la montagne, sans écouter les ordres de leurs capitaines, donnant ainsi l'alarme aux ennemis et forçant aussi les tacticiens à se retirer à la faveur de la nuit. Après ce honteux échec, dont Fabvier et Karaïskakis rejetèrent la faute l'un sur l'autre, toute l'armée se replia sur Eleusis.

Le désastre de Chaïdari fit naître un tel découragement dans la garnison de l'acropole, que la plupart des mercenaires de Gouras conçurent le projet de s'enfuir pendant la nuit, projet qui fut effectivement exécuté par quelques-uns de ces soldats. Gouras en eut une telle inquiétude qu'il fit expédier à l'île de Salamis un certain nombre d'hommes impropres au service, ainsi que trois cents femmes; de sorte qu'il ne restait plus dans la citadelle que huit cents combattants et seize cent trente âmes en tout. Comme il n'était pas facile de prendre l'acropole par un assaut, et qu'il aurait fallu trop de temps pour la réduire par la famine, le séraskier songea à faire fléchir le courage de la garnison, en lui coupant l'eau et en continuant le feu croisé de ses batteries qui devaient causer de grands ravages dans cet espace étroit. Il donna donc l'ordre de miner le bastion qu'Odyssevs avait fait élever, en 1822, au-dessus d'une source découverte par lui sous l'aile nord des Propylées, l'ancienne Klepsydra, dans le voisinage de la double grotte de Pan et d'Apollon. Mais ces travaux firent peu de progrès, parce qu'on les arrêtait
* 7, 25 septembre. toujours par des sorties heureuses* et par les contre-mines qu'établissait l'habile ingénieur Kostas Chormovitis. Cependant il s'en fallait de beaucoup que les mercenaires de Gouras eussent eu le courage héroïque des Rouméliotes de Missolonghi, et qu'ils eussent fait les mêmes efforts pleins de dévouement. Par leurs désertions et par leur li-

cence effrénée, ils causèrent constamment les plus grandes inquiétudes à leur chef qui songea même à faire venir une nouvelle garnison dans la ville. Mais les deux tentatives faites par les Ioniens nouvellement organisés dans l'île de Salamis, pour se jeter dans l'acropole, échouèrent misérablement. Bientôt après, la citadelle perdit même son commandant. Pendant une reconnaissance de nuit*, ou pendant qu'il commandait la garde en dehors du château, Gouras tira par pétulance un coup de pistolet; il donna ainsi un point de mire aux Albanais dans le camp des ennemis, et tomba frappé de leurs balles. Cependant sa mort semblait avoir un certain effet sur les hommes de la garnison qui montrèrent dès lors un peu plus de vigueur. « Que pleurez-vous? disait sa veuve aux soldats consternés, ce sont vos désertions qui ont été la cause de sa mort! Prouvez-moi votre compassion, en ne me tuant pas aussi par votre abandon! » Ces hommes, tout saisis, jurèrent sur l'Évangile vouloir lui rester fidèles[1]. Lorsque, quelques jours après*, le séraskier, se préoccupant toujours de l'idée de couper l'eau aux assiégés, donna un nouvel assaut au Leontari, cette position fortifiée qui se trouvait devant la source, les assiégés repoussèrent les Albanais de la position attaquée, bien qu'une mine qu'ils avaient établie là vînt à rater. Alors Rechid-Pacha promit de grandes récompenses aux volontaires qui donneraient l'assaut au château-fort lui-même. Des Ghèques audacieux se déclarèrent prêts à l'entreprendre, en se raillant de leurs com-

* 12 octobre.

* 18 octobre.

[1] Peu de temps après, cette femme courageuse périt elle-même d'une manière malheureuse. Elle habitait le temple d'Érechthée, dont le plafond avait été couvert d'une couche de terre pour garantir cet édifice de l'action des bombes. Pendant un bombardement violent, une des colonnes du temple se fendit et le plafond ensevelit, dans sa chute, la veuve de Gouras avec dix autres habitants de l'édifice.

patriotes qui avaient en vain essayé leurs forces contre le
* 19 octobre. Leontari. Le lendemain *, ils montèrent de grand matin à l'assaut d'un des retranchements près de la citadelle, et atteignirent l'orifice d'une mine dans laquelle Kostas travaillait à ce moment même. Makriyannis ayant vu du haut de la citadelle le danger qui menaçait Kostas, accourut et repoussa, après un combat de deux heures, les Ghèques qui durent se retirer, sous les yeux de leurs frères, dont la joie était grande à la vue de cette défaite.

Les Grecs prennent l'offensive.

Cependant les Athéniens enfermés dans leur citadelle et ceux qui s'étaient réfugiés dans l'île de Salamis se consumaient dans l'impatience, en voyant que le gouvernement et les chefs militaires, divisés entre eux par leurs discordes, ne faisaient rien pour sauver la ville. Fabvier lui-même conseilla vivement de s'assembler en conseil de guerre. On y résolut de jeter Kriëzotis avec trois cents hommes dans l'acropole, au moment où Karaïskakis, par un mouvement simulé contre Chaïdari, détournerait l'attention des ennemis et que Fabvier ferait, sur les derrières des assiégeants, une diversion contre Thèbes. Le colonel partit donc de Mégare et passa par les chemins creux du Kithairon qu'il occupa avec des troupes irrégulières. Mais celles-ci quittèrent leur poste, comme Fabvier en eut la ferme conviction, sur l'instigation de Karaïskakis qui était jaloux de lui, et forcèrent de la sorte aussi le colonel à quitter en toute hâte les bords de l'Asopos, qu'il venait déjà d'atteindre. Kriëzotis, au contraire, qui venait
* 23 octobre. de débarquer * avec trois cents hommes à l'embouchure de l'Ilissos, et qui était soutenu par les mouvements de Karaïskakis, réussit à franchir la colline du Musée, et arriva sain et sauf dans la citadelle. Alors Karaïskakis invita le colonel Fabvier à continuer, même malgré les approches de l'hiver, avec plus de hardiesse, l'offensive qu'il venait de prendre,

et à faire une expédition dans l'intérieur de la Roumélie; mais, dans son ressentiment, Fabvier se retira dans ses cantonnements à Methana. Karaïskakis poursuivit alors ses projets avec un zèle d'autant plus grand, comme s'il était désireux de montrer à cet officier étranger quel était le genre de guerre le plus approprié à ces localités, et qui étaient les soldats les plus propres à la faire. Cet Agraphiote, élevé à l'école pernicieuse d'Ianina, avait eu jusqu'alors, par suite de ses mœurs dissolues, une réputation très-fâcheuse, aussi bien sous le rapport de la morale que sous celui de la politique. Nous nous rappelons * qu'on l'avait accusé à Missolonghi d'être entré en négociations avec les Turcs et d'avoir voulu, au prix d'une satrapie, trahir la patrie, comme Odyssevs. Encore à l'époque qui nous occupe ici, il n'était pas à l'abri de tout soupçon de projets ambitieux qu'il aurait formés avec Kolettis. Mais sous le rapport militaire, cet homme, maigre, mobile et de petite taille, se faisait remarquer parmi tous les capitaines armatoles des Rouméliotes par son intrépidité personnelle et par sa connaissance instinctive de la guerre particulière à ces pays-là, par son coup d'œil stratégique sûr et par son habileté à suppléer à l'absence de ressources matérielles par une grande promptitude dans les mouvements et par l'art de diviser les ennemis. Avec cela, il possédait une certaine libéralité, un talent oratoire remarquable et une tournure originale d'esprit qui lui permettaient de gagner très-facilement l'amour de ses soldats. Lorsqu'on discutait à Nauplie la question délicate de savoir s'il fallait le nommer général en chef de l'Hellade orientale, on sentait bien qu'on n'avait pas le choix. Le président Zaïmis, qui avait pour Karaïskakis une haine personnelle, lui donna sa voix, en disant : « Je veux que la patrie soit sauvée et que mon ennemi soit élevé! » Vas-

* Cf. T. II, p. 1

silis Boudouris, membre estimé de la commission de l'assemblée législative, dit au nouveau général : « Karaïskakis, jusqu'à ce moment, tu n'as pas fait ton devoir envers ta patrie; Dieu te donnera les lumières nécessaires pour le faire désormais! — C'est vrai! répondit-il; quand je le veux, je puis être un ange ou un démon; dorénavant, je veux devenir un ange! » Effectivement, avec cette élévation extérieure, il semblait s'être opéré aussi une exaltation intérieure dans son caractère, comme on aurait pu la produire peut-être aussi dans d'autres hommes de sa trempe, si l'on avait su les prendre avec une connaissance plus juste de leur nature. Dès ce moment même, il devint un modèle d'activité patriotique et militaire, et, par sa prudence et son zèle, il donna encore une fois un essor tout à fait inattendu à la cause de la Grèce continentale, qui était tombée bien bas. Favorisé dans ses desseins par le gouvernement, il fit, en premier lieu, déterminer les Thessalo-Macédoniens dans les Sporades, à appuyer ses mouvements, en venant occuper les Thermopyles. Le nouvel agent du comité de Paris, le comte Eugène d'Harcourt, se trouvait alors heureusement en état de contribuer pour la somme de 20,000 piastres, ce qui permit de noliser les navires nécessaires pour les y transporter. Mais
* 5 novembre. malheureusement le départ* de ces troupes fut tellement retardé que le séraskier put envoyer à leur rencontre une colonne volante, sous les ordres de Moustapha-Bey, qui fit échouer cette entreprise dans sa première tentative contre Talantion.

* 6 novembre. Cependant Karaïskakis était parti*, avec trois mille hommes, du camp d'Eleusis, où peu à peu quatre mille cinq cents hommes des plus exercés à la guerre, Nikitas avec les gens de Missolonghi et les Souliotes s'étaient rassemblés après être venus de la Morée. En passant par

Koundoura et Kaza, on s'était rendu à Dobrena*, sur la * 8 novembre
baie du même nom, dans le golfe de Corinthe. Il y cerna d'abord la garnison turque dans trois tours; mais bientôt il se rappela qu'il ne pouvait pas perdre son temps à faire des siéges, et, en livrant des combats continuels, il poursuivit sa route* avec toute l'armée, en se rendant par * 28 novembr
Chostia à Dystomos; puis il fit occuper Arachova* par * 30 novembr
cinq cents hommes, sous les ordres de Gardikiotis Grivas, parce qu'il avait été informé que Moustapha-Bey, en revenant de son affaire facilement terminée avec les Macédoniens, comptait passer par cet endroit. En effet, à peine les gens de Grivas eurent-ils été postés dans les maisons, que Moustabey arriva avec quinze cents ou deux mille Albanais, hommes d'élite, qui ne s'attendaient à rien moins que de trouver là des ennemis. Le général turc venait de réussir à s'établir, à côté des Grecs, dans une partie de la ville, lorsqu'à ce moment même Karaïskakis, avec tout son corps, vint rejoindre Grivas. Afin de ne pas être cernés, les Turcs se retirèrent alors sur la crête dénudée d'un rocher près de la ville où, pendant la journée, ils avaient à supporter les attaques des Grecs et, pendant la nuit, la forte gelée d'hiver à laquelle ils étaient exposés en plein air. Comme Karaïskakis tenait occupées les ouvertures de toutes les trois vallées, à la jonction desquelles est située la ville d'Arachova, le manque de vivres força bientôt les Turcs à se résigner à entrer en négociations. Les Grecs demandèrent tous les effets et les armes des Turcs, ainsi que la reddition de Salona et de Levadia. Alors les Albanais, en guerriers fiers, résolurent de continuer le combat plutôt que de se rendre, surtout parce qu'ils venaient d'apprendre qu'une expédition était partie d'Athènes pour venir à leur secours; mais le mauvais temps et les ennemis empêchèrent cette troupe d'arriver.

Voyant cet espoir déçu, souffrant du froid intense et de la disette, qui augmentait, découragés par la perte de Mous-
* 4 décembre. tabey, qui venait de mourir* des suites d'une blessure à la tête, les Albanais entamèrent de nouvelles négociations; mais, lorsque celles-ci furent restées infructueuses, ils prirent le parti de quitter leur position pendant la nuit et de chercher à atteindre le couvent d'Ierousalem, soit en s'échappant secrètement, soit en s'ouvrant un passage l'épée à la main. Sept cents Ghèques, ne pouvant pas attendre le moment fixé pour le départ, quittèrent de leur propre autorité le camp avant les autres. Poursuivis par les
6 décemre. Grecs*, les fuyards furent surpris, en outre, par une furieuse tourmente de neige; de sorte que la moitié à peine de ces Ghèques atteignit le couvent. Karaïskakis envoya au gouvernement les têtes de Moustapha et de trois autres beys tués; avec trois cents crânes des soldats tombés, il construisit une tour qui devait servir de trophée.

La nouvelle de ces triomphes de son rival stimula toute l'ambition de Fabvier. A cette même époque, Makriyannis avait eu le courage de sortir de l'acropole avec cinq cavaliers. Il s'était présenté devant le gouvernement, pour lui faire un tableau effrayant de l'état dans lequel se trouvait cette forteresse, dépourvue de toutes munitions, qui, à la vérité, s'était continuellement défendue de la manière la plus vaillante dans une guerre de mines très-habilement conduite, mais qui, faute de munitions, serait forcée à se rendre, si le gouvernement ne pouvait pas lui porter secours. Fabvier résolut aussitôt d'entreprendre en personne une expédition, pour se jeter avec un approvisionnement
13 décembre. de poudres dans la forteresse. Il débarqua* à l'est du port Mounychia avec six cents tacticiens choisis, dont chacun portait un sac rempli de poudre : entreprise extrêmement hasardeuse et pleine de péril, à cause de l'imprudence avec

laquelle les Grecs maniaient leurs armes à feu; aussi Fabvier ordonna-t-il à ses hommes d'enlever les pierres à feu de leurs fusils. Par une belle nuit qu'éclairait la lune, cette troupe fit, dans le plus profond silence, ce chemin de deux lieues jusqu'à la citadelle. Arrivés près de la colline du Musée, les tacticiens furent arrêtés par les cris de : Qui vive? des sentinelles, qui les accueillirent à coups de fusil, lorsqu'ils ne répondirent pas. Alors les Grecs, au bruit du tambour, repoussèrent les ennemis du fossé qu'ils avaient creusé là, et, soutenus par une sortie de Kriëzotis, ils réussirent à entrer dans l'acropole avec une perte de huit hommes seulement. Après avoir porté ces munitions à la garnison de la forteresse, Fabvier avait dû repartir avec les siens; mais deux tentatives faites par eux pour se frayer, pendant la nuit, un passage à travers les ennemis échouèrent, et ils durent rester dans l'acropole jusqu'à la fin du siége. De la sorte, cette forteresse avait reçu à l'intérieur des renforts utiles, et au dehors Karaïskakis menaça très-sérieusement l'existence de l'armée de siége, lorsqu'il envoya les Souliotes assiéger Salona, et qu'il partit lui-même pour Velitsa, afin de couper l'arrivage des approvisionnements de la Thessalie. A peine arrivé là, il intercepta un grand convoi de vivres, en dispersa l'escorte qu'il poursuivit jusqu'à Vodonitsa, et envoya ses corps de partisans jusque devant Patratsik (Nea-Patra). Mais à la nouvelle qu'Omer-Pacha s'était mis en marche pour débloquer Salona, il retourna à Arachovo, d'où il se dirigea sur Lidoriki, afin d'y relever aussi la cause grecque; puis il envoya de petits corps de troupes à l'ouest jusqu'à Lobotina. Ensuite il accourut au secours des Souliotes qui étaient à Dystomos et devant Salona, où Omer-Pacha, à la tête de deux mille cinq cents hommes, forces bien supérieures à celles du corps grec, les avait mis dans

* Janvier 1827. une position très-fâcheuse*. Après beaucoup d'escarmouches qui se succédaient tous les jours, il força les Turcs à
* 18 février. lever leur camp* et à s'enfuir en laissant derrière eux beaucoup de provisions. Ensuite, les musulmans qui se trouvaient à Salona abandonnèrent cette position importante, et même les garnisons de Davlia et d'Ierousalem partirent en proie à une terreur panique. Ainsi, au commencement de la nouvelle année, toute la Grèce continentale, à l'exception des villes de Missolonghi, d'Anatoliko, de Vonitsa et de Lepanto, était de nouveau entièrement entre les mains des Grecs. Après ces succès surprenants, le gouvernement demanda à Karaïskakis de revenir à Eleusis, afin de préparer un coup décisif pour débloquer Athènes. En effet, l'ambassadeur anglais avait donné à entendre au gouvernement que, si l'acropole tombait, il se pourrait bien que, dans tout accord définitif des puissances, on ne tînt aucun compte de la Grèce continentale subjuguée.

Les grandes appréhensions qu'avaient dû faire naître les campagnes d'Ibrahim et de Rechid-Pacha étaient donc encore une fois dissipées pour cette année-là. Déjà en automne on avait empêché que les deux généraux ne se tendissent la main par-dessus l'isthme. A cette époque même,
Septembre 1826. les Grecs avaient intercepté* deux lettres[1] de Rechid-Pacha adressées l'une au grand-vizir et l'autre au sultan, et dans lesquelles le général turc leur avait exposé les difficultés qu'offrait la prise d'Athènes, en demandant en même temps qu'on chargeât seul d'une telle entreprise un vizir aussi hardi et aussi habile que l'était Omer-Pacha, afin que lui, le séraskier, eût toute la liberté nécessaire pour occuper les Dervennes. Si une fois il était maître de

[1] Zinkeisen-Gordon, t. II, p. 412.

la Roumélie, disait Rechid, il se ferait fort de soumettre en deux mois la Morée déchirée par les querelles des partis. Mais les Turcs ne devaient parvenir ni à subjuguer la Morée, ni à se rendre maîtres de la Roumélie. Comme presque toutes les autres campagnes, celle-ci aussi avait commencé sous d'heureux auspices, mais elle avait eu une issue peu glorieuse. Il est vrai que cette fois-ci encore on n'avait pas eu non plus les brillants résultats des premières années de la guerre, qui avaient été si satisfaisants. Comme l'année précédente, l'ennemi restait, pendant tout l'hiver, avec la même ténacité, devant un des derniers boulevards de la Grèce. Si Athènes allait avoir, l'année suivante, le même sort que Missolonghi, le Péloponèse était placé entre deux feux et devait inévitablement succomber; car la désorganisation, l'abattement et le découragement y régnaient partout, par suite du poids que la guerre et la dévastation des campagnes faisaient peser sur le pays, par suite des privations terribles qu'on avait à supporter, du désordre sauvage qui avait envahi l'armée et la marine, et surtout par suite des dissensions intestines qui dévoraient la Grèce.

Les grandes ressources pécuniaires, provenant de l'em- Jeu des partis litiques en Gr
prunt anglais, par lesquelles Kontouriotis avait pu s'attacher les forces armées, faisaient défaut au gouvernement de Zaïmis; cette circonstance seule suffisait pour rendre sa position nécessairement beaucoup plus faible que celle du gouvernement précédent. Mais déjà sa seule composition et son établissement le condamnaient à une faiblesse plus grande. Il est vrai qu'à la dernière assemblée nationale, à Epidavros, on avait plus que jamais senti qu'on avait besoin d'un gouvernement fort qui ne fût pas paralysé, comme tous les gouvernements précédents, par les empiétements des législateurs; c'est pourquoi, déjà avant l'ouverture de

l'assemblée, on avait répandu dans le public un projet d'après lequel tous les pouvoirs, excepté les pouvoirs judiciaires, devaient être confiés à un triumvirat, en même temps qu'on ajournerait l'assemblée législative jusqu'à la fin de la guerre de cette année-là. Mais, même à cette époque pleine de périls, ce projet n'avait pas pu l'emporter sur les intérêts des ambitions personnelles. On commença par augmenter le nombre des membres de ce gouvernement qu'il s'agissait d'instituer, de trois à cinq, puis à sept, à neuf et même à onze; et cependant on plaça à côté de cette autorité suprême, affaiblie ainsi par le nombre de ceux qui la formaient, une commission législative permanente, à laquelle on confia le soin de convoquer la prochaine assemblée nationale, de surveiller l'administration des finances et de continuer les rapports diplomatiques avec les puissances au sujet de l'affaire de la médiation. Combien peu les membres de ce gouvernement sans puissance et sans ressources étaient en état de conserver, aux yeux des hommes de guerre, l'autorité qu'avaient possédée leurs prédécesseurs; c'est ce qu'ils avaient vu dès leur arrivée à Nauplie, où les Souliotes et les Rouméliotes, sous les ordres de Photomaras et de Theodoros Grivas, qui étaient en possession des deux forteresses d'Itchkalé et du Palamidi, inspiraient à la ville et à l'autorité suprême du pays une terreur si vive, que cette dernière se retira dans la *Tour sur la Mer* de Nauplie, où elle restait pour ainsi dire enfermée, en y traînant une existence complétement nulle. Autrefois, un grand péril avait ramené tous les Grecs à la réconciliation et à la concorde; mais à cette époque où le désespoir régnait partout, la discorde se répandit dans tous les districts où l'ennemi n'avait pas encore paru. A Corinthe, deux cousins du
* Août. nom de Notaras se disputaient* la récolte des raisins de

Corinthe et la main d'une belle et riche héritière; les indigènes et ceux qui étaient alliés aux familles du pays dévastaient cette province que les Égyptiens avaient épargnée; et l'arrivée même des primats les plus considérés, tels que Zaïmis, Kolokotronis et Mavromichalis, put à peine apaiser un peu la guerre civile. Kolokotronis lui-même, mécontent de ne pas avoir obtenu aussi la place de Karaïskakis, outre la dignité de commandant en chef dans le Péloponèse qu'il possédait déjà, excita de nouveau les discordes entre les éparchies; il se sépara de nouveau de Zaïmis et chercha à gagner à ses intérêts les primats de Vostitsa, les Lontos et les Meletopoulos. Abandonné de presque tous les Grecs, le gouvernement trouvait son appui principal à l'étranger, auprès des Anglais et d'un petit nombre d'hommes réfléchis, tels que Miaoulis, Boudouris et Tombazis, qui approuvaient sérieusement et par principe le gouvernement se rattachant à l'Angleterre et à sa médiation. Pour donner encore plus de force à cet appui, le gouvernement avait, pendant l'été, appelé le général Robert Church à la tête de toutes les forces de terre de la Grèce. Ce militaire s'était fait connaître à Naples[1]; beaucoup de Grecs le connaissaient du temps des guerres françaises, où il avait été, dans les îles Ioniennes, le chef aimé d'un bataillon grec dans lequel Kolokotronis et ses parents avaient servi sous ses ordres. Le général accepta, et l'on put s'attendre à le voir arriver prochainement. Lord Cochrane, qui depuis si longtemps était engagé au service de la Grèce, ne venait pas encore, bien qu'on l'attendît avec l'impatience la plus vive. Le commodore Hamilton était encore toujours considéré comme le conseiller et l'ami le plus sûr. Quant à Stratford-Canning, ses instructions* lui avaient expressé- * 6 septembre.

[1] Cf. Gervinus, *Geschichte des 19ten Jahrhunderts* (*Histoire du XIXe siècle*), t. II, p. 116.

ment enjoint de faire savoir au gouvernement grec qu'il se préparait à agir conformément aux désirs des Hellènes; aussi entretenait-il dès lors des relations non interrompues avec cette autorité, et lui exprima-t-il d'une manière très-prononcée et fort agréable aux membres du gouvernement, le désir de voir rester dans leurs places les fonctionnaires faisant partie des commissions qui avaient commencé à se mettre officiellement en rapport avec lui. S'il était vrai que ces différents rapports avec les étrangers devaient fortifier l'appui que le gouvernement trouvait en dehors de la Grèce, on ne pouvait pas contester qu'à l'intérieur les Francs et les philhellènes ne fussent, par suite de ces mêmes rapports, mêlés d'une manière très-funeste au jeu déjà assez embrouillé des partis, et qu'ils ne donnassent aux indigènes de nouvelles occasions de dispute. Kontouriotis, qui, pendant son administration, avait perdu la partie d'une façon si déplorable, poursuivait cependant toujours ses propres projets pour satisfaire son ambition personnelle, et dans ses journaux d'Hydra il accusait le gouvernement de trahir la patrie en s'entendant avec les Anglais pour faire de la Grèce un hospodariat. Il s'irritait en se voyant complétement éloigné de toutes les affaires, ce qui arrivait aussi à Kolettis qui, de son côté, en se liant avec tous ceux qui étaient les partisans de Fabvier, essayait d'opposer un parti français au parti anglais. Lorsque Kolettis se trouvait, au printemps, à Epidavros, au moment où l'on poursuivait la médiation anglaise, il avait continué à mener l'intrigue orléaniste qui, en 1824, avait provoqué l'acte demandant le protectorat anglais; mais, à cette époque, on l'avait calmé en lui faisant comprendre qu'il fallait d'abord s'assurer, par une demande directe, si le duc d'Orléans accepterait le choix qu'on ferait de son fils, et si l'on pouvait s'attendre à ce que le roi de France y donnerait son con-

sentement. Plus tard, il avait été encore plus fortement irrité par le gouvernement de Zaïmis, lorsque celui-ci avait cherché à se venger, par un procès, de son attitude hostile. Kolettis lui aurait peut-être suscité de graves embarras en provoquant une forte opposition, à l'aide de ses relations parmi les Rouméliotes, et par le parti français dont il était l'âme, si tous les malheurs n'étaient pas continuellement venus fondre sur Fabvier, et que le duc d'Orléans ne lui eût pas fait faire la réponse décourageante : « que l'acceptation de la couronne grecque dépendait de la situation de la Grèce et de celle du prince qu'on élirait ; mais que le roi de France non-seulement n'agirait pas en faveur de l'élection du fils du duc d'Orléans, mais encore qu'il serait peut-être obligé de la repousser[1]. » Mais le gouvernement grec trouva un adversaire d'autant plus dangereux dans Kolokotronis, depuis que celui-ci, dirigé par Metaxas, l'implacable ennemi des Anglais, s'était mis à la tête d'un parti russe qui tramait ses projets en secret ; le chef klephte travailla alors activement à ce qu'on appelât le comte Kapodistrias, et il poussa les Grecs à une rupture ouverte avec leur gouvernement, afin d'obtenir ce qu'il désirait. Depuis que les Onze s'étaient retirés dans la Tour sur la mer, ils avaient toujours songé à transférer le siége du gouvernement dans une autre ville, afin d'échapper aux demandes impétueuses de la farouche soldatesque rouméliote et en même temps à l'influence de Kolokotronis. Dans ce but, ils avaient d'abord* convoqué un congrès à Poros, mais ensuite ils s'étaient décidés à se transporter à Aigina (Égine), et à y faire convoquer aussi la nouvelle assemblée nationale par la commission législa-

* 14 août.

[1] La réponse du duc d'Orléans se trouve en traduction grecque dans : Ἀπομνημονεύματα συνταχθέντα ὑπὸ τοῦ Ν. Σπηλιάδου, Ἀθήν, 1851, t. II, p. 393, note.

* Octobre. tive. Kolokotronis se rendit alors* à Nauplie, où il protesta contre le choix de ces deux endroits, « parce qu'il avait juré à Hydra qu'il ne voyagerait plus par mer. » Il se rendit auprès de Zaïmis pour le déterminer en disant : « que le Péloponèse deviendrait tiède si on le quittait. » Zaïmis regarda par la fenêtre sans lui répondre. « Adieu, frère, disait Kolokotronis, nous ne parlerons plus de cette af-
* 23 novembre. faire. » Zaïmis se rendit donc à Aigina*, tandis que Kolokotronis alla à Kastri (Hermione), où lui et son parti firent convoquer un congrès, laissant aux éparchies le choix d'envoyer leurs anciens représentants ou de nouveaux députés. Le gouvernement, au contraire, fidèle à la résolution légale du congrès d'Épidavros, insistait sur une nouvelle réunion des anciens représentants dans la ville d'Aigina.

Comme s'il n'était pas déjà assez que les représentants du peuple, s'assemblant ainsi peu à peu dans ces deux endroits, donnassent le scandale public d'une guerre civile parlementaire, dès que les Onze eurent quitté Nauplie, Grivas et Photomaras, les Rouméliotes et les Souliotes, divisés déjà auparavant entre eux, y firent éclater une nouvelle révolte qui, au grand effroi des habitants de la ville, eut pour résultat que les deux forteresses, celle d'Itchkalé et le Palamidi, se bombardèrent l'une l'autre. Dans l'île d'Hydra, de violentes querelles s'élevèrent entre les partisans de Kontouriotis et le parti anglais de Miaoulis, querelles que ni les bons procédés ni les mesures violentes de Hamilton lui-même ne purent apaiser. Ces dissensions entre les insulaires profitèrent, pour le moment, aux adversaires du parti anglais; elles jetèrent le fier Kontouriotis tout à fait dans le parti de Kolokotronis qui, oubliant entièrement les outrages que Kontouriotis lui avait faits dans le temps, reçut à bras ouverts cet homme qui fit reconnaître le congrès d'Hermione par les Hydriotes, les

Spetziotes et même par les Psariotes résidant dans l'île d'Aigina. Sissinis y parut aussi, et fut nommé président* de l'assemblée dès qu'elle fut ouverte. Dans son découragement, le parti anglais fit alors une tentative de réconciliation*; mais on le repoussa avec arrogance. Dès qu'on fut arrivé au nombre légal des deux tiers des membres, ce parti ouvrit donc aussi de son côté un congrès à Aigina, et la Grèce eut encore une fois le triste spectacle de voir siéger deux assemblées nationales l'une à côté de l'autre; mais dès lors elles n'étaient plus divisées en deux camps représentant l'esprit des provinces, ou un parti militaire et un parti civil; c'étaient, au contraire, deux partis dont l'un était pour l'Angleterre et l'autre pour la Russie, et qui donnaient comme principal motif ou comme prétexte de leur division le projet des uns d'abandonner la Grèce continentale qui était déjà presque perdue, tandis que les autres voulaient la conserver et s'y maintenir.

* 23 février 1827.

* 31 janvier.

Congrès de Troizen (Trézène).

On ne peut pas méconnaître que cette modification dans la position des partis à l'intérieur de la Grèce ne fût l'image exacte de l'attitude prise par les puissances, dans leurs rapports diplomatiques, relativement aux affaires grecques. C'était là le commencement des malheurs les plus funestes qui ont accablé la Grèce et qui l'ont forcée à accepter, avec son indépendance, l'héritage le plus pernicieux que lui laissait la domination turque; c'était cette dépendance continuelle d'influences étrangères, bien qu'elle changeât toujours dans ses oscillations à peine perceptibles. Si le puissant empire des Osmanlis, dans sa totalité, avait été depuis si longtemps le jouet des influences rivales de la diplomatie européenne, aucun vassal turc, Ali-Pacha aussi peu que Méhmet-Ali, n'aurait jamais pu arriver à devenir une puissance indépendante et à disposer, en souverain, de ses forces, sans se voir soumis à la même surveillance :

bien moins encore la faible Grèce pouvait-elle se détacher de l'empire ottoman, sans rester dans la position d'une province dépendant de la Turquie en ce qu'elle était toujours exposée à l'influence des étrangers, dont les secours lui permirent seuls d'obtenir son indépendance. On voit par les nuances délicates, par lesquelles, déjà à cette époque, l'état de choses en Grèce réfléchissait, comme un miroir, l'état des affaires en Europe, combien il était naturel et nécessaire que ces relations réciproques s'établissent entre l'Europe et la Grèce sans qu'il y eût eu là à l'œuvre des influences directes et puissantes. Tant que les deux grandes puissances allemandes avaient tourné le dos à la Grèce, que l'empereur Alexandre avait condamné la révolution des Hellènes et que le gouvernement français était resté indifférent, tous les regards avaient nécessairement dû se tourner vers l'Angleterre seule qui, au commencement, semblait, à la vérité, être animée de sentiments presque plus hostiles que l'Autriche elle-même, mais qui, dans ses îles Ioniennes, possédait un lien trop naturel entre les deux nations pour que l'attention, avec laquelle on s'observait mutuellement, le commerce et les échanges entre la Grèce et l'Angleterre ne leur eussent toujours fourni de nouvelles occasions de se rapprocher, jusqu'au moment où les deux pays entreraient dans des rapports plus intimes. Plus tard, lorsque les sympathies philhelléniques se réveillèrent avec une si grande force en France et en Allemagne, la Grèce y répondit par la confiance avec laquelle le gouvernement donna à Fabvier une position importante et une grande influence, et par la déférence avec laquelle il écoutait les conseils du colonel Heidegger (baron von Heideck), que le roi de Bavière avait envoyé en Grèce; seulement, il était bien naturel que ces influences étrangères, sans excepter même celle de la France, ne

pussent pas produire des partis bien dessinés, puisque les Grecs ne trouvèrent aucun appui dans les gouvernements. Mais depuis l'avénement de l'empereur Nicolas, les rapports entre la Grèce et la Russie avaient de nouveau changé subitement, et, depuis la signature du protocole d'avril, les Grecs avaient commencé à partager leurs affections entre les deux puissances protectrices qui y avaient participé. Absolument comme dans cette intervention arrêtée à Saint-Pétersbourg, la Russie ne s'était montrée qu'en seconde ligne, tandis que l'Angleterre occupait le premier plan dans cette affaire de médiation; en Grèce aussi le parti anglais était celui qui se mettait ouvertement en avant, pendant que le parti russe y agissait sans être avoué, et de même qu'une méfiance et une jalousie secrètes se cachaient sous cette union apparente des deux puissances, de même des discordes continuelles séparaient aussi les deux partis en Grèce, même après qu'ils furent arrivés à un compromis. Cette réconciliation était l'œuvre des philhellènes anglais. Si c'était l'immixtion des Francs qui avait fait cette nouvelle blessure à la Grèce, en donnant une nouvelle intensité aux querelles des partis, le philhellénisme semblait posséder aussi les remèdes nécessaires pour guérir cette plaie.

Quelques jours après l'ouverture de l'assemblée à Hermione, Church débarqua* à Cheli, vis-à-vis de Spetzia. * 9 mars.
Kolokotronis l'y reçut, l'accompagna à Hermione, l'appela son père et son bienfaiteur et se déclara prêt, « pour l'amour du bien public, » à faire le sacrifice de reconnaître son ancien chef de bataillon comme le généralissime de l'armée. Cependant, à peine Church fut-il instruit de l'état des choses, qu'il déclara qu'on ne pourrait le considérer que comme simple volontaire tant qu'on n'aurait pas apaisé toutes les discordes. A Aigina, où il se rendit* avec * 11 mars.

Hamilton, on était tout de suite disposé à l'accepter comme arbitre ; mais il n'en fut pas de même à Hermione. Pour intimider les membres de ce congrès, Hamilton leur dit alors qu'il écrirait à Stratford Canning, qui tout récemment[1] avait fait annoncer qu'il donnait formellement son autorisation à la médiation, et qu'il lui déclarerait que la Grèce, en voie de dissolution, ne méritait pas que l'Europe fît des efforts pour elle. Ce langage modéra l'outrecuidance des députés assemblés à Hermione et jeta la division dans leurs rangs ; les insulaires se séparèrent alors des autres, en suivant Kontouriotis qui, sur ces entrefaites, avait découvert que le projet secret de Kolokotronis était de faire nommer Kapodistrias président de la Grèce, dignité à laquelle Kontouriotis croyait avoir les premiers droits. Au milieu de ces troubles, les pacificateurs anglais reçurent le plus efficace de tous les renforts. Lord Cochrane, que les Grecs avaient appelé de leurs vœux ardents comme un autre Messie, qu'on avait bien trop longtemps attendu en vain et qu'on avait peu à peu complétement désespéré
* 17 mars. de voir arriver, débarqua à Hydra *, d'où il se rendit ensuite à Aigina. Enveloppé dans une obscurité mystérieuse, il avait, pendant plusieurs mois, rôdé dans la Méditerranée pendant qu'on attendait inutilement les vaisseaux anglo-américains, pour se rendre ensuite dans l'automne précédent, à Marseille et à Genève, où il s'était mis en rapport avec Eynard. Le comité de Paris avait fait en faveur de lui, l'Anglais, le plus brillant de tous ses efforts, en achetant pour lui, au prix de 260,000 francs, le brick *le Sauveur,* armé de dix-huit canons, et en épuisant, en outre, toutes ses ressources, afin de pouvoir lui donner la somme de 355,000 francs qui, pour les premiers temps après

[1] Lettre adressée à la commission législative, en date du 8 février 1827. MS.

son entrée en scène, devait le mettre à l'abri de toute vexation de la part du gouvernement grec. De tous les côtés, on lui envoya, pour le saluer, des adresses et des députations pleines d'enthousiasme. Kolokotronis délégua le comte Metaxas pour le recevoir. Mais lord Cochrane parla le même langage, empreint d'une précision hautaine, que ses compatriotes Church et Hamilton. Il répondit aussitôt à l'adresse envoyée par le congrès d'Hermione, « qu'il était profondément affligé de voir que les représentants du peuple et les primats gaspillaient leur temps dans des discordes, pendant que les ennemis s'avançaient en ravageant le pays. Que si Démosthènes vivait encore, ils entendraient de sa bouche la première Philippique; ils devraient la lire devant toute l'assemblée, afin d'apprendre ce qu'ils avaient à faire. » La crainte de perdre aussi l'assistance de lord Cochrane fit fondre la glace et imposa silence aux sentiments de haine dans les cœurs des députés : les deux assemblées tombèrent d'accord de se réunir sur les ruines de Troizen (Trézène), où elles ouvrirent* leurs séances * 1er avril.
dans un jardin de citronniers du village de Damala.

Nous passons sous silence, comme nous l'avons fait pour les autres assemblées, les nombreuses résolutions touchant les finances et la guerre, la constitution et l'administration, qui passèrent sans avoir de suites; nous ne nous occuperons que des choses les plus importantes. Un décret déclara que l'État indivisible de la Grèce était composé de toutes les éparchies où l'on avait pris les armes; on voulut ainsi aller au-devant de tous les bruits calomnieux qui auraient pu prétendre que l'assemblée voulait, en faveur du Péloponèse, en séparer la Grèce continentale. On maintint les bases de la convention sur laquelle on était demeuré d'accord, en se proposant pour but la médiation de l'Angleterre. Les dispositions sur la nouvelle

condition de l'armée, de la marine et du gouvernement eurent une influence immédiate et pratique. Lord Cochrane
* 10 avril. prêta serment* comme amiral devant l'assemblée; le brave Miaoulis, auquel la flotte grecque devait presque toute sa gloire, se montra, à ce moment, tel qu'il avait été toujours, d'une modestie et d'une abnégation extrêmes et fidèle à lui-même aussi bien sous le rapport de la politique que de la moralité : avec une sincérité et une loyauté entières, il quitta le poste de navarque pour reprendre le rang de simple capitaine de vaisseau. Kolokotronis ne se subordonna pas avec la même sincérité à Church qui, peu de
* 15 avril. jours après*, s'engagea formellement au service de la Grèce. Le vieux klephte ne s'était pas opposé à ce que ces deux Anglais entrassent dans leurs fonctions périlleuses, dans lesquelles personne, sans excepter les indigènes, n'avait encore réussi à obtenir de la puissance; il s'y était même prêté, afin d'obtenir ensuite, avec d'autant plus de certitude, qu'on mît à la tête du gouvernement l'homme de
* 7 avril. son choix. Lorsque les Onze se démirent* de leurs fonctions, tous les députés, rendus plus circonspects par une longue expérience, étaient d'accord qu'il fallait confier le pouvoir exécutif à un seul homme. Mais lorsque le nom de Kapodistrias sortit de l'urne, les partisans de Kontouriotis se précipitèrent, en pleine révolte, hors de l'assemblée. Cependant l'extrémité à laquelle la Grèce était réduite, et l'absence de meilleurs conseils, la confiance vague du peuple dans ce nom, la discorde qui régnait dans le parti opposé entre Kontouriotis et Zaïmis et leurs partisans, tout cela força les Grecs à en revenir toujours à Kapodistrias; et cependant, il n'y avait que deux ans, il avait suffi à un bienfaiteur de la Grèce, tel que Varvakis, de le proposer seulement comme chef du gouvernement, pour perdre aussitôt la faveur et la reconnaissance de tous ses concitoyens.

On pesa les noms de tous les indigènes, et on les trouva tous usés. Kolokotronis leurra ses compatriotes, en leur représentant la nécessité d'élire un *régent*, afin de prouver aux Anglais l'indépendance des Grecs. Les deux chefs anglais parlèrent eux-mêmes en faveur de ce choix, qu'ils supposaient peut-être ne devoir pas être accepté par les Grecs. Kolokotronis gagna à ses vues, dans cette question très-importante, jusqu'à Hamilton. Peu de mois seulement auparavant, il avait dit au commodore qui voulait le sonder : « qu'il n'était pas avantageux de nommer un sujet russe, puisque les Grecs dépendaient de l'Angleterre qui leur promettait sa protection. » A ce moment dont nous parlons, Kolokotronis se rendit à Poros, pour savoir qui serait celui que Hamilton conseillerait de prendre pour régent, puisque Church et Cochrane avaient été placés à la tête des forces armées. « L'Angleterre, lui demanda-t-il, nous donnera-t-elle un roi ou un régent? — Non! — La France, la Russie, la Prusse, Naples, l'Espagne le feront-elles? — Non! Cherchez un Grec! — (Hamilton aurait conseillé de prendre Mavrokordatos.) Nous n'avons pas de Grec plus digne que Kapodistrias! » A ce nom, Hamilton fixa les regards sur son interlocuteur et lui rappela ce que lui, Kolokotronis, lui avait dit tout récemment. « Eh bien! répondit le chef klephte, c'est vrai; mais les temps ont changé; l'Angleterre est notre refuge; nous avons maintenant des commandants anglais à la tête de nos forces de terre et de mer; nous accepterions volontiers aussi un régent anglais; mais vous dites vous-même qu'il n'y en a pas! — Prenez Kapodistrias, dit alors Hamilton, ou qui diable vous voudrez, puisque autrement vous êtes perdus! » — Kolokotronis avait donc obtenu ce qu'il voulait. Dès lors, il n'eut pas de difficulté à déterminer ceux qui hésitaient encore. Kapodistrias fut élu * président de la Grèce pour la * 11 av

durée de sept ans. Le choix des membres du gouvernement provisoire institué, pour le temps de l'intérim, jusqu'à l'arrivée du président, était de mauvais augure. On nomma une commission exécutive de trois membres, qui avait à sa tête le beïzadé Georgios Mavromichalis, homme de mœurs dissolues, et un de ceux qui avaient travaillé avec le plus de zèle à l'élection du comte, mais qui, plus tard, allait causer sa ruine. Ses collègues étaient deux hommes entièrement nouveaux : l'un était le Psariote Milaïtis, dont la réputation était encore plus fâcheuse que celle du beïzadé, et l'autre, Ioannis Nakos de Levadia, dont le peuple riait comme d'un vrai sot et d'un imbécile. En même temps qu'on envoya sa nomination à Kapodistrias, on adressa un appel aux peuples chrétiens pour leur demander leur assistance et pour exprimer la reconnaissance de la nation grecque au roi Louis de Bavière, à Canning, à Eynard et aux philhellènes.

Lord Cochrane. ntatives faites ur débloquer cropole.

L'autorité des commandants anglais et, en dernier lieu, la parole puissante et redoutée de lord Cochrane avaient ainsi réussi à rétablir, pour le moment, la tranquillité dans l'intérieur de la Grèce. Ce sauveur cependant n'était pas venu apporter seulement la paix, mais aussi l'épée. C'était dans sa personne que le philhellénisme semblait se faire fort, non-seulement d'apaiser la guerre civile, mais encore de terminer la guerre de l'insurrection. On avait fondé les espérances les plus extravagantes sur les exploits futurs de ce marin qui, en quelques expéditions navales et, pour ainsi dire, en se jouant, avait fondé et consolidé un empire au Brésil; l'amiral lui-même ne se faisait pas faute d'augmenter encore l'impatience déjà si vive avec laquelle les Grecs s'attendaient à lui voir faire des merveilles. Avant son arrivée, on avait publié une lettre pleine de jactance, adressée par lui à Méhmet-Ali; on avait élevé

des doutes sur son authenticité; mais Cochrane lui-même avoua l'avoir écrite. Il y invitait le vice-roi à ouvrir un champ plus noble à ses forces, à protéger l'industrie, les arts et la culture intellectuelle dans son pays, et à unir des océans lointains. « Il serait glorieux de l'aider dans de telles entreprises, comme il était ignominieux de tolérer sa manière d'agir actuelle. Il jetait le gant, disait Cochrane, à tous ceux qui travaillaient à éterniser la barbarie. » Arrivé ensuite en Grèce, l'amiral disait dans des proclamations d'une emphase fanfaronne que l'empire byzantin renaîtrait et que le drapeau grec serait arboré sur l'église de Sainte-Sophie! On peut s'imaginer combien ce langage était propre pour disposer les Grecs, heureux d'entendre parler dans de telles hyperboles, à croire toutes les merveilles que, dans leurs rêves, ils voyaient déjà accomplies par l'amiral. Il avait été précédé par quelques-unes de ces redoutables armes navales qu'on avait attendues depuis si longtemps, mais qui, une fois arrivées, n'avaient pas peu contribué à enivrer d'avance les cœurs des Grecs des plus folles espérances. Au mois de septembre, le capitaine Hastings avait fait son apparition devant Nauplie, avec le vapeur *la Persévérance* (Καρτερία), et les paysans grecs se racontaient que la vapeur avait poussé le bâtiment jusque sur le sommet du Palamidi. Puis, au mois de décembre, Kontostavlos était venu de New-York avec la belle frégate *l'Hellas*. Ensuite lord Cochrane y avait ajouté lui-même son propre schooner et le brick *le Sauveur;* il avait, en même temps, apporté les provisions les plus précieuses en argent, en munitions et en vivres, qui tirèrent les Grecs des plus grands embarras du moment, et qui furent aussitôt employées à payer la solde des troupes, à réparer les vaisseaux, à construire des brûlôts et à acheter des munitions de guerre de diffé-

rente nature. En effet, la manière dont lord Cochrane commandait aux Grecs de faire la guerre n'était pas moins dictatoriale que le langage avec lequel il leur avait ordonné de faire la paix entre eux. Étant obligé au comité de Paris des secours qu'il en avait reçus, il crut que c'était pour lui une affaire d'honneur et son premier devoir de dégager, l'épée à la main, Fabvier qui se trouvait, à l'acropole, dans une position périlleuse. C'est pourquoi, avec le désir ambitieux d'obtenir un succès immédiat et avec une impétuosité insensée, il insista sur ce qu'on commençât aussitôt cette entreprise dont on n'aurait pu guère manquer le but, si l'on s'y était pris avec plus de prudence. Depuis son arrivée, il n'avait cessé de tonner contre les Grecs qui gaspillaient follement leur temps dans des assemblées nationales. Dans une seconde lettre, adressée au congrès, il avait insisté sur la nécessité de débloquer Athènes, ce qui était pour lui la seule chose indispensable. Après avoir essuyé de nouveaux délais, il avait menacé de son départ, s'il ne recevait pas une réponse satisfaisante le jour même où il avait écrit cette lettre : on avait dû lui promettre tout ce qu'il avait demandé. Il est vrai que sa place aurait été près des Dardanelles, d'où la flotte turque devait partir prochainement. Mais il ne pensait qu'à cette seule expédition d'Athènes où, sur un élément et sur un sol étrangers, il devait combattre un ennemi étranger avec une armée étrangère.

Déjà, avant que Cochrane eût fait ces demandes impétueuses, et même avant qu'il fût arrivé, le gouvernement de Zaïmis avait fait encore une tentative pour débloquer l'acropole, dont le séraskier avait continué de faire le siége avec une patience et une régularité très-grandes. L'arrivée de Fabvier n'en avait pas beaucoup fortifié la défense, car ses hommes, qui n'avaient pas été préparés à

un plus long séjour, et dont les vêtements étaient trop légers, avaient gagné des fièvres, par suite des froids de l'hiver; ils avaient peu à peu succombé, et il ne restait plus qu'un cinquième de la troupe. Se rappelant les avis de Stratford Canning et désireux, à ce qu'il paraissait, de consolider son gouvernement vacillant par un fait d'armes éclatant et vigoureux, Zaïmis avait, à l'aide des secours pécuniaires donnés par les philhellènes*, réuni à Eleusis une division de cinq mille hommes pour dégager la citadelle d'Athènes; elle devait d'abord occuper le port du Pirée et se séparer, dans ce but, en deux corps, dont l'un ferait d'Eleusis une diversion contre Chassia et Menidi, tandis que l'autre, commandé par le colonel Gordon, débarquerait au Phaleros (Phalère). En vain les officiers des philhellènes, instruits par l'expérience faite à Chaïdari, avaient-ils recommandé de se borner simplement à empêcher l'arrivage des convois au camp turc, en conseillant d'éviter toute lutte ouverte et surtout d'abandonner cette opération séparée si imprudente contre les forces supérieures de l'ennemi : on entreprit malgré tout cette expédition d'après le plan qui en avait été tracé[1]. Le mouvement fait au pied du Parnasse par l'un de ces deux corps, sous la conduite de Vassos et du Céphalonien Bourbachis, qui venait de quitter, à ce moment même, le service militaire en France pour rentrer dans sa patrie, y attira le séraskier, donnant ainsi à Gordon le temps et la liberté nécessaires pour débarquer dans le port du Phaleros*.

* Fin de janvi

* 5 février.

Il n'y avait d'autres ennemis dans les environs que sept cents Ghèques occupant Hagios-Spyridon, le couvent du Pirée, que les Grecs bombardèrent avec leurs navires mouillés

[1] Cf. Fr. Müller, *Denkwürdigkeiten aus Griechenland* (*Mémoires de Grèce*). Paris, 1833, p. 28.

dans le port, en même temps qu'ils firent quelques faibles essais de le prendre d'assaut du côté de la terre; mais tout fut en vain. Pendant ce temps, l'autre corps, fort de trois
* 3 février. mille cinq cents hommes, s'était avancé jusqu'à Chassia*, d'où il s'était rendu à Kamateros, près de Chaïdari, sur le
* 7 février. bord de la plaine d'Athènes*, où, contrairement aux conseils des capitaines expérimentés, Bourbachis poussa les Grecs à livrer bataille, et descendit dans la plaine, en laissant Vassos derrière lui. Ce fut là que Rechid, tout en occupant les Grecs restés au Phaleros par des escarmouches
* 8 février. de peu d'importance, attaqua* Bourbachis avec deux mille fantassins et six cents cavaliers; le général turc mit en fuite l'avant-garde grecque, le commandant y fut tué lui-même et le corps principal se laissa entraîner dans la fuite générale sans que rien pût l'arrêter. Ensuite Rechid se
* 10 février. jeta* avec quatre mille hommes sur le Pirée et attaqua la position que les Grecs y occupaient sur les hauteurs fortifiées de Kastella (Mounychia), position que jadis, dans la guerre du Péloponèse, les Spartiates avaient occupée, afin de réduire Athènes, et dont Thrasibule s'était emparé pour attaquer les trente tyrans. Les Athéniens, commandés par Makriyannis, se trouvaient à l'aile droite, protégée par des marais, dans une position presque inaccessible; le centre était occupé par Notaras, tandis que l'aile gauche était commandée par Kalergis, qui était exposé davantage, mais couvert par le feu des vaisseaux mouillés dans le port. On y répara, dans une certaine mesure, l'échec de Kamateros par une lutte de cinq heures, où le bateau à vapeur de Hastings et le vaillant Makriyannis contribuè-
* 11 février. rent* le plus à repousser les Turcs. Dès lors le séraskier renonça au projet de s'emparer de vive force de la position de Kastella; mais il fortifia davantage ses retranchements près du couvent et sur les bords de l'Ilissos, tout en

barcelant les Grecs, tous les jours, par le feu de ses canons et en menaçant leurs approvisionnements. Le gouvernement grec, de son côté, après avoir vu échouer toutes les tentatives faites pour débloquer Athènes, revint alors au projet qui lui avait été recommandé d'abord, et résolut, au contraire, de couper les vivres aux assiégeants. Miaoulis, avec un corps de troupes de débarquement sous les ordres de Heidegger, devait faire une tentative contre Oropos, tandis que Kolettis, avec des Thessalo-Magnésiens, reçut ordre de se diriger sur Talantion; mais les deux entreprises échouèrent*. Heureusement le courage abattu * Commencement de mars.
des Grecs fut relevé à ce moment par le retour de Karaïskakis qui, sur les vives instances du gouvernement*, re- * 11 mars.
vint à Eleusis et prit ensuite une position près de Keratsini, à l'ouest du Pirée. Le séraskier l'y attaqua* en vain; * 16 mars.
mais il réussit à maintenir les deux camps grecs du Pirée et de Keratsini séparés l'un de l'autre, jusqu'à l'époque où Cochrane pressa les Grecs de faire en commun un grand effort pour délivrer l'acropole.

Le philhellénisme qui, par ses secours moraux et pécuniaires, avait si bien mérité de la Grèce, engagea, à cette occasion, encore une fois ses ressources militaires, bien que jusqu'alors les résultats en eussent été toujours si désastreux. Jamais encore les philhellènes n'avaient mis en campagne tant d'illustrations militaires qu'à ce moment, où un amiral célèbre dans tout le monde, où un général en chef d'un grand mérite et un commandant vaillant, comme celui qui défendait l'acropole assiégée, devaient coopérer avec d'autres officiers expérimentés, tels que Heidegger et Gordon. Les dangers qui menaçaient l'acropole et la confiance avec laquelle tous regardaient sa délivrance comme certaine, furent cause que, cette fois, tout le monde courut prendre les armes. Cette circon-

stance aurait dû rendre les chefs des philhellènes d'autant plus prudents, car on savait par une longue expérience qu'avec l'absence de tout esprit vraiment militaire et national parmi les Grecs, les affaires marchaient d'autant plus mal qu'ils étaient rassemblés en plus grand nombre et que chacun d'eux croyait pouvoir se reposer sur les autres. Jamais le Péloponèse n'avait encore été aussi disposé à écouter l'appel que lui adressaient les habitants de la Grèce continentale. Les Notaras, Gennaios Kolokotronis, Sissinis et les deux frères Petmezas avaient rejoint l'armée de l'Attique, qui atteignit le nombre de dix mille
* 22 avril. combattants *. Avant qu'on se décidât à attaquer immédiatement Rechid-Pacha, suivant le désir et sur l'impulsion de lord Cochrane, on délibéra encore une fois sur les propositions de ceux qui conseillaient une plus grande prudence. L'opinion de Church fut que, par une diversion en Albanie, il faudrait détacher les Albanais du séraskier. Karaïskakis fut d'avis qu'il fallait occuper les Thermopyles et Oropos, tandis que le colonel Gordon conseilla de se maintenir en possession du Pirée et d'opérer conjointement avec le corps d'armée principal dans le canal d'Eubée. Mais dans une entrevue de lord Cochrane et de Church
* 19 avril. avec Karaïskakis à Keratsini *, l'amiral insista sur ce qu'on délivrât l'acropole en attaquant directement le pacha; il planta un drapeau dans la terre en promettant 4,000 francs à celui qui l'arborerait sur l'acropole, et 40,000 francs à tous les autres qui tenteraient cette entreprise. La confiance aveugle que sa présomption fanfaronne avait inspirée à ce peuple crédule lui donna aussi au conseil des chefs une prépondérance que nul ne pouvait vaincre; il n'eut donc pas beaucoup de peine à faire adopter son opinion, et retourna à bord de son navire, emportant avec lui les éloges des capitaines. On avait seulement donné ordre

à Hastings de se rendre, avec une escadre détachée, dans le golfe de Volo, afin d'empêcher les communications entre les ennemis. Dès qu'il y parut *, ce vaillant marin y (* 20 avril.) prit ou détruisit, avec ses hommes bien disciplinés, huit bâtiments turcs chargés de blé dans le port de Volo; il incendia, à l'aide des boulets rouges de sa *Karteria*, un brick de guerre près de Trikeri, et détruisit un dépôt d'approvisionnements établi à Koumi en Eubée : tout cela fut fait avec tant de bonheur, une si grande rapidité et si peu de pertes, qu'il semble hors de doute qu'en acceptant les propositions de Gordon on aurait nécessairement forcé les Turcs à lever le siége de l'acropole.

L'amiral avait pris à son service particulier et à sa solde douze cents Hydriotes et Crétois qu'il fit débarquer * dans (* 20 avril.) le port du Phaleros sous les ordres d'un de ses parents, le major Urquhart. Se joignant ensuite aux Athéniens sous les ordres de Makriyannis, ces troupes avaient livré tous les jours des combats aux Turcs. Un jour *, il y eut même (* 25 avril.) une lutte très-opiniâtre, pendant laquelle Cochrane, qui se trouvait fortuitement à terre, accourut, à la tête de la troupe de Kolokotronis, au secours des siens. Enthousiasmés par son exemple, tous les autres Grecs affluèrent aussi du Phaleros et de Keratsini pour prendre part au combat; ils prirent d'assaut les retranchements élevés récemment par les Turcs autour du couvent de Hagios-Spyridon, et rétablirent, par ce coup hardi, les communications entre les deux camps grecs qui formaient dès lors une ligne continue depuis le Phaleros jusqu'au mont Korydalos. Ravi de ces succès, Cochrane disait ce jour-là dans une de ses lettres : « que de ce moment datait une nouvelle époque dans le système militaire de la Grèce! » et il se fit fort de débloquer le lendemain l'acropole, si les Grecs combattaient comme la veille. Karaïskakis, de même

que Church, connaissant bien les armées grecques, conseillèrent encore à ce moment de ne pas risquer aussitôt tout ce qu'ils avaient obtenu, et de ne pas mettre tout l'enjeu sur une seule carte, et ils insistèrent sur ce qu'on
* 26 avril. s'emparât préalablement aussi du couvent. Le lendemain*, on donna donc, du côté de la terre et de la mer, l'assaut à Hagios-Spyridon, en le bombardant en même temps; mais les Ghèques, bien qu'ils ne fussent pas soutenus par le séraskier, se défendirent, dans ce bâtiment délabré, avec un tel courage héroïque que l'amiral comprit qu'il avait là devant lui d'autres ennemis que ceux qu'il avait combattus à Bahia et à Pernambouco. Après des négociations infructueuses qui eurent lieu pendant la nuit, Cochrane poussa, le lendemain, à un nouvel assaut; mais les Grecs le refusèrent comme une effusion de sang inutile. Du reste, les Ghèques, dans leur position difficile, furent bien obligés de rouvrir les négociations, et Church profita de l'absence de l'amiral, qui s'était retiré en boudant, pour ac-
* 27 avril. corder* aux ennemis les conditions que Cochrane leur avait refusées la veille.

Lorsque les Ghèques eurent livré leurs drapeaux à Karaïskakis et qu'ils se mirent en marche pour se rendre, en bon ordre, au camp du séraskier, des milliers de Grecs se précipitèrent dans le couvent afin de le piller; mais n'y trouvant pas ce qu'ils cherchaient, ils suivirent les Albanais qui s'étaient mis en route, et donnèrent le signal d'une attaque générale, violant ainsi la foi jurée. Ce fut en vain que Karaïskakis s'efforça d'arrêter ce carnage; lorsque les Ghèques poursuivis parvinrent jusqu'aux derniers retranchements grecs, occupés par Kostas Botsaris et par Nikitas, ces chefs aussi firent des efforts honorables pour retenir ceux qui poursuivaient les Albanais; mais ils eurent à essuyer alors le feu des avant-postes turcs qui tiraient,

sans distinction, sur cette masse confuse d'amis et d'ennemis. Cet événement produisit un désaccord fâcheux entre les chefs grecs et les chefs des philhellènes et fit éclater de nouvelles discordes entre eux. Cochrane était furieux de colère et de honte; Church se retira pendant quelque temps sur son schooner; Gordon, plein de mécontentement, quitta avec d'autres philhellènes les rangs des Grecs, comme il l'avait fait déjà une fois après les atrocités commises à Tripolitsa. Karaïskakis tomba malade par suite des efforts surhumains qu'il avait faits. Comme quelques soldats de Ioannis Notaras avaient été parmi les meneurs, les ennemis de ce capitaine, les Kolokotronis, provoquèrent des poursuites contre lui, ce qui fit naître de nouveaux ressentiments parmi les Péloponésiens. Mais ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'était que dans tout ce chaos, le dernier mot restait toujours à l'amiral qui, par son entêtement, par sa suffisance arbitraire et même par son manque d'intelligence, rivalisait avec tous les indigènes. Toujours prêt à menacer les Grecs de son départ, il était parvenu, dès le commencement même, à usurper, pour ainsi dire, outre le commandement sur mer, aussi toute la direction suprême des forces de terre. « Là où je commande, disait-il, tout autre commandement doit cesser. » De la sorte, il poussa avec d'autant plus d'énergie, après la chute du couvent, à une attaque immédiate du camp ennemi, soit pour obtenir que les Turcs levassent aussitôt le siége, soit pour soulager du moins les défenseurs de l'acropole en les relevant et en les ravitaillant. Dans ce but, il voulut qu'une division de l'armée débarquât au cap Kolias et que, en laissant de côté le bois d'oliviers, elle traversât la plaine entièrement dépouillée d'arbres où la cavalerie ennemie pouvait déployer toutes ses ressources contre la colonne, pour pénétrer ensuite dans l'acropole.

Cette folle entreprise fut en vain combattue par Karaïskakis qui, avec une grande intelligence, lui opposa sa connaissance des choses et de la localité, et qui conseilla, au contraire, de s'avancer prudemment du côté ouest, en profitant du terrain avantageux qu'offrait le grand bois d'oliviers, où, par des travaux de longue haleine, on avait élevé peu à peu toute une série de retranchements et où l'on avait repoussé les ennemis presque de toute la ligne, depuis l'entrée du bois jusqu'au Pirée. Les capitaines délibé-
* 3 mai. rèrent* sous la présidence de Karaïskakis. Makriyannis fut seul de l'avis de Cochrane ; néanmoins, la volonté de l'amiral dut être faite. Tout le monde devait se tenir prêt pour le lendemain où, disait le marin plein de jactance, on dînerait dans l'acropole.

hute de l'acro-e.

A droite de la route qui conduit du Pirée à Athènes, entre le port du Phaleros et le cap Kolias, il y avait, du côté de la mer, trois redoutes turques ; la plus forte, celle qui était la plus voisine du Phaleros, était une étable,
* 4 mai. contre laquelle des Crétois ivres firent une attaque* sans en avoir reçu l'ordre. Bientôt il s'engagea un combat sur une longue ligne, auquel les ennemis accoururent prendre part des deux côtés. Karaïskakis, malade, était au lit ; mais il monta à cheval et se rendit au milieu de la mêlée ; il y fut mortellement frappé par une balle, lorsqu'il exhortait les Grecs à se retirer. Transporté à bord du schooner du général en chef, il y mourut le lendemain matin, dans des douleurs atroces, mais après avoir pu, avec une lucidité d'esprit entière, satisfaire à ses derniers devoirs. Ainsi s'évanouit le dernier espoir de ce peuple agonisant. Les ennemis eux-mêmes avaient dit, dans leur admiration : « Les Turcs n'ont qu'un seul Rechid ; les Grecs n'ont qu'un seul Karaïskakis ; ce sont deux lions qui luttent : lequel terrassera l'autre ? » La veille de sa mort, lorsque

Cochrane réunit les capitaines encore une fois autour de lui et qu'on n'y entendit plus la voix de Karaïskakis, le silence morne du découragement régna dans ce cercle. Sur la demande de Cochrane s'ils étaient prêts pour le lendemain, tous les chefs se turent ; lorsqu'il répéta sa question, ils répondirent : « Non ! » en ajoutant que leur armée était en désordre, que tous espéraient ne pas être séparés de leur chef, tant que son âme n'aurait pas quitté le corps. Plein de colère, l'amiral retourna à bord de son vaisseau en menaçant les Grecs encore une fois de son départ. Alors ils se soumirent à sa volonté. Le lendemain matin*, les capitaines, réunis dans la tente de Vassos en présence du général en chef, décidèrent que le corps principal, fort de sept mille hommes, s'avancerait le jour suivant, sous la conduite de Kitsos Tsavelas, par le bois d'oliviers, tandis que les trois mille hommes, destinés à se rendre au cap Kolias, s'embarqueraient dans la soirée, pour mettre pied à terre pendant la nuit. Le général en chef conduisit cette division à sa destination ; mais il resta à bord de son navire et laissa les différents chefs débarquer et placer leurs soldats suivant qu'ils l'entendaient et sans exercer son autorité sur eux ; l'amiral aussi, montrant toujours une confiance égale à celle du général, ne se mêla pas non plus de ces mesures prises sur terre. Munies seulement de quelques fascines et pourvues d'un matériel très-insuffisant dont on voulait se servir pour se protéger, par des levées de terre, contre les attaques de la cavalerie ennemie, les colonnes grecques partirent du cap Kolias et s'avancèrent vers la colline du Musée ; on ne leur avait même pas adjoint de la cavalerie, qui était là cependant indispensable.

* 5 mai.

Lorsque les premiers Grecs, tacticiens et Souliotes, eurent parcouru la moitié de la distance qui les séparait de la colline, les derniers hommes de la division étaient en-

core bien loin en arrière et près du lieu de débarquement; la colonne en marche était distribuée en treize divisions séparées les unes des autres. Le séraskier hésita à les attaquer, dans l'attente qu'il y aurait en même temps une attaque du côté du Pirée et une sortie des troupes de la citadelle; cependant il observa, avec sa cavalerie, le mouvement des ennemis, et envoya un corps d'infanterie prendre position vis-à-vis de l'avant-garde grecque qui avait élevé deux faibles redoutes construites à la main. Deux attaques de cavalerie contre les tacticiens et les Souliotes furent repoussées; mais, à la troisième attaque, les delhis pénétrèrent, à bride abattue, dans les retranchements imparfaitement exécutés, et en sabrèrent les défenseurs[1]. Les différents corps de l'arrière-garde qui suivaient se précipitèrent alors, dans une fuite désordonnée, vers la mer. Church, qui était parti de la côte pour suivre les troupes, et Cochrane, qui avait quitté son vaisseau, afin de ne pas se faire attendre trop longtemps au banquet triomphal de l'acropole, durent, pour se sauver, descendre dans la mer et la traverser jusqu'à leurs canots qui n'osèrent pas approcher de la côte, de peur d'être attaqués par les ennemis. Tous auraient été infailliblement perdus, si le feu des vaisseaux n'avait pas balayé la côte jusqu'à une grande distance et qu'il n'eût ainsi arrêté les delhis dans la poursuite. Ce ne fut que pendant la nuit que les chaloupes s'approchèrent de terre, afin de recueillir les masses des fuyards. Beaucoup des meilleurs soldats étaient tombés victimes de l'absurdité de cette entreprise de Cochrane et de la négligence dont le général en chef avait fait preuve dans l'exécution du projet. Mille combattants des plus vaillants avaient péri; de cent quatre-vingt-six tacticiens qui étaient

[1] Cf. Finlay, t. II, p. 150.

partis, cent cinquante-six avaient succombé, ainsi que vingt-deux philhellènes sur vingt-six; deux cent quarante prisonniers furent décapités, pour venger les Albanais, trahis après la reddition de Hagios-Spyridon. Parmi les chefs, Georgios Tsavelas, Veïkos, Ioannis Notaras, le colonel Inglessis et Doussas étaient restés sur le champ de bataille; Drakos et Kalergis, ce dernier après avoir été blessé grièvement, avaient été faits prisonniers, au moment où les Turcs s'étaient emparés de la première redoute; Drakos mourut pendant qu'on le transportait en Eubée; Kalergis fut échangé plus tard; mais il revint avec une jambe brisée et une oreille de moins. Si, à ce moment de la première consternation, les Turcs avaient attaqué le camp grec avec toutes leurs forces, ils auraient achevé la défaite de leurs ennemis. Immédiatement après la bataille, les Moréotes retournèrent à l'isthme. Trois jours plus tard, l'armée, près des ports où Church dut concentrer ses forces, était réduite au nombre de trois mille cinq cents hommes. Tout le monde se sauva.

On n'avait fait ni le mouvement qui, suivant la convention entre les chefs, devait partir du Pirée, ni la sortie à laquelle on s'attendait de la part des assiégés. Au Pirée on n'avait plus Karaïskakis, et à l'acropole Fabvier était paralysé par l'état de choses autour de lui, ainsi que par le mécontentement qui s'était emparé de son esprit. Lorsque Church avait été nommé général en chef, Fabvier avait compris qu'on ne l'avait envoyé se jeter dans la citadelle d'Athènes que pour faire place au général anglais, et que Kriëzotis avait reçu l'ordre de ne pas l'en laisser sortir. Cochrane, auquel il importait avant tout de sauver Fabvier, engagea le capitaine de la frégate *Junon*, Le Blanc, à essayer d'obtenir, par son intermédiaire, une capitulation, à laquelle Church, convaincu que l'état des assiégés

devait être désespéré, donna son consentement. Lorsque Fabvier reçut le projet de capitulation, il déclara, dans sa mauvaise humeur, que sa présence dans l'acropole n'était qu'accidentelle et que d'autres auraient à décider ; mais les Grecs, pleins de jactance, et par la seule raison qu'ils redoutaient que les Turcs ne se vengeassent des atrocités commises le 28 avril, rejetèrent deux fois les propositions
* 11 mai. de capitulation, même lorsque Church leur ordonna * de les accepter. Mais ces Hellènes de l'Est étaient bien loin de se montrer les égaux des défenseurs de Missolonghi, bien qu'ils se fussent fait fort de les imiter. Dès que le gé-
* 27 mai. néral en chef eut quitté * le port du Phaleros qu'il avait occupé pendant quelques semaines, s'attendant tous les jours à recevoir la nouvelle que les puissances avaient pris une décision, la garnison de l'acropole demanda elle-même aux commandants des escadres européennes, en station près d'Aigina, de vouloir bien intervenir. Un heureux
* 5 juin. hasard permit à l'amiral de Rigny d'obtenir * pour la garnison une retraite honorable avec armes et bagages. Le bruit s'était répandu qu'Ibrahim-Pacha arrivait avec son armée de l'isthme ; alors le séraskier accorda tout ce qu'on demandait, de peur que le général égyptien ne lui volât les honneurs que lui promettait la prise d'Athènes, comme il l'avait fait devant Missolonghi.

Church éprouva des regrets amers lorsqu'il fut alors détrompé au sujet de l'état des choses dans l'acropole et qu'on commença à mieux savoir quelle avait été la véritable position de la garnison. Celle-ci avait eu à souffrir, à la vérité, les plus grandes privations, par suite de la disette de viande et de bois, et de l'absence de tout abri ; mais elle avait encore du blé pour quatre ou cinq mois. Si l'on s'était maintenu avec la persévérance résolue des défenseurs de Missolonghi, on aurait vu dans un mois un chan-

gement dans les affaires diplomatiques, changement qui aurait assuré le salut de la Grèce, et dans six autres semaines on aurait vu apparaître les flottes des alliés qui auraient fait cesser l'effusion du sang! Le peuple était extrêmement irrité contre de Rigny, contre Church et Cochrane, contre Fabvier, qu'on était obligé de soustraire, à Poros, à la fureur de la multitude, en faisant semblant de le mettre en prison, et contre tous ceux qui avaient contribué à cette reddition précipitée. En effet, cette capitulation menaçait, sinon d'anéantir toute l'œuvre de la révolution, du moins de la détruire à demi et de briser honteusement les liens qui unissaient les différents membres du jeune peuple, liens qui avaient été fortifiés par le sang versé dans les luttes communes! Toute la Grèce continentale, reconquise par Karaïskakis, fut de nouveau perdue avec sa citadelle. Les capitaines se soumirent ou bien s'enfuirent dans le Péloponèse. Par un bonheur qu'on ne pouvait pas prévoir alors, Rechid-Pacha demeura, pendant l'été suivant, à Thèbes dans l'inaction. Rien ne s'opposait plus alors à ce qu'il tendît la main à Ibrahim par-dessus l'isthme; mais, ou il ne le *voulait* pas, pour ne pas faciliter sa tâche au général égyptien, ou il ne le *devait* pas, pour ne pas intervenir dans son pachalik, ou encore il ne le *pouvait* pas, parce qu'il était obligé de licencier les Albanais devenus difficiles à manier. Qui aurait pu autrement prévenir la ruine de la Péninsule? En effet, dès le commencement du printemps, Ibrahim y reprit de nouveau son œuvre de destruction et d'asservissement; on y voyait alors les chefs militaires indigènes et étrangers, divisés par la jalousie et la défiance, par les rancunes et les querelles, former deux camps hostiles, où tous se déchiraient les uns les autres; on y trouvait un gouvernement plus pauvre de ressources morales que n'avaient été tous ceux qui l'avaient précédé, et

à ce moment même, plus que jamais, dépourvu de ressources matérielles; pour comble de malheur, la commission philhellénique elle-même y avait, à cette époque, 30,000 francs de dettes : Heidegger disait, dans une lettre en date du 31 mai, qu'il avait avancé son dernier écu! Tel était l'état de choses au moment où l'on s'attendait au départ de la flotte turque, et lorsqu'on armait à Alexandrie une nouvelle flotte égyptienne : toutes les deux étaient destinées à porter à l'île d'Hydra le coup mortel qui avait été différé si longtemps. Cette île était le dernier boulevard dont la chute devait nécessairement consommer la ruine de la Grèce. Il est vrai que la reddition de l'acropole avait renouvelé en Europe la terrible impression qu'y avait causée la catastrophe de Missolonghi; mais les secours des philhellènes auraient difficilement encore une fois été ce qu'ils avaient été en 1826. Il était très-urgent qu'une puissance plus forte opposât une digue à la ruine qui approchait à grands pas. C'est ce qui arriva à la dernière heure. La forte impulsion que les sympathies de l'Europe, inspirées par le triste sort de ce peuple luttant pour sa liberté, avaient donnée à la politique lente et traînante, en aidant à l'amener à la demi-mesure qui avait abouti au protocole d'avril, cette impulsion, disons-nous, avait continué à exercer, pendant tout ce temps, une influence salutaire. On n'était pas encore arrivé, il est vrai, à agir promptement pour sauver la Grèce, cependant les diplomates continuèrent et achevèrent leur œuvre commencée, en grande partie, malgré eux et à contre-cœur. Le protocole qui, quelques jours avant la chute de Missolonghi, avait été signé par la Russie et par l'Angleterre, fut, peu de temps après la reddition d'Athènes, changé en convention formelle entre la Russie, l'Angleterre et la France.

A partir de ce moment, le centre de gravité de l'histoire

de cette révolution se déplace ; il n'est plus sur le théâtre de la guerre, mais on le trouvera dans les cabinets des diplomates. A cette époque, la modification effective dans l'état des choses arracha à la diplomatie l'aveu : que la question grecque « devenait de jour en jour plus étrangère à son ressort. » Toute énergie était paralysée dans le peuple grec, qui n'avait plus assez de vigueur pour se défendre lui-même ; personne ne s'attendait plus à voir les Grecs seuls décider les destinées de leur patrie; les faits matériels eux-mêmes ne marchaient plus qu'à la remorque de la diplomatie : la question grecque était dès lors réellement de son ressort. La phase dans laquelle Metternich avait le premier et tout seul désiré voir entrer les négociations diplomatiques, dans l'espoir d'y trouver un motif pour sanctionner « la seule manière correcte de procéder, » c'est-à-dire l'emploi de mesures coercitives contre les rebelles, cette phase-là n'était pas du tout arrivée. Dans la première période effective qu'il y eut dans ces négociations, période dont nous avons raconté l'histoire et qui finit à Vérone, les puissances avaient résolu d'observer la neutralité et d'abandonner la Grèce à son sort. Dans la seconde période, celle des conférences de Saint-Pétersbourg, la Russie avait en vain essayé de dépasser cette neutralité et la révolution avait continué sa marche régulière. Une troisième période décisive commença avec le protocole du 4 avril 1826, par lequel les puissances devaient se porter médiatrices entre le sultan et ses sujets rebelles, « résolution insoutenable devant le tribunal de la raison, » d'après l'opinion de Metternich[1]. Nous sommes donc forcé à nous placer principalement sur ce terrain de la diplomatie et de jeter seulement de temps à autre un regard sur

[1] Dépêche du prince Metternich au comte Zichy à Berlin, du 29 mars 1827. MS.

la marche désormais infructueuse des événements en Grèce, de même que, jusqu'à ce moment, nous avions pris notre position sur le théâtre même de la guerre, pour examiner, de ce point de vue et quand l'occasion s'en présentait, les mouvements jusqu'alors stériles de la diplomatie.

V. LE SORT DE LA GRÈCE ENTRE LES MAINS DES DIPLOMATES.

1. — LA TRIPLE ALLIANCE ENTRE L'ANGLETERRE, LA RUSSIE ET LA FRANCE.

Interprétations du protocole du 4 avril.

Dans notre exposition des relations diplomatiques entre les différentes puissances, nous étions arrivé jusqu'à la clôture du protocole de Saint-Pétersbourg en date du 4 avril 1826, et nous avions parlé de la consternation qui, à la première nouvelle de cette alliance russo-anglaise, avait saisi le sultan et son allié secret, le prince Metternich. Avec sa vivacité orientale et avec un coup d'œil rapide et pénétrant, le sultan avait aussitôt vu les faits qui se cachaient derrière les paroles, et il avait fait immédiatement des démarches par lesquelles il se préparait à contrebalancer les effets de cette alliance. Mais en Occident, où l'on va plus lentement, il fallut beaucoup de temps aux diplomates pour se torturer l'esprit au sujet du véritable sens qu'il fallait attacher au texte seul de cette convention. Ce que Metternich appréhendait tout d'abord, c'était l'Angleterre et la force contagieuse du système de Canning, système si profondément odieux au prince et hostile à l'Alliance, et pour lequel le grand chancelier ne croyait pas trouver de terme plus juste que celui de « libertinage (*Liederlichkeit*). » Ces ap-

de cette révolution se déplace ; il n'est plus sur le théâtre de la guerre, mais on le trouvera dans les cabinets des diplomates. A cette époque, la modification effective dans l'état des choses arracha à la diplomatie l'aveu : que la question grecque « devenait de jour en jour plus étrangère à son ressort. » Toute énergie était paralysée dans le peuple grec, qui n'avait plus assez de vigueur pour se défendre lui-même ; personne ne s'attendait plus à voir les Grecs seuls décider les destinées de leur patrie; les faits matériels eux-mêmes ne marchaient plus qu'à la remorque de la diplomatie : la question grecque était dès lors réellement de son ressort. La phase dans laquelle Metternich avait le premier et tout seul désiré voir entrer les négociations diplomatiques, dans l'espoir d'y trouver un motif pour sanctionner « la seule manière correcte de procéder, » c'est-à-dire l'emploi de mesures coercitives contre les rebelles, cette phase-là n'était pas du tout arrivée. Dans la première période effective qu'il y eut dans ces négociations, période dont nous avons raconté l'histoire et qui finit à Vérone, les puissances avaient résolu d'observer la neutralité et d'abandonner la Grèce à son sort. Dans la seconde période, celle des conférences de Saint-Pétersbourg, la Russie avait en vain essayé de dépasser cette neutralité et la révolution avait continué sa marche régulière. Une troisième période décisive commença avec le protocole du 4 avril 1826, par lequel les puissances devaient se porter médiatrices entre le sultan et ses sujets rebelles, « résolution insoutenable devant le tribunal de la raison, » d'après l'opinion de Metternich[1]. Nous sommes donc forcé à nous placer principalement sur ce terrain de la diplomatie et de jeter seulement de temps à autre un regard sur

[1] Dépêche du prince Metternich au comte Zichy à Berlin, du 29 mars 1827. MS.

pait pas la Russie, mais qu'il en était, au contraire, la dupe, et ils s'imaginaient que les hommes d'État russes le menaient et le faisaient marcher suivant les intérêts et les désirs de la Russie. Du reste, même les diplomates russes si obséquieux qui, peu de temps auparavant, avaient encore baigné de larmes de reconnaissance la main que Canning leur tendait pour les secourir, parlaient avec une satisfaction entière de la docilité du cabinet britannique qu'ils vantaient comme leur œuvre dans les rapports qu'ils adressaient à leur maître orgueilleux.

Quelque grande que fût d'ailleurs, dans sa première émotion, l'appréhension de Metternich au sujet de l'alliance qu'il soupçonnait exister entre les deux puissances, il était pourtant un trop grand optimiste de sa nature pour se laisser tourmenter longtemps par ces craintes. Du reste, ses inquiétudes commencèrent à s'apaiser dès qu'il eut fait sonder les dispositions des puissances avec plus d'exactitude. Il s'était empressé de faire demander à Canning [1] : « quelles suites on donnerait au protocole dans le cas où la guerre éclaterait? si la puissance médiatrice serait alors l'alliée de la puissance belligérante? et si l'Angleterre s'était bien assurée quelle serait l'application que le czar donnerait au principe des indemnités pour la guerre? » Avant qu'on pût recevoir une réponse à ces questions, Metternich apprit successivement la chute de Missolonghi, le retour d'Ibrahim dans la Morée, les armements de Rechid-Pacha contre l'Hellade orientale, l'anarchie qui régnait à Nauplie et le désordre qui jetait une

la question d'Orient), p. 215-18. — On trouve des vues plus justes dans Rœpell : *Die orientalische Frage in ihrer geschichtlichen Entwicklung* (*La question d'Orient dans son développement historique*), 1854, p. 235.

[1] Dépêche adressée au prince Esterhazy, en date du 29 avril 1826. MS.

confusion complète dans tout ce chaos révolutionnaire. Aussitôt Metternich sentit renaître en lui ses premières espérances, et il se disait que l'insurrection serait peut-être étouffée avant que le protocole eût eu les moindres suites; nous avons vu qu'à ce moment il fit même quelques efforts pour aider, par son action, à réaliser ce but, en lâchant toute la marine autrichienne contre les Grecs. Il crut déjà que le protocole était « un enfant mort-né et un coup d'épée dans l'eau où il n'y avait que l'alliance qui, cependant, avait reçu une fâcheuse blessure[1]. » Tous les événements qui eurent lieu, immédiatement après, le fortifièrent dans ces vues pleines de consolations pour lui. De nouvelles démarches, faites à Constantinople par Stratford Canning peu de temps avant * et même pendant la destruction des janissaires à Constantinople, furent passées sous silence ou l'on refusait de s'y prêter; l'ambassadeur anglais accepta ces refus sans rien dire et, lorsque Canning communiqua confidentiellement le protocole du 4 avril aux cours de Vienne et de Paris à peu près à la même époque, il y ajouta la déclaration qu'il ne désirait pas lui donner suite pour le moment. Ces indices étaient pour Metternich des commentaires agréables qui expliquaient la réponse également agréable faite, pendant ce temps, par Canning, aux questions que le cabinet autrichien lui avait adressées, à savoir que, dans le cas d'une guerre, le protocole n'aurait pas d'effet et que l'empereur de Russie avait renoncé avec trop de netteté et de précision à tout agrandissement de territoire pour qu'on pût douter de sa parole. Ces deux propositions renfermaient tout ce qu'il fallait à Metternich pour le tranquilliser.

* 11 juin 1826.

Effectivement, déjà à cette époque, comme plus tard à

[1] Rapport du baron Maltzahn, Vienne, le 22 mai 1826. MS.

chaque occasion qui se présentait, la Russie repéta « jusqu'à satiété » ces protestations solennelles : que les principes immuables de la politique russe, fondée sur des intérêts dont aucune puissance ne saurait lui demander le sacrifice, commandaient, à la vérité, la conservation d'une influence russe prédominante à Constantinople, mais rien de plus, et que des conquêtes ou la chute de l'empire turc ne pourraient pas entrer dans les intentions de l'empereur, par la raison même qu'elles seraient plutôt nuisibles qu'avantageuses à la Russie. « Avant que la Russie eût avancé ses limites vers l'ouest, était-il dit dans un célèbre document russe de cette époque-là[1], et avant qu'elle eût fait, sur la mer Noire, les acquisitions indispensables qui assuraient ses communications avec la Géorgie, elle n'avait pas pu écarter les idées d'agrandissement qui souvent avaient fait croire à son intention de vouloir anéantir la Turquie ; mais, depuis le glorieux règne d'Alexandre Ier, sa position était telle qu'elle regarderait des conquêtes plutôt comme un fardeau. L'amour de la paix était inspiré à l'empereur non-seulement par les intentions bienfaisantes qui marquaient, à l'époque actuelle, la marche de tous les gouvernements, mais encore par le profond sentiment des avantages qu'un développement paisible des ressources intérieures accorderait à son empire. »

Metternich, qui redoutait une guerre russo-turque plutôt à cause de la faiblesse de l'Autriche qu'à cause de la force de la Russie, disait à lui-même et aux autres, dans des moments[2] où les probabilités d'une guerre étaient beaucoup plus grandes et toutes les fois qu'il croyait pou-

[1] Instructions pour M. de Ribeaupierre, du 11/23 janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. III, p. 127, 266.

[2] Comme, par exemple, dans une dépêche adressée à Esterhazy, le 12 février 1828. MS.

voir exprimer sa véritable opinion : « que dans ces assurances de la Russie il y avait un grand fond de vérité ; que les temps n'étaient pas propices pour que la Russie jugeât utile de se brouiller avec toute l'Europe au sujet de ses projets gigantesques relativement à la dissolution de l'empire turc ; qu'il ne s'agissait réellement pour elle que de voir la Turquie affaiblie, désarmée et abaissée, et que, dans le moment actuel, elle voulait seulement de nouveau user les forces des Ottomans par la constitution d'une Grèce qui existât de nom, mais qui, en réalité, fût nulle. » Si le grand-chancelier était donc tranquillisé de ce côté-là, il calmait bientôt encore davantage ses appréhensions au sujet de l'Angleterre. Quand il était en proie à une vive émotion, il voyait toujours, il est vrai, dans Canning un esprit extravagant de l'espèce la plus dangereuse ; mais quand il s'était calmé de nouveau, il lui arrivait cependant aussi de se rappeler quelquefois l'indifférentisme tenace de cet homme d'État, qualité qui ne ressemblait guère à l'extravagance et au « libertinage » dont le prince accusait, à d'autres moments, le ministre anglais. Lorsque Canning se décida à prendre en main la cause grecque, il sentit instinctivement « qu'il fallait faire quelque chose » par la raison *matérielle* que le commerce était sans cesse troublé par la piraterie, et par la raison *morale* que les malheurs de la nation grecque, devenue un objet de pitié pour le monde tout entier, réclamaient une intervention. Mais ce qui avait été fait par le protocole, n'était certainement pas en conformité avec les idées d'une philanthropie ou d'un libéralisme chimériques, mais bien avec le point de vue étroit de ce type d'un Anglais jaloux de tout progrès constitutionnel des peuples d'Europe. Tout en mettant entièrement en ligne de compte tous les égards que Canning devait à la Turquie et toute la prudence dont

il fallait user vis-à-vis de la Russie, on se sentait cependant de l'aversion pour cette indifférence glaciale avec laquelle le ministre anglais pouvait attendre patiemment que les Grecs, dans leur agonie, eussent rendu le dernier soupir, et on voyait avec dégoût avec quelle petitesse d'esprit il leur mesura les conditions de leur existence après qu'ils eurent été sauvés. Il est vrai que le protocole rejetait l'idée de diviser la Grèce en plusieurs parties, dans lesquelles les Turcs tiendraient garnison et auxquelles ils imposeraient des hospodars, idée émise par le mémorandum russe de 1824; mais dans l'article, où il était dit que la Grèce serait soumise à la Turquie et lui payerait tribut, le protocole entrait tout à fait dans les vues et les désirs de la politique russe à laquelle convenait seulement un état de choses tenant le milieu entre l'indépendance et l'anéantissement de la Grèce; en effet, elle voyait dans un peuple grec *indépendant* l'allié naturel, non pas de la Russie, mais bien des États riverains de la mer Méditerranée. La conformité entre les vues des deux puissances précisément sur ce point, ouvrant en Grèce une nouvelle source de vexations pour la Porte et agrandissant l'influence de la Russie, ne pouvait pas être agréable à Metternich; cependant les nombreuses lacunes, restées dans le protocole, lui firent oublier facilement cette cause d'inquiétude.

On n'avait pas précisé l'étendue du nouvel État; Metternich savait que Canning voulait le resserrer dans les limites les plus étroites et le borner à la Morée et aux îles, ce qui plaisait médiocrement à la Russie. Ensuite le document ne disait rien sur les mesures qu'on adopterait pour exécuter le protocole. A ce trait Metternich reconnaissait, au milieu même de son entente avec la Russie, la même Angleterre qui, à Saint-Pétersbourg, s'était tenue

en dehors des conférences. Elle avait dévié de son principe de non-intervention; mais, en agissant ainsi, elle s'était restreinte aux choses les plus nécessaires, commandées par la nature du cas actuel; en outre, elle n'avait fait cette première démarche que sous la réserve de veiller avec soin sur chaque pas qu'on ferait ultérieurement dans cette voie. A cet égard, la Russie cachait un but différent sous la question des moyens à employer pour exécuter le protocole; ce furent précisément ces moyens-là contre lesquels l'Angleterre, au moment actuel, comme pendant les conférences de Saint-Pétersbourg, se tenait évidemment en garde, et il était clair qu'elle essayait « de retenir la Russie sous son influence » en se chargeant de régler avec elle les destinées de l'Orient. L'empereur Nicolas, de son côté, trouvait de l'avantage à découvrir ou du moins à feindre de voir des projets ambitieux derrière les machinations anglaises en Grèce, afin de pouvoir dire que le véritable but que lui, le czar, poursuivait par cette convention était « de lier l'Angleterre. » Or, c'était là le point qui rassura complétement le grand-chancelier. Il trouva que les deux puissances comptaient se tenir *mutuellement* en échec, qu'une défiance réciproque avait présidé à la conclusion de l'alliance, qu'on y poursuivait des desseins non avoués et que, par rapport à la question des mesures coercitives, le dissentiment était encore le même que pendant les conférences de Saint-Pétersbourg. Metternich prévoyait que si, par hasard, la médiation arrivait jusqu'à cette limite, ces relations équivoques entre les deux puissances lui fourniraient tout un arsenal de pièces qui lui serviraient à semer la discorde entre les cabinets par des calomnies, et en les excitant l'un contre l'autre, art dans lequel le prince était passé maître. Mais en réalité, il ne croyait même pas que l'Angleterre laissât jamais arriver les choses à un point

qui pourrait amener une rupture avec la Turquie. Bientôt il parvint même à se persuader qu'on ne communiquerait pas officiellement le protocole à la Porte. A ses yeux, la convention était frappée de stérilité, tandis que sa politique de négation et d'impuissance, qui n'avait jamais poursuivi ou supporté une idée positive, triomphait de nouveau sur toute la ligne. Les assurances d'Esterhasy, qui lui écrivait que l'Angleterre laisserait tomber le protocole, trouvèrent créance auprès de lui, bien que le prince eût été déjà souvent induit en erreur par cet ambassadeur peu perspicace qui, vis-à-vis d'un ennemi personnel et irrité, comme l'était Canning, se montrait d'une candeur inconcevable. Esterhazy semblait voir avec indifférence Canning et l'ambassadeur russe travailler souvent et beaucoup
* Août. ensemble *, tandis que ses propres rapports avec Lieven devenaient de plus en plus mauvais. La diplomatie autrichienne ne paraissait pas non plus se préoccuper beaucoup de ce que le protocole avait été communiqué au cabinet de Paris avant d'avoir été envoyé à Vienne, de ce que Polignac ne disait rien de cette confiance plus grande montrée ainsi à la France et de ce que, dans cette question d'Orient, Pozzo di Borgo se rapprochait de plus en plus du ministère français, même jusqu'à l'importuner.

Il suffisait à Metternich qu'en lui communiquant fort tar-
* 22 septembre. divement * le protocole d'une manière officielle, on ne lui demandât pas encore d'y répondre et d'exprimer son opinion à ce sujet[1], tandis que, de l'autre côté, les puissances avaient fait entrevoir, quant à la partie la plus importante du protocole, relativement aux moyens de l'exécuter, d'abord une autre délibération et ensuite des ouvertures ultérieures. Avant d'avoir reçu ce projet des puissances,

[1] *Canning and his times*, p. 478.

Metternich avait eu l'intention de ne pas exprimer d'une manière officielle son opinion à cet égard. Mais, dans une première réponse verbale, il exprima[1] son adhésion aux clauses du protocole et fit semblant de souhaiter les meilleurs succès aux puissances. En effet, que lui faisaient ces clauses, quand les affaires en Grèce marchaient, pendant ce temps, tout à fait à souhait ! Avec un véritable bonheur, il prit acte d'une parole de Dalberg, ce coryphée des philhellènes, qui disait : que c'était jeter son argent par la fenêtre que d'envoyer des secours aux Grecs. « Qui songe encore, disait le grand-chancelier, à la possibilité de délivrer la Grèce ? C'est une chimère, inventée pour jeter ces peuples dans la ruine et pour semer la discorde entre les cabinets ! » Encore au mois d'octobre, Gentz était tout à fait convaincu que le protocole n'aurait pas de suites, que les mesures coercitives n'étaient pas du tout dans la pensée de Canning, bien que Tatistschew, alors ambassadeur à Vienne, l'assurât du contraire de la manière la plus positive et à plusieurs reprises. Les diplomates autrichiens pouvaient entendre pousser les mauvaises herbes qu'ils avaient vu semer dans la convention russo-anglaise ; mais ils ne voyaient pas les causes naturelles et palpables, à la fois grandes et fortes, qui pouvaient faire hésiter les deux alliés à exécuter le protocole. On ne songea peut-être qu'à la fin de l'année, lorsque le fameux discours de Canning frappa les puissances comme un coup de foudre, que les complications hispano-portugaises de cette année-là devaient avoir repoussé, dans l'esprit du ministre anglais, la question d'Orient jusqu'au dernier plan. On n'attachait peut-être pas non plus assez d'importance à ce fait, que les révolutions, à Constantinople, paralysaient toute action pendant

[1] C'est ce qu'affirment des dépêches russes adressées plus tard à Tatistschew.

tout l'été. Comme le czar aussi évitait de s'immiscer trop tôt dans les affaires grecques, afin d'atteindre son but à Akerman, où les délégués de la Russie et de la Porte devaient se rencontrer pour vider les questions litigieuses qui étaient spéciales à ces deux puissances, Metternich croyait déjà que son ancienne opinion allait se confirmer et que le czar avait entièrement abandonné les Grecs.

Traité d'Akerman.

Les plénipotentiaires turcs étaient partis de Constantinople, pour se rendre à Akerman*, déjà avant la catastrophe qui anéantit les janissaires; cependant, l'arrivée des délégués russes, de MM. de Ribeaupierre et de Voronzow, et l'ouverture des négociations* furent retardées encore de deux mois entiers. Lorsqu'on avait proposé Akerman comme lieu de réunion, la Porte n'y avait pas regardé de si près et avait accepté, bien que cet endroit ne fût pas une ville frontière et qu'il fût même assez loin de la frontière. On ne voulait pas troubler les rapports amicaux qui commençaient à se rétablir entre les deux puissances : en effet, avant et après l'acceptation de l'ultimatum, les diplomates russes à Constantinople avaient parlé un langage très-doux et très-bienveillant, et encore à Akerman, les Russes montrèrent, au commencement, les plus grandes attentions aux négociateurs, pour lesquels on avait préparé une maison tout à fait d'après les habitudes des Turcs. Mais dès qu'ils eurent les plénipotentiaires turcs entièrement entre leurs mains, les Russes changèrent complétement de ton dans leurs négociations. L'empereur Nicolas était porté, par son caractère, à partager la conviction de Kapodistrias et de Stroganow, qui croyaient qu'il fallait parler à la Porte non pas un langage de persuasion, mais celui de la contrainte. Il avait donc déjà d'avance annoncé par une dépêche circulaire de Nesselrode*, que, dans ces négociations, il ferait prédominer cette force et cette vi-

* 8 juin.

* Commencement d'août.

* 7 juin.

gueur qui, d'après une longue expérience, étaient la condition indispensable du succès dans des discussions avec la Porte. Cette circulaire avait été écrite déjà avant la destruction des janissaires; mais depuis que cet acte si hardiment accompli eut fait naître à Saint-Pétersbourg des appréhensions au sujet des conséquences possibles de ce succès, le cabinet russe sentit qu'une nécessité beaucoup plus impérieuse l'obligeait alors, plus que jamais, à faire peser sur la Porte toute l'ancienne influence russe; à reconquérir la supériorité de la position qu'elle avait eue autrefois à Constantinople et même à l'augmenter encore, et à exploiter aussi promptement et aussi complétement que possible le moment de faiblesse dans laquelle se trouvait la Porte à cette époque critique où l'ancien système militaire était détruit sans que la nouvelle organisation eût été établie, où les finances étaient dans un état de dilapidation complète et où l'on avait à redouter, tous les jours, les révoltes des partisans de l'ancien état de choses. S'il était possible que la guerre eût été déjà auparavant le but du czar, la rupture avec la Porte devait, en tout cas, lui paraître, à ce moment-là, plus que jamais préférable à la paix, parce que la guerre lui livrait la Turquie sans défense. C'est pourquoi les plénipotentiaires russes demandèrent à Akerman ce qu'ils ne croyaient guère eux-mêmes pouvoir obtenir: « Dans les Principautés, les Turcs devaient rétablir le *statu quo* de 1821 et, par conséquent, les divans à côté des hospodars qui, après une administration de sept ans, seraient rééligibles; quant au maintien de la modification, faite sans le consentement de la Russie et par laquelle on avait admis des boyards, au lieu des phanariotes, à ces dignités, on le traita de condescendance généreuse, bien que par cet arrangement on eût jeté les bases d'une émancipation de la nation roumaine qui, antipathique

aux Grecs et aux Slaves, commença, à partir de ce moment, à concevoir l'idée d'une union des deux Principautés. Les dispositions contenues dans le traité de Boukharest, au sujet de la Servie, devaient être confirmées; la Turquie devait rendre aux Serbes quelques territoires qu'elle avait retenus dans sa possession, et les affaires de la Principauté, relativement à la liberté des cultes, à l'élection des fonctionnaires publics, à l'indépendance de son administration, etc., devaient être réglées d'après les propositions des députés serbes. Les Russes demandèrent une indemnité pour les pertes que les Barbaresques leur avaient causées depuis 1806, de même qu'ils exigèrent des garanties suffisantes pour protéger, à l'avenir, le commerce russe contre tout préjudice qu'on pourrait lui causer; enfin, ils stipulèrent la liberté de la navigation dans la mer Noire pour toutes les puissances de second ordre qui ne la possédaient pas encore.

Toutes ces demandes avaient été, pour la plupart, déjà accordées et elles ouvraient seulement de nouveau, en les élargissant encore, les anciennes blessures de la Porte, à laquelle on rappelait ainsi qu'elle avait perdu son droit de souveraine dans trois provinces et la domination sur la mer Noire; mais ce qui était beaucoup plus injuste, c'était la demande de la Russie de lui céder les forts sur la frontière d'Asie, dont la possession avait été depuis si longtemps un objet de litige. La Russie fondait sa demande sur ce qu'elle possédait la Mingrélie, dont les forts en question n'étaient que des enclaves, où les Tcherkesses et les Lesghiens avaient toujours trouvé des secours sans que la Porte eût jamais pu les en empêcher. La Russie s'appuyait en outre, dans ses prétentions, sur la teneur du traité de Boukharest qui avait stipulé seulement la restitution des forts conquis par les armes, tandis que ceux que

la Russie retenait dans sa possession lui auraient été livrés spontanément par le prince mingrélien Achmed. Lorsque les plénipotentiaires turcs, qui n'étaient pas autorisés à consentir à cette cession, désiraient écarter cet article pour le moment, les Russes leur déclarèrent avec rudesse que les négociations étaient rompues et leur firent offrir de les ramener à la frontière. Effrayés d'assumer la responsabilité qu'une telle démarche ferait peser sur eux, les Turcs demandèrent un délai qui leur permît d'attendre de nouvelles instructions ; mais Voronzow leur déclara : « que, dans la prévision de semblables retards, et pour couper court à toute discussion inutile, l'empereur leur avait ordonné de résumer, dans un seul aperçu, toutes ses demandes fondées sur les traités, ainsi que l'ultimatum de toutes les concessions qu'il serait possible de faire pour chaque point en particulier. » Voronzow remit aussitôt ce résumé à Hadi-Effendi et lui indiqua le 7 octobre comme dernier délai pour la remise des déclarations définitives de la Turquie. Dans ce document, on avait particulièrement accentué la cession des forts asiatiques, les droits des Serbes et le nouveau chat-schérif pour les Principautés[1].

Les ministres turcs à Constantinople firent à M. de Minciaky les représentations les plus sensées sur cette indigne manière d'agir : « La Russie, disaient-ils, se plaçait sur un tout autre terrain ; elle élevait des prétentions tout à fait étrangères aux traités ; elle produisait un acte tout rédigé, au lieu d'ouvrir, selon la convention, un échange d'opinions librement exprimées et, enfin, loin de permettre à la Porte de négocier, elle lui faisait la loi. » Les ambassadeurs, même ceux des cours qui étaient les amies fidèles de la Porte, haussaient les épaules. Ils avaient

[1] Rapports du baron de Miltitz de Constantinople, du 7 et 25 septembre 1826. MS.

poussé le reïs-effendi vers ce système de concessions; ils l'avaient vivement pressé de déterminer le sultan à accepter l'ultimatum russe; ils l'avaient décidé à envoyer des plénipotentiaires à Akerman, en lui faisant entrevoir « des soulagements, » et enfin, ils lui avaient fait remporter la victoire sur le parti opposé du séraskier : mais, au moment actuel, ils avaient le front de lui conseiller de nouveau de se résigner à la nécessité inévitable. On avait d'avance communiqué le projet de ces négociations au cabinet autrichien qui l'avait approuvé; l'ambassadeur anglais aussi avait reçu l'ordre de l'appuyer auprès du divan et, par les instances pressantes de Pozzo, Villèle s'était également laissé décider à exhorter la Porte[1] à accepter les conditions russes, dont il ne connaissait pas même les détails! C'était toujours le même jeu méprisable qui se répétait là : croyant pouvoir conserver la paix dont ils désiraient le maintien, tous aidèrent à plumer le pauvre corbeau que l'aigle voulait déchirer. L'intérêt du moment dut nécessairement l'emporter, au sein du divan, sur toutes les autres considérations. Faible et sans armes, comme elle l'était, elle dut
* 6 octobre faire signer* la convention d'Akerman conçue dans les termes exigés par la Russie. Mais les plus sagaces parmi les diplomates à Constantinople prédisaient sur-le-champ qu'on serait trompé si l'on croyait que cette soumission forcée était un gage certain de la paix : la Porte, disaient-ils, attendrait seulement le moment où elle aurait de nouveau recueilli ses forces, pour se débarrasser de ces engagements qu'on lui avait arrachés par la contrainte. Cependant, pour le moment, elle s'appliqua sérieusement à les
3 janvier 1827. remplir : les députés serbes quittèrent la capitale turque*, après y être restés cinq ans, et les chat-schérifs adressés

[1] Dépêche du général Pozzo di Borgo, 8 août 1826. Dans le *Recueil de documents relatifs à la Russie*, p. 268.

aux voïvodes de la Moldavie et de la Valachie furent publiés un peu plus tard*. * Avril.

Dès que M. de Ribeaupierre fit son apparition à Constantinople*, pour y occuper son poste de ministre plénipotentiaire, on accorda, par son intermédiaire, la liberté de la navigation dans la mer Noire aux États de second ordre. Dans cette affaire, la Russie continua à agir avec une brutalité insolente. La Sardaigne avait obtenu autrefois son admission à cette liberté de navigation, sous la réserve que la Turquie aurait le droit de pouvoir acheter la première les cargaisons de ces navires, et la Suède venait de recevoir la même permission pour ses bâtiments, à condition que ceux-ci payeraient un péage; mais de nouvelles instructions envoyées par Nesselrode[1] au ministre russe l'informèrent alors que les conventions ultérieures « excluaient toute clause, relative à ce droit d'un premier achat, comme incompatible avec la réalité de la concession demandée. » Aussitôt on disait à chaque nouvelle restriction qu'on exigeait de la Porte : « qu'il ne s'agissait pas là de clauses et de concessions, mais bien d'autorisations pures et simples. » Ce langage impérieux et empreint d'irritation provenait, sans doute, déjà d'une nouvelle interruption dans l'entente pacifique qu'on venait d'établir seulement. Mais déjà dans la scène finale d'Akerman, ce langage et tout le résultat des négociations dans cette ville, avaient produit l'impression la plus pénible sur tous ceux qui avaient espéré sérieusement que la paix deviendrait enfin ferme et stable. Des deux manières de parler, dont on se servait dans les cercles officiels de Vienne, celle qu'employaient les hommes d'un rang inférieur, depuis Gentz jusqu'à Stürmer, s'exprimait sans le moindre ména-

* 11 févrie

[1] Dépêche du comte de Nesselrode à Mr. de Ribeaupierre, Saint-Pétersbourg, 22 avril 1827. MS.

gement sur les articles funestes et gros de malheur qui avaient été le résultat de cette manière inouïe de procéder. Le langage officiel du cabinet autrichien restait cependant toujours le même qu'au commencement où Metternich avait été spectateur très-satisfait de ce qui se faisait à Akerman. Dans toutes ces négociations, on avait observé un silence profond et complet sur la Grèce. C'est ce qui confirma le grand-chancelier dans son idée favorite au sujet de l'indifférence du czar à l'égard de la question grecque, et c'était là tout ce qu'il voulait. Cependant le destin ne cessait pas encore à ce moment de se jouer du prince, dont les espérances se trouvaient toujours de nouveau déçues. En effet, à peine cette pensée pleine de consolations pouvait-elle avoir jeté quelques racines dans l'âme de Metternich, qu'elle fut de nouveau entièrement déracinée par la nouvelle que, même *avant* la conclusion de la convention d'Akerman, l'empereur de Russie avait déjà commencé à donner néanmoins suite et un certain développement à ce protocole si odieux à Metternich et que le prince avait déjà regardé comme ne devant plus avoir le moindre effet.

Démarches, fai-s par les puis-nces contractan-s entre elles, pur l'exécution u protocole.

En effet, déjà pendant que les négociations marchaient encore à Akerman, le prince Lieven avait fait de l'exécution du protocole l'objet de nouvelles discussions à Londres, en adressant à Canning cinq questions bien précises qui avaient été puisées dans la considération de toutes les éventualités possibles; on y avait envisagé les divers cas: où les premières ouvertures de Stratford seraient repoussées, où la Porte se montrerait complétement inaccessible et où les négociations à Akerman auraient une issue bonne ou mauvaise. En répondant * à ces questions[1], Can-

* 4 sept 1826.

[1] Note adressée au prince Lieven, en date du 4 septembre 1826. MS.

ning exprima le vœu : « que l'appel adressé, par les Grecs, au cabinet anglais pour demander sa médiation, restât la base des premières démarches à faire par sir Stratford Canning, démarches que l'ambassade russe à Constantinople ne pourrait pas mieux appuyer directement qu'en prenant pour base de son action ce protocole, auquel Canning espérait voir accéder ultérieurement aussi les autres cours, afin de donner ainsi le premier exemple d'une intervention commune de toutes les cinq puissances. Canning faisait ensuite les représentations les plus pressantes contre l'explosion d'une guerre, dans le cas où l'on subirait un échec, soit dans les négociations à Akerman, soit dans la médiation qu'offrirait Stratford Canning. Si ce dernier cas devait se réaliser, le ministre anglais proposait d'autres mesures, soit de rappeler les ambassadeurs, si toutes les cinq puissances voulaient faire cette démarche en commun, soit de se rapprocher des Grecs et de reconnaître, à la dernière extrémité, l'indépendance de leur État. » Ce furent ces principes dont Canning fit aussi la base des instructions[1] qu'il envoya, deux jours plus tard*, à Constantinople et par lesquelles il chargea Stratford de s'adresser *seul* à la Porte, dans une première démarche qu'il ferait comme médiateur invoqué par la Grèce, et d'engager le divan à s'occuper des propositions des Hellènes. Canning s'en référa au jugement de l'ambassadeur, quant à l'époque où il ferait cette démarche et quant à la question de savoir s'il y ajouterait aussi la proposition d'une suspension d'armes ou s'il la réserverait à un autre moment. Dans le cas où les négociations à Akerman auraient une issue favorable, le ministre anglais trouvait désirable que Stratford attendît l'arrivée et le concours de

* 6 septembre.

[1] Cf. *Portfolio*, t. V, p. 1.

Ribeaupierre; cependant il lui laissait liberté entière encore sur ce point, et lui permettait, dans des circonstances urgentes, d'agir plus tôt, en lui recommandant cependant de s'entendre avec l'ambassadeur russe. Immédiatement après que Lieven eut expédié ces ouvertures au cabinet de
12 septembre. Saint-Pétersbourg, Canning se rendit à Paris*. Pozzo était bien surpris de voir que le ministre anglais avait choisi, pour ce voyage, précisément une époque « où il n'y avait pas un seul point sur lequel Canning fût entièrement d'accord avec la France. » Néanmoins, déjà à ce moment, Canning, comme nous l'avons vu, amena le ministère français à faire une espèce de convention, destinée à apaiser les différends hispano-portugais ; il profita, en même temps, de l'occasion pour mettre la France de son côté aussi dans la question grecque, où les deux alliés semblaient redouter quelquefois une collision avec cette puissance, à cause de ses rapports avec l'Égypte. Canning trouva les ministres et le roi très-favorablement disposés pour la Grèce et tout prêts à agir dans ce sens sur l'Égypte; il put bientôt se convaincre que le cabinet français accéderait au protocole, si l'on ménageait seulement l'orgueil national et qu'on évitât soigneusement les apparences de ne réserver à la France qu'un rôle secondaire. C'est pourquoi Canning écouta très-attentivement Villèle et Damas lorsqu'ils lui exprimèrent, déjà à cette époque, le désir de voir transformer le protocole en traité formel.

Le ministre anglais se trouvait encore à Paris, lorsque
* Du 27 sept. l'ambassadeur russe reçut la réponse la plus satisfaisante* à sa dernière dépêche[1]. Il n'y avait qu'une seule chose qu'on avait recommandée à Lieven de la manière la plus

[1] Des deux dépêches ostensible et confidentielle, qui portent cette date, la dernière a été imprimée dans le *Recueil* déjà cité, p. 260.

pressante dans ces nouvelles instructions; c'était de s'entendre avec Canning, avant toute autre chose, sur le point capital, à savoir que, par égard pour la dignité des deux puissances, et en particulier par considération pour les intérêts les plus importants et les plus chers de la Russie, il ne faudrait pas commencer l'œuvre de médiation sans la ferme résolution d'aller jusqu'au bout, quand même les mesures coercitives proposées par le ministre anglais seraient insuffisantes. Canning hésita à y répondre, parce qu'il connaissait bien l'aversion très-prononcée de Wellington et de tous ses collègues, appartenant au torisme, pour toute espèce de brouille avec la Porte; mais Lieven, qui ne connaissait pas moins bien ces sentiments défavorables de la majorité des ministres, insista avec d'autant plus de fermeté sur la déclaration demandée à Canning[1]. Dans le plus grand secret, ces deux hommes d'État tombèrent alors d'accord sur une note officielle* que Lieven devait remettre à Canning, avec une lettre confidentielle où il répéterait, dans ses points essentiels, les arguments que renfermaient ses instructions du 27 septembre qu'il venait de recevoir. Lieven y fit au ministre anglais la déclaration flatteuse que ses instructions, adressées le 6 septembre à Stratford Canning, devaient, en même temps, servir de règle de conduite à M. de Ribeaupierre, et que la manière de procéder, qui y avait été proposée, était parfaitement approuvée et acceptée par la Russie. Mais dans le cas où toutes les mesures, sur lesquelles on s'était entendu, n'auraient aucun résultat, Lieven se déclara autorisé à se concerter aussitôt avec Canning sur les mesures qui seraient à prendre ultérieurement. * Du 19 nov.

Canning répondit* à ces deux documents d'une manière * 20 novembre.

[1] Dépêche, et dépêche réservée, du prince de Lieven, Londres, 27 novembre 1826. Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 575; t. V, p. 80.

officielle et confidentielle[1], comme les deux diplomates en étaient également convenus, et en proposant, en même temps, de communiquer la partie officielle de leur correspondance mutuelle des derniers jours aux cours alliées qu'on engagerait à accéder formellement au protocole, ou du moins à agir indirectement en faveur du but qu'on s'y était proposé. Dans la partie officielle de sa réponse, Canning attachait le plus grand prix à la coopération de toutes les cinq puissances et même à celle d'autres cours; mais dans sa lettre confidentielle, Canning fit la déclaration telle que Lieven la désirait, et sous une forme très-précise, en disant « que l'exécution du protocole ne devait, en aucune façon, dépendre de l'accession des autres puissances. » Ce fut ainsi qu'on expédia* ces ouvertures aux cours alliées. Le même jour, Canning donna aussi à son cousin de nouvelles instructions*, d'après lesquelles l'ambassadeur devait ajourner ses prochaines démarches formelles et officielles à la réception des premières informations au sujet des résolutions des cours amies, et même à un nouvel ordre de choses, si ces cabinets ne se montraient pas disposés à adhérer au protocole ; mais, en attendant, Stratford devait faire à la Porte, au nom de son gouvernement seul, des propositions confidentielles au sujet d'une médiation et d'une suspension d'armes. Les hommes d'État russes, pleins de méfiance, trouvaient que le langage de ces secondes instructions envoyées à Stratford au mois de novembre était beaucoup plus craintif et plus indécis que celui des premières instructions du mois de septembre, et ils en crurent trouver l'explication dans la supposition que l'Angleterre, dont les appréhensions au sujet d'une guerre s'étaient bien calmées depuis le traité d'Akerman,

* 22 novembre.

* 22 novembre.

[1] Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 560.

tait devenue alors beaucoup plus tiède sur l'exécution du rotocole. Et cependant, déjà dans ses premières instructions et précisément pour le cas où les négociations l'Akerman auraient une issue favorable, Canning avait njoint à son ambassadeur de différer ses démarches jusqu'à l'arrivée de M. de Ribeaupierre. Comme il avait toujours les mêmes illusions au sujet de l'influence anglaise auprès de la Porte, il s'agissait pour Canning surtout d'obtenir un résultat quelconque, si c'était possible, *avant* que es représentants des autres cours accrédités à Constantinople eussent reçu leurs instructions; car, une fois la gloire du succès de cette initiative de l'Angleterre perdue, Canning n'aurait pas été bien pressé de faire des démarches ultérieures.

Jusqu'à l'époque qui précédait immédiatement l'arrivée les expéditions de Londres du 22 novembre, le prince Metternich avait été complétement satisfait de l'état des affaires. Il avait reçu de Berlin des informations erronées[1], d'après lesquelles la Russie aurait déclaré ne vouloir coopérer à la médiation anglaise que dans la mesure et de la manière indiquées par les dispositions plus ou moins favorables des autres cours. C'était là matière à se moquer et à triompher de Canning, pris dans ses propres filets. Metternich était de nouveau plus fortement irrité contre lui, parce qu'il voyait, par sa conduite récente dans les affaires d'Espagne et du Portugal, qu'il était entièrement rejeté dans les voies de la révolution. Cependant le prince se consola, même sous ce rapport, par la conviction, que précisément cette manière d'agir du ministre anglais devait d'autant plus sûrement détourner le gouvernement français de l'Angleterre, le rendre hostile aux pro-

Les démarches auprès des cours alliées.

[1] Dépêche du comte Bernstorff, du 9 novembre 1826. MS.

jets et aux principes de cette puissance et l'attacher d'autant plus fortement à la politique de l'Autriche. Il trouva que la bonne entente entre la France et l'Autriche faisait des progrès visibles, malgré le séjour même de Canning à Paris où, selon le prince, il n'avait pu « qu'effleurer » ce qui s'y faisait et se disait ; son écho, le prince Hatzfeld,
* 18 novembre. rapporta * avec la plus grande assurance que l'union la plus parfaite régnait entre les cabinets de Paris et de
* 5 décembre. Vienne. A ce moment arriva* la dépêche de Londres qui désabusa Metternich au sujet des espérances qu'il avait fondées sur la Russie. Immédiatement après, il reçut de Paris une nouvelle qui lui prouva, à son grand effroi, jusqu'à quel point Canning avait *approfondi* l'état des choses dans cette capitale : on lui annonça que, peu de jours après avoir reçu les communications de Londres, le baron
* 18 décembre. Damas avait déclaré* que le roi y adhérait, et qu'en même temps, le ministre avait proposé officiellement de transformer le protocole en traité[1]. Après ce nouveau mécompte, qui lui était si amer, l'alliance ne semblait plus exister que nominalement aux yeux du grand-chancelier; et même le moment lui paraissait être venu où il faudrait, sans appel, décider la question de savoir lequel des deux devait remporter la victoire, du principe monarchique ou du principe révolutionnaire. Ce qu'il y avait au moins de certain, c'était que, dans ce duel politique entre Canning et Metternich, le prince avait reçu une nouvelle blessure à ajouter aux anciennes cicatrices. Dans ces mêmes jours et dans ces mêmes semaines, il allait être frappé d'une manière encore beaucoup plus sensible dans sa personne et dans sa politique. En effet, à cette époque on voyait circuler, dans les cercles diplomatiques, un écrit sur le-

[1] Cf. *Portfolio*, t. V, p. 161.

quel nous aurons à revenir ailleurs; c'était une lettre * adressée par le comte Münster, qu'on avait toujours cru un vieil ami du grand-chancelier, au comte Meerveldt à Vienne[1], et dans laquelle on mettait, sur un ton réellement outrageant, tout le système odieux de Metternich, pour ainsi dire, au pilori diplomatique; on y flagellait entre autres aussi l'absurde manie des principes qui ne voyait dans les esclaves grecs réduits au désespoir que des libéraux et des révoltés soulevés contre leur gouvernement légitime. Puis, quelques jours seulement après que le grand-chancelier eut reçu les documents de Londres, Canning prononça son fameux discours du 12 décembre sur les affaires du Portugal[2], discours qui, aux yeux de Metternich, touchait au délire et d'après lequel le prince se figurait le ministre anglais assis sur un baril de poudre, une torche à la main et convoquant les révolutionnaires de tous les pays pour embraser l'univers!

* Du 14 nov.

Ces deux faits, si différents entre eux, indiquaient à la sagacité de Metternich que Canning devait, à ce moment, avoir la confiance entière du roi et qu'on ne pourrait plus rien faire à Londres pour miner son influence. Mais, avec un zèle d'autant plus grand, il chercha à profiter de la politique incendiaire du ministre anglais, pour la contrecarrer auprès des autres cours. Il essaya d'abord, avec une grande promptitude, de prendre le cabinet de Berlin par le sentiment de la fidélité qu'il devait à l'Alliance, afin d'empêcher cette fois-ci, si c'était possible, la cour de Prusse de se montrer, comme toujours, empressée de se rendre aux désirs de la Russie. Déjà auparavant, le comte Bernstorff avait exprimé à l'ambassadeur anglais à Berlin

[1] Cf. Hormayr, *Lebensbilder* (*Tableaux du temps*), t. II, p. 338.

[2] Cf. Gervinus, *Geschichte des 19ten Jahrhunderts* (*Histoire du XIXe siècle*), t. IV, p. 722.

(Temple) la satisfaction avec laquelle il avait vu que par le protocole, en tant qu'on y réclamait le concours des puissances, on était revenu aux voies de l'Alliance ; mais
* 19 septembre. Canning l'avait alors fait renseigner* sur la grande différence[1] entre les principes de l'Angleterre, qui acceptait une médiation *réclamée*, et ceux de l'Alliance, qui avait l'habitude d'imposer sa médiation *sans qu'elle fût demandée*. Le comte Bernstorff était probablement encore sous le coup de l'irritation produite par cette leçon, lorsque, en
* 21 décembre. accédant aux désirs de Metternich, il exposait* au roi son maître, dans le projet de réponse[2] à faire aux communications du cabinet de Londres, « que l'Angleterre et la Russie elles-mêmes ne semblaient plus penser sérieusement à l'exécution du protocole, et que, par conséquent, l'accession sans réserve aux projets des deux puissances n'était nullement indiquée, d'autant moins qu'elle embarrasserait et isolerait l'Autriche et qu'elle ne serait pas à conseiller, rien que par considération pour la forme de la démarche et pour la dignité du gouvernement. En signant le protocole sans inviter les autres cabinets à se joindre à elles, les deux puissances, ajoutait le ministre prussien, avaient violé l'Alliance dans ses formes extérieures ; il semblerait donc indispensable que les autres puissances n'y adhérassent qu'après en avoir préalablement délibéré, afin que de cette manière toute l'affaire fût ramenée au véritable esprit de l'Alliance. » Ce langage était parfaitement en accord avec la politique très-simple du roi, qui avait toujours fait dépendre son concours de l'unanimité de tous les alliés.

* 22 décembre. A la même époque, Metternich fit* sa réponse[3] aux am-

[1] Cf. *Canning and his times*, p. 481.
[2] Au roi, en date du 21 décembre 1826. MS.
[3] Note adressée au bailli de Tatistschew, et une autre absolu-

bassadeurs d'Angleterre et de Russie, en disant à chacun son fait. Il s'y déclara, avec une grande véhémence, contre tout emploi de mesures coercitives dont l'empereur, son maître, n'avait pas le droit de menacer seulement la Turquie. Il prêterait volontiers son concours à des mesures qui, dans des formes jugées convenables, auraient pour but de pacifier l'Orient, pourvu toutefois qu'on pût résoudre les objections relatives à la question de droit. Si un accord désirable ne pouvait pas avoir lieu à ce sujet, l'empereur coopérerait néanmoins avec les autres puissances, mais *sur une ligne indépendante.* » Il écrivit* dans le même sens à ses ambassadeurs à Londres et à Saint-Pétersbourg[1] : « L'empereur, disait-il, ne pourrait pas vouloir imposer à une puissance souveraine des conditions qu'en théorie et en pratique il ne se laisserait jamais appliquer, comme l'Angleterre ne se les laisserait pas imposer non plus ; » cependant, comme il n'y avait pas d'esprit plus exempt de préventions que celui de l'empereur, ajoutait le prince, on serait disposé à coopérer avec les puissances, mais dans des formes particulières à l'Autriche, tandis que d'autres cabinets pourraient suivre leurs propres voies. À la Russie seule il disait[2], en comptant sur l'effet de l'impression encore toute récente laissée par le discours de Canning, « que, pour y attirer l'Angleterre, l'empereur d'Autriche ne sacrifierait au rétablissement de l'Alliance générale aucun des principes immuables consacrés par elle, en faveur de certaines doctrines qu'on avait le regret de voir appliquées par le gouvernement anglais, comme, par exemple,

* 24 décembre

ment conforme adressée à Wellesley, en date du 22 décembre 1826. MS.

[1] Dépêche adressée à M. de Bombelles à Saint-Pétersbourg, en date du 24 décembre 1826. MS.

[2] Dépêche réservée, adressée à M. de Bombelles, en date du 24 décembre. MS.

dans la question de la médiation fondée sur l'appel qui lui avait été adressé par les rebelles. » En même temps, il indiqua à la Russie les autres voies, « les formes particulières, » que l'Autriche pourrait se trouver amenée à proposer, et les recommanda à la sage considération du czar. Mais c'étaient absolument les mêmes propositions avec lesquelles le grand-chancelier avait déjà auparavant ennuyé les hommes d'État de Saint-Pétersbourg et trompé ceux de Constantinople : il voulait qu'on déterminât le sultan à proposer, de son propre mouvement, un projet de pacifica-
* 30 décembre. tion. Metternich envoya* ses dépêches du 24 décembre à l'internonce, pour lui servir d'instructions[1], en lui enjoignant encore de ne pas blâmer le protocole, ni de le justifier, ni même de le discuter, mais de le traiter simplement comme un fait existant, et d'insister vivement auprès du reïs-effendi, aux premières démarches des ambassadeurs anglais et russe, sur la nécessité d'une prompte pacification entreprise en commun avec les puissances.

Outre ces moyens ostensibles, Metternich, avec plus d'effronterie que jamais, mit en œuvre son art de calomnier secrètement les puissances, de faire planer les soupçons sur elles et de faire naître des inquiétudes au sein des cabinets, talent dont il se promettait les résultats les plus grands. De même que, dans d'autres temps, il avait excité la méfiance de l'Angleterre contre la Russie, il fit, au moment actuel, tous ses efforts pour aigrir la Russie contre l'Angleterre, soit par des moyens directs, soit par les suggestions de la Prusse. Il espérait que le discours de Canning du 12 décembre aurait fait sur l'esprit du czar la même impression que sur l'empereur d'Autriche, qui croyait

[1] Dépêche adressée au baron von Ottenfels, du 30 décembre 1826. Cf. *Portfolio*, t. V, p. 323.

que les paroles du ministre anglais devaient nécessairement réveiller l'attention de tous les princes et exciter l'orgueil blessé de toutes les nations. Dans un entretien, rapporté par Tatistschew*, l'empereur François, en faisant allusion * 8 janv. 1827.
à Canning sans cependant le nommer, avait parlé à l'ambassadeur de Russie de l'esprit anarchique qui commençait à se fortifier, et il avait demandé à son interlocuteur jusqu'à quel point il pourrait compter sur l'appui du czar pour combattre de nouvelles menées révolutionnaires. A cette même époque, l'empereur François disait, dans un entretien avec Hatzfeld, que l'Angleterre voulait usurper le protectorat sur la Grèce et s'emparer de tout le commerce du Levant, le seul qui manquât encore à sa domination commerciale. L'empereur d'Autriche espérait peut-être que ses paroles trouveraient d'elles-mêmes leur chemin jusqu'à Saint-Pétersbourg ; mais, un peu plus tard, il fit, par les voies de Berlin, attirer, d'une manière tout à fait expresse, l'attention des hommes d'État russes sur une erreur funeste qui dérangeait tous les calculs politiques[1] : c'était, d'après lui, l'opinion fausse des ministres russes qui croyaient « tenir l'Angleterre, » préjugé à la faveur duquel Canning « profitait de toute la liberté que, sans aucun doute, il croyait pouvoir s'arroger après la conclusion de la convention, afin de miner de plus en plus tout l'ordre social ! »

Metternich montra une effronterie bien plus grande encore dans tout ce qu'il faisait pour exciter la jalousie de la France à l'égard des autres puissances et pour aigrir celles-ci contre le cabinet de Paris. Tantôt il excitait le gouvernement français contre l'Angleterre qui, disait-il, n'avait pas d'autre but que de brouiller la France avec l'Égypte ; tantôt il faisait naître dans l'esprit des diplomates

[1] Dépêche adressée au comte Zichy à Berlin, du 19 mai 1827. MS.

russes des soupçons sur les intentions du gouvernement français. « Le cabinet de Saint-Pétersbourg, disait-il, ne pouvait pas ne pas avoir remarqué dans la réponse faite par le gouvernement français, après la communication des documents de Londres, l'intention non avouée « d'enchaîner » la Russie en même temps que l'Angleterre. Au même moment, le grand-chancelier fit agir sur Villèle pour le maintenir précisément dans cette même voie, et il lui inspira la pensée de demander, outre les garanties nécessaires pour le nouvel État grec, avant tout un traité garantissant *à la Turquie* le maintien de ses possessions actuelles! Mais tout cet ingénieux tissu de faussetés fut déchiré par l'empereur russe, qui avait profité des enseignements de l'expérience et qui, après avoir pénétré depuis longtemps le but et les desseins de la politique autrichienne, était enfin décidé à les percer à jour. Le czar Nicolas fit donner les meilleures assurances à l'empereur François au sujet de l'appui qu'il lui prêterait contre les menées révolutionnaires[1]; il fit même une rude mercuriale à Canning au sujet du langage révolutionnaire qu'il avait employé dans son discours sur les affaires du Portugal[2]; mais le jour même * où
* 21 janvier.
cette dépêche partit pour Londres, Nesselrode adressa une seconde lettre secrète au prince Lieven[3] et, quelques jours après, une réponse directe à Vienne par laquelle il coupa court à la fois aux contre-propositions ouvertes de Metternich et à ses intrigues secrètes à Paris. Lorsque, dans les délibérations avec les ambassadeurs de Russie et d'Angle-

[1] Dépèche adressée à Tatistschew, janvier 1827. Cf. *Portfolio* t. III, p. 282.

[2] Dépèche de Nesselrode, du 21 janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. IV p. 267.

[3] Cf. *Portfolio*, t. V, p. 439. Elle est plus complète dans le nouveau *Portfolio*. Londres, 1843, t. II, p. 325.

terre, Villèle mit, pour la première fois, sur le tapis la proposition de garantir l'intégrité de la Turquie, « comme indispensable pour tranquilliser une certaine cour, » Pozzo, qui ne savait pas si l'Angleterre n'y était pas pour quelque chose, ne voulait pas se prononcer tout de suite ; mais lord Granville lui délia aussitôt la langue, car il savait fort bien que Canning était aussi peu disposé que la Russie à garantir une chose aussi impossible que la durée de l'empire turc[1].

Pozzo écarta ensuite la proposition de Villèle d'une manière très-nette, et la dépêche secrète adressée à Lieven, dont nous avons parlé plus haut, prépara cet ambassadeur à repousser cette idée avec la même netteté également à Londres, si elle venait jamais à y surgir. Il y était dit « que c'était un principe immuable de la politique russe de ne pas laisser s'établir entre la Russie et la Porte une espèce d'intervention des cours étrangères, telle qu'elle serait justifiée par une semblable garantie ; la Russie avait besoin de la même influence prépondérante à Constantinople que celle que l'Angleterre maintenait au Portugal. Quelque peu que la Russie eût intérêt, ajoutait-on, à hâter la chute de l'empire ottoman, il y avait pourtant une grande différence entre l'absence de cet intérêt et un engagement formel de maintenir cet empire qui tombait si visiblement en décadence. » Au contraire, la proposition du cabinet français, de transformer le protocole en traité, fut acceptée par la Russie avec une promptitude à laquelle on ne s'était attendu ni à Vienne, ni à Berlin ; le cabinet de Saint-Pétersbourg envoya un « canevas » à Lieven, en le chargeant de s'entendre à ce sujet avec Canning. La dépêche disait que les contre-propositions de l'Autriche étaient déjà « jugées d'avance » par une longue expérience. Cette même

[1] Cf. *Canning and his times*, p. 186.

déclaration, conçue dans un langage qui ménageait assez
* 26 janvier. peu les termes, fut adressée* directement aussi à Vienne[1].

On disait « que la Russie ne s'opposerait certainement pas à une pacification entreprise spontanément par le sultan, pourvu toutefois que les concessions de la Porte fussent placées sous une garantie sans laquelle elles devraient paraître illusoires aux yeux des Grecs. Cependant il s'agissait moins de la forme de ces concessions que des concessions elles-mêmes. Les Grecs avaient accepté à peu près les articles du protocole ; mais il n'y aurait que les moyens les plus énergiques, les menaces, les mesures coercitives, et ces dernières *même plus étendues que celles sur lesquelles on était jusqu'alors tombé d'accord*, qui pussent amener aussi la Porte à accepter ces articles, puisque le sultan avait toujours résisté à toutes les démonstrations purement diplomatiques. Ces considérations, ajoutait-on, méritaient une attention d'autant plus grande que la France proposait, à ce moment, de donner au protocole un caractère plus solennel. L'empereur approuvait cette proposition, mais il ne le faisait qu'à la seule condition qu'on serait décidé à ne pas s'arrêter à des demi-mesures. » Dans la dépêche mentionnée plus haut, qu'on avait envoyée à Londres, à Lieven, le cabinet russe avait donné déjà une forme plus concise à cette condition : on insistait sur ce que les trois puissances, après avoir transformé le protocole en traité, fixassent, dans leurs propositions, un terme précis à l'expiration duquel la Porte ferait connaître ses résolutions, et que les flottes alliées, observant une attitude « d'hostilité négative, » empêchassent Ibrahim-Pacha de recevoir de nouveaux renforts dans la Morée. — On voyait, par toutes ces démarches, quel zèle la Russie déployait pour continuer à battre le fer

[1] Dépêche adressée à M. de Tatistschew. Saint-Pétersbourg, 26 janvier 1827. MS.

pendant qu'il était chaud. Néanmoins, Metternich ne renonça pas à tout espoir de déterminer la Russie à faire une convention sur d'autres bases. On avait envoyé à Vienne le « canevas » du traité proposé, en y joignant l'invitation d'y accéder et de lui donner la préférence sur le projet de traité présenté par la France. Ce fait ne semblait pas annoncer la meilleure intelligence entre la Russie et l'un de ses alliés; mais les renseignements qu'on reçut de Constantinople semblaient encore bien moins indiquer une entente cordiale avec l'autre de ses alliés.

A Constantinople, Stratford Canning avait eu soin de convaincre la Porte qu'elle ne devait pas conclure du silence observé par la Russie, à Akerman, sur les affaires grecques, qu'à Saint-Pétersbourg on voulait renier cette cause. Au milieu même des négociations d'Akerman, l'ambassadeur anglais s'était un jour présenté * chez le reïs-effendi, afin de le préparer, par une lettre confidentielle, à des démarches que feraient bientôt les deux puissances pour exécuter leur protocole. Stratford n'avait nullement l'intention d'obtenir un résultat quelconque, en agissant ainsi; Minciaky appela cette démarche précipitée parce que, au moment actuel, la Russie ne saurait en aucune façon l'appuyer. Une telle manière d'agir désorientait entièrement la diplomatie des puissances allemandes qui étaient ainsi amenées à croire que la Russie n'appuierait en réalité la médiation anglaise qu'en tant que les autres cours seraient prêtes à s'y associer. Elles étaient surtout confirmées dans cette opinion, lorsqu'elles virent Stratford Canning faire d'autres démarches plus graves et plus formelles, sans attendre l'arrivée prochaine de Ribeaupierre. Dès que les deux cours se furent entendues sur les détails de leur convention et que l'ambassadeur anglais eut reçu ses premières instructions (du 6 septembre), il avait résolu d'agir immé-

Démarches faites à Constantinople.

* 10 sept. 1826.

diatement par considération pour la triste condition de la Grèce; dans ce but, il avait envoyé des lettres à Odessa, au-devant de M. de Ribeaupierre, pour lui représenter que le moment actuel, où l'hiver imposait une suspension d'armes aux parties belligérantes, était très-favorable aux négociations, et pour le prier, en même temps, d'appuyer les démarches de l'Angleterre par un acte officiel, ou bien d'autoriser M. de Minciaky à en faire. Ribeaupierre n'avait encore reçu ni autorisation, ni instructions; mais le cabi-
* 24 décembre. net russe se hâta d'enjoindre* à Minciaky de se conformer à tous les désirs de l'ambassadeur anglais et lui laissa la plus grande latitude pour agir comme il l'entendrait[1]. Au sujet de ces relations confidentielles, on dupa l'internonce dans les formes les plus grossières. Depuis qu'il avait reçu ses dernières instructions, Minciaky était presque tous les jours en conférence avec Stratford Canning. Lorsque les diplomates s'en enquirent, il leur avoua confidentiellement toute la vérité, en leur disant qu'il avait été mis à la disposition entière de l'ambassadeur anglais, et que, dans les affaires grecques, la Russie irait beaucoup plus loin que les alliés ne pensaient; à l'internonce seul, il disait qu'il était entièrement sans instructions pour cette affaire, réservée à M. de Ribeaupierre.

La première démarche confidentielle, par laquelle l'am-
* 23 janvier 1827. bassadeur anglais voulait reconnaître le terrain, fut faite* en secret et à l'insu des autres ambassadeurs: il remit au reïs-effendi une note verbale, écrite en turc, dans laquelle il réitéra l'offre formelle d'une médiation anglaise sur la base des propositions faites par les Grecs. Cette note devait être suivie d'un mémorandum officiel, préparé longtemps d'avance; Minciaky devait offrir son concours quand

[1] Cf. *Portfolio*, t. V, p. 236.

on le remettrait, et on invita aussi les représentants de la France, de l'Autriche et de la Prusse à l'appuyer officiellement. Sur leur refus d'entrer dans ces propositions avant l'arrivée de Ribeaupierre, Stratford allait avoir une délibération orale avec les ambassadeurs, lorsqu'il fit déclarer au ministre turc qu'il ne lui ferait pas la visite qu'il avait déjà fait annoncer; en effet, sur ces entrefaites, il avait reçu* du reïs-effendi un refus qui semblait plutôt lui causer de la satisfaction que de la mauvaise humeur. Peu de jours après*, on communiqua aux trois ambassades le texte d'une nouvelle note anglaise[1] et celui d'instructions russes[2] qui devaient être remises ensemble; on s'en rapporta entièrement aux ambassadeurs pour décider s'ils voulaient les appuyer, ou non. La note anglaise, abondant en remarques bien calculées et empreinte d'un ton de conciliation pleine de dignité, exposait, pour la première fois, en détail les conditions auxquelles les Grecs avaient offert de se soumettre, et recommandait encore une fois l'œuvre de la pacification sous la médiation anglaise. Immédiatement après que cet acte eut été remis, Ribeaupierre arriva*. Ce jour-là même, Stratford se rendit auprès de lui, afin de s'excuser et pour justifier ses démarches isolées par ses instructions qui, dans le cas où les alliés ne voulaient pas s'y associer, l'autorisaient à faire des propositions à la Porte au nom de son gouvernement seul; cependant, disait-il, il avait différé la remise du protocole jusqu'à l'arrivée de l'ambassadeur russe, pour qu'elle fût le signal de cette démarche à faire en commun. Ribeaupierre arriva muni de ces instructions[3] dans lesquelles on avait consigné la profession fran-

* 31 janvier.

* 5 février.

* 11 février.

[1] Note officielle présentée à la Haute-Porte par l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, en date du 5 février 1827. MS.

[2] Instructions adressées par le chargé d'affaires de Russie au Sieur Franchini, même date. MS.

[3] Dépêche ostensible et dépêche réservée adressées à M. de Ri-

che et nette de la politique russe et de ses intérêts, profession à laquelle nous nous sommes référé déjà plusieurs fois. Le cabinet russe lui avait indiqué, « comme le but immédiat de la politique de sa cour, » de maintenir à Constantinople l'influence prépondérante de la Russie, de sauver d'une destruction imminente la nation grecque dont la ruine léserait la Russie dans ses idées religieuses et dans sa prospérité commerciale, et enfin de travailler avec plus d'énergie à obtenir le concours de l'Angleterre pour arriver à ce résultat. De cette mission découlait pour l'envoyé russe la tâche immédiate : de stimuler l'ambassadeur anglais à déployer une activité aussi grande que possible et de pousser, de fait, l'Angleterre à se mettre au premier rang d'où elle ne pût plus se retirer. Dans le cas où il trouverait que les instructions de Stratford auraient enjoint à celui-ci de rester inactif, l'ambassadeur russe, dès le commencement même de son apparition sur la scène de l'action politique, ne devait plus, vis-à-vis de la Porte, faire un secret du protocole ni des obligations mutuelles qu'il imposait aux deux puissances. Toutes ces choses dont Ribeaupierre était préparé à chercher la solution dans tous leurs détails, Stratford les lui apporta dans une seule parole, au moment de leur première rencontre, et l'ambassadeur russe comprit bien que Stratford n'avait pas besoin, en effet, de stimulants artificiels ; ses manières, son caractère et ses instructions d'une grande latitude suffisaient pour le faire agir.

Rien ne s'opposait donc à leur action commune. Dans
20 février. son premier entretien avec le reïs-effendi*, Ribeaupierre attaqua la question grecque sans tout autre préambule, mais de la façon la plus cordiale et la plus persuasive : cependant le ministre turc refusa simplement de l'entendre.

beaupierre, en date du 11/23 janvier 1827. MS. — La dernière se trouve aussi : *Portfolio*, t. V.

Déjà à ce moment, le reïs-effendi se fit l'écho d'une assertion qui avait été souvent répétée, en disant qu'à Akerman la Russie avait formellement renoncé à la pacification; Ribeaupierre déclara que c'était tout simplement une erreur, puisqu'on avait toujours considéré la répression des troubles en Grèce comme le complément *nécessaire* du traité d'Akerman. Comme l'ambassadeur russe accentua cette nécessité, le reïs-effendi lui opposa la complète impossibilité du fait. Alors les deux ambassadeurs remirent* le pro- * 9 mars.
tocole tout entier à la Porte, mais encore toujours d'une manière confidentielle; cette fois-ci tous les autres ambassadeurs les appuyèrent. La Porte tarda à faire une réponse par écrit; mais elle répondit d'une manière très-éloquente par des faits, lorsque le reïs-effendi Saïda, homme conciliant et pacifique, reçut son congé, comme on le disait, à cause de sa santé délabrée. Son successeur, Mehmed-Pertef-Effendi, qui jusqu'alors avait été son *beïlikdji* (sous-secrétaire d'État), créature de Sadik-Effendi et partisan rigoureux du vieux parti turc, avait été à peine investi de ses fonctions*, que Stratford lui demanda la ré- * 22 mars.
ponse qu'on lui devait encore. Lorsque cette démarche n'eut encore aucun résultat, les deux ambassadeurs annoncèrent* à la Porte que dès ce moment elle avait à con- * 30 mars.
sidérer comme officielle la communication du protocole qui jusqu'alors n'avait eu qu'un caractère confidentiel. On n'informa les ambassadeurs des deux puissances allemandes de cette démarche qu'après qu'elle avait été faite, de même que de la démarche suivante à laquelle l'ambassadeur français s'associa déjà; l'anniversaire de la signature du protocole*, on adressa à la Porte la demande d'une * 4 avril.
suspension d'armes.

Alors le nouveau reïs-effendi fit une réponse pour le moment verbale, en disant, « que le protocole, par lequel

les deux puissances avaient arbitrairement disposé des droits d'un autre souverain, n'était aux yeux de la Porte qu'une feuille blanche dont elle ne se mettait pas en peine; la communication confidentielle de ce papier avait été une insulte et la communication officielle un outrage. » Aussitôt on annonça à la Porte la transformation du protocole bilatéral en une convention trilatérale; on la menaça de prendre des mesures ultérieures et on demanda, en même
* 18 avril. temps*, une réponse écrite aux dernières ouvertures. Avec une opiniâtreté insolente, le reïs-effendi, la retarda, jus-
* 17 mai. qu'à ce que l'internonce*, à l'occasion de la présentation de son nouveau drogman, M. von Hussar, rappelât vivement au ministre turc la nécessité de répondre aux puissances, et que Stratford Canning mît la Porte encore une fois en demeure de lui faire une réponse. Alors on la re-
* 9 juin. mit enfin* à toutes les cinq puissances sous la forme d'une déclaration (*beyan-name*)[1]. On y indiquait les raisons et les principes d'après lesquels la Porte se voyait obligée de décliner de la manière la plus formelle toute espèce d'immixtion, c'étaient : les droits de souverain du sultan, l'indépendance de tout gouvernement dans l'intérieur de ses États et le caractère divin des lois de l'empire turc. Puis on se plaignait dans ce document des secours donnés par les philhellènes : « *au commencement* de la révolte, quelques-uns des ambassadeurs avaient même offert à la Porte une assistance active contre les insurgés; *plus tard*, en revenant de Vérone, lord Strangford, parlant au nom des puissances, avait reconnu à la Turquie le droit d'en finir, avec les affaires grecques, comme bon lui semblerait, et, *enfin* à Akerman, la Russie avait déclaré officiellement qu'une immixtion n'aurait pas lieu. » Ce dernier

[1] Déclaration remise par le Reïs Efendi aux Dragomans de France, etc., 9 juin 1827. MS.

point donna lieu* à une dénégation réitérée de Ribeaupierre[1] qui, à son tour, provoqua une réplique de la Porte* dans laquelle les ministres turcs maintenaient leur affirmation en disant « que les témoins étaient là et que les protocoles prouvaient la vérité de leur déclaration! » Lorsque l'ambassadeur russe protesta* encore une fois contre cette erreur, dans laquelle la Porte avait été probablement induite par les suggestions perfides de l'Autriche, il ne reçut pas de réponse.

* 12 juin.
* 19 juin.
* 22 juin.

Metternich essaye de nouveau de brouiller les puissances.

Au premier commencement de cette action diplomatique à Constantinople, l'espérance renaissait dans le cœur de Metternich lorsqu'il voyait Stratford Canning hâter ses démarches avant l'arrivée de Ribeaupierre, manière d'agir qui lui semblait absurde et inspirée par la méfiance. Mais la belle concorde dans laquelle les deux ambassadeurs marchaient ensuite ensemble, dissipa encore cette illusion du prince d'une manière si désagréable que tout le talent, déployé par lui dans d'autres moments pour garder bonne contenance, ne suffisait plus pour maîtriser l'inquiétude secrète qui s'était emparée de lui. Quelqu'un de son entourage disait dans une lettre, que, *pour la première fois*, le prince semblait alors avoir cessé de vivre d'espérances. Mais le sort cruel se plaisait à lui préparer toujours de nouveau le tourment de Tantale, par une alternative continuelle entre les images trompeuses de l'espérance qui flattaient son amour-propre et les plus amères déceptions. Le spectacle de l'entente cordiale entre les deux puissances signataires du protocole, spectacle que Metternich avait contemplé en faisant bien mauvaise mine, fut troublé, au milieu même des négociations que nous venons d'exposer, par un intermède* qui rendit au prince toutes

* En mars.

[1] Instructions adressées par l'Envoyé de Russie au premier Drogman, le 12 juin 1827. MS.

les mêmes espérances auxquelles il venait seulement de renoncer ; mais ce bonheur ne dura qu'un seul instant, il est vrai. Cet intermède fut un premier effet de la méfiance réciproque qui régnait entre les deux puissances alliées ; il fut produit par les instructions pleines de méfiance données à Ribeaupierre et mis en scène par le caractère passionné de Stratford Canning. Malgré sa qualité d'étranger, ce diplomate devint, plus tard, pendant la longue durée de sa position officielle auprès de la Porte, très-populaire parmi les basses classes du peuple turc. Sa réputation d'être un protecteur ouvert et droit pour tous ceux qui souffraient de l'injustice, de l'arbitraire et de l'oppression s'était répandue jusque dans l'intérieur de l'Asie. Il était le grand protecteur de l'œuvre de la réforme turque et devenait, presque comme lord Strangford avant lui, peu à peu turcomane et grand ennemi de la Russie qu'il haïssait profondément. Stratford était alors dans un âge où il avait encore à reconnaître le terrain sur lequel il avait à agir, où il lui fallait encore développer le caractère et l'intelligence qui pouvaient lui servir pour son action. Beaucoup de Francs et de Turcs le haïssaient ; il passait pour être méfiant parce qu'il savait être froid et plein de réserve ; on le considérait comme un esprit étroit et mesquin, parce qu'il était ordinairement très-irritable. Mais il sortait de la meilleure des écoles ; sans avoir besoin d'instructions, il devinait avec une grande justesse les intentions de son cousin. Il avait, entre autres, très-bien compris le double sens du protocole avec lequel, en agissant en faveur des Grecs, Canning voulait, en même temps, refréner l'ambition de la Russie. Ribeaupierre, de l'autre côté, arriva à Constantinople avec des instructions et des préventions qui lui faisaient croire que toute sa mission était de stimuler et de pousser en avant l'Angleterre et son ambassadeur

qui serraient la bride. Il lui était enjoint de communiquer à Stratford les dernières instructions d'un ton plus sévère qu'on avait envoyées à Lieven et dans lesquelles on pouvait reconnaître les résolutions de la Russie; en cas de besoin, Ribeaupierre devait même avancer tout seul. Sans parler, sans se passionner et plein de calme, il devait à chaque occasion laisser deviner ces résolutions par l'attitude qu'il prendrait en entamant la question grecque. Il serait d'un bon effet, lui disait encore le cabinet russe, si Stratford, dont les premières impressions étaient toujours très-vives, voulait communiquer à son gouvernement le résultat de ces démarches.

Cette manière de procéder était très-bien calculée ; mais elle devenait encore beaucoup plus efficace, lorsque Stratford, par une voie non-officielle, eut connaissance du contenu de la dépêche, adressée par Nesselrode à Tatistschew en date du 26 janvier*, et qui devait le confirmer dans l'opinion que la Russie voulait dépasser les mesures concertées entre les deux puissances et contraindre la Turquie par la guerre. Et comme il se voyait, en outre, repoussé au second plan par les dehors séduisants de Ribeaupierre et par les succès que ce dernier obtenait par sa manière d'agir dans toutes les affaires courantes, Stratford conçut tout à coup la crainte que l'Angleterre ne se laissât dépasser par la Russie. Un jour, sa mauvaise humeur déborda à un tel point qu'il se laissa aller, devant le témoin le plus mal choisi, devant l'internonce, à des épanchements pleins de violence sur l'attitude de la Russie et sur ce qu'on méconnaissait les desseins de l'Angleterre qui, en signant le protocole, n'avait pourtant pas eu d'autres intentions que de retenir la Russie et de sauver la Porte à la conservation de laquelle elle était si vivement intéressée. Fort égayé en observant cette mésintelligence qui, produite par

* Cf. T. II, p. 372.

des malentendus, cessa bientôt; heureux comme un roi, en lisant les rapports du chargé d'affaires de Prusse à Constantinople qui dépeignait l'ambassadeur anglais comme atteint de folie, Metternich saisit le moment propice pour se jeter, encore une fois, entre les puissances brouillées, afin de voir s'il ne réussirait pas à prévenir la conclusion de la triple alliance par la force de ses contre-propositions. Il déclara à l'ambassadeur russe à Vienne[1] qu'il adhérait à la proposition que, sans d'autres façons, il attribua à la Russie et qui était d'ouvrir à Londres une conférence centrale où tous les alliés pourraient s'entendre. En même temps, il réchauffa l'idée de déterminer le sultan à se charger, de son propre mouvement, de la pacification. De même, il répéta*, à Londres[2] la proposition, inspirée par le cabinet de Paris, d'offrir une garantie des puissances en faveur des deux parties belligérantes. Il réitéra* encore d'une manière directe[3] à Saint-Pétersbourg la tentative de prévenir la Russie contre les motifs, si odieux au prince, de la médiation anglaise. Quand, dans sa dépêche, adressée à Londres, il prenait en considération l'emploi de mesures coercitives et qu'il donnait la préférence à la menace d'une rupture formelle avec la Porte, Metternich semblait vouloir adhérer aux mesures énergiques, proposées par les trois puissances alliées. Mais dans un post-scriptum, il se montrait de nouveau effrayé de cette concession; car, disait-il, il avait la confiance que, si la menace restait inefficace, les puissances se réuniraient pour une délibération ultérieure, avant de procéder à l'exécution!

* 25 mars.

* 27 mars.

[1] Note verbale adressée à M. de Tatistschew, mars 1827. MS.

[2] Instructions pour le prince Esterhazy. Vienne, le 25 mars 1827. MS.

[3] Dépêche adressée au comte de Bombelles à Saint-Pétersbourg. Vienne, le 27 mars 1827. MS.

En faisant communiquer aussi au cabinet de Berlin[1] cette même dépêche ainsi conçue et destinée pour Londres, le prince sentit et dit qu'on pourrait reprocher à la mesure proposée de retomber dans le néant, si elle ne réussissait pas ; mais ce défaut, disait-il plus explicitement en s'adressant à Berlin, était dans la nature des choses, c'est-à-dire dans cette infraction aux lois de la nature dont les puissances s'étaient rendues coupables en intervenant en faveur de rebelles, ce qu'elles n'auraient jamais dû faire, en laissant à la révolution le temps nécessaire de se développer et en se décidant à une démarche insoutenable devant le tribunal de la raison. Si, au milieu même de ces négociations entre les puissances et pendant qu'elles étaient en pleine marche, Metternich croyait pouvoir arriver à un résultat quelconque, à l'aide de ces moyens usés, on ne se l'explique qu'en songeant à la vanité sans bornes de cet homme qu'une influence traditionnelle avait habitué à jouer toujours le premier rôle et dont l'esprit avait été troublé lorsque, pendant tous ces derniers temps, il s'était vu relégué au dernier rang. A Berlin même on se demandait, avec étonnement, ce que signifiait tout cela ; si l'Autriche voulait sincèrement marcher en avant avec les puissances ; si, en feignant de les dépasser, elle voulait les forcer à reculer ; ou si elle voulait faire éclater au grand jour les discordes secrètes qui régnaient entre elles ? Les autres cabinets ne pouvaient plus guère douter que même ces dernières tentatives n'eussent d'autre but que de poursuivre toujours les premiers desseins de l'Autriche, par lesquels elle voulait traverser la marche des alliés, empêcher la conclusion de la convention, arrêter les démarches imminentes d'un caractère plus énergique et offrir

[1] Dépêche adressée au comte Zichy à Berlin. Vienne, le 29 mars 1827. MS.

son concours pour menacer la Porte de ces mesures coercitives afin d'en déjouer d'autant plus sûrement l'exécution. Or, si toute cette manœuvre n'était dans ses points essentiels que la continuation des intrigues menées par l'Autriche pendant les conférences de Saint-Pétersbourg, elle ne pouvait pas manquer d'être accompagnée à Constantinople du même système d'imposture que dans la capitale russe. Guilleminot soupçonnait de plus en plus l'internonce d'entretenir la résistance de la Porte, tout en feignant d'appuyer les puissances; le baron Miltitz apprit que M. von Ottenfels avait approuvé vis-à-vis de la Porte la déclaration turque en date du 9 juin, tandis qu'il l'avait blâmée vis-à-vis des ambassadeurs. A Vienne même, les plus sagaces d'entre les diplomates étrangers étaient tout à fait convaincus que Metternich ne croyait pas à la pacification entreprise spontanément par le sultan et qu'il la désirait encore bien moins, quoiqu'il assurât toujours que, si l'on lui en donnait l'autorisation, il accomplirait la pacification en moins de temps qu'il n'en faudrait aux puissances pour tomber seulement d'accord[1]. Les nouvelles successives qui lui parvenaient de Constantinople et qui lui apprenaient que toutes les démarches, faites auprès de la Porte, avaient échoué, agitèrent le prince de transports de joie si peu dissimulés que ceux qui ne se laissaient pas duper[2] ne doutèrent pas que Metternich ne voulût absolu-

[1] Dépêche adressée au comte Zichy, en date du 15 avril 1827. MS.

[2] De ce nombre était le jeune baron Maltzahn, qui, après la mort du prince Hatzfeld (en février), avait été mis provisoirement à la tête de l'ambassade de Prusse à Vienne, jusqu'à l'arrivée de son frère, le comte Maltzahn. Dans les documents simples et clairs, sortis de sa plume, et qui montrent un rare talent politique et psychologique, on respire, comme dans les rapports du baron Bülow de Londres, un air pur, tel qu'on le trouve à peine dans les productions des diplomates anglais.

ment pas autre chose que l'insuccès complet de toute négociation quelconque, quand même elle serait conduite sur la base de ses propres principes légitimistes.

Pendant ce temps, la France avait envoyé à tous les cabinets son projet de traité que Canning, en le comparant au « canevas » russe, était occupé à transformer en une troisième combinaison, lorsque Esterhazy reçut ses nouvelles instructions. Mais toute l'atmosphère diplomatique, et surtout les rapports existant entre Canning et Lieven, durent bientôt convaincre l'ambassadeur d'Autriche qu'on tournait dès lors, avec une grande détermination, le dos à son cabinet. Lorsqu'il dit à Lieven que sa cour consentait à faire de Londres le centre de réunions, où tous les alliés pourraient s'entendre, l'ambassadeur russe lui déclara avec toute la précision possible[1] « qu'il ne s'agissait plus de négociations. Les cabinets, disait-il, n'avaient plus l'intention de provoquer encore des délibérations entre cinq puissances, dont trois étaient déjà d'accord; mais ils voulaient simplement savoir jusqu'à quel point irait le concours des deux autres cabinets qui ne s'étaient pas encore joints à eux. L'expérience de six ans avait montré que la Porte ne *voulait* pas pacifier la Grèce, ou que, si elle le voulait, elle ne le *pouvait* pas; il faudrait donc qu'elle *laissât* faire cette pacification par les autres puissances. La Russie était résolue d'agir, en se fondant sur le principe d'une nécessité incontestable, et le sentiment de cette nécessité ne se laissait pas concilier avec les objections élevées contre *les seuls moyens* qui pussent conduire au but. » Le refus que Canning fit essuyer à Esterhazy, fut encore plus péremptoire. A la question de l'am-

[1] Observations faites par le prince de Lieven.—Feuille sans date, dont le sujet est une conversation qui avait eu lieu à cette époque entre Lieven et Esterhazy. MS.

bassadeur d'Autriche, si les trois puissances concluraient leur convention, sans attendre les résolutions des deux autres cours, Canning répondit sans plus de façon d'une manière affirmative : « car, disait-il, le principe de la médiation sur la base de l'appel fait par la Grèce à l'Angleterre, principe que rejetait l'Autriche, était une *conditio sine quâ non* pour le cabinet britannique. » Par ce choc d'un principe contre l'autre, l'Autriche avait été éconduite, d'après les notions diplomatiques, avec aussi peu de ménagements que possible.

Malgré tout cela, on aurait dit, pendant un instant, qu'il allait se former néanmoins à Londres un centre de délibérations entre les cinq puissances au moment où le baron Heinrich von Bülow arriva * en Angleterre pour remplacer, comme ambassadeur de Prusse, le comte Maltzahn. Comme peu de ses compatriotes, Bülow était très-désireux de voir la Prusse renoncer au rôle muet qu'elle avait joué jusqu'alors dans ces affaires. Il aurait voulu venir muni de pleins pouvoirs qui lui eussent permis d'accéder à la triple alliance et il essaya de tous les moyens pour les obtenir encore après son arrivée à Londres ; mais, comme le roi de Prusse, dans son entêtement, n'avait voulu l'autoriser à signer un traité que conjointement avec toutes les autres quatre puissances, il mit tout en œuvre pour déterminer Esterhazy, et par lui Metternich, à adhérer à la convention ; pour décider Lieven et pour le faire décider par le gouvernement prussien à engager l'Autriche à prendre part aux négociations ; pour agir sur Polignac afin qu'à Paris on ne précipitât pas les choses, et, enfin, pour persuader le ministère anglais de présenter le projet du traité à une conférence, avant de l'envoyer à Paris pour le faire signer. Polignac lui promit d'exercer toute son influence pour qu'on ne signât pas à Paris, avant que les cabinets de

* Mi-avril

Vienne et de Berlin eussent eu le temps de prendre une résolution. Mais malgré les instructions que Bülow avait obtenues pour Lieven, celui-ci reçut, immédiatement après*, un nouvel ordre d'accélérer la marche des affaires. * Commencement de mai.
Quant à l'Angleterre, qui préférait de beaucoup l'exclusion de l'Autriche à son accession et la triple à la quintuple alliance, lord Dudley déclara sans façon à l'ambassadeur de Prusse, « qu'on ne pourrait pas proposer des modifications dans le projet du traité pour l'amour de l'Autriche dont les intentions étaient plus qu'équivoques. » C'était à l'époque où l'influence et le pouvoir de Canning étaient à leur apogée. Liverpool, malade, avait dû sortir du ministère, de sorte que Canning se trouva placé à la tête du gouvernement. L'animosité que Metternich ressentait pour lui arriva à son comble lorsqu'il apprit que Canning avait été ainsi élevé et que Peel et Wellington avaient quitté le ministère. Esterhazy ayant, sur l'instigation de Bülow, demandé de nouvelles instructions à Vienne, reçut une réponse tellement virulente qu'il n'osa pas même la communiquer à Lieven. Après avoir été informé du contenu du traité, il comprit que sa cour n'y adhérerait pas, bien qu'il fût lui-même d'avis qu'il faudrait qu'elle le fît. Au risque de déplaire à son cabinet, Bülow, suivant sa profonde conviction, exprima dans les rapports qu'il envoyait à Berlin, le désir et l'espérance d'être autorisé à accéder à la convention, après que le cabinet français eut envoyé le traité à Berlin et à Vienne, en invitant les deux cours à le signer aussi. Il y faisait surtout ressortir qu'une convention partielle des trois puissances devait être considérée comme une dissolution fort grave de l'alliance, et qu'une politique d'isolement était beaucoup plus dangereuse pour la Prusse que pour l'Autriche.

Mais il reçut de Berlin, comme de Vienne, des réponses* * Fin de juin

dans lesquelles on déclinait ses propositions. Par suite de nouveaux refus, essuyés tout récemment à Saint-Pétersbourg, Metternich avait fait une réponse au nom de l'Autriche, à proprement parler, déjà un mois auparavant.
* 3 mai. Dans une circulaire, Nesselrode[1] s'était exprimé * avec tant d'énergie sur le prix de l'alliance entre la Russie et l'Angleterre et sur le caractère indispensable, avantageux et salutaire du protocole, que l'Autriche pouvait y voir déjà une réponse distincte aux dernières propositions qu'elle avait envoyées à Saint-Pétersbourg, avant même que la ré-
* Fin de mai. plique directe arrivât * qui rejetait purement et simplement les propositions de l'Autriche, par la raison qu'une déviation de la base du projet dégagerait l'Angleterre de ses obligations. En même temps, on annonça le départ de la flotte russe pour la Méditerranée. Alors Metternich reprit la position qu'il avait indiquée, dans sa déclaration du 22 décembre de l'année précédente, comme celle qu'il prendrait probablement, c'est-à-dire la coopération « sur
* 25 mai. une ligne indépendante. » On annonça * cette intention en même temps qu'on envoya cette dépêche russe à Esterhazy, à Londres. A Berlin, Metternich avait fait tout son possible pour maintenir la cour fidèle à sa politique; en se servant de toute espèce d'invectives et de calomnies, il avait mis le cabinet prussien sur ses gardes contre la sirène française qui désirait ardemment attirer la Prusse de son côté et l'engager à accéder au traité; en même temps, il avait essayé d'imposer à Berlin par toute la majesté de sa politique conservatrice[2]. « Dans ce labyrinthe, disait une de ses lettres, nous reposerons sur nous-mêmes. Plus d'une fois nous n'avons pas craint de nous placer comme un roc

[1] Cf. *Portfolio*, t. VI, p. 7.
[2] Dépêche adressée au comte von Zichy à Berlin, du 19 mai 1827. MS.

au milieu d'une mer agitée ; nous nous y sommes habitués à repousser les vagues et nous les avons vues se briser contre nous, sans que rien eût été changé dans notre être. Nous sommes en train de renouveler l'expérience. » Metternich atteignit son but. Son ami allemand si débonnaire n'eut pas le courage de repousser, pour ainsi dire, aux yeux de tout le monde, l'Autriche de l'Alliance par une quadruple convention, et de la représenter ainsi comme l'alliée secrète de la Porte. Le roi écrivit personnellement à l'empereur Nicolas, afin d'entourer de formes aussi conciliantes que possible son refus d'accéder au traité.

Le traité du 6 juillet.

Dans le premier article du traité, tel qu'il avait été envoyé à Paris pour y recevoir la signature du cabinet français, il était stipulé que les trois puissances offriraient en commun leur médiation à la Porte, pour arriver ainsi à la réconciliation entre elle et la Grèce, et qu'elles exigeraient en même temps une suspension d'armes immédiate ; les autres articles ne contenaient, pour la plupart, que la répétition de ce qui avait été fixé dans le protocole. Cependant, avant d'être revêtu des signatures*, ce document subit encore quelques modifications. Quant aux motifs, toutes les trois puissances avaient fini par se placer sur la même ligne, tandis qu'auparavant les motifs qui faisaient agir l'Angleterre avaient été séparés des autres et placés au commencement ; cette modification avait été occasionnée par le fait que le gouvernement de Zaïmis avait, par l'intermédiaire de M. de Rigny, fait parvenir à Guilleminot la demande de combiner son intervention avec celle de l'ambassadeur d'Angleterre. Une certaine proposition, relative aux garanties à donner à l'œuvre de pacification des puissances, fut omise dans la rédaction définitive, et une série d'articles secrets sur les mesures à prendre après un nouveau refus de la Porte, fut en partie entièrement écar-

* 6 juillet.

tée, sur l'avis des jurisconsultes de la couronne en Angleterre, et en partie placée dans les instructions pour les ambassadeurs et les amiraux[1]. Les instructions[2] données aux trois ministres à Constantinople étaient, en premier lieu, accompagnées de la formule toute rédigée d'une note collective[3] que les ambassadeurs devaient, en premier lieu, présenter, telle qu'elle était, à la Porte et dans laquelle on lui proposait la médiation et une suspension d'armes, en même temps qu'on fixait le délai d'un mois pour la remise de la réponse. Si, à la fin de ce terme, la démarche des puissances n'avait pas eu de résultat, une seconde déclaration, dont on avait encore ajouté la formule[4] aux instructions, devait annoncer à la Porte les mesures destinées à obtenir les effets immédiats d'une suspension d'armes, sans cependant devoir troubler pour cela les rapports amicaux entre les puissances et la Turquie. Si les ambassadeurs étaient forcés à remettre cette seconde note, ils devaient en même temps donner communication de cette démarche aux amiraux, afin que ceux-ci prissent immédiatement les mesures prévues dans leurs instructions. Les premières de leurs instructions[5] leur confiaient les mêmes démarches à faire, auprès des Grecs, que celles que les ministres devaient faire auprès de la Porte : « c'était de proposer en commun une suspension d'armes ; après son acceptation, on emploierait, encore en commun, les moyens les plus propres et les plus prompts pour faire cesser l'effusion du sang. Si la Porte refusait la pacification et la suspension

[1] Les documents relatifs aux transactions suivantes se trouvent dans Martens et Murhardt : *Nouveau recueil de traités*, t. XII, p. 1-265.
[2] Même ouvrage, p. 2.
[3] Même ouvrage, p. 6.
[4] Même ouvrage, p. 7.
[5] Même ouvrage, p. 8.

d'armes, les amiraux devaient se mettre en rapports amicaux avec les Grecs et empêcher que les ennemis ne reçussent, par leurs flottes, des renforts en hommes et en armes ; mais ils devaient, en même temps, avoir le plus grand soin que ces mesures ne dégénérassent pas en actes d'hostilité contre la Porte. Ils devaient avoir recours à la force seulement dans le cas où les Turcs s'acharneraient à maintenir ouvertes, par des moyens violents, les communications coupées par les alliés. Les instructions, disait-on, ne pourraient évidemment pas prévoir tous les cas possibles ; il faudrait aux amiraux une certaine latitude *qu'on leur accordait d'avance;* il s'agissait seulement de leur donner connaissance parfaite des intentions des puissances, ainsi que des moyens qu'elles comptaient employer, et de convaincre les amiraux de la parfaite union entre les trois cabinets ; en supposant ces trois points bien connus des amiraux, il serait très-facile, ajoutait-on encore, de vaincre toutes les difficultés qui pourraient se présenter[1]. »

On n'avait pas perdu de temps à expédier ces instructions ; les ambassadeurs mirent le même empressement à les exécuter. A peine les instructions furent-elles arrivées de Londres et de Paris à Constantinople *, que les trois ambassadeurs remirent à la Porte leur note collective* qu'ils * 12-14 août,
prièrent les ministres plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche de vouloir bien appuyer. L'ambassadeur de Prusse promit son concours; mais l'internonce le refusa, sous le prétexte de manquer d'instructions, et il notifia * seulement, par l'intermédiaire de son drogman, au reïs-effendi cette invitation des trois ministres et son refus. Cette attitude de l'ambassadeur d'Autriche fortifia les ministres turcs

* 16 août.

* 19 août.

[1] Seconde instruction pour les amiraux. Même ouvrage, p. 12.

dans la résolution qu'ils avaient déjà prise d'accueillir les propositions de médiation avec une grande raideur. Dès qu'on lui avait annoncé, pour la première fois, que les puissances venaient de conclure leur convention, le reïs-effendi avait parlé, à qui voulait l'entendre, d'un soulèvement général du peuple, et il avait refusé d'écouter toute représentation calme. En effet, tout l'aspect de la guerre de l'insurrection était, à ce moment-là, tel que la Porte devait, plus que jamais, être résolue de s'opposer à cette attaque contre son indépendance. Athènes venait de tomber ; la seule chose à faire encore, c'était de porter un dernier coup à Hydra, et la flotte égyptienne se mettait, à ce moment, en mouvement pour le frapper. A ces motifs il fallait ajouter encore que, depuis l'été dernier, une nouvelle guerre avait éclaté entre la Russie et la Perse, guerre dans laquelle la Russie avait, déjà avant l'époque actuelle, reçu plusieurs échecs et qui, à ce moment, venait de prendre de nouveau une tournure défavorable pour cette puissance. Enfin, le sultan, que l'heureuse issue de ses réformes avait rempli d'une confiance en lui-même qui allait jusqu'à lui donner le vertige, était plus que jamais décidé à se montrer très-opiniâtre. Les drogmans trouvèrent donc le plus mau-
* 16 août. vais accueil lorsqu'ils s'acquittèrent de leur mission *. Le reïs-effendi n'accepta même pas leur note ; ils la laissèrent donc non décachetée sur le sofa, lorsqu'ils partirent. Lorsque M. von Hussar avait remis la notification de l'internonce au reïs-effendi, celui-ci s'était exprimé vis-à-vis de lui de la manière la plus violente sur les propositions des puissances « qui n'avaient, disait-il, d'autre but que de chasser les musulmans de leurs foyers dans la Morée, d'abandonner aux Infidèles les mosquées et les fondations pieuses et de permettre aux popes de supplanter les cadis ! Quelle idée se faisait-on en Europe de l'esprit national et

religieux des Ottomans? Ce « grand et ce petit Canning » étaient-ils donc si mal renseignés sur ce qui faisait la force nationale des Osmanlis? » — Les trois ambassadeurs virent une atteinte à leur dignité dans cette manière d'agir et de les traiter. Ils retranchèrent quinze jours du délai d'un mois accordé dans le principe, ce que leurs instructions les autorisaient à faire, et demandèrent* une réponse immédiate * 30 août.
au reïs-effendi. Celui-ci leur fit dire : « qu'on n'avait pas d'autre réponse à leur faire que celle qui était contenue déjà dans le *beyan-name* du 9 juin ; la réponse nette, absolue, définitive, immuable et éternelle de la Porte était qu'au sujet des Grecs elle n'acceptait pas de propositions[1]. »

Aussitôt*, les ambassadeurs remirent à la Porte leur se- * 31 août.
conde note, telle qu'ils étaient chargés de la présenter et dans laquelle les puissances annonçaient au divan qu'elles imposeraient une trêve aux parties belligérantes par la force des armes. Le ministre du sultan refusa encore de la recevoir ; cependant, le drogman français trouva une occasion pour la lire en turc au reïs-effendi qui l'écoutait. Celui-ci demanda alors qu'on l'informât exactement de la nature des mesures dont on menaçait la Porte ; il voulut savoir s'il s'agissait d'une déclaration de guerre. Son intelligence turque ne voyait que confusion et contradiction quand on lui donnait ensuite l'assurance des sentiments les plus pacifiques des puissances et que, dans la même minute, on lui parlait d'amitié hostile et d'hostilité amicale : c'était, disait-il, mettre le feu à côté du coton ! Il répéta son refus et ne voulut pas recevoir la note ; lorsque les drogmans la laissèrent encore sur le sofa, il les blâma vertement, en appelant leur manière d'agir un pur enfantillage. Cependant, il désira que chacun des trois drogmans lui fournît

[1] Même ouvrage, p. 31.

des éclaircissements précis sur les intentions ultérieures
* 9 septembre. des alliés. Ils se rendirent* donc encore une fois tous les trois auprès de lui, munis d'instructions collectives[1], afin de lui expliquer « que, si la médiation était déclinée, les puissances se rapprocheraient des Grecs en nommant d'abord des consuls, et, si la suspension d'armes était refusée, les flottes alliées l'obtiendraient de vive force, en empêchant tout arrivage d'armes et de soldats par mer, et en opposant la violence à la violence. » Le reïs-effendi répéta, encore cette fois-ci, que les principes éternels de la Porte l'empêchaient d'accepter une médiation. Il n'était donc pas possible de s'entendre. Ce jour-là, ainsi que les deux jours suivants, on continua à tourner dans un cercle de questions et d'explications réciproques, par lesquelles on cherchait à éviter une rupture qui était déjà au fond de l'âme de tous les négociateurs. Les faits eux-mêmes montrèrent déjà qu'elle était accomplie. Chacun des trois am-
* 6-8 septembre. bassadeurs fit provisoirement connaître* l'état critique des choses aux négociants de sa nation. Ribeaupierre fut in-
* 21 septembre. formé* des mesures que prendrait l'amiral Greigh dans la mer Noire, afin de mettre en sûreté l'ambassadeur et sa famille. On apprit que deux divisions russes s'approchaient du Prouth. Dès que les ambassadeurs eurent remis leur
* 31 août. seconde note*, ils avaient envoyé leurs ordres à Smyrne aux trois amiraux des escadres alliées dans la mer Méditerranée. Le contre-amiral Codrington y avait reçu un renfort de deux vaisseaux de ligne ; le gouvernement français envoya quatre vaisseaux de ligne à de Rigny. Immédiatement après la signature du traité de juillet, une flotte russe, forte de huit vaisseaux de ligne et de huit frégates, et commandée par l'amiral Seniavine, avait fait voile pour

[1] Même ouvrage, p. 54.

l'Angleterre, afin d'envoyer de là dans les eaux grecques une escadre de quatre vaisseaux de ligne, de quatre frégates et de deux bricks, sous les ordres du comte Heyden.

Nouvelles intrigues de l'Autriche.

Toute cette époque, pendant laquelle on négociait à Constantinople, avait été une alternative continuelle des plus fortes émotions pour l'homme d'État à Vienne resté spectateur de ce qui se passait. Ne pouvant pas exercer son influence sur la marche des faits, dont on l'avait écarté, Metternich, en recevant le projet du traité avant qu'il fût conclu en juillet, ne pouvait se lasser d'exprimer son opinion sur la pitoyable absence de toute idée et de toute maturité des projets dans cette œuvre difforme, fourmillant de mensonges et de paroles vagues et indécises, œuvre qui était nulle et ne poursuivait aucun but, ou bien qui tendait à anéantir la Turquie et à provoquer l'émancipation politique des Grecs[1]. Il y eut, du reste, un moment où l'on pouvait croire que l'Autriche voulait s'opposer, par d'autres moyens que par des injures, à l'œuvre des trois puissances. Un décret de l'empereur, daté de Laxenbourg*, ordonna de compléter les cadres de l'armée dont les compagnies ne comptaient plus que cinquante hommes au lieu de cent vingt, de manière à la mettre sur le pied de paix. Il était bien naturel qu'on rapprochât cet événement de la situation politique du jour. On savait que le ministère des finances avait été offert à Wessenberg, l'homme d'État le plus considérable dont l'Autriche pût disposer. On savait, en outre, que beaucoup d'officiers supérieurs demandaient qu'on occupât la Bosnie et la Servie dans le cas où l'armée russe entrerait dans les Principautés. Mais l'empereur et Metternich étaient tout à fait opposés à des projets semblables, parce qu'ils auraient jeté un désordre complet dans les finances de

* 4 juin.

[1] Observation de l'Autriche sur le traité. MS.

l'Autriche. Bientôt, on apprit que le décret de l'empereur reposait seulement sur une ordonnance assez ancienne, à l'exécution de laquelle les archiducs avaient poussé déjà depuis longtemps, et qu'il ne s'appliquait qu'à l'infanterie régulière de ligne, qu'on appelait allemande. En outre, en ne nommant pas, après tout, Wessenberg ministre, on prouva qu'on ne voulait pas sérieusement rétablir l'armée dont aucune partie n'était sur le pied de guerre, si ce n'étaient les corps en Italie et les dix-sept bataillons des soldats des Confins Militaires. Metternich préférait entrer en campagne contre les alliés avec les armes qu'il maniait si bien, avec les calomnies et les soupçons. Aucune expression, aucun moyen ne lui était trop énergique pour faire remarquer de tous les côtés, mais surtout à Berlin, le caractère méprisable et misérable du gouvernement français, sur les intentions duquel il essayait, en même temps, de faire planer des soupçons. « Les ministres français, disait-il dans une de ses dépêches[1], semblaient croire que l'union entre la Russie et l'Angleterre était contre nature ; qu'elle n'avait pu avoir lieu que par suite d'un système où l'on trompait, tout en étant trompé, et que la France avait dû se joindre à ces puissances, afin de neutraliser ce système ; mais, ajouta le chancelier, c'est peu réalisable, peu honorable et décidément dangereux ; jeter la confusion dans le chaos et se précipiter dans le désordre, afin de l'augmenter, ce n'est certainement pas le bon moyen de se mettre à l'abri des coups de cette anarchie ; *ce serait plutôt utile à celui qui se tient en dehors de cela.* » Metternich caractérisait parfaitement bien par ces paroles son rôle et sa position *à lui* qui n'étaient ni utiles,

[1] Dépêche réservée adressée au comte von Zichy à Berlin, du 14 juin 1827. MS.

ni honorables, et réalisables seulement au prix de la honte et du mépris.

D'une pareille manière, le prince dénonça dès lors aussi la politique de la Russie d'une façon directe et dans la personne même de l'empereur qu'on voyait s'abandonner aux séductions d'une ambition sans contrainte. L'empereur François appelait Nicolas un jeune homme sans expérience, qui n'écoutait plus les conseils, après être victorieusement sorti de la crise qui l'avait menacé à son avénement au trône. Des insinuations de ce genre s'ébruitèrent à Saint-Pétersbourg, où l'on en voulait au grand-chancelier; mais à Vienne on niait tout. Vis-à-vis de l'Angleterre, le prince montra une maladresse absurde, en voulant exciter les autres puissances contre elle. Il communiqua, sans d'autres façons, au cabinet de Saint-Pétersbourg l'opinion que Stratford avait imprudemment exprimée à l'internonce au sujet des intentions réelles que l'Angleterre avait eues en signant le traité. Metternich exhorta, en même temps, la Russie à se tenir sur ses gardes, au sujet des desseins de l'Angleterre qui voulait étendre son protectorat aussi sur la Grèce, ce qui avait été le but constant des desseins de Canning, but que le ministre anglais avait atteint avec une habileté qu'on ne pourrait qu'admirer! Dans une dépêche envoyée à Paris, Metternich disait « que l'ensemble des clauses du traité n'offrait pas d'autre signification pratique ni d'autre résultat définitif que l'émancipation politique des Grecs, par laquelle on préparerait la victoire à une révolution européenne, en donnant en même temps à l'Angleterre toute la prépondérance dans l'Orient et dans la Méditerranée[1]. Vis-à-vis du comte Maltzahn, au contraire, et avec une appréciation très-juste du caractère du

[1] Dépêche adressée au comte Appony, en date du 11 juin 1827. MS.

roi de Prusse, le prince disait que l'objet principal de Canning avait été, en concluant le traité, de montrer au monde la dissolution de l'Alliance, de pousser la confusion en Orient jusqu'au dernier point et de s'emparer du protectorat sur la Grèce ; déjà au mois de mai, le grand-chancelier avait voulu faire croire au comte que de cinq à six cents navires hydrio-spetziotes avaient, dans les trois derniers mois, arboré le pavillon de Cerigo ! En essayant d'exciter ainsi les puissances de l'Occident les unes contre les autres, Metternich continuait comme auparavant à mener ses intrigues en Orient. Pendant tous les derniers temps, il avait sans cesse fait tous ses efforts pour décider la Porte à poursuivre énergiquement et de son propre chef la pacification de la Grèce. Les ménagements avec lesquels Rechid-Pacha traitait les paysans de l'Attique étaient une conséquence de ces conseils de l'Autriche ; on avait, en outre, enjoint au général turc d'inviter les Rouméliotes, qui erraient encore çà et là dans le Péloponèse, à rentrer dans leurs foyers où ils devaient trouver protection et pardon qu'on leur promettait s'ils voulaient revenir. Nous verrons plus tard qu'Ibrahim aussi essayait, depuis le printemps, d'un système de modération et de moyens pacifiques pour soumettre les Grecs, tandis que le patriarche à Constantinople présenta à la Porte un acte de soumission signé par quelques capitaines, acte dont le style faisait naître, dans l'esprit de lecteurs sagaces, des soupçons sur son origine qu'on attribuait à la cour de Vienne ! Il y eut autre chose encore. Dès que, dans leurs projets de traité, les alliés avaient seulement commencé à parler de leur dessein de se rapprocher des Grecs, Metternich avait cru devoir les prévenir par une démarche de ce genre. Ce fut là, au moment même où Dandolo avait reçu ses instructions qui lui prescrivaient d'agir avec plus de modération dans l'Archipel ; où

l'on permettait, au grand étonnement de tout le monde, de faire, même à Vienne, des quêtes en faveur des Grecs et où un capitaine de vaisseau et un consul d'Autriche se présentèrent devant les membres du gouvernement grec à Aigina, afin de leur donner l'assurance que l'empereur d'Autriche était plein de bienveillance pour eux, et afin de leur conseiller de faire un appel à sa compassion ! Février.

Mais les Grecs repoussèrent avec dédain cette haute faveur si inattendue de l'empereur d'Autriche, aussi bien que la grâce du sultan ; en revanche, ils eurent bientôt à sentir de quelle manière Dandolo commença à reprendre le système brutal de son prédécesseur Paulucci. Lorsque toutes ces démarches n'eurent aucun résultat, que le traité fut signé et que les négociations auprès de la Porte furent imminentes, on recommença, à Constantinople, le même jeu faux et astucieux qui a fait plus de tort à la Porte que toute l'arrogance de l'Angleterre et que toute l'ambition de la Russie, c'est-à-dire le système par lequel Metternich confirmait la Porte dans sa résistance passive contre les puissances et la berçait des illusions d'une fausse sécurité. L'internonce, comme nous l'avons vu déjà, avait refusé d'appuyer les propositions des trois puissances alliées. Dans toutes les dépêches ostensibles[1], Metternich exprimait le regret que, dans cette affaire, M. von Ottenfels se fût séparé du baron Miltitz, le représentant de la Prusse, bien que ses instructions antérieures l'eussent parfaitement autorisé à marcher d'accord avec lui. Mais bientôt les journaux anglais contenaient de fâcheuses allusions au sujet des instructions qui, d'après eux, auraient guidé l'internonce dans ses démarches. Damas

[1] Metternich à M. von Werner à Berlin, le 15 septembre. — A Tatistschew, le 8 septembre. — Au comte Appony, le 28 septembre. — Dépêche circulaire du 15 septembre 1827. MS.

l'accusa d'avoir, sans façons, conseillé à la Porte de traîner les négociations en longueur. M. von Ottenfels se vantait même, dans ses rapports[1], d'avoir atteint ce « but principal ; » il raconta aussi confidentiellement au baron Miltitz qu'il n'avait jamais eu ordre de recommander à la Porte d'accepter les propositions des puissances, ce dont le cabinet de Vienne avait cependant donné l'assurance aux alliés ; et même, lorsque Metternich désavoua publiquement l'internonce, celui-ci pouvait facilement se consoler, le grand-chancelier ayant, dans une lettre particulière, mis à couvert toute la responsabilité de son ambassadeur ! La conduite que tenait, à cette occasion, le chargé d'affaires de Prusse était plus fâcheuse encore ; bien que ses instructions lui eussent expressément prescrit d'appuyer la médiation et qu'il fût même légitimé par ses démarches ostensibles[2], il avait néanmoins en secret influencé la Porte, suivant les accusations portées contre lui par les diplomates des alliés, en essayant, avec un zèle encore plus grand que celui de l'ambassadeur d'Autriche, de la rendre hostile aux puissances, agissant ainsi en opposition directe avec les ordres de son gouvernement, absolument comme Royer à Lisbonne qu'on accusait, à cette même époque, d'avoir suivi une politique tout à fait individuelle[3].

On ne peut guère s'expliquer cette manière d'agir du diplomate prussien qu'en supposant qu'il se laissait influencer directement par Metternich, par les mains duquel passaient, à cette époque, presque tous les rapports que Mil-

[1] Le baron von Ottenfels au prince Metternich, en date du 24 novembre 1827. MS.

[2] Instructions données par le chargé d'affaires de Prusse à son drogman, du 17 août 1827. Cf. Martens, t. XII, p. 27.

[3] Cette manière d'agir, ainsi que d'autres fictions que Miltitz s'était permis de faire, lui coûtèrent sa place.

titz envoyait à sa cour. Dès que le grand-chancelier s'était assuré de la Prusse quant à la question du traité, il s'était mis dans la tête que les deux puissances, placées en dehors de la confusion, pourraient agir avec plus d'efficacité à Constantinople, et que les alliés, s'apercevant de l'inutilité de leurs efforts que lui, l'homme d'État autrichien, s'efforçait de rendre stériles, finiraient par être obligés d'invoquer encore les bons offices des deux cabinets « corrects! » Ces espérances téméraires, prononcées à une époque où elles étaient voisines de la folie, semblaient, immédiatement après, beaucoup plus justifiées, par suite d'un événement qu'on n'avait certainement pas pu prévoir. Quelques semaines seulement après la conclusion du traité et avant que les négociations eussent été même entamées à Constantinople, George Canning vint à mourir*. * 8 août.
Aussitôt le grand-chancelier, qui cachait alors sous son admiration du défunt la joie que lui faisait éprouver ce soulagement inespéré de son cœur, se laissait de nouveau tenter par son ancien péché qu'il ne se lassait pas de flageller dans Pozzo, dans Canning et même dans le faible gouvernement français, par cette ambition de primer partout, par cette course au clocher pour arriver à jouer le premier rôle, comme si, dans les affaires politiques, il ne s'agissait pas de savoir *ce que* l'on faisait, mais *par qui* se faisaient les choses. A Saint-Pétersbourg, on s'était empressé d'annoncer à toutes les cours la ratification du traité qui n'avait eu lieu qu'après la mort de Canning[1]; on avait fait cette démarche avec une si grande promptitude, afin de prévenir tous les doutes et toutes les suppositions que ce fâcheux incident aurait pu faire naitre, et pour couper court à toute espérance que l'affaire mise en

[1] Le comte Alopeus à Bernstorff, le 10 septembre 1827. — Nesselrode à Tatistschew, de la même époque. MS.

marche pourrait subir de nouveaux retards. Mais Metternich ne se laissa pas déconcerter. Il espérait regagner son influence perdue, par la seule force de ses paroles, au moment où tous les esprits exempts de préventions, comme le disait un des diplomates jouant, à cette époque, un rôle actif dans ces affaires, « ne voyaient, déjà depuis longtemps, dans ces mêmes paroles de Metternich rien que des bulles de savon. » Le prince espérait rétablir cette influence au moment même où, comme le disait un autre de ces diplomates, les flottes des alliés étaient dans la Méditerranée et les Russes sur le Prouth, « arguments plus puissants que les dépêches de Metternich, les notes de l'internonce et les discours de M. von Hussar. »

Le prince persévéra donc, pour le moment, dans sa politique *à lui*, qui était de confirmer la Porte dans sa politique *à elle*, par laquelle elle cherchait à faire traîner les choses en longueur et à gagner du temps, système qui, même dans l'opinion d'Esterhazy, conduisait par le chemin le plus droit à la guerre qu'il devait prévenir. A Berlin, on était tout à fait persuadé qu'après que les négociations auraient échoué, la Russie insisterait sur ce qu'on donnât une nouvelle vigueur aux mesures coercitives; tandis que Metternich, par suite de sa longue expérience et de sa connaissance des différents corps politiques et de leurs forces relatives, se consolait par la pensée[1] que l'Angleterre ne pourrait jamais en venir à l'extrémité d'une guerre contre la Porte, sans se jeter dans un abîme d'embarras, dont la témérité de Canning n'avait pas sondé toute la profondeur et dont aucun de ses successeurs ne se sentirait la force de retirer l'Angleterre. Tout en s'abandonnant à des réflexions de cette nature, Metternich savourait son bonheur en li-

[1] Au comte Appony, le 28 septembre 1827. MS.

sant les rapports de ses serviteurs serviles à Londres, à Paris et à Constantinople qui, après que la Porte avait repoussé, avec rudesse, toute médiation, lui faisaient entendre, par leurs allusions, que les alliés commençaient réellement déjà à rechercher l'Autriche, qu'ils voudraient bien rebrousser chemin et considérer comme non avenues les démarches faites par eux, et qu'ils se montreraient faciles et bien disposés si la Porte faisait seulement la moindre concession. Or, il semblait à Metternich qu'on pouvait très-aisément concilier cette concession avec les efforts qu'il faisait lui-même pour se mettre de nouveau à la tête du mouvement diplomatique. Il modifia donc sa position vis-à-vis des puissances; il désavoua dès lors l'attitude prise par l'internonce dans cette affaire de la médiation; il engagea * la Porte à se montrer facile et fit suggérer au reïs-effendi, par M. von Hussar, l'idée de *rechercher la médiation de l'Autriche entre la Turquie et les alliés*. Effectivement, les trois ambassadeurs remarquèrent que tout à coup on pouvait voir dans la manière d'agir des ministres turcs des dispositions beaucoup plus conciliantes et que l'opiniâtreté du sultan semblait diminuer; en effet, le grand-vizir écrivit au grand-chancelier une lettre confidentielle[1] dans laquelle il demanda à la cour d'Autriche, cette amie et voisine bien-aimée de la Porte, d'employer ses bons offices pour mettre un terme aux démarches des puissances. Cette lettre fut jetée sur le papier le 20 octobre. Mais, singulier coup du sort! le destin jaloux ne cessait pas encore de poursuivre sans pitié cette politique, peu digne d'envie cependant, de l'homme d'État autrichien! *Le même jour*, un événement remarquable et d'une portée immense qui eut lieu sur le théâtre de l'insurrection, dé-

* 9 octobre.

[1] Lettre confidentielle du Grand Visir Mehemet Soliman Pacha à S. A. le Prince de Metternich, 24 octobre 1827. MS.

chira ce nouveau et faible réseau des intrigues autrichiennes et ébranla la nouvelle confiance pleine d'espérance du grand-chancelier d'une manière beaucoup plus violente que lorsque le même désastre l'avait frappé du temps du congrès de Vérone. A cette époque, l'entrée de Canning au ministère des affaires étrangères avait empoisonné ses triomphes; au moment actuel, Canning était mort, mais son esprit hantait encore ces lieux qui avaient été l'objet de ses derniers travaux.

Il nous faudra donc jeter un coup d'œil retrospectif sur le théâtre de la guerre.

État des choses en Grèce.

Depuis la chute de l'acropole d'Athènes, les affaires de la Grèce s'étaient précipitées avec une rapidité de plus en plus croissante vers leur fin et vers leur ruine complète. Le triumvirat méprisable, le nouveau gouvernement à Poros étaient devenus les objets des moqueries du peuple et de l'armée. Il n'était plus question d'une soumission commune de toute la nation à un seul pouvoir, ni d'une possibilité de concentrer toutes les ressources du pays entre les mains d'un pouvoir central. Ces ressources elles-mêmes diminuaient de plus en plus. Les deux millions de piastres, somme pour laquelle on avait affermé la contribution foncière pour 1827, étaient dépensés; les droits d'entrée ne rapportaient rien; l'impôt sur les prises était le plus souvent détourné des caisses de l'État; une grande partie des secours, donnés par les philhellènes, avait été engloutie par les armements de Cochrane et par sa première entreprise; une autre partie de cette somme fut appliquée, par la faveur des membres français du comité d'administration, au corps de Fabvier qui, dans son ressentiment contre Church et Cochrane, se trouvait avec cinq cents hommes, débris de sa troupe de tacticiens, à Methana, où il était séparé du reste de l'armée. Les trois places fortes

qui, dans la Morée, étaient les seules appartenant encore aux Grecs, obéissaient aussi peu au gouvernement que les îles. Les Hydriotes et les Spetziotes agissaient suivant leurs propres inspirations; dans l'île d'Aigina les Psariotes jouaient les maîtres, comme le faisaient les réfugiés de l'île de Crète dans les petites Cyclades. Monemvasia était entre les mains du frère de Petrobey, Ioannis Mavromichalis, qui en faisait un repaire de pirates. Acrocorinthe avait été achetée par Kitsos Tsavelas, après la mort d'Ioannis Notaras, aux gens de ce dernier, avec l'argent qu'il avait gagné en vendant aux Turcs une partie des magasins de Church! La possession de Nauplie était toujours partagée entre les Grivas et Photomaras : Theodoros Grivas occupait, à ce moment, le Palamidi, son frère Stavros possédait la ville et Photomaras Itchkalé. Leur domination excitait la jalousie des Péloponésiens à l'égard de ces intrus rouméliotes. Ils avaient donc fait proclamer Nauplie siége du gouvernement et, pendant que le gouvernement se trouvait encore à Poros, Kolokotronis se rendit, avant les autres, à Nauplie, afin de s'emparer de la ville.

On en voulait d'abord au Palamidi et aux frères Grivas; on gagna leur adversaire Photomaras, pour qu'il favorisât le coup de main qu'on voulait tenter contre les frères. En effet, Kolokotronis avait corrompu un des officiers de Theodoros qui devait lui ouvrir le Palamidi pour une somme d'argent et, comme gage, il lui avait remis provisoirement une paire de pistolets de prix, garnis de pierres précieuses. Mais cet officier que Kolokotronis avait voulu corrompre (Lampropoulos), informa Grivas du projet: lorsque ensuite les partisans du vieux klephte escaladèrent le Palamidi, pendant la nuit*, on les attira, avec Gennaios lui-même auquel Photomaras avait ouvert une des portes de la ville, dans un piége d'où Gennaios ne put

* 9 juin.

sortir qu'en payant une grosse somme d'argent pour prix de sa rançon. Les partisans de Kolokotronis durent se retirer en s'entendant siffler par les gamins sur les remparts de la ville; le Vieux, qui dans son autobiographie observe le plus profond silence au sujet de ces affaires, devint la risée de ses ennemis et il eut, en outre, le chagrin de voir Grivas se pavaner avec de superbes pistolets à la ceinture; c'étaient les mêmes armes qu'on venait de lui escroquer à l'instant. Pendant cette même nuit, l'assemblée législative s'était transportée d'Hermione à Nauplie pour y être aussitôt témoin de cette honteuse scène par laquelle on ouvrit une nouvelle guerre civile. Le gouvernement lui-même, qui arriva un peu plus
* 16 juin. tard* de Poros, fut témoin de la continuation plus honteuse encore de ces querelles qui, par leur ignominie, dépassaient toutes les dissensions antérieures. Un jour qu'une partie de la garnison empiétait, ce qui était inévitable et ce qui arrivait souvent, sur la juridiction de
* 10 juillet. l'autre, on en vint* à une guerre formelle entre les forteresses, entre les gens de Stavros Grivas et ceux des lieutenants de Photomaras; de Georgios Stratos et de Konstantinos Doukas, ce compagnon d'armes d'Alexandros Ypsilantis, qui, de même que son camarade d'armes, Anastasios, homme plus estimable que Doukas, avait de nouveau paru dans la Morée en 1825. Pendant neuf jours, les adversaires se bombardèrent du haut des forteresses d'Itchkalé et du Palamidi, détruisant un grand nombre de maisons et blessant et tuant beaucoup d'hommes, pour se jeter ensuite dans les demeures des habitants afin de les piller. Dès le commencement même de la lutte, le gouvernement s'était réfugié dans la Tour sur la mer, ce château-fort du port; lorsqu'on ouvrit les portes de la ville qui avaient été fermées pendant si longtemps, toute la popu-

lation s'enfuit, de sorte que la ville resta vide comme si la peste y sévissait. Dans cette position désespérée, on envoya chercher tous ceux qui jouissaient d'une influence quelconque. Hamilton seul réussit à produire une certaine impression sur les Grecs, en leur montrant que ces discordes feraient échouer le traité des puissances, à l'aide duquel on voulait sauver la Grèce. Néanmoins, trois semaines s'écoulèrent encore dans des négociations stériles jusqu'à ce que Photomaras, traité depuis longtemps par Stratos et Doukas comme une nullité complète, évacuât le Palamidi. Dès ce moment, la meilleure intelligence commença tout à coup à régner entre Doukas et Grivas qui, plus tard, s'entretenaient souvent, en présence de Gordon, avec beaucoup de gaieté des événements de cette guerre civile. « C'est une vraie comédie, disait Fabvier; ces drôles-là sont aussi peu les uns les ennemis des autres que nous-mêmes; tout cela n'est calculé que pour le pillage! »

Ces dissensions intestines ne favorisaient pas peu les progrès que faisait Ibrahim dans la réduction de la péninsule. Au printemps, il était parti avec six mille hommes de l'Élide et de l'Achaïe et il avait franchi* l'Alpheios. Les habitants se réfugièrent comme autrefois dans les montagnes ou dans les petites îles le long des côtes marécageuses où la mer était peu profonde. Mais ces cachettes ne les protégeaient plus comme autrefois; l'escadre, qui suivait les expéditions d'Ibrahim le long des côtes, coopérait avec les troupes de terre, et on arrêtait partout tous les fuyards. Un corps de troupes égyptiennes enferma dix-huit cents réfugiés, sous les ordres d'un fils de Sissinis, dans le château-fort de Chloumoutsi, situé sur la pointe du promontoire à l'extrême ouest de la Morée; après y avoir été bloqués pendant trois semaines, les assiégés, misérablement vaincus par la disette d'eau, durent se

Ibrahim dans Morée.

* 18 avril.

7 mai. rendre enfin*. Lorsque le bruit de la chute d'Athènes se répandit en Grèce, les patriotes les plus opiniâtres de l'Arcadie, de l'Élide et de l'Achaïe perdirent aussi complétement courage. Un chef d'un rang inférieur de l'éparchie de Patras, Dimitrios Nenekos de Zoubati, donna l'exemple de la défection, en désertant la cause de la patrie. Désormais, il se montra, pendant les expéditions d'Ibrahim, comme un chaud partisan des Turcs et détermina le pacha à essayer du système de la clémence, à épargner les semailles et à payer partout les subsistances de son armée. Cette manière de procéder eut un grand effet sur la masse du peuple qui désespérait alors de la cause de la patrie; la plus grande partie des éparchies de Pyrgos, de Gastouni, de Patras, de Vostitsa et de Kalavryta se soumit au vainqueur. A cette époque, Kolokotronis se montra de nouveau comme un homme intrépide et infatigable. Il se trouvait à Hagios Georgios, d'où il adressa ses appels de tous les côtés, en exhortant les Grecs, en les encourageant et en menaçant « du feu et du fer » ceux qui s'étaient soumis;
* 29 juin. lorsque Ibrahim alla* avec ses soldats à Kalavryta, pour attaquer de là Megalospilaion, il y envoya des troupes de secours, en dirigeant un autre corps sur Vostitsa, afin
* 3 juillet. d'arrêter la défection. Nenekos lui-même conduisit*, par des chemins détournés, trois mille hommes contre le couvent « de la Grande-Grotte; » mais il vit bientôt que les tours nouvellement construites, garnies de canon et défendues par des laïques et des ecclésiastiques, étaient imprenables. Ayant été envoyé par le pacha à Patras, le trat-
* 15 juillet. tre surprit et attaqua*, chemin faisant, Vassilios Petmezas près de Hagios-Vlassis; puis il battit encore Cheliotis, dans
* 29 juillet. une rencontre sanglante* près du couvent Hagios-Ioannis dans l'éparchie de Vostitsa. Pendant ce temps, le pacha concentra son armée à Karytaina, afin de se jeter encore

une fois dans la ville de Tripolitsa, dont il fallait encore à cette époque empêcher continuellement la réduction par la famine à l'aide d'expéditions semblables, entreprises pour ravitailler la ville. De là, il se rendit* en Messénie, où Nikitas se maintenait encore à Phroutsala dans la vallée du Pamissos; en effet, il s'agissait pour Ibrahim de soumettre encore cette partie de la Grèce. Mais partout où le pacha ou son lieutenant Deli-Achmed-Pacha, quittait le pays avec des divisions nombreuses, les gens armés, à l'instigation et grâce à l'activité de Kolokotronis, sortaient de terre comme des champignons après une pluie d'été[1]. * Mi-juillet.

Afin de soulever de nouveau les éparchies de Vostitsa, de Karytaina et de Kalavryta que l'ennemi venait à peine de quitter, Kolokotronis jeta Vassilios Petmezas de nouveau dans Hagios-Vlassis, afin qu'il attaquât les chefs des endroits soumis et qu'il se fît remettre les actes de soumission. Ensuite, il se réunit avec d'autres capitaines à Megalospilaion, et il aurait volontiers fait une diversion sur Patras, s'il n'avait pas absolument manqué de toute ressource. Il envoya au gouvernement un message grossier, en disant, « que s'il ne pouvait lui envoyer des machines nourrissant les soldats d'air et changeant la terre en poudre à canon et les rochers en plomb, il devrait lui envoyer des vivres et des munitions de guerre. Le misérable gouvernement le manda, devant son tribunal à Argos; s'il avait obéi, disait Kolokotronis, toute la péninsule se serait soumise à l'ennemi. Cependant on le laissa complétement agir à sa guise. Pour s'opposer à ses mouvements, Achmed-

[1] Sur les événements de ces luttes désespérées, qui ne ressortent clairement ni des récits de Gordon, ni de ceux de Trikoupis, on trouve quelques éclaircissements dans l'ouvrage de Kolokotronis, p. 194 sq., et surtout dans sa correspondance, publiée sous le titre : Ἑλληνικὰ ὑπομνήματα ὑπὸ Ἰωάννου Κολοκοτρώνη. Ἀθήν. 1856, p. 475 sq.

Commencement d'août. Pacha fit* une expédition marquée par des succès en allant à Sella et à Kounina jusqu'au khan d'Akrata sur le golfe de Corinthe; puis il retourna à Patras, où les compagnons d'armes grecs soumis à son pouvoir lui proposèrent d'enlever Kolokotronis qui, avec quatre cents hommes seulement, s'était avancé jusqu'à Petsaki, et de s'emparer aussi des Petmezades à Hagios-Vlassis. Achmed se jeta effectivement entre les deux positions et voulut, en premier lieu, se tourner contre Kolokotronis, lorsque le capitaine Botiotis lui déclara que lui et ses gens ne voudraient pas l'aider à anéantir leur « roi; » qu'il ferait mieux de les conduire contre les Petmezades. Mais quant à ces derniers, il ne pouvait les chasser que d'une manière très-passagère de leur position à Hagios-Vlassis, tandis qu'en attaquant Kolokotronis et sa petite troupe, il l'aurait exposé à un grand péril. Du reste, quelque grands que fussent les efforts faits par les Grecs pour soustraire à Achmed-Pacha la récolte des raisins de Corinthe, dans les éparchies pour la possession desquelles on combattait, ils n'y réussirent pas et le général turc, après avoir mis la main sur tout ce butin, put se rendre à Patras et se mettre de là en marche pour Navarin. Ibrahim avait en vue la réduction de la Messénie qui semblait être infectée par l'esprit récalcitrant des Magnotes. Plein d'inquiétude et craignant que les habitants n'y commençassent aussi à se soumettre aux ennemis, Kolokotronis se rendit, avec mille hommes, dans ce district menacé, après avoir laissé au nord son fils et son beau-frère qui devaient y continuer la résistance. Au moment même où Kolokotronis arriva en Messénie, le général égyptien venait d'expédier de Navarin* deux divisions séparées dont l'une devait se porter au nord contre Karytaina, tandis que l'autre avait à se diriger vers la Basse-Messénie. Toutes les deux avaient reçu

* 2 octobre.

la mission terrible de ne pas engager de combats, mais de dévaster tout le pays avec le fer et le feu.

En mettant en œuvre de telles ressources, en ménageant, d'une part, ceux qui se soumettaient à son pouvoir et en anéantissant, de l'autre, tous ceux qui lui résistaient, Ibrahim aurait, en très-peu de temps, dompté tout le Péloponèse, une fois le dernier coup frappé qui devait détruire Hydra et la flotte grecque. On préparait, dans ce but, des armements terribles. Afin de mettre une unité absolue dans l'action de ses flottes, le sultan avait donné le commandement suprême au général égyptien seul. L'ancien adversaire du vice-roi, Chosrew-Pacha, avait été éloigné du poste d'amiral*; son successeur aussi, le kapoudan-pacha, Izzed-Mehmed, fut retenu à Constantinople et l'on plaça la flotte turque sous les ordres du kapoudan-bey, Tahir-Pacha, que Mehmed-Ali appelait avec une grande satisfaction, « un des siens. » Il était parti des Dardanelles, au commencement du printemps, avec vingt-huit grands vaisseaux de guerre, et il s'était mis, à Navarin, aux ordres d'Ibrahim. Ce que les Grecs auraient dû faire alors, c'eût été de le surprendre au moment de son départ, avant qu'il fît sa jonction avec les Égyptiens; mais lord Cochrane qui, par sa manière d'agir aventureuse, flétrit complétement en Grèce les lauriers qu'il avait moissonnés au Brésil, avait d'abord, comme nous l'avons vu, gaspillé son temps, de la manière la plus pernicieuse pour la Grèce, sur les côtes près d'Athènes; ensuite, après avoir appris qu'Ibrahim avait l'habitude de diriger le blocus de Chloumoutsi à bord d'un brick mouillé près de Klarentsa, il s'y était rendu pour enlever le pacha; mais ce dernier se fit transporter avec la plus grande facilité à terre*. Désirant, à ce qu'il paraissait, rétablir l'ancien éclat de son nom par un coup heureux et brillant, le lord anglais avait repris

La flotte égyptienne.

* 9 février.

* 27 mai.

l'ancien projet de Kanaris et voulut détruire, à Alexandrie même, la quatrième grande expédition des Égyptiens dont le vice-roi avait activé les armements depuis le printemps. Dans ce but, il réunit vingt-trois voiles de la flotte grecque près de Kythera et parut sous pavillon autrichien
* 16 juin. devant Alexandrie*. Au commencement, on n'y soupçonnait rien; mais bientôt les gardes-côtes montrèrent de l'inquiétude; un de ces vaisseaux, brick de vingt-deux canons, fit côte en voulant entrer dans l'avant-port; alors Cochrane ordonna aux brûlots d'aborder dans le port même. Mais des huit brûlots, deux seulement obéirent et incendièrent le brick; s'ils s'étaient hardiment avancés, ils auraient probablement porté un coup fatal à la flotte qui n'était nullement préparée à combattre et qu'ils auraient pu paralyser ainsi. Le vice-roi lui-même poursuivit, sans trop se presser cependant, jusqu'à l'île de Rhodes l'amiral qui se
* 2 juillet. retirait; de là lord Cochrane revint sain et sauf à Poros*. La flotte égyptienne acheva dès lors ses armements sans être troublée. Le major Craddock, appartenant à l'ambassade à Constantinople, fut envoyé au vice-roi par le gouvernement anglais, avec l'ordre de lui conseiller de ne pas faire sortir la flotte et d'en empêcher le départ, ce qui aurait réalisé, de fait, la suspension d'armes par mer qui était le but que poursuivaient les puissances; mais il n'ar-
* 8-11 août. riva* à Alexandrie et au Caire que lorsque la flotte était
* 31 juillet-3 août. déjà partie*. Formant deux divisions séparées, dont l'une était commandée par le kapoudan-bey et l'autre par Mouharrem-Bey, cette nouvelle armada comptait quatre-vingt-douze voiles, dont cinquante-et-un vaisseaux de guerre, et portait à bord une grande quantité de provisions et quatre mille tacticiens; parmi les bâtiments de transport, il y avait de nouveau cinq navires autrichiens, ce qui semblait être alors un acte d'hostilité ouverte contre les trois puis-

sances alliées. Informé du contenu et de la portée du traité, le pacha d'Égypte semblait s'être encore une fois exactement concerté avec la Porte, pour porter un coup décisif à l'existence de Nauplie et d'Hydra, avant que les négociations eussent eu un résultat quelconque et avant que la flotte russe fût arrivée dans l'Archipel; Ibrahim devait, en même temps, frapper un dernier coup en Messénie pour qu'on pût dire ensuite aux médiateurs que la rébellion était terminée. La flotte arriva* à Navarin, sans avoir rencontré un seul vaisseau grec. Lorsque la première nouvelle de son départ parvint à Hydra, la plus grande consternation saisit les Hellènes et les philhellènes. Personne n'avait le moindre doute sur la destination de ces deux flottes qui, après leur jonction à Navarin, comptaient cent vingt-six voiles, et, dans les circonstances actuelles, on ne pouvait pas songer à vouloir défendre contre elles les îles avec leurs propres ressources. * 2 septembre.

Mais déjà depuis quelques jours l'escadre anglaise se trouvait dans le voisinage pour les protéger. Déjà assez longtemps auparavant, et lorsqu'il eut reçu des informations exactes sur la conclusion du traité, sir Edward Codrington avait déterminé* le gouvernement grec à se transporter de Nauplie à Aigina, afin de l'enlever des mains des Rouméliotes. Au moment même où le gouvernement grec y transféra son siége*, les deux amiraux présents dans l'Archipel, après avoir reçu la première de leurs instructions*, lui donnèrent provisoirement connaissance du traité; ensuite, une députation envoyée par les deux commandants des flottes et composée des capitaines Hamilton et Hugon et d'un conseiller de légation russe, eut à lui faire* la communication officielle (du 30 août) du traité, et en particulier de la clause concernant la suspension d'armes, clause que le gouvernement accueillit et accepta avec de grandes

* 19 juillet.
* 27-29 août.
* 10-11 août.
* 2 septembre.

démonstrations de joie[1]. Après avoir terminé ces affaires grecques, de Rigny avait dû aller avec Hamilton à Modon, pour déterminer Ibrahim-Pacha à une suspension d'armes; mais, en recevant la nouvelle du mouvement de la flotte égyptienne, les commandants des escadres avaient modifié ce projet; pour protéger les îles, de Rigny concentra ses vaisseaux près de Milos, et Codrington maintenait son escadre rangée en ligne entre Hydra et Thermia. Mais immédiatement après, lorsqu'il fut informé* que l'expédition
* 10 septembre. égyptienne était dirigée sur Navarin, l'amiral anglais, sans attendre seulement l'arrivée de son collègue de Rigny, résolut de se porter rapidement en avant, afin de s'opposer à ce qu'elle atteignît le lieu de sa destination. Mais, arrivé devant Navarin*, il trouva non-seulement la flotte déjà
* 12 septembre. mouillée, mais en partie déjà prête à mettre à la voile pour se diriger sur Nauplie avec les troupes embarquées. Avant que de Rigny le rejoignît*, Codrington informa** le com-
* 21 septembre. ** 19 septembre. mandant des vaisseaux turcs qui, prêts à partir, croisaient déjà devant le port de Navarin, de la conclusion du traité et lui demanda dans les termes les plus énergiques de suspendre les hostilités. « Les alliés, disait-il, avaient réuni des forces navales considérables, afin de mettre leurs résolutions à exécution et pour empêcher toute résistance des commandants turcs, résistance qui pourrait non-seulement amener leur propre destruction, mais encore causer pour longtemps un grand préjudice au sultan. Il avait reçu l'ordre, ajoutait-il, de se porter plutôt à la dernière extrémité que de souffrir que le but des alliés ne fût pas atteint; que si un seul coup de canon était tiré contre le pavillon anglais, il deviendrait funeste à la flotte ottomane ! » Avec la même rudesse, il signifia au commandant des vaisseaux autrichiens mouillés dans le port de Navarin « qu'ayant

[1] Cf. Martens, t. XII, p. 75.

reçu l'ordre d'empêcher tout arrivage de munitions de guerre, il ne pourrait pas faire une distinction entre les navires autrichiens et les vaisseaux turcs; que, par conséquent, il le rendait responsable de toutes les conséquences auxquelles le commandant autrichien exposerait ses vaisseaux par une résistance prolongée contre les puissances alliées[1]. Le kapoudan-bey turc renvoya les porteurs du message de Codrington à Ibrahim-Pacha lui-même au camp de Navarin où l'on porta aussitôt cette lettre. Le pacha exprima son étonnement et même des doutes au sujet de la réalité d'une entente entre les puissances. C'est pourquoi, dès que la flotille française fut arrivée, de Rigny apporta en personne*, sur la demande de Codrington, une seconde copie de la communication, signée des deux amiraux, et il eut avec le pacha un long entretien fort énergique sans témoins. D'après le désir d'Ibrahim, Codrington aussi se rendit, en compagnie de de Rigny, à une entrevue personnelle avec le pacha dans le port, où elle eut lieu*, sur la demande expresse de l'amiral anglais, en présence de tous les officiers supérieurs turcs. Selon les rapports autrichiens, les amiraux auraient fait au pacha des représentations fort peu en harmonie avec l'esprit de l'alliance, en disant que la France et l'Angleterre n'avaient accédé au traité que pour protéger la Porte de dangers plus grands dont la menaçait la Russie, et ils auraient insisté auprès de lui sur les pertes que le pacha pourrait faire éprouver au sultan en permettant la destruction ou la prise de la flotte. Les Autrichiens disaient que le pacha avait répondu : « Vous pourrez obtenir la première, mais jamais la seconde[2]! » Cependant le pacha prêta l'oreille aux propositions des amiraux, en tant qu'il engagea sa parole que les flottes resteraient dans

* 22 septembre.

* 25 septembre.

[1] Cf. Martens, p. 99.

[2] Rapport du major Bandiera, en date du 28 septembre 1827. MS.

le port et feraient cesser toutes les hostilités jusqu'à ce qu'il eût reçu une réponse de Constantinople ou d'Alexandrie à son rapport dans lequel il rendait compte des communications que les amiraux venaient de lui faire. De Rigny, égaré par ses sympathies françaises pour les Égyptiens, était convaincu, d'après les impressions personnelles que lui avaient laissées les paroles d'Ibrahim, que le pacha lui-même regrettait que cette intervention n'eût pas eu lieu avant le départ de la flotte d'Égypte ; que, sans l'ordre exprès de la Porte, il ne s'exposerait à aucun danger ; qu'il n'obéirait même pas à cet ordre si la volonté de son père s'y opposait et qu'une petite démonstration suffirait pour ramener à Alexandrie et à Constantinople cette puissante expédition sous l'escorte des escadres alliées. Croyant que leur première opération serait d'escorter les flottes, les amiraux ne laissèrent devant Navarin et Modon que deux avisos, *le Dartmouth* et *l'Armide*. De Rigny se rendit à Cervi-Bai, au nord de Kythera (Cerigo), où il avait un vaisseau-magasin et d'où il pouvait observer tout mouvement qui serait dirigé contre Hydra. Codrington aussi envoya une partie de ses vaisseaux à Malte, dans le même but de s'y approvisionner, tandis que lui-même se rendit avec trois vaisseaux, *l'Asia, le Talbot* et *le Zebra*, à Zante, afin de surveiller les mouvements des Grecs dans ces parages, où lord Cochrane menaçait de violer la neutralité des îles Ioniennes par une attaque contre les côtes de l'Albanie.

Nouveau mouvement parmi les Grecs.

Le tissu fin et subtil du traité de juillet, dont les auteurs offraient à la Porte un service d'amitié que celle-ci refusa d'accepter comme étant une insulte pour elle, et que les puissances lui imposaient ensuite, en lui enjoignant une suspension d'armes que la Turquie considérait comme une déclaration de guerre déguisée ; ce tissu, disons-nous, cachait dans sa trame une série de mesures incomplètes et d'indi-

cations obscures qui, au moment de l'exécution, devaient faire naître des doutes et des difficultés. La suspension d'armes qu'on avait en vue devait être obtenue uniquement par la flotte et exclusivement par mer; cette restriction avait été sagement ajoutée par les diplomates à Londres, afin de prévenir les dangers d'une guerre dangereuse et l'occupation des Principautés par la Russie. Les diplomates à Constantinople aussi, et les hommes de mer et les militaires dans le voisinage du théâtre de l'insurrection trouvaient cette clause fort opportune par d'autres raisons : elle était une consolation pour les Rouméliotes qui avaient regardé ce traité avec méfiance, parce qu'ils s'inquiétaient du sort définitif de la Grèce continentale qui avait été perdue; elle rassurait les chefs militaires, les Hellènes et les philhellènes en général qui, après cette brouille manifeste entre les puissances et la Porte, croyaient pouvoir compter sur une reprise de la guerre sans danger pour eux. En réfléchissant à ce qu'un état de choses tel que le présentait la klephtourie, et qui avait duré des siècles, ne pouvait pas être détruit d'un seul trait de plume, même les hommes tels que de Rigny étaient assez équitables pour comprendre que, vu la nature de cette lutte et la situation compliquée que faisait naître cette trêve, il fallait réserver encore un coin de la Grèce où la haine nationale déchaînée pût épuiser sa rage, comme, dans un sens contraire, on a quelquefois dans la guerre l'habitude de marquer, par des jalons, des terrains neutres. Au moment même où l'on connut la conclusion du traité, le feu de la guerre, qui s'était presque éteint, recommença à brûler avec une vive flamme parmi les Grecs qui se lancèrent aussitôt dans de nouvelles entreprises et dans de nouveaux projets. Déjà avant le départ de la flotte égyptienne, lord Cochrane, avec *l'Hellas* et *le Sauveur* (capitaine Thomas), avait dou-

blé le cap Malea (Malée), pour faire une reconnaissance de
* 30 juillet. vant Navarin* où il avait observé une escadre turque
forte de seize voiles, qui revenait de Patras. Il en ava
poursuivi une division, forte de cinq voiles, qui s'était en
suite dirigée vers le nord; il l'avait rejointe et attaqué
entre le cap Pappa et Klarentsa, et, bien que sa fureu
fût excitée par l'indolence de ses marins grecs auxquels
dut donner du courage à force de coups de poing, il ava
cependant pris une magnifique corvette et un schooner tu
nisien qu'il avait ensuite ramenés à Poros.

Il n'avait pas fallu autre chose que l'apparition de ce
deux vaisseaux dans le voisinage du golfe de Corinthe, pou
soulever de nouveau toute la population le long des deu
Cf. T. II, p. 409. côtes. C'était à cette époque* que les éparchies, soumise
aux Turcs au nord-ouest du Péloponèse, avaient repris le
armes et où Kolokotronis était tenté d'attaquer même Pa
tras; les corps volants des Tsonkas et des Rhankos se mon
trèrent de nouveau, dans l'Hellade occidentale, les enne
mis des Turcs, et le gouvernement grec lui-même se trouv
disposé à former les projets les plus aventureux, afin d'ex
ploiter cet intervalle tant que les Turcs refusaient de conclur
un armistice, pour pouvoir élever ensuite des prétention
d'émancipation pour un territoire aussi grand que possible
Les philhellènes, avec leur audace habituelle, étaient, avan
tous les autres, prêts à entrer dans ces projets qui mena
çaient de renouveler la division funeste des forces, tell
qu'on l'avait vue dans les premières années de la guerre
une expédition, sous les ordres de Fabvier, devait attaque
Chios; une seconde était destinée à soulever de nouveau l
Thessalie, tandis qu'une troisième, commandée par Churc
et Cochrane, attaquerait l'Albanie au delà de Preveza
afin de dégager l'Hellade occidentale. Les amiraux qui
comme pour tant de cas imprévus, n'avaient pas non plu

pour celui-ci d'ordres précis, s'adressèrent, suivant leurs instructions, à la conférence des trois ministres plénipotentiaires à Constantinople qui leur indiquèrent * comme la ligne, à laquelle ils auraient à étendre leur blocus et à restreindre les entreprises des Grecs, les limites probables du nouvel État, à savoir : la Grèce continentale depuis le golfe de Volo jusqu'à l'embouchure de l'Aspropotamos, la Morée et les îles, l'Eubée inclusivement, mais à l'exclusion des îles de Samos et de Crète. C'est pourquoi, lorsque lord Cochrane, afin d'exécuter son entreprise contre l'Albanie, apparut, avec vingt-trois navires qu'il avait réunis près de Spetzia *, devant Missolonghi où il devait attendre, en dehors du détroit, le général Church qui, avec ses troupes, avait quitté l'isthme pour se rendre à Vostitsa, Codrington signifia à l'amiral qu'on ne pourrait pas lui permettre de débarquer en Albanie ; Codrington communiqua aussi à Ibrahim-Pacha, dans leur entrevue du 25 septembre, cette injonction adressée par lui à l'amiral grec.

* 4 septembre.

* 18 septembre.

Déjà auparavant, le général égyptien avait exprimé à de Rigny tout l'étonnement que lui faisait éprouver la partialité avec laquelle les alliés l'empêchaient de faire le moindre mouvement, tandis que les Grecs avaient beaucoup plus de liberté dans leur action. L'amiral français, pour se justifier, lui répondit ce que Stratford avait dit à l'internonce[1] : « Que celle des deux parties qui se soumettait aux demandes des puissances méritait ces égards qui étaient un moyen de forcer la Porte, si opiniâtre, à accepter la suspension d'armes. Cette indulgence, ajoutait-il, ne s'étendrait d'ailleurs qu'aux territoires grecs qui étaient réellement soulevés. » Le lendemain même de la réunion, et en s'en référant à la déclaration de la veille contre l'ex-

[1] Rapport du baron von Ottenfels, du 15 octobre 1827. MS.

pédition de Cochrane, le drogman du pacha vint demander à Codrington s'il ne permettait pas qu'on envoyât des forces à Patras où lord Cochrane avait l'intention de débarquer. Les amiraux, qui savaient que cette dernière assertion était fausse, répondirent négativement en répétant leur déclaration : « Qu'ils empêcheraient une attaque en dehors du théâtre de la guerre, et qu'ils ne se montreraient pas hostiles aux Grecs, qui avaient accepté l'armistice, tant qu'ils resteraient dans les limites de la scène de l'action. » La flottille grecque aussi se soumit alors aux injonctions qu'on venait de lui faire. Lord Cochrane se contenta de faire une tentative contre le fort Vassiladi, et retourna à Syra lorsqu'elle eut échoué. Hastings y resta seul avec *la Karteria*, *le Sauveur*, deux schooners et deux canonnières, afin d'entrer, si c'était possible, dans le golfe et d'y prendre une escadre turque qui était en station dans ces parages. Par conséquent, le capitaine Thomas
* 21 septembre. passa *, sous le feu des châteaux-forts, avec *le Sauveur*, deux schooners et une canonnière, par le détroit, et entra dans le golfe où, sans attendre l'arrivée de Hastings qui devait le rejoindre, il fit une attaque prématurée contre les vaisseaux turcs dans l'échelle de Salona. *La Karteria* avait été retenue par un calme; dans son impatience, Hastings la fit entrer dans la passe, à la remorque d'une canonnière, afin de pouvoir commencer son entreprise avec tous ses compagnons d'armes. En faisant une reconnaissance, il trouva que la flottille, dans l'échelle, était composée de deux bricks, de trois schooners et de quatre bâtiments de guerre plus petits, outre trois navires marchands autrichiens.

Pendant plusieurs jours, les mauvais temps continuels empêchaient les Grecs de rien entreprendre jusqu'à ce
* 26 septembre. qu'enfin on put commencer l'attaque * contre l'escadre, su-

périeure en nombre et protégée par une batterie sur la côte. Les Grecs durent entrer dans le golfe de Salona, ce qui n'était possible qu'avec un vent favorable qui devait ensuite nécessairement les empêcher de rebrousser chemin. Les troupes de terre de Church, postées sur la côte opposée en Achaïe, voyaient la flotte grecque entrer dans le golfe et disparaître ensuite derrière la pointe de terre; puis, après une canonnade d'un quart d'heure, elles entendirent l'explosion du brick-amiral que *la Karteria*, par son premier feu violent avec des bombes incendiaires et des carcasses, fit sauter en l'air; puis elles voyaient successivement les nuées de fumée noire s'élever du feu qui consumait aussi l'autre brick et un schooner. Sept des neuf navires turcs furent détruits; les trois bâtiments autrichiens furent pris dans ce combat brillant par lequel Hastings fit regagner aux Grecs la domination dans le golfe et les communications si précieuses entre la Morée et l'Hellade occidentale. Cet événement produisit sur Ibrahim-Pacha le même effet que celui qu'au commencement de l'insurrection toutes les victoires des rebelles avaient eu sur le sultan : sa nature barbare réprimée éclata de nouveau, et lui fit oublier tout l'empire sur lui-même qu'il avait su maintenir avec tant d'habileté vis-à-vis des amiraux. Il estima que cette violation de la paix l'avait dégagé de sa parole, et il lâcha dès lors sur la Messénie son kiaya qui y commença sa terrible œuvre de destruction. Les Turcs abattirent soixante mille figuiers et vingt-cinq mille oliviers; ils livrèrent aux flammes un grand nombre de villes et de villages; ils réduisirent une multitude de personnes à une affreuse misère et anéantirent d'avance les moyens de subsistance de toute une génération à venir. Plein de courroux à la nouvelle de ces atrocités, Kolokotronis courut aussitôt à Armyro et se fit armer un vaisseau

par les Magnotes, afin d'instruire les amiraux des exploits des Africains. Hamilton vit sur les lieux mêmes, à Kalamata, à quelles fureurs s'abandonnait le kiaya. Lorsqu'il lui demanda de s'arrêter, celui-ci s'en référa brièvement à ses instructions et adressa Hamilton au pacha, son maître. Mais au moment même où Ibrahim avait donné ces ordres atroces à son lieutenant, il avait fait partir deux divisions de la flotte, l'une commandée par le patrona-bey (le second vice-amiral) Moustapha, et l'autre, qu'il accompagnait lui-même, sous les ordres de Tahir-Pacha et de Mouharrem-Bey, avec l'intention de ravitailler Patras, de châtier la pétulance et l'orgueil de Hastings, et de reprendre le golfe de Corinthe.

Bataille de Navarin. Pendant la nuit dans laquelle il arrivait à Zante, l'amiral Codrington reçut*, par son aviso, la nouvelle du départ de la flotte turque[1]. Déjà le lendemain*, il s'opposa, avec un petit nombre de vaisseaux et malgré le temps le plus défavorable, à la première division de l'escadre turque devant le golfe de Patras, et déclara au grand-amiral, par l'intermédiaire du capitaine Spencer, du *Talbot* : « que, puisque les Turcs avaient manqué à leur parole, il ne comptait pas faire beaucoup de façons avec eux; qu'il tirerait sur le premier bâtiment qui ferait mine de vouloir passer, et que, dans le cas où on répondrait à son feu, il détruirait toute la flotte turque, s'il le pouvait. » Le doyen d'âge des commandants turcs envoya le vice-amiral à Codrington, et lui fit demander la permission de faire voile pour Patras; mais le drogman hésita de traduire à l'envoyé turc tout ce que l'amiral anglais lui disait. Codrington lui donna donc sa réponse par écrit, et, après avoir reçu cette décision de l'amiral, le commandant de la division

* 1er octobre.
* 2 octobre.

[1] Cf. *Compressed narrative of the proceedings of Vice-Admiral Sir E. Codrington*, London, 1832. — Écrit par l'amiral lui-même.

turque commença à se retirer. Lorsque, accompagné par les Anglais, il eut atteint la pointe sud de Zakynthos (Zante)*, Ibrahim parut lui-même, avec sa division, dans le canal entre Zante et Kephalenia (Céphalonie), où il opéra sa jonction avec le patrona-bey. Malgré l'inégalité extraordinaire des forces, Codrington était résolu d'agir, en cas de besoin, suivant ses instructions; mais, après qu'Ibrahim-Pacha eut pris connaissance de la lettre que l'amiral anglais avait adressée au patrona-bey, toute la flotte se retira dans la direction de Navarin. Lorsque, le lendemain matin*, Codrington eut de nouveau mouillé dans la baie de Zante, on aperçut encore un certain nombre des vaisseaux turcs les plus grands, avec tous les vaisseaux amiraux, dans le golfe de Patras où ils avaient pu retourner, pendant la nuit, à la faveur d'un coup de vent très-violent. Aussitôt *l'Asia* et *le Talbot* s'approchèrent et firent feu sur les premiers vaisseaux turcs, lorsque, tout à fait contre leurs habitudes, ils ne hissèrent pas leurs pavillons. Cette manière d'agir énergique produisit son effet. Pendant la nuit et le lendemain, une tempête dispersa les vaisseaux anglais aussi bien que ceux des Turcs; cependant le soir il y eut encore toujours, près du cap Pappa, vingt vaisseaux turcs qui ne savaient pas encore que leur amiral se fût retiré. Codrington leur fit passer leur chemin*, mais ce ne fut pas sans avoir besoin, à l'égard de quelques-uns de ces bâtiments, des arguments de ses canons. A son vif regret, il était encore toujours seul avec ses vaisseaux anglais; car autrement il n'aurait pas permis à cette flotte de retourner à Navarin, comme il y était autorisé par ses instructions fort détaillées, et il l'aurait renvoyée à Alexandrie et aux Dardanelles. Mais quelques jours se passèrent encore, avant que la flotte russe, commandée par le comte Heyden, opérât sa jonction avec lui près de Zante*.

* 3 octobre.

* 4 octobre.

* 6 octobre.

* 13 octobre.

Le même jour, il fut rejoint par de Rigny, de sorte que les trois escadres, réunies au grand complet, purent prendre position devant Navarin. Les amiraux y apprirent tous les détails de la guerre de destruction systématique que les Égyptiens avaient faite en Messénie; mais ils n'avaient pas la mission de l'arrêter directement, comme aussi les forces nécessaires leur manquaient pour obtenir ce résultat. Cependant ils reconnurent que la continuation de ces actes d'une barbarie insolente neutraliserait complétement le but que les puissances voulaient atteindre par leur traité, et ils n'étaient pas même sûrs de pouvoir empêcher, à la longue et d'une manière efficace, la flotte turco-égyptienne de prêter son concours à cette guerre en Messénie. En effet, d'après l'avis de tous les pilotes et de tous les officiers de marine qui connaissaient bien ces localités, il était matériellement impossible de bloquer le port de Navarin pendant l'hiver, où aucune des côtes voisines n'offrait un mouillage sûr aux grands vaisseaux. Les amiraux essayèrent, par une lettre d'avertissement*, de détourner le pacha de sa manière de procéder en Messénie. Mais Ibrahim avait quitté, la veille, son camp de Navarin pour se rendre à Pyrgos. On comprenait difficilement le motif qui l'avait engagé à s'éloigner dans un moment aussi critique. Était-ce, comme le croyaient les Autrichiens[1], pour avoir une entrevue personnelle avec Rechid-Pacha dans le golfe de Lepanto? ou était-ce seulement pour éviter les exigences des Francs? En tout cas, on aurait dit que c'était un artifice prémédité, lorsque son drogman jura qu'il ne savait pas trouver le pacha et qu'il n'y avait pas de moyen de lui envoyer une lettre. Avec ce système, c'eût été une tentative inutile de faire parvenir un avertissement semblable à l'amiral turc, qui déjà n'avait pas voulu rece

* 17 octobre.

[1] Rapport du Major Bandiera, le 30 octobre 1827. MS.

voir la lettre de Codrington, en date du 19 septembre, et qui avait renvoyé l'amiral anglais à Ibrahim. Après une délibération préparatoire*, les amiraux résolurent donc d'entrer dans le port, avec toute leur flotte, et de renouveler, sous la pression de leur présence, leurs propositions qui étaient que les amiraux ottomans renverraient, sous la garantie qu'on ne les molesterait pas pendant leur retour, leurs flottes à Alexandrie et aux Dardanelles, et qu'ils feraient cesser les hostilités par terre. Les amiraux des alliés n'étaient pas autorisés à poser l'une ou l'autre de ces propositions comme une demande, ni d'en obtenir l'exécution par la force; mais comme la seule présence des trois vaisseaux de Codrington avait suffi pour chasser la flotte turque de devant Patras, les amiraux pouvaient espérer à juste titre que l'aspect imposant des flottes alliées disposerait les Turcs à céder pacifiquement; s'ils avaient réussi à obtenir ce succès par un tel moyen, ils se seraient acquis les plus grands éloges. * 18 octobre.

Lorsqu'ils passèrent* les batteries à l'entrée du port, afin de mouiller l'ancre dans l'intérieur du vaste bassin, ils trouvèrent, à leur grande surprise, les flottes combinées des Turcs, des Égyptiens et des Tunisiens rangées soigneusement en forme de fer à cheval et en ordre de bataille, de sorte que leur ligne s'étendait depuis les deux pointes du port jusque vers la petite île de Chelonaki au milieu, et que la flotte des Francs, en entrant dans le port, était exposée, de tous les côtés, au feu des forts, des batteries de la côte et des vaisseaux. La flotte au croissant était composée[1] de trois vaisseaux de ligne, de quatre * 20 octobre.

[1] D'après un calcul fait par un Français, Letellier, dans : *Papers relating to the claim made by Vice-Admiral Sir E. Codrington on behalf of himself, the officers, seamen and mariners engaged in the battle of Navarin. Printed for private distribution.* London.

frégates doubles, de treize frégates, de trente corvettes, de vingt-huit bricks, de cinq schooners, de six brûlots et de quarante et un bâtiments de transport, ensemble cent trente voiles dont quatre-vingt-neuf vaisseaux de guerre armés de deux mille quatre cent trente-huit canons. Les vaisseaux de ligne et les frégates étaient placés au second rang sur une seule ligne, tandis que les corvettes et les bricks étaient postés en groupes séparés et formaient une première ligne ; les brûlots se trouvaient aux extrémités, les bâtiments de transport près du rivage sud-est ; à droite de l'île de Chelonaki étaient le kapoudan-bey et Mouharrem-Bey, à gauche Tahir-Pacha et le patrona-bey. Les flottes alliées entrèrent dans le port à deux heures de l'après-midi en formant deux colonnes; les quatre vaisseaux de ligne et quatre frégates russes étaient à l'arrière-garde; les Français, avec quatre vaisseaux de ligne, deux frégates et deux schooners, et les Anglais, avec trois vaisseaux de ligne, quatre frégates, une corvette et deux bricks, ouvrirent la marche : c'étaient, en tout, vingt-sept voiles avec douze cent soixante-seize canons. « Le sort en est jeté ! disait le kapoudan-bey à ses collègues; je vous le disais bien que l'Anglais n'entendait pas plaisanterie. » Codrington, qui avait le commandement en chef des flottes combinées, montait *l'Asia* et marchait en tête des colonnes, suivi du *Genoa* et de *l'Albion*; il mouilla à une portée de pistolet en face du vaisseau du kapoudan-bey; de Rigny se plaça vis-à-vis des grands vaisseaux égyptiens à l'aile droite, tandis que les Russes se postèrent vis-à-vis du côté gauche du fer à cheval; plusieurs bâtiments, entre autres *le Dartmouth*, avaient reçu ordre d'observer les brûlots. Le mot d'ordre avait été donné qu'aucun coup ne devait être tiré sans que les Turcs l'eussent provoqué. Les trois premiers vaisseaux anglais mouillèrent l'ancre sans

trouver d'obstacle ; mais lorsque *le Dartmouth* détacha une chaloupe afin de parlementer avec un des brûlots, plusieurs hommes y furent tués par le feu de mousqueterie qu'ouvrit le brûlot et auquel répondit *le Dartmouth*. Codrington arrêta encore le feu de l'artillerie, pour voir si ce n'était pas un simple accident ; mais bientôt *le Dartmouth* eut à répondre à un boulet égyptien par un coup de canon et alors la bataille devint, en quelques instants, générale. *L'Asia*, qui se trouvait à distance égale du kapoudan-bey et de Mouharrem-Bey, n'ouvrit pas d'abord le feu, comme les deux vaisseaux de ces amiraux ne le faisaient pas non plus. Mouharrem-Bey annonça, par un parlementaire, qu'il ne tirerait pas, au moment même où le pilote Mitchel apporta à l'amiral turc un message exprimant le désir de Codrington d'éviter l'effusion du sang.

A ce moment même, et sans qu'on sache si c'était par suite d'ordres reçus, ou non, l'équipage du kapoudan-bey tira sur *l'Asia* qui, en répliquant, détruisit le vaisseau ennemi et celui de Mouharrem-Bey ; mais elle aussi, exposée au feu des ennemis, dirigé de tous les côtés contre elle, avait terriblement souffert, et au premier moment où la fumée de la canonnade obscurcissait le ciel, on crut qu'elle était perdue. Ce que nous venons de dire de ce vaisseau, s'appliquait presque à tous les autres. Dans ce pêle-mêle des forteresses flottantes, pas un seul coup de ces milliers de bouches à feu n'était perdu. Dans cet espace étroit, et dans l'impossibilité de faire des manœuvres et de s'enfuir, les Turcs étaient forcés à se défendre ; mais ils manquaient complétement de la discipline et du courage froid d'où dépendait là tout, puisqu'on ne pouvait employer ni l'art naval, ni l'art militaire. N'ayant pas avec eux leur véritable chef, les Turcs furent bientôt en proie au plus grand désordre ; une partie des officiers donnèrent des ordres

qui furent aussitôt contremandés par les autres ; beaucoup de capitaines désertèrent lâchement leur poste ; Tahir-Pacha ne fit pas, dans cette journée, honneur à sa réputation de marin courageux et capable qu'il avait méritée dans d'autres occasions ; le kapoudan-bey et Mouharrem-Bey furent parmi les premiers qui reçurent des blessures mortelles. Au bruit assourdissant de l'artillerie qui, dans ce bassin retentissant et entouré de montagnes, se faisait entendre avec une force terrible au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer, la bataille continua, pendant quatre heures, avec une fureur que rien ne pouvait faire cesser jusqu'à ce qu'enfin la nuit arrêtât le carnage. Jamais, disait Codrington dans son rapport, on n'avait vu encore une scène semblable. C'était un coup foudroyant, tel qu'aucun autre n'avait été porté à la Porte depuis la journée de Lépante. La bataille coûta beaucoup d'hommes aux vainqueurs, surtout aux Anglais qui avaient été le plus exposés, et aux Russes qui avaient eu à essuyer le feu des batteries ; leurs vaisseaux avaient été presque tous fortement endommagés, tandis que les vaincus y perdirent presque toute leur flotte. On estima les pertes des musulmans à cinq ou six mille hommes ; de leurs vaisseaux de ligne ils perdirent un, de leurs quatre frégates doubles trois, des treize frégates neuf, de trente corvettes vingt-deux, de vingt-huit bricks dix-neuf, et, en outre, un schooner et cinq brûlots ; de sorte qu'il ne leur resta que vingt-neuf vaisseaux de guerre qui étaient, pour la plupart, dans un tel état qu'on ne pouvait plus les réparer. Tout le port était couvert de carcasses et de débris de navires. Un grand nombre de vaisseaux incapables de combattre fut incendié par les Turcs. L'amiral anglais était étonné de voir que les vainqueurs n'avaient pas à souffrir des effets de ces explosions terribles qui se succédaient pendant

toute la nuit. Le soir, Ibrahim-Pacha revint au théâtre de cette destruction. Lorsqu'il fit concentrer ses troupes autour des forts, les amiraux crurent qu'ils auraient à soutenir, le lendemain, une nouvelle bataille. Ils firent dire* au pacha, « qu'ils n'étaient pas entrés dans le port en ennemis et qu'ils épargneraient, encore à ce moment, les débris de la flotte; mais que, si les hostilités étaient renouvelées, ils détruiraient encore ces vaisseaux-là, ainsi que les forts, et ils y verraient une déclaration de guerre de la part du sultan. » On hissa alors, suivant la demande des amiraux, le drapeau blanc sur les forts. Les flottes franques se retirèrent pour réparer leurs vaisseaux. Quant aux quelques vaisseaux égyptiens, dès qu'ils eurent été mis en état de reprendre la mer, le pacha les renvoya* à Alexandrie et chercha désormais à se ravitailler dans les îles Ioniennes.

* 21 octobre.

* 28 décembre.

Effet produit en Europe par cette bataille. Jugements sur elle.

La bataille de Navarin était le coup inattendu qui avait arrêté l'expédition de la lettre que le grand vizir avait, à cette époque, écrite à Metternich pour lui demander la médiation de l'Autriche et qui dérangea par là de nouveau et d'une manière si fâcheuse les projets les plus récents de la politique de Vienne. Les hommes qui étaient à la tête des affaires en Autriche en furent extrêmement ébranlés et indignés. L'empereur François trouva que cet acte des amiraux ressemblait sur tous les points à un assassinat; Esterhazy compara cette catastrophe au partage de la Pologne! Le grand-chancelier était d'opinion que cette bataille avait ouvert la guerre et que le règne d'un véritable chaos allait commencer; et même lorsqu'il s'était déjà remis depuis longtemps de sa terreur, il exploita encore cet événement pour effrayer du moins les autres des conséquences d'une révolte, d'un changement de souverain et d'un déchaînement de tout l'enfer à Constantinople[1]. En

[1] Metternich au comte Appony, du 13 novembre 1827. MS.

Russie, on s'imaginait avec un véritable bonheur quel devait être le désespoir du prince. Nesselrode, plein de pétulance, déchirait encore à coups d'éperon les flancs de cet homme que Stein avait appelé « le grand saint Christophe » du petit ministre russe. « Que dira, disait-il dans une lettre confidentielle à Tatistschew, que dira notre ami Metternich de ce triomphe de la force sur le préjugé des principes?! Les amiraux mériteraient d'être placés à la tête des cabinets pour en diriger la politique! » Dans les documents officiels, on montrait plus de mesure; dans les dépêches qu'il envoya à Londres et à Paris, Nesselrode déclarait que l'empereur (qui décora tous les trois amiraux) regrettait, à la vérité, l'effusion du sang qui n'avait pas été dans l'intention des puissances, mais qu'il se tranquillisait en songeant qu'elle n'avait été causée que par la manière d'agir perfide et cruelle des chefs turcs. En France aussi, on était dans la joie et les classes les plus hautes, comme les plus basses, trouvaient un sujet de gloire dans cet exploit; de Rigny disait, plein de jactance, à Smyrne, qu'on faisait la meilleure politique avec des canons, et plusieurs mois après, le discours du trône disait en France (5 février 1828) que la bataille de Navarin avait été une occasion pour les armes françaises de se couvrir de gloire et, en même temps, un gage éclatant de l'union entre les trois pavillons; paroles que ce peuple philhellénique écouta avec le plus grand enthousiasme. Seulement en Angleterre, l'opinion avait été divisée dès le commencement. Déjà la première nouvelle de la bataille fut accueillie froidement et sans ce sentiment de joie qu'inspirent, dans d'autres occasions, aux Anglais leurs victoires navales. La minorité whig chantait, à la vérité, triomphe; mais les tories étaient furieux de cet événement sanglant qui, disaient-ils, lésait les intérêts de l'Angleterre et violait les
17 novembre. premiers principes du droit des gens. Lord Dudley adressa

au lord grand-amiral (duc de Clarence) une série de questions[1] dans lesquelles on voyait dominer l'appréhension inquiète et la crainte de trouver la manière d'agir des amiraux en contradiction avec leurs instructions. Le gouvernement refusa aux équipages de Codrington la gratification qu'on accordait toujours aux marins après chaque victoire; il paraissait presque hésiter s'il fallait récompenser ou punir l'amiral. L'opinion publique répéta bientôt la même chose; on disait qu'il ne restait pas d'autre alternative que de le décorer ou bien de le faire passer devant un conseil de guerre.

Le préjudice causé momentanément, dans une vaste étendue, aux intérêts du commerce, fit naître une consternation générale; de grandes masses de blé, achetées pour le compte de négociants anglais, se trouvaient, dans la Russie méridionale, prêtes à être expédiées; mais la crainte de les voir frapper par un embargo à Constantinople, arrêta toutes les communications entre la mer Noire et la mer Blanche. Bientôt cependant, les Anglais, avec leur sagacité politique, reconnurent que la destruction de la flotte turque livrait la Porte sans défense entre les mains de la Russie qu'on avait voulu lier par le traité et dont on favorisait alors les projets d'une manière si inattendue. C'est pourquoi le discours du trône anglais appelait (en janvier) cette bataille, en termes devenus célèbres, un « événement malencontreux » qu'on ne pourrait considérer qu'avec une douleur profonde. Ce mot (*untoward event*) désignait bien le vaste abîme qui séparait le nouveau gouvernement de celui qui l'avait précédé; il formait, dans sa pointe la plus fine, le contraste le plus marqué avec ce qu'aurait dit Canning dont les sentiments et l'esprit, par

[1] Cf. *Queries and answers. Printed for private distribution.* London.

bonheur pour les Grecs, continuaient à agir encore pendant cette première exécution du traité. Canning avait montré une grande prudence et une sage lenteur dans le conseil et avant de prendre une résolution; mais quant aux actes, il aurait poussé à les finir promptement. Cette manière de voir et d'agir était aussi celle de son cousin et représentant à Constantinople qui, pas plus que le ministre, n'aimait à s'occuper, avec des demi-mesures, de ce qui avait été une fois commencé, et qui se réjouissait de voir les idées de l'homme d'État défunt incarnées, avant sa mort, dans un fait inébranlable qui restait, après lui, comme un legs de sa politique. Stratford Canning, qu voyait de près les hommes et les choses, connaissait trop bien la nature des Orientaux pour ne pas savoir que, vis-à vis des interprétations forcées du traité, la Porte ne sorti rait pas de son système d'imposture et que, vis-à-vis de vaines menaces, elle ne se départirait pas de son opiniâ treté insolente avant que des actes lui montrassent que le intentions des puissances étaient sérieuses. Les paroles d reïs-effendi avaient toujours fait supposer que la Porte ré sisterait les armes à la main ; il n'avait pas reconnu l'exis tence du blocus proclamé et qui avait pour but d'obteni de vive force une suspension d'armes; car, disait-il, l Porte était chez elle dans ces parages, c'étaient là ses su jets, ses mers et ses côtes. Dans le cas où l'on exécutera le blocus, le reïs-effendi avait déclaré que ce seraient le
* 9 septembre. puissances qui attaqueraient la Turquie, et il avait dit aux drogmans que, dans ce cas, la Porte agirait comm elle le jugerait bon et que les commandants turcs procéde raient conformément aux ordres qu'elle leur donnerait. I même que ces paroles du ministre turc donnent la clef d la conduite des amiraux ottomans à Navarin, de mên aussi les contre-mesures de Stratford Canning explique

la manière de procéder de Codrington et de ses collègues. Toutes ses démarches respiraient le désir de compenser dès lors la marche lente et traînante de la diplomatie par une action énergique et vigoureuse.

Dès que les amiraux eurent reçu leurs premières instructions, Stratford Canning pressa Codrington de communiquer aussitôt le traité au gouvernement grec, sans attendre l'arrivée de Heyden. Lorsque, après le refus de la médiation, la seconde déclaration des puissances fut remise à la Porte, et que le moment d'agir était arrivé, les ambassadeurs de France et de Russie « s'honorèrent » d'engager leurs amiraux à procéder immédiatement d'après leurs secondes instructions qu'on leur avait données pour le cas « qui malheureusement venait de se réaliser. » Dans la lettre adressée par Stratford à Codrington, il y avait des différences très-caractéristiques dans les expressions, en ce qu'il « s'empressait, en se conformant à son devoir, de lui annoncer qu'il aurait dès lors à procéder à l'exécution des mesures importantes » qu'on lui avait prescrites éventuellement; que, sans aucun doute, il ferait, immédiatement après la réception de cette communication, les démarches nécessaires pour atteindre ce but. A cette époque, Codrington avait eu à Smyrne plusieurs fois des entrevues personnelles avec Stratford et il avait continuellement échangé des lettres avec lui. Le ton craintif et timide des instructions insuffisantes faisait naître, à tout moment, les doutes les plus pénibles dans des hommes à la nature de soldat tels que Codrington et de Rigny. Ils comprenaient bien que leur mission était une espèce de blocus qu'ils avaient à maintenir en amis de la Porte; mais ils ne pouvaient pas s'expliquer de quelle manière ils pourraient mettre les Turcs à la raison sans avoir recours à des actes d'hostilité, dans le cas où ils leur résisteraient de vive force. Codring-

[1] 11 août ton avait déjà auparavant[1] demandé à Stratford de le renseigner à ce sujet, et l'ambassadeur lui avait répondu
[2] 1er septembre. confidentiellement[2] : « qu'il n'avait à embrasser la cause d'aucune des parties belligérantes, mais qu'il devait s'interposer entre elles et obtenir la paix, si c'était possible, à l'aide des trompettes et, en cas de besoin, à coups de canon! » A cette époque, la situation des affaires était encore telle qu'on pouvait supposer qu'il y aurait une collision à l'occasion de l'attaque contre Hydra qu'on prévoyait; mais lorsque la flotte égyptienne fut heureusement parvenue jusqu'à Navarin, il s'éleva d'autres doutes. Leurs instructions prescrivaient aux amiraux d'empêcher l'arrivage de renforts et de munitions en Grèce ; mais elles ne parlaient pas des mouvements que les musulmans pourraient faire, dans un but hostile, d'un port de la Grèce vers un autre port au pouvoir des Turcs. Toutefois un protocole de
[2] 4 septembre. la conférence à Constantinople[2] aida à surmonter encore ces scrupules[1] : il ordonna aux amiraux de couper court à de telles expéditions entreprises le long des côtes, dans un but hostile, de favoriser et de protéger, au contraire, le retour des flottes; « en ce qui concernait les vaisseaux à Navarin et à Modon qui s'acharnaient à vouloir y rester, ils auraient à courir tous les risques de la guerre, absolument comme ces forteresses elles-mêmes! »

Quand on a lu cette seule phrase, on n'aura besoin, pour s'expliquer la bataille de Navarin, ni des excuses de ceux qui défendaient la loyauté de Codrington, en disant qu'il avait eu entre les mains un ordre secret du lord grand-amiral, ni des insinuations d'une médisance méchante qui prêtait à son collègue de Rigny le mot que voici : « que le caractère de leurs opérations dépendait d'un verre de plus

[1] Cf. Un article d'une plume bien informée dans le *Foreign quarterly review*. Février 1830.

ou de moins que boirait Codrington. » L'amiral anglais pouvait bien se croire justifié et autorisé à suivre la ligne de conduite qu'il avait tenue ; il croyait même avoir le droit de se vanter de son empire sur lui-même. Si Ibrahim avait essayé d'exécuter de vive force son expédition contre Patras, on ne pouvait douter que Codrington n'eût été obligé, par ses instructions, de l'en empêcher ; il croyait bien pouvoir citer, comme une preuve de sa prudence, que, malgré la rupture manifeste de l'armistice, il avait laissé passer deux fois, et sans en profiter, des occasions de se distinguer dans sa carrière. Exaspéré, comme il l'était alors, par le manquement de parole du pacha, il l'était encore davantage, plus tard, en apprenant les infamies commises par les soldats d'Ibrahim en Messénie. Dans son rapport*, adressé au lord grand-amiral, il avouait « son vif désir de punir les coupables, » et lorsque, le 18 octobre, il avait tenu conseil avec ses collègues, il y était allé avec l'opinion qu'il fallait « forcer le pacha à s'éloigner. » Néanmoins, d'après la conduite qu'il avait d'abord tenue avant et pendant la bataille, il croyait pouvoir se rendre le témoignage, qu'il aurait bien désiré éviter l'emploi des mesures extrêmes et que, tant que c'était possible, il avait, conformément à son devoir, imposé un frein au sentiment qui le portait à punir les coupables. Tous les trois amiraux qui venaient de frapper ce coup étaient très-satisfaits d'eux-mêmes et exprimèrent ce contentement dans les rapports qu'ils firent immédiatement après la fin de l'action : de Rigny et Heyden s'attendaient même à une nouvelle bataille et ils ne doutaient pas le moins du monde qu'elle ne dût être menée à bonne fin avec la même résolution énergique. Stratford Canning, de son côté, ne se donna pas la moindre peine pour cacher sa joie. Il ne se serait pas non plus laissé déconcerter par les scrupules de

* 21 octobre.

ceux d'entre ses compatriotes qui croyaient que cette bataille n'avait que trop bien fait l'affaire des Russes ; car il était tout à fait convaincu qu'on profiterait, comme l'aurait fait Canning, de la victoire avec une énergie prompte pour arriver au résultat définitif de la médiation.

* 10 septembre Déjà avant la bataille, Lieven avait proposé*, avec l'assentiment de la France[1], de bloquer le Bosphore et les Dardanelles et de couper court à toute autre discussion, en coupant les vivres à la ville de Constantinople. Canning aurait suivi les puissances dans cette voie qui eût été la plus propre à pousser à bout la Porte et à lier la Russie jusqu'à la fin de ces complications. Avec de telles prémisses, Stratford et Codrington pouvaient, sans hésiter, céder à l'ambition qui les aiguillonnait et à l'opinion publique qui les stimulait ; en effet, ils étaient désireux et impatients de mettre fin, par un coup définitif, frappé par les forces réunies, à cette guerre de paroles interminable qui, depuis sept ans, avait fatigué le monde, en lui inspirant du dégoût pour la faiblesse et la timidité de la diplomatie et en l'exaspérant contre l'insensibilité froide de la politique par suite desquelles les atrocités de la guerre de l'insurrection avaient été prolongées si longtemps. Le réseau d'artifices, tramé par les hommes de cabinet, avait été déchiré par un coup vigoureux qui prouvait que toutes les forces vitales et toute la séve dans le corps politique de l'Europe n'avaient pas encore été épuisées par l'action paralysante du cabinet de Vienne. Tous ceux qui ont vu cette époque savent que le monde européen se sentait renaître et respirait librement, en se voyant délivré de cette pression morale qui depuis neuf ans avait pesé sur le cœur de tous. L'opinion publique accueillit avec des cris de joie

[1] Cf. Martens, t. XII, p. 61.

les vainqueurs francs. On avait mis fin à l'effusion du sang en Grèce et à la guerre avec ses allures sauvages ; le travail de Danaïdes des philhellènes avait été remplacé par des secours plus efficaces ; le peuple grec près de périr avait été sauvé de sa ruine, et on avait prouvé aux Turcs que la protestation de l'Europe contre la destruction de la nation hellénique était très-sérieuse. Des hommes calmes et d'une grande sagacité politique exprimaient, même en Angleterre, l'opinion pleine d'espérance que cette bataille pourrait avoir l'importance de celle de Marathon si cette nation, après sa délivrance, était capable de répandre la semence d'une civilisation nouvelle sur l'intérieur des terres devenues incultes et sauvages dans la péninsule de l'Hémus et sur l'Asie occidentale. Dans la France philhellénique on se réjouissait surtout de voir que l'esprit public avait eu une si grande part à cette victoire. « La bataille de Navarin, écrivait un Français, ancien ami de Tombazis[1], a été gagnée par les peuples ! Le cri de victoire venu de l'Archipel est peut-être le premier, depuis bien des siècles, que tous les peuples aient pu accueillir avec une sympathie commune. Le canon de Navarin a commencé une nouvelle ère et annoncé l'avénement triomphal de l'opinion publique qui est au-dessus des trônes, étant pour la première fois véritablement reine, disposant de flottes et de canons, commandant aux amiraux, entraînant même les princes et les forçant, pour ainsi dire, à reconnaître ses victoires et à s'approprier ses lauriers. »

Effets de la ba[taille] de Navari[n] sur la Grèce.

On comprend qu'en Grèce on ressentit avec le plus de vivacité le soulagement intime que l'Europe éprouva à la nouvelle de la bataille de Navarin. Pendant un instant, le peuple grec était ivre de joie et de bonheur ; sa gratitude

[1] Pierre Lebrun, dans la préface de son ouvrage poétique : *Voyage en Grèce*. Paris, 1828.

se fit jour dans des épanchements d'une piété sincère. Mais malheureusement, les soulagements matériels qui auraient certainement dû suivre cet événement, comme les prémices de la paix et de la liberté, se firent vainement attendre. C'était un grand malheur qu'à ce moment important il n'y eût pas en Grèce un gouvernement fort qui, dans une entente étroite avec les amiraux et les diplomates des alliés bien disposés pour les Hellènes, se fût borné aux entreprises militaires les plus indispensables, afin de protéger la Morée contre Ibrahim, afin de regagner la Grèce continentale qui prenait toujours une part active à l'insurrection et d'assurer sur-le-champ aux parties de la Grèce restées libres l'essor tranquille de la culture et de la prospérité. Mais Kapodistrias, le président élu, qui, depuis qu'il avait obtenu un congé illimité de l'empereur de Russie après le congrès de Vérone, avait demeuré à Genève, parcourait, depuis le commencement de cette année-là, toute l'Europe ; il était allé de Paris, par Berlin, à Saint-Pétersbourg où il reçut* la lettre de l'assemblée nationale de Troizen qui le mit à la tête de la Grèce ; il avait demandé à Saint-Pétersbourg qu'on le déchargeât de ses fonctions, ce que le gouvernement russe lui accorda dans les termes les plus honorables pour lui ; ensuite, pour faire cesser l'isolement de la Grèce et pour la rapprocher des puissances, et dans le but de se procurer les ressources les plus indispensables par des emprunts ou par des subsides, il était allé à Londres et à Paris où il se trouvait au moment de la bataille et où il séjourna encore pendant plusieurs semaines. De cette manière, la Grèce restait abandonnée au triumvirat méprisé qui ne jouissait nulle part de la moindre considération. Les capitaines militaires gardaient donc la principale influence ; parmi eux les Rouméliotes pressaient le gouvernement de reprendre la guerre dans la Grèce continentale, tandis que les philhellènes, les

* En juin.

Cochrane et les Fabvier, auxquels les membres du comité d'administration donnaient avec le plus d'empressement des ressources pécuniaires, songeaient à des aventures d'une nature bien plus vaste. Dans les projets qu'ils couvaient, ils songeaient à reconquérir Chios et à soulever de nouveau l'île de Crète : c'étaient les mêmes diversions désespérées et les mêmes expéditions incendiaires qui au commencement de l'insurrection, où la haine contre les Turcs venait de se faire jour seulement, pouvaient s'excuser peut-être, mais dont la répétition à cette époque où la lutte tirait vers la fin, était un crime impardonnable; car les Européens, qui en étaient les instigateurs, pouvaient très-bien savoir qu'il était impossible d'arracher ces îles aux Turcs dans les stipulations définitives du traité de paix. Si ces projets avaient déjà surgi au moment où l'on savait seulement la conclusion du traité de juillet, il était impossible, à l'époque dont nous parlons, de dissuader les Grecs de leur exécution, puisqu'ils s'imaginaient que les Turcs pouvaient à peine leur opposer un seul vaisseau. Les amiraux cherchèrent en vain à prévenir de telles entreprises. Déjà avant la bataille de Navarin, Codrington avait fait* des remontrances sérieuses au gouvernement grec à l'égard des vexations auxquelles on exposait continuellement les pavillons des puissances amies; de Rigny avait répété* ce même avertissement, en indiquant aux croiseurs grecs comme ligne du blocus les parages de Volo à Lepanto jusqu'à une distance de trente ou trente-trois lieues des côtes et en leur interdisant toutes les expéditions aventureuses entreprises dans un but de pillage au delà de ces limites.

Trois jours seulement après la bataille*, les amiraux firent encore une fois les représentations les plus sérieuses au gouvernement grec qu'ils sommèrent d'arrêter dès lors la piraterie qui, à ce moment, était arrivée à un tel dévelop-

* 20 septembre.

* 8 octobre.

* 24 octobre.

pement qu'on comptait qu'un quart de toute la population mâle de la Grèce y était impliqué directement ou indirectement. L'armistice sur mer, écrivaient les amiraux au gouvernement, était établi de fait, puisque la flotte des Turcs n'existait plus; les Grecs auraient « à prendre garde à la leur; » car, s'il le fallait, on la détruirait de la même manière, pour mettre fin à un système de piraterie qui finirait par leur faire perdre la protection du droit des gens. En même temps, ils firent prévenir le gouvernement par le capitaine Le Blanc (de la frégate *la Junon*) du danger qu'il y aurait à faire des armements contre Chios parce qu'on le rendait responsable des conséquences.

* 2 novembre. Les triumvirs étaient bien forcés, à la vérité, à ordonner* aux vaisseaux de guerre grecs et aux croiseurs de se concentrer dans l'intérieur des lignes marquant le blocus des territoires en révolte, et à arrêter la piraterie dans leur voisinage immédiat; mais leur pouvoir ne s'étendait pas encore, pour le moment, jusqu'aux Sporades du nord et jusqu'à Grabousa. Les bandes de gens audacieux, qui avaient afflué de tous les côtés à Grabousa, possédaient, au moment de la bataille de Navarin, huit bricks et quarante schooners, avec lesquels ils visitaient les côtes de la Cilicie et de la Syrie, depuis que la piraterie dans l'Archipel était devenue un métier dangereux à cause des vaisseaux de guerre qui escortaient les bâtiments marchands; les corsaires se proposaient même de naviguer dans l'Océan Atlantique. On calculait que quatre cent quatre-vingt-sept navires marchands, dont quatre-vingt-treize bâtiments anglais, étaient tombés entre les mains de ces redoutables corsaires, sans compter ceux qui avaient été détruits en pleine mer. Dans le château-fort autrefois vide, on avait établi un grand nombre de logements et de magasins, et la chapelle au sommet du rocher se remplissait de riches

ex-voto, offrandes que présentaient les corsaires pour obtenir la faveur de la Panagia *Klephtrina* (sainte Marie-la-Voleuse). Vis-à-vis des Grecs et des philhellènes, les Grabousiens avaient toujours pallié leurs brigandages, en disant qu'ils ne faisaient sur leurs rochers que préparer la délivrance de l'île de Crète ; mais, dans le moment actuel, la parole d'autorité des puissances alliées, qui proscrivaient la piraterie, eut effectivement ce résultat, que les pirates se consacrèrent sérieusement au soulèvement de l'île de Crète, un de ces mouvements qu'on pouvait d'autant moins arrêter que les amiraux l'avaient seulement déconseillé, mais non pas défendu. — Nous ne pouvons pas complétement passer sous silence l'effet qu'eut la bataille de Navarin sur les affaires grecques, mais nous ne pouvons jeter qu'un coup d'œil rapide sur ces détails de l'histoire locale dont les événements ne pouvaient plus, comme autrefois, exercer une grande influence ni sur l'esprit public en Europe, ni même sur l'histoire de la Grèce.

Afin de relever de leur ruine les affaires de l'*Hellade orientale*, Vassos et Kriëzotis s'allièrent, immédiatement après la bataille de Navarin, à Karatassos et à d'autres Olympiens, afin de recommencer l'entreprise contre la Thessalo-Magnésie qui avait échoué déjà tant de fois. Ils débarquèrent* trois mille hommes près de Trikeri ; ils assiégèrent la ville qu'ils auraient voulu prendre par un coup de main ; ils refoulèrent un corps de troupes, venu de Larissa et de Volo pour dégager la ville ; mais, craignant que les Turcs n'envoyassent d'autres renforts, ils n'osèrent pas continuer le siége pendant l'hiver et licencièrent de nouveau l'armée.

* 17 novembre.

Quant à l'*Hellade occidentale*, le commodore infatigable, Hastings, y avait porté avec ses vaisseaux* le général Church et immédiatement après Kostas Botsaris qui s'é-

* Fin de nov.

taient rendus, par des chemins détournés, au cap Pappa, en descendant des montagnes autour de Kalavryta, et en se glissant à travers les postes des Turcs, sous Déli-Achmed-Pacha, qui y faisaient la garde. Comme pour redresser la délimitation du territoire des frontières que la conférence de Constantinople avait circonscrit dans des limites assez étroites, le général en chef débarqua à l'extrême ouest de l'Acarnanie; il occupa, sans trouver de résistance, Dragomestron, Mytika et Kandyla où, déjà auparavant, les capi-
* 7 décembre. taines indigènes avaient commencé à s'agiter, et appela * de là aux armes tous les habitants de la Grèce continentale. On y trouva peu de difficultés dans l'intérieur des terres; mais on ne put pas se rendre maître des villes sur la côte.
* 23 mai 1828. Un assaut, qu'on essaya de donner *, au printemps, à la ville d'Anatoliko, échoua complétement et coûta la vie à un des hommes les plus précieux pour la Grèce. Le commodore
* 1er juin. Hastings y reçut une blessure mortelle. Sa mort * enleva à la Grèce le meilleur des philhellènes et celui qui s'était le mieux acclimaté dans le pays, homme du caractère le plus vaillant, d'une activité infatigable, d'un courage inébranlable, d'une réflexion calme au conseil, d'une résolution hardie dans l'action, qui seul fut d'une grand utilité à la marine grecque, en essayant de l'organiser à l'européenne, et qui fut surtout le premier à faire usage de la terrible arme des vapeurs de guerre, armés de canons d'un fort calibre pour les bombes incendiaires et pour les boulets pleins rougis au feu. Son désintéressement alla si loin que, suivant les calculs de ses amis, il sacrifia bien la somme de 7,000 livres sterling à la cause de la Grèce. Encore dans les derniers temps de sa vie, il avait dépensé la plus grande partie de sa fortune, qui pourtant n'était pas considérable, pour maintenir continuellement sur mer *la Karteria*, à bord de laquelle il savait toujours faire

observer la discipline la plus rigide et dont l'équipage grec était parfaitement bien exercé par lui au maniement des nouvelles armes et rompu au service difficile de ce bâtiment d'un genre nouveau. N'aimant pas l'éclat et modeste comme il l'était, il faisait, par ses exploits, complétement ombre à lord Cochrane, ce grand hâbleur, qui, à cette époque, retourna en Angleterre, pour revenir, huit mois après, en Grèce dont il quitta ensuite, pour toujours, les côtes sans y avoir trouvé de la gloire ou de la reconnaissance. Hastings, au contraire, releva, par sa mort vaillante, l'honneur militaire du philhellénisme, au moment même où Fabvier venait encore une fois de le ruiner inutilement dans l'île de Chios.

Il s'était formé à Syra, parmi les réfugiés de Chios, un comité qui, d'intelligence avec le gouvernement, avait engagé le colonel Fabvier à entreprendre une espèce d'expédition particulière contre l'île de Chios où une nouvelle population chrétienne s'était rassemblée qui, à ce moment, atteignait le chiffre de vingt-deux mille âmes. Désireux de réparer l'échec qu'il avait essuyé devant Athènes, soutenu par ses réguliers à Methana qui étaient prêts à l'accompagner partout où il irait, encouragé par Cochrane qui, plus tard, sur les lieux mêmes, ne put jamais s'entendre avec lui, Fabvier avait accepté cette invitation. Les représentations des amiraux ne purent arrêter ses armements; de Rigny, l'un d'eux, n'était pas peu disposé à montrer de l'indulgence à son compatriote qui était à la fois son ami et son parent. Après être parti de l'île de Psara, choisie pour point de ralliement, Fabvier débarqua*, sans difficulté, son corps de mille tacticiens et de quinze cents irréguliers, avec vingt canons, dans l'île de Chios où il enferma, dans le château-fort très-étendu, le pacha Youssouf qui, déjà autrefois, avait défendu cette forteresse. * 28 oct. 1827

Les assiégeants, ivres d'espoir, étaient convaincus que le fort ne pourrait pas tenir quinze jours; surtout après la bataille de Navarin, il engagea, avec une confiance entière, le pacha à se rendre, en ajoutant la menace que, dans le cas d'une réponse négative, il vengerait sur lui le sort des Chiotes et des Psariotes. Le vieillard répondit par des coups de canon. Le colonel dut donc procéder à des travaux de siége en règle, pendant lesquels il aurait dû se convaincre bientôt qu'il avait affaire à un adversaire tenace; que ses palikares à lui n'étaient pas hommes à prendre d'assaut un château bien fortifié; que ses munitions ne seraient pas suffisantes et que des terrassements et des mines ne seraient pas d'une grande utilité pour attaquer des fortifications dont les fondements étaient en partie au-dessous du niveau de la mer. Les sommations réitérées des amiraux lui auraient fourni un prétexte pour se retirer avec honneur, mais il s'entêtait à vouloir les braver. Bientôt il se vit forcé à restreindre son action à un simple blocus qui n'était pas sans fatigues pendant l'hiver, et, pour empêcher l'arrivage des approvisionnements, il dut se borner à des entreprises aventureuses dans lesquelles il reçut un échec après l'autre. Si malgré tout cela, le fort fut réduit à la dernière extrémité par la famine et par les épidémies, les assiégeants avaient pourtant à souffrir bien davantage des rigueurs de l'hiver. Les membres du comité de Chios, bande de voleurs, pour lesquels il ne s'était agi que de faire main basse sur la récolte de mastic, ne s'inquiétèrent pas de Fabvier et de ses gens; les irréguliers parcouraient l'île en la ravageant, et les tacticiens eux-mêmes commencèrent à être infectés par l'esprit d'indiscipline qui régnait parmi les irréguliers. Mais encore à ce moment, après que de Rigny avait de nouveau engagé Fabvier à quitter l'île, celui-ci déclara que la nécessité la

plus cruelle pourrait seule le déterminer à renoncer à cette entreprise. Déjà auparavant *, son ami l'avait averti en vain que Tahir-Pacha préparait une expédition maritime menaçante que les puissances ne pourraient pas empêcher. Bien qu'elle fût retardée, cette expédition finit cependant par faire son apparition * dans le canal de Chios et jeta un renfort de deux mille cinq cents hommes dans la citadelle. Alors les capitaines eux-mêmes déclarèrent à Fabvier qu'il fallait nécessairement partir, et le colonel dut s'embarquer, suivi des imprécations des Chiotes. Un million de piastres avait été encore gaspillé en pure perte. L'indignation du peuple était très-violente. En débarquant dans l'île de Syra, Fabvier et les siens durent se défendre, l'épée à la main, contre une attaque des Chiotes habitant cette île. Fabvier renonça dès lors à toute action ultérieure sur cette terre qui l'avait fait trébucher à chacun de ses pas et où il avait trouvé une défaveur si marquée.

* Janvier 1828.

* 12 mars.

La population de Chios fut cette fois-ci entièrement épargnée par les Turcs; à ceux des habitants qui voulaient s'enfuir, de Rigny avait fourni les moyens de s'éloigner, en les prenant, en même temps, sous sa protection. L'île de *Crète* n'en fut pas quitte à si bon marché lorsqu'elle recommença son mouvement de révolte qui reçut son impulsion de Grabousa. La marche de ce nouveau soulèvement était marquée par deux grandes entreprises, entre lesquelles Grabousa elle-même périt, non pas par la main des Turcs, mais par celle des alliés. Dans les éparchies de l'île de Crète, les klephtes n'avaient jamais entièrement cessé de faire la guerre aux Turcs. A l'époque qui nous occupe, les capitaines s'étaient adressés à Heidegger et à Fabvier pour leur offrir le commandement en chef; lorsque ces derniers s'y refusèrent, on fit venir deux mille mercenaires à Grabousa. Après y avoir doublé leur nom-

bre, les mercenaires, sous les ordres d'Ioannis Chalis, passèrent* dans l'île de Crète où ils parcoururent, en les pillant, les éparchies de Pyrgiotissa, de Kainouri et d'Arkadia jusqu'à une lieue de Megalokastron, tandis qu'une autre division avait été envoyée au port de Hagios-Nikolaos près de Spinalonga, pour envahir de là l'éparchie de Mirabella et pour soulever l'est de l'île. Ces premières tentatives échouèrent si complétement, que ceux qui dirigeaient les affaires à Grabousa et qui formaient l'*épitropie* (la commission), dont l'âme étaient deux Crétois, Oikonomos et Antoniadis, durent chercher de nouveaux secours à l'intérieur et à l'extérieur. Ils appelèrent le chef de cavalerie Hadschi-Michalis, avec six cents hommes, pour qu'il donnât, conjointement avec les Sphakiens qui jusqu'alors ne s'étaient pas mêlés de ce nouveau mouvement, une nouvelle impulsion au soulèvement. Le vaillant Michalis se rendit à cet appel* au moment même où, de concert avec le président Kapodistrias qui venait à peine d'arriver à Nauplie et à Aigina pour y entrer en fonctions, les amiraux expédièrent une escadre sous les ordres du commodore Staines, afin de mettre fin à la piraterie de Grabousa et pour arrêter douze des meneurs qu'on lui avait désignés. Staines s'acquitta de sa mission avec une rigueur soldatesque qui place dans son vrai jour toute la sévérité montrée par Codrington aux Turco-Égyptiens à Navarin, ou bien qui lui fait ombre. Arrivé devant Grabousa, il demanda, sans vouloir déranger les entreprises de l'épitropie contre Crète, qu'elle livrât ses navires, les marchandises provenant du pillage et les douze personnes désignées. On nia l'existence de ces proscrits, de navires employés à la piraterie et de marchandises volées; mais on demanda la permission de pouvoir transporter à Sphakia le corps de Michalis à l'aide des vaisseaux qu'on promit de livrer en-

* 3 déc. 1827.

* Janvier 1828.

suite. Hamilton conseilla vivement d'accéder à cette proposition ; Mavrokordatos aussi, qui accompagnait cette expédition comme commissaire du gouvernement grec, demanda presqu'à genoux qu'on évitât l'emploi de moyens violents ; mais le vieux commodore bombarda, sans pitié, les vaisseaux mouillés au port et les prit ou les détruisit* ; par sa persévérance tenace, il sut encore obtenir l'arrestation de cinq d'entre les douze instigateurs principaux ; la population se dispersa de tous les côtés, et les maisons dans l'enceinte du château-fort furent abattues, pour rendre plus difficile un retour de ces désordres. * 31 janvier.

Telle fut la fin de Grabousa. Immédiatement après, Miaoulis* captura soixante-dix huit corsaires armés dans les Sporades du nord, et termina ainsi cet intermède le plus honteux et le plus malheureux de la révolution grecque. On ne mit aucun obstacle à l'expédition de Michalis. Il débarqua* près d'un ancien fort vénitien, Franko-Kastelo, entre Sphakia et Hagios-Vassilis. Après quelque temps, il s'y trouva dans une position fâcheuse, parce que les Sphakiens ne purent se décider à rien faire pour ou contre lui. Le gouverneur de l'île, Moustapha-Pacha, qui parut* sur leurs frontières avec des menaces et des promesses, leur enjoignit de se déclarer contre Michalis. Celui-ci dut céder aux instances de sa troupe ; il s'empara avec cinq cents hommes seulement de Rhethymna; il surprit* le pacha de cette éparchie, au moment où celui-ci se rendit à Askipho, point de ralliement de l'armée du séraskier ; il dispersa ses troupes et retourna dans son château-fort avec beaucoup de milliers de moutons. Plein de fureur, Moustapha-Pacha se mit alors avec quatre mille trois cents hommes en marche contre lui. La petite troupe des Grecs, placée maladroitement dans cinq *tambourias* (retranchements), attendit les Turcs en dehors de la citadelle. Dans la redoute

* Mars. * 11 février. * Avril. * 21 mai.

centrale, il y avait cent hommes choisis, attachés les uns aux autres par leurs ceinturons et qui avaient juré de
* 29 mai. vaincre ou de périr sur place. Ils furent taillés en pièces*, à l'exception d'un seul qui rompit son serment et ses liens. Ceux qui défendaient les autres retranchements s'enfuirent dans le château-fort et ne furent sauvés de la destruction que par une attaque de cavalerie de Michalis qui les dégagea un peu, dans la terrible mêlée où ils se confondaient, devant les murs de la citadelle, avec les Turcs, en leur livrant un des combats les plus héroïques de toute la guerre. Le champ de bataille était couvert de trois cent trente-huit Grecs morts ; Michalis était du nombre ; son corps était littéralement haché en morceaux[1]. Le pacha
* 5 juin. accorda* aux défenseurs désespérés de la citadelle la retraite libre à Loutro et observa scrupuleusement les conditions de la capitulation. Le lendemain de cette action et en retournant à Rhethymna, le séraskier rencontra, dans les défilés du mont Ida (Psiloriti), une troupe de deux mille Sphakiens qui, dans le but de le piller, l'attaquèrent et le battirent deux fois dans les défilés de Chalara et de Korax ; ils auraient pu le détruire si, se restant toujours fidèles, ils n'avaient pas renoncé à une victoire certaine pour s'emparer d'un misérable butin. Le pacha persuada à ses gens d'abandonner leurs bagages à ces loups sphakiens ; pendant que ceux-ci étaient occupés à s'emparer de leur proie, ils laissèrent les Turcs s'échapper sains et saufs à Rhethymna qui aurait probablement dû se rendre, avec toutes les autres villes, si l'armée du pacha, qui avait déjà

[1] Les chants populaires qui célébraient la mort de Michalis disent qu'avant la dernière bataille, ses gens l'avaient exhorté à ne pas s'exposer. « Une fois, répondit-il, je suis né ; une fois je dois mourir ! » — « Et comme il sauta en selle, son cheval pleura. Alors il reconnut que c'était sa mort. » Cf. Pashley, t. II, p. 136.

perdu plus de mille hommes et presque tous les chevaux, avait été complétement détruite.

Effet de la bataille de Navarin sur la Porte.

Nous avons dit quelles étaient les impressions que ce grand événement de l'année avait faites sur les Hellènes et les philhellènes, sur l'Orient et sur l'Occident, et quelle influence il y avait exercée ; il est temps maintenant de parler de l'effet qu'il eut sur la Porte et sur ses rapports avec les alliés. Au premier moment, on avait craint que la fureur du peuple fanatique n'éclatât partout dans le vaste empire; à Smyrne, on avait tremblé pour la vie de tous les chrétiens et, comme mesure de précaution, on avait rangé en bataille les vaisseaux de tous les Européens. Mais cette fois-ci encore les Turcs se courbèrent sous ce désastre avec la même résignation avec laquelle ils avaient accepté, depuis 1822, chacune des catastrophes qui les avaient frappés. On prétendait savoir que, dans sa première irritation, le sultan avait été d'humeur à permettre un massacre général des chrétiens, et que les deux séraskiers, Chosrew et Housseïn, avaient vivement recommandé à leurs officiers de ne donner suite à aucun ordre du sultan, sans en avoir préalablement délibéré avec eux; mais en réalité, toutes les mesures qui émanaient de la Porte témoignaient, il est vrai, d'une mauvaise humeur très-prononcée, mais aussi d'un grand calme et d'une réflexion qui, comme on allait le voir bientôt, cachaient et dissimulaient, même sous une irrésolution apparente, les décisions qu'elle avait prises pour un cas extrême. Immédiatement après avoir reçu les premières nouvelles vagues de la bataille, les trois ambassadeurs avaient fait demander* au reïs-effendi si le sultan avait donné à Ibrahim-Pacha des ordres pour qu'il n'observât pas la convention conclue le 26 septembre avec les amiraux; si l'on maintenait encore ces ordres et si la Porte considérait

* 30 oct. 1827.

l'événement de Navarin comme une déclaration de guerre. Ils reçurent la réponse insolente et dédaigneuse : « que ces ordres ne concernaient que la Porte et le pacha qui n'avait été nullement autorisé à conclure cette convention; que la Porte ne savait rien de ce qui s'était passé entre les flottes et que, par conséquent, elle ne pouvait rien dire. Pendant la grossesse d'une femme, ajoutaient les ministres turcs, on ne pourrait pas savoir si elle accoucherait d'un fils ou d'une fille. » Lorsque, après avoir reçu des informations officielles sur la bataille, les plénipotentiaires adressèrent* les mêmes questions au divan, ils furent éconduits de la même façon; on leur disait : « que le reïs-effendi n'avait pas reçu d'ordres pour entrer dans une discussion avec les ambassadeurs qui parlaient toujours en même temps *pour* et *contre*. Ils regrettaient ce qui s'était fait à Navarin; mais c'était comme si un homme cassait le crâne à un autre pour venir ensuite l'assurer de son amitié. » Les plénipotentiaires étaient fort embarrassés. Ils balançaient entre deux considérations tout à fait opposées qui leur imposaient une grande prudence; car, d'une part, ils ne devaient pas irriter la Porte par des démarches trop énergiques, et, de l'autre, ils ne devaient pas, par leurs hésitations, laisser aux fanatiques dans le conseil du sultan le temps de pousser le gouvernement à des mesures hostiles. En effet, on commença déjà, comme du temps de Stroganow, de mettre l'embargo sur les navires venant de la mer Noire et de faire valoir le droit de la Turquie d'acheter la première les chargements de blé (droit de préemption), mesure à laquelle se soumit même l'internonce, par un décret formel*, ce qui irrita profondément les autres ambassadeurs; déjà la Porte refusa aux trois plénipotentiaires le firman nécessaire pour pouvoir expédier leurs courriers.

* 4 novembre.

* 17 novembre.

On envoya à ce sujet les trois drogmans, séparément, au reïs-effendi pour voir si, à cette occasion, ils réussiraient peut-être à obtenir de lui d'autres explications. Il se contenta de donner une déclaration au sujet du refus des firmans aux ambassadeurs de France et de Russie, tandis qu'il chargea * celui d'Angleterre de dire officiellement à son ambassadeur : « que la Porte exigeait une réponse catégorique aux trois questions suivantes : si les alliés voulaient entièrement et complétement abandonner la cause grecque, s'ils voulaient payer une indemnité à la Porte pour les pertes subies par la flotte ottomane, et s'ils voulaient donner une satisfaction formelle au sultan et à la Porte? » On avait tenu un grand conseil *, dans lequel on avait fini par prendre la résolution de considérer les relations avec les puissances comme rompues, de ne pas déclarer la guerre, mais de la faire avec la plus grande vigueur dès que la Porte serait attaquée. Ensuite, on adressa les trois questions à l'ambassadeur anglais et on les posa plus tard aussi aux deux autres plénipotentiaires. L'internonce essaya de calmer les deux parties, en conseillant à l'une de ne pas poser ces questions d'une manière officielle, et à l'autre de ne pas les accepter comme telles; mais tous ses efforts furent inutiles. Le reïs-effendi lui répondit * dans une note justificative[1] qui se résumait dans cette seule proposition : « Que la Porte ne se refuserait pas au rétablissement des relations amicales si les puissances consentaient à payer une indemnité, à donner la satisfaction demandée et à s'abstenir de toute immixtion dans ses affaires. » Dans une note commune[2], les plénipotentiaires répondirent *, par un refus aux questions du reïs-

* 8 novembre.

* 5 novembre.

* 9 novembre.

* 10 novembre.

[1] Note de la Sublime-Porte à l'internonce, du 9 novembre 1827. MS.
[2] Cf. Martens, t. XII. p. 153.

effendi; ils réitérèrent leur assurance des sentiments pacifiques des puissances, sentiments qui ne pouvaient plus donner lieu à de fausses interprétations depuis qu'on avait reçu des nouvelles exactes sur les causes du regrettable événement de Navarin ; ils se plaignirent des mesures hostiles prises par la Porte, et demandèrent encore une fois si, pour prouver ses intentions pacifiques, le gouvernement turc allait accepter les propositions qu'on lui avait faites? — Le lendemain, le reïs-effendi fit prier l'ambassadeur de France de venir le trouver, pendant la nuit, pour avoir une
* 11 novembre. entrevue* avec lui, dans laquelle il fit la tentative maladroite de trouver un expédient en séparant les puissances. « La Porte, disait-il, se résoudrait peut-être à consentir à la médiation des deux puissances occidentales, mais non pas à celle de la troisième puissance, contre laquelle seule elle se sentait la force de lutter. » Le ministre turc continuait, pendant les jours suivants, à répéter de la même manière, dans des occasions officielles et dans des formes officielles, les mêmes déclarations insuffisantes et défavorables, tout en donnant à chacune des ambassades séparément, et même à celle de la Russie, des assurances conciliantes et pleines de promesses, assurances qui faisaient croire que la Porte était plus disposée à accepter la médiation qu'elle ne voulait l'avouer.

Fatigués de ces contradictions, les plénipotentiaires insistèrent sur une entrevue commune et décisive avec le reïs-effendi, dans laquelle ils voulaient encore une fois poser leurs questions et tâcher de reconnaître la partie du système contre laquelle la Porte élevait principalement des objections; mais auparavant, Stratford envoya au reïs-effendi un homme de confiance qui devait lui représenter quels seraient les avantages qu'aurait la Porte à laisser deviner les parties de la question sur lesquelles on pourrait

encore négocier, et à fournir ainsi aux ambassadeurs l'occasion d'adresser encore un rapport à leurs cabinets avant de procéder à leur départ. Probablement par suite d'instructions récentes et très-modifiées, l'ambassadeur anglais fit, dans ces suggestions confidentielles, de telles concessions qu'il revint à la forme que l'Autriche avait donnée aux propositions de médiation, et qu'il fit même indiquer, comme dernier mot, les trois conditions suivantes : « le rétablissement des relations amicales, la suspension d'armes et la déclaration que, *de son propre mouvement*, la Porte accorderait aux Grecs des priviléges *semblables* à ceux qui étaient indiqués dans le traité ! » La conférence de cinq heures qui eut lieu* ensuite, dans les formes les plus délicates et avec les égards mutuels les plus grands, était comme une quintessence de toutes les négociations des sept dernières années, pendant lesquelles on n'avait jamais vu qu'il fût possible de fléchir, par des représentations raisonnables, l'entêtement des Osmanlis, ou la fidélité à leurs principes religieux, ou bien leur crainte de la loi qui leur interdit de céder, sans contrainte et pacifiquement, des territoires sur lesquels se trouvent des mosquées. L'entretien roulait principalement sur les trois points désignés par Stratford. On promit le rétablissement des relations amicales, mais non sans ajouter l'avertissement hautain que, suivant les circonstances, les choses pouvaient de nouveau prendre « en deux minutes » un autre aspect! Lorsque, en faisant beaucoup d'avances complaisantes, les ambassadeurs parlèrent des deux autres demandes, de l'armistice et de la médiation, le reïs-effendi mentionna, ce qu'il avait toujours fait auparavant, la soumission des Grecs comme la condition fondamentale de toute pacification. Le sens de tous ses discours était qu'une amnistie complète et le rétablissement de l'ancien état de

* 24 novembre.

choses était tout ce que la Porte pourrait accorder. Si, de l'autre côté, on faisait ressortir qu'il fallait avoir des garanties qu'à l'avenir de pareilles insurrections ne se renouvelleraient pas, le ministre turc déclarait que c'était entièrement une affaire intérieure; il donna à entendre qu'une fois la soumission obtenue, le sultan pourrait étendre sa grâce davantage, mais que c'était là l'affaire du grand-seigneur; que lui, le ministre, ne pouvait promettre que le rétablissement de l'ancien état de choses, et que toute autre demande aurait pour but une modification du *reayet* (condition des rayas), modification que la loi religieuse rendait inadmissible.

Les ambassadeurs, qui ne se rappelèrent que plus tard qu'on avait admis pourtant en Servie une modification du *reayet*, s'efforcèrent en vain de faire comprendre au reïs-effendi que la Porte devait mettre d'accord sa loi avec la volonté des puissances, ainsi que ses droits avec les intérêts de l'Europe, et concilier les exigences de sa religion avec celles de la sagesse et de la prudence; mais le ministre turc s'en tint toujours à son dire : « La pacification est l'affaire de la Porte et ne donne pas lieu à des négociations. » Lorsque les ambassadeurs virent que tous leurs efforts restaient stériles, ils annoncèrent au ministre que, dans trois jours, ils feraient chercher sa réponse, et que, le cas échéant, ils demanderaient leurs passe-ports. Quand,
* 27 novembre. au bout de ce délai, ils envoyèrent* leurs drogmans, ils reçurent aux mêmes questions les mêmes réponses; mais on refusa les passe-ports, parce que, disait-on, il n'y avait pas de motif pour que les ambassadeurs partissent. Les
* 29 novembre. plénipotentiaires ayant renouvelé* leur demande au sujet de ces firmans, le reïs-effendi annonça cependant aux drogmans une nouvelle concession de la part du sultan. Le grand-vizir s'était jeté aux pieds de son maître pour le

prier de faire quelques concessions qui pussent empêcher le départ des ambassades; le grand-seigneur s'était déclaré prêt à abandonner aux Grecs la capitation arriérée des sept dernières années, ainsi que celle de l'année suivante, et à renoncer à toute indemnité. Mais les ambassadeurs insistèrent* sur leurs demandes; dans le cas où l'on ne leur accorderait pas leurs firmans, ils demandèrent un sauf-conduit, et ils déclarèrent leur intention de mettre leurs nationaux sous la protection de l'ambassadeur des Pays-Bas. Alors les ministres tinrent* encore une fois grand conseil; des milliers de personnes se pressèrent autour de la Porte pour apprendre le résultat des délibérations. Tous les ministres s'élevèrent contre toute concession ultérieure; on refusa même le sauf-conduit; on n'accepta même pas la transmission du droit de protection à l'ambassadeur néerlandais, en disant : « qu'on ferait faire une liste de tous les sujets des trois puissances résidant en Turquie, et que, suivant qu'on le jugerait convenable, on expulserait les uns et mettrait les autres sous la protection de la Porte. » Alors les ambassadeurs de France et d'Angleterre partirent* pour Vienne, en prenant la voie de terre. Ribeaupierre voulut s'embarquer; mais, après avoir été arrêté, pendant quelque temps, par des vents contraires, il reçut l'ordre, de l'empereur de Russie, de se rendre à Trieste pour se mettre de nouveau en rapport avec ses deux collègues.

* 1er décembre
* 2 décembre.
* 8 décembre.

Les ambassadeurs n'étaient pas encore partis lorsque la Porte fit déjà les premières démarches pour préparer des mesures tout à fait hostiles et guerrières, dans des circonstances qui montraient que la Turquie s'était tout à coup et complétement dépouillée de toutes les apparences de civilisation dont elle s'était entourée depuis la réforme de son armée. La barbarie se montrait de nouveau toute nue,

et l'on voyait se préparer un état de choses tel qu'il avait toujours accompagné toute crise de ce genre, et pendant lequel il était pour les étrangers dans la capitale également difficile de partir et de rester. On exécuta, comme on l'avait annoncé, les mesures contre les nationaux des puissances. On balaya, en même temps, une foule de vagabonds francs; mais bientôt l'expulsion frappa les gens les plus inoffensifs; malgré toutes les protestations, on chassa même les *kapouoglans* des trois ambassades, serviteurs fidèles qui, pour la plupart, avaient trouvé leur gagne-pain au service des ambassades pendant plus de vingt ans. On appela à la Porte plus de soixante *ayans* de Roumélie et d'Anatolie, auxquels
* Du 13 déc. on remit un ordre secret*, manifeste fatal[1] dans lequel on voyait s'enflammer les passions fanatiques des musulmans, comme dans les décrets publiés pendant les premières années de l'insurrection. « S'il est vrai, y était-il dit, et comme tout homme sensé en convient, que les musulmans haïssent naturellement les infidèles, il n'est pas moins certain que ceux-ci sont les ennemis nés des musulmans, et surtout les Russes dont l'empire est le grand ennemi de la Porte. » Depuis cinquante ou soixante ans, ajoutait-on, cet Etat n'avait laissé passer aucune occasion de faire la guerre aux Turcs. D'abord, en profitant de l'état indiscipliné des janissaires, les Moscovites leur avaient arraché plusieurs provinces, et tout récemment ils avaient fomenté l'insurrection parmi les Grecs, dans l'illusion de pouvoir effacer de la terre le nom des musulmans. La Porte avait essayé de gagner du temps; elle avait, entre autres choses,

[1] Cet ordre, daté à l'ordinaire du 20 décembre, a été souvent imprimé, entre autres dans la *Gazette d'Augsbourg*, 1828, nos 49, 50. Il en existe différentes versions dont l'authenticité a été, en partie, contestée par la Porte. Nous suivons ici un texte manuscrit tel que les diplomates, à Constantinople, l'ont eu au mois de janvier 1828.

malgré la dureté des temps, conclu à Akerman un traité désavantageux qui, d'après le proverbe, « qu'il fallait quelquefois regarder le cerf comme un lion », avait déjà été exécuté en partie lorsque les Russes insatiables, qui détestaient cordialement la nouvelle organisation de l'armée turque, s'étaient alliés à l'Angleterre et à la France pour demander la délivrance des Grecs, et avaient, par la trahison la plus noire, amené la malheureuse catastrophe de Navarin. Même après cette déclaration de guerre manifeste, et pour faire traîner les choses en longueur jusqu'à la bonne saison, la Porte avait laissé passer plusieurs semaines dans une complète dissimulation et en offrant des concessions aux Grecs, s'ils voulaient se soumettre. Mais, contre toute attente, les ambassadeurs, insistant sur leurs demandes en faveur des Grecs, avaient quitté la capitale. Cette puissante nation déshonorerait-elle dès lors sa religion sainte par la crainte de la guerre? Ce n'étaient pas de telles doctrines que les musulmans puisaient dans leurs livres sacrés! Au contraire, leurs ancêtres n'avaient, dans aucune guerre, compté leurs ennemis; mais ils avaient taillé en pièces des centaines de milliers de cent mille infidèles, et ils avaient conquis avec leur sabre ce grand empire. Que si les puissances insistaient sur leurs traités, et qu'elles se levassent toutes contre les croyants, ceux-ci aussi, se souvenant du proverbe disant: « que tous les Infidèles ne forment qu'une seule nation », se lèveraient en masse pour leur foi.

Ce fut ainsi que, perdant patience, le sultan jeta le masque de la dissimulation, dans ce nouveau *beyan name*, peut-être un échantillon des productions littéraires fort vantées du sultan lui-même, dans lequel, en avouant sa haine des chrétiens, sa supercherie et sa propre perfidie, il ouvrit la perspective d'une guerre générale de religion. Le reïs-effendi lui-même convint plus tard que, puisqu'on

n'avait rien à attendre de personne et, par conséquent, à ménager personne, on avait choisi, avec une intention nettement marquée, ce langage tranchant qui seul pourrait faire comprendre aux musulmans qu'avec un dessein bien arrêté on avait voulu démasquer les arrière-pensées de la Russie et dénoncer le traité d'Akerman. Le sultan était las de ces conclusions de la paix faites par la Russie qui, depuis soixante ans, n'avaient été autre chose que des trêves passagères, jugées profitables par tous les véritables Russes seulement en tant qu'elles préparaient de nouvelles ruptures. Dans l'illusion ou avec la conviction d'avoir été trompé à dessein à Akerman, au sujet de la question de la pacification, le sultan pouvait se croire justifié en trompant, de son côté, les ennemis par tous les moyens possibles, et il s'était peut-être rappelé qu'il pourrait dépenser les grosses sommes, demandées comme une indemnité, avec beaucoup plus de profit à combattre ses ennemis qu'à les fortifier. Du reste, ce document, si hostile aux chrétiens, resta secret pendant quelque temps; dès que le public en eut la première connaissance, la Porte prit des mesures qui, par leur caractère insolent, semblaient devoir annoncer qu'on allait devancer aussitôt les paroles par des actes. Un chat-scherif* remit en vigueur une ordonnance tombée en désuétude d'après laquelle il était défendu aux rayas des provinces de s'établir dans la capitale, et renvoya dans leur pays tous les Arméniens catholiques d'Angora, en ne leur accordant qu'un délai de douze jours; ce décret fut suivi d'un second, enjoignant à tous les autres Arméniens catholiques des faubourgs chrétiens de Constantinople, d'établir leur domicile, sous quelques jours, dans les quartiers turcs de la ville ou dans les villages sur la côte asiatique du Bosphore. La première de ces ordonnances fut exécutée avec une rigueur extrêmement cruelle,

* Du 15 janvier 1828.

pendant ce temps d'hiver, à l'égard de ces sujets qui montraient précisément une soumission peu commune. Lorsque l'internonce interpella le reïs-effendi au sujet de ces mesures, on en rejeta méchamment la faute sur un mot de Guilleminot qui, pour prouver que les rayas vivaient dans des conditions différentes, avait cité, dans la conférence du 24 novembre, les Grecs catholiques et les Arméniens qui ne relevaient pas du patriarche, mais bien du pape. Cette allégation, disait le ministre turc, avait déterminé le sultan à prendre cette mesure, à l'exécution de laquelle le patriarche des Arméniens schismatiques, avec cette haine pleine de fiel contre les autres confessions qui caractérise tous les Orientaux, avait prêté son concours avec un zèle qui révolta même un Turc tel que Chosrew-Pacha.

Il fallait, du reste, chercher la véritable raison de cette persécution en Asie ; elle se rattachait très-étroitement aux préparatifs qu'on faisait pour la guerre. La Russie y avait été récemment impliquée de nouveau dans une guerre avec la Perse qui, par suite des victoires remportées par Paskevitch sur Abbas-Mirza, au moment même de la bataille de Navarin, avait été forcée à conclure * une paix désavantageuse pour elle. La Porte s'inquiétait autant des secours que les Arméniens y portaient à la Russie que de ceux que les Grecs pourraient lui prêter en Europe. Des quatre patriarches arméniens, celui de Schirvan se trouvait déjà à cette époque sous la souveraineté de la Russie. Le *katholikos* d'Etchmiazine, dans la province d'Erivan, était soupçonné de vouloir rejeter l'autorité souveraine de la Turquie, pour se soumettre également à la Russie. La Porte l'en punit, en prenant une mesure qui frappa de terreur la partie de son troupeau qui se trouvait sur le territoire turc, et réussit, en même temps, à pousser le schah de Perse à refuser la paix qu'on venait de conclure. Ces deux

* 2 nov. 1837

faits se rattachaient à tout un système de mesures bien liées entre elles et prises à l'époque où l'on avait envoyé aux *ayans* l'ordre dont nous avons parlé plus haut; où l'on publia des chat-scherifs, afin d'appeler les Kourdes et les Druses aux armes pour la défense de la religion; où le grand-vizir entama des négociations avec le Lesghien Emir-Schah, afin de soulever ces tribus de brigands contre la Russie, et lorsque le célèbre Ghalib-Effendi fut élevé à la dignité de séraskier d'Asie et mis à la tête de onze pachaliks, avec Kiouse-Mehmed-Pacha, comme commandant de l'armée, à côté de lui. Cependant la résolution énergique de Paskevitch déjoua toutes ces dispositions prises en Asie par la Turquie, à l'endroit le plus dangereux pour la Russie. Au milieu de l'hiver, il envahit de nouveau la Perse et arracha au schah la paix de Tourkmantschaï * qui mit entre les mains de la Russie le droit exclusif de naviguer sur la mer Caspienne, ainsi que les provinces de Nachouschivan et d'Erivan, et qui, avec ces dernières, mit à sa disposition l'influence du patriarche catholique d'Etchmiazine sur les Arméniens en Turquie et en Perse.

* 21 février 1828.

Nouveaux desseins de Metternich déjoués de nouveau.

On aurait dû croire que la politique de Metternich, entièrement débordée par les faits matériels, se serait enfin résignée à ne pas s'opposer au courant impétueux des événements, et à retenir près de la rive la barque fragile de sa diplomatie; mais ces mêmes événements continuaient, d'une manière étrange, à se moquer de lui par un double jeu qui le rappelait toujours au gouvernail, quand toutes les affaires semblaient être dans un état désespéré, et qui le lui arrachait de nouveau des mains, quand le prince était plein d'une confiance nouvelle. Jamais encore la politique de l'Autriche n'avait été aussi complétement isolée qu'à l'époque de la bataille de Navarin. Les ambassadeurs des puissances alliées, accrédités à Constantinople, avaient

fini par montrer à l'internonce, à toute occasion, un manque d'égards complet et sans le moindre ménagement, dont l'expression la plus prononcée se trouvait dans le fait qu'ils avaient placé leurs nationaux sous la protection de l'ambassadeur des Pays-Bas. Lorsque les Grecs se plaignirent des mauvais traitements que les Paulucci et les Dandolo faisaient subir à leur marine, il était même question de faire une démarche collective contre l'Autriche, démarche que les puissances ne s'abstenaient de faire que sur les représentations de la France. Lorsque, avec les nouvelles de la bataille, Metternich reçut la demande du grand-vizir au sujet de la médiation de l'Autriche, il comprit que ce stratagème avait dès lors perdu toute importance et il remit, avec une grande indifférence, cette lettre aux ambassadeurs, accrédités à Vienne, en ajoutant que, par suite de cette communication, l'empereur, son maître, n'avait nullement l'intention de se mêler aux différends entre les puissances et la Porte[1]. De Londres, il reçut un nouveau protocole[2] qui contenait une confirmation du traité et était destiné à dissiper toutes les illusions qu'on aurait pu se faire à Vienne. A Saint-Pétersbourg, on ne traitait pas cette affaire avec la même mesure et avec la même objectivité. Exactement informés des tours perfides et astucieux joués par Metternich en Turquie et en Grèce, les diplomates russes savaient fort bien que le prince lui-même, avec une grande assurance, avait provoqué cette démarche du grand-vizir qu'il désavoua, à ce moment, avec tant de découragement, et, en montrant ouvertement qu'ils savaient très-bien tout cela, ils épanchèrent, sous toutes les formes possibles, leur bile au sujet de ce jeu

[2] 12 décemb. 18[illegible]

[1] Office du Prince de Metternich à Sir H. Wellesley, 12 novembre 1827. MS. — Notes conformes adressées aux représentants de la Russie et de la France.

continuel de la même politique pleine d'intrigues du cabinet de Vienne. Lorsque Tatistschew envoya cette lettre du grand-vizir à sa cour, il reçut une réponse [1] et, plus tard, encore quelques autres dépêches dont on entendit la lecture à Vienne avec beaucoup de dépit et d'étonnement et dont Metternich mettait « l'insolence » sur le compte de Pozzo et de Lieven.

* 27 décembre. Dans une audience que lui donna l'empereur*, Tatistschew réitéra oralement, en s'y appuyant d'une manière particulière, la prétention, exprimée dans une des dépêches, que l'Autriche devait faire comprendre à la Porte que, dans aucun cas, elle ne pourrait compter sur son appui, ce que l'empereur promit plein d'une émotion pénible. Après avoir reçu le rapport sur cette entrevue, le czar écrivit encore personnellement à l'empereur François [2] d'un ton presque aussi aigri que celui qui dominait dans les dépêches de Nesselrode; il disait dans cette lettre: « que la déclaration, que Sa Majesté avait promis à Tatistschew d'adresser à la Porte, déciderait quelle serait l'attitude de l'Autriche; qu'elle lèverait les doutes, accrédités à cet égard, et qu'elle dissiperait les bruits que les malveillants, en profitant des mesures militaires, prises récemment par l'Autriche, se plaisaient à répandre avec la fausseté habituelle de leurs interprétations. Lui, le czar, ne reculerait devant aucun obstacle et ses résolutions, qu'il faisait communiquer, à ce moment même, aux cabinets de Paris et de Londres, étaient prises irrévocablement. » On aurait dit un nouveau manifeste, écrit pour maintenir le traité, et qui semblait s'adresser, en même temps, aux cours de Paris et de Londres. Pendant ce temps, Metter-

[1] Nesselrode à Tatistschew, le 2 décembre 1827. MS.
[2] Saint-Pétersbourg, le 7/19 janvier 1828. MS.

nich s'était empressé d'agir à Constantinople, suivant la promesse faite par l'empereur, son maître. En envoyant* une réponse tardive au grand-vizir, il expédia, le même jour, des instructions à l'internonce[1], afin de le charger de faire des reproches à la Porte pour avoir si incomplétement suivi les conseils de l'Autriche et de lui recommander d'accorder une amnistie et l'armistice qu'on lui avait demandé. Ce fut là donner encore le coup de grâce à l'influence de l'Autriche, même à Constantinople, où elle aurait pu occuper, à ce moment, le terrain toute seule. Le reïs-effendi s'exprima, avec une grande amertume, sur cette impudence avec laquelle le cabinet de Vienne voulait alors rendre la Porte responsable de l'insuccès de la résistance, opposée par la Turquie à toute médiation, sur l'approbation de l'Autriche et après avoir été encouragée par elle ! Repoussé de tous les côtés, Metternich ne trouva plus qu'auprès de la Prusse quelque consolation et un certain appui. Mais celle-ci encore ne voulait pas du tout se donner les apparences d'une entente complète avec l'Autriche au sujet de sa manière d'agir. Les ambassadeurs des deux puissances allemandes, accrédités à Constantinople, étaient même, pendant quelque temps, tellement brouillés, qu'il fallait les efforts particuliers de Metternich pour les rapprocher l'un de l'autre.

* 6 janvier 1828.

Malgré cet isolement complet, Metternich ne renonça pas à trouver encore un biais qui permît à l'Autriche de coopérer de nouveau avec les autres puissances. Constamment il se faisait écrire de Londres, de Paris et de Constantinople les choses qu'il aimait à entendre; toutes ces âmes serviles et lâches parmi ses diplomates, dont aucun, d'après l'aveu de M. de Bombelles, n'était sûr de sa place

[1] Dépêche adressée au baron Ottenfels, du 6 janvier 1828. MS.

dès qu'il avait l'audace de dire des vérités désagréables, faisaient leurs rapports dans ce sens, et Metternich y recueillait tous les indices qui semblaient lui promettre un rapprochement de ce qu'il considérait comme son système à lui dans la politique d'Orient. Lorsque les trois plénipotentiaires à Constantinople eurent fini par concéder même la pacification entreprise de son propre mouvement par le sultan, Metternich y vit le triomphe manifeste de sa politique ; ses rapporteurs lui disaient de tous les côtés qu'on n'attendait plus qu'une concession de la Porte, quelque légère et insignifiante qu'elle fût, afin de la saisir avidement pour en faire la première base d'une conciliation. Il croyait surtout pouvoir compter avec certitude sur un changement de la politique anglaise dans un sens favorable aux principes de l'Autriche. Cette idée fut, à la vérité, désapprouvée par Gentz lui-même qui disait qu'aucun ministre ne s'y sentirait assez fort pour pouvoir renverser le système légué par Canning. Et cependant, l'aveugle fortune paraissait néanmoins donner raison aux calculs peu vraisemblables du prince. Dans les circonstances qui faisaient concevoir les plus grandes espérances, il y eut à Londres un changement ministériel qui semblait être très-favorable aux espérances du grand-chancelier. On n'aurait pas pu faire un choix plus maladroit que celui de lord Goderich, pour le mettre, comme successeur de Canning, à la tête du ministère. On l'appelait « le petit Liverpool, » bien qu'il ne pût pas même mériter ce surnom ; car il n'avait aucun des talents de Liverpool, et surtout il manquait de cette activité dans les affaires qui distinguait cet homme d'État ; une des raisons en était, disait-on, qu'il était le mari trop bon d'une femme nerveuse qui lui avait apporté une grande fortune. Faible, divisé en lui-même et sans talents, son cabinet avait été peu stable dès le commence-

ment même; sentant qu'il avait besoin d'être renforcé par quelque homme d'une intelligence distinguée, lord Goderich proposa alors au roi de lui adjoindre lord Holland. Ceci était particulièrement désagréable au roi. Il songea à faire former un autre cabinet par lord Harrowby, mais celui-ci refusa. Dans cet intervalle où le ministère Goderich ne battait plus que d'une aile, Esterhazy conseilla au grand-chancelier de chercher à trouver, comme autrefois, accès auprès du roi ; il l'adjura d'abandonner la cause du duc de Brunswick et tout ce qui pourrait déplaire au roi. Metternich comprit et écrivit à Esterhazy une lettre, calculée de manière à faire impression sur le roi qui en fut enchanté.

Au moment où Lieven reçut chez lui les lords Holland et Brougham et qu'il s'érigea en protecteur des whigs, le roi profita d'une querelle au sein du ministère, pour déclarer à Goderich qu'il considérait son administration comme dissoute. Presque à la même époque où, à Paris, Villèle aussi eut à céder la place à un nouveau cabinet*, dans lequel Chabrol et Fraissinous restèrent les seuls débris du ministère précédent, le roi d'Angleterre chargea* le duc de Wellington de la formation d'un nouveau ministère. Wellington, le champion du principe conservateur en Angleterre, était l'ami le plus intime d'Esterhazy. Auteur du protocole grec, il avait été toujours l'adversaire du traité de juillet et, à l'occasion de cette transformation du protocole primitif, il s'était brouillé d'une manière toute personnelle et très-profonde avec le prince Lieven; il avait fortement désapprouvé le départ des ambassadeurs de Constantinople. Tout cela justifiait, en vérité, Metternich quand il s'attendait à un changement complet dans la politique anglaise; pendant la crise ministérielle, Esterhazy voyait le duc presque tous les jours. Déjà auparavant, il

* 4 janvier.

* 8 janvier.

avait passé des journées entières avec Wellington dans *Apsley-House*, afin de lui préparer des armes pour l'annulation du traité, en lui communiquant toute sa correspondance avec Canning. Dans les premiers jours après son entrée en fonctions, le duc était disposé à modifier tout le système de la politique en Orient, à éloigner le ministre des affaires étrangères, lord Dudley, grand admirateur de Canning, et à former un cabinet tory pur. Cependant il se ravisa encore, en se disant qu'il ne devait pas risquer une telle démarche immédiatement avant l'ouverture du parlement, puisqu'en éloignant le seul Huskisson il avait perdu soixante voix. Ceci l'obligea, en outre, à étudier plus mûrement la question d'Orient; examen rendu encore plus opportun par les déclarations du czar dont Lieven lui lut, à cette époque, une lettre autographe qui ne laissait plus de doute sur sa résolution ferme d'atteindre le but qu'on s'était proposé dans le traité, « que ce fût avec cinq puissances, avec trois ou bien avec une seule. » Le
* 17 janvier. duc se rendit à Stratfieldsaye* avec tous les papiers concernant le traité[1], afin de le soumettre à un examen approfondi. Pendant qu'il s'en occupait, les intérêts du pays et la force des choses exerçaient leur puissante influence sur lui. Sa résolution était promptement prise; il garda Dudley dans ses fonctions; il donna à Lieven l'assurance que le traité aurait tout son effet et engagea Esterhazy à en informer Metternich, afin que l'Autriche pût se hâter de suivre le même chemin.

Cette déclaration était faite d'une manière franche et précise qui ne permettait pas de garder la moindre espérance de la voir modifier. Esterhazy, qui savait depuis longtemps ce qu'il avait à penser de la politique de Met-

[1] Rapport du baron Bülow, du 20 janvier 1828. MS.

ternich en Orient, comprit de nouveau quel grand tort le prince s'était fait en traversant les projets des puissances. Vis-à-vis de Bülow, il fit semblant de comprendre la folie qu'il y aurait pour l'Angleterre à se détacher du traité et à laisser à la Russie la liberté de ses mouvements; il se donna l'air d'agir lui-même en faveur de Dudley pour qu'il conservât ses fonctions. Lorsqu'il demanda à Bülow ses conseils et son assistance, pour l'aider à sortir de ce labyrinthe, cet ambassadeur fit, comme déjà auparavant, tous ses efforts pour pousser l'Autriche et la Prusse à accéder au traité; ce qui, disait-il, ne saurait jamais mieux avoir lieu qu'à ce moment où l'on pourrait se faire une gloire d'accorder à Wellington ce qu'on avait refusé à Canning. Esterhazy promit d'écrire, dans ce sens, à Vienne; Bülow chercha à servir de médiateur entre lui et Lieven; il sonda Wellington qu'il trouva bien disposé pour une quintuple alliance si l'on pouvait l'obtenir sans heurter la Russie; en même temps, il engagea le cabinet de Berlin à faire une tentative pour dissiper la mauvaise humeur qui régnait entre les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. C'est ce qu'on fit[1]. Mais la réponse du cabinet russe[2] qui croyait cette démarche de la cour de Berlin inspirée par Metternich, ne respirait que la méfiance à l'égard de l'Autriche; on soupçonnait qu'encore à ce moment, où elle exprimait le désir d'accéder au traité, elle n'avait d'autre intention que d'arrêter la marche des affaires. C'était là, en effet, la vérité. Metternich saisit l'occasion qui s'offrit à lui, pour avoir recours à son ancien moyen déjà usé de mettre des bâtons dans les roues des alliés; il essaya, au même moment, de ses anciens artifices pour les séparer les uns des autres. Après avoir appris enfin quelle serait la dernière

[1] Comte Bernstorff à M. von Schœler, le 31 janvier 1828. MS.
[2] Nesselrode au comte Alopeus à Berlin, le 21 février 1828. MS.

limite jusqu'à laquelle irait la Porte dans ce qu'elle ferait, de son propre mouvement, pour la pacification de la Grèce, le prince donna* encore une fois de nouvelles instructions[1] à l'internonce qu'il chargea d'exprimer à la Porte le vif désir de l'Autriche : « que le sultan voulût annoncer une organisation future de la Morée sur la base suivante : qu'elle resterait sous la suzeraineté de la Porte, avec des garnisons turques dans les forteresses, et qu'elle serait gouvernée par un ou par plusieurs princes rayas, héréditaires ou nommés par le sultan sur une présentation préalable[2]. » A l'objection de la Porte qu'elle n'aurait pas le droit d'accorder à des insurgés des bienfaits qu'elle ne pourrait étendre sur ses sujets rayas, restés fidèles, le représentant de l'Autriche, fière de ses principes, devait répondre qu'il en était de cette maxime comme de toutes les maximes générales, « que les puissances, aussi bien que les individus, étaient souvent obligées de céder sous la pression de dures nécessités. »

* 21 janvier

Lorsque Metternich, en indiquant, d'une manière semblable, une voie que le sultan pourrait suivre sans manquer à son honneur, essayait de se rapprocher du nouveau ministère français et qu'il cherchait à le sonder[3] pour savoir ce que ferait la France, dans le cas où l'Angleterre accepterait les propositions de l'Autriche, le cabinet de Paris se montra fort mécontent en voyant que l'Autriche avait tout d'abord encore une fois agi à Constantinople, sans s'informer des dispositions du gouvernement français. Laferronays, qui, avec des sympathies très-prononcées

[1] Dépêche adressée au baron von Ottenfels, du 21 janvier 1828. MS.

[2] Cette proposition fut faite sur le faux bruit que la Porte elle-même avait exprimé une idée semblable à l'ambassadeur sarde, le marquis Grapallo.

[3] Metternich au comte Appony à Paris, le 24 janvier 1828. MS.

pour la Russie, était alors à la tête des affaires étrangères, déclara, après avoir reçu ces communications, qu'il n'entrevoyait pas la possibilité d'arriver au but par cette voie-là, qu'il suivrait les errements de ses prédécesseurs et que même la défection de l'Angleterre ne pourrait pas empêcher la France de rester fidèle à ses engagements résultant des traités. Pendant que Metternich allait chercher à Paris ce refus qui l'irritait au point de se laisser entraîner de nouveau à décharger toute sa bile contre cette politique devenue pire des nouveaux ministres français[1], il fit presque perdre toute contenance au prince Esterhazy, en se taisant complétement vis-à-vis de lui, aussi bien que de l'Angleterre, sur cette intervention à Paris et à Constantinople; il augmenta encore bien davantage le désespoir de son ambassadeur à Londres par la manière dont il avait négocié directement avec la puissance dont il désirait tout particulièrement se rapprocher et qu'il pouvait espérer gagner à ses vues. Dans des entretiens assez récents, lord Dudley avait exprimé, d'une manière plus précise, le désir de voir le traité exécuté par les cinq puissances ensemble, à l'aide d'une expédition navale et par un blocus des Dardanelles qui, disait-il, offraient le seul moyen d'empêcher une action de la Russie sur terre; cependant, ajoutait-il, on devait rendre toute justice à la modération de cette puissance.

Dans la réponse[2] qu'il fit à ces communications*, Metternich s'attachait surtout à cette dernière proposition, en faisant naître des doutes et des soupçons à cet égard. « Après toutes les positions prises par la Russie dans les Principautés et en Servie, après le complément donné aux * 12 février.

[1] Metternich au comte Trautmannsdorff à Berlin, le 17 février 1828. MS.
[2] Dépêche adressée au prince Esterhazy, le 12 février 1828. MS.

traités précédents par celui d'Akerman et par le traité de juillet, après la destruction surprenante de la flotte turque, que devient la modération *russe*? demandait le prince. Obtenir à si peu de frais et sans danger matériel des avantages si immenses, et conserver, en outre, la réputation d'une grande modération, c'est tout gagner! La Russie a parfaitement bien joué son jeu. » En ce qui concernait le point pratique, ajoutait le grand-chancelier, c'est-à-dire l'union des cinq puissances, l'Autriche ne saurait se rapprocher des principes qui faisaient la base du traité trilatéral; elle ne pourrait pas renoncer aux traditions de sa politique inébranlable, parce que ce serait saper la principale base de l'existence de l'empire! On n'avait pas voulu faire ce sacrifice *avant* la conclusion du traité; on le ferait encore bien moins au moment actuel où il avait échoué, où l'on avait inutilement employé les menaces et les mesures coercitives et où le blocus des Dardanelles se montrerait aussi peu efficace que la bataille de Navarin. Les alliés devraient donc s'entendre avec l'Autriche et la Prusse sur les moyens de s'unir en vue de la pacification, en s'en tenant aux bases principales du traité, en laissant de côté tous les principes et en excluant de toute considération le cas de guerre! Quand on examine bien l'état des choses tel qu'il existait alors et les relations dans lesquelles se trouvaient, à ce moment, les différentes puissances, on peut dire que Metternich n'a guère écrit, à aucune autre époque, un document quelconque renfermant autant de pauvreté à côté de tant de présomption, un esprit aussi borné joint à une aussi grande affectation de sagesse, et tout cela quintessencié à un aussi haut degré que dans cette pièce diplomatique. Ne rien céder quant à la lettre du dogme politique le plus étroit, au moment même où l'on prêche à tous les autres l'abandon des principes! s'entêter, vis-à-vis

d'un Wellington, de la même opiniâtreté orthodoxe que vis-à-vis d'un Canning! vouloir unir les puissances, en semant entre toutes la discorde et la méfiance! vouloir attirer à l'Autriche les trois alliés qui, peu de temps auparavant, venaient de lui tourner le dos avec un suprême dédain! vouloir toujours ouvrir le jeu, quand, dans le plus grand isolement, on se trouvait relégué au dernier plan! n'avoir toujours que des paroles et demander constamment à parler le premier, quand une expérience amère avait appris aux alliés que les conjonctures devaient les entraîner de plus en plus dans les voies de l'action! Voilà quelles étaient les absurdités qu'écrivait et que faisait cet homme, en disant, à cette époque même, avec un superbe dédain, que la diplomatie avait perdu le bon sens et que ses idées et son langage étaient corrompus jusque dans les éléments mêmes!

S'efforçant toujours de retenir les puissances européennes dans des discussions oiseuses et de les empêcher d'agir, et se trompant lui-même ou les autres, le prince avait toujours affirmé qu'il était possible d'obtenir tout, avec des paroles et des raisonnements, même auprès de la Porte, cette puissance qui surpassait l'Autriche dans l'opiniâtreté avec laquelle elle s'entêtait de ses principes, et la Russie dans le désir de se battre. A ce sujet, il allait recevoir à cet instant une leçon de ses amis turcs eux-mêmes, qui lui donnèrent, à cet égard, la réponse qu'il méritait encore, avant qu'il eût envoyé ses expéditions à Londres. La dépêche du 12 février, adressée à Esterhazy, n'était pas encore cachetée lorsqu'on mit sous les yeux de Metternich l'adresse du sultan aux ayans, adresse qui provoquait, en propres termes, la guerre avec la Russie, en transportant la question controversée sur le terrain du traité d'Akerman. Immédiatement après, le grand-chancelier reçut

aussi les réponses faites, absolument dans le même sens, par la Porte aux dernières propositions de l'internonce en date du 21 janvier. Elle s'était fait adresser, par le patriarche, une supplique en faveur des insurgés, à laquelle elle

* 20 février. répondit*, en fixant aux révoltés un délai de trois mois pour se soumettre et en promettant de suspendre les hostilités pendant ce temps[1]. C'était là le dernier effort que la Turquie crut pouvoir faire avec honneur en vue d'une pacification! Agissant plus conséquemment que l'Autriche, la Porte déclara à l'internonce : « qu'elle n'accepterait jamais des propositions pouvant conduire à des négociations avec des rebelles; que, pour l'amour de l'amitié entre les deux puissances, il ne faudrait plus parler de ce sujet; qu'il n'y avait plus rien à faire; que si la guerre avait lieu entre elles, on combattrait, pendant un demi-siècle, de père en fils, pour vaincre ou pour tomber avec honneur. Dans une communication confidentielle[2], l'internonce confirmait au prince que, haïssant trop la Russie pour la craindre et cherchant son courage dans le désespoir, la Porte s'était entièrement rejetée dans la barbarie des siècles précédents. Il n'y avait, disait-il, qu'un seul moyen de secours : c'était, pour les alliés, de jeter toutes leurs forces de terre et de mer dans la Morée, et d'y décider du sort de la Grèce; alors la Porte céderait probablement et *préférerait peut-être abandonner entièrement la péninsule.* » — Ainsi, pour tout ce que Metternich venait de faire à Londres et à Constantinople, « le terrain lui manqua de nouveau sous les pieds. » La guerre, qu'il redoutait tant, avait, à ses yeux, déjà éclaté, et l'existence

[1] Office responsif de la Haute Porte adressé par le Reïs Efendi au Patriarche, 20 février 1828. MS.

[2] Lettre particulière adressée par le baron Ottenfels au prince Metternich. Constantinople, février 1828. MS.

de l'empire turc était mise en jeu. « Tout un avenir, disait-il dans une de ses lettres, est balancé aujourd'hui entre l'Angleterre, la Russie et la Porte. »

Mais avec sa ténacité et son agitation continuelle, cet homme, qui ne voulait rien laisser faire sans lui, savait toujours guetter de nouveau le moment que les conjonctures mettaient sans cesse de nouveau à sa portée, où il croyait pouvoir recommencer son travail de Sisyphe et pousser le bloc de sa politique glissante au sommet qu'il voulait atteindre. L'antagonisme continuel et croissant, d'un côté, entre l'indolence et les incertitudes des ministres anglais, qui hésitaient à agir et qui se montraient méfiants, et, de l'autre, entre le zèle bouillant du cabinet russe, lui en offrait, pour un long temps à venir, des occasions se renouvelant sans cesse. Nous avons vu plus haut qu'immédiatement après la mort de Canning, dans une conférence à Londres (10 sept. 1827), la Russie avait fait faire la proposition d'établir le blocus devant les Dardanelles, comme pour mettre à l'épreuve la fidélité du nouveau chef du ministère. Mais à cette époque, le cabinet anglais ne crut pas avoir le droit d'entrer dans cette proposition avant de savoir quelle était l'issue des négociations à Constantinople. On attendit donc à Saint-Pétersbourg que cet événement eût lieu. Mais à peine connut-on le résultat de la conférence du 24 novembre qu'on expédia* à Lieven une dépêche[1], préparée d'avance, qui donnait l'expression la plus précise aux résolutions fermes et immuables du czar. S'appuyant sur la condition primitive, posée par la Russie lors de son accession au traité de juillet, qu'une fois entamée la question grecque devrait être nécessairement résolue, l'empereur déclara qu'il était

La Russie.

* 6 janvier.

[1] Cf. Martens, t. XII, p. 228.

justifié en demandant dès lors l'exécution de cette condition préalable. Si la Russie ne voulait pas voir diminuer son influence indispensable à Constantinople, ajoutait le czar, elle ne pourrait pas permettre à la Porte de refuser les propositions russes de médiation, sans que ce refus entraînât d'autres conséquences, et de faire échouer le but que le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait atteindre par ce traité solennellement conclu par lui. Or, l'insuffisance des moyens employés jusqu'alors ayant été prouvée, de nouvelles mesures coercitives étaient indispensables, pour réaliser l'exécution de cette convention. L'empereur de Russie proposa d'occuper les Principautés, au nom des alliés, et de ne s'arrêter que quand la Porte aurait cédé; en même temps, on ferait coopérer à ce but les flottes sur les côtes de la Morée, devant Alexandrie et devant Constantinople, tandis qu'en Grèce, dans ces lieux mêmes « où les attendaient leurs adversaires secrets et connus », les alliés rétabliraient un ordre de choses régulier; qu'ils soutiendraient le président Kapodistrias avec des secours pécuniaires, et qu'ils ordonneraient aux trois ministres plénipotentiaires d'aller s'établir dans l'Archipel ou dans l'île de Corfou, afin que les puissances s'entendissent, par leur intermédiaire, avec Kapodistrias au sujet des questions principales de l'organisation future du pays.

Cette proposition énergique fut, avec un grand empressement, appuyée par le cabinet français, qui proposa, en même temps, l'envoi de troupes anglaises et françaises dans la Morée, afin d'obtenir qu'Ibrahim-Pacha quittât le pays. A Londres, au contraire, la proposition russe ne rencontra que des doutes et des hésitations. On n'y voulut pas voir aussitôt, comme à Saint-Pétersbourg, une rupture complète dans le départ des ambassadeurs; on résistait à l'occupation des Principautés et on craignait une guerre for-

melle avec la Porte, tandis que les Strangford, les Beresford et les hommes de la même couleur politique insistaient, au contraire, sans s'en cacher, sur une guerre avec la Russie; le cabinet anglais aurait préféré aux mesures proposées la menace de reconnaître une Grèce indépendante. Mais on n'arriva pas à prendre une résolution bien déterminée. Le changement ministériel aida encore à la retarder. La patience du czar était soumise à une épreuve dans laquelle elle faillit succomber. Le prince Lieven trouva alors le cabinet anglais aussi rétif qu'autrefois il l'avait vu docile, à en croire les éloges que ce diplomate n'avait cessé de lui prodiguer. Toutes les démarches faites par lui pour obtenir une réponse à sa dépêche urgente restaient infructueuses; même celles que faisait « l'ambassadrice », sa femme, qui jouissait d'une grande influence, n'obtenaient aucun résultat. Ce ne fut que lorsqu'on connut sous main le chat-scherif fatal adressé aux ayans, que le cabinet anglais lui présenta enfin le projet d'une réponse*. Mais encore à ce * 21 février.
moment, on en retarda tellement la remise officielle que Lieven, plein d'impatience, finit par faire entendre la menace que, si elle n'avait pas lieu immédiatement, il n'accepterait plus la réponse du cabinet britannique. On la lui communiqua enfin* sous la forme d'un memorandum confidentiel[1]. Prenant comme point de départ le caractère entièrement pacifique du traité de juillet, le cabinet anglais, même dans la position actuelle des affaires, était d'avis : « qu'il fallait avoir d'abord épuisé *tous les moyens* avant d'en venir à la rupture; que, s'il fallait prendre des mesures coercitives ultérieures, on devait éviter une attaque en commun contre l'empire turc et une guerre entre la Russie et la Porte, guerre qui produirait une agitation * 6 mars.

[1] Cf. Même ouvrage, p. 245.

générale et qui, dans les circonstances actuelles, prendrait le caractère d'une guerre de religion; que, par conséquent, on devrait préférer les mesures qui auraient cet objet pour but immédiat; qu'il faudrait obtenir, par la force, l'évacuation de la Morée, fixer les limites de la Grèce et mettre le traité aussitôt à exécution dans le district indiqué par les puissances. »

Si ces propositions eussent été faites plusieurs semaines et plusieurs mois auparavant, elles auraient pu probablement prévenir la crise actuelle que le cabinet anglais avait aidé à produire par ses lenteurs, bien qu'*à cette époque même* il semblât à peine apercevoir ou reconnaître l'existence de cette crise. Le prince Lieven fit aussitôt remarquer aux ministres anglais le changement qui s'était opéré dans l'état des choses; car, disait-il, en dénonçant, par son manifeste du 18 décembre, le traité d'Akerman, la Porte donnait à la Russie le droit d'obtenir satisfaction par la force des armes, et l'y obligeait même. Lieven pouvait savoir d'avance qu'au moment actuel on blâmerait, à Saint-Pétersbourg, dans le memorandum anglais toute cette indécision et cette tiédeur qui, depuis longtemps, avaient été un objet de dégoût dans les conseils donnés par l'Autriche. Mais ce fut précisément à cause de ce motif que Metternich jugea le moment opportun pour se jeter, encore une fois, entre les puissances, d'un bond désespéré qui dépassait tous les tours de gymnastique que, jusqu'à ce moment, on avait vu faire aux diplomates autrichiens. En se creusant l'esprit au sujet de cette idée dont l'internonce avait jeté un mot dans sa dernière lettre*, il la combina avec l'idée favorite de Wellington qui voulait faire de la menace d'une reconnaissance d'une Grèce indépendante la prochaine mesure coercitive, et il résolut aussitôt de renouveler cette fois-ci très-sérieusement une proposition

Cf. T. II, p. 472.

qu'il avait faite déjà auparavant à Saint-Pétersbourg sans songer le moins du monde à y donner suite : c'était de proposer l'indépendance de la Grèce, afin de séparer peut-être les puissances par ce moyen et de déterminer la Porte à céder. Il rédigea vite un memorandum[1] qu'il envoya* à Saint-Pétersbourg et à Londres, en faisant entendre au cabinet anglais que, dans sa marche prudente, vis-à-vis de la Russie, il pourrait toujours compter sur l'appui de l'Autriche. Il était dit dans ce document « qu'un retour vers l'état des choses avant le soulèvement n'était plus possible en Grèce. Les Grecs avaient fait tous leurs efforts pour obtenir cette indépendance que, dans leurs projets de pacification, les puissances n'avaient cependant voulu jusqu'alors sanctionner par aucun document. Néanmoins, il y avait, disait le prince, dans les affaires humaines des moments où les résistances les plus légitimes devaient échouer contre une nécessité impérieuse. Plus d'une fois les révolutions les plus condamnables avaient triomphé; plus d'une fois les gouvernements les plus éclairés et les plus sévères avaient dû pactiser avec la révolte! Que si la paix de l'Europe dépendait dès lors de la pacification de l'Orient, et que l'indépendance d'une partie de la Grèce, malgré tous les inconvénients qu'elle entraînerait, en fût la condition indispensable, il n'y avait plus à délibérer sur ce qu'il y avait à faire. On aurait donc à réaliser l'émancipation pure et simple; comme moyen de négocier, et en même temps comme résultat définitif, elle offrait les deux grands avantages d'agir d'une manière directe et énergique sur la Porte et de prévenir la guerre. » La politique du prince Metternich, qui, avec le concours d'Alexandre, ce prince si docile, de Castlereagh et même de Canning,

* 15 mars.

[1] Mémorandum, avec une dépêche ostensible et une dépêche réservée adressées au prince Esterhazy, en date du 15 mars 1828. MS.

cet homme d'État si sec, eût pu faire tourner tout au gré de ses désirs et de ses intérêts dans l'arrangement des affaires grecques, si, au commencement, elle avait voulu seulement tenir le moindre compte de l'appel fait par la voix de l'humanité; cette politique, disons-nous, était donc alors arrivée à oublier toutes les antipathies profondes, de confession aussi bien que de politique, qu'elle avait pour les Grecs russophiles, à se voir obligée de déclarer le principe de légitimité en banqueroute et à reconnaître le triomphe de la révolution, « amené par les puissances elles-mêmes, qui avaient été les premiers soutiens du bon droit! » Et tout cela, pour ne pas retirer entièrement la main du jeu et pour ne pas être obligée de voir éclater la guerre, dont le moindre résultat devait être nécessairement d'ouvrir à la politique russe, dans une Grèce tributaire, le champ le plus vaste à des tentatives qu'elle renouvellerait sans cesse pour enlacer dans ses réseaux l'empire des Osmanlis! Cependant cette nouvelle démarche du prince eut absolument le même sort que celle qui l'avait précédée : le bloc de Sisyphe s'échappa déjà de ses mains avant qu'il l'eût bien saisi. De même que la dépêche adressée par lui, le 12 février, à Esterhazy, avant même d'avoir été expédiée, avait perdu toute signification par suite de la nouvelle qui annonça au prince la publication du manifeste adressé aux ayans, de même Metternich dut considérer encore, à ce moment, son mémorandum comme non avenu, lorsqu'il entendit parler de la première déclaration russe, répondant à ce document turc. Le memorandum autrichien n'était pas encore arrivé à Londres lorsque, peu de jours après la remise du mémoire anglais, Lieven reçut
Du 26 février. une dépêche* qu'il devait consigner dans le protocole des conférences de Londres[1].

[1] Cf. Martens, t. XII, p. 255.

Dans cette pièce, on déclarait que la Porte avait fini par franchir, d'un seul bond, les dernières limites de la longanimité du czar. Les nouvelles vexations qu'elle avait exercées à l'égard de la navigation, l'expulsion des sujets russes, les instigations par lesquelles elle avait excité la Perse à la guerre contre la Russie, avaient, disait le cabinet-russe, aggravé de nouveau tout le poids des torts causés antérieurement à la Russie; mais le manifeste adressé aux ayans, qui déchirait le traité d'Akerman et appelait aux armes tous les Osmanlis contre les Russes, comme les ennemis jurés du nom musulman, était une déclaration de guerre qui ne laissait plus de choix. Les droits de la Russie à cet égard étaient incontestables et indépendants de tous les traités conclus entre les alliés. Les troupes russes entreraient dans les Principautés. Renonçant à toutes les conquêtes, comme il l'avait fait auparavant, l'empereur ne déposerait pas les armes avant d'avoir obtenu toutes les garanties nécessaires aux intérêts russes, tous les droits promis aux peuples chrétiens placés sous sa protection, et, pour lui-même, toutes les indemnités pour frais de guerre et pour les pertes subies par ses sujets. En ce qui touchait au traité de juillet, il s'en tiendrait à ce qu'on avait prévu pour le cas où une guerre russe viendrait à éclater : la Russie ferait servir les mesures qu'elle prendrait à la réalisation des desseins sur lesquels on était tombé d'accord dans ce traité. La franchise obligeait le cabinet russe à faire remarquer, à ce sujet, que l'empereur, une fois forcé à prendre les armes, verrait son honneur engagé à emporter de haute lutte l'exécution du traité. Les alliés garderaient, avec cela, toute latitude d'agir comme ils l'entendraient. S'ils acceptaient les propositions de l'empereur en date du 6 janvier, les mesures russes seraient motivées par le traité conclu

en commun; s'ils le préféraient, ils pourraient aussi appuyer la Russie seulement par leur assistance morale; s'ils ne voulaient prendre ni l'une ni l'autre de ces résolutions, la Russie, ne consultant que ses propres intérêts, exécuterait le traité toute seule. » En faisant expédier

28 février.

cette dépêche, le czar écrivit encore au roi de Prusse*, en lui exprimant l'espoir qu'il n'hésiterait pas à reconnaître la justice de sa cause et à exprimer cette opinion aussi auprès des autres cours; bien plus, le czar fit même, par le prince Wilhelm, proposer au gouvernement prussien une participation formelle à l'action de la Russie, bien que les idées et les habitudes du roi n'y fussent pas du tout favorables. La réponse[1] au mémorandum autrichien ne se fit pas non plus attendre. Elle refusait ce qu'on demandait sur un ton qui, à tout prendre, était obligeant, bien que quelques sarcasmes fins n'y manquassent pas. Sur le point de faire la guerre, on avait alors lieu de ménager le voisin irrité, au moins en paroles et dans les formes.

Crise de la triple alliance.

Le terrible fantôme de la guerre redoutée depuis si longtemps ne laissait cependant à Metternich ni repos, ni tranquillité. Tout affairé, et en changeant de système chaque fois qu'il s'adressait à une autre cour, il se jeta dans le chaos des intrigues diplomatiques et dans de nouvelles contradictions avec lui-même qui finirent par dérouter même les plus fidèles et les plus dévoués à sa personne. Éconduit à Saint-Pétersbourg, il s'efforça ensuite d'autant plus vivement à augmenter encore la sourde méfiance qu'on nourrissait à Londres à l'égard de la Russie, à briser complétement, si c'était possible, les conférences interrompues et à déchirer effectivement le traité de juillet. Par

* 23 mars.

les dépêches qu'il adressa* à Esterhazy, il essaya de bien

[1] Réponse du cabinet russe au mémoire autrichien (sans date). MS.

faire comprendre au cabinet de Saint-James que la manière d'agir de la Russie n'était pas en harmonie avec ses belles paroles; qu'elle était incompatible avec le rôle que lui imposait le traité, et que la paix de l'Europe dépendait de la question de savoir si cette manière de voir l'emporterait ou non aussi en Angleterre. Il pressa les ministres anglais de tenir un langage énergique et de prendre des mesures vigoureuses, afin de mettre des bornes à l'ambition de la Russie; il avoua bien que l'Autriche n'était pas en état de pouvoir les proposer elle-même; mais il ajouta qu'elle accorderait la plus grande attention au moindre signe que lui ferait l'Angleterre pour l'encourager. Cependant des considérations très-graves empêchaient Wellington de faire le moindre pas pour se rapprocher du cabinet de Vienne. Il était certain de ne retirer aucun avantage de l'alliance avec les Autrichiens, dont l'armée était dans un état de décadence complète, comme on le savait d'après les témoignages de leurs propres amis. Quant au rôle que jouerait en definitive la Prusse, le ministre anglais était dans une incertitude pleine de défiance. Mais avant tout, il craignait qu'en rebutant la Russie d'une manière très-prononcée, il ne la poussât à des mesures extrêmes et qu'il n'amenât la France à se jeter entièrement entre les bras du czar; en effet, depuis le changement ministériel, cette dernière jouait un rôle plus ambitieux, et, dans le cas où elle serait impliquée dans une guerre avec l'Angleterre, le duc la crut capable de vouloir se dédommager de ses pertes sur mer aux dépens des alliés de l'Angleterre sur le continent, et de faire lever de nombreux germes de mécontentement dans tous les États voisins, en réveillant l'esprit révolutionnaire et bonapartiste sous les plis du drapeau blanc. A la grande frayeur de Metternich, le ministère Martignac était entré dans une voie populaire et

libérale; il affichait ouvertement son philhellénisme. La Ferronnays, marchant tout à fait sur les traces de Chateaubriand, crut que la politique naturelle de la France exigeait impérieusement de se mettre du côté de la Russie. Le cabinet de Paris avait engagé l'Angleterre à entrer, sans hésiter, dans les propositions de Lieven du mois de janvier; elle se montra la plus disposée à appuyer le président de la Grèce par des subsides dans des proportions considérables; elle envoya en Grèce un agent de commerce, Juchereau de Saint-Denis, et pressa les puissances d'accepter la proposition de la Russie qui voulait réunir les trois plénipotentiaires, pour de nouvelles conférences, dans l'île de Corfou; elle avait été d'avis qu'il ne fallait pas empêcher la Russie d'entrer dans les Principautés; elle avait offert d'aller, conjointement avec l'Angleterre, dans la Morée pour la délivrer des Égyptiens, et elle armait avec un zèle qui montrait que La Ferronnays avait parlé très-sérieusement en assurant Metternich : « qu'au besoin la France continuerait à agir seule avec la Russie sur la base du traité de juillet. »

Dans ces circonstances, au lieu de s'engager avec l'Autriche, Wellington jugea plus prudent de chercher le développement des affaires d'Orient plutôt dans les rapports de l'Angleterre avec la France, et d'enchaîner la Russie en assujettissant d'abord cet allié « qui suivait à toute bride la direction de la Russie. » En même temps que Dudley répondit aux propositions de Lieven du mois de janvier, il envoya donc aussi à Paris une déclaration très-précise[1], dans laquelle il se prononçait contre l'occupation des Principautés, approuvée par le cabinet de Paris, qui, disait-il,

[1] Note de lord Dudley adressée au prince Polignac, le 7 mars 1828. MS.

semblait supposer à tort que la Russie se bornerait à cette occupation, tandis que la dépêche de Nesselrode donnait à entendre que le czar ferait absolument le contraire. Le ministre anglais s'exprima donc à Paris avec la même netteté contre l'expulsion d'Ibrahim de la Morée, par des moyens violents, mesure qui, disait-il, ne pourrait être considérée que comme une déclaration de guerre contre la Porte avec laquelle l'Angleterre vivait en paix, et qu'elle pourrait, par conséquent, se voir même obligée de secourir. Polignac trouva étrange que l'Angleterre voulût forcer la France à marcher au pas avec elle, tandis que la Russie voudrait lui faire changer son trot en galop; il croyait cependant, comme Lieven, qu'on ne se laisserait pas déconcerter à Paris, et que surtout ce langage menaçant n'y ferait pas la moindre impression. La Ferronnays cependant baissa le ton; il déclara que les armements de la France étaient dirigés contre Alger, et, comme le disait Dudley à Polignac*, on avait l'espoir que les deux puissances occidentales s'entendraient, sans autre délai, au sujet des mesures à prendre, pour arriver à la pacification de la Grèce. * 26 mars.

Ce ne fut qu'à ce moment que Dudley fit* une réponse[1] aux communications et aux propositions belliqueuses de la Russie en date du 26 février. « Le roi, disait-il dans sa note adressée à Lieven, ne mettrait pas en question le droit de l'empereur de Russie de juger lui-même la nature de ses griefs contre la Porte et d'en venir à la guerre, bien qu'il regrettât l'exercice de ce droit. Mais, de son côté, le roi ne pourrait pas se laisser déterminer, par cette décision de la Russie, à devenir infidèle aux principes qui l'avaient * 25 mars.

[1] Note de lord Dudley adressée au prince Lieven, le 25 mars 1828. MS.

guidé jusqu'alors. La Russie, disait-il, connaissait les motifs qui faisaient que l'Angleterre se prononçait contre une invasion de l'empire turc. L'effet bienfaisant qu'un tel événement pourrait avoir pour la Grèce serait plus que contrebalancé par les dangers qu'il amènerait pour l'Europe. Y participer, c'était agir en contradiction directe avec la marche suivie jusqu'alors, marche pleine de prudence et d'égards pour la puissance qu'on n'avait voulu ni anéantir, ni humilier, mais seulement guider. On faisait ressortir ensuite les difficultés que l'attitude prise par la Russie ferait naître à l'égard de l'action commune ultérieure des trois puissances. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ôtait ainsi la possibilité d'exécuter le traité dans l'esprit dans lequel il avait été conçu; le choix des moyens pour des entreprises communes n'était plus un sujet de délibération pour les trois puissances : l'Angleterre et la France auraient à suivre la direction de la Russie ou à renoncer à une action commune. On rappelait ensuite, pour terminer, que la Russie, tout en poursuivant l'œuvre de pacification, était obligée par le traité de rester fidèle au but pour lequel cette convention avait été conclue, ainsi qu'aux déclarations désintéressées par lesquelles elle s'était engagée à ne pas faire la guerre dans le dessein d'agrandir son territoire; puis, on exprimait l'espoir qu'après la victoire le plus fort n'imposerait pas au plus faible, sous le nom d'indemnités, des sacrifices qui pourraient mettre en danger son existence politique. » — Toute la teneur de ce document montrait parfaitement bien que Wellington comprenait qu'après avoir fait naître, par son long silence, la défiance à Saint-Pétersbourg, toute tentative par laquelle il essayerait, encore à ce moment, d'arrêter le jeune empereur ne ferait que le pousser en avant. C'est pourquoi il n'opposa aucune résistance aux résolutions de la Russie;

mais il fit mine de vouloir accepter la dernière alternative des propositions faites, en février, par le cabinet de Saint-Pétersbourg, et de considérer le traité de juillet comme ayant cessé d'exister. Comprenant de cette manière la situation des affaires, Wellington aurait voulu opposer à la démarche de l'autocrate russe une autre démarche correspondante à faire par les deux puissances occidentales; son intention était de déterminer la France à l'exécution bilatérale du traité trilatéral, et de continuer à agir, sur la base du traité, avec la France seule et sans la Russie, dans le cas où cette dernière puissance voudrait se soustraire entièrement à la direction de ses alliés.

Lorsque Metternich s'aperçut de ce rapprochement et de cette entente entre les puissances occidentales, ainsi que de la stérilité de ses desseins sur l'Angleterre, il changea aussitôt de front, avec une versatilité achevée. D'abord, afin de pallier ces tentatives faites pour exciter les puissances contre la Russie, tentatives qui venaient d'échouer, il montra à Saint-Pétersbourg un air plus doux et plus insinuant. Il fit répondre*, bien que ce fût fort tard, par l'empereur François à la lettre du czar en date du 29 janvier[1], pour inviter ce dernier à retourner au système salutaire de l'Alliance universelle, au delà de laquelle il n'y avait qu'une ruine inévitable. Mais, en même temps, il essaya encore une fois la force de ses paroles usées à Constantinople[2]. En lui annonçant les résolutions belliqueuses de la Russie, il fit presser la Porte de faire une déclaration précise, annonçant qu'elle resterait fidèle aux engagements pris à Akerman. L'internonce s'acqutita* de sa tâche[3]; mais on lui répondit par un refus pur et

L'accommodement.

* 5 avril.

* 10 avril.

[1] L'empereur François à l'empereur Nicolas, le 5 avril 1828. MS.
[2] Le prince Metternich au baron Ottenfels, le 28 mars 1828. MS.
[3] Note de l'internonce adressée à la Porte, le 10 avril 1828. MS.

simple, à moins, ajouta la Porte, que la Russie n'exécutât sa promesse donnée à Akerman et qu'elle ne s'abstînt de toute immixtion dans les affaires grecques. Mais sur les instances vives et réitérées de l'internonce, le reïs-effendi répondit au drogman autrichien : « qu'il lui était impossible de le croire chargé de mettre sa patience à la rude épreuve d'entendre dire chaque jour et le lendemain absolument la même chose! » De cette manière, le prince Metternich offensa, par sa démarche, le divan à Constantinople, comme le cabinet de Saint-Pétersbourg en même temps. Après avoir reçu la lettre de l'empereur François, le czar avait répondu par un refus, il est vrai, mais il s'était exprimé d'une manière affable et amicale[1]. Cependant lorsqu'on apprit que Metternich était de nouveau intervenu auprès de la Porte, le grand-chancelier dut s'entendre blâmer, par le cabinet de Saint-Pétersbourg, au sujet de cette « démarche stérile » dont le *succès* n'aurait même en rien changé les résolutions de l'empereur. Après avoir ainsi de nouveau échoué en Orient, Metternich se rejeta encore sur l'Angleterre. Wellington y purgeait, à ce moment*, son ministère des éléments du parti whig, d'un Huskisson, Grant et Palmerston, et remplaçait même lord Dudley par Aberdeen, cet ami intime d'Esterhasy qui était tout dévoué à l'Autriche. Metternich vit le moment venu de mettre en mouvement des leviers plus forts à Londres, où les personnages les plus incompatibles avaient à conduire un jeu dont la position actuelle donnait de nouvelles espérances même au prince qui venait de perdre la partie. En effet, il y avait là : Wellington, cet homme entêté et plein d'opinions préconçues, mais dépourvu de tout talent pour faire des combinaisons politiques, que tourmentaient,

* En mai.

[1] Précis d'une conversation entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche Comte de Zichy, 24 avril 1828. MS.

de tous les côtés, les amis des Turcs, les ennemis des Russes et ceux qui haïssaient les Grecs ; puis Lieven, ce diplomate plein de défiance qui, embourbé dans ses vieilles rancunes, augmentait encore ses embarras et ses difficultés, en se liant continuellement avec les hommes de l'opposition ; et enfin Polignac qui connaissait mal le terrain, et qui s'entendait peu à pénétrer le jeu des partis, les passions, les inimitiés et les petites jalousies des individus avec lesquels il se trouvait en contact.

De cette manière, les rapports entre les trois puissances signataires du traité étaient aussi troublés que l'état de l'alliance elle-même, dont l'existence semblait être dans une crise permanente et être suspendue aux fils les plus minces d'influences accidentelles. Les efforts faits par Wellington pour exécuter le traité avec la France seule, trouvaient la plus constante opposition dans le cabinet de Paris qui insistait sur des opérations communes, sur la nécessité d'envoyer Stratford Canning à Corfou et sur la reprise des conférences, interrompues depuis longtemps, sans pouvoir cependant amener Wellington à prendre une résolution. Cette attitude de la France n'était pas peu fortifiée par l'action de la Prusse qui, d'une manière très-déterminée et exempte de préventions, conseillait de maintenir le traité et de rétablir les conférences dont Metternich essayait d'empêcher la reprise par tous les moyens possibles. Ces conseils de la Prusse étaient exprimés dans une dépêche circulaire* qui était d'abord destinée à réaliser les vœux de l'empereur de Russie, mais qui, plus tard, fut considérée par les trois cours alliées comme un véritable acte d'amitié en faveur de toutes ces puissances. La France persista donc dans son désir de retenir les flottes des trois alliés dans la Méditerranée, pour y agir en commun ; mais ce que Wellington ne pouvait pas du tout comprendre, c'était

* Du 10 avril.

que les flottes de deux puissances neutres pussent coopérer avec la flotte d'une puissance belligérante, jusqu'à ce que, un peu plus tard, on lui prouvât qu'un tel cas s'était pourtant déjà présenté une fois en 1759. Dans sa réponse
29 avril. aux dernières déclarations de Dudley[1], la Russie indiqua elle-même cette manière d'agir particulière et compliquée.

Le cabinet russe reconnut la force obligatoire permanente du traité sur tous les points et chercha, en même temps, à écarter toutes les difficultés que l'Angleterre trouvait à continuer l'action commune des trois alliés. « Le traité lui-même, disait Nesselrode, avait prévu, comme on le savait, le cas d'une guerre et celui d'une action isolée de la Russie, à côté d'une action commune des trois puissances. On chargerait provisoirement le comte Heyden, ajoutait le ministre russe, d'exercer, pour le moment, les droits de la guerre avec la plus grande modération et de se rapprocher, dans ses opérations, autant que possible de celles des autres amiraux. Mais dès que dans les conférences on serait tombé d'accord sur un plan bien déterminé, on remplacerait ces ordres provisoires par d'autres *qui seraient encore davantage en harmonie* avec la position des alliés; alors le comte concerterait *toutes* ses mesures avec ses deux collègues et *suspendrait*, pour ainsi dire, ses droits de puissance belligérante, excepté dans le cas d'une attaque ou d'une autre nécessité urgente. » De cette manière, la Russie fit donc des avances, afin de désarmer la méfiance de l'Angleterre, et Wellington abandonna son ancienne manière de voir d'après laquelle il avait considéré une guerre, entreprise par la Russie, comme incompatible avec le traité de juillet. Lord Aberdeen déclara ne pas vouloir se charger du reproche d'avoir

[1] Nesselrode au prince Lieven, le 29 avril 1828. MS.

amené une crise plus redoutable par la nonchalance du ministère. En répondant* à la note de Lieven, il accepta l'offre de la Russie de vouloir se dépouiller, dans la Méditerranée, du caractère de puissance belligérante, et invita Lieven à reprendre les conférences le lendemain même. Stratford Canning reçut l'ordre de partir pour Corfou. Dans une conférence*, on arrêta les instructions pour les plénipotentiaires à Corfou et pour les amiraux; dans une autre*, Wellington reconnut la nécessité d'envoyer dans la Morée une expédition française que l'Angleterre préférait appuyer seulement par sa flotte. Ayant une fois pris son parti, Wellington accepta dès lors franchement et sans aucune arrière-pensée toutes les conséquences de sa résolution.

* 6 juin.
* 2 juillet.
* 19 juillet.

On avait même à blâmer le duc de le faire par trop sincèrement. A peine la Porte, qui venait de rejeter, d'une manière si hautaine, les conseils par lesquels l'Autriche l'avait engagée à rentrer dans la voie des négociations amiables, eut-elle été informée de la déclaration de guerre formelle de la Russie* que, prise d'une frayeur salutaire, elle secoua tout à coup sa léthargie apathique avec laquelle elle s'était laissé balancer entre l'indolence du fanatisme et la violence des passions, et fit, de tous les côtés, des démarches qui auraient bien pu conjurer l'orage pendant qu'il approchait, mais qui ne purent plus le détourner après qu'il eut éclaté. Elle envoya quatre métropolitains avec le protosyngelos à Poros, où ces délégués firent* au président Kapodistrias des propositions et lui exprimèrent des prétentions qui, dans les circonstances actuelles, ne pouvaient pas avoir, il est vrai, la moindre chance d'être bien accueillies. Le reïs-effendi dit*, d'une manière non officielle, au drogman de Prusse que la Porte reconnaissait le traité d'Akerman dans toute son étendue; peu de temps

* 26 avril.
* 2 juin.
* 7 mai.

après, il fit même une tentative pour séparer les trois alliés en se rapprochant des deux puissances neutres par la con-
* 19 mai. cession la plus significative. Il écrivit * aux ambassadeurs d'Angleterre et de France[1] et les engagea, en saisissant l'occasion de leur prochaine conférence à Corfou, à retourner à Constantinople où la Porte serait disposée « à reprendre les articles litigieux et à arranger tout à l'amiable et dans un accord parfait. » Au fond, on offrait là tout ce que les puissances voulaient obtenir! Tous les diplomates résidant à Constantinople crurent que, par cette dernière démarche, les affaires grecques étaient complétement terminées. Si la distance matérielle entre les différentes cours n'avait pas été si grande, si la conférence des plénipotentiaires avait été déjà réunie à Corfou, si l'Angleterre n'avait pas été liée d'une manière trop frappante par la parole qu'elle venait de donner à l'instant même et qu'elle n'eût pas été gênée par l'attachement que la France montrait à la Russie, Wellington aurait eu, à ce moment-là, l'occasion la plus favorable d'accomplir à deux l'opération pacifique la plus efficace, en laissant la Russie s'avancer toute seule pour faire la guerre. En effet, la France et l'Angleterre auraient accueilli la proposition du reïs-effendi, comme une acceptation formelle de la médiation ; ils auraient envoyé leurs ambassadeurs à Constantinople où, ayant devant eux, au nord, les arguments fournis par l'armée russe, et derrière eux, au sud, ceux que leur donnait la présence d'une flotte près des Dardanelles, ils auraient pu, avec un peu d'habileté, cédant sur la forme et catégoriques dans les choses, accommoder en quelques jours les affaires grecques et même les différends russes. Mais ce temps précieux fut gaspillé, de la manière la plus étour-

[1] Lettre du Reïs Efendi aux Ambassadeurs de France et d'Angleterre, le 19 mai 1828. MS.

die, par les alliés qui, matériellement et politiquement parlant, étaient trop éloignés les uns des autres.

Guilleminot, qui à cette époque était encore seul à Corfou, ne voyait dans la lettre du reïs-effendi que l'intention de la Turquie de séparer les puissances, ce qui n'allait pas du tout à la politique française ; il répondit* donc par un refus, en donnant pour excuse qu'il n'avait pas d'instructions à cet égard. Dans la même conférence de Londres* où l'on arrêta les instructions pour les plénipotentiaires à Corfou, on rejeta la proposition de transférer le siége des négociations à Constantinople où l'ambassadeur de Russie ne pourrait pas se rendre ; l'union intime entre les puissances, disait-on, ne permettait pas la supposition de négociations séparées. Dès que Stratford fut arrivé à Corfou, il refusa donc encore une fois et d'une manière officielle la proposition du reïs-effendi, par une lettre qu'il lui adressa en commun avec Guilleminot*. Avant d'avoir reçu cette lettre, le divan s'était encore une fois adressé directement à Wellington*, en lui assurant de nouveau qu'après le retour des ambassadeurs tout ce qui avait fait l'objet des négociations antérieures serait terminé à fond et entièrement accommodé. Dans une seconde invitation adressée aux deux ambassadeurs à Corfou*, le divan leur répéta encore une fois, à eux aussi, que « tout serait expédié dans une seule séance. » La réponse de Wellington[1] exprimait simplement et avec franchise la résolution du cabinet anglais de ne pas se séparer de ses alliés, résolution à laquelle la Russie paya un tribut d'éloges bien mérités. Cependant, se ravisant plus tard, il blâma fortement les plénipotentiaires d'avoir refusé aussi la seconde invitation du reïs-effendi, sans en faire seulement un rapport à leurs

* 14 juin.
* 2 juillet.
* 11 août.
* 6 juillet.
* 11 septembre

[1] Toute la correspondance, dont nous parlons ici, est en manuscrit sous nos yeux.

cours. Il sentait probablement que c'était, pour ainsi dire, renier ses projets que de vouloir céder si peu quant aux moyens, et que c'était là montrer un entêtement puéril, tout à fait à la façon des Turcs, que de ne pas vouloir faciliter à la Porte, au moins dans les formes, les grands sacrifices qu'on exigeait d'elle, et tout cela pour rester fidèle à la lettre même du traité! « On avait souvent vu, disait l'internonce dans une de ses dépêches de cette époque, qu'un homme se laissait couper une jambe malade ; mais jamais on n'avait encore exigé de personne de se la couper soi-même. »

Cependant même en Autriche, où l'on n'avait pourtant pas de rôle actif à jouer dans cette affaire, les sages politiques n'étaient nullement, au sujet de cet incident chatouilleux, d'accord entre eux, comme l'était le baron von Ottenfels avec lui-même. A cette occasion, Metternich sortit encore une fois d'une position qu'il avait constamment occupée. Il avait toujours considéré jusqu'alors le traité de juillet comme extrêmement avantageux pour la Russie; mais à ce moment, il y vit tout d'un coup une garantie contre les projets moscovites! Il avait toujours désiré jusqu'alors faire sauter les conférences à Londres; mais à cette époque, il chargea Esterhazy de faire tous ses efforts pour les faire continuer[1] : en effet, il venait d'apprendre que la Porte voulait terminer les affaires grecques avec les deux puissances occidentales et sans la Russie ! Ce qui lui semblait être le moins à désirer, c'étaient des garanties

[1] Cela n'empêcha pas le prince de se plaindre, en même temps, de Bülow, qui travaillait également au maintien des conférences; le grand-chancelier s'appuyait, dans ses plaintes, sur de prétendus rapports d'Esterhazy; mais Bülow douta de leur existence, à moins que Esterhazy n'eût dû les envoyer à Vienne, d'après les ordres de Metternich, « ce qui ne serait pas, disait Bülow, le premier exemple de faux rapports demandés à un ambassadeur. »

données à l'indépendance de la Grèce et, à côté de cela, une guerre d'autant plus exaspérée entre la Russie et la Porte ; c'est pourquoi il faisait travailler à la conservation de cette alliance dès qu'elle était troublée. Ses familiers qui l'approchaient le plus près, et Gentz lui-même, désapprouvaient hautement cette manière d'agir. En effet, ils auraient considéré cette tournure des choses, dont le chemin avait été ouvert par le reïs-effendi, comme l'événement le plus heureux, précisément par rapport à la position et à l'attitude de la Russie. Car, dès le moment où la cause grecque n'aurait plus été en jeu, la Russie aurait eu contre elle les voix de tout le monde. Voici donc quels avaient été, au bout du compte, le point de départ et le point d'arrivée des chemins tortueux et détournés que la politique sinueuse de Metternich avait suivis dans cette question grecque : desespérant de triompher de tant de chicane, de faiblesse et d'inconstance, tout le monde avait fini par lui tourner peu à peu le dos en refusant de s'associer à cette politique. D'abord c'était l'Angleterre qui, au commencement, n'avait penché ni d'un côté, ni de l'autre ; puis la Russie, longtemps si docile aux conseils du prince ; ensuite la France toujours si craintive ; plus tard la Prusse, si disposée à se montrer accommodante ; enfin même ses propres diplomates, tels qu'Esterhazy et, en dernier lieu, Gentz lui-même.

A côté de cet isolement et de cet éloignement des hommes du camp opposé et même de celui du prince, il y eut le triste résultat que la guerre russe venait d'éclater ; événement que Metternich redoutait plus que toute autre chose, et qu'il avait voulu détourner en mettant en mouvement les tours d'adresse les plus fins et les plus grossiers de la diplomatie autrichienne. La déclaration de guerre de la Russie avait été publiée. Elle était accompa-

gnée d'une dépêche circulaire dont toutes les expéditions portaient la même date*; elle vantait encore une fois la modération de l'empereur, qui voulait seulement renouveler les traités d'une manière plus efficace et faire servir la crise actuelle à la pacification de l'Orient. Il est vrai qu'il avait l'intention de demander aussi des indemnités pour les frais de la guerre et pour les pertes subies par ses sujets. La Russie, suspectée comme elle l'était, avait déjà dans d'autres occasions, en faisant la guerre et en concluant des traités de paix, cru devoir se justifier par des arguments particuliers, au sujet de cette demande, bien qu'elle s'entendît d'elle-même. Déjà les négociateurs de la paix d'Iassy avaient dit dans ce sens : « que renoncer à ces compensations, pour diminuer les dangers qu'entraînaient les actes de violence de la Porte, ce serait encourager son audace et son injustice. » Et de la même manière, les diplomates russes disaient encore à l'époque qui nous occupe : « que si la Russie annonçait qu'elle n'avait aucune espèce de desseins ambitieux sur la Turquie, et qu'elle ne lui demanderait même pas un sacrifice trop lourd pour elle, le cabinet russe ne ferait qu'exciter la Porte à prolonger les hostilités. » — Cet avertissement avait été ajouté pour l'Angleterre et pour l'Autriche qui, à plusieurs reprises, avaient exprimé au sujet de cette question des indemnités, des suppositions et des prétentions presque naïves et qui, au moment actuel, croyaient même pouvoir interpréter cet avis, en disant que les demandes faites publiquement par la Russie à l'égard des indemnités pour frais de guerre, n'étaient qu'un masque dont la générosité de l'empereur se couvrait par pure prudence! Immédiatement après la publication du manifeste par lequel la Russie déclarait la guerre à la Turquie, les armées russes se mirent en mouvement. Dès ce moment, la politique autri-

* 26 avril.

chienne jeta entièrement le masque, déjà si transparent, dont Gentz croyait l'avoir couverte dans la question grecque. Les agents de l'Autriche en Grèce et hors de ce pays changèrent tout à coup leur ton, qui jusqu'alors avait été assez modéré, et montrèrent une fureur sans bornes contre tous ceux qui portaient le nom de Russes et de Grecs. Gentz avait dit déjà, quelques mois auparavant, que la crainte de la Russie et la haine pour elle deviendraient bientôt le cri de guerre général. Lorsqu'il lut la déclaration de guerre, il éprouva une sensation singulière, en voyant devant lui en chair et en os ce qui, pendant des années entières, avait été présent à son esprit comme un fantôme effrayant, et ce qui lui faisait paraître l'avenir sombre comme la tombe. « Cette guerre, disait-il dans une lettre adressée à son ami*, le comte Stanhope, admirateur enthousiaste de cet État idéal que représentait, à ses yeux, l'Autriche; cette guerre serait ou la dernière ou bien l'avant-dernière de celles que la Russie avait à faire contre la Porte : l'avant-dernière, dans le cas où le sultan céderait pendant le premier ou le second acte de la tragédie, et la dernière si le grand-seigneur attendait jusqu'au troisième acte[1]. »

* Fin de mars.

Nous aurons à voir de quelle manière cette prophétie s'est vérifiée.

---

2. — LA GUERRE RUSSO-TURQUE DE 1828 A 1829.

Préparatifs de la Turquie.

La Porte, qui avait montré tant de vigueur et de résolution, en jetant le gant aux puissances par son manifeste adressé aux ayans, paraissait perdre toute son énergie et

[1] Cf. Gentz Werke (*Œuvres de Gentz*), t. V, p. 147.

toute son assurance, dès le moment où la Russie accepta le défi par sa déclaration de guerre, et où tout d'un coup le divan fit, sur tous les points, ces concessions par lesquelles il voulait encore prévenir la guerre au moment même où
* 17 mai. elle venait d'éclater. On avait fait lire *, à la vérité, dans la capitale, un firman exhortant tous les musulmans à se tenir prêts pour la guerre; avec une jactance pleine de morgue, le reïs-effendi avait répondu à une question du drogman néerlandais au sujet des armements de guerre: que la supputation des forces turques pouvait se faire en deux mots: qu'elles se composaient de toute la population ottomane; quant au grand-seigneur, on disait qu'il avait déclaré préférer se faire derviche plutôt que d'acheter une paix honteuse, et qu'il avait pris la résolution de se mettre à la tête de l'armée, ce qui n'avait été fait par aucun sultan depuis Mustapha II. Mais malgré tout cela, presque tous les diplomates, et surtout les connaisseurs initiés aux affaires d'Orient, tels que Guilleminot, étaient convaincus que la Porte n'avait ni les moyens, ni même la volonté bien arrêtée de résister à la Russie. Le peuple ne se leva point; les Russes étaient entrés depuis longtemps dans les Principautés,
* 10 juin. avant même que le manifeste turc eût paru *. Il se passa encore beaucoup de temps avant que le généralissime Housseïn et son kaïmakam, le jeune Chalil-Pacha, zélé partisan de la réforme militaire, se rendissent à leur poste à Schoumla, et que le kapoudan-pacha, Izzet-Mehmed, partît pour Varna. Le grand-vizir n'alla qu'au milieu de l'été à Andrinople pour y remplir ses fonctions, tandis que le sultan ne quitta pas du tout la capitale. L'enthousiasme fanatique pour la guerre, qui s'empare si facilement des musulmans, fit complétement défaut. La diplomatie autrichienne seule, qui souhaitait les meilleurs succès à la Porte, voyait les choses sous un jour différent et plus favorable.

Elle prédisait aux Russes qu'ils trouveraient une résistance militaire qui, aussi sûrement que la résistance diplomatique et morale de la Porte à laquelle on ne s'était pas attendu, les désabuserait au sujet du roman que, depuis plusieurs années, ils avaient composé à Saint-Pétersbourg, et à l'égard des images chimériques et flatteuses dans lesquelles leurs hommes d'État avaient vu tout l'empire turc déjà miné, images qu'ils avaient créées avec cette facilité qui distinguait si souvent la conception de projets russes. Les diplomates de Vienne, comme les Turcs les plus intelligents, voyaient même un progrès dans l'attitude plus calme et plus composée du gouvernement et de la population en Turquie, attitude qui avait remplacé le tumulte stérile des janissaires d'autrefois. Déjà par la seule considération des subsistances, ils trouvèrent juste de ne procéder à une levée en masse que peu à peu et à mesure que les ennemis approcheraient, et de ne pas mettre en mouvement à la fois tous les contingents des pachas. Si le sultan ne quittait pas du tout la capitale et si le grand-vizir continuait encore à y séjourner longtemps, on s'expliquait ces faits par la crainte que les Russes ne profitassent de leur supériorité sur mer, pour débarquer une armée dans le voisinage immédiat de Constantinople.

Plus tard, la marche des événements montra qu'il y avait aussi d'autres causes plus graves qui avaient produit cet affaiblissement général de l'enthousiasme populaire et ce ralentissement dans les mesures adoptées par le divan. La Russie ne s'était pas trompée en considérant cette époque critique de la transformation de l'ancienne organisation militaire en Turquie dans un nouvel état de choses, comme le seul moment propice pour faire la guerre, dont il fallait profiter sans délai. La levée et l'habillement des troupes, ainsi que l'exercice qu'elles avaient à faire, avaient

trouvé, dans les campagnes, la plus grande résistance et y avaient été accueillis partout avec une répugnance des plus marquées. On avait dû choisir les hommes les plus jeunes comme étant les plus dociles ; mais plus tard, ils montrèrent qu'ils n'avaient pas les forces nécessaires pour résister aux fatigues des campagnes. Leur discipline plus grande avait dû être achetée au prix de la confiance que les anciens soldats avaient eue en eux-mêmes, ainsi qu'au prix de leur courage guerrier, qui allait autrefois jusqu'à la témérité, et que les jeunes soldats ne pouvaient pas posséder. On avait renoncé à l'ancienne manière barbare et impétueuse de faire la guerre, avant que l'art militaire civilisé eût été mis à sa place, avant qu'il fût éprouvé par l'expérience et enraciné par l'habitude. On manquait complétement d'officiers instruits, puisque les étrangers ne pouvaient qu'exercer les soldats, mais non les commander. Le nombre des troupes nouvellement organisées ne dépassait pas encore le chiffre de quarante-huit mille hommes; on dut, comme autrefois, y joindre les hordes irrégulières d'Asie; et encore, de cette manière, on ne réunit que cent cinquante mille combattants environ, sans compter les garnisons des forteresses en dehors du théâtre de la guerre : soixante-sept mille hommes avaient à couvrir les deux capitales, Constantinople et Andrinople, tandis que trente mille soldats devaient faire face aux Russes dans l'Asie-Mineure; de sorte que, sur le théâtre de la guerre en Europe, on ne put disposer que des vingt-cinq mille hommes qui étaient en garnison dans les forteresses sur le Danube, et du même nombre de combattants qui se trouvaient dans le grand camp retranché près de Schoumla. On ne pouvait pas oser appeler aux armes les rayas, les Bulgares chrétiens qui avaient été, de tout temps, les mieux disposés pour les Russes, ainsi que les Serbes qui,

une fois réunis sous les armes, auraient aussitôt passé du côté des ennemis, pour combattre les Turcs. Quant aux Principautés, on renonça, dès le principe, à les défendre. D'un autre côté, la Porte aurait désiré profiter de la haine des Bosniaques contre les Serbes, et elle ordonna au vizir de la Bosnie, Abdourrahim, d'entrer en Servie avec quarante mille hommes; en même temps, le skodra-pacha Moustapha, avec ses Albanais, devait menacer l'aile droite de l'armée russe. Si l'on avait exécuté ce projet et que, d'après les conseils de Housseïn, on eût pu employer les vaillants Bosniaques et leurs émules, les Albanais, à faire la petite guerre sur ce terrain entre le Danube et le Balkan, contrée coupée par les vallées, boisée, dépourvue de chemins, malsaine et privée des ressources nécessaires pour nourrir une armée, terrain extrêmement avantageux pour les Turcs, comme, au Sud, les labyrinthes des montagnes grecques leur étaient défavorables; si les Turcs, disons-nous, avaient pu profiter de tous ces avantages, ils auraient, dès le commencement même, pu donner à la guerre un autre caractère et peut-être même un tout autre développement et une issue différente. Mais la Russie retira là des avantages inappréciables de ses anciens préparatifs et des nouvelles applications de son système traditionnel qui consistait à miner le terrain sous les pieds des ennemis, ainsi que de ses relations avec les sujets chrétiens de la Porte.

Quelques mois auparavant seulement, le prince Metternich avait fait assurer au cabinet de Berlin, de la manière la plus positive, que trente mille Serbes étaient tout organisés et prêts à se révolter pour coopérer dans la guerre, sous la direction d'officiers russes; mais, au moment actuel, le czar fit, avec le plus grand éclat, parade, devant tout le monde, de ses sentiments de modération,

en donnant aux Serbes le conseil de se tenir tout à fait tranquilles et de ne pas sortir de la légalité, conseil qui fut très-exactement suivi par eux. Mais en renonçant ainsi à la coopération des Serbes, il se fit rendre par eux des services infiniment plus précieux, en déterminant le prince Milosch à empêcher le skodra-pacha de prendre part à la guerre, et à s'opposer, en cas de besoin, les armes à la main, à l'entrée des Bosniaques dans la Servie. Les deux choses furent faites. Le skodra-pacha, frère adoptif de Milosch, suivit, comme il l'avait fait toujours, les conseils de son frère et resta, pendant toute l'année, dans la même position. Lorsque les Bosniaques, profondément irrités de la nouvelle organisation militaire, se rassemblèrent, au nombre de trente mille hommes, près de Byalina sur la frontière serbe, ils profitèrent du prétexte que fournissait l'attitude hostile de Milosch à leurs désirs pour se dissoudre aussitôt. Il ne suffisait pas au czar qu'au Sud les Français, par leur expédition en Morée, dussent faire une diversion en sa faveur; il mit aussi à une première épreuve le dévouement de la Grèce, qui n'existait pas encore, et celui de son nouveau président. En acceptant cette dignité, et pour ainsi dire comme condition de son acceptation, Kapodistrias avait, tout de suite et à plusieurs reprises, exprimé la demande urgente[1] que les trois puissances lui fournissent les ressources nécessaires; qu'elles garantissent un emprunt, ou qu'elles lui donnassent des subsides et des troupes, entre autres dans le but de forcer, avec la coopération des flottes alliées, Ibrahim-Pacha à déposer les armes. On ne voit pas qu'aucune des puissances ait montré, au commencement, un très-grand zèle

[1] Mémoire du 31 août (12 septembre) et Note du 20 septembre (2 octobre) 1827. Cf. *Correspondance de Capodistrias*, par Bétant, t. Ier, p. 235.

à se rendre à ces désirs; mais dès que la Russie eut résolu la guerre, elle crut que c'était un secours qu'elle ne devait nullement dédaigner, si elle permettait à la Grèce de « coopérer à la pacification de l'Orient, » du moins sur la même ligne que ses alliés. Appuyée par la France, la Russie se déclara donc prête, à la conférence de Londres*, * 12 mars 1828.
à garantir un tiers de l'emprunt de 2 millions de livres sterling, somme jugée nécessaire par Kapodistrias, et à donner immédiatement des subsides que l'amiral Heyden, disait l'ambassadeur russe, avait déjà entre les mains.

Mais, là encore, les dissensions cachées entre les alliés troublaient, au préjudice des Grecs, le jeu du philhellénisme des grandes puissances : l'Angleterre se débattait contre une telle guerre d'argent avec la Porte ; mais Nesselrode défendit ces mesures en disant* « que donner * 29 avril.
des subsides n'était pas une violation de la neutralité, ni un acte d'hostilité ouverte qui pût porter une rude atteinte à l'empire turc. » Effectivement, la Russie et la France promirent au président des subsides mensuels réguliers d'un demi-million de francs chacun, et le czar débuta* * Juin.
avec une somme plus forte d'un million et demi de roubles qui devait être employée « pour les besoins les plus pressants de l'armée et pour la restauration du peuple. » Un patriote indépendant, revêtu de la dignité de président, se serait empressé de réaliser d'abord ce dernier dessein et aurait puisé à pleines mains dans le trésor qui lui était offert, pour relever le peuple affamé et misérable; mais Kapodistrias, en rappelant vivement à tous « qu'il était responsable vis-à-vis des puissances du bon emploi des subsides, » gaspilla, avec une prodigalité coupable, la plus grande partie de ces ressources dans l'organisation de l'armée. A peine fut-il arrivé de Malte à Aigina*, * 23 janvier.
pour s'y faire investir de sa dignité*, après avoir voyagé * 7 février.

longtemps en Europe, afin de se préparer à ses nouvelles fonctions, qu'il s'occupa aussitôt à concentrer les Rouméliotes remuants dans un camp près de Troizen, sous les ordres d'Ypsilantis; qu'il fit cesser tout envoi de secours à Chios; qu'en revanche il envoya des provisions à Church dans l'Hellade occidentale, et qu'il expédia ensuite le corps d'Ypsilantis à Megara, où il le porta peu à peu au chiffre de huit mille hommes. Il s'agissait, à ses yeux, de regagner Athènes et Missolonghi, ainsi que la Grèce continentale qu'on venait de perdre, afin qu'à la conclusion de la paix on pût s'appuyer sur un état de possession suffisant. Néanmoins, pendant tout l'été, on ne fit rien pour atteindre même ce but modeste et naturel. On aurait dit qu'il ne s'agissait d'abord pour le président que de posséder une armée bien organisée qu'il pût faire servir aux desseins
* 27 juin. des alliés. Il se rendit* en personne dans l'Hellade occidentale, pour y passer en revue l'armée sous les ordres
Commencement d'août. de Church, tandis qu'il envoya* à Megara, pour l'inspection des troupes, le colonel Richter de l'état-major de l'empereur de Russie, ce qu'on trouverait tout naturel, disait-il dans une lettre adressée à Ypsilantis, l'armée n'existant que grâce aux subsides russes et français. Si ceci était juste, il devait être encore plus équitable, dans l'opinion du président, que l'armée n'entreprît rien sans la volonté de ceux dont elle mangeait le pain. Tel était, en effet, l'état des choses. D'après toutes les mesures du président, l'armée grecque devait simplement se tenir prête à coopérer, suivant les circonstances, aux desseins de l'expédition française. Tant qu'Ibrahim se trouverait dans la Morée, il était de l'intérêt de la Russie qu'on ne le perdît pas de vue, qu'on eût toujours la main sur lui, pour qu'il ne s'échappât pas afin de faire une diversion embarrassante. La manière dont on plaça les deux divisions de

l'armée grecque n'avait donc d'autre but, avant l'arrivée des Français, que d'empêcher qu'Ibrahim ne reçût d'approvisionnements par Lepanto et par l'isthme.

Préparatifs de guerre de la Russie.

La Russie avait pris ses précautions en Asie, en concluant la nouvelle paix avec la Perse, et avait fait ainsi preuve d'une grande circonspection dans le jeu de sa politique à l'est, au sud et à l'ouest, en se couvrant les flancs et en préparant des diversions; dans ses préparatifs immédiats sur le véritable théâtre de la guerre, cette prévoyance, au contraire, semblait avoir fait place à un mépris altier de son adversaire, mépris avec lequel on subordonnait étourdiment la supputation des moyens matériels à l'estimation des ressources morales dont on exagérait la valeur. L'opinion dominante dans le camp russe était, sans aucun doute, qu'on finirait, dans une seule campagne imposante, cette guerre, prévue depuis si longtemps; qu'après avoir franchi le Danube, on exécuterait, par une suite de succès rapides, les opérations indiquées comme indispensables par la nature des choses, pour paralyser Schoumla et pour prendre Varna; et qu'ensuite, en passant par le Balkan, on s'avancerait vers Aïdos et Andrinople, pour forcer la Porte terrifiée à conclure la paix. Mais si tel était le but qu'on s'était proposé, la campagne fut commencée beaucoup trop tard, même en supposant que les Russes n'eussent trouvé que des succès et nulle résistance. Prêt pour la guerre depuis longtemps et résolu de la faire déjà depuis le mois de février, le czar perdit pourtant un temps précieux de presque trois mois, avant les premiers commencements de la campagne. Avant d'avoir pris ses précautions par rapport à l'Angleterre, il ne paraissait pas vouloir se compromettre par des actes d'hostilité effective. L'armée russe n'avait fini de se concentrer entre le Prouth et le Dniestr

que vers la fin de mars; la déclaration de guerre n'avait eu lieu que vers la fin d'avril; on avait franchi le Prouth * 7 mai. et envahi la Moldavie au commencement de mai* seulement, comme on n'avait franchi le Danube qu'un mois 8 juin. plus tard*. Deux mois plus tôt, les Turcs auraient été pris complétement à l'improviste et sans avoir fait les moindres préparatifs; comme c'était arrivé déjà tant de fois auparavant, les places les plus fortes sur le Danube auraient succombé peut-être au premier coup de main. Mais ensuite, malgré le temps qu'on avait gagné pour se préparer à la guerre, les ressources dont on disposait étaient beaucoup trop faibles pour le but qu'on voulait atteindre.

La deuxième armée, commandée par le feld-maréchal comte Wittgenstein auquel était échue la campagne en Europe, aurait dû avoir, dans ses trois corps d'armée (le troisième, le sixième et le septième), une force numérique de cent vingt mille hommes; mais par suite des négligences, des abus et des retards de différente espèce, inhérents à l'organisation administrative de l'armée russe, presque la moitié des hommes manquait sous les drapeaux. Aux premiers mouvements que fit cette armée, on dut donc, pour la renforcer, appeler une partie de la garde qui n'arriva qu'au mois d'août sur le théâtre de la guerre, ainsi que le second corps d'armée qui ne put parvenir sur les bords du Danube que vers la fin de la campagne. Si l'on eût calculé les forces numériques si faibles de cette armée d'après les difficultés qu'on trouvait, dans les territoires qu'il s'agissait d'occuper, à se procurer les subsistances nécessaires, on aurait perdu ces avantages par la présence du cortége extrêmement nombreux de gens de haut rang que l'empereur traînait à sa suite. Le czar accompagnait en personne le corps d'armée qui avait à prendre une part active dans les opérations de la guerre,

et il semblait croire indispensable, par égard à la jalousie qui régnait entre les puissances, d'avoir tout un corps diplomatique présent au quartier-général. Toutes les quatre puissances accréditèrent auprès de lui, pour toute la durée de la campagne, des officiers supérieurs : la France, le duc de Mortemart; l'Angleterre, lord Heytesbury; la Prusse, le comte Nostitz, et même l'Autriche, le prince de Hombourg, nomination qui fut accueillie par l'empereur de Russie avec une reconnaissance toute particulière. Mais on disait que, pour entretenir tout ce faste, le quartier-général avait à nourrir dix mille chevaux, à la place desquels on aurait pu amener deux divisions de cavalerie de plus. C'était surtout cette arme qui y était faiblement représentée; la cavalerie, accompagnant l'armée, était très-peu nombreuse et difficile à manœuvrer. Il n'y avait pas plus de quatre mille Cosaques, et pourtant cette espèce de cavaliers était particulièrement appropriée à la nature du terrain et à celle des adversaires. Ce qu'on comprenait encore moins, c'était que, dans son artillerie bien supérieure à celle des Turcs, l'armée n'eût amené avec elle qu'un seul train de siége pour faire une guerre qui devait surtout s'attaquer aux forteresses, guerre dans laquelle les Turcs étaient passés maitres.

Des militaires intelligents et instruits, tels que Pozzo di Borgo, avaient conseillé de s'emparer de toutes les forteresses sur le Danube, depuis Braïla (Brahilov) jusqu'à la frontière serbe, et de s'assurer, de cette façon, une large base d'opérations, afin de pouvoir faire avancer l'armée active de plusieurs points à la fois. Mais par égard pour l'Autriche, des frontières de laquelle on voulait éloigner, autant que possible, les fureurs de la guerre, on résolut de ne s'attaquer qu'aux deux forteresses à l'extrême est, à Braïla et à Silistri, dont la possession était indispensable

aux Russes pour pouvoir se faire suivre de renforts de troupes et d'approvisionnements. C'est pourquoi l'aile droite de l'armée, le sixième corps, fort de vingt mille hommes et commandé par le général Roth, dont la destination était d'occuper les Principautés, devait seulement observer les places de Viddin et de Roustchouk. Le centre, le septième corps, fort de dix-huit mille hommes sous les ordres du grand-duc Michaël, devait assiéger Braïla, sur la reddition immédiate de laquelle on ne semblait pas avoir le moindre doute, et ensuite investir Silistri. L'aile gauche, au contraire, formée par le troisième corps de trente mille hommes, et commandée par le général Roudyevitch, devait passer le Danube entre Matjine et Isaktji, prendre les petites places fortes sur la rive droite du Danube, en face de la Bessarabie, et accélérer ainsi la chute de Braïla. Ceux des militaires qui comprenaient les égards qu'on avait pour l'Autriche, ne concevaient cependant pas pourquoi on ne préférait pas faire occuper, pour le moment, les Principautés sans défense, exclusivement par les corps de troupes qui venaient renforcer l'armée; ou, du moins, pourquoi, en faisant descendre le Prouth par de grandes masses de bateaux et de radeaux, on ne passait pas le Danube au même instant que le Prouth, et au moment où l'on envahissait la Moldavie et où l'on assiégeait Braïla. Pour passer le Danube, on avait, ce qui était fort étrange, choisi un point près de Satounovo où, pour arriver seulement au bord du fleuve, on dut établir, à travers une plaine marécageuse, une digue de fascines longue de trois lieues, ce qui donna aux Turcs un délai d'un mois, dont ils purent profiter pour faire leurs préparatifs. Mais comme il fallait construire la digue sur la rive russe du fleuve, où l'on avait moins à craindre d'être dérangé, on choisit ce point, le plus défavorable de tous,

d'où l'on dirigea les opérations du seul corps d'armée en activité vers les contrées les plus désavantageuses, vers les plaines désertes et dépourvues d'eau de la Dobroudja.

Premières opérations.

Cependant, malgré tous ces obstacles et ces retards, les premières entreprises promettaient un succès rapide et brillant au delà de toute attente[1]. L'occupation des Principautés n'était qu'une simple marche militaire; le gros du sixième corps arriva, sans trouver d'obstacles, jusqu'à Boukharest*, et l'avant-garde des cosaques jusqu'à * 16 mai.
Kraïova*. On passa, sans difficulté, le Danube près de Sa- * 21 mai.
tounovo, dès que l'empereur fut arrivé*. Dix mille Turcs, * 7 juin.
qui, dans les retranchements convenablement construits vis-à-vis de la digue, auraient pu opposer les obstacles les plus sérieux au passage des troupes, s'enfuirent devant un faible corps de Russes qu'on passait dans des barques, et se jetèrent en partie dans la place d'Isaktji, une des petites forteresses de la Dobroudja, située à quatre mille pas seulement du lieu de débarquement. Le commandant de cette place se rendit encore le même jour, sans essayer de faire une résistance quelconque. C'étaient là des coups heureux impossibles à prévoir, qui accompagnaient, dès le début, ce premier mouvement, malgré toutes les fautes faites par les Russes dans leurs dispositions préparatoires, et comme pour prouver la vérité de la saillie de Frédéric le Grand qui avait l'habitude d'appeler les succès militaires des Russes en Turquie « les victoires des borgnes sur les

[1] L'esquisse de cette description de la guerre, que nous croyons suffisante pour remplir notre but, ne saurait guère être autre chose qu'un extrait de l'excellent ouvrage du baron von Moltke : *Der russisch-türkische Feldzug in der europæischen Türkei, 1828 und 1829* (*La Campagne russo-turque dans la Turquie d'Europe, 1828 et 1829*), Berlin, 1845. — L'ouvrage de Feodor Iwanitschew : *Geschichte des russisch-türkischen Kriegs* (*Histoire de la guerre russo-turque*), Ilmenau, 1829, ne saurait lui être comparé.

aveugles. » Combien l'armée russe se fiait à cette première bonne fortune et jusqu'à quel point elle se croyait autorisée à pouvoir mépriser ses adversaires, elle le prouva par l'étourderie ou par la témérité avec laquelle elle continua sa marche à travers la Dobroudja, en se dirigeant sur Basardjik, marche pendant laquelle elle avait à s'emparer, à droite, des petites forteresses de Matjine et de Hirsova et sur son flanc gauche, de celle de Touldja et plus bas, vers le sud et sur la mer, de la place de Koustendje, au bout du mur de Trajan. On envoya contre chacune de ces quatre places un corps de deux mille hommes seulement, avec quelques pièces de campagne, de sorte qu'après avoir avancé l'avant-garde, le corps principal fut réduit à un effectif de seize mille hommes. Cependant, cette fois-ci encore, la fortune ne trompa pas la superbe confiance des Russes. Ils n'avaient pas apprécié, il est vrai, à sa juste valeur, l'importance des fortifications et de la garnison de Braïla qui était défendue par sept ou huit mille hommes.
* 21 mai. Le septième corps d'armée avait dû commencer*, dans toutes les règles, le siége de cette forteresse; on entreprit les travaux avec un soin minutieux qui coûta beaucoup de temps; on fit des tranchées larges et profondes; on éleva de nombreuses batteries en rouage, de même qu'on creusa des mines en abondance qu'on chargea à l'excès et dont on voulut se servir pour ouvrir la brèche au second bastion, à partir du bord supérieur du fleuve, endroit qu'on avait choisi pour front d'attaque. Lorsque, après avoir fait des préparatifs si minutieux, on voulut donner l'assaut à cet
* 15 juin. endroit*, deux mines ne jouèrent pas parce que, par suite d'une erreur dans les signaux, on n'y avait pas mis le feu; l'explosion ayant été, par conséquent, très-défectueuse, les brèches restèrent si imparfaites que, devant la vaillante résistance des Turcs, les colonnes d'assaut durent reculer,

après avoir perdu deux mille cinq cents morts et hommes mis hors de combat. Mais encore cet échec ne jeta qu'une ombre passagère sur la fortune russe.

Déjà quelques jours auparavant, la flottille russe du Danube avait forcé celle des Turcs, stationnée près de Braïla, à se retirer vers Silistrie ; la forteresse de Matjine, espèce de tête de pont de Braïla, capitula, comme Isaktji, sans motif et sans y être forcée par la nécessité. Ces événements troublèrent à un tel point la tête du commandant de Braïla, Souleïman-Bey, qu'il offrit* de rendre la forteresse qui * 17 juin.
était défendue par trois cents canons et pourvue de munitions et de vivres en abondance, si l'on voulait lui accorder la retraite libre et sans condition vers Silistri. Alors toutes les autres petites places se rendirent aussi les unes après les autres, bien qu'elles eussent pu arrêter la marche des Russes qui se dirigeaient vers le mur de Trajan ; six forteresses avec huit cents pièces de canon étaient, en six semaines, tombées entre leurs mains, lorsqu'à Koustendje* * 5 juillet.
ils tendirent la main à leur flotte de transports venue d'Odessa. Dans cette marche en avant du troisième corps d'armée qui montrait ainsi qu'il se croyait sûr de vaincre, on ne s'était trompé que sur un seul point principal. On avait laissé de côté la place de Silistri qui était plus faiblement fortifiée et défendue par une garnison moins forte que Braïla et qui, probablement, avait dû être investie encore par le sixième corps d'armée, pendant tout le temps qu'on se servait du train de siége devant Braïla. Mais cette division de l'armée avait trouvé le passage du Danube près d'Oltenitza, sur l'autre rive, à Tourtokaï, trop fortement défendu et n'avait pas pu, pour cette raison, accomplir sa tâche et effectuer l'investissement de Silistri qui, après la chute de Braïla, reçut des renforts précieux par la garnison de cette dernière forteresse qui venait d'y entrer. Or, c'é-

tait risquer beaucoup que de quitter la base d'opérations qu'on venait de s'assurer et, avant d'avoir pris Silistri, de s'avancer vers Varna avec le troisième corps d'armée si faible qui, à la première rencontre avec les ennemis, lorsque son avant-garde, s'avançant de Karasou, se trouva en face des Turcs près de Basardjik, apprit à connaître, à son préjudice, la supériorité de la cavalerie turque et le nouveau caractère régulier de ses mouvements. C'est pourquoi, dès que le septième corps d'armée n'eut plus rien à faire devant Braïla, il reçut ordre de suivre le troisième corps, et l'investissement de Silistri échut ensuite à une moitié du sixième corps d'armée qui, par un long détour par Hirsova, se rendit au lieu de sa destination.

Toutes ces dispositions aussi trahissaient l'étourderie incroyable avec laquelle les Russes exagéraient la valeur de leurs propres forces, en même temps qu'ils se faisaient une idée beaucoup trop faible de celles de l'ennemi. On dégarnit ainsi la Valachie d'une manière très-fâcheuse ; le corps d'armée devant Silistri, qui comptait de dix à onze mille hommes sans artillerie de siége, était tout à fait insuffisant pour investir la place d'une manière efficace, tandis que le gros de l'armée d'opération était, par ses forces numériques, bien au-dessous de la tâche qu'elle avait à remplir, même après que le septième corps se fut joint au troisième près de Basardjik*. Déduction faite de ses avant-gardes et de ses corps détachés, le gros de l'armée ne comptait pas plus de vingt-quatre mille hommes; et même les avant gardes, envoyées vers Kosloudja et Varna, se montrèrent beaucoup trop faibles; l'une d'elles, commandée par le général Rüdiger, et l'autre, sous les ordres du comte Souchtelen, essuyèrent des échecs aussi décourageants que ceux de Basardjik, lorsqu'elles s'approchèrent, pour la première fois, de ces deux endroits où elles furent repoussées par la cava-

* 11 juillet.

lerie turque. Il était visible qu'on ne savait ce qu'on devait faire avec une armée aussi peu nombreuse, ou plutôt ce qu'on *pouvait* faire dans cette position entre Schoumla et Varna, où l'armée principale des Turcs, forte de quarante mille hommes et commandée par le séraskier Housseïn-Pacha, se trouvait bien retranchée près de la première de ces villes, tandis que la dernière, la forteresse la plus importante qui commandait la route principale conduisant au Balkan, était dans une position des plus difficiles à attaquer; cependant il s'agissait de s'en emparer, car sa possession était absolument indispensable aux Russes, rien qu'à cause des communications avec la mer Noire. C'était sur ce point que, sans aucun doute, tous les mouvements avaient été dirigés jusqu'alors; mais tout à coup, le gros de l'armée, laissant seulement un faible corps d'observation près de Derbend, à six lieues de Varna, se dirigea, fort de trente mille hommes, sur Schoumla, comme si l'on voulait paralyser la résistance de l'ennemi en portant un grand coup à ses forces principales. Peut-être aussi n'était-ce qu'un expédient pour se tirer d'un grand embarras; en effet, la flotte militaire des Russes, qui devait appuyer les opérations de l'armée, n'avait pas encore paru dans les eaux de Varna, et on était encore toujours sans train de siége. Mais encore en tenant compte de ces circonstances, les hommes experts blâment cette résolution; car, disent-ils, on aurait, du moins, pu faire les préparatifs du siége de Varna et placer dix mille hommes dans la direction de Schoumla, pour couvrir ces travaux préparatoires, tandis qu'une simple observation de cette place d'armes si forte était tout à fait superflue, puisqu'il n'y avait là rien à couvrir, tandis que l'offensive était accompagnée des plus grands dangers.

La ville de Schoumla, dont le nom rappelle des faits si Schoumla.

célèbres et des événements si fâcheux dans l'histoire militaire de la Turquie, compte quarante mille habitants et est située dans une vallée ouverte, à l'est et à la base d'un plateau haut de huit cents pieds qui est séparé du Balkan et présente partout des parois escarpées s'élevant en forme de muraille. A mille ou quinze cents pas de la ville, il y a, le long de la crête des premières collines qui forment la base du plateau et descendent vers la plaine, sur une longueur de huit mille pas, un rempart de terre et un fossé qui s'étendent, sur une ligne continue, des hauteurs escarpées de Strandja, au nord, jusqu'à celles de Tjenghell, au sud de la ville. Sur les derrières de Schoumla, sur les hauteurs du plateau, l'accès en était entièrement ouvert aux convois d'approvisionnement et on avait peu à redouter une attaque de ce côté-là, toute la hauteur de la montagne, dans un rayon de douze ou quinze lieues, étant couverte d'un taillis peu élevé et très-fourré, coupé seulement de voies de communications très-longues et étroites, qui n'offraient pas l'espace nécessaire pour servir de champ de bataille et pour déployer des masses de troupes. Afin d'investir cette position d'une manière efficace, l'empereur de Russie dut distribuer son armée, déjà si réduite, sur une ligne dépourvue de réserves et longue de six lieues, formant des redoutes et des stations de blocus dont chacune était toujours exposée aux sorties imprévues et facilement couvertes par les déchirures du terrain, sorties que les ennemis pouvaient, en outre, faire avec toutes leurs forces. Mais, ne se contentant pas de cette longue ligne d'investissement déjà si tendue, les Russes voulurent encore essayer de s'emparer des accès sur les derrières du grand camp. C'est pourquoi ils occupèrent Rasgrad sur la route de Roustchouk, et firent plusieurs tentatives* pour s'emparer des défilés importants de Kyœtesch, en passant avec l'aile gauche par

* Fin de juillet.

Eski-Stamboul, pendant que l'aile droite faisait, à l'occasion, des diversions à Eski-Djoumna. Mais toutes ces tentatives, qui donnaient à la ligne d'investissement une étendue de quinze lieues, depuis Strandja jusqu'à Kyœtesch, ne furent résolues qu'avec la désapprobation des officiers supérieurs intelligents et instruits; elles ne furent entreprises qu'avec une grande hésitation et exécutées avec des pertes sensibles et sans produire de résultats durables. Si l'on avait espéré attirer l'ennemi de Schoumla en rase campagne, on n'y réussit pas; bien approvisionnés sur leurs hauteurs où ils ne souffraient pas des chaleurs, les Turcs restaient presque toujours tranquilles, tandis que les Russes dans la plaine, exposés à l'ardeur du soleil, avec une nourriture et une eau de très-mauvaise qualité, éprouvant les plus grandes difficultés à fourrager, par suite de la diminution dans le nombre de leurs chevaux, furent tourmentés par des maladies qui firent irruption parmi eux, par le scorbut et par la gale, ainsi que par toute espèce de souffrances et de privations.

Ce ne fut qu'un mois après, lorsque Housseïn semblait peu à peu comprendre la position de ses ennemis, qu'il laissa plus de liberté à ses cavaliers pour faire des expéditions plus hardies, afin d'attaquer les communications des Russes et de piller leurs dépôts; il finit même par se résoudre* à faire lui-même une double sortie nocturne, * 26 août
une attaque simulée contre l'aile droite de l'ennemi et une attaque principale contre le camp du prince Eugène de Wurtemberg près de Marasch. Son projet échoua; mais, à cette occasion, les Turcs firent subir aux Russes de telles pertes et auraient tellement mis en péril la position de leurs ennemis s'ils avaient réussi dans leur entreprise, que les généraux russes comprirent la nécessité de concentrer davantage leurs forces, et de retirer, en pre-

mier lieu, l'aile gauche de ses six retranchements près d'Eski-Stamboul et, plus tard encore, de quatre autres redoutes plus voisines du camp russe, après que le séraskier eut fait une seconde sortie* dont le secret fut trahi par des Bulgares, de sorte que les Russes purent la faire échouer. Le comte de Wittgenstein se serait alors de nouveau retiré jusqu'à Yenibasar pour y prendre l'attitude de simple observateur, si l'empereur ne lui avait donné l'ordre formel de se maintenir dans ses positions. Des combinaisons stratégiques n'entrent que rarement dans l'art militaire des Turcs et dans leur système de tactique; s'il en eût été autrement, la position de l'armée russe, disséminée devant les trois forteresses de Schoumla, de Silistri et de Varna, qui toutes les trois étaient insuffisamment cernées, leur aurait offert les meilleures occasions de faire des entreprises que le succès le plus brillant serait venu couronner. En effet, le siége de Varna aussi avait commencé avec une grande lenteur, depuis que la flotte, commandée par l'amiral Greigh, fut enfin arrivée* et qu'elle eut renforcé le corps d'observation près de Derbend, de manière à le porter au chiffre de neuf mille hommes, corps qui, plus tard, prit position sur le bord de la mer et plus près de Varna, où il resta en communication étroite avec la flotte. L'empereur avait quitté Schoumla dans le but de s'y rendre; mais ensuite il s'était embarqué pour Odessa, afin d'amener de nouveaux renforts à son armée; car, même à ce moment, le corps d'armée ne suffisait pas encore pour investir, d'une manière complète, la place de Varna que, par suite de sa position, il faut assiéger avec deux divisions d'armée complétement séparées.

* 9 septembre.

* Commencement d'août.

Varna. Varna est située sur la rive septentrionale de la Devna qui sort d'un lac du même nom et long de six lieues, pour

se jeter, après un cours peu étendu, dans la mer Noire. Du côté sud du fleuve, la ville était protégée par des bas-fonds marécageux et, près du pont de pierre de la Devna, par une tête de pont. Un corps d'armée, placé à cet endroit, aurait été éloigné du gros de l'armée de siége au nord, par une distance de quinze lieues, en prenant comme la ligne la plus directe de communication le gué de Ghebedje, de sorte que chacune des deux divisions de l'armée de siége devait opérer seule et tout à fait indépendamment de l'autre. Dans l'angle formé par la mer et le fleuve, où était située la ville, elle était entourée d'un rempart de terre flanqué de dix bastions dont les courtines étaient fort étendues et si peu larges qu'on ne pouvait pas y mettre de canons. Le fossé étroit avait des escarpes et des contrescarpes en maçonnerie, mais il était à sec; seulement, dans sa partie orientale vers la mer, où il forme un ravin naturel, il est plus large, il descend jusqu'à une profondeur considérable et est traversé par un ruisseau d'une faible largeur. Youssouf-Pacha, le défenseur de Patras, que le succès accompagnait toujours, avait été envoyé comme commandant dans cette forteresse avec quinze mille hommes, et le kapoudan-pacha, Izzed-Mehmed, lui avait été adjoint pour la défense. Afin d'avoir un ferme appui dans leur flotte, les Russes dirigèrent leur attaque contre les quatre bastions du front nord-est de la forteresse, bien qu'il fût beaucoup plus solidement fortifié que son côté occidental. Ils entourèrent la vaste courbe des fortifications, depuis la mer jusqu'à la Devna, d'une rangée de redoutes dont la ligne était coupée, au centre, par un retranchement turc, ouvrage extérieur, situé au nord de la ville. Le côté de la mer était bloqué par la flotte qui, d'ailleurs, ne pouvait être d'aucune autre utilité pour les desseins des assiégeants, puis-

qu'elle ne pouvait s'approcher de la baie peu profonde qu'à une distance de deux mille pas. On commença à tirer
* 19 août. la première parallèle * sur la pointe extrême à l'est de la forteresse ; en effet, les Turcs ne s'étaient pas seulement établis dans la redoute au nord, mais encore devant le bastion qui était le quatrième, en comptant depuis la mer, et qui formait la pointe extrême au nord de la ligne de circonvallation ; c'était le cimetière retranché en dehors du fossé que les Turcs avaient occupé, en s'y entourant d'un labyrinthe de petites fortifications qui menaçaient de très-près l'aile droite de la première parallèle. Les assiégés auraient, du reste, obtenu des résultats d'une beaucoup plus grande efficacité que n'en pouvaient offrir tous ces moyens de défense, s'ils avaient élargi les courtines entre les quatre bastions attaqués, de manière à pouvoir y dresser des canons pour faire taire les batteries insuffisantes des Russes qui ne reçurent leur train de siége
* Mi-septembre. que plus tard *.

N'étant donc pas entravés dans leurs travaux, les Russes purent faire des progrès réguliers en établissant leurs batteries en rouage et en tirant leur seconde parallèle, malgré les combats opiniâtres près de ces ouvrages extérieurs, malgré les sorties des assiégés et malgré les dérangements dont les travaux de terrassement avaient à souffrir par suite du feu de l'artillerie et de la mousqueterie des Turcs qui les interrompait sans cesse.
* 8 septembre. A cette époque, l'empereur revint d'Odessa * avec un renfort de troupes de la garde qui portaient les forces numériques de l'armée de siége, placée dès lors sous les ordres du comte Voronzow, au chiffre de dix-huit à vingt mille hommes. De cette manière, on se trouva en état de jeter aussi dans la langue de terre de Galata, au sud de la forteresse, un corps de troupes de cinq mille hommes

qui n'était cependant pas assez nombreux pour empêcher l'arrivage des approvisionnements dans la forteresse par la grande route de Dervisch-Yovann. Du reste, la ténacité des assiégés semblait s'accroître à mesure que les ressources des assiégeants augmentaient. Les Turcs ne peuvent nulle part résister, en rase campagne, à l'art militaire des Européens, parce que, au commencement même d'un combat, ils ont l'habitude de se disperser par petites bandes et que les plus braves attaquent le front des lignes ennemies, tandis que la grande masse, dans sa lâcheté, évite le feu de l'artillerie et cherche à se jeter sur le flanc des adversaires; mais par cette raison même, ils excellent à défendre des forteresses, parce qu'il ne leur est pas possible de s'y éparpiller, parce qu'ils ne sont pas à cheval et qu'ils n'arrivent pas aussi souvent à faire des attaques impétueuses; tous les soldats s'y valent également par leur courage et leur capacité; ils sont fort exercés au tir et incomparables par leur frugalité et par leur talent à supporter les privations. Pendant le siége qui nous occupe, ils arrêtaient et gênaient aussi continuellement, suivant leur habitude, les résultats des travaux et l'effet des batteries des assiégeants par leurs grenades et par un feu de mousqueterie meurtrier qu'ils entretenaient avec un grand art; ils se maintenaient, avec une audace extraordinaire, au fond même du ravin qui formait le fossé de la ville, et y établirent encore de petits retranchements, lorsque les Russes eurent déjà fait des brèches praticables près du premier bastion et dans la courtine du second bastion.

Les Russes étaient déjà découragés, épuisés et en proie à des maladies et durent commencer à être économes de leurs munitions, lorsque les assiégés, abondamment pourvus de tout ce dont ils avaient besoin, furent encore ra-

nimés par l'annonce de l'approche d'une armée auxiliaire qu'Omer-Vrione leur amenait de Schoumla. Dans ces circonstances, son arrivée semblait devoir mettre rapidement fin au siége. Après être parti de Schoumla avec quatorze mille hommes, il avait été renforcé encore sur le Kamtjik par le grand-vizir, de sorte qu'Omer-Vrione ar-
* 24 septembre. riva avec vingt-cinq mille hommes près de Hassanlar * où, deux jours après, un corps de reconnaissance de quinze cents Russes, sous les ordres du général Hartung, se rencontra avec lui, sans qu'on s'y attendît de part et d'autre. Omer attaqua les Russes qui durent se retirer, après avoir perdu leur général et presque la moitié de leurs hommes. A la suite de cet événement, l'empereur attira vers lui toutes les troupes dont il était possible de se passer devant Schoumla ; il renforça la division commandée par le général Bistrœm à Galata et envoya le général Souchosannet par Ghebedje sur les derrières d'Omer-Vrione qui, après s'être avancé de Hassanlar, assit son camp sur le Wolfsberg, point central de toutes les hauteurs et de tous les ravins des environs, par lequel passe la route qui conduit de Dervisch-Yovann à Varna. A ce moment *, Omer attaqua sans résultat la position de Bistrœm, lorsque, le
* 25 septembre. même jour *, le prince Eugène de Wurtemberg, qui, après être venu de Schoumla, avait opéré sa jonction avec Souchosannet, fit une reconnaissance du camp turc d'où il devait, d'après les ordres de l'empereur, chasser le pacha, en l'attaquant conjointement avec Bistrœm, et le rejeter au delà du Kamtjik. Le prince trouva l'ennemi dans une position extrêmement avantageuse dont on ne pouvait s'approcher qu'en passant par des chemins étroits à travers d'épaisses forêts et des ravins escarpés. Le prince demanda donc à l'empereur des renforts et un ordre commandant au général Bistrœm de se subordonner au com-

mandement suprême du prince. Mais il reçut l'ordre formel de l'empereur* d'attaquer les Turcs sans délai et sans d'autres renforts. Le prince concentra ses colonnes sur la crête plate d'une hauteur dans la vallée, d'où le corps russe, pour arriver au camp du pacha, séparé de lui par une distance de quinze cents pas, avait à descendre la hauteur et à traverser une épaisse forêt qui empêchait la vue des mouvements de l'armée et où l'on ne pouvait se servir ni de la cavalerie, ni de l'artillerie. Pour trouver, si c'était possible, une position convenable pour l'artillerie, on avait ordonné au régiment Asow, commandé par le général Dournovo, de reconnaître un endroit qui lui avait été indiqué et qui semblait être plus élevé. Cette troupe, qui avait à réparer un échec subi auparavant à Kyœtesch, rencontra inopinément, pendant sa marche, les retranchements du camp turc; seule et séparée du reste de l'armée, elle donna néanmoins l'assaut avec une grande impétuosité ; mais elle fut repoussée, après avoir essuyé de grandes pertes et en laissant son vaillant chef sur le champ de bataille. Toutes les tentatives qu'on fit ensuite pour prendre le camp à l'aide des masses d'infanterie qu'on faisait avancer successivement, restèrent inutiles. Dans ce moment décisif, on ne reçut pas de renforts du côté de Galata, parce qu'une première attaque de Bistrœm, qui avait eu lieu déjà avant l'assaut donné par le régiment Asow, avait été repoussée. Le prince se retira à Hassanlar, après avoir perdu quatorze cents hommes; alors l'empereur dut envoyer à Bistrœm, dont la position commençait à inspirer des craintes, les renforts qu'il avait refusés au prince.

* 30 septembre

En poursuivant vigoureusement le cours de leurs victoires, les généraux turcs, Omer, Housseïn et le grand-vizir auraient eu l'occasion la plus favorable de ter-

miner toute la campagne russe en jouant quelques pièces seulement sur l'échiquier. Le jour même du combat, le grand-vizir, en venant de Dervisch-Yovann, aurait pu prendre à revers les troupes du prince de Wurtemberg. Après le combat, Omer-Vrione aurait pu poursuivre ce corps qui était en pleine dissolution, le chasser de ses positions et s'avancer par Ghebedje sur les derrières de l'armée assiégeante, ce qui, dans la saison déjà avancée, aurait facilement pu obliger les Russes à lever le siége. Mais précisément au moment où il aurait fallu faire les derniers efforts, les pachas retombèrent dans une indolence apathique; les victoires remportées par eux dans la défense de la ville semblaient leur inspirer de la répugnance à faire la moindre opération offensive. Omer-Vrione négligea même de jeter des renforts considérables dans la place de Varna, mesure à laquelle on s'attendait au quartier général russe, comme à la chose la plus naturelle et la plus nécessaire! Par une raison dont on se rend difficilement compte, il regardait des hauteurs du Wolfsberg les opérations de siége devant Varna avec une indifférence complète, lorsque tout à coup il en fut tiré, à sa grande frayeur, par la nouvelle de la chute de la place. Pendant ce temps, les Russes avaient continué, sur leur ligne d'attaque, à détruire par des mines les fortifications, à combler la rigole devant l'escarpe et à s'avancer vers cette dernière, en construisant des galeries couvertes à travers le fossé, au fond duquel les Turcs, abrités par des coupures dans le sol et par des logements, se maintenaient encore toujours avec une persévérance digne d'admiration, en essayant de détruire
Commencement d'octobre. les travaux des assiégeants * par des sorties et des contre-mines. Les assiégeants firent jouer une mine sous le premier bastion *; mais ils trouvèrent qu'ils avaient manqué

* 3 octobre.

leur but, les défenseurs ayant déjà élevé un second parapet derrière le premier; lorsque, quelques jours plus tard, les Russes essayèrent de prendre d'assaut ce même bastion*, ils sacrifièrent inutilement deux tiers des hommes commandés pour l'attaque. Alors les affaires prirent tout à coup une autre tournure et eurent cette issue surprenante que, dans les circonstances actuelles, personne n'aurait pu deviner. Le vaillant commandant de Varna, Youssouf-Pacha, parut* dans le camp russe; il se rendit à discrétion, en invoquant la grâce de l'empereur, et fut transporté comme prisonnier de guerre, avec le reste de la garnison consistant en sept mille hommes, de l'autre côté du Danube. On disait que, pendant que ce général faisait les plus grands efforts pour résister aux Russes, une intrigue de palais à Constantinople l'avait dépouillé de ses fonctions et de ses biens et qu'il s'était laissé ainsi déterminer à commettre cette trahison qui lui enleva le dernier et le meilleur de ses biens, la gloire de sa brillante défense. Le kapoudan-pacha, qui, disait-on, s'était opposé à cette honteuse capitulation, obtint* pour récompense la place du faible grand-vizir; mais, quelques mois après, il fut de nouveau destitué, d'après ce qu'on disait, sur des rapports de Youssouf-Pacha qui y prouva au grand-seigneur qu'il avait positivement conclu la capitulation avec le consentement de l'amiral, et qu'il avait seulement résisté à la demande de ce dernier de rompre la convention.

* 6 octobre.

* 10 octobre.

* 27 octobre.

Sur le Danube.

La chute de Varna termina la campagne des Russes par un de ces accidents heureux et immérités qui les avaient favorisés dès le commencement même de la guerre. Elle leur laissa du moins les apparences d'un succès et leur épargna la honte et le désastre d'une retraite fatale vers le Danube. Deux corps d'armée prirent leurs quartiers d'hi-

ver à Varna et dans les environs. Sur le Danube, il n'y avait plus que Silistri entre les mains des Turcs. Moins bien fortifiée que Braïla et placée dans une position beaucoup plus désavantageuse, parce qu'on pouvait très-facilement la dominer des hauteurs tout à fait voisines, cette forteresse, qui, en 1809, n'avait résisté aux ennemis que pendant cinq jours, n'avait pourtant pu être investie que très-imparfaitement par les dix mille hommes commandés par le général Roth. On n'a jamais pu avoir des renseignements positifs sur bien des choses qui ont été faites et qui n'ont pas été faites devant cette place; on ne sait même pas, par exemple, ce qu'est devenu le parc d'artillerie de siége de Braïla, dès qu'on n'en eut plus besoin devant cette forteresse; car il n'y en eut pas trace devant Silistri. Avec ses forces insuffisantes, Roth, à l'exemple de ce que faisaient les corps devant Schoumla, avait dû prendre une attitude défensive, en se couvrant par toute une ligne de redoutes. En deux mois, on n'approcha de la forteresse, avec les canons, qu'à la distance de quinze cents pas, et avec les tranchées de tirailleurs que de sept cents pas.
* Mi-septembre. Lorsqu'en automne* le second corps arriva pour renforcer les assiégeants et qu'on eut un plus grand nombre de canons de siége que devant Braïla, on commençait à manquer de munitions et les maladies éclaircissaient les rangs des troupes qui souffraient déjà de la faim. Lorsque, après la
* 16 octobre. chute de Varna, les Russes quittèrent Schoumla*, les forces des assiégeants devant Silistri atteignirent le chiffre de trente mille hommes. Pendant quelque temps, on avait été d'avis de maintenir le blocus pendant tout l'hiver; mais la rigueur de la saison ne le permit pas. On dut renoncer à
* 10 novembre. investir Silistri*. Avec des fatigues indicibles, on commença la retraite à travers le pays épuisé et par des chemins défoncés, dans lesquels il fallait abandonner une

partie de l'artillerie et la laisser devenir ainsi la proie des ennemis qui poursuivaient les Russes.

Depuis le départ de Roth pour Silistri, les affaires avaient pris aussi une tournure fâcheuse en Valachie, où l'on avait laissé le général Geismar avec dix mille hommes seulement, pour faire observer les places fortes sur le Danube depuis Roustchouk jusqu'à Viddin, et pour tenir toujours les ressources du pays à la disposition des Russes. Le pacha de Viddin molestait d'une manière intolérable la petite Valachie par ses razzias. Geismar voulut surveiller ses mouvements de tout près et avait établi un camp à Golenz. Mais il en avait été chassé* et il avait dû y laisser * 18 août.
tous ses approvisionnements; même, lorsqu'il prit, plus tard, une autre position près de Czoroy, une nouvelle attaque* des ennemis le força à se replier sur Kraïova, de * 27 août.
sorte que, dès ce moment, toute la petite Valachie était ouverte aux incursions du pacha et aux expéditions qu'il entreprenait pour piller le pays. Mais pendant une troisième expédition, lorsque le pacha se montra, avec vingt-six mille hommes, près du village de Boyeleschti, à l'aile droite du corps russe qui, fort de quatre mille cinq cents hommes, s'était de nouveau retranché près de Czoroy, Geismar réussit à en tirer une vengeance éclatante. Il attaqua* les ennemis en plein jour et en bataille rangée, * 26 septembr
bien qu'ils eussent des forces si supérieures, et se battit avec avantage contre leur cavalerie, tandis que l'infanterie turque laissait arriver le soir, sans prendre part au combat. Le général russe avait médité un coup extraordinaire. Pendant la nuit, il surprit les Turcs à Boyeleschti, il s'empara de leur camp, de toute la masse de leurs chariots ainsi que des armes qui auraient suffi à dix mille hommes et que les soldats du pacha jetaient pendant leur fuite. Depuis ce jour, la tranquillité était assurée à la Valachie.

La campagne en sie. Paskevitch.

Avec la campagne en Europe, dans le pays du Balkan, on avait, en même temps, combiné en Asie une invasion des possessions ottomanes en Anatolie. A cette aile gauche de la ligne générale des opérations russes où la division de troupes en activité n'était guère plus nombreuse que le corps de Geismar à l'extrémité la plus éloignée de l'aile droite en Valachie, les événements suivirent une marche tout autre, pleine de vigueur et de résolution, marche qui formait le contraste le plus frappant avec les allures téméraires et cependant incertaines des entreprises en Bulgarie. Mais en Asie on n'avait pas non plus besoin de tenir compte de la diplomatie comme sur le théâtre de la guerre en Europe; les troupes russes se trouvaient là en face de soldats turcs qui avaient été à peine atteints par la nouvelle organisation militaire, et surtout l'autocrate n'y traversait pas les opérations avec des ordres absolus et incompris qui ne semblaient pas admettre l'idée de l'impossible; toute la direction de la guerre s'y trouvait, en outre, concentrée entre les mains d'un seul général en chef, d'un des plus capables de ces capitaines qui avaient conservé l'esprit militaire et l'expérience de la guerre du temps de Napoléon. Ce général, J. Feodorovitch-Paskevitch, comte d'Erivan, s'était préparé pour sa mission sur les lieux mêmes, pendant les deux années qu'avait duré la guerre avec la Perse; il avait acquis en outre une très-grande expérience pendant les cinq années de son administration des pays du Caucase. Bien qu'il fût encore étranger au sol même de la Turquie, il connaissait cependant parfaitement bien et dans les moindres détails la manière des Turcs de faire la guerre, la conformation et les ressources du pays où il devait opérer, ainsi que la nature de ses habitants. Comme nul autre, il savait montrer avec beaucoup de tact, à la fois ou tour à tour, la finesse des

Byzantins et cette rudesse tranchante des Russes qui ne tient compte ni des obstacles, ni des personnes, qualités qui seules se montrent efficaces quand on a affaire à des peuples sauvages dont la force est la barbarie et dont la sagesse est la perfidie et la déloyauté. La diplomatie européenne aurait pu trouver dans sa manière de procéder les leçons les plus instructives pour apprendre comment il faut traiter et manier les Turcs. Jeté avec une poignée de soldats au milieu des populations denses de ces vastes territoires hostiles; placé toujours dans l'alternative ou de réussir ou de périr, il était aussi prêt, quand l'occasion convenable s'en présentait, à se servir des moyens les plus cruels et les plus terribles, qu'il était disposé à prendre les mesures les plus douces et les plus humaines, quand elles le conduisaient au but qu'il s'était proposé. Nul ne s'entendait mieux que le comte d'Erivan à mettre à profit la jalousie qui régnait entre les gouverneurs turcs, la résistance que montraient les beys aux pachas et l'influence dont jouissaient les notables de la classe bourgeoise; nul ne savait mieux diviser les différentes classes de la population, exploiter les divisions qui y existaient déjà, et régner en divisant, que Paskevitch auquel ces mêmes talents diplomatiques furent d'une si grande utilité dans sa carrière ultérieure.

Mais il s'appliquait aussi, avec la même habileté, à faire naître la confiance dans les peuples subjugués; à désarmer les préjugés religieux en les respectant; à amortir la haine et le fanatisme par la corruption et à prendre soin des intérêts matériels de ces peuples en les ménageant autant que possible : en poursuivant ces différents desseins, le duc ne perdait jamais de vue son principe le plus important qui était de montrer toujours aux Orientaux la domination russe dans le jour le plus favorable et formant un

contraste éclatant avec le pouvoir des Turcs et des Perses. Mais pour cela, il avait besoin de la discipline la plus sévère et du plus grand ordre dans son armée à demi-barbare ; il les imposa à ses soldats, en se les attachant par les soins vigilants qu'il leur prodiguait, ainsi que par les succès glorieux qu'il leur faisait obtenir, et en les élevant dans l'obéissance passive ainsi que dans l'habitude de se soumettre aveuglément à toutes les fatigues. Dans ces contrées malsaines, qui épuisent les hommes également pendant l'hiver et pendant l'été, par des influences locales aussi bien que par le climat, la nécessité et la prudence lui commandaient déjà d'avoir pour sa petite armée des soins paternels qui autrement étaient très-rares en Russie. Autant qu'il était possible de le faire, il veillait donc avec la plus grande attention à l'alimentation et aux soins à donner aux hommes valides et à ses malades; pour ces derniers, quand on ne pouvait pas les transporter dans les hôpitaux militaires sur la frontière, il y avait toujours avec l'armée une ambulance et une quarantaine. La nourriture était substantielle et abondante ; tandis que dans l'armée russe en Europe la règle était de donner au soldat trois fois par semaine une livre de viande et un verre d'eau-de-vie, ses soldats recevaient tous les jours une livre de viande et plusieurs verres d'eau-de-vie; pendant les expéditions entreprises en hiver, il doublait même la ration. Mais en revanche il exigeait les efforts les plus extraordinaires de ses hommes qui n'étaient guère habitués à avoir des journées de repos. Sans cesse occupé, toujours disposé à payer de sa personne et à endurer toute espèce de fatigues, il leur donnait lui-même l'exemple qui faisait que, dans tous les dangers, le général pouvait compter sur le sacrifice et le dévouement de ses soldats, quelque grands qu'ils fussent. Usant de son talent à double face même

dans sa manière de traiter ses soldats, il s'adressait tantôt à leur nature morale, et tantôt à leurs appétits grossiers et sensuels; il savait agir sur eux par le service divin et par des banquets; il s'entendait à tirer profit de leur superstition ou de leur soif de gloire, à relever le sentiment de leur propre valeur par des ordres du jour pompeux, et à stimuler ses officiers, en leur rappelant les brillants souvenirs des victoires remportées par Alexandre le Grand et par les Romains dans ces contrées qui, depuis ce temps, n'avaient été foulées par aucune nation civilisée. De cette manière il se créait des instruments capables de lui assurer ses succès dans lesquels sa propre habileté avait pourtant toujours la plus grande part. Dans la conception de ses projets de campagne, on voyait régner une prévoyance qui s'occupait des moindres détails et qui préparait tout d'avance avec le plus grand soin; de même qu'il montrait, dans les plans des différentes entreprises moins importantes, la prudence et la réflexion la plus patiente et, dans leur exécution, la promptitude, la hardiesse et la résolution la plus grande. Dans les mouvements et dans les combats les plus compliqués et les plus dangereux, il reconnaissait avec le plus grand sangfroid le moment le plus favorable d'agir et savait en profiter avec une fougue irrésistible.

Paskevitch n'était pas encore de retour dans ses cantonnements qu'il regagnait, après avoir terminé ses dernières opérations militaires en Perse, lorsqu'il reçut* l'ordre d'envahir les provinces frontières de la Turquie. On lui indiqua comme mission principale : de faire une diversion à la campagne en Europe; de s'emparer des forts d'Anapa et de Poti sur la mer Noire, ainsi que des villes importantes d'Achalzik et de Kars, capitales des pachaliks les plus rapprochés de la frontière de Géorgie, afin de

* Commencement d'avril.

pouvoir, en restituant ces dernières villes, acheter, à la conclusion de la paix, d'autant plus sûrement l'incorporation des deux premiers forts dans l'empire russe. Le trait d'union entre les deux campagnes si éloignés formait l'entreprise contre Anapa, ce point principal du commerce maritime entre les Turcs et les Tcherkesses; cette ville n'avait été construite qu'en 1784 tout près du détroit de Kertch à l'entrée de la mer d'Asow; les Russes, qui l'avaient prise en 1807, l'avaient restituée aux Turcs à la paix de Boukharest. Avant de partir pour Varna, où elle devait tendre la main à l'armée d'Europe, la flotte russe,
* 14 mai. commandée par l'amiral Greigh, avait paru, au printemps*, devant Anapa, où elle avait mis à terre des troupes de débarquement pour faire avec elles des opérations communes
* 23 juin. contre cette place qui dut bientôt se rendre*. Cette entreprise avait donc pu être épargnée au duc d'Erivan qui, ayant reçu ordre de se hâter, avait d'ailleurs déjà assez à faire pour se refaire son matériel de guerre qui commençait à lui manquer, et pour achever tous les préparatifs nécessaires. Il eut d'abord soin de faire répandre le bruit qu'il n'avait pas encore reçu l'ordre de se mettre en marche, afin d'endormir ses voisins, les Turcs, qui préparaient eux-mêmes une invasion dans la Géorgie; le général russe profita du délai, qu'il venait de gagner de cette manière, pour diviser toute la vaste frontière russe en cinq parties dont chacune fut placée sous les ordres d'un général particulier, chargé, en outre, de surveiller les montagnards libres sur les derrières de l'armée, de maintenir ouvertes les voies de communication et de prendre les mesures nécessaires afin de procurer les subsistances pour l'armée d'opération qui ne comptait que douze mille hommes. Paskevitch ne comptait pas sur les ressources que pourraient lui offrir les pays ennemis; il satisfit aux besoins immé-

diats de son armée par des achats publics; pour le temps où la navigation restait ouverte, il établit un système d'approvisionnement régulier, en faisant tout venir par la mer Noire, et même d'Astrachan par la mer Caspienne jusqu'à Salyann, d'où l'on remontait ensuite le Kour. Il se prépara, en même temps, à conduire avec lui un magasin ambulant, abondamment garni, qu'il faisait transporter par des milliers de bêtes de somme, par les chariots de la couronne et sur des voitures de louage qu'il payait très-bien; ce magasin dut l'accompagner déjà dans sa première expédition qu'il fit de la ville frontière de Goumri jusqu'à Kars. Il paraissait plus naturel de porter le premier coup à Achalzik, le pachalik le plus voisin de la frontière et situé sur la mer Noire. Mais Paskevitch craignait la perte de temps qui en résulterait, puisque l'artillerie, qui revenait de Perse, aurait eu un chemin plus long à faire, pour s'y rendre; il craignait encore de laisser, sur son flanc gauche, une ligne trop longue et trop faible sur la frontière exposée aux incursions des ennemis. En outre, cette contrée était moins saine que celle de Kars et le général n'y aurait pas trouvé une population aussi bien disposée que les Arméniens; mais ce qui le détermina surtout dans son choix, c'était la considération stratégique qu'en faisant l'expédition contre la ville de Kars, située au centre du demi-cercle qui s'étend depuis Achalzik jusqu'à Erzeroum, il couperait la base des opérations de l'ennemi au milieu même, mouvement que le général avait exécuté déjà une fois avec le plus grand succès pendant la guerre en Perse. En même temps que l'armée de Paskevitch quitta Goumri *, le major-général Hesse commença, à sa droite, ses opérations contre Poti et Batoum, avec un corps séparé qui avait son point d'appui dans la Gourie [1]. * 21 juin.

[1] Cf. Ouschakow : *Geschichte der Feldzüge in der asiatischen Tür-*

Kars. Muni de vivres pour quarante jours, Paskevitch suivit, en partant, le même ordre de marche pénible, mais sûr, qu'il observa pendant toute la durée de la guerre : l'armée ne semblait être que l'escorte d'un transport de vivres; deux mille deux cent cinquante bêtes de somme, dix-huit cent quarante-huit chariots et un grand nombre de bêtes de boucherie formaient deux divisions séparées, dont chacune était escortée par une brigade d'infanterie. Une troisième brigade, la cavalerie et l'artillerie marchaient des deux côtés, tandis que des Cosaques formaient l'arrière-garde et que l'avant-garde, qui ne devançait jamais beaucoup le gros de la troupe, était composée aussi de Cosaques, d'une demi-batterie d'artillerie à cheval et d'un bataillon de pionniers. Arrivée sur la hauteur où est situé le village de Meschko, la colonne vit devant elle la ville de Kars dans une position extrêmement forte, située dans un coude et sur la rive droite du fleuve qui porte le même nom; appuyée, sur les derrières, contre les retranchements du mont Karadag et munie de trois citadelles, emboîtées les unes dans les autres, de murs d'enceinte et de plusieurs ouvrages extérieurs. Paskevitch se traça aussitôt son plan d'attaque qui était d'établir un camp fortifié près des ruines du village de Kitschikœw, sur la route d'Erzeroum, où il pouvait empêcher le passage des troupes de renfort, commandées par Kiouse-Mehmed-Pacha, dont l'arrivée prochaine avait été annoncée au commandant de Kars,

kei wæhrend der Jahre 1828 und 1829. Deutsch bearbeitet von Læmmlein (*Histoire des campagnes dans la Turquie d'Asie pendant les années de 1828 et 1829,* traduction allemande, par Læmmlein), Leipzig, 1839. — L'ouvrage de F. Fonton : *La Russie dans l'Asie-Mineure*, Paris, 1840, n'est qu'un remaniement superficiel et gâté par un vernis louangeur du livre d'Ouschakow, qui, lui-même, renferme déjà beaucoup trop du contenu des bulletins russes, bien qu'il n'en ait pas le style.

Emine-Pacha. Après avoir occupé cette position*, Paskevitch se convainquit, par la reconnaissance la plus minutieuse qu'il fit en personne, qu'on ne pouvait attaquer la ville que du côté sud-ouest où il était possible de dresser l'artillerie de siége sur des hauteurs qui dominaient la ville. Mais dès que les Russes se furent établis à Kitschikœw, les Turcs avaient élevé un camp retranché sur les hauteurs au sud-ouest, tout près du cimetière. Par un trait d'audace et avec une activité confiante dans la valeur des soldats russes, Paskevitch fit établir* alors, sur les points les plus convenables, quelques batteries de brèche; puis il donna l'assaut au cimetière qui fut pris* après une lutte opiniâtre. Chassés de cette position, les Turcs abandonnèrent aussi leur camp retranché aux Russes qui les poursuivirent. Après être retournés sur ce point avec des forces supérieures, les Turcs en furent délogés une seconde fois et poussés jusque dans les faubourgs au delà du fleuve dont ils n'eurent pas même le temps de détruire les ponts.

* 1er juillet.

* 2-4 juillet.

* 5 juillet.

Après ces succès surprenants, Paskevitch, avec son coup d'œil pénétrant, reconnut qu'il était possible, en profitant de la terreur panique dont les effets sont toujours si pernicieux pour les Turcs et pour les Grecs, de transformer le siége lent en assaut improvisé. Les Russes s'établirent dans les premières maisons; ils prirent ensuite d'assaut deux bastions du faubourg Orta-Kapi, où ils dressèrent aussitôt douze canons de fort calibre, pour bombarder la citadelle. Les habitants s'enfuirent précipitamment dans le château-fort; des grenades mirent le feu à la ville dans trois endroits différents; les Russes prirent encore le faubourg Beïram-Pacha. Le major-général Mouraview s'empara des hauteurs du Karadag, ce fort appui de la ville, et tourna les canons, qu'il y avait pris, contre la citadelle. Après la chute des faubourgs, on prit d'assaut aussi les

fortifications de la ville, par une suite de victoires non interrompues. Alors la citadelle aussi arbora le drapeau blanc.

Une seule attaque suffit ainsi pour faire tomber cette forteresse qui, en 1807, n'avait pu être réduite par les Russes et qui, un siècle auparavant (1735), avait été assiégée en vain par Nadir-Schah avec cent mille hommes. Le jour même de l'assaut, Kiouse-Mehmed-Pacha se trouva déjà tout près de la ville, lorsqu'il en apprit la chute; il rebroussa chemin en suivant la route d'Achalzik jusqu'à Ardaghann et, sur le faux bruit que Paskevitch marchait sur Erzeroum, il se retira dans le Saganloug. Le général russe ne put l'y poursuivre parce que la peste, qui sévissait dans la forteresse, avait atteint ses bataillons. Ce ne fut qu'après avoir perdu plusieurs semaines d'une manière si fâcheuse, qu'il put quitter Kars et partir dans la direction d'Achalzik, mais non pas en suivant la route commode par Ardaghann dont la prise et l'occupation auraient trop affaibli son corps de troupes déjà si faible. Il dut suivre, au contraire, la route presque impraticable d'Achalkalaki, où il pouvait plus facilement se faire rejoindre par les renforts qui devaient lui venir de la Grousie. Arrivé devant Achalkalaki, il somma la petite garnison de se rendre; mais elle refusa fièrement en disant : « que les défenseurs de la place étaient des Achalzikiens dont le proverbe disait que chacun d'eux tenait tête à deux Karsiens dont il ne fallait qu'un seul pour vaincre trois habitants d'Erivan ! » Cette jactance fut bientôt réduite au silence par les canons de Paskevitch. Une des particularités de la manière du général de faire la guerre était qu'il attachait la plus grande valeur à une forte artillerie de campagne et de siége, arme de la plus grande efficacité, parce qu'elle remplissait les Turcs de terreur, et pour le trans-

port de laquelle le général ne craignait pas de faire les efforts les plus extraordinaires. Dès qu'il eut trouvé le point le plus convenable pour bombarder la ville, il y dressa une batterie de deux mortiers et de dix canons et une autre de six mortiers à la Cohorn dont le feu, dans le plus bref délai, bouleversa à un tel point les bastions, les murs et les tours que la garnison s'enfuit précipitamment et abandonna la forteresse. On continua alors à suivre la route si difficile d'Achalzik; chemin faisant, le général reçut* les renforts désirés de la Grousie et une nouvelle plus agréable encore qui lui venait de son aile droite et qui lui annonçait que Hesse avait pris* le fort si important de Poti à l'embouchure du Rion (Phasis) dans la mer Noire. Après une marche horriblement fatigante à travers des contrées où presque toute la troupe dut s'occuper à aider au transport des approvisionnements et à réparer les chemins, on arriva* devant Achalzik, où Kiouse et Moustapha-Pacha avaient déjà quadruplé les forces numériques de la garnison sous les ordres d'Achmed-Pacha, en y ajoutant des renforts de vingt-cinq mille hommes, tandis que Paskevitch ne pouvait disposer que de neuf mille hommes dont le chiffre fut augmenté trois jours après, de dix-huit cents hommes commandés par le général Popow.

* 5-7 août.

* 27 juillet.

* 16 août.

Achalzik.

Paskévitch commença ses opérations contre cette forte place d'armes en occupant la montagne de Taouschan-Tapa de l'autre côté du Kour, d'où l'on dominait toute la contrée et la face occidentale de la forteresse, point que les Turcs avaient négligé de fortifier. La barricade de chariots des Russes se trouvait d'abord sur quelques hauteurs en deçà du Kour; mais, après avoir bien exploré la localité, Paskevitch choisit pour son campement un autre endroit à l'ouest d'Achalzik sur la rive gauche du petit fleuve du même nom qui se jette, dans le voisinage, dans

* 17 oct. le Kour ; on se mit donc en mouvement* pour y transporter les bagages. Pour couper la colonne des chariots en marche, de nombreuses troupes de cavaliers turcs attaquèrent le corps russe qui, distribué sur les deux rives du Kour, formait une ligne très-mince et longue d'une verste et demie; mais ils n'employaient follement qu'une partie de leurs troupes contre lesquelles la cavalerie de leurs adversaires se défendit avec une bravoure fort brillante. Plus tard encore, malgré leurs forces bien supérieures, les Turcs ne firent non plus rien pour déranger les Russes dans leur camp retranché. La tâche des Russes était là infiniment plus difficile que devant Kars. Achalzik était une forteresse construite par des hordes de brigands du Kaukase, noyau autour duquel il s'était établi, dans le cours du temps, une population de Juifs, d'Arméniens et de catholiques, tous également âpres au gain. La ville, encaissée entre les montagnes qui bordent la rive gauche de l'Achalzik, renfermait quatre mille cinq cents maisons dans un espace fort resserré et coupé par un ravin qui se divise en deux branches. Ses faubourgs étaient entourés d'une estacade formée de madriers de sapins, hauts de douze pieds et larges de trois, présentant les mêmes difficultés à l'escalade et à un bombardement efficace; ce retranchement était flanqué de quatre bastions, d'une seule grosse tour et d'un grand nombre de tours plus petites. Un mantelet, qui se trouvait au milieu, constituait le mur d'enceinte de la forteresse, mur qui dépassait partout en hauteur la ville, tandis qu'un troisième mur formait la citadelle qui dominait tous les ouvrages de défense.

Eu égard à cette forte position de la place et à cause de la grande supériorité numérique de ses défenseurs, Paskevitch avait commencé par couvrir son camp de différentes redoutes dont la première se trouvait près du

Taouschan-Tapa, et par élever des approches qui devaient faire accroire à l'ennemi qu'il s'agissait d'entreprendre un siége régulier et de longue haleine. Mais, en réalité, la première intention et la tâche la plus importante du général russe était de disperser les corps auxiliaires, commandés par Kiouse et par Moustapha, qui occupaient toute la campagne à l'entour de la ville, avant de se tourner contre la forteresse elle-même. Les deux pachas occupaient quatre camps, appuyés par l'une de leurs ailes contre la ville et s'étendant de là, jusqu'à la distance de cinq verstes, à quelques villages où se trouvaient entassées les munitions de guerre. Paskevitch résolut, dans un conseil de guerre, de prendre, par un coup de main exécuté pendant la nuit, celui des camps qui se trouvait le plus près de la ville*; de couper ainsi les communications entre le corps auxilaire et la forteresse et de le rejeter ensuite vers Ardaghann. Un prisonnier turc conduisit les Russes par un chemin par lequel on tournait la forteresse du côté nord. Mais la colonne russe se trouvait encore à trois verstes du camp turc, lorsque le jour commença à poindre et montra aux ennemis que les Russes approchaient. On n'avait pu employer que six mille cinq cents hommes pour exécuter ce coup téméraire; les autres troupes durent garder le camp et les batteries. Attaqué par un ennemi cinq fois supérieur en forces, Paskevitch, avec beaucoup de sang-froid, résolut d'accepter la bataille. Il sut prendre une position avantageuse sur ce terrain coupé partout par des déchirures; il s'y maintint dans la défensive pendant dix heures et exposé à un soleil brûlant; puis, dès que la fraîcheur fut arrivée et qu'une pluie, venue à propos, eut ranimé ses soldats, il profita de ce moment favorable pour attaquer, avec des réserves fraîches et reposées, l'ennemi épuisé, à l'instant même où, suivant ce qu'on était convenu

* 21 août.

d'avance, Mouraview se mit en marche, pour inquiéter les Turcs du côté de la barricade de chariots des Russes. Trompant l'ennemi par un mouvement simulé, exécuté par la cavalerie à l'aile droite, Paskevitch fit faire à l'aile gauche la véritable attaque contre celui des camps qu'il avait le projet de prendre. Dès que la victoire y fut décidée, la cavalerie à l'aile droite fit, à son tour, une attaque vigoureuse. Kiouse-Mehmed, craignant pour sa retraite, se jeta dans Achalzik et abandonna à leur sort les autres qui furent saisis d'une terreur panique.

Les Russes s'emparèrent immédiatement de deux autres camps ; le quatrième et dernier fut pris un peu plus tard ; toute la masse des troupes auxiliaires fut dispersée dans la direction d'Ardaghann, à l'exception de celles qui s'étaient enfuies dans la ville. Toutes ces conquêtes étaient le résultat d'une seule journée où, tant par les marches que par les combats, les Russes avaient été occupés pendant vingt heures. Mais il y avait encore toujours dans la forteresse quinze mille hommes qui rejetèrent fermement toutes les propositions par lesquelles les Russes les engageaient à se rendre. Paskevitch commença* donc aussitôt le véritable siége avec cette promptitude qui lui était particulière et qui permettait à peine aux soldats de respirer. La cavalerie russe était encore occupée à poursuivre les troupes auxiliaires dans leur fuite, lorsque les redoutables canons du général russe ouvrirent leur feu du haut de la colline occupée par le premier des quatre camps qu'on venait de prendre et qui formait un des principaux points d'attaque contre la ville. Il importait au général de presser de plus en plus les opérations du siége, parce que le bruit public l'avait de nouveau informé de l'arrivée prochaine de nouvelles troupes d'Erzeroum qui devaient dégager la forteresse, et parce qu'il n'avait plus de muni-

* 22 août.

tions de guerre que pour huit jours. C'est pourquoi, dès qu'on eut ouvert une brèche dans un des bastions du nord, contre lequel on avait dirigé l'attaque principale, Paskevitch fit donner l'assaut l'après-midi du même jour *, pendant l'heure du repos, où les Turcs s'y attendaient le moins; on attaqua sur trois points à la fois, pour détourner l'attention des ennemis du point principal, qu'il s'agissait de prendre, c'est-à-dire du bastion nord en face de l'église catholique. C'était le jour de l'Assomption et en même temps la fête du régiment des fantassins de Schirvann, avec lesquels le colonel Borodine avait demandé la faveur de commencer l'assaut. La première escalade du bastion n'offrait pas beaucoup de difficultés; mais immédiatement après que les Russes eurent obtenu ce succes, des soldats, des bourgeois et même des femmes armées s'établirent dans l'église catholique et dans les maisons voisines, où il s'engagea une lutte meurtrière qui coûta la vie au vaillant Borodine. Pendant longtemps, les Russes ne purent se maintenir qu'avec la plus grande difficulté dans l'espace extrêmement resserré qu'ils venaient de conquérir, jusqu'à ce que les pionniers, avec des peines indicibles, amenassent quelques pièces de canon de l'autre côté du fossé et que quelques renforts pussent venir appuyer les assaillants. Ce ne fut qu'alors que l'église tomba entre leurs mains; on dressa des mortiers et des obusiers sur le toit de cet édifice; mais il fallut enlever maison par maison à leurs défenseurs fanatiques, jusqu'à ce que l'idée vînt aux Russes de lancer des grenades, afin d'allumer un incendie et de forcer les ennemis par ce moyen à quitter la ville et à se retirer dans la citadelle.

* 27 août.

Pendant cette lutte opiniâtre, dans laquelle on se disputait la possession des maisons, une grande quantité de rhum était tombée entre les mains des Russes victorieux.

Même d'après les indications des écrivains qui ont raconté cette campagne avec beaucoup de partialité pour les Russes, cette circonstance mit en jeu l'indiscipline et la licence d'une soldatesque ivre : elle contribua à augmenter encore l'incendie qui, à la tombée de la nuit, embrasa de ses flammes les faubourgs au sud et à l'ouest de la ville, et aiguillonna les soldats à continuer, avec la même ardeur, cet assaut pendant lequel les Turcs, dans leur stupeur sans ressource, laissaient tomber entre les mains des Russes tous les points élevés dans la place et autour d'elle. Avant le lever du soleil, les hommes armés eurent quitté la ville et les défenseurs de la citadelle envoyèrent des propositions pour une capitulation, demandant, en même temps, un délai de cinq jours pour délibérer. Mais Paskevitch ne voulut pas même entendre parler de cinq heures. Aussitôt la reddition eut lieu, à la condition que la garnison pourrait partir librement. Par suite de l'impression que la chute de ce boulevard si solide avait exercée sur les esprits, le château-fort d'Atschver, situé sur la route principale qui conduit d'Achalzik dans la Kartalinie, se rendit également aux Russes. Dès que cette nouvelle arriva à Ardaghann,
* 3 septembre. cette ville se livra * aussi au général Bergmann, le commandant de Kars. Lorsque, peu de temps après, Paske-
* Fin de sept. vitch arriva à Ardaghann *, il y reçut la nouvelle que tout allait bien à l'aile gauche de son armée, que les forteresses de Bayazid et de Toprakaleh avaient succombé aux attaques du prince Tschawtschevadseh qui, avec un petit corps de troupes, surveillait les contrées arméniennes des possessions russes. Paskevitch avait rempli *toute* sa mission avec ses forces et ses ressources insignifiantes dans une *seule* campagne qui n'avait duré que deux mois, tandis qu'on ne pouvait nullement savoir ce qui restait peut-être à faire, dans une seconde campagne, à l'armée qui opérait

en Europe. Toutes les acquisitions précieuses, auxquelles la Russie attachait la plus grande valeur entre toutes et qui étaient les seules qu'on pût espérer garder d'une manière définitive, se trouvaient entre les mains du comte d'Erivan. Ce qui avait été obtenu à l'aile gauche de sa ligne d'opérations était un gain additionnel sur lequel on n'avait pas compté.

Pendant le cours de cette année de la guerre, la Porte avait eu à essuyer encore une troisième perte, outre ce qu'on lui avait pris en Asie et outre la chute de Varna; les Égyptiens avaient été contraints d'évacuer la Morée. Depuis que la France avait montré, pour la première fois, le désir de faire l'expédition en Morée, l'Angleterre s'était efforcée de la rendre inutile par des négociations. Déjà au commencement de l'année *, le lord haut-commissaire Adam avait eu une entrevue avec Ibrahim à Modon, entrevue qui ne produisit cependant aucun résultat, bien que le pacha se trouvât, déjà à cette époque, dans une position fort difficile. Dans l'effervescence de son premier zèle guerrier, la Porte lui avait expressément enjoint de se maintenir dans son poste et même de s'ouvrir de vive force le chemin de la Roumélie; mais l'impossibilité de trouver les moyens de pourvoir à l'existence de son armée s'accrut de jour en jour. On ne put plus subvenir à la subsistance de la garnison de Tripolitza, la capitale; le pacha se vit donc obligé de la faire conduire * par Souleïman-Bey dans les forteresses maritimes à l'ouest; puis il fit raser la ville au son des trompettes et jeter du sel sur son emplacement. Les autorités de Corfou ayant répondu par un refus à sa demande d'adoucir les rigueurs du blocus, Ibrahim recommença son système de déprédations que Codrington, dans une lettre qu'il lui adressa *, l'exhorta très-énergiquement d'abandonner. Vers l'époque de la moisson, on craignit

La Morée.

* Février.

* Février.

* 23 mai.

que, pour affamer les Péloponésiens, il ne détruisît toute la récolte; Kapodistrias, se rendant en personne à Navarin, pressa vivement les commandants des flottes alliées de déterminer Ibrahim à conclure une convention. C'était au moment où la position du pacha devenait de plus en plus difficile, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Deux corvettes égyptiennes chargées de munitions qui, venant d'Alexandrie, essayèrent d'entrer dans le port de Navarin,
* 7 juin. furent repoussées à coups de canon*. A terre, la guerre, qui avait été terminée, à l'extérieur, par la peste et par la suspension d'armes, se jeta sur le camp même des Égyptiens : les Albanais se révoltèrent; ils quittèrent le camp, au nombre de deux mille sept cents hommes, et parcoururent le Péloponèse en tout sens, jusqu'à ce que, atteignant Rhion, ils y eussent un conflit avec les Égyptiens qu'ils y trouvaient; ils tuèrent Deli-Achmed-Pacha, prirent d'assaut le fort et passèrent le détroit pour retourner dans leur pays. Dans ces circonstances, Ibrahim lui-même demanda une conférence avec les capitaines des navires en
11 juin. station devant Navarin[1]; on la lui accorda[2]; il y pria les capitaines de transmettre un message à son père, auquel il avoua que, puisque la manne ne tombait plus du haut du ciel, on ressentait les conséquences fâcheuses d'un blocus aussi rigoureux, et que ses hommes demandaient à grands cris à retourner chez eux. La dépêche partit; un messager du vice-roi rapporta la réponse; mais, lorsque de Rigny et Heyden, dans une nouvelle conférence*, de-
* 6 juillet. mandèrent* à savoir quelle en était la teneur, le pacha recommença son ancien système de subterfuges et de résistances entêtées.

[1] Le protocole s'en trouve dans Keppel, *Narrative of a journey across the Balcan*. London, 1831, t. Ier, p. 397.
[2] Même ouvrage, p. 401.

Ibrahim, dont la mauvaise humeur avait été excitée par l'idée fausse que le président Kapodistrias, qui se trouvait à bord des vaisseaux de la flotte, assistait à la conférence, montra l'irritation la plus vive. Il disait qu'il avait demandé des approvisionnements; que son père l'adressait aux amiraux et qu'il ne recevrait la véritable réponse qu'après vingt-cinq jours. On le menaça d'un blocus par terre; il répondit par des bravades, en disant qu'il se défendrait; que la pénurie, dont souffrait son armée, n'était pas encore arrivée à être la famine; que chez eux on n'avait pas coutume de capituler, avant d'être forcé de manger les feuilles des arbres et la chair humaine. Le point qui offrait de véritables difficultés était la demande des alliés par laquelle ils exigeaient qu'Ibrahim rendît tous les esclaves grecs, même ceux qui avaient été déjà transportés en Égypte. En entendant exprimer cette demande monstrueuse qui était en contradiction complète avec toutes les idées et avec les mœurs des musulmans, Ibrahim s'abandonna à des transports de fureur en levant les mains vers le ciel, en courant dans la chambre et en saisissant sa barbe qui, par suite des agitations et des émotions auxquelles le pacha avait été en proie pendant les dernières années, avait eu beaucoup à souffrir de ses accès de colère et se trouvait considérablement éclaircie. Cependant Ibrahim dut se soumettre à la dure nécessité. Au grand étonnement des Francs, le Français Souleïman-Bey déclara, au nom de tous les officiers supérieurs, qu'aussitôt que des navires turco-égyptiens arriveraient pour les recevoir, ils s'embarqueraient, et qu'ils lieraient les mains et les pieds à Ibrahim s'il voulait s'opposer à leur départ! Alors les amiraux décidèrent* dans une délibération qu'ils eurent entre eux, que Codrington irait à Alexandrie même pour y terminer les négociations. Peu de

* 25 juillet.

temps avant de remettre son commandement entre les mains de sir Pulteney Malcolm, l'amiral anglais mena encore cette affaire à bonne fin. Le vice-roi se rendit du Caire à Alexandrie; Codrington, qui y était arrivé, ne voulut cependant pas débarquer avant qu'on eût promis d'avance l'évacuation de la Morée. Dans la convention
* 6 août. qu'on conclut alors*, on stipula seulement comme condition que, pour sauvegarder son honneur et les apparences de l'obéissance qu'il devait à la Porte, le vice-roi pourrait laisser dans les places des garnisons jusqu'au chiffre de douze cents hommes. Le but que l'expédition française devait remplir dans la Morée se trouva donc atteint avant que les soldats fussent même embarqués.

Mais autant les Anglais étaient pressés de prévenir cette expédition, autant les Français étaient désireux d'exécuter cette campagne pacifique que, dans une conférence tenue
* 11 août. à Londres*, à l'époque même où l'on avait conclu la convention d'Alexandrie, les alliés avaient résolu d'annoncer à la Porte par une note collective des trois plénipoten-
Depuis le 9 août. tiaires réunis à Corfou*. Quelques jours seulement après que cette résolution eut été prise, le corps expéditionnaire français, fort de quatorze mille hommes et de quinze cents chevaux, et divisé en trois brigades, s'embarqua,
* 17-19 août. sous le commandement du marquis de Maison*, à Toulon,
* 30 août. et prit terre dans le golfe de Koron, près de Petalidi*. Ibrahim n'avait pas encore fait de préparatifs pour embarquer ses troupes. Une partie de la seconde brigade, commandée par le général Sébastiani, prit position près de Koron; les autres troupes traversèrent la péninsule messénienne et s'établirent devant Navarin, tandis que la troisième brigade, sous les ordres du général Schneider, reprit voile et se rendit devant Patras. Cette espèce de blocus à terre, jointe au blocus maritime, força le pacha à

renoncer à ses hésitations et à embarquer ses Égyptiens*. * Sept., octobre.
A peine eut-on obtenu ce résultat, qu'on demanda aussi que les forteresses fussent évacuées. On n'avait pas de prétexte juste pour faire cette demande; mais une fâcheuse nécessité y força les Français. En effet, le climat avait été fatal à leur armée dès les premiers moments de son arrivée en Grèce. De mauvais règlements sanitaires; les excès auxquels se livraient les soldats dans l'usage du vin et des fruits; les nuits froides succédant aux chaleurs du jour, mirent très-promptement une mortalité effrayante dans les rangs de l'armée. A l'entrée de la saison pluvieuse, en automne, les fièvres et les maladies de toute espèce augmentèrent encore. A bord des bâtiments de transport, il n'y avait que des infirmeries misérables. On avait donc besoin de quartiers d'hiver, et on jugea indispensable de prendre possession des forteresses, bien qu'elles fussent remplies de vermine et de miasmes délétères. Les garnisons turques avaient reçu ordre de ne pas opposer de résistance aux Français. Navarin, Modon et Koron leur furent livrées*; Patras aussi leur ouvrit ses * 6-9 octobre.
portes; ce ne fut que la garnison du château-fort de Morée (Rhion) qui dut être délogée à coups de canon par les Français.

Pour la première fois, les Grecs virent tout le Péloponèse entre leurs mains. Leur propre coopération à la délivrance de la péninsule, demandée au commencement par de Rigny, avait été superflue. Avec un zèle d'autant plus grand, Kapodistrias offrit* alors au marquis de Maison le * Septembre.
concours du corps de Mégara, pour reconquérir l'Hellade orientale, et celui de la flotte, pour faire une entreprise contre Lepanto. En effet, personne ne douta qu'après avoir si facilement accompli leur mission en Morée, les Français n'avançassent par l'isthme. Le général Maison

lui-même y avait été autorisé, et était prêt à faire ce mouvement; les Russes aussi, vu la mauvaise tournure que leur campagne avait prise, n'auraient pas mieux demandé que de rendre, de cette manière, la diversion française plus efficace. Les puissances occidentales aussi auraient eu un intérêt naturel à pousser leurs succès rapidement vers le but qu'elles voulaient atteindre; elles auraient pu dès lors emporter de haute lutte et de leur propre chef la pacification de la Grèce, avant que la Russie eût pu les prévenir par la paix d'Andrinople. Mais la convention de Londres, au sujet de l'expédition française, ne s'appliquait qu'à la Morée, et le gouvernement anglais, avec sa politique mesquine, opposa son *veto* formel à toute entreprise dépassant ces limites. La France se soumit. Mais le petit satellite grec ne se laissa pas déranger dans son désir et dans son zèle de servir la Russie. Nul document ne prouve d'une manière expresse, mais les faits démontrent incontestablement que celle des grandes puissances qui faisait la guerre à la Turquie l'avait stimulé d'une façon directe, au moment de ses plus grands embarras, à lui prêter un concours convenable. Heyden
* 26 août. reçut d'Odessa des instructions de Nesselrode* qui lui ordonnaient de fournir aux Grecs tous les secours qu'il serait en son pouvoir de leur accorder. Kapodistrias, qui, à d'autres moments, avait toujours eu l'habitude de s'élever avec force contre les entreprises dans l'île de Crète,
* Août. y envoya* dès lors lui-même le colonel Reinicke, et y fit recommencer encore cette criminelle effusion du sang,
* Octobre. jusqu'à ce que les flottes alliées l'arrêtassent enfin*. Dans ces appréhensions pleines d'inquiétude au sujet de l'issue de la campagne, et au risque de s'exposer à une nouvelle brouille avec l'Angleterre, le czar avait donné ordre au milieu de l'été de bloquer les Dardanelles, afin de faire

naître à Constantinople la crainte d'une famine. Dans ce but, il avait ordonné au comte Heyden de renoncer à la neutralité observée jusqu'alors dans la Méditerranée. Aussitôt Sachtouris aussi reçut ordre*, sous le prétexte de prévenir la disette dont la Grèce était menacée, de transporter le blocus de Volo devant l'Hellespont, et de croiser contre tous les navires chargés de blé en destination pour Constantinople! Septembre.

En même temps, les deux armées de l'Hellade orientale et occidentale reçurent ordre d'avancer, « quand même Maison ne viendrait pas à leur secours; » de procéder, d'un côté, au siége formel des places occupées par les Turcs dans l'Attique, et de l'autre à l'occupation de la position importante du Makrynoro, « quelle que fût la décision des puissances! » A l'est, Ypsilantis entra donc dans la Béotie et la Phocide; à l'ouest, les troupes s'avancèrent vers Lobotina, et chassèrent les Turcs jusqu'à Lepanto; à l'est, on força Salona à se rendre*, de même que Karpenisi* au centre et Loutraki à l'ouest. Les vaisseaux grecs entrèrent de vive force dans le golfe d'Arta, et s'en rendirent maîtres, de même qu'ils s'emparèrent* de Vonitsa, la ville. Ce nouveau zèle déployé par les Grecs par suite des nouvelles réclamations de la Russie se rattachait à ce fait que dans un nouveau mémoire*, suivi d'une note*, Kapodistrias demanda, à plusieurs reprises, aux puissances de continuer les subsides, d'ordonner au général Maison de coopérer avec les Grecs en Roumélie, de protéger l'île de Crète contre Méhmet-Ali, et d'accorder un emprunt de 60 millions de francs. Mais cette importunité, de même que le mouvement agressif, fait de leur propre autorité, par les Grecs, sur le théâtre de la guerre, pendant que l'hiver avait imposé une suspension d'armes aux Russes ainsi qu'aux Turcs, temps d'arrêt dont

* 29 novembre.
* 5 décembre.
* 27 décembre.
* 11 novembre.
* 13 décembre.

toutes les puissances désiraient également profiter pour conclure la paix; ces mouvements des Grecs, disons-nous, furent tellement désapprouvés, même en France, que des plaintes directés s'élevèrent parmi les Grecs et contre le président, qui, disait-on, étaient entièrement vendus à la Russie. Maison fut rappelé après qu'il eut terminé sa mission dans la Morée, et le gouvernement français ne voulut plus continuer ses subsides, destinés auparavant à l'organisation de huit ou dix mille hommes de troupes régulières, qu'à la condition seule qu'on les appliquerait à la formation d'une petite milice péloponésienne de quatre mille hommes seulement. Mais bien que le président fût consterné en apprenant le rappel de l'armée française, et qu'il demandât avec instances qu'on laissât au moins deux ou trois mille hommes en Morée, il brava néanmoins la France, comme plus tard il brava l'Angleterre aussi, pour continuer sa campagne d'hiver dans laquelle les Grecs s'emparèrent, au printemps*, du château-fort de Vonitsa et du Makrynoro*, et amenèrent de plus en plus près de leur chute Anatoliko et Missolonghi, les dernières places occupées par les Turcs dans l'Hellade occidentale. Dans une de ses dépêches[1], Kapodistrias disait, au sujet des conditions auxquelles la France voulait fournir des subsides, « qu'il accepterait avec gratitude tout ce qu'on ferait pour perfectionner le corps des troupes régulières; mais qu'il n'accepterait rien, si l'on le forçait à renverser tout ce qui avait été fait! » Pour agir et pour parler de la sorte, il fallait pourtant qu'il se sût solidement appuyé.

* 17 mars 1829.

* Commencement d'avril.

Position des parties belligérantes.

Les souverains belliqueux des deux États en lutte avaient

[1] Adressée à Heideck le 12/24 janvier 1829. On trouve tous les documents relatifs à Kapodistrias, sur lesquels nous nous appuyons, dans la *Correspondance* de Bétant, suivant leur date.

dû être agités d'émotions fort variées pendant le cours de la guerre de cette année-là. A la fin, ils en regardaient les événements probablement tous les deux avec presque la même consternation et le même désappointement. Sans aucun doute, il y avait eu au camp russe des têtes exaltées qui, avec une grande confiance, s'étaient vantées qu'on irait prendre les quartiers d'hiver à Constantinople; de même, dans le monde de l'Occident, il y avait eu des hommes pusillanimes qui, voyant tout en noir, avaient fait au sujet de cette guerre les prédictions les plus extraordinaires. Il y avait eu des Français qui avaient regardé l'empereur Nicolas comme le monarque le plus redoutable qu'il y eût eu depuis Djinghiskan, et des Anglais qui se voyaient déjà menacés d'une attaque très-prochaine des Russes contre l'Inde. Plus des prédictions semblables de quelques pessimistes avaient concentré l'attention générale sur cette guerre, et plus le contraste entre elles et la véritable marche des affaires prêtait à rire, surtout aux yeux de ceux qui, comme les diplomates et les officiers venus de l'Occident, avaient vu de très-près de quelle façon se passaient les choses. Les diplomates russes étaient douloureusement affectés quand, en voyant pendant si longtemps les succès faire défaut devant Silistrie, Varna et Schoumla, il fallait avouer à eux-mêmes ainsi qu'aux autres, qu'ils avaient fait une faute en n'accordant pas l'attention nécessaire aux projets de guerre de Pozzo et aux doutes de Wellington, au sujet de l'insuffisance des ressources militaires; quand il fallait dire qu'on ne s'était pas attendu à une telle résistance, et qu'on avait des motifs pour être consterné de l'expérience qu'on venait de faire par rapport au nouvel ordre matériel et physique des choses établi en Turquie. Les ministres turcs, au contraire, s'étaient sentis pénétrés d'un sentiment d'orgueil

d'autant plus vif pendant ces derniers temps où la fortune les avait favorisés. Au mois de septembre, le reïs-effendi s'était exprimé vis-à-vis de M. von Hussar, au sujet de la Russie, dans un langage comme la Russie seule en avait tenu autrefois en parlant de la Porte. « Le sultan, disait-il, n'avait pas de conquêtes en vue; il ne désirait pas autre chose qu'une paix durable; il était prêt à recevoir le plénipotentiaire russe qu'on lui enverrait! » — « Que de choses ne devaient être arrivées, disait Metternich[1] dans son triomphe, pour qu'un langage semblable ne portât plus le caractère de la folie! » Lorsque, à la fin de la campagne, les affaires prirent une autre tournure, et qu'on apprit les désastres subis par les Turcs au nord, au sud et surtout à l'est de Constantinople, les ministres turcs changèrent, à la vérité, de langage, mais leur calme et leur courage ne furent nullement ébranlés. « Dieu pourvoira! » furent les paroles du reïs-effendi.

Effectivement la Porte avait des motifs suffisants pour ne pas perdre courage. Malgré tout, Schoumla avait conservé sa réputation d'être invincible, et le Balkan celle d'être infranchissable. Tout le monde avait cru que la puissance russe, qui, depuis plusieurs années, s'était préparée à la guerre, porterait un coup terrible à la Turquie, réduite à s'appuyer exclusivement sur sa population ottomane; cette attente avait été pourtant complétement trompée. L'opinion qu'on s'était formée au sujet de l'organisation militaire de la Russie avait reçu une atteinte très-fâcheuse par la levée du siége de Silistri, par l'évacuation de la Bulgarie, à l'exception de Varna, et par le désordre qui avait éclaté au grand jour dans l'administration militaire. Combien les Russes eux-mêmes se sentaient

[1] Dépêche adressée à l'internonce, du 13 octobre 1828. MS.

humiliés, on le voyait très-clairement dans les écrits du comte Tolstoï, qui engageait une polémique très-aigre avec Magnier, ainsi que dans les ouvrages d'autres officiers de l'état-major russe, dans lesquels ils s'attachaient à faire l'apologie de leurs armes. Les vainqueurs avaient perdu peut-être plus d'hommes que les vaincus eux-mêmes, qui, en tout cas, pouvaient beaucoup plus facilement combler près d'eux les lacunes dans leurs cadres, et rassembler et renforcer beaucoup plus aisément leurs corps d'irréguliers qui s'armaient eux-mêmes. La cavalerie de l'armée russe en Europe était presque complétement anéantie. Les pertes que les fatigues, les maladies et les épidémies avaient fait subir aux Moscovites étaient énormes. Portant un uniforme très-peu commode; surchargés par tout ce qu'ils avaient à porter; nullement habitués au changement brusque de la température qui passait des chaleurs ardentes de la journée au froid des nuits humides; n'ayant pas la ressource de résister à ces fatigues par une nourriture et une façon de vivre convenables, et manquant souvent d'aliments frais et d'eau potable, les soldats russes devenaient facilement la proie de la dysenterie, des fièvres, du typhus, même de la peste, et cela non pas seulement en Asie; cette dernière avait éclaté dans beaucoup de villages de Valachie et à Hirsova, ce point de passage principal pour toutes les communications entre l'armée et la Russie; elle sévissait dans la garnison de Varna d'une manière vraiment effrayante. Pendant l'automne, les maladies gastriques, les fièvres intermittentes, les fièvres putrides et le scorbut avaient atteint des proportions terribles dans toute l'armée. Au mois d'octobre seul, on avait reçu vingt mille nouveaux malades dans les hôpitaux, sans compter ceux qui se trouvaient dans les ambulances. Depuis le mois de mai 1828

jusqu'au mois de février 1829, on avait inscrit sur les registres deux cent dix mille malades. Par conséquent chaque homme appartenant à l'armée et au train avait été, en moyenne, deux fois entre les mains du médecin. Au mois de février, la mortalité dans les ambulances atteignit le chiffre de vingt-huit ou vingt-neuf pour cent. On calculait que la campagne en Europe avait coûté à la Russie presque la moitié de ses troupes en état de combattre. En Asie aussi, par suite des fatigues excessives, les régiments de Paskevitch avaient été réduits pour la plupart à la moitié et en partie même au quart.

Quand on considère cette position dans laquelle se trouvaient les deux puissances l'une vis-à-vis de l'autre, on ne doit pas s'étonner qu'à la fin de leurs campagnes, les deux parties belligérantes aient eu également le désir d'éviter de renouveler la lutte. Il est vrai que l'orgueil n'aurait que difficilement permis de part et d'autre d'avouer ce désir ; le gouvernement russe le cachait sous l'annonce de nouveaux armements plus considérables et de
* Fin d'oct. 1828. nouvelles demandes plus étendues. Il fit adresser* aux ambassadeurs accrédités auprès des quatre grandes cours une communication confidentielle[1] qui annonça une seconde campagne énergique qui aurait pour point de départ la base n'opérations avancée qu'on venait de s'assurer, campagne, disait-on, qui ne justifierait nullement les prophéties omineuses, ni les espérances haineuses des ennemis de la Russie, et dont le fruit devait être, outre l'indemnité pour frais de guerre, l'incorporation de la côte orientale de la mer Noire (Anapa et Poti) et le rasement des forteresses sur le Danube et sur les versants du Bal-

[1] Elle nous manque ; mais on peut en savoir à peu près le contenu par une dépêche de Pozzo di Borgo en date du 10 décembre 1828.

kan. Quelque belliqueuses que fussent ses déclarations, quelque insolentes et menaçantes que fussent ses demandes, ce document laissa néanmoins à Berlin[1] l'impression d'être destiné, à la vérité, à donner aux cours la conviction que le czar ne quitterait en aucun cas la voie dans laquelle il était entré; mais on croyait que néanmoins l'empereur de Russie n'avait pas de désir plus ardent que de voir qu'on déterminât la Porte à faire des avances quelconques pour prévenir une seconde campagne. Les faits allaient prouver peu de temps après qu'on avait deviné juste. La cour russe fut instruite* par une dépêche, adressée par l'ambassadeur du Danemark à Constantinople, le baron Hübsch, au comte Blome à Saint-Pétersbourg, que les ministres turcs, dans lesquels Chosrew-Pacha entretenait les sentiments pacifiques, montraient le désir d'entrer en négociations avec la Russie, et que le reïs-effendi avait chargé le baron de s'assurer si la cour de Saint-Pétersbourg recevrait des plénipotentiaires turcs et si la Russie ferait cesser les hostilités pendant les négociations[2]. Il est vrai que des déclarations expresses, faites antérieurement par le czar, s'opposaient à ce qu'on consentît au dernier point; néanmoins on répondit affirmativement à cette question et l'on accorda à la Porte une suspension d'armes jusqu'à la mi-février. Un vaisseau parlementaire russe apporta cette promesse à Constantinople*. Mais pendant ce temps, les dispositions pacifiques avaient déjà éprouvé un changement subit dont nous dirons plus tard les causes. Après que le divan se fut réuni en séance, le reïs-effendi déclara à M. von Hübsch*: « que la Porte ne pourrait s'engager à rien sans connaître la base sur laquelle la Russie

* Novembre.

* 29 décembre.

* 5 janvier 1829.

[1] Le comte Bernstorff au comte Maltzahn à Vienne, le 13 novembre 1828. MS.

[2] Nesselrode au comte Alopeus à Berlin, le 26 janvier 1829. MS.

voulait négocier la paix. » Alors la Russie, de son côt cessa de faire ces avances qu'elle avait, du reste, tenu fort secrètes, et les deux puissances, avec leur entêteme puéril ordinaire qui les portait toujours à reculer de de pas après avoir avancé d'un, reprirent avec d'autant pl de fierté leur attitude hostile. Si l'on voulait ajouter f aux communications de Metternich, les Osmanlis auraie compté envahir, au printemps, la Russie avec trois ce mille hommes, et l'on disait que le grand-vizir avait ju de reprendre Varna encore pendant l'hiver. En Asie, remplaça Ghalib, qui n'avait pas répondu à ce qu'on av attendu de lui, par Hadji-Salech, pacha de Meïdan, Kiouse-Mehmed par Haki, pacha de Sivas et le guerrier plus célèbre de l'Asie. On voulut rassembler à Erzerou une armée de quatre vingt mille hommes, à l'aile droite laquelle devaient opérer les pachas de Mousch et de Van avec cinquante mille hommes, tandis que le pacha de Tr bizonde et le bey des Adjares, Achmed, agiraient à l'a gauche avec quarante mille hommes. La place d'Achal devait être reconquise encore pendant l'hiver, comme comptait reprendre Varna.

De l'autre côté, la Russie semblait vouloir suivre de pl en plus les conseils audacieux et énergiques de Pozzo Borgo qui profita de la circulaire russe du mois d'octob
* 10 déc. 1828. pour développer*, dans une dépêche devenue célèbre[1], germe d'une grande résolution qui s'y trouvait déjà re fermé, et pour en faire sortir *son* système *à lui* d'u grande politique européenne dont les velléités ambitieu de la cour de Saint-Pétersbourg devaient être flattées d'u manière extraordinaire. « Le calcul, disait-il, qui avait pour but d'obtenir la paix, à l'aide de ces moyens que

[1] Du 28 novembre (10 décembre) 1828. Cf. *Portfolio*, t. I, p. 3

modération avait prescrits à l'empereur, avait échoué contre l'entêtement du sultan et par suite de la politique fausse et hostile de l'Autriche. La dignité, l'honneur et les intérêts de l'empereur et de l'empire exigeaient dès lors qu'on fît une seconde campagne énergique, avec des efforts plus grands, afin d'atteindre aussi un but plus élevé. Toute négociation, dans ce moment où le sultan avait tellement surpassé l'attente des cabinets, amènerait un résultat plein d'embarras, parce que toutes les puissances sans exception, même les cours plus dévouées à la Russie, jugeraient d'une manière très-défavorable les réclamations du cabinet de Saint-Pétersbourg. Cette disposition jalouse était, disait-on, la conséquence naturelle de l'*amalgame* européen, auquel on avait dû associer la politique particulière de la Russie et dans lequel toutes les autres puissances étaient intéressées à la retenir, afin de l'arrêter plus facilement; tandis que les intérêts de la Russie lui ordonnaient de s'en dégager insensiblement, sous la pression des événements et, si c'était possible, sans en avoir l'air. Le moyen le plus sûr d'y arriver serait, en premier lieu, de déjouer toute négociation intempestive que les cours pourraient vouloir amener pendant l'hiver; de commencer la campagne prochaine sans ménager ultérieurement les ennemis et sans avoir égard à l'Autriche; de déployer pour cela des forces suffisantes, afin de renverser tous les obstacles et de finir la guerre par des succès qui étonnassent tout le monde et avec des négociations rapides et catégoriques dont les gouvernements européens ne devraient apprendre le commencement que quand on leur en communiquerait la conclusion. » L'auteur de la dépêche ne se dissimulait pas qu'un déploiement aussi imposant des forces russes pourrait amener des collisions violentes; mais il ne craignait pas d'envisager avec sang-froid la perspective d'une grande

complication, d'une modification européenne et d'une rupture des traités, en considérant isolément les rapports de chacune des grandes puissances avec la Russie, dans un examen très-curieux auquel nous aurons occasion de revenir ailleurs.

La quadruple liance du prince etternich.

Une des causes de la disposition pacifique montrée par la Russie à entamer des négociations avec la Porte, en même temps qu'elle persévérait ou qu'elle retombait, plus tard, dans son entêtement belliqueux, était une grande exaspération contre l'Autriche qui, déjà avant la fin de la campagne, avait commencé à tramer une nouvelle cabale diplomatique n'ayant pas d'autre but que d'imposer la paix aux deux puissances belligérantes par une coalition européenne. Déjà, lorsqu'il y eut un premier moment d'arrêt dans les succès militaires, on avait remarqué, avec beaucoup d'humeur, à Saint-Pétersbourg, que l'Autriche prenait secrètement des mesures* pour compléter les cadres de son armée. On savait très-bien, à la vérité, que c'étaient là, au moment actuel comme auparavant, des mesures insuffisantes sans aucune importance ; mais on se disait avec raison que, dans cet instant même, ces armements étaient fort propres et plutôt calculés pour remplir la Porte d'espérances trompeuses et pour ranimer sa résistance. Cette interprétation gagnait en vraisemblance lorsqu'on observa qu'à ce moment la force du mauvais vouloir contre la Russie l'emportait dans le grand-chancelier d'Autriche sur la puissance de toute sa dissimulation. Pendant la campagne, il s'était fait adresser les rapports les plus mensongers sur les événements de la guerre pour les expédier ensuite à tous ses ambassadeurs ; dans les journaux italiens, il fit répandre les nouvelles les plus défavorables à l'armée russe et, même après la fin de la campagne, il se plaisait encore à exagérer les pertes subies par la Russie et à rabaisser les

* Août.

forces et les ressources de cette puissance qui, disait-il, n'étaient que des apparences sans réalité. Nulle part on n'écoutait ces choses-là avec plus d'avidité qu'à Londres. Wellington ajoutait plus de foi à ces faussetés grossières, inventées à dessein à Vienne, qu'aux rapports de son propre diplomate militaire, lord Heytesbury. En effet, ce qu'on apprenait au sujet des événements dans ces pays lointains et dont des documents prouvaient la vérité, ainsi que les avis qu'on recevait du voisinage même, rendaient assez vraisemblable la représentation la plus défavorable de l'état des choses sur le théâtre de la guerre. Lorsque Nesselrode répondit* aux observations de lord Aberdeen au sujet de la déclaration de guerre de la Russie[1], il l'avait préparé à la modification dans les instructions de l'amiral comte Heyden, d'après laquelle ce dernier allait être appelé à prêter son concours au blocus des Dardanelles; Lieven n'avait pas même attendu des instructions ultérieures, mais il avait déclaré aussitôt que l'empereur, son maître, ne se considérerait plus obligé de faire observer la neutralité par sa flotte dans la Méditerranée. Que pouvait signifier cela, sinon qu'en Russie on trouvait les seules opérations par terre insuffisantes pour arriver au but qu'on voulait atteindre; qu'il fallait ajouter aux armes de la guerre encore d'autres mesures coercitives et que toutes ces mesures pressaient beaucoup? La seule consolation que Wellington trouvait dans ces embarras de la Russie, le détermina, à ce qu'il paraissait, à consentir à ce qu'une partie de la flotte russe dans la mer Méditerranée fût employée à bloquer les Dardanelles et à ce que l'on consignât dans un protocole de conférence* très-court la résolution d'en informer la Porte. Cependant cette mesure, dans laquelle il vit même à tort,

* 28 août.

* 30 septembre

[1] Nesselrode au prince Lieven. Odessa, le 28 août 1828. MS.

au commencement, un manque de parole et une rupture du traité[1], lui répugnait beaucoup ; car il savait combien il avait à craindre les dispositions du parlement et l'opinion publique qui auraient difficilement pardonné à tout autre qu'à ce ministre-soldat l'inaction de l'Angleterre à un moment où la Russie portait un coup aussi grave à l'empire turc.

Mais dès que Metternich eut été informé de cette mauvaise humeur du duc, son instinct naturel et invincible, qui le poussait toujours à recommencer des intrigues, le stimulait à exciter de nouveau l'Angleterre contre la Russie et contre la France si étroitement liée avec cette dernière puissance. « Déjà, disait-il dans une dépêche expédiée à Londres[2], la flotte russe dans l'Archipel jetait le masque ; la France, ayant une fois pris part à la lutte, ne se retirerait pas immédiatement de la Morée, après y avoir rempli sa mission ; elle succomberait à la tentation de dicter la loi à la Porte en lui imposant la délivrance de la Grèce et la paix avec la Russie. Dans cette situation étrange et périlleuse, il faudrait, par conséquent, que les puissances profitassent de l'hiver pour s'entendre entre elles et pour faire cesser la lutte dans cet intervalle entre les deux campagnes. Que si la guerre recommençait de nouveau, *l'Europe se trouverait en face d'une terrible perspective de maux et de révolutions.* » L'idée lui vint de se mettre à la tête d'une quadruple alliance, de s'ériger ainsi en médiateur entre la Russie et la Porte et de leur imposer

[1] Dans une des phrases d'une dépêche antérieure de Nesselrode, où il était dit : que la Russie renonçait « momentanément » au caractère d'une puissance belligérante, le *Foreign Office* avait donné au mot « momentanément » le sens de « sur-le-champ, » au lieu du véritable sens, qui était celui de « passagèrement. »

[2] Metternich au prince Esterhazy, le 14 septembre 1828. MS.

sa volonté. Dans la profonde irritation du moment, Wellington prit feu dès qu'on lui fit ces ouvertures. Nul homme n'était certainement moins fait que le duc pour se reconnaître au milieu de l'état de choses compliqué et contre nature, tel qu'il avait été créé par le traité de juillet, traité qu'il fallait exécuter au détriment de la Turquie, mais sans troubler les rapports pacifiques entre elle et les puissances, traité d'après lequel il fallait défendre l'indépendance de la Turquie, sans se brouiller avec la Russie cependant. Soldat et capitaine, comme il l'était, il apportait de sa profession militaire dans sa carrière d'homme politique et de diplomate les qualités particulières les plus opposées, et là elles nuisaient autant qu'elles pouvaient être profitables dans son métier de soldat.

Ayant une haute idée de lui-même, élevé par l'opinion du monde et pénétré de la grande influence que lui donnait sa position, il poussait, dans ses fonctions de ministre, le sentiment de sa propre valeur et son absolutisme militaire à un tel point qu'il ne pouvait guère les concilier avec les droits et les devoirs d'un homme d'État constitutionnel. Habitué à commander, il agissait comme le maître de tous ses collègues qu'il dominait tous, surtout Aberdeen, cet homme si faible ; il se permettait tous les jours des empiétements, même sur les affaires de l'Inde qui sont entièrement enlevées au contrôle du premier ministre, et constituait à un tel point à lui seul tout le ministère que le roi lui-même en était profondément irrité. Pour s'assurer un pouvoir semblable aussi au sein du parlement, et ne se trompant pas sur la valeur de ses propres talents comme homme d'État et comme orateur, il déploya plus d'habileté et plus de zèle qu'aucun de ses prédécesseurs à se procurer des partisans et des voix, par des moyens employés en dehors du parlement, en favorisant des whigs éminents

et en influençant la presse. Avec un tel caractère, on aurait dû croire que Wellington aurait appliqué aussi aux affaires politiques et diplomatiques une volonté impérieuse, et, surtout dans les relations avec l'étranger, une volonté d'autant plus énergique qu'il avait la plus haute idée de son influence en Europe et qu'il se considérait lui-même comme une espèce de talisman, indispensable pour la conservation du système politique en vigueur à ce moment. Mais, de l'autre côté il paraissait avoir emprunté une qualité toute différente à sa méthode militaire si prudente, pour l'appliquer précisément à son action politique ; c'était de se laisser déterminer, plus qu'il ne le fallait, par les événements dont il ne savait pas très-facilement calculer et supputer d'avance toute la portée, et de se laisser décider par des nécessités extérieures ainsi que par les impressions que lui laissait la situation des affaires du moment.

C'est ce que le duc avait montré, dans les affaires intérieures, par son attitude dans la question de l'émancipation des catholiques où il faisait fléchir ses sympathies et ses principes sous la pression des circonstances. Il le montra également, dans les affaires étrangères, dans la question d'Orient, où les diplomates n'étaient jamais sûrs si, avec ce singulier mélange de hardiesse et d'indécision que renfermait son caractère, il resterait fidèle au parti qu'il avait pris; s'il s'arrêterait à une demi-mesure ou si, par un changement d'humeur, il se laisserait entraîner à une démarche extrême. Ainsi, dans les affaires du traité de juillet, il se sentait lié par sa loyauté et par le sentiment du devoir; mais, à tout moment, il se laissait entraîner à des mouvements d'humeur au sujet de toute cette convention, quand il était sous l'influence d'hommes tels que lord Strangford et tous ceux auxquels leur défiance à l'égard de la Russie donnait la conviction que l'indépen-

dance de la Grèce ne devait devenir que le levier dont on se servirait pour amener la ruine de la Turquie. Surtout au moment actuel, où la suspension de la navigation par suite du blocus, établi par les Russes devant les Dardanelles, avait excité le mécontentement du duc et de tout le monde commercial; où l'intimité entre la France et la Russie lui faisait tout voir en noir; où les soupçons que faisait naître l'Autriche à l'égard du cabinet de Paris augmentaient encore la défiance de Wellington au sujet de la France qui continuait à armer contre Alger, qui effectivement ne voulait pas retirer ses troupes de la Morée, mais désirait les faire avancer au delà de l'isthme : à ce moment-là, il prêta entièrement l'oreille à Esthcrhazy, son ancien confident. Bientôt, il ne parlait plus d'autre chose que de la nécessité de mettre fin à la guerre; il lui prenait l'envie de se retirer entièrement du traité de juillet, et il se mettait, pendant que Metternich devait gagner la Prusse, derrière Polignac, cet homme à l'esprit faible et embrouillé, peu attaché à son ministère, afin d'avoir une explication précise avec la France au sujet de la dernière limite au delà de laquelle les deux puissances occidentales ne pourraient plus aller avec la Russie. Toute cette bonne impression que le duc venait de faire, peu de temps auparavant, par sa fidélité au traité, lorsqu'il avait refusé l'invitation de la Porte de renvoyer à Constantinople les ambassadeurs des deux puissances occidentales, il l'effaça purement et simplement lorsque, à un moment beaucoup plus défavorable, il recommanda à la France, par Polignac, ce même renvoi des ambassadeurs à Constantinople. Dans ce moment critique, ce fut encore la rectitude de jugement de l'ambassadeur de Prusse, Bülow, qui conserva encore une fois le traité de juillet et qui déchira le tissu des intrigues de l'Autriche. Il informa l'ambassadeur de Prusse à

Paris, le baron Werther, ainsi que Pozzo di Borgo de ce qui se tramait, au moment où ce dernier lui-même n'en avait pas encore la moindre idée, et, déterminé par lui, le cabinet de Berlin s'exprima d'une manière très-énergique à Paris et à Londres sur le caractère dangereux des projets du gouvernement d'Autriche. Pozzo di Borgo se prononça à Paris de la manière la plus formelle contre les projets de médiation proposés par l'Autriche, contre les velléités de l'Angleterre de former une alliance séparée entre les deux puissances, de même que contre le retour des deux ambassadeurs à Constantinople, retour que la Russie devrait considérer comme une désertion complète du traité.

Ce langage produisit de l'effet; les propositions, que Polignac avait envoyées à Paris, furent rejetées*. Mais ce refus, auquel se joignaient les représentations de la Prusse, firent sortir Wellington de son indolence et lui firent comprendre ce qu'il y avait de peu noble et de dangereux dans les intrigues de l'Autriche. Lieven, cet homme si odieux au duc et qui était toujours « à couteaux tirés » avec lui, l'emportait, encore à ce moment, comme d'ordinaire, sur Esterhazy, « son enfant bien aimé » que d'ordinaire on repaissait de belles paroles : l'ambassadeur d'Autriche, qui avait déjà chanté victoire, dut se retirer au dernier plan, pour y cacher son désappointement. Au lieu d'entrer dans la quadruple alliance de Metternich, Wellington en revint à son ancien expédient de fortifier ses rapports avec la France, de tomber d'accord avec elle sur des propositions de se réunir en conférence, dans le but de terminer aussi promptement que possible, et en cas de besoin *sans* la Russie, les affaires grecques qui, dans les points essentiels, lui semblaient être finies avec la déli-

* 1er novembre.

vrance de la Morée. Il prit la cour française par son désir qu'elle partageait avec toutes les puissances, et qui était de rétablir la paix; il consentit à ce que l'occupation française, sans s'étendre, il est vrai au delà de l'isthme, se prolongeât cependant en Morée et que le territoire délivré fût mis à l'abri d'une nouvelle invasion par une garantie des puissances; il chercha, en revanche, à obtenir de la France une concession qui consistait à voter avec lui le renvoi à Constantinople des ambassadeurs des deux puissances occidentales, mesure qu'il présentait comme le moyen le plus sûr de prévenir une nouvelle campagne et de préparer la paix. Après que la cour de France, par les changements étranges de sa politique, était devenue un objet de moquerie pour toutes les puissances et qu'elle les avait irritées toutes, elle entra complétement dans ces propositions. Les motions relatives à cette question furent présentées dans une conférence* qui était une surprise fort désagréable pour le prince Lieven; en tant qu'elles se rapportaient à l'occupation française et aux questions qui s'y rattachaient, elles furent faites par le plénipotentiaire français[1], et par le cabinet anglais[2] en tant qu'elles avaient trait au renvoi des ambassadeurs à Constantinople. L'ambassadeur russe déclara ne pas être autorisé à discuter cette dernière proposition qui lui semblait s'éloigner entièrement de l'esprit du traité[3]. Parmi les différents moyens proposés par la France au choix des alliés, dans le but de mettre la Morée et les îles à l'abri de nouvelles attaques, Lieven donna la préférence à la garantie des puis-

* 16 novembre.

[1] Mémorandum du plénipotentiaire Français. MS.
[2] Protocole de la conférence tenue au *Foreign Office*, le 16 novembre 1828. MS.
[3] Note verbale du plénipotentiaire de Russie. MS.

sances, mesure qu'on fit connaître ensuite à la Porte par une déclaration officielle[1].

Pour ménager un peu les susceptibilités de la Russie, on avait essayé d'adoucir la proposition relative au renvoi des deux ambassadeurs à Constantinople, en les plaçant sous la direction suprême de la conférence. Mais cela n'empêcha pas qu'à Saint-Pétersbourg on ne ressentît une profonde irritation au sujet de cette mesure qu'on venait de proposer et qui avait si évidemment pour but d'isoler la Russie dans sa position actuelle si critique et de séparer des questions que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait le plus grand intérêt à conserver réunies. Céder sur ce point était chose fâcheuse; mais s'y refuser eût été encore plus fâcheux, car de la sorte on n'aurait fait que stimuler Wellington à céder au désir ardent du parlement qui demandait qu'on rétablît les relations diplomatiques avec la Porte. La Prusse qui, sur les dernières instances de Bülow et même par des lettres autographes du roi, avait déjà depuis longtemps exhorté le cabinet russe à employer les ménagements et à avoir les égards les plus grands pour l'Angleterre, saisit encore une fois l'occasion de rappeler au czar[2] : que, quelque incontestable que fût son droit d'insister sur ce que ses alliés ne fissent rien sans sa coopération, « le meilleur et peut-être le seul moyen de leur en ôter l'envie, la possibilité et le prétexte serait peut-être, de faire *avec eux* tout ce qui ne fût pas apte à compromettre les premiers intérêts de la politique russe. » On écouta ces conseils. Nesselrode[3] reprocha à

[1] Déclaration des cours alliées à la Sublime Porte, le 16 novembre 1828. MS.

[2] Lettre du roi de Prusse à l'empereur Nicolas, du 10 décembre 1828. MS.

[3] Dépêche au prince Lieven et à Pozzo di Borgo, du 3 janvier 1829. MS.

la vérité, au cabinet de Londres* l'inconséquence avec laquelle Wellington voulait accorder, à ce moment, ce qu'au mois de juillet il avait refusé à la Porte avec tant de fidélité à ses principes et ce qui ne serait pas autre chose qu'une récompense accordée à la Porte pour sa résistance et une preuve de la dissolution effective de l'alliance. Néanmoins, disait-il, par une juste considération pour les intérêts de ses alliés et pour leur position délicate, l'empereur adhérerait à leurs propositions, à la condition qu'on s'entendrait d'*avance* sur l'avenir de la Grèce, sur ses frontières, son organisation intérieure et ses rapports futurs avec la Porte. Ces propositions furent accueillies avec joie à Londres. * 3 janv. 1829.

Le dépit que le cabinet russe dissimulait ainsi vis-à-vis de l'Angleterre se déchargea alors entièrement sur la politique insidieuse de sa voisine hypocrite, l'Autriche. Déjà aux premiers indices d'une disposition de Wellington à se prêter aux propositions de Metternich relativement à une quadruple alliance, lorsque la Russie regardait encore le duc et le prince avec presque autant de défiance que de dépit, on voyait cependant d'une manière fort claire que son ressentiment contre l'Autriche était beaucoup plus profond. Dans une dépêche confidentielle, adressée à l'ambassadeur de Russie à Berlin[1], Nesselrode avait dit à cette époque* : « qu'au mois de février de cette année, il avait pu *garantir* à l'empereur que, dans cette campagne, il n'aurait à combattre que la Porte seule, tandis que, pour la campagne de 1829, il ne pourrait lui exprimer, à ce sujet, que de simples *espérances*. Jusqu'alors l'attention de la Russie s'était surtout dirigée vers l'Autriche et ses armements ; mais dès lors, elle aurait à se *partager* entre * 26 oct. 1828.

[1] Au comte Alopeus, le 26 octobre 1828. MS.

ces armements et les explosions de la haine nationale des Anglais. Cependant on espérait rétablir les bons rapports avec l'Angleterre par les concessions propres pour amener ce résultat. L'Autriche, au contraire, avait tout mis en œuvre pour envenimer la discussion. La conduite de cette puissance, ajoutait Nesselrode, dévoilait ses pensées et il serait utile de lui faire connaître qu'on était instruit de tout, et que, si ses armements prenaient un caractère hostile, ils pourraient forcer la Russie à les *prévenir.* »

Pozzo di Borgo, qui voyait que le moment était venu d'exploiter jusqu'au bout la haine du parti national contre Metternich et sa prépondérance auprès de l'empereur, employa toutes ses forces pour donner à ces dispositions de son maître un caractère encore plus tranchant. Dans ses rapports, il montrait la politique de l'Autriche sous un jour très-défavorable, en la présentant comme inspirée par la plus noire ingratitude. « L'empereur François, disait-il, qui, par les succès de l'empereur Alexandre, était, pour ainsi dire, rétabli sur son trône, avait retiré les avantages les plus extraordinaires de sa générosité : l'Italie lui avait été livrée; les complaisances que, depuis le congrès de Vienne, on avait prodiguées à l'Autriche n'avaient pas eu de bornes ; à l'occasion de la révolution de Naples, Alexandre, par son intervention magnanime, avait dissipé l'orage ; en revanche, pendant les quatre dernières années, Metternich n'avait jamais eu le moindre égard ni aux intérêts de la Russie, ni aux difficultés de sa position ; il avait constamment abusé de la confiance qu'on lui avait montrée et jamais il n'avait fait de promesse que pour y manquer. Dans la crise actuelle, ajoutait Pozzo dans sa dépêche du 10 décembre que nous venons de citer, le prince avait considéré la résolution de la Russie de commencer la guerre comme une révolte contre sa suprématie,

et il avait, dès lors, mis tout en œuvre pour nuire à la Russie, pour aigrir l'Angleterre contre le czar et pour effrayer tous les gouvernements par cette fantasmagorie de révolutions intérieures qui pourraient sortir de la guerre russe. L'issue de la campagne avait dévoilé les sentiments que nourrissaient tous les cabinets à l'égard de la Russie, sentiments qui avaient en premier lieu éclaté à Vienne et dont on n'avait pas besoin de deviner la nature. Il s'agissait de savoir si Metternich oserait attaquer la Russie? Mais il serait plus convenable de se demander soi-même quelle serait l'attitude qu'on voudrait prendre vis-à-vis de lui. » Chercher la sécurité avec la plus grande énergie et convaincre le grand-chancelier que, s'il voulait avoir la Russie pour ennemie, il la trouverait terrible, inexorable et résolue de frapper l'Autriche de toutes les horreurs d'une guerre qu'elle voulait provoquer, et « sans lui épargner un seul de ses fléaux, » tels furent les conseils dictés par l'exaspération et par le mépris à cet ennemi implacable du grand-chancelier d'Autriche. Pendant quelque temps, Metternich semblait être consterné en voyant ses intrigues échouer à Londres; on sentait dans ses paroles un grand embarras, malgré le masque d'une insensibilité apparente sous lequel il voulait le cacher. « Nous avons dit, écrivait-il dans une de ses dépêches[1], ce que nous avions à dire et ce que nous avons toujours dit; nous ne changerons pas d'opinion; mais nous attendrons qu'on nous interpelle de nouveau. « Cependant, avec sa manie de vouloir partout se mêler de la discussion et donner le ton partout, il ne savait rien moins qu'attendre qu'on lui demandât son avis. Chef de cette école d'hommes d'État qui ne veulent jamais comprendre les fautes qu'ils ont commises ni jamais les

[1] Metternich au comte Trautmannsdorff, à Berlin, le 22 novembre 1828. MS.

avouer, qui, au contraire, préfèrent les effacer toujours par des fautes nouvelles, Metternich avait l'habitude de ne se laisser déconcerter par aucune rebuffade et par aucune leçon, de n'être découragé par aucun échec et de n'être confondu par aucune preuve convaincante. Sans se laisser instruire par la stérilité de tous ses efforts, et avec ce besoin sans cesse renaissant qui le portait à essayer de s'assurer une influence directrice en dépit même des circonstances les plus défavorables, le prince se vit poussé, à l'indignation et à l'étonnement de tout le monde, à renouveler encore une fois ses propositions qui venaient d'être rejetées à l'instant même ; on aurait dit que son esprit devenait plus borné à mesure que son expérience s'élargissait.

Commencement de décembre. Metternich expédia* pour Esterhazy un courrier avec une dépêche qu'il envoya cependant par Paris, où il voulut faire, cette fois-ci, la première attaque. Le comte Appony
* 13 décembre. donna lecture * de cette communication à M. de La Ferronnays, communication[1] qui, en faisant de nouvelles sorties contre la Russie et en rabaissant, à plusieurs reprises, les ressources militaires épuisées de cet État, insistait sur la convocation d'un congrès entre les parties belligérantes et les autres grandes puissances pour effectuer ainsi le rétablissement de la paix dont les résultats devraient être placés sous la garantie commune des puissances! La Ferronnays, dans l'esprit duquel tout cela ne fit naître que le plus profond étonnement, instruisit Pozzo, et celui-ci Lieven, de ce nouvel assaut du grand-chancelier qui se retira ensuite sur-le-champ. Esterhazy ne communiqua pas même cette dépêche à Londres ; il ne parla qu'en expressions générales du sens de son contenu, et nia, plus

[1] D'après Pozzo : Dépêche très-réservée, du 26 décembre 1828. Cf. *Portfolio*, t. II, p. 123.

tard, entièrement d'avoir reçu une pareille missive ! Mais comment était-il possible que Metternich reprît, avec un tel courage, cette même intrigue après qu'elle venait à peine d'être déjouée? Le fait est qu'elle était liée à une seconde intrigue beaucoup plus risquée qui ne réussit pas tout de suite, mais un peu plus tard, et dont les conséquences allaient ruiner ensuite tout l'édifice de l'art politique de Metternich, non-seulement dans ses rapports avec la Grèce, mais dans toute son étendue. Appuyé en ceci par Wellington, qui avait la vue assez bornée pour se laisser entraîner, le prince travaillait à renverser le ministère français, à faire rappeler Villèle et faire mettre le prince de Polignac à la place de La Ferronnays.

Ce fut pour cette raison que Polignac vint, à cette époque, de Londres à Paris; il voulut sonder le roi pour savoir si l'attitude du ministère si favorable à la Russie était un effet des convictions du monarque ou seulement le résultat des suggestions des ministres et du cabinet russe. Mais La Ferronnays et le roi lui-même le désabusèrent au sujet de ses fausses espérances. Les ennemis russes de Metternich avaient eu soin, à ce qu'il paraissait, d'opposer une contre-mine à cette mine principale du prince. Au moment même où Polignac se trouvait à Paris, La Ferronnays reçut des communications qui l'informaient que Metternich flattait le parti bonapartiste, afin de pouvoir poser, disait-on, le fils de Napoléon comme prétendant dans le cas d'une rupture entre la France et l'Autriche; communications qui étaient sans doute aussi fausses que les bruits qui se répandaient, à cette époque, à Varsovie, et qui parlaient d'agitations faites par l'Autriche en Pologne et en faveur du duc de Reichstadt. Le roi était encore sous le coup des impressions que lui avait laissées ce mythe, lorsqu'il vit Polignac et qu'il l'entendit parler de la nécessité de s'en-

tendre avec l'Angleterre et l'Autriche au sujet d'une médiation pour rétablir la paix. Le roi lui déclara sèchement qu'il resterait l'allié de la Russie et que, si l'Autriche menaçait d'attaquer la Russie, il ferait marcher son armée
* Fin de déc. contre elle. Polignac dut retourner* à Londres après avoir entendu les déclarations les plus précises contre les menées de Metternich, et lorsque, peu de temps après, La Ferronnays succomba à une attaque d'apoplexie, ce fut Portalis qui lui succéda, et non pas Polignac. A Berlin aussi, lorsqu'il y fit proposer son projet de congrès, comme un ballon d'essai, Metternich avait essuyé, pendant ce temps, un refus.

Le cabinet russe, informé de ces nouvelles tracasseries du prince, paraissait vouloir perdre toute patience. Il fit
Commencement de janv. 1829. dire* à Metternich, par l'intermédiaire de Tatistschew, qu'il n'y avait rien que la Russie ne subirait plutôt que la honte d'un pareil congrès. Il y eut entre les deux diplomates une explication formelle, dans laquelle le prince Metternich joua le rôle pitoyable d'un écolier pris en faute. Il bouda en même temps qu'il rampait devant l'ambassadeur russe; il suivit sa maxime qu'il avait depuis si longtemps mise en pratique : *si fecisti, nega!* Il eut le front de
* 23 déc. 1828. demander à Paris, à Berlin et à Londres* qu'on lui rendît le témoignage qu'il n'avait poussé à aucune médiation hostile à la Russie! On lui répondit suivant ses désirs, mais tous les diplomates haussèrent les épaules et ne pensèrent pas moins tout le contraire. Tatistschew avait entre les mains tout ce qu'il lui fallait pour convaincre le prince, dans toutes les formes, de mensonge; mais, ne voulant pas plus au moment actuel que l'année précédente entretenir des sentiments d'hostilité entre les deux États, l'ambassadeur russe se contenta d'avoir humilié le grand-chan-

celier[1]; il se donna le malin plaisir de laisser lire à Metternich : « qu'après que le prince avait formellement nié d'avoir fait la démarche dont on l'avait accusé, l'empereur se contentait de lui en voir reconnaître l'inconvenance d'une manière aussi authentique ! » On n'aurait pas cru qu'après avoir été abandonné entièrement de tous les siens, même de ses amis les plus intimes, le prince aurait pu être *encore* plus isolé et plus abandonné ; et cependant c'est ce qu'il allait effectuer lui-même. Battu sur tous les points, désireux de se mettre dans une meilleure position vis-à-vis de la Russie victorieuse, il disait, un peu plus tard, dans une conversation qu'il eut avec le comte Krasinsky : qu'il savait que le czar avait l'idée que lui, Metternich, menait l'empereur, son maître, suivant son bon plaisir ; mais l'empereur François, ajoutait-il, avait une forte volonté et « lui, le prince Metternich, ne faisait que la suivre ; » s'il voulait en dévier, il cesserait d'être ministre des affaires étrangères ! Le grand-chancelier était donc à ce moment arrivé à s'abandonner lui-même et à mettre sur le compte de l'empereur, son maître, tout ce qu'il faisait dans le domaine de la politique extérieure, où son influence se faisait précisément le plus sentir ! Ces paroles furent prononcées pendant l'été de l'année 1829, où le prince se vit obligé d'être le spectateur muet de la seconde campagne des Russes, sans qu'il pût rien dire ou rien faire pour s'y opposer.

Les conférences de Poros et de Londres.

En effet, l'envoi des ambassadeurs des puissances occidentales à Constantinople, résolu dans les conférences de Londres, n'allait malheureusement pas empêcher la guerre russe d'éclater de nouveau, comme on se l'était peut-être imaginé au commencement ; la seule décision de la conférence

[1] Dépêche réservée de M. de Tatistcheff, le 17 février 1829. Cf. *Portfolio*, t. II, p. 69.

avait, au contraire, déjà contribué à favoriser la guerre. Le gouvernement français avait chargé l'orientaliste Jaubert de porter à Constantinople la déclaration des puissances en date du 16 novembre 1828, déclaration qui contenait la garantie et la sauvegarde par lesquelles la Morée et les îles devaient être mises à l'abri de toute nouvelle attaque de la part des musulmans, en même temps qu'elle annonçait l'arrivée prochaine des ambassadeurs de France et d'Angleterre. Jaubert arriva dans la capitale turque vers la fin de l'année, au même moment que la corvette parlementaire qui y avait été envoyée par le czar, afin d'entamer des négociations directes pour la conclusion de la paix entre la Turquie et la Russie. Pendant ce temps, la Porte avait pris connaissance de la note verbale expédiée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, vers la fin du mois d'octobre, et dont le ton était menaçant et belliqueux ; au moment dont nous parlons, elle reçut le protocole du 16 novembre qui contenait la réponse des puissances occidentales à cette note. Le divan vit par là que la discorde continuait à régner entrer les puissances alliées ; il avait obtenu, à ce moment, ce qui, pendant l'été, avait été le but de ses désirs, c'est-à-dire la promesse que les deux ambassadeurs reviendraient à Constantinople. Il interpréta la restriction de la garantie à la Morée et aux îles d'une façon avantageuse pour la Turquie à laquelle, disait-il, les puissances abandonnaient ainsi la Grèce continentale. Le divan fut encore confirmé dans cette opinion, lorsque, sur le désir de l'Angleterre, la France rappela, à ce moment, ses troupes de Grèce, en n'en laissant plus là qu'une partie, sur les vives instances de Kapodistrias. La Porte espérait donc, de cette manière, pouvoir terminer les affaires grecques sans que la Russie s'y immisçât ; elle s'était toujours plu à se faire fort de soutenir seule la lutte

contre la Russie, parce que, au pis aller, elle pouvait probablement compter même sur l'assistance de l'Angleterre. De cette manière, on s'explique facilement le revirement soudain dans les sentiments pacifiques de la Porte, revirement qui, comme nous l'avons dit plus haut, déjoua, avant leur commencement même, les négociations de la paix qui avaient été à peine entamées. C'est ainsi qu'on s'explique encore pourquoi les communications provisoires de Jaubert[1] furent parfaitement bien accueillies par le reïs-effendi. Le ministre turc promit[2] de renoncer à tout envoi de troupes dans la Morée, jusqu'au moment où commenceraient les négociations avec les plénipotentiaires d'Angleterre et de France qu'on désirait voir arriver, aussi promptement que possible, à Constantinople où on les attendait avec une vive impatience. La tâche la plus urgente de la triple alliance était donc dès lors de remplir la condition préalable de la Russie et de tomber d'accord sur les propositions précises au sujet des affaires grecques, propositions par lesquelles les deux ambassadeurs devaient débuter à Constantinople. Afin de faciliter ce travail, et par égard pour Wellington, qui éprouvait de très-grandes difficultés à s'entendre sur la moindre affaire avec Lieven, devenu son ennemi personnel, la Russie avait envoyé à Londres le comte Matouszevicz qui était initié à tous les secrets de la politique russe et qui devait assister aux conférences comme membre actif. On prit pour base des délibérations dans ces réunions les propositions dont étaient convenus provisoirement les ambassadeurs plénipotentiaires des trois puissances, Stratford

[1] Extrait du rapport adressé par Jaubert au gouvernement français, en date du 10 janvier 1829. MS.

[2] Réponse de la Porte, délivrée par le Reis Efendi, le 22 Janvier 1829, MS.

Canning, Guilleminot et Ribeaupierre, depuis qu'ils
* Septembre. avaient transféré* le siége de leurs conférences de Corfou à Poros.

Dans leurs conférences, ces diplomates avaient souvent délibéré avec le président de la Grèce; mais le peuple grec n'avait été ni consulté, ni entendu ni par les ambassadeurs, ni par Kapodistrias. Les plénipotentiaires avaient présenté au président vingt-huit questions ayant trait à la statistique de la Grèce; nous ne nous en occuperons pas parce qu'elles étaient oiseuses et que, pour la plupart, elles n'eurent aucun résultat pratique. Le président les avait portées devant le Panhellenion, cour consultative, créée par le président lui-même et à laquelle l'assemblée législative avait dû céder la place. Kapodistrias avait ensuite composé, d'une manière fort arbitraire, un résumé des rapports élaborés par les comités de cette
18/30 octobre. assemblée, pour le présenter* ensuite, dans une note verbale, aux plénipotentiaires. Après avoir pris en considération ces communications, la conférence de Poros arrêta ses décisions qui, au commencement de l'année 1829 parvinrent à Londres. On n'avait pas touché à la question de l'indépendance de la Grèce, bien que la conférence fût autorisée à l'admettre à la discussion, si elle pouvait faciliter la pacification. Comme nous le verrons plus tard Kapodistrias s'était engagé, vis-à-vis du czar, d'effacer dans la pensée de ses Grecs, la prétention qu'ils avaient eue de faire reconnaître leur indépendance, et la voix du président n'était pas d'un poids médiocre, puisqu'elle était toujours appuyée avec beaucoup de zèle par le plénipotentiaire russe. On fixa la somme à payer par le peuple tributaire au chiffre d'un million et demi de piastres. Les terres appartenant à la couronne devaient rester la propriété du gouvernement grec, sans qu'on

payât une compensation, tandis que les possessions particulières des Turcs leur seraient achetées. Il n'était plus question d'une part que la Porte prendrait à la nomination des autorités en Grèce. Par rapport à la forme du gouvernement futur, on s'était arrêté à un pouvoir héréditaire sur le caractère duquel il n'y eut aucune différence d'opinion au sein de la conférence de Poros, tandis qu'au dehors cette question semblait trouver les contradictions les plus grandes. On avait fait entrer, dans le rapport de la conférence, un passage[1] dans lequel Stratford Canning informa le monde, pour la première fois, des droits municipaux des Grecs, en disant : « qu'il serait injuste et dangereux, en instituant un gouvernement héréditaire, de vouloir dépouiller les Grecs du principe représentatif, puisque, même sous la domination turque, ils avaient choisi leurs magistrats municipaux et que leurs notables avaient été investis du droit de répartir les contributions. » A cette clause se rattachait un jeu caché et remarquable d'intrigues gréco-russes qu'il faut avoir bien présentes à la mémoire, si l'on veut bien comprendre les incidents ultérieurs et énigmatiques que l'on rencontre dans l'histoire de l'organisation de la Grèce. Kapodistrias semblait adhérer au principe constitutionnel qu'on venait d'adopter. « Les différents congrès des Grecs, disait-il* aux plénipotentiaires, après que ceux-ci lui eurent communiqué leurs décisions, avaient suffisamment exprimé les vœux de la nation par rapport à leurs institutions intérieures ; celui de Troizen avait confié le gouvernement, pour sept ans, à un seul chef (à Kapodistrias) ; mais il s'était réservé la législation, surtout au sujet des finances. » Le président fit semblant de considérer ces arrangements

* 21 décembre.

[1] Cf. Parish, *Diplomatic history of the monarchy of Greece*, p. 72.

comme définitifs et durables, quelque compliqué que fût un pareil système d'après lequel le gouvernement devait se renouveler sous la suzeraineté turque ; il trouva les mêmes difficultés à proposer des moyens par lesquels on pût assurer aux Grecs un autre gouvernement, fort dès le principe même.

Par de pareilles évolutions, l'élu du peuple semblait se recommander lui-même et la conservation de ses fonctions; mais, dans le même document, il contredisait formellement cette interprétation ; il assura, en même temps, aussi La Ferronnays, dans des termes beaucoup plus précis encore, que, dans aucun cas, il ne conserverait les fonctions qu'au moment actuel on l'avait condamné à accepter. Il est vrai que ces paroles faisaient un contraste singulier avec ce qu'il disait souvent en particulier, à savoir qu'il resterait fidèle à son devoir et que, si c'était nécessaire, il garderait sa position au gouvernail, quand même la barque se briserait contre les écueils. Kapodistrias semblait croire que l'expression de ce désintéressement lui serait utile, pour effacer la mauvaise réputation qu'il avait auprès des puissances occidentales. Son ami Boulgaris, le résident russe, qui entretenait les relations les plus intimes avec lui et qui était considéré comme son écho, profita de ces expressions de désintéressement du président pour le mettre dans le jour le plus avantageux. C'est ce qu'il fit dans un mémoire[1], composé pré-
* 14 décembre. cisément ces jours-là* et qui, sur un ton sombre, habituel aux Moscovites, recommandait le principe monarchique et absolu, en déployant toutes les ressources possibles pour prévenir contre les théoriciens, « ces agents de la confusion; » contre la constitution de Troizen qui, disait-

[1] Cf. *Portfolio*, t. V, p. 566.

il, contenait tous les principes démocratiques, enfantés depuis 1793 jusqu'en 1820 ; contre tout système de souveraineté nationale sur lequel il rejetait toute la faute de la misère, de la guerre civile et de la dette énorme de la Grèce, et enfin contre tout gouvernement fédératif ou « électif » (constitutionnel) qu'il présentait sous les couleurs les plus noires et comme une véritable anarchie. Mais, chose étrange ! les points essentiels de ce mémoire avaient été expressément indiqués comme étant conformes à l'opinion du président qui avait cru, disait-on, qu'il était du devoir des puissances de détruire la révolution en Grèce, en instituant un pouvoir monarchique, et de mettre fin à ces scènes ignobles et sanglantes qui avaient fait frémir l'humanité ! On fit connaître ce mémoire à Londres, par l'intermédiaire de cette dépêche adressée par Nesselrode à Lieven * que nous avons mentionnée déjà et qui, * 3 janvier 1829.
en accentuant des axiomes réactionnaires semblables, se prononçait également pour un chef qui se rapprochât autant que possible du pouvoir monarchique et dont on abandonna le choix et le titre aux alliés, à la seule condition qu'on ne prendrait pas un prince de la maison de Russie (et par conséquent non plus un prince appartenant à l'une ou à l'autre des deux maisons royales). C'était là suggérer, autant qu'on pouvait le faire, un hospodariat de Kapodistrias qui aurait le mieux servi les desseins de la Russie, et le rendre en même temps aussi élastique que possible ; pour tous les cas imaginables, il pouvait être d'une durée de sept ans ou héréditaire, constitutionnel ou absolu. Dans le cas où le candidat de la Russie serait accepté, on l'aurait préféré, conformément à ce qu'avait dit Boulgaris, investi d'un pouvoir absolu ; dans le cas où l'on n'obtiendrait pas ce résultat, on tenait en réserve, avec Kapodis-

trias, le peuple et sa volonté qu'on espérait toujours pouvoir influencer en cas de besoin.

En ce qui concernait la délimitation du nouvel État, les gouvernements avaient indiqué à leurs plénipotentiaires, pour qu'ils en délibérassent, quatre lignes différentes[1], tandis que les Grecs leur en avaient proposé deux autres; les plénipotentiaires en adoptèrent une septième qui ajoutait l'Acarnanie à la proposition la plus étendue des gouvernements, tandis qu'elle excluait la Thessalo-Magnésie de la proposition la plus restreinte des Grecs[2]: ce furent là les limites qui, après des variations fréquentes et diverses, furent définitivement conservées et dont le maintien fut aussi sage qu'équitable, quelque violemment que cette détermination ait été attaquée dans tous les temps et par tous les partis. Si, même au temps le plus favorable à la fortune des armes grecques, les puissances étaient intervenues pour aider la Grèce, elles n'auraient jamais pu demander à la Porte avec justice d'évacuer la Thessalie où les Turcs s'étaient toujours maintenus, et encore moins la Macédoine. D'où les Grecs auraient-ils pu prendre les ressources nécessaires pour chasser les Turcs qui défendaient le pays et les moyens suffisants pour dédommager les Osmanlis qui possédaient les terres, et enfin

[1] La Morée et les Cyclades avec l'Eubée; le même territoire avec l'addition de l'Attique et de la Mégaride; ou encore avec l'Hellade orientale, depuis les Thermopyles jusqu'au golfe de Corinthe, la ligne de démarcation passant par le Parnasse; ou bien avec l'Hellade orientale et l'Étolie, depuis le golfe de Volo jusqu'à l'Acheloos. Dans un mémoire du 11/23 septembre 1828, dans une de leurs propositions, les Grecs ajoutèrent à cette dernière délimitation encore, à l'est, la Thessalo-Magnésie jusqu'au cap Zagora, et à l'ouest l'Acarnanie; la proposition la plus étendue, qui indiquait comme limite l'Olympe et le Pinde, avait été faite pour le cas où la Porte n'adhérerait pas aux décisions de la conférence de Londres.

[2] Protocole de la 16e séance du 12 Décembre 1828 à Poros. MS.

les mains qu'il fallait pour cultiver les vastes étendues de terrains incultes, puisque, déjà sous le gouvernement de Kapodistrias, ils avaient commencé à suivre ce système absurde qui dédaignait d'exploiter l'industrie des étrangers ! Si les puissances s'étaient inspirées des sentiments les plus désintéressés et qu'elles eussent pesé les intérêts de la Grèce de la manière la plus minutieuse, elles n'auraient guère pu mieux faire que de concentrer les commencements de sa nouvelle vie dans les lieux qui, dans l'antiquité la plus reculée, avaient vu le premier développement de la civilisation hellénique et où il s'agissait, à l'époque qui nous occupe, d'émonder la race, de la conserver pure et d'y ajouter seulement ces éléments spirituels et moraux qui sont capables de préparer et de favoriser les conditions d'une vie politique bien ordonnée, sans lesquelles un peuple et un pays n'acquerront jamais la force attractive de la civilisation et encore bien moins la force expansive de la conquête. Cette délimitation avait été déjà recommandée par Leake, surtout par des raisons stratégiques, parce que, militairement parlant, la ligne était très-bien défendue. C'est pourquoi Stratford Canning aussi, qui outrepassa ainsi ses instructions et perdit, pour cette raison, sa place, accepta la ligne proposée ; dans la conférence de Londres, elle fut appuyée par l'ambassadeur de France[1] ; mais Wellington ne l'admit dans le nouveau protocole final[2] qu'avec la clause, contraire à l'alliance, qu'on ne ferait pas un ultimatum de cette proposition. Ce ne fut qu'avec une restriction semblable que l'Angleterre accepta aussi un pouvoir héréditaire qui n'était pas conforme, disait-elle, aux dispositions du traité. Mais, dans la

[1] Mémorandum du Plénipotentiaire de France. MS.

[2] Protocole de la conférence tenue au *Foreign Office*, le 22 mars 1829. Dans Klüber, p. 275.

question de l'indépendance, Wellington balançait continuellement, de la manière la plus puérile, entre des refus et des acceptations ; il l'avait proposée à trois reprises différentes ; mais, dès que la Russie, pour ne pas trop heurter la susceptibilité des autres puissances, se déclarait pour l'indépendance de la Grèce, ce qui était contraire à sa véritable opinion, Wellington se déclara aussitôt contre elle, bien qu'il combattît ainsi son opinion à lui !

S'il n'avait pas eu le désir bien vif de pouvoir annoncer au Parlement le rétablissement des relations diplomatiques avec la Porte, encore avant le commencement de la nouvelle guerre russe, le protocole * de conciliation, avec lequel (* 22 mars.) les deux ambassadeurs devaient retourner à Constantinople, n'aurait guère été signé aussi promptement. Mais encore, dans l'état actuel des choses, on tarda beaucoup trop à le terminer, et le départ des ambassadeurs fut remis beaucoup trop longtemps pour que ces derniers eussent pu faire la moindre chose en faveur de la médiation de la paix telle qu'elle avait été projetée dès le principe. Et même, quant au véritable but de la pacification de la Grèce, on mina d'avance tous les succès, par la fâcheuse manière dont l'Angleterre se mettait, pendant cette ambassade, toujours en travers des choses. Outre le mémoire français qui se prononçait en faveur de la délimitation plus étendue, et à côté d'autres suppléments, Wellington ajouta encore au protocole sa propre opinion sur la question des frontières[1], opinion divergente de celle des autres, ce qui montra de nouveau à la Porte la désunion entre les deux puissances occidentales elles-mêmes, ainsi que le peu de clarté qui régnait dans leurs desseins, et ce qui fut cause qu'elle accueillit le successeur de Stratford, le chevalier Gordon

[1] Memorandum of the british Plenipotentiary. MS.

(frère d'Aberdeen), à son arrivée à Constantinople*, beaucoup plus amicalement que Guilleminot. Mais cette faveur n'eut aucune influence sur les négociations elles-mêmes. Le sultan rejeta, pour la quatorzième fois, la médiation offerte; après avoir eu une conférence* avec les deux ambassadeurs, le reïs-effendi déclara, dans sa réponse, qu'il était impossible à la Porte de consentir seulement à une autonomie des Grecs qui payeraient tribut à la Turquie, et il fit cette déclaration d'une manière si décidée que Gordon lui-même ne voyait plus d'autre moyen de se tirer d'affaire que d'imiter ce que Canning avait fait en Amérique et de reconnaître la Grèce comme un État indépendant. Éconduite de cette manière à Constantinople, l'Angleterre rencontra, en même temps, de la résistance dans la faible Hellade qui, s'appuyant sur la Russie, ne faisait plus guère attention aux alliés de cette puissance. * Juin. * 8 août.

Le consul général Dawkins remit* au gouvernement grec le protocole du 22 mars, avec une note d'envoi dans laquelle, au moment même où les places d'Anatoliko et de Missolonghi, ces noms si glorieux pour la Grèce, étaient prêtes à se rendre aux assiégeants; il exigeait, au nom de l'alliance, la levée du blocus maritime dans ces parages et la cessation des hostilités dans la Grèce continentale que Wellington persistait toujours à ne pas vouloir laisser au nouvel État. Le président déclara* qu'il n'était pas en son pouvoir de transporter la population de la Grèce continentale dans le Péloponèse : tous les habitants de ces contrées, disait-il, s'étaient solennellement engagés à ne jamais séparer leur cause de celle de la Grèce. Les résidents de Russie et de France s'opposèrent à cette intervention arbitraire du consul anglais qui insista cependant, au nom de l'Angleterre seule, sur sa demande. Le capitaine Spencer, de la frégate *Madagascar*, entra dans le port de Misso- * 18 mai. * 27 mai.

longhi, pour demander la levée du blocus, en menaçant d
l'obtenir de vive force. Heureusement il arriva trop tard
* 14 mai. En effet, la veille même*, on avait signé la capitulation de
deux villes. De cette manière, Kapodistrias gardait asse
de temps et assez de puissance pour suivre entièrement
aussi dans l'Hellade orientale, les errements de l'année der
nière, pour continuer à appuyer la Russie, à l'aide de di
versions très-désirables[1], et, avant tout, pour purger com
plétement des Turcs encore ce côté de la terre grecque
Pendant la campagne russe, Aslan-Bey traversa, ave
quinze cents hommes, les Thermopyles et se rendit à
Levadia, ainsi qu'à Athènes, afin de conduire toute
les troupes, à l'exception de la garnison de l'acropol
d'Athènes, à Larissa, d'où elles devaient se rendre à An
drinople, pour défendre cette ville. Kapodistrias avait d
nouveau formé un camp près de Megara, afin d'être prêt
quand les circonstances l'exigeraient, à s'opposer à cett
opération. Les diplomates réunis à Aigina ne voyaient qu
des diversions en faveur de la Russie dans cette guerr
inutile, où l'on luttait pour la possession de territoires qu
leur intervention devait amener, par des moyens paci
fiques, entre les mains des Grecs ; ils s'adressèrent donc
à l'insu du président, à un des chefs des corps de troupes
au Français Trezel, en portant plainte auprès de lui ; mai
Kapodistrias se monta la tête et lui ordonna expressémen
de continuer ses mouvements. Ypsilantis se porta près d
Petra, sur les collines de Thilphossai, au pied de l'Helikon
où les Turcs devaient nécessairement passer dans leur re
* 24 septembre. traite. En essayant de se frayer un passage l'épée à la main
ils furent repoussés partout et durent acheter leur retrai
au prix d'une capitulation en vertu de laquelle ils eurent

[1] Cf. Pellion, *la Grèce et les Capodistrias*. Paris, 1855, p. 157.

évacuer toutes les places fortes dans l'Hellade orientale jusqu'aux Thermopyles. Ce fut la dernière bataille de la lutte pour l'indépendance des Grecs qui avait duré neuf ans.

La campagne russe en Asie. Préparatifs.

Les campagnes russes de 1829 forment, pour ainsi dire, la contre-partie de celles de l'année précédente dont elles se distinguent dans un point essentiel. L'année précédente, tout avait échoué au camp russe en Europe, par suite de la présence du czar qui s'était immiscé dans toutes les opérations ; pendant l'année qui nous occupe et où l'armée européenne obéissait à la volonté d'un unique commandant en chef, tout prit, au contraire, une autre issue qui, si elle n'était pas brillante, menait cependant rapidement au but, issue qui n'était pas peu favorisée par ce fait que la guerre se rapprochait dès lors du sultan et mettait davantage en jeu ses préoccupations personnelles. En Asie, au contraire, le comte Paskevitch avait pu agir avec bonheur et sûreté, en suivant ses propres inspirations dans la mission qui lui avait été donnée et qui, par la nature des choses elles-mêmes, était fort simple, tandis que, pendant l'année suivante, il se laissa déconcerter dans sa marche particulière, à la fois prudente et hardie, par les insistances du czar qui le pressait en lui demandant les résultats les plus grands et en lui donnant les ressources les plus mesquines. Quelque misérable que fût la défense des Turcs, ce changement dans le caractère de la guerre, si celle-ci se fût prolongée beaucoup, aurait produit une réaction et un revirement dangereux dans les brillantes entreprises du comte ; en effet, précisément dans ces contrées lointaines et éloignées de la résidence du sultan, la vigueur du peuple ottoman s'était réveillée et mise en mouvement sans qu'elle eût eu besoin d'être provoquée et stimulée. Si l'on avait voulu recueillir, dans une seconde cam-

pagne en Asie, les mêmes succès que l'année précédente, il aurait été tout à fait indispensable de mettre sur pied une armée beaucoup plus forte que celle dont pouvait disposer Paskevitch, pour oser se jeter dans l'intérieur des provinces les plus dangereuses et les mieux fortifiées par la nature et au milieu des populations les plus indisciplinées. L'empereur avait, à la vérité, ordonné en automne la levée de vingt mille recrues pour renforcer l'armée du Caucase ; mais on n'aurait pas pu se servir de ces jeunes soldats avant le mois de juillet, ce qui eût été trop tard pour permettre à Paskevitch d'exécuter ses projets. Son intention était de se rendre à Erzeroum et de pénétrer de là jusqu'à l'Halys et à Sivas (l'ancienne Sebasteia) afin d'y couper les communications de Constantinople avec Diarbekir et Bagdad ; cependant il ne voulut pas entreprendre ces expéditions téméraires sans s'être garanti les flancs, suivant sa manière prudente, en s'entendant préalablement avec les pachas de Trébizonde et de Bagdad et en s'aplanissant la route par un accord avec les bandes des brigands kourdes. Ces projets qu'il avait envoyés* à Saint-Pétersbourg furent approuvés ; mais les ordres de l'empereur enjoignaient au général de faire la guerre d'une manière plus décisive ; pour agir ainsi, le comte demanda * des renforts d'au moins six ou huit mille hommes ; mais on les lui refusa. Il dut donc songer à se procurer, à l'aide de ses propres ressources, une armée plus nombreuse ; mais les ennemis ne lui laissèrent guère le temps de préparer convenablement ses mesures. Au cœur même de l'hiver, le bey des Adjares, Achmed, avait reçu les ordres les plus rigoureux d'attaquer Achalzik ; la promesse du pachalik d'Achalzik, faite par le séraskier Hadji-Salech-Pacha, l'avait déterminé à se préparer à une attaque contre la ville, pour

* Novembre 1828.

* 19 décembre.

effacer l'impression décourageante que la chute de cette place si forte avait laissée dans les esprits des Turcs.

Dès que Paskevitch avait été informé qu'Achmed concentrait des troupes dans le village de Schaouschett, il ordonna au général Hesse, dans le cas d'une attaque contre Achalzik, d'envahir le pays même des Adjares; il donna ordre au colonel Bourtzow de former un corps d'observation près de Souram, afin de quitter Gori avec le major-général Mouraview, de traverser le Kour et de prendre les assiégeants de revers. En même temps qu'il reçut la nouvelle des projets des Turcs contre Achalzik, on apprit à Tiflis* que l'ambassadeur russe à Teheran, Griboyedow, avait été assassiné et que le schah concentrait de nouveau des troupes. On aurait dit qu'il attendait seulement le coup qu'on voulait porter à la place d'Achalzik, pour rouvrir les hostilités contre la Russie, hostilités qui auraient fait éclater, sans aucun doute, le feu de la guerre couvant sourdement parmi toutes les tribus des Lesghiens, des Laziens et des Kourdes, de sorte que, pour tout cet été, les projets de campagne des Russes auraient été paralysés. Il importait donc avant tout de déjouer l'entreprise des ennemis contre Achalzik. Achmed-Bey y parut* réellement; il pénétra dans les faubourgs et donna l'assaut à la forteresse, dans l'espoir de la prendre par un coup de main et au premier choc. Mais comme il échoua dans cette attaque, il s'établit dans les maisons de cette malheureuse ville et commença un siége dans les règles, siége qui, pendant douze jours, causa des maux indicibles aux assiégés commandés par le prince Beboutow. Cependant l'avant-garde de Mouraview, sous les ordres du colonel Bourtzow, était partie de Gori; après avoir traversé les gorges de Bordschom, elle franchit le Kour et marcha sur Achalzik, bravant toutes les fatigues d'une expédition faite au cœur de

* Fin de février 1829.

* 4 mars.

l'hiver. Le frère d'Achmed, Abdi-Bey, qui essaya de barrer le passage aux ennemis, fut rejeté sur Atschver. En tournant son aile gauche, les Russes déjouèrent la tentative qu'il fit pour défendre le défilé près de cette ville. Dès
* 16 mars. que Bourtzow parut devant Achalzik *, le corps des assiégeants se débanda dans la plus grande confusion. Après ce succès, obtenu si promptement, Paskevitch n'eut pas de difficulté à mettre à la raison le schah de Perse qui avait été poussé à la guerre par tous les ennemis de la Russie, tant étrangers qu'indigènes. Le prince Abbas-Mirza, n'ayant reçu qu'avec répugnance les ordres de son père relativement à la reprise des hostilités, envoya un de ses confidents à Paskevitch pour lui demander des conseils. Le général lui répondit par une lettre d'une franchise finement calculée. Il lui indiqua ouvertement les résultats possibles d'une campagne perse, mais il lui fit connaître aussi les démarches qu'il ferait de son côté, et qui entraîneraient, pour la Perse, la perte d'Aderbidjann et peut être même la chute de la maison kadjare. Il y ajouta déjà alors un commentaire militaire aux promesses des diplomates relatives au désintéressement de la Russie qui avait dit vouloir renoncer à tout agrandissement : l'Angleterre, disait-il dans sa lettre, ne défendrait pas la Perse. « En Asie, on pourrait subjuguer un État, sans qu'une seule parole fût échangée entre les puissances à ce sujet. C'était autre chose en Europe où des guerres générales et sanglantes pourraient éclater au sujet de chaque pouce de terrain. L'existence de la Turquie était indispensable à l'équilibre politique de l'Europe; mais il était fort indifférent aux puissances européennes de savoir qui régnait en Perse. » Ces représentations produisirent leur effet. Le prince envoya son propre fils à Saint-Pétersbourg pour faire amende honorable de l'assassinat commis sur la personne de l'am-

bassadeur, et le schah, que le prince Abbas n'avait pas consulté à ce sujet, donna, plus tard, lui-même son consentement à cette démarche.

Passage du Sagiloug.

Ayant ainsi couvert ses derrières, en rétablissant les bons rapports avec la Perse et en se maintenant à Achalzik, Paskevitch put dès lors commencer à s'opposer à l'exécution des grands projets du séraskier, projets qui avaient pour but de partager l'attention des Moscovites, en l'attirant, par des opérations simultanées, sur plusieurs points à la fois, et de pénétrer dans les possessions russes en s'avançant par Kars et Goumri qu'on comptait attaquer. Ce fut avec la plus grande prudence que le comte se prépara et s'arma pour faire les opérations qui devaient contrecarrer les projets de l'ennemi. Afin d'augmenter le petit nombre de ses troupes, il avait armé des indigènes de la Gourie, pour en faire des milices; il avait pris à son service des Tartares, de même qu'il avait formé plusieurs régiments composés d'Arméniens et même d'habitants des provinces musulmanes. Une bonne solde régulièrement payée, des subsistances abondantes et, de temps à autre, un bon butin rendaient ces gens très-dociles et firent qu'à la première occasion ils donnèrent les preuves les plus satisfaisantes de leur zèle à servir les Russes. Avant d'entrer dans le pays ennemi, le général russe y avait préparé son chemin, en essayant d'exploiter, avec un grand talent et à son profit, la condition de l'empire turc qui était en pleine dissolution. Il essaya de se mettre partout en rapports avec les chefs des Kourdes; par ses dehors séduisants, il gagna les pachas de Kars et de Bayazid, ses prisonniers, et les détermina à travailler, par tous les moyens possibles, le pacha de Mousch pour qu'il se mît du côté des Russes et qu'il formât, avec ses troupes, l'aile gauche de l'armée de Paskevitch. Après avoir pris ensuite

les dispositions les plus minutieuses pour renforcer le corps du général Hesse qui devait observer le pacha de Trébizonde, tandis que, pour couvrir Kars et les chemins conduisant de cette ville au territoire russe, il avait placé le général Pankratiew dans la position de Soubatan qui dominait toute la contrée, Paskevitch concentra ses troupes en activité à Achalkalaki où il se rendit lui-même, en
* 5 juin. avançant son quartier général jusqu'à Ardaghann *. Sur son aile droite, il était menacé, dans les sandjakats de Schaouschett et d'Ardanoutsch, par le kiaya du séraskier, tandis que ce dernier s'était déjà mis lui-même en route, pour se rendre sur les hauteurs inhospitalières du Saganloug qui borne et qui protége, à l'est, le pachalik d'Erzeroum. S'il avait dirigé de là son attaque contre Kars, il aurait pris le général en chef des troupes russes entre deux armées bien supérieures en nombre à celles des Moscovites. Il était impossible à Paskevitch de laisser derrière lui Ardaghann, défendue par une troupe excessivement faible, et Achalzik, avec sa garnison malade de la peste ; c'était les exposer aux coups de l'ennemi ; il fallait donc diviser l'armée russe, autant que possible, sans qu'on s'en aperçût. Paskevitch lui-même se rendit à Kars ; il confia à Bourtzow la garde d'Achalzik, tandis que Mouraview mar-
* 13 juin. cha contre le kiaya qu'il découvrit* près du village de Zourkab, se rendant à Achalzik. Bourtzow avait été informé à temps des mouvements du kiaya et avait reçu ordre d'opérer de concert avec Mouraview : ces généraux prirent alors le kiaya entre deux feux et emportèrent d'as-
* 14 juin. saut * son camp fortifié près de Tschaboria.

Soulagé ainsi à l'aile droite de sa ligne d'opérations, Paskevitch concentra autour de lui les corps qui avaient
* 22 juin. été employés pour opérer contre le kiaya, et réunit * dix-huit mille hommes, dont cinq mille sept cent soixante-dix

cavaliers, près de Kotanly, à quinze verstes de Kars et à trente verstes du pied du Saganloug, à la limite même de ses conquêtes de l'année précédente. C'est à cet endroit que la route d'Erzeroum forme deux embranchements qui se réunissent de nouveau, de l'autre côté du Saganloug, près de Kœprikoï sur l'Araxe. Ces deux chemins traversent des pentes abruptes et des défilés entourés de forêts et entrecoupés de ravins, et franchissent cette montagne rude, couverte de neiges jusqu'au mois d'août. L'une de ces routes passe par le château de Medjinnghert, dans le voisinage duquel campait Haki-Pacha, avec vingt mille hommes, près de Milli-Duss, dans une position inaccessible dominant toute la contrée et même les chemins de communication avec la seconde route qui passe par les châteaux de Sevinn et de Saghinn. Ce fut par ce dernier chemin que le séraskier arriva avec trente mille hommes qui, opérant de concert avec les avant-postes avancés sous les ordres de Haki-Pacha, pouvaient prendre l'ennemi dans la montagne de tous les côtés. Cependant dans ces contrées, comme en Europe, les Russes avaient eu soin, déjà en 1827, de faire reconnaître toutes les localités et d'en faire lever le plan. Paskevitch avait donc une connaissance fort exacte de la nature de la montagne et des difficultés du passage. Il s'agissait dès lors de franchir la route encore ouverte qui passait par Sevinn, avant que le séraskier vînt l'occuper. En trompant Haki-Pacha par des reconnaissances, des attaques et des mouvements simulés, le général russe lui fit croire qu'il cherchait à gagner la route passant par Medjinnghert et qu'il ne connaissait pas du tout celle de Sevinn ; mais, pendant ce temps, il s'avança vers la montagne, avec le corps principal*, fort de quatorze mille hommes, pourvu de soixante canons et emportant des provisions pour cinq jours; il laissa sa barricade de chariots

* 25 juin.

faiblement défendue près de Kotanly et fit occuper les Turcs par une attaque peu sérieuse à Milli-Duss. Pendant toute la marche de nuit de trente-neuf verstes, les Russes ne rencontrèrent pas un seul ennemi, et lorsque, le lendemain matin, ils parurent, en ordre de bataille, sur les deux rives de l'Innschasou au flanc gauche du camp turc et à la distance de huit verstes seulement, Haki-Pacha fut saisi de la plus profonde consternation. Du reste, même de ce côté, le camp du pacha était complétement inattaquable. Il n'y avait qu'un seul passage par lequel on pût y parvenir; mais, pour y arriver, il fallait tourner le camp à une distance de cinquante verstes, par la vallée de Milli-Duss. Dès que les Russes eurent effectué le transport des bagages de Kotanly, malgré les difficultés qu'il présentait, ils entreprirent encore cette marche fort périlleuse, à travers une contrée impraticable, où les montagnes succédaient aux vallées et où Haki-Pacha aurait pu facilement prendre les Moscovites de revers, leur couper les communications avec Kars et les mettre entre les feux des deux armées turques. Mais, dans cette occasion encore, la fortune combla le guerrier hardi de ses faveurs.

30 juin, 1er juil. Lorsque Paskevitch commença son mouvement dangereux par Sevinn et Karaourgann et que, dans ce but, il descendit des hauteurs du Tschahir-Baba, au pied duquel la vallée de Kaïnnly s'ouvre en forme d'éventail dont la partie large débouche dans la direction du château de Saghinn, il rencontra inopinément l'avant-garde du séraskier qui y avait appelé la cavalerie de Haki-Pacha pour lui tendre la main. Il s'engagea une lutte opiniâtre d'où les Russes sortirent victorieux pendant l'après-midi, lorsqu'on apprit que le séraskier en personne avait paru avec douze mille hommes de l'autre côté de la rivière du Kaïnnly et qu'il s'y retranchait afin de rallier autour de lui, le lende-

main, un autre corps de dix-huit mille hommes partis d'Erzeroum pour le suivre. Dans un de ces moments décisifs où Paskevitch mettait à une des épreuves les plus rudes la persévérance de ses soldats à demi barbares mais d'une trempe solide, bien qu'ils eussent fourni une marche forcée de quarante verstes et livré déjà bataille, il leur ordonna de tourner, des deux côtés et en trois colonnes, le camp du séraskier près de Sevinn, surtout dans le but de couper, sur son flanc droit, ses communications avec Milli-Duss, et attaqua victorieusement les Turcs encore vers la fin de la soirée. Si le séraskier était venu quelques jours plus tôt, comme il l'avait promis, il aurait attiré les Russes dans le piége qu'il leur avait tendu, pendant qu'ils franchissaient péniblement la montagne; mais, arrivé trop tard, il n'échappa qu'à grand'peine lui-même à la captivité et perdit toutes ses provisions, tout son matériel de guerre ainsi que tout son corps qui fut dispersé et poursuivi dans toutes les directions. Paskevitch se trouva alors près du village de Karaourgann, au point de jonction de deux chemins, conduisant à Milli-Duss, et à treize verstes du point où il voulait attaquer la position de Haki-Pacha dont il était séparé par un rameau élevé de la montagne. Déjà le lendemain*, il continua sa marche. Lorsque l'avant-garde arriva, dans la matinée, sur les hauteurs derrière le camp turc, dont trois verstes la séparaient, on remarqua que tout y était encore dans un calme et un ordre complets; on sut par des prisonniers que l'on n'avait pas au camp la moindre connaissance de la défaite et de la fuite du séraskier. Le général russe eut soin de faire répandre aussitôt cette nouvelle qui jeta une telle confusion dans les rangs des soldats de Haki que le plus grand nombre s'enfuit et que le pacha dut envoyer un parlementaire à Paskevitch pour négocier avec lui. Avant que celui-ci pût rapporter

* 2 juillet.

la réponse du comte, l'artillerie turque ouvrit le feu sur quelques endroits; Paskevitch, voyant la confusion qui régnait dans le camp des ennemis, commanda, sans hésiter, l'assaut; les Turcs s'enfuirent avec une précipitation tellement honteuse que Haki lui-même fut fait prisonnier.

L'armée russe avait donc, en vingt-cinq heures, fourni une marche de soixante verstes, pris deux camps, conquis une masse de provisions et fait deux mille prisonniers. Et ce n'étaient pas encore là tous les fruits de cette mémorable victoire du 1er juillet. L'armée du séraskier qui suivait s'était aussi presque complétement dispersée; le général turc ne put retenir sous les drapeaux qu'une partie de sa cavalerie, recevant une solde fixe, et son infanterie de réserve, près de Hassan-Kaleh (l'ancienne Theodosiopolis) qui forme la clef d'une vallée conduisant de là à Erzeroum. Afin de prendre cette ville, si c'était possible, pendant qu'elle était encore sous le coup de la première terreur, Paskevitch conduisit son armée horriblement fatiguée par Chorassan et Kœpriskoï jusqu'à Hassan-Kaleh où le camp turc se débanda aussitôt. En vain le séraskier essaya-t-il de déterminer les habitants d'Erzeroum à opposer une résistance énergique aux Russes. Paskevitch se fit précéder par deux agas de la ville qu'il avait faits prisonniers et qu'il avait gagnés par son amabilité; ils publièrent une proclamation par laquelle le comte essaya de déterminer les habitants aisés à épargner à la ville les horreurs d'un siége. Il eut un plein
* 8 juillet. succès. Paskevitch fit son entrée dans la ville * sans trouver la moindre résistance; le séraskier dut se rendre comme prisonnier de guerre. Aucun Russe n'avait encore pu pénétrer aussi loin dans l'intérieur des pays turcs. Mais ce ne fut pas là encore la fin des suites et des succès du combat sur les bords du Kaïnnly. Deux forteresses,

Chniss et Baïbourt, dont la dernière était aussi solidement défendue que Kars, ouvrirent à Paskevitch leurs portes* et, par là, les chemins de Trébizonde ; l'armée turque en fuite et poursuivie jusqu'à Karahissar lui livra la route de Sivas qui était dès lors le but de ses opérations.

* 16, 18 juillet.

Campagne d'Europe. Silistri et Koulewtja.

Immédiatement après que Paskevitch eut franchi la montagne de Soghanly, un événement pareil eut lieu sur le théâtre de la guerre en Europe : les Russes effectuèrent le passage du Balkan sous la conduite du comte Diebitsch qui jusqu'alors avait été le chef de l'état-major russe et qui, à cette époque, remplaçait Wittgenstein dans le commandement en chef de l'armée d'Europe. Il était né en 1785, en Silésie, et avait été élevé à l'école militaire de Berlin; d'un extérieur fort ordinaire, il avait été, pendant quelque temps, négligé et même traité avec injustice par ses supérieurs dans l'armée russe où il était allé prendre du service; puis il avait voulu quitter les rangs de l'armée; mais l'empereur Alexandre avait su le réconcilier avec sa position. Malgré l'attente générale, Nicolas lui avait conservé les honneurs dont l'avait comblé Alexandre; avant et après la campagne qui nous occupe, le czar le dota et le récompensa d'une manière si brillante que Diebitsch devint l'objet de la haine et des jalousies du parti moscovite[1]. Dans un seul point, mais qui était capital, sa position était décidément meilleure que celle du général qui l'avait précédé dans le commandement. L'empereur, avec tout son cortége de diplomates, restait, cette fois-ci, loin de l'armée, donnant ainsi au général en chef, qui trouvait, en outre, des leçons fort instructives dans toute l'expérience de la campagne précédente, une position bien plus désirable, en le chargeant

[1] Cf. Rahden, *Wanderungen* (*Pérégrinations*), t. II, p. 220.

d'une responsabilité plus grande, il est vrai, mais en lui laissant les mains plus libres. Seulement, par rapport aux moyens et aux forces, Diebitsch n'était pas non plus dans une meilleure situation que son prédécesseur. Dans ce moment, où certainement les motifs les plus urgents stimulaient le czar à déployer toutes les ressources dont il pouvait disposer, pour obtenir des succès prompts et éblouissants, on allait voir que ce n'était nullement sa modération si souvent vantée qui, l'année précédente, avait empêché la Russie de mettre en campagne des forces plus nombreuses et qui l'en empêchait encore cette année-là. Même après avoir appelé les réserves et un certain nombre de Cosaques de la mer Noire et du Kaukase, l'armée n'était pas plus forte, mais plutôt plus faible que l'année précédente; elle se trouvait seulement un peu mieux pourvue d'artillerie et de cavalerie légère; mais, par suite des expériences de la dernière campagne, elle était accablée et se montrait découragée sur le terrain, dans le camp et dans les hôpitaux. D'après le plan de campagne, on avait d'abord à réparer ce qui n'avait pas été fait l'année passée; on avait à prendre Silistri et à procéder ensuite, après la chute de cette forteresse, sans s'occuper d'autre chose et en observant seulement Schoumla, au passage du Balkan, ce but principal de la campagne et ce moyen capital d'obtenir promptement la paix. Pour faciliter l'exécution de ce plan, on essaya de se mettre d'avance en possession d'un port maritime au sud du Balkan, afin d'avoir sur les Turcs l'avantage de pouvoir s'appuyer sur la flotte. On choisit, dans ce but, la ville de Sizepolou (l'ancienne Sozopolis ou Apollonia) qui s'avançait le plus dans la mer et qui offrait le port le plus sûr. La ville, défendue seulement par une faible

garnison, se rendit* après un bombardement de courte durée. * 15 février.

Irrité de cette reddition honteuse, le sultan fit armer sa flotte et ordonna à l'aga-pacha, Housseïn, qui commandait le camp d'Aïdos, de reprendre la ville. Mais il fallut à ce dernier sept semaines pour se rendre à Sizepolou, éloignée de trois journées de marche d'Aïdos; pendant ce temps, les Russes avaient pu se renforcer et se retrancher suffisamment pour repousser les Turcs*. La flotte * Avril. turque entra deux fois dans la mer Noire où elle prit, la première fois, par le plus grand des hasards, un brick russe; la seconde fois*, elle rentra au port, sans avoir * Juin. fait seulement la moindre tentative pour attaquer la petite flotille russe à Sizepolou. Tout y restait donc prêt à appuyer l'armée d'invasion qui, pendant ce temps et sous la direction personnelle du général en chef, était occupée du siége de Silistri. Gêné dans sa marche par les débordements du Danube, Diebitsch, après avoir quitté Tjernavoda et en passant par Kousgoun, n'avait pu arriver que vers la fin du printemps devant Silistri*; d'autres divi- * 17 mai. sions, retardées également par des désordres inconcevables dans les dispositions prises pour passer les troupes de l'autre côté du fleuve, avaient franchi le Danube, sur des bacs et dans des barques, près de Kalarasch, et portèrent l'armée de siége devant Silistri (le deuxième et le troisième corps d'armée) au chiffre de vingt et un mille hommes, sans compter la réserve de six mille cinq cents hommes; mais, comme l'année précédente, l'armée manquait encore d'un matériel de siége complet. Cette circonstance donnait au siége, dans ses points essentiels, le caractère particulier d'une guerre de mines, faite à la bêche et au pic, où il s'agissait de détruire systématiquement et à fond, dans un vaste rayon et par des procédés

lents et de longue haleine, le fossé qui n'avait que trente pieds de large, ainsi que les bastions et les courtines de la forteresse. On commença ces travaux sur la ligne est, sur le cours inférieur du fleuve, afin de trouver un point d'appui dans la flottille du Danube; sur la ligne sud, beaucoup plus favorable aux assiégeants, où l'on peut dominer les fortifications en s'établissant sur les hauteurs devant la ville, il ne s'agissait d'abord que d'attaques simulées qui bientôt cependant, après qu'on eut examiné à fond la position de la place, furent changées* en une attaque réelle, à laquelle on employa dès lors toutes les forces.

* Commencement de juin.

Au moment même où l'on était arrivé à ce point, Diebitsch se trouva déterminé, par les nouvelles reçues du théâtre de la guerre au sud, à s'y transporter avec le deuxième corps d'armée, et à abandonner la continuation du siége de Silistri au général Krassowski dont l'armée ne comptait plus dès lors que de dix à douze mille hommes. Le commandement en chef de l'armée turque était, cette année-là, entre les mains de Rechid-Pacha, promu à la dignité de grand-vizir. Ce général, ainsi que le séraskier d'Anatolie, voulaient ou devaient réparer, pendant cette campagne, par leur activité, ce que leurs prédécesseurs avaient négligé, l'année précédente, par leur paresse. Ils voulaient se mesurer avec les Russes dans des opérations stratégiques dont les Osmanlis n'ont, d'ordinaire, aucune connaissance et qu'ils ne savent nullement calculer d'avance. Dès que les forces nouvellement formées furent organisées à Schoumla, et à une époque où Diebitsch n'était pas même encore arrivé devant Silistri, le vizir prit l'offensive contre le sixième et le septième corps de l'armée russe qui, peut-être au nombre de douze ou quatorze mille hommes, occupaient leurs quartiers d'hiver entre Pravady et Varna. Avec quinze ou vingt mille hommes,

divisés en deux colonnes, il marcha* contre la position du général Roth à Pravady et à Eski-Arnaoutlar; l'une de ces colonnes, commandée par Chalil-Pacha, prit le chemin le plus court, en passant par le plateau de Rowno et de Kürivna, tandis que l'autre, sous les ordres du vizir lui-même, passa par Yenibasar et Newtja, pour menacer, à gauche, les communications de Roth avec le Danube. Le jour où Diebitsch arriva devant Silistri, Rechid-Pacha attaqua* la position retranchée près d'Eski-Arnaoutlar où Roth en personne résista, pendant quatre heures, dans un combat d'abord douteux, aux ennemis supérieurs en forces, jusqu'à ce qu'enfin ils les repoussât. Mais quatre bataillons russes, commandés par le général Rynden, qui poursuivirent les Turcs, rencontrèrent, à l'ouverture d'une gorge près de Derekyoeï, la réserve turque qui coupa le régiment Ochotzk avec six canons, au moment où il déboucha de la gorge, et l'anéantit presque en entier. Ce fut là cependant le seul avantage remporté par le grand-vizir qui retourna à Schoumla, après qu'une attaque simultanée de Chalil contre Pravady eut été repoussée. Cependant, le courage personnel montré par les deux commandants malgré leurs blessures; l'exaspération avec laquelle les Turcs avaient combattu et l'ordre qu'ils avaient observé dans leurs mouvements : tout cela fit naître dans les Russes de nouvelles craintes au sujet des conséquences de la discipline turque, et Diebitsch crut que le petit échec subi par les Russes était assez important pour l'obliger de quitter Silistri, avec le deuxième corps d'armée, et de courir au secours de Roth qui s'était retiré au nord jusqu'à Kosloudja. Afin de contrebalancer l'effet de cette jonction des deux généraux russes, le vizir semblait vouloir attirer à lui le pacha de Roustchouk ou préparer aux Russes une diversion plus forte

* 10 mai.

* 17 mai.

sur la rive droite du Danube. Mais à peine le pacha de Roustchouk eut-il commencé à rassembler un corps de troupes à Rasgrad que ce dernier fut déjà dispersé par le général Kreutz qui se trouvait en observation dans une position près de Kaorgou.

* 28 mai. De cette manière, le vizir restait abandonné à lui-même et à ses propres forces, lorsqu'il suivit*, comme on le prétend, avec quarante mille hommes, le général Roth à Kosloudja, où il le trouva nouvellement renforcé des troupes de Basardjik et dans une position retranchée qu'il n'osa pas attaquer. Il se replia donc sur le plateau de Rowno, que la rivière Pravady entoure, au nord et à l'est, dans une vaste courbe; de là, il essaya de nouveau ses forces dans une véritable attaque, sous forme de siége, contre Pravady, où, dans des combats stériles, il perdit huit précieuses journées qui laissèrent au général russe le temps
* 5 juin. d'arriver. Après son départ de Silistri*, Diebitsch avait commencé par appeler à lui le corps du général Kreutz; puis, après une marche de cinq jours, retardée par les chaleurs et les mauvais chemins, il avait opéré sa jonction avec Roth, qui s'était de nouveau avancé jusqu'à Eski-Arnaoutlar. Au quartier général des Russes, on hésitait si, dans l'absence du grand-vizir, il ne faudrait pas surprendre Schoumla par un coup de main; mais Diebitsch se décida à saisir promptement l'occasion favorable qui se présentait de surprendre les Turcs en rase campagne. Dans ce but, il occupa, entre Schoumla et Pravady, une position qui lui permettait d'empêcher le vizir de retourner à Schoumla. Cette résolution était en harmonie avec la manière d'agir de Paskevitch, et comme elle fut exécutée dans le même esprit, elle eut une issue décisive. Lorsque le vizir, qui probablement ne savait rien de Diebitsch, fut informé de la marche d'un corps russe contre Schoumla, il leva aus-

sitôt le siége de Pravady* et retourna, par le chemin le plus court, vers son camp dans la montagne, en suivant les hauteurs du plateau. Ce mouvement rapide consterna les Russes qui, ce jour-là, étaient éparpillés dans un vaste demi-cercle : Kreutz, avec deux mille cinq cents hommes, se trouvait près de Boulanik; le comte Pahlen, avec quatorze mille hommes, était placé près de Matara, au sud de la rivière Pravady; Roth et Rüdiger étaient au nord, près de Taouschan-Kosloudja, avec douze mille hommes, et Kouprianow, avec deux mille huit cents hommes, à Pravady, de sorte qu'il y avait une distance de quinze lieues entre les deux points extrêmes de la ligne russe.

* 10 juin.

Le vizir avait le choix entre trois routes : au nord, par Yenibasar et Newtja, où il aurait rencontré Roth et Rüdiger; au sud, par Kamarna et Marasch, où il aurait eu le moins à craindre des ennemis, mais où la marche de l'armée aurait rencontré le plus d'obstacles, à cause des nombreuses vallées latérales du fleuve Kamtjik; enfin, le chemin le plus court passait, sur la hauteur du plateau, par les villages de Markowtja et de Tjirkowna, où le vizir aurait eu en même temps l'avantage de voir la position de toutes les forces russes. S'il s'était avancé par cette route dès le 10 juin, il aurait facilement pu se frayer un passage à travers le corps du comte Pahlen et arriver à Schoumla, et dans le camp russe on aurait hésité, comme l'année précédente, à franchir le Balkan. Mais le général turc, autrement si actif, perdit cette précieuse journée, et pendant la nuit, Diebitsch se fit rejoindre par les troupes de Roth et Rüdiger et bloqua* le chemin du vizir avec vingt-huit mille hommes. Pour reconnaître l'armée turque qui approchait, le général envoya vers les hauteurs du plateau le général Ostroschenko avec l'avant-garde, qui se trouvait dans les villages de Koulewtja et de Tjirkowna, ainsi que derrière

* 11 juin.

ces endroits. Reçu par une batterie couverte, attaqué de front par les spahis, qui descendaient au galop la pente roide, et dépassé aux deux ailes, ce corps de troupes fut fort maltraité et repoussé après avoir entièrement perdu tout un bataillon; ensuite les Turcs prirent les deux villages. Même des corps de renfort que le comte Pahlen amena alors en trois échelons, pour porter secours à l'avant-garde, le premier fut rejeté sur le second. A ce moment, où Roth et Rüdiger étaient peut-être encore à une lieue et demie de l'endroit où l'on combattait, le vizir aurait pu tomber avec toute son armée sur le corps de Pahlen; mais sa première attaque heureuse n'ayant pas été secondée par les réserves et le vizir ne pouvant rien opposer à l'artillerie russe qui venait de se ranger en bataille, le combat commença par s'arrêter; puis, l'après-midi, les Turcs regagnèrent leurs hauteurs, et, lorsque Roth et Rüdiger furent arrivés au champ de bataille, Diebitsch procéda à l'attaque de cette position. Bien que l'artillerie ne pût faire grand'chose et que la cavalerie dût rester tout à fait inactive sur ce terrain où la forêt et la hauteur auraient offert aux Turcs tous les avantages possibles pour leur défense, ils n'attendirent pas même l'attaque des Russes. La retraite avait déjà commencé, lorsque l'explosion de quelques caissons à poudre la changea en fuite désordonnée; les tacticiens jetèrent leurs fusils à baïonnettes, on abandonna l'artillerie et les bagages, et toute l'armée se dispersa dans la forêt et dans la montagne, sans avoir fait de grandes pertes en morts et en prisonniers. Le vizir passa par Marasch et n'avait plus que six cents cavaliers lorsqu'il atteignit Schoumla. Cependant, peu à peu, un assez grand nombre de ses troupes dispersées vinrent le rejoindre dans cette place.

Le passage du alkan.

Ses ressources insuffisantes ne permirent pas à Diebitsch de profiter de ses succès à Koulewtja pour développer ra-

pidement ses opérations. N'ayant plus à sa disposition que trente mille hommes, après toutes les pertes qu'il venait d'essuyer, il ne pouvait pas vouloir s'avancer dans l'intérieur de la montagne et de l'empire turc avec dix-huit mille hommes, car il fallait laisser au moins dix mille hommes devant Schoumla. Comme l'année précédente, l'armée dut rester* dans ses positions près de Schoumla * 15 juin. et perdre le temps le plus précieux, l'occasion favorable et le beau temps, jusqu'à ce que le corps de siége devant Silistri devînt libre et qu'il pût aller la rejoindre. La nouvelle de la défaite du vizir ébranla, à la vérité, le courage des Turcs à Silistri, mais elle ne put pas le fléchir tout de suite. Là encore, ils avaient fait preuve de l'opiniâtreté et de l'habileté avec lesquelles ils savaient se défendre. Ils ne s'étaient pas lassés de faire des sorties, d'arrêter les travaux des assiégeants et de les détruire avec leurs contre-mines. Ce ne fut que lorsque la disette commençait à régner dans la ville, coupée de toutes ses communications, et que les discordes divisaient les chefs, qu'ils rendirent* la forteresse après une défense de sept * 29 juin. semaines, défense qui avait coûté aux Russes des masses énormes de munitions ainsi que trois mille hommes. Ce ne fut donc que lorsque Krassowski put occuper, avec le troisième corps d'armée, les postes d'observation autour de Schoumla, à Yenibasar et à Marasch, que Diebitsch se mit en marche* pour franchir le Balkan. Roth, avec le sixième * Mi-juillet. corps d'armée, devait passer la montagne par la route conduisant de Varna à Bourgas; Rüdiger, avec le septième corps d'armée, avait à suivre la route de Pravady à Aïdos; le quartier général se trouvait au sein de la réserve, qui suivait, formée par le second corps d'armée, sous les ordres du comte Pahlen. Le vizir, qui s'attendait à une répétition du blocus sérieux de Schoumla, comme l'année

précédente, avait rallié autour de lui toutes les troupes placées dans les défilés des montagnes, de sorte que les Russes ne rencontrèrent guère d'obstacles en franchissant le Balkan, que le bruit général leur avait dépeint comme si redoutable. Ce ne fut que lorsqu'ils s'avancèrent vers le fleuve Kamtjik que les Russes trouvèrent, près du « Village-au-Pont (Kœprikoï) » et vers l'embouchure du fleuve, près de Dervisch-Yovann et de Podbaschi, des positions retranchées de corps peu nombreux, dont ils s'emparèrent sans peine. Quant à la route qui passe par la montagne, en conduisant en ligne droite à Aïdos, par la longue vallée du Delidjeh, qu'on peut facilement barrer, Roth et Rüdiger la laissèrent de côté, à cause des difficultés que les nombreux gués du ruisseau opposent au transport des bagages, et préférèrent faire un grand détour le long du Kamtjik par Dervisch-Yovann jusqu'à Arnaoutlar et Erketsch. Passant, à cet endroit, par la montagne qui, sur ce versant oriental, ne dépasse nulle part la hauteur de trois ou quatre mille pieds, les troupes aperçurent les pavillons de leur flotte, à laquelle elles purent dès lors tendre la main dans les places fortes maritimes de Misivri, d'Ayolo et de Bourgas, qui toutes furent abandonnées ou
* 23, 24 juillet. livrées sans résistance*. Après une marche de neuf jours, dans laquelle les soldats venaient de faire soixante-quinze lieues, toute l'armée se trouva de nouveau réunie près de
* 24 juillet. Roumelikoï* sans avoir presque subi de pertes. Heureusement Diebitsch, dans sa marche, était précédé du bruit public qui le disait accompagné d'une armée innombrable. Les chefs turcs eux-mêmes croyaient qu'il amenait cent mille hommes, et les diplomates à Constantinople disaient qu'il avait avec lui au moins soixante mille hommes.

Au quartier général russe, où l'on se trompait d'une manière semblable au sujet des forces numériques de

l'ennemi, et où l'on ne connaissait que trop bien sa propre faiblesse, la confiance semblait faire défaut au moment même des plus grands succès, tandis que dans l'entourage de Paskevitch, les victoires, au contraire, l'augmentaient toujours. Après que les Russes eurent occupé les places maritimes et les défilés dans les montagnes, on y entendait exprimer l'opinion qu'avant de se risquer plus loin, il fallait rebrousser chemin avec une partie de l'armée, prendre d'abord Schoumla, et attendre les renforts, parce qu'on croyait avoir encore en face de soi, à Aïdos, les forces principales des Turcs, leur armée proprement dite. Bien que l'opinion plus hardie, qui voulait qu'on s'avançât rapidement vers Andrinople, l'emportât dans le conseil des Russes, on résolut néanmoins de procéder avec la plus grande prudence avant et pendant ce mouvement, et d'attendre encore, pour voir si le vizir, dans son aire, à Schoumla, ne donnerait pas signe de vie. Rüdiger marcha d'abord* avec le septième corps d'armée sur Aïdos; le vizir y avait, à la vérité, envoyé de dix à douze mille hommes; mais ils abandonnèrent, presque sans se défendre, la ville et une grande quantité d'armes et de provisions. Ce succès aurait dû encourager les Russes et les engager à se porter sans délai sur Andrinople. Mais redoutant toujours Schoumla et craignant pour son aile droite, Diebitsch, en éparpillant ses forces, envoya encore à ce moment-là plusieurs divisions le long du versant méridional du Balkan, jusqu'à Yamboli et à Sliwno, à quarante-cinq lieues de Bourgas. Sur le seul bruit que Rechid-Pacha se trouvait lui-même à Sliwno, Diebitsch y conduisit*, en personne, presque toute son armée. En effet, si le vizir n'avait pas voulu se jeter avec toutes ses forces sur Krassowski et sur les derrières de l'armée russe, sa place eût été à ce moment à Sliwno, pour couvrir ou pour occuper Andrinople, pour concentrer

* 25 juillet.

* 12 août.

autour de lui toutes les forces dont on pouvait disposer à Constantinople, et pour rallier, si c'était possible, les Albanais du pacha de Skodra. Lorsque Diebitsch eut acquis la certitude qu'il s'était trompé dans ses suppositions; lorsqu'il eût vu que les masses et le courage des Turcs étaient complétement brisés; lorsque ces derniers abandonnèrent partout toutes les positions sans même combattre; lorsque tous les passages du Balkan, depuis le cap Emineh jusqu'à Kasann, se trouvèrent entre les mains des Russes, et qu'après la dispersion de toutes les troupes turques en deçà de la montagne, le vizir n'aurait plus guère trouvé moyen de se mettre en communication avec Andrinople, même en faisant de grands détours : alors seulement

* 14 août. Diebitsch se décida à se mettre en mouvement et commença*, par des chaleurs insupportables, sa marche, excessivement pénible à cause des roches nues et brûlantes, qui formaient la route à suivre depuis Sliwno par Yamboli, le long de la rive gauche de la Toundja.

Il ne rencontra aucune résistance pendant toute sa marche sur Andrinople. Il y avait là, au moment de l'arri-

* 19 août. vée de Diebitsch*, Chalil-Pacha avec dix ou douze mille hommes, débris de corps débandés, provenant, en majeure partie, des garnisons de ces places sur le Balkan que les Turcs avaient dû abandonner. Avec ce noyau de troupes, le jeune pacha aurait pu créer les plus grands embarras aux Russes. A l'aide des bourgeois armés de cette ville populeuse il eût pu organiser une défense qui, exécutée seulement avec un peu de ténacité turque, aurait imposé un moment d'arrêt fort dangereux à la course victorieuse de l'armée russe déjà épuisée. Par des négociations habiles, il aurait pu déterminer le skodrapacha, Moustapha, à faire une grande opération : c'était, en effet, cet ambitieux imitateur d'Ali-Pacha, le champion du parti des janissaires

renversé si récemment ; l'année précédente, il avait refusé ses services au sultan, pour l'humilier et pour lui dicter ensuite les conditions auxquelles il lui prêterait secours ; à l'époque actuelle, il croyait que le moment favorable pour agir était venu ; il venait de quitter Sophia et marchait, avec quarante mille Albanais, sur les derrières et sur le flanc des Russes ; déjà, il avait avancé ses avant-postes jusqu'à Philippopoli. Si ces deux partis, que Chalil aurait pu prendre, lui eussent paru trop téméraires, le jeune pacha aurait pu se retirer à Constantinople, sans rencontrer le moindre obstacle ; car la nature du terrain, qu'il aurait eu à traverser, lui aurait offert sur toutes les routes les points les plus avantageux pour se défendre. Mais rien de tout cela ne fut même essayé. Le pacha offrit, de son plein gré, de capituler ; Diebitsch saisit avidement cette proposition ; les troupes déposèrent les armes et rentrèrent dans leurs foyers ; on leur défendit seulement de se diriger sur Constantinople. On aurait dit que la croyance d'une nécessité fatale qui faisait baisser l'étoile de l'empire turc avait pénétré et frappé de paralysie toute la masse du peuple turc[1]. Une dissolution aussi complète de toutes les forces morales et matérielles dans le camp ennemi aurait dû forcer le général russe à faire des entreprises téméraires, quelque peu qu'elles fussent en harmonie avec sa nature et avec sa méthode militaire ; mais, en outre, les ordres formels du czar lui prescrivaient de ne pas cesser les hostilités avant que la paix fût assurée. C'est pourquoi le comte Pahlen avança, sans retard, avec le deuxième

[1] « D'où vient, demanda Michaud peu de temps après cette époque à un Turc, d'où vient que votre nation, autrefois si active et maintenant si indolente, marchait jadis avec tant de rapidité et aujourd'hui avec tant de lenteur? — C'est qu'alors nous *venions* et que maintenant nous nous en allons. »

* 6 septembre. corps d'armée jusqu'à Kirkilissa et atteignit Viza*, dans les monts Strandja, d'où il pouvait tendre la main à l'amiral Greigh qui, avec sa flotte, s'était emparé des ports fortifiés de Vasiliko, d'Achtebolou et de Midia. A l'aile droite de la ligne d'opérations, le général Sievers marchait par
* 7 septembre. Demotika et Ipsala à Enos*, sur la côte thrace de la mer Blanche, point jusqu'auquel déjà, au commencement de la campagne, l'amiral Ricord avait étendu le blocus des Dardanelles, afin de gêner l'arrivage des subsistances à Andrinople. Au centre, le général Roth s'avançait, avec le sixième corps d'armée, sur la grande route de Constantinople, et ses avant-gardes allaient jusqu'à Tschorlou et Radosto. Le monde tout entier s'attendait, avec crainte ou avec espoir, à voir flotter, en quelques jours, le drapeau russe à Constantinople. L'ambassade russe à Paris fit pompeusement annoncer dans les feuilles françaises qu'on chasserait le sultan de l'Europe pour le refouler en Asie, ou du moins qu'on ne le tolérerait plus à Constantinople que sur le pied du roi de Pologne après le premier partage.

Coup d'œil jeté sur l'état de la guerre.

Dans cette crise, Mahmoud ne justifia pas le titre de nouveau fondateur de l'empire ottoman sous lequel il s'était proclamé lui-même. Et encore, dans ce moment si décisif, il ne poussa pas même son entêtement opiniâtre qu'il avait montré si souvent, jusqu'à ce point extrême qui aurait pu faire que le sultan fût sorti avec honneur encore de cette seconde campagne. Lorsqu'on avait décidé la grande réforme de l'armée, on avait aussi imaginé et commencé à exécuter toute une série de dispositions sur une grande échelle, afin de pouvoir, dans le cas d'une attaque des Russes contre leur capitale, opposer aux ennemis une résistance sublime dans cette forteresse, la plus imprenable de toutes les places du monde. D'après un plan de défense adopté par le divan, on voulait dévaster la langue de terre

traversée par les monts Strandja et sur la pointe sud-est de laquelle est située Constantinople, et en défendre chaque pouce par la petite guerre. La ligne d'attaque fort longue, qui s'étend devant la ville, depuis Ortakyœï, sur le Bosphore, au delà de la vallée des Eaux-Douces, jusqu'aux Sept-Tours, sur la mer de Marmara, est naturellement coupée en deux parties par la Corne-d'Or, cette baie qui, en formant une profonde échancrure dans les terres, sert de port à la ville. Il fallait donc que ceux qui voulaient attaquer Constantinople opérassent avec deux corps de troupes tout à fait séparés dont les défenseurs de la ville pouvaient toujours inquiéter le flanc et les derrières avec de grandes masses de troupes qu'ils pouvaient, à tout moment, faire sortir du port. Au nord du port, du côté des faubourgs, on comptait, pour la défense de la ville, placer sur le plateau de Pera un corps de troupes plus considérable qui aurait trouvé, sur la route de Bouyoukdereh, une position facile à fortifier, couverte de ravins et offrant, en outre, un front d'attaque de peu d'étendue. A l'extrémité sud du port, où le faubourg ouvert d'Eyoub était le point le plus accessible, on avait établi, sur la hauteur de Topdjilar, la caserne de Ramis-Tchiflik pour cinq ou six mille hommes, devant laquelle on éleva encore quelques retranchements dès qu'on apprit que les Russes avaient franchi le Balkan. A trois mille pas de là, dans la direction de la Propontide et sur la route d'Andrinople, on avait construit, immédiatement après la destruction des janissaires, une caserne plus grande encore pour huit mille hommes dans la plaine de Daoud-Pacha. Entre ces deux édifices se trouvait l'immense hôpital dans lequel il y a place pour quatorze mille hommes. Ces trois bâtiments formaient, pour ainsi dire, des ouvrages extérieurs avancés, un champ de bataille et un camp fortifié pour une armée nombreuse qui était sûre de trouver, dans

la capitale, toutes les subsistances dont elle aurait besoin. Quand même cette position eût été perdue, l'ennemi aurait rencontré encore le mur d'enceinte byzantin, haut de vingt ou trente pieds et muni de trois cents tours, mur qui était, à la vérité, vieux, délabré, renversé, couvert de gazon et d'arbres, mais sans véritable brèche et devant lequel il y avait, à peu de distance, encore un autre mur plus bas et un fossé garni d'escarpes et de contrescarpes avec revêtement de maçonnerie. Dans le cas où même cette ligne de défense, redoutable entre les mains de Turcs, aurait été perdue, on avait décidé qu'on élèverait une seconde ligne plus resserrée qui aurait la moitié de l'étendue du mur d'enceinte et dont les ouvrages avancés auraient été formés par les mosquées de Mohammed et de Sélim, flanquées de la mosquée colossale de Souleïman sur le point le plus élevé de la ville, d'où l'on aurait pu balayer toutes les maisons en bois des rues occupées par l'ennemi. Enfin les assiégeants auraient dû prendre encore le Sérail, situé à la pointe sud du port et entouré d'un mur, formant à lui seul une ville et flanqué, aux côtés, de l'église Sainte-Sophie et de la mosquée d'Achmed. Si le sultan s'était rappelé que, pendant tout un siècle, les Osmanlis avaient déjà été les maîtres des pays voisins de Constantinople en Asie et en Europe, avant qu'ils pussent s'emparer de la puissante ville aux sept collines de l'Orient, et que, pour l'attaque décisive, il leur avait fallu employer le quart d'un million d'hommes et une immense flotte, afin de vaincre les Byzantins dégénérés; si Mahmoud, disons-nous, s'était souvenu de tout cela, il aurait dû facilement comprendre que le czar Nicolas et son armée d'invasion n'auraient guère pu recueillir les honneurs de Mahomet le Grand, et il aurait pris la résolution de se défendre derrière ces murs jusqu'à la dernière extrémité.

Pendant quelque temps, on semblait avoir cette intention. Lorsqu'on apprit que les Russes avaient franchi le Balkan, le divan décréta* une levée en masse. Ce fut quelques jours après, qu'on fit aux deux ambassadeurs des puissances occidentales la réponse par laquelle on rejeta d'une manière si tranchante leur protocole grec. On porta l'étendard sacré dans le camp de Ramis-Tchiflik* où le sultan se rendit lui-même pour rejoindre les quinze mille hommes qui y étaient rassemblés. Mais déjà avant que la nouvelle de la chute d'Andrinople y fût arrivée, le courage du sultan était complétement brisé, si l'on fait abstraction de quelques accès passagers d'émotion violente auxquels il s'abandonnait de temps à autre. On peut croire que c'était moins parce qu'il se voyait exposé à un grand danger du dehors, que parce qu'il ne se sentait pas en sûreté au milieu de son propre peuple. Par suite de l'accroissement des impôts et de la cherté des vivres, dont les prix s'étaient élevés à plus du double, après que les approvisionnements de la mer Noire eurent été interrompus, le mécontentement de la population dans la capitale n'avait fait qu'augmenter et se répandre. Pour l'apaiser, on manquait de forces armées, et pour l'attiser, les partisans des janissaires n'épargnaient aucun effort ; ils profitaient des désastres de la guerre pour exciter le peuple contre le sultan et contre ses nouvelles troupes « invincibles » qui avaient permis aux Russes de trouver le chemin du Balkan que nul ennemi n'avait jusqu'alors franchi. On reçut des nouvelles de mutineries dans les provinces d'où l'on avait attendu des secours ; la désertion, qui avait porté la dissolution dans l'armée en campagne, pénétra dès lors même dans les troupes de la capitale ; et précisément à l'époque de la chute d'Andrinople, on découvrit une conspiration contre le sultan dans laquelle était impliqué le commandant du

* 1er août.

* 12 août.

Bosphore, Achmed-Aga, et qui dut être étouffée par un sévérité sanglante. Ces dangers qui le menaçaient à l'inté rieur de l'empire, paralysèrent le sultan et abattirent so courage. S'il avait eu la confiance que, dès l'arrivée d grand ennemi devant les portes de la capitale, malgré cett petite fermentation toute la population se rallierait néan moins autour de lui, s'il avait trouvé en lui-même la forc nécessaire pour persévérer dans sa résistance, pour don ner seulement l'exemple de la confiance et même pou maintenir les apparences de courage et d'assurance : l sultan aurait tout gagné en gagnant simplement du temps, puisque bientôt le véritable état des affaires lui aurait été dévoilé.

Du côté de l'Asie, Paskevitch avait été forcé à retarde sa marche sur Sivas, faute de ressources nécessaires, et à rester tout un mois à Erzeroum dans l'inaction, ce qui lui avait enlevé aussitôt la réputation de général irrésistibl et détruit l'auréole qui jusqu'alors l'avait environné. Dans l'absence momentanée de toute direction suprême dans ces contrées-là, depuis que le seraskier était prisonnier, la masse du peuple s'était emparée du mouvement, suivant ses instincts naturels ; comme par un coup de baguette, la petite guerre avait éclaté soudain et de tous les côtés ; avec sa poignée de soldats, le vaillant comte d'Erivan n'aurait pu lui résister pendant un espace de temps quelconque. Le pacha de Mousch avait observé la neutralité, exposant ainsi l'aile gauche de la ligne d'opérations russe. Son voisin, le pacha de Vann, avait, à plusieurs reprises, mis en grand danger la ville de Bayazid ; des bandes de brigands kourdes avaient fait des incursions dans le pachalik de Kars. Au nord, les Laziens parcouraient le pays ; c'étaient d'excellents tireurs et les meilleurs fantassins irréguliers de l'Asie ; ils s'établirent près du village de Chart où le

vaillant Bourtzow tomba après avoir échoué dans une tentative qu'il fit pour les disperser*. Le gros de l'armée russe, conduit alors par Paskevitch en personne à Baïbourt força, à la vérité, les Laziens à quitter la position qu'ils occupaient près de Chart*, et les Russes les poursuivirent jusqu'à Kilkit-Tchiflik sur la route de Sivas. Mais, dans l'intervalle, une conspiration éclata à Erzeroum, conspiration se rattachant à des mouvements des Kourdes qui, forts de quinze mille hommes, chassèrent les Russes de Chniss et menacèrent Erzeroum, tandis qu'au nord les Laziens, écoutant avec empressement l'appel du nouveau séraskier, Osman-Pacha, qui lui-même appartenait à leur tribu, renouvelèrent la petite guerre et inspirèrent déjà aux Russes des craintes au sujet de leurs quartiers d'hiver. Paskevitch les chassa encore une fois d'un poste très-important près de Gümisch-Chaneh ; mais partout autour de lui, où il ne se trouvait pas en personne, le feu qu'il venait d'éteindre devant lui éclatait de nouveau avec une grande force. On ne put pas se maintenir dans la ville de Gümisch-Chaneh ; des reconnaissances qu'on venait de faire montrèrent qu'il était impossible d'aller cherçher des quartiers d'hiver à Trébizonde. Partout, dans le pachalik d'Erzeroum, les Kourdes tenaient la campagne à cheval et tout armés, comme les Adjares à Achalzik. Le baron Sacken et le général Hesse, ayant reçu l'ordre de forcer Achmed-Bey, par une attaque combinée, à se soumettre, échouèrent dans cette entreprise*. Lorsque Paskevitch prit ses dispositions pour envoyer une partie de ses troupes en Grousie, afin d'y prendre ses quartiers d'hiver, le courage belliqueux et le fanatisme, attisés partout, éclatèrent avec une plus grande violence. La témérité des delhis, qui parcouraient le pays, augmentait de jour en jour. Erzeroum était menacée, du côté de Baïbourt, par seize mille Laziens et, du côté d'Aschkaleh,

* 31 juillet.
* 7, 8 août.
* Août.

par le pacha de Vann. Le séraskier s'établit près de Gümisch-Chaneh et poussa* à une attaque générale contre la ville, même après avoir reçu déjà la nouvelle de la conclusion de la paix en Europe.

* Fin de sept.

Tel était l'état des choses en Asie. Des informations exactes prises sur le théâtre de la guerre en Europe auraient donné des résultats encore infiniment bien plus encourageants. Le sixième corps d'armée russe, commandé par Roth, s'était avancé, avec ses avant-gardes, sur la grand'route de Constantinople jusqu'à Tschorlou; cela semblait grave, en effet; mais cette armée d'invasion et de siége ne comptait que quatre mille cinq cents hommes! Ses deux ailes s'appuyant sur la mer Noire et sur la mer Blanche, dans la direction de Midia et d'Enos, étaient encore plus faibles et se trouvaient à une distance de soixante-quinze lieues l'une de l'autre! C'était là un coup d'aventurier qui dépassait les plus grandes témérités que Paskevitch eût jamais risquées et qui mit Diebitsch dans la position la plus pénible; en effet, « si elle se fût prolongée peut-être de quelques jours seulement, elle aurait suffi pour le précipiter des hauteurs de la victoire dans l'abîme de la ruine[1]. » Toutes les parties de son armée, qui se trouvaient sur les derrières de ces petits corps de troupes en marche, étaient entièrement rongées par les maladies. Pendant leur marche même à travers la montagne, les troupes étaient devenues la proie du scorbut et de la dysenterie, de telle sorte qu'on avait été obligé d'établir déjà à Dervisch-Yovann un hôpital pour six cents malades. Les fièvres avaient commencé à sévir à Aïdos, cette ville si malpropre et empestée par les cadavres en putréfaction d'hom-

[1] Cf. Moltke.

mes et d'animaux. Pendant la marche des troupes sur Andrinople, ces maladies avaient continué à gagner en intensité et étaient devenues funestes surtout aux officiers; la moitié des chevaux du train étaient tombés d'épuisement. Arrivé à Andrinople, Diebitsch n'avait plus à sa disposition que vingt mille hommes. A peine s'y fut-on établi au jardin malsain de l'ancien Sérail, au confluent de l'Arda et de la Maritza, en y asséyant un camp qui, suivant l'habitude des Russes, regorgeait bientôt d'ordures et de saleté, que l'armée commençait déjà à endurer des souffrances terribles. La différence entre la température des journées brûlantes et celle des nuits déjà froides; la transition subite d'une vie extrêmement pénible et réclamant les plus grands efforts à un repos complet; le mauvais temps, les mauvais aliments, le traitement brutal que les officiers russes faisaient subir à leurs inférieurs, et l'insensibilité froide avec laquelle ils négligeaient tous leurs besoins : toutes ces causes réunies faisaient tellement souffrir les soldats que des milliers de dysentériques durent être portés à l'hôpital où l'absence de médicaments convenables éclaircissait le nombre des malades d'une manière terrible. Déjà huit jours après l'entrée de l'armée dans la ville, on comptait, dans cet hôpital, seize cents malades dont le nombre atteignit, vers la mi-septembre, le chiffre de plus de quatre mille six cents. La peste venait d'éclater dans toutes les garnisons sur les derrières de l'armée jusqu'au delà du Danube; elle sévissait surtout à Braïla et à Varna d'une manière effroyable; elle fit irruption dans le camp de Schoumla et menaçait de ses terreurs les pays voisins du Balkan, sur les hauteurs duquel elle s'arrêtait pendant quelque temps; mais bientôt*, elle franchit la montagne et éclata à Bourgas d'où elle s'avança, plus tard*, même jus- * Septembre. * Octobre.

qu'à Andrinople, pour n'y faire le plus grand nombre de victimes que lorsque la paix eut été conclue[1].

Si le sultan avait eu une connaissance exacte de cet état de choses; qu'il eût persévéré alors, avec son opiniâtreté ordinaire, dans la voie où il était entré; qu'il eût mis en mouvement la population de la grande capitale et qu'il eût présenté au skodrapacha un appât assez séduisant pour le déterminer à lui prêter un concours énergique; alors le moindre et le plus sûr de ces gains aurait été d'avoir fait échouer encore la seconde campagne des Russes, et une tentative plus énergique de la part des puissances, pour tenter une médiation en faveur du rétablissement de la paix, aurait été tout naturellement indiquée. On n'aurait pas même pu prévoir toutes les conséquences d'une telle manière d'agir du sultan, si la Russie, dont les hommes d'État avouaient, déjà à cette époque, que les résultats possibles en 1829 ne s'obtiendraient que difficilement, ou point du tout, en 1830[2]; si la Russie, disons-nous, s'était acharnée à faire une troisième campagne et que, pendant cette guerre encore, la Porte eût pu prolonger sa résistance jusqu'à la grande catastrophe du mois de juillet de l'année suivante. En effet, l'étincelle révolutionnaire fut portée, à cette époque, même jusqu'en Pologne et tomba parmi les rayas de l'empire du Nord, de sorte qu'alors la Turquie aurait eu en face d'elle une Russie affaiblie, humiliée et ruinée dans l'opinion publique. Certes,

[1] Dans les hôpitaux fixes seuls, on avait reçu, pendant les cinq mois depuis mars jusqu'en juillet, quatre-vingt-un mille deux cent quatorze malades dont plus d'un tiers mourut. Dans les mois suivants, la mortalité s'éleva jusqu'aux deux cinquièmes et même jusqu'à la moitié. On estime que dix ou quinze mille hommes à peine ont repassé le Prouth; de sorte que presque toute l'armée a été anéantie.

[2] Cf. *Portfolio*, t. I, p. 186.

les prédictions de Gentz, au sujet de cette guerre, qui ne devait être, d'après lui, ni la dernière, ni l'avant-dernière lutte entre Russes et Turcs, auraient pu recevoir un démenti très-fâcheux, si le sultan eût persévéré jusqu'à ce « troisième acte ! » L'existence de la Russie, sous son ancienne forme, aurait alors tenu à un fil aussi mince que la conservation de la Turquie, quelque menacée qu'elle fût. Mais une issue toute différente allait terminer cette guerre, commencée par l'agresseur dans toute la plénitude de sa puissance, en apparence si gigantesque, et au moment, choisi avec astuce, où l'édifice politique de l'Etat attaqué croulait de vétusté; où il était miné, en partie, par une violente commotion intérieure et où, de l'autre côté, on en avait détruit et enlevé le reste pour en commencer la reconstruction. L'habileté de ce calcul sautait alors aux yeux. Il était clair, en effet, que le nouveau système militaire de la Porte, qui n'avait pas encore pris racine, avait été essentiellement la cause de la tournure si défavorable pour la Turquie que la guerre venait de prendre en dernier lieu. En Asie, où l'ancien système de l'armement du peuple était encore en vigueur, absolument comme autrefois, le peuple, beaucoup plus grossier et, en outre, privé de chefs et placé en face d'un adversaire bien plus redoutable que ceux qui combattaient les Turcs en Europe, finit cependant par trouver, à lui seul, les voies par lesquelles il se serait sauvé lui-même, en forçant l'adversaire, par une persévérance aveugle, à faire des efforts énergiques qu'à ce moment les Russes n'auraient certainement pas été en état de soutenir.

En Europe, au contraire, la promptitude funeste avec laquelle les soldats turcs se prêtaient aux capitulations et aux demandes de mettre bas les armes, était une conséquence de l'indifférence qu'ils avaient pour les armes aux-

quelles ils n'étaient pas habitués et qu'on ne faisait que leur prêter, et le résultat naturel de l'aversion sourde que l'armée avait encore toujours pour le nouvel ordre de choses. Ces faits rendaient le maître de l'armée nécessairement défiant à l'égard des autres troupes et de toute la population secrètement travaillée par ceux qui étaient les ennemis du nouveau système et qui ne pouvaient pas oublier leurs rancunes. Le sultan redoutait l'armement des masses qui seul pouvait encore sauver le pays et qui seul l'aurait préservé de l'ignorance grossière et de toute illusion au sujet du véritable caractère des événements de la guerre. En effet, par suite de l'union et de la concorde qui régnait dans la population vivement excitée en Asie, les défenseurs du pays finirent par avoir une connaissance plus exacte et plus générale de l'état des choses que les agresseurs eux-mêmes. Cet état réel des faits matériels nous prouve que, à peu près pareille à la lutte de l'insurrection grecque d'où elle s'était développée, cette guerre ne fut pas terminée par la supériorité manifeste des forces de l'un des deux adversaires, mais bien par la faiblesse et par l'épuisement des deux combattants. Mais le sentiment de cet épuisement paralysait infiniment plus le sultan que le czar, et lui devenait beaucoup plus funeste, parce qu'il s'en laissait troubler. En effet, assailli, dans son voisinage immédiat, par les dangers venus du dehors, ainsi que par ceux qui, à l'intérieur, le menaçaient dans sa personne même, il exagérait également sa propre faiblesse et la force de son adversaire, tandis que l'empereur de Russie, éloigné du théâtre de la guerre, en s'exagérant, dans le sens contraire, ses propres forces et la faiblesse de son adversaire, devait être confirmé encore sur tous les points, dans cette opinion; par les illusions les plus éblouissantes dont le berçait le sentiment de sa propre puissance ou par

les bulletins qui caressaient son orgueil et qui étaient corroborés par les apparences extérieures des succès obtenus de fait par son armée. Une autre circonstance rendait vis-à-vis de la Russie la position de la Porte encore plus désavantageuse ; les Turcs, qui, par leur nature même, sont beaucoup plus naïfs et plus candides que les Occidentaux, avouaient tout franchement aux diplomates, accrédités auprès de leur cour, leurs malheurs, leurs pertes et leurs embarras, en partie aussi parce qu'ils espéraient déterminer ainsi les puissances à intervenir et à coopérer avec eux contre le conquérant dangereux. Les Russes, au contraire, ne trouvaient de l'avantage qu'à entretenir, vis-à-vis de ce même entourage diplomatique, les déceptions les plus criantes à l'égard de la réalité de leur puissance et de leur supériorité. Dans ce jeu-là, où il s'agissait de cacher la faiblesse sous l'arrogance et d'exploiter les apparences comme une réalité, les Russes étaient des maîtres exercés et bien supérieurs aux Turcs, et le moment était alors venu où il s'agissait de fournir le chef-d'œuvre de l'art consommé avec lequel ils traitaient ces sortes de choses. Mais ce qui, en dernier lieu, eut les résultats les plus funestes pour la Porte, c'était que la paix, qui termina cette guerre peu sérieuse, fut conclue précisément par suite de l'immixtion des diplomates étrangers dans ces affaires, diplomates qui avaient été trompés ou qui trompaient les autres et qui n'avaient jamais joué un rôle plus indigne et plus lamentable. Tout cela avait été préparé déjà, lorsque la seconde campagne venait de commencer à peine.

L'empereur de Russie, instruit par les expériences qu'il venait de faire, craignait les ennemis en face de lui et redoutait les amis autour de lui. Lorsqu'il avait commencé la seconde campagne avec ses ressources si faibles, mais

Conclusion de la paix.

en apparence avec des résolutions énergiques, inspirées par ses conseillers, tels que Pozzo, le czar ne désirait rien plus ardemment que la paix. La puissance russe aurait perdu toute son auréole si cette campagne avait échoué encore, et quand bien même elle aurait été terminée par les succès les plus éclatants, la Russie n'aurait guère pu obtenir des avantages importants. En effet, l'empereur lui-même sentait qu'en empiétant sur les droits de la Turquie et en minant le pouvoir de cet Etat, la Russie était arrivée à un point où le parti le plus sage était de s'arrêter et de faire plutôt parade de désintéressement et de modération. Déjà, au commencement de la campagne de 1829, lorsqu'on eut proclamé l'extension du blocus des Dardanelles, le peuple anglais avait été de nouveau en proie à une vive agitation; le *Times* avait, à plusieurs reprises, prêché la guerre contre la Russie, et Wellington lui-même avait menacé de soumettre toute la position de l'Angleterre en Orient à l'examen du conseil privé. Lieven et Matouszevicz traitaient alors *le duc de fer* (*the iron duke*) comme les diplomates russes aimaient à traiter le reïs-effendi ou le sultan ses rayas; ils lui firent comprendre que l'empereur pourrait faire à ses alliés tous les sacrifices qu'on lui demanderait comme à un ami, tandis qu'il ne s'en laisserait arracher aucun par des menaces; puis ils pouvaient écrire des dépêches magnifiques[1], dans lesquelles
* 13 juin. ils disaient* avec orgueil, au cabinet de Saint-Pétersbourg, que les ministres anglais avaient cédé et s'étaient rendus. Mais, en réalité, les plénipotentiaires russes avaient été
* 1er juin. autorisés* à céder eux-mêmes en cas de besoin, et, même après leur victoire, ils craignaient continuellement que le

[1] Dépêches du prince Lieven et de Matouszevicz adressées à Nesselrode, en date du 13 juin 1829. Cf. *Portfolio*, t. VI, p. 171, et au complet dans le *Nouveau Portfolio*, août 1843.

moindre incident ne déterminât le duc si irritable à changer la position critique des affaires par un coup de tête. Lorsque les Russes eurent franchi le Balkan, Wellington se hâta d'exposer au cabinet de Paris les dangers que courait la Porte. Le duc était rempli de joie lorsqu'il réussit, à ce moment, à faire entrer dans le ministère français son admirateur, Polignac, dans lequel il croyait posséder un instrument docile. Les diplomates prétendaient alors avoir appris qu'on avait donné ordre au chevalier Gordon d'appeler la flotte anglaise dans la Propontide, dans le cas où une armée russe ferait son apparition devant Constantinople.

Dans ces circonstances, celui qui, parmi les hommes d'État russes, montrait le plus d'énergie, trouvait cependant lui-même qu'il serait plus prudent de déconseiller absolument toute tentative contre Constantinople et d'exhorter à veiller à la sécurité de Sevastopol; car là, disait Pozzo prophétiquement dans une de ses dépêches, serait le point d'attaque s'il arrivait jamais que l'Angleterre rompît avec la Russie! De cette manière, on s'expliquait parfaitement bien pourquoi l'empereur de Russie, qui pendant l'hiver aurait volontiers entièrement prévenu la nouvelle campagne, aurait désiré la voir terminée dès le commencement même, et avant qu'il y eût ni un succès, ni un échec quelconque. Lorsque pendant l'été il vint à Berlin pour le mariage du prince Wilhelm de Prusse*, il ne cacha pas son désir de pouvoir déterminer seulement la Porte à envoyer des plénipotentiaires afin d'arriver à une paix, à la conclusion de laquelle il se contenterait de peu, quelque grandes que pussent être les demandes qu'on ferait pour sauver les principes. Le roi de Prusse, qui répugnait à toute guerre, proposa au czar, non pas d'essayer une médiation dans le sens diplomatique du mot, mais d'en-

* 11 juin.

voyer à Constantinople un militaire qui, par des représentations fondées sur la connaissance exacte de l'état des choses, pût engager le sultan à conclure la paix. On exécuta ce projet, après en avoir informé d'abord le cabinet français,
* 20 juin. et l'on envoya* à Constantinople le général Müffling[1], en l'autorisant à assurer à la Porte que, si elle se prêtait aux propositions de paix, la Russie renoncerait à toutes ses conquêtes, et en lui enjoignant d'insister seulement sur la demande d'une indemnité de guerre pour le paiement de laquelle il devait même promettre toutes les facilités désirables. L'ambassadeur français à Berlin informa de tout cela le comte Guilleminot, qui cherchait d'avance à rendre le reïs-effendi favorable à ce projet, en lui donnant, sans y avoir été autorisé ou par erreur, l'assurance que le czar renoncerait à toute indemnité pour frais de guerre, assurance que Gordon confirma aussi sur la parole du diplomate français. Les paroles des ambassadeurs des deux puissances occidentales firent aussi peu d'impression dans cette affaire que dans celle des Grecs, et l'ambassadeur de Prusse, avec sa mission vague, qui était, en outre, l'objet des jalousies mesquines de l'Angleterre, aurait eu peu de chances de succès, si les événements n'étaient venus à son secours et qu'ils ne lui eussent offert l'occasion de les seconder à son tour.

Dès que Diebitsch eut passé le Balkan, l'opiniâtreté de la Porte avait commencé à devenir moins rigide, déjà avant
* 25 juillet. l'arrivée de Müffling. Rechid-Pacha écrivit* à Diebitsch pour entrer dans des propositions de négociations[2] qu'il venait de décliner encore tout récemment; il fut ensuite
* 10 août. invité* par les Russes à envoyer des plénipotentiaires dans

[1] Cf. Müffling, *Aus meinem Leben* (*Souvenirs de ma vie*), 1851.

[2] Lettre adressée par le grandvizir au comte Diebitsch, le 25 juillet. Réponse du comte, en date du 10 août. MS.

le camp russe. Ce fut à ce moment, à l'époque la plus favorable de toute cette crise, que Müffling arriva à Constantinople. Si le czar y eût envoyé son sujet le plus fidèle, il n'aurait pas pu être servi dans un sens plus russe que par le général prussien, et si la Russie avait été souvent obligée à sa voisine, la Prusse, de l'assistance qu'elle lui avait prêtée dans les conseils des diplomates, elle lui dut, au moment actuel, sa délivrance effective d'une position pleine de périls et d'embarras. Après que le général se fut exactement informé de la faiblesse de l'armée russe et de l'état des choses à Constantinople, il reconnut bien vite que tous les avantages étaient du côté des défenseurs du pays; que la ville, quand même elle serait prise, ne pourrait être défendue par les Russes, et que sa prise, ce qui était conforme à l'opinion des généraux russes, n'entraînerait qu'une prolongation de la guerre sans résultat aucun, quand même les autres puissances laisseraient complétement faire la Russie. Mais vis-à-vis du chevalier Gordon, et plus tard, lorsque tous les événements se furent accomplis, en face de Wellington lui-même, le plus grand général alors vivant[1], il présenta les choses sous un jour tout à fait différent, en disant : que Constantinople était complétement ouverte aux Russes, qui pourraient y entrer, au nord, par les faubourgs entièrement dépourvus de murs, et au sud par les châteaux des Dardanelles, qui n'étaient pas fortifiés du côté de la terre, et qu'il était parfaitement impossible de défendre la ville avec la réserve de trois mille jeunes gens dont on pouvait disposer seulement, car le reste, disait-il, n'était que de la canaille qui ne voulait autre chose que piller! Si, d'après ce que Müffling assurait à Wellington, l'ambassadeur anglais était avec lui ou par lui

[1] Lettre du général Müffling au duc de Wellington, en date du 30 septembre 1829. MS.

convaincu que la capitale turque ne pourrait pas être défendue, il devait croire aussi, avec Müffling, que le meilleur parti à prendre était d'engager la Porte à accepter toutes les conditions et à s'en remettre à la générosité du czar. De cette manière, le sultan fut privé du dernier conseiller qui eût pu lui inspirer du courage et de l'énergie, et qui aurait dû les lui inspirer peut-être, s'il avait été fidèle à l'esprit de la politique de son pays. Quant à Müffling, il suivit trop bien les inspirations russes pour ne pas serrer le gouvernement turc d'autant plus près et avec d'autant moins d'égards que les ministres s'abandonnaient eux-mêmes et qu'ils ne savaient que faire ni comment se défendre.

* 25 juillet. Dans son premier entretien même avec le reïs-effendi*, il sortit tellement du rôle de médiateur et de conseiller amical, et prit un ton si hautain et si arrogant, que le ministre turc, avec son caractère entêté et intraitable, en proie à une agitation intérieure, ressentit une violente colère; s'il y avait eu alors seulement un changement passager et de peu d'importance dans la fortune des armes, le négociateur aurait été, sans aucun doute, renvoyé avec un insultant mépris. Mais les progrès des armes russes avaient déjà ébranlé le reïs-effendi dans la faveur du sultan. Müffling trouva moyen d'agir personnellement sur le grand-seigneur et de porter plainte contre le ministre, par lequel il prétendait avoir été mortellement offensé. Le reïs-effendi se découragea en se voyant menacé de la disgrâce du sultan, son maître, qui, dans les premiers jours du mois d'août, avait eu encore un accès de courage, mais dans lequel la dernière étincelle d'énergie s'éteignit lorsqu'on apprit la marche des Russes sur Andrinople et qu'on découvrit, en même temps, la conspiration à l'intérieur de l'empire. Abandonnée de tous ses faux amis, pressée même

par l'internonce de se prêter aux négociations qu'on lui proposait d'entamer, la Porte commença par se rapprocher d'abord des ambassadeurs des deux puissances occidentales et se déclara prête[1] à accéder, avec certaines restrictions, au traité de Londres qu'elle venait à peine de rejeter. En première ligne, elle posa la condition que, comme l'Angleterre le désirait aussi, les stipulations du traité ne s'appliqueraient qu'à la Morée et aux petites îles. Profitant du moment, Müffling avait présenté, quelques jours auparavant*, une note dans laquelle, en garantissant encore une fois la modération du czar, il avait engagé la Porte à faire partie des plénipotentiaires. Les deux ambassadeurs l'appuyèrent vivement. Il reçut donc alors l'assurance[2] que, se confiant dans les sentiments pacifiques du czar, la Porte s'engageait à conclure la paix aux cinq conditions suivantes : on promettrait, 1° l'intégrité de l'empire ottoman; 2° le maintien des traités; 3° l'accession de la Porte au traité de Londres; 4° les garanties les plus solides pour la liberté de la navigation dans la mer Noire; et 5° des négociations ultérieures au sujet des demandes d'indemnités faites par les négociants des deux pays, et au sujet des autres prétentions des deux parties. * 10 août.

Les deux plénipotentiaires turcs, le defterdar, Sadek-Effendi, et le juge suprême de la Roumélie, Abdelkader-Bey, accompagnés du conseiller de légation prussien, Küster, et porteurs de lettres de Müffling et des ambassadeurs, partirent alors pour le quartier général russe. Les plénipotentiaires russes, le comte Alexis Orlow et le conseiller d'État Pahlen, envoyés d'avance par le czar, n'é-

[1] Note officielle de la Porte remise aux Ambassadeurs d'Angleterre et de France, en date du 15 Août 1829. MS.

[2] Mémorandum de la Porte, contenant cinq articles sur les moyens de pacification avec la cour Impériale de Russie. MS.

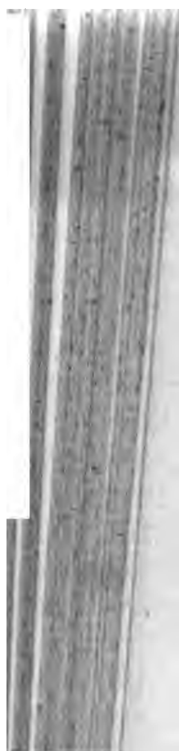
taient encore arrivés qu'à Bourgas, lorsque les Turcs
* 28 août. vinrent à Andrinople* ; néanmoins, Diebitsch fit aussi-
1er septembre. tôt* ouvrir les négociations. Autant le général russe était pressé, autant la Porte montrait du zèle. Dans le mémorandum dont les plénipotentiaires étaient porteurs, le divan n'avait pas encore mentionné les indemnités pour frais de guerre, en se fondant, à cet égard, sur les assurances trompeuses que Guilleminot lui avait faites. Mais à peine eut-on appris la chute d'Andrinople que les ministres turcs annoncèrent qu'ils consentiraient encore à cette demande de la déclaration russe, en s'en remettant complétement à la générosité de l'empereur. Les ambassadeurs des
* 24 août. puissances occidentales s'empressèrent d'annoncer* au général russe la bonne volonté que montrait la Porte. Ils étaient pleins d'inquiétudes, par suite des indices de fermentation qu'on observait dans la capitale, et ils exprimèrent à Diebitsch leur profonde conviction que l'empereur de Russie ne pouvait pas avoir l'intention de pousser encore plus loin les opérations de guerre, qui exposeraient les sujets chrétiens de la Porte à la fureur d'une population sans frein. Cependant, le comte était empêché par des ordres positifs, mais non certainement par ses propres désirs, d'arrêter ses mouvements avant que la paix fût conclue. Lorsqu'on apprit à Constantinople que les Russes avançaient toujours, on en fut d'autant plus consterné que les conditions posées par Diebitsch, non-seulement surprirent les plénipotentiaires turcs à Andrinople et les rendirent intraitables, mais qu'elles eurent encore le même effet sur la Porte. Après avoir fixé un délai de huit jours seulement, le général russe demanda : l'arrangement des affaires grecques sur la base du protocole du 22 mars (ce qui, contrairement à la volonté de l'Angleterre, faisait un ultimatum des stipulations du protocole

au sujet des limites plus étendues) ; le rasement des fortifications de Braïla, de Djourdjevo et de Kalafat, ainsi que leur incorporation dans la Valachie; la cession d'Achalzik, d'Atjver et d'Achalkalaki, ainsi que des forts d'Anapa et de Poti; une indemnité pour frais de guerre de 700,000 bourses (10 millions de ducats), dont le paiement serait garanti par les Principautés et par Silistri, restant, comme gage, entre les mains de la Russie; une indemnité de 96,000 bourses aux négociants russes, somme dont le paiement serait échelonné sur trois termes, à chacun desquels répondrait l'évacuation successive des troupes russes, qui se retireraient d'abord jusqu'au pied du Balkan, ensuite de l'autre côté de la montagne, et enfin, à l'expiration du troisième terme, jusqu'au delà du Danube.

Dans une conférence* avec les deux ambassadeurs, à laquelle assistait aussi le nouveau chargé d'affaires de Prusse, Royer, la Porte éleva des plaintes sur ces conditions aussi pesantes que pressantes; tous les diplomates avouèrent que ces conditions ne répondaient ni à leur attente, ni aux promesses de Guilleminot, ni aux indications plus ou moins distinctes de Müffling. Royer répéta le conseil donné par Müffling avant son départ*, en engageant la Porte à envoyer un ambassadeur directement à l'empereur. On était tout à fait disposé à le faire; seulement cette mesure n'était d'aucune utilité pour amener la cessation des hostilités à laquelle on désirait si ardemment arriver, et elle ne tirait pas non plus la Porte de ses embarras au sujet de la somme de l'indemnité qu'on ne voulait, à aucun prix, faire entrer dans l'instrument public de la paix : car, disaient les ministres, l'homme le plus ignorant sait que la Porte ne peut pas la payer. On demanda à Royer de faire en personne des représentations à Diebitsch. Mais l'ambassadeur de Prusse aussi continua, tout à fait comme

* 8 septembre

* 5 septembre



au fils de son drog
ce jour-là même, a
hostilités. Ainsi, l
poings liés ; mais e
encore bien plus gr
entre les bras des
* 9 septembre. cidentales, en s'en
grecques, sans restr
la conférence de Lo
elle semblait vouloir
quelques secours aux
formellement que, da
raient à s'avancer enc
qu'une terrible anarc
grands dangers. Si, à
été encore à son post
pouvoirs que Gordon,
russe, avec ces conces
situation pénible et de s
fait venir les vaisseaux
ger ses nationaux expos
donné au comte Diebit

ou bien elle l'aurait rempli de joie en lui fournissant un prétexte de *ne pas* être obligé de leur obéir. Mais le chevalier Gordon, à la remorque de l'ambassadeur français, dévoué à la Russie, accepta d'abord les concessions de la Porte dans les affaires grecques et se contenta de demander à Diebitsch de supprimer, dans les articles de paix, ses prétentions relatives à la Grèce. Puis, les deux ambassadeurs, écoutant les cris de détresse désespérés de la Porte, envoyèrent * un courrier à bride abattue vers Diebitsch, pour l'avertir des conséquences terribles d'une marche en avant : « S'ils lui cachaient la position fatale de la Porte, ajoutaient-ils, ils assumeraient une responsabilité qu'ils repoussaient *de toutes leurs forces !* » Ils étaient frappés de la même inquiétude pleine d'angoisse que la Porte et ne firent cependant rien de plus qu'elle ! Ils se trouvaient dans le voisinage immédiat de cet instrument de guerre dont ils redoutaient tant les effets, et, cependant, ils savaient aussi peu que les Osmanlis, dans leur apathie de fatalistes, comment s'y prendre pour en détourner les coups ! On ne conçoit pas comment on avait pu réussir à maintenir même la simplicité turque dans la croyance qu'une grande armée d'invasion se tenait devant les portes de la capitale, au moment où le chiffre des troupes russes, dont le général pouvait disposer, était tombé à treize mille hommes ; mais que dire de ces sommités de la diplomatie européenne qui, avec la même crédulité stupide, partageaient ces illusions !

* 9 septembre.

De cette manière il fut possible que, sur le bord même de l'abîme où il serait tombé presque infailliblement, Diebitsch élevât un trophée, en signe de victoire, comme s'il venait de terminer la campagne la plus glorieuse, et qu'il exécutât littéralement le programme de Pozzo et de Matouszevicz : il put conclure, dans son camp même, une paix

dont l'Europe ne devait connaître les conditions qu'après sa conclusion, pour que la Russie ne fût pas obligée d'avoir égard aux réclamations tardives. Lorsque le jeune Bosghiovich vint à Andrinople et qu'il remit sa dépêche, fournissant ainsi au général russe le prétexte, venu fort à propos, d'arrêter l'invasion si dangereuse de ses tirailleurs, Diebitsch dut éprouver un véritable soulagement de pouvoir répondre au vœu qu'on lui exprimait, et l'on peut s'imaginer avec quelle promptitude il dut donner ordre d'ar-
11 septembre. rêter la marche de ses soldats! Le lendemain *, Royer arriva, non pas en négociateur, comme il disait, mais en « suppliant! » C'était là le ton qu'on voulait entendre. La Porte, disait Diebitsch, avait invoqué le secours du roi de Prusse ; elle ne l'invoquerait pas en vain! Il ne promit pas seulement d'arrêter ses opérations, mais il aurait encore accordé, avec un grand bonheur, la prompte évacuation d'Andrinople si l'état sanitaire de ses troupes l'eût seulement permis! Il ne se déclara pas seulement prêt à supprimer le montant de l'indemnité dans l'instrument public de la paix, mais encore il abaissa la somme de la première quote-part de l'indemnité à payer au commerce, du payement de laquelle dépendait l'évacuation d'Andrinople, de 500,000 ducats à 100,000! Il refusa seulement d'accéder à la demande des ambassadeurs des puissances occidentales qui lui avaient proposé de supprimer l'article sur la Grèce ; Diebitsch disait : que cette question devait être irrévocablement décidée dans le traité. Cette question n'avait rien à faire avec ses embarras momentanés, et ses instructions à cet égard étaient positives. Après les sacrifices qu'elle avait dû faire pendant les deux dernières années, la Russie ne voulait pas se laisser enlever du moins ce mérite-là par ses alliés tièdes qui, agissant pour eux seuls, n'étaient pas arrivés au moindre résultat, avant que les

drapeaux russes flottassent sur les cimes du Balkan. Cependant, Diebitsch leur tint le langage le plus conciliant[1] : « Bien que l'adhésion de la Porte au protocole du 22 mars, disait-il, eût été obtenue par les négociations à Andrinople, on regarderait cependant ce résultat comme le fruit des efforts faits en commun, et, comme les premières démarches, faites par la Porte auprès des ambassadeurs, dans le but d'accéder au traité, avaient été antérieures à la conclusion de la paix, il était naturel que la Porte les informât, en premier lieu, de son acceptation du traité de Londres. » La paix fut signée confidentiellement le 12 septembre et définitivement le 14 du même mois.

A peine cet événement eut-il eu lieu, que l'anarchie, qui régnait partout, menaçait déjà de remettre en question tous les résultats qu'on venait d'obtenir. Le skodrapacha, qui auparavant n'avait fait aucun cas des ordres par lesquels le sultan lui avait commandé de prendre part à la guerre, ne faisait pas plus de cas, au moment actuel, des négociations de la paix et fit avancer * son avant-garde dans la direction d'Andrinople jusqu'à Chaskoï, tandis qu'il marcha lui-même, avec trente mille hommes, sur Philippopoli et qu'il fit hardiment dire à Diebitsch qu'il avait à évacuer Andrinople parce que lui, le pacha, comptait y arriver le 10 octobre, pour y prendre ses quartiers d'hiver. Diebitsch était dans la plus grande consternation. Il écrivit des lettres confidentielles pleines de franchise à Royer[2] et, par un procédé d'une habileté parfaite, qui aurait fait honneur au diplomate le plus fin, il fit, par l'intermédiaire de ce chargé d'affaires, exprimer à la Porte le soupçon qu'il avait conçu que cette démarche du skodrapacha se rattachait à une conspiration tramée à Schoumla, dans le but de rani-

La paix est troublée et consolidée

* Fin de sept.

[1] Dépêche confidentielle adressée à Royer, le 4 octobre 1829. MS.
[2] Lettres du 7 et 8 octobre 1829. MS.

mer les espérances des janissaires à Constantinople. En lui envoyant cette communication, ajoutait-il, il désirait mettre entre les mains de Royer un document « qui prouverait plus tard à l'Europe la sincérité avec laquelle le chef de l'armée russe avait prédit à la Porte les nouveaux dangers dont elle était entourée! » En même temps, les plénipotentiaires turcs reçurent ordre[1] d'engager aussitôt le pacha à rester tranquillement dans sa position, puisque, dans le cas contraire, les stipulations au sujet d'une plus prompte évacuation de l'empire seraient considérées comme nulles. Diebitsch déclara au pacha lui-même que, s'il s'avançait sur le territoire occupé par les Russes, il serait traité comme rebelle au sultan. Comme les généraux Kisselew et Geismar, qu'on avait fait venir déjà auparavant des Principautés, se trouvaient sur les derrières du pacha, et que les troubles, sur lesquels le skodrapacha avait probablement compté, n'éclatèrent pas à Constantinople, celui-ci ne prit pas son entreprise au sérieux et retourna, peu de temps après, en Bosnie. Cependant, la Porte, tant qu'elle pouvait être incertaine quelles seraient les démarches ultérieures du pacha, avait commencé à suivre son ancien système, en retardant la ratification et l'exécution de la paix, et en dé-
* 25 septembre. clarant*, entre autres choses, aussi aux ambassadeurs des puissances occidentales[2] : « qu'en offrant de se soumettre aux décisions de la conférence de Londres, elle n'avait pourtant pas pu avoir l'idée que ces décisions pussent être fondées sur le protocole du 22 mars. » Cependant, ces objections tombèrent aussitôt que les ministres turcs virent qu'ils n'avaient rien à espérer du skodrapacha.

La Porte employa dès lors tous ses efforts pour remplir

[1] Lettre du comte Diebitsch, en date du 7 octobre. MS.
[2] Note remise par le Reïs Efendi aux Ambassadeurs de France et d'Angleterre, 25 Septembre 1829. MS.

ses engagements relatifs au payement des indemnités, et elle fit, à cette occasion, les progrès les plus rapides dans l'inauguration du système financier européen en Turquie, où elle introduisit l'accise et les impôts. Par d'autres démarches encore, elle montra plus de bonne volonté que la Russie à revenir, par l'œuvre de la pacification, à des relations amicales. Elle déploya plus de zèle que ne le désirait Diebitsch à suivre le conseil de Müffling qui l'avait engagée à envoyer un ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Le général russe voulait que cette ambassade n'eût pas lieu avant qu'elle eût été approuvée par le czar lui-même, qui, de son côté, avait envoyé le comte Orlow, comme ambassadeur extraordinaire, à Constantinople. Mais, contre toute attente, l'arrivée d'Orlow éprouva de longs retards*, ce qui ajourna, par conséquent, aussi le départ de Chalil-Pacha, choisi pour ce voyage de Saint-Pétersbourg. La mauvaise humeur que ce retard avait fait naître dans l'esprit des Turcs, si irritables, avait produit un si fâcheux effet que la Porte, peu à peu mieux instruite sur le véritable état des choses pendant les derniers moments de la guerre, eut encore une fois le désir passager de tout remettre en question, et qu'elle fit rédiger, pour Chalil-Pacha, des instructions dans lesquelles elle déclara l'impossibilité où elle se trouvait de payer les frais de la guerre, payement qui était, du reste, en contradiction avec toutes les assurances de Müffling et des ambassadeurs[1]. Sur des représentations réitérées qu'on fit au reïs-effendi, celui-ci abandonna, à la vérité, ces instructions; cependant, les négociations ne marchaient pas plus à Constantinople qu'à Saint-Pétersbourg, et surtout les grandes espérances dont on s'était bercé, relativement à une diminution des indemnités, sem-

* Jusqu'à la 1 de novembre.

[1] Instructions secrètes données à Son Excellence Halil Rifat Pacha. MS.

blaient se montrer vaines. La lenteur de la Russie à en venir à un arrangement définitif s'expliquait en partie par une nouvelle mésintelligence qui régnait secrètement entre elle et ses alliés ; on parlait aussi de difficultés accidentelles relativement aux formes et aux personnes à employer ; mais la véritable raison était que la Russie ne voulait faire luire son équité et sa magnanimité sur la Porte que quand elle aurait réussi à la prendre sous sa tutelle, comme étant frappée d'interdiction. C'est ce que Orlow avait été chargé d'effectuer, tâche qui ne pouvait être remplie que lentement et dans le plus grand secret. Cependant il atteignit son but encore assez rapidement.

D'intelligence avec les hommes d'État turcs, que comp-
* 16 février 1830. tait le parti russe, Orlow réussit * à éloigner de son poste le reïs-effendi, homme plein d'énergie, et à le faire remplacer par Hamid-Bey qui était un des siens ; l'ancien favori, le porteur d'épée, fut enveloppé dans sa chute et dut faire le pèlerinage de la Mecque ; le nouveau secrétaire du sultan, Moustapha, qui fut mis à sa place, s'entendait fort bien avec l'ambassadeur russe. Ce fut là un moment d'une révolution complète, comme, quelques années auparavant, à l'occasion de la chute du favori Chalet. On s'aperçut aussitôt de l'inauguration d'un nouveau système, par les mesures radicales que prit le gouvernement turc pour rendre la navigation complétement libre :
* 15 avril. un firman étendit * la liberté de naviguer sans restrictions quelconques dans les eaux turques à toutes les nations qui seraient en paix avec la Turquie, sans qu'elles eussent besoin de se fonder sur le traité d'Andrinople pour en adresser la demande à la Porte. Dès ce moment où les Ottomans étaient entièrement gouvernés par les instruments de la Russie, le czar, avec une générosité vraiment paternelle, fit à la Porte des concessions qui avaient leur importance.

Diebitsch accorda d'abord quelques soulagements dans la manière dont le gouvernement turc ferait les payements et quant au montant des sommes à payer. La Porte se repentit amèrement de s'être soumise d'avance aux décisions de la conférence de Londres relativement à la Grèce. La Russie s'appliqua dès lors à rejeter les apparences de cette dureté entièrement sur l'Angleterre et la France et promit à la Turquie de lui faire rémission d'un million de ducats si elle voulait se soumettre à l'ultimatum de Londres. Les diplomates idéalistes croyaient voir « la réalisation d'un rêve » en assistant à cette politique de générosité du fort vis-à-vis du faible ! Le nouveau reïs-effendi lui-même déclara alors que la Russie était le meilleur ami des Turcs. La colère que le rôle joué tout récemment par la France à Alger avait fait naître à Constantinople, ne contribua pas peu à produire ce changement dans les dispositions de la Porte. Lorsqu'on arriva à Saint-Pétersbourg * à un accord définitif avec Chalil-Pacha, la Russie fit encore rémission à la Porte de deux autres millions de frais de guerre, de sorte qu'au lieu de 10 millions de ducats elle n'avait plus que 7 millions à payer en sept ans, avec la facilité de s'en acquitter même en marchandises. On arrêta que, dès que les Turcs payeraient seulement la moitié de l'arriéré des indemnités dues au commerce, somme qui allait échoir au mois d'octobre 1830, la Russie évacuerait la rive droite du Danube et puis, après l'acquittement de l'autre moitié (avril 1831), les deux Principautés ; la place de Silistri seule devait rester occupée par les Russes jusqu'au payement intégral de l'indemnité pour frais de guerre.

* 29 avril.

Nouvelle prépondérance de la Russie.

La paix d'Andrinople était l'exécution et le complément de tous les traités de paix antérieurs, par lesquels la politique de l'empire du Nord avait miné systématiquement

l'indépendance de la Turquie. Les hommes d'État russes éprouvaient un sentiment d'orgueil et de satisfaction[1], en contemplant ce nouveau traité qui, « en consolidant les frontières de la Russie, en affranchissant son commerce, en garantissant ses droits et en assurant ses intérêts, la plaçait dans une position imposante et élevée » et fortifiait sa prépondérance en Orient, sans nuire à sa réputation de générosité et de modération. Elle avait obtenu dès lors en Orient ce qui, pour le moment, était le but de ses désirs, ce qu'on trouvait être le plus avantageux aux intérêts de sa politique et de son commerce : elle ne voulait pas la chute de la Turquie qui l'aurait obligée « à faire des conquêtes beaucoup trop étendues ou à fonder de nouveaux États qui, par leur puissance, leur civilisation, leur industrie et leur prospérité auraient bientôt rivalisé avec la Russie », mais elle voulait que la Porte continuât d'exister sur un pied « où elle ne pourrait vivre que sous la protection de la Russie et n'écouter que ses désirs. » D'abord par les indemnités qu'elle avait à payer, on lui rappelait pendant de longues années à venir sa véritable position vis-à-vis de la Russie, et on lui mettait sous les yeux « la certitude de sa ruine si elle osait encore une fois la défier. » Ces charges servaient, en outre, à paralyser la Turquie à l'intérieur, car elles la forçaient à élever les impôts et favorisaient ainsi le développement du mécontentement qui germait partout ; elles servaient, en même temps, à l'affaiblir à l'extérieur, car on en avait profité pour se procurer les clefs des frontières turques en Asie. Paskevitch aurait vu avec plaisir qu'outre Achalzik on eût incorporé encore Kars à l'empire russe, parce que, de cette manière, la forte ligne du Saganloug serait de-

[1] Dépêche du comte de Nesselrode à S. A. I. le Grandduc Constantin, 12/24 Février 1830. Cf. *Recueil de documents*, etc., p. 60.

venue la frontière de la Russie dans l'Asie-Mineure ; cependant, on se contenta de la cession du premier de ces deux pachaliks et de la possession de Poti et d'Anapa[1], qui livrait de plus en plus le pays des Tscherkesses entre les mains des Russes. En Europe, a Porte avait même offert à la Russie de lui céder la Moldavie ; mais la Russie refusa cette offre par égard pour les puissances, chose facile à comprendre, et parce qu'elle trouvait mieux son compte à disposer dorénavant, comme jusqu'alors, « des provinces danubiennes de la Turquie, à son gré, en temps de guerre, sans être obligée d'y entretenir des troupes. » La Servie reçut son chat-schérif qu'on lui devait encore depuis la conclusion du traité d'Akerman ; son exécution, la fixation effective de la somme à payer comme tribut et la délimitation des frontières traînaient, à la vérité, encore longtemps ; mais ce n'était pas sans que la Russis le voulût et y coopérât. La réalisation des vœux des Serbes relativement à leurs frontières, de même que l'accomplissement des désirs de Milosch par rapport à l'hérédité du pouvoir dans sa famille, trouvaient presque moins de faveur auprès de la commission russe, qui avait à concourir à la solution de ces questions, qu'auprès des Turcs. Lorsque, à ce moment, les Serbes firent remarquer à cette commission qu'au moment actuel on pouvait très-facilement obtenir tout ce qu'on voudrait, M. von Kotzebue, favori et confident de Diebitsch, laissa échapper des paroles très-caractéristiques, en disant : « qu'il fallait qu'il restât toujours aux Serbes quelque chose à désirer, parce qu'autrement ils oublie-

29 nov. 1829

[1] D'après une dépêche de Nesselrode, en date du 31 janvier 1830, la Russie ne voulait demander même cette cession d'un ter[illegible] plus restreint qu'en diminuant au commencement la somme [illegible]demnités exigées pour frais de guerre.

raient bientôt qu'ils étaient les sujets de la Porte et qu'ils avaient des obligations à la Russie! » En Moldavie et en Valachie, on avait maintenu, suivant les stipulations du traité d'Akerman, le rétablissement des boyards dans leur ancien droit d'être investis des fonctions d'hospodar, et leur élection par les divans; mais cette charge, qui jusqu'alors n'avait été donnée que pour sept ans, devait être conférée désormais pour toute la vie du dignitaire.

Cet arrangement devait faciliter l'application du système de la domination russe, exercée par ses agents et dont le but était toujours de ne pas permettre aux hospodars de prendre une mesure d'administration quelconque sans la sanction du consul russe ou d'exécuter un firman venu de Constantinople sans avoir été, pour ainsi dire, transformé en ukase. Sous le rapport militaire, les Principautés formaient dès lors, dans leur nouvelle position, les portes plus largement ouvertes que jamais par lesquelles les Russes pouvaient entrer dans l'empire turc: on rasa les têtes de pont et les fortifications sur la rive gauche du Danube et l'on priva les villes de leurs garnisons turques; sur la rive droite, les Russes eux-mêmes avaient rasé Toultja, Isaktji et Matjine, tandis qu'ils avaient prudemment laissé debout les fortifications d'Hirsova dont il était facile de s'emparer par la rive nord et qui pouvait servir de tête de pont contre les Turcs. Le bras le plus méridional du Danube formait désormais la frontière de la Bessarabie; toutes les embouchures du fleuve, dont celle de Soulina seule était encore navigable, devinrent russes, ainsi que toutes les îles, dans lesquelles on s'obligeait, à la vérité, de n'élever ni fortifications, ni établissements, sauf les postes de quarantaine, mais qu'on pouvait si facilement transformer en postes militaires : de cette manière, la navigation et le commerce du Danube

se trouvaient complétement placés sous le contrôle de la Russie. Par le septième article des stipulations du traité de paix, la Russie contraria au dernier point les grandes puissances qui jusqu'alors avaient été privilégiées; mais elle rendit service à toutes les puissances de second ordre, en stipulant la liberté la plus complète du commerce et de la navigation dans la mer Noire pour toutes les nations qui trafiquaient avec la Russie; en abolissant les anciennes restrictions quant au tonnage et à la cargaison des navires et en faisant cesser tout droit de visite quelconque, ainsi que toutes les anciennes entraves qui avaient gêné la navigation par des règlements administratifs ou législatifs. Ces stipulations à l'égard des rapports commerciaux et des privilèges personnels accordés aux sujets russes, privilèges qui avaient été toujours extraordinaires, mais qui dès lors se trouvaient être plus étendus encore et qui, avec l'arbitraire des fonctionnaires turcs et avec l'arrogance des négociants russes, pouvaient faire naître des querelles à tout moment; ces stipulations, disons-nous, alarmaient, plus que toute autre chose, la société anglaise et semblaient au gouvernement anglais conçues dans un esprit peu pacifique, et même calculées en vue de provoquer et de justifier, en même temps, la reprise des hostilités. L'imagination des ministres anglais ne semblait voir, pendant quelque temps, que la destruction de l'empire turc, qui leur paraissait être systématiquement préparée par ce traité de paix. Le chevalier Gordon avait été témoin à Constantinople du désespoir de la Porte qui s'abandonnait elle-même. Quand il examinait la confusion régnant dans l'administration du pays, la faiblesse du gouvernement dépourvu de toute ressource, la fermentation parmi les rayas, l'attitude du skodrapacha qui était celle d'un rebelle, les dispositions de Méhmet-Ali, la sépa-

ration de la Grèce et, de plus, la perte d'Alger, il ne se voyait entouré que de ruines qui s'écroulaient sur des ruines.

Tout apparaissait aussi à Wellington, en ce moment, sous de sombres couleurs. Ayant eu autrefois meilleure opinion des forces vitales de la Turquie, d'après tout ce que lui avait rapporté lord Strangford, il voyait, au moment actuel, dans la destruction du corps des janissaires, la rupture de tous les liens qui unissaient le sultan à son peuple et la ruine de la base sur laquelle l'empire avait reposé depuis des siècles; on voyait, en esprit, toute guerre turque commencer à l'avenir immédiatement par une attaque contre Constantinople ou du moins par le passage du Balkan. Cobbet sonna l'alarme et déclara, en termes non déguisés, que le traité d'Andrinople était un acte hostile contre l'Angleterre qui la forçait de commencer la guerre ou d'avouer honteusement qu'elle n'en avait pas le courage. Aberdeen lui-même, cet homme si faible, qui au commencement avait été tenté d'admirer avec stupéfaction la magnanimité du czar, avait été cependant bientôt amené à une opinion tout opposée; il eût préféré à ce traité de paix la chute de Constantinople qui aurait bien vite forcé les puissances à tomber d'accord et à faire de la conclusion de la paix une affaire concernant toute l'Europe. Il épancha son cœur rempli de ces sentiments d'abord dans une dépêche adressée à lord Heytesbury[1], dans laquelle il reprochait à la Russie tous les différents articles du traité qui faisaient naître des inquiétudes. Il y mentionnait les positions dominantes que la Russie avait gagnées; les cessions en Asie qui en avaient fait la maîtresse de toute la côte orientale de la mer Noire

[1] Cf. *Annuaire des Deux Mondes*. 1854, p. 354 sq.

et la gardienne des provinces turques et perses ; l'indépendance croissante des contrées danubiennes qui était incompatible avec l'existence de la Turquie ; les stipulations au sujet du commerce et de la navigation qui, par la clause relative au droit de visite, renversaient les droits du sultan comme souverain ; les exemptions personnelles, accordées aux sujets russes et qui portaient en elles le germe de complications toujours nouvelles ; les indemnités qui dépassaient les forces de cet empire épuisé : tous ces points y étaient traités en détail et un à un, afin de faire ressortir combien l'équilibre européen avait été troublé ; jusqu'à quel point la position réciproque des puissances rivales de l'Orient avait été changée et quels étaient les périls dont l'existence de la Porte était menacée, par suite du contenu si dangereux du traité qui n'était pas en harmonie avec le désir que l'empereur avait exprimé relativement à la conservation de l'empire turc.

Mais ce n'étaient là que des paroles vaines. Cependant, déjà à ce moment le gouvernement anglais fit quelques démarches qui, pendant un moment, faisaient naître dans le monde diplomatique l'opinion que, dans l'avenir le plus prochain, il fallait chercher le foyer de la politique européenne dans l'attitude que l'Angleterre prendrait vis-à-vis de ce traité de paix. Le gouvernement anglais nourrissait le désir de provoquer une modification des choses en Orient telle qu'elle ne s'est développée que plus tard : il voulait donner une expression bien précise à l'intérêt que prenait toute l'Europe à l'existence de la Turquie ; il désirait faire pénétrer tout l'Occident dans les affaires d'Orient et remplacer la tutelle, sous laquelle la Russie seule tenait la Porte, par la protection de toutes les puissances. Pour réaliser ce vœu, l'Angleterre ne fit pas, il est vrai, autre chose que d'essayer de provoquer le concert des puis-

sances, afin de prévenir la dissolution de l'empire ottoman par une garantie, destinée à combler une lacune regrettable dans l'acte final du congrès de Vienne. Ce projet mit encore une fois en mouvement le prince Metternich, bien que ce ne fût pas pour longtemps. Il était ravi de retrouver enfin l'Angleterre[1]; lui aussi voulait qu'on songeât aux moyens d'empêcher que désormais la Russie ne réglât plus seule les destinées de la Porte; il recommanda, comme il l'avait déjà fait auparavant, qu'on garantît *à la fois* la Grèce *et* la Turquie. Cependant, disait-il, il était prêt à écouter toute autre proposition que ferait l'Angleterre. Mais le cabinet anglais, dans son irrésolution, ne voulait pas prendre lui-même cette initiative, et s'informa seulement à Berlin si le cabinet prussien n'était pas disposé à sonder les intentions de la Russie au sujet d'un traité d'alliance à conclure entre toutes les puissances pour garantir la paix en Europe. Bülow envoya, au sujet de cette demande, un rapport à Berlin, où l'on prévoyait cependant que ce projet échouerait déjà par suite de la méfiance de la Russie à l'égard de l'Autriche. A ces communications directes d'Aberdeen, Nesselrode répondit clairement et explicitement à Lieven[2], comme il le fit à Alopeus relativement à ces ouvertures indirectes, répliquant aux premières avec « chaleur », comme il l'avouait lui-même, et avec une froideur hautaine à ces dernières. A cette première occasion qui s'en offrit, on fit sentir aux alliés, qui s'étaient montrés si peu sûrs pendant toute cette longue crise, dans quelle position différente la Russie se sentait dès lors être vis-à-vis d'eux *après* la crise. « Si l'état de la Turquie, disait Nesselrode dans une dépêche expédiée à

[1] Dépêche adressée au prince Esterhazy, en date du 24 novembre 1829. MS.
[2] Cf. *Gazette d'Augsbourg* du 19 août sq. 1854.

Londres*, donnait lieu à des inquiétudes, la Russie n'en était pas responsable, et que si le sultan ne possédait plus l'affection de ses sujets, il n'aurait à en accuser que sa réforme exécutée avec tant de cruauté et la guerre si follement provoquée par lui! Si les indemnités pour frais de guerre étaient une charge si lourde pour la Porte, elle aurait pu avoir à meilleur marché la paix que la Russie lui avait offerte après la bataille de Koulewtja! Mais toute la demande d'un remboursement de frais de guerre et les agrandissements acceptés par la Russie, à la place d'une partie de cette somme, auraient pu être évités, si les puissances avaient voulu suivre la voie proposée par la Russie pour terminer promptement les troubles en Orient, et si elles n'avaient pas laissé à la Russie seule le soin de trouver les moyens nécessaires pour sortir des embarras de sa position! Du reste, la Russie n'avait violé aucun principe européen par l'acquisition de ces points en Asie, qui n'étaient pas menaçants pour la Turquie, ni pour la Perse, mais qui avaient, au contraire, toujours menacé la Russie. En effet, jamais le principe d'une garantie territoriale n'avait été étendu à l'Asie, témoin les conquêtes britanniques dans les Indes-Orientales, contre lesquelles la Russie n'avait jamais élevé de réclamations! » Par un sarcasme semblable, on répondit aux objections par lesquelles on avait attaqué les stipulations relativement au commerce et à la navigation : « Si l'on voulait, disait ce document russe, que la Porte, qui ne cédait toujours qu'à la loi de la nécessité, fût empêchée, d'une manière efficace, de commettre ces actes arbitraires par lesquels elle avait si souvent autrefois frappé d'une calamité soudaine tout le midi de la Russie, qui, dans sa position exceptionnelle, n'avait que le seul chemin de communication par le canal de Constantinople, il n'y avait que cette alternative : ou les dispositions, telles

* 2 février 1830.

qu'on les avait prises, étaient indispensables, ou bien il faudrait occuper un point qui dominât le Bosphore comme Gibraltar dominait le détroit de Cadix! » L'accusation, qui avait reproché à l'empereur de Russie de ne pas être resté fidèle à sa promesse relativement à la conservation de l'empire turc, était rejetée, dans cette dépêche, avec tout l'orgueil du vainqueur qui s'était montré généreux après la victoire : « La ruine de l'empire turc, disait-on, n'aurait coûté à l'armée russe qu'une seule marche de plus! et pourtant il existait encore! Les trois quarts de ses possessions en Europe avaient été perdues, et cependant la Turquie les recouvrait toutes! Une grande partie de l'Asie avait été occupée, pourtant on la lui rendait, à l'exception de quelques points! On avait offert la Moldavie à la Russie, mais elle l'avait refusée! Suivant le traité, elle aurait pu occuper les Principautés pendant dix ans, mais elle y avait renoncé spontanément! » — En répondant, en même temps, aux idées anglo-autrichiennes, dont le cabinet de Berlin s'était fait l'interprète, Nesselrode déclara[1] sans détour que le projet d'une garantie européenne de la Turquie était inadmissible. « Les dangers, disait-il, dont cet empire était menacé venaient de l'extérieur aussi bien que de l'intérieur. Contre ces derniers, nulle garantie de territoire ne saurait protéger la Turquie, et les dangers extérieurs ne pourraient venir que de la Russie. On invitait donc la Russie à prendre des mesures de précaution contre elle-même! L'empereur ne consentirait jamais à déclarer, de cette manière, comme fondée la méfiance qu'on lui témoignait; la garantie qu'on demandait consistait de la part de la Russie dans ses traités.

4 février.

Nouvelles alliances de la Russie.

Dans ces deux dépêches, et même dans ces seules petites

[1] Nesselrode à Alopeus, le 4 février 1829. MS.

phrases que nous venons de citer en dernier lieu, se cachait, ou se trahissait, ou bien s'annonçait toute la politique que la Russie avait observée vis-à-vis de la Porte, qu'elle venait de fonder de nouveau, mais qu'elle avait l'intention de poursuivre à l'avenir avec plus d'activité. Ce n'était certainement pas sans qu'il y eût eu de la faute de la Russie, mais non plus sans qu'il y eût eu les fautes les plus grossières de la part des Turcs, que les temps de l'insurrection grecque avaient jeté le czar dans ces longues querelles avec la Porte, querelles qui eurent les conséquences les plus nuisibles et les plus dangereuses pour ses provinces méridionales. Cet assemblage de pays colossal et monstrueux, ne possédant pas d'autres côtes, ni de larges voies de sortie, que les deux mers intérieures, au nord et au sud, avec leurs issues du Sund et du Bosphore, n'ayant, pour ainsi dire, pas d'autres organes de la respiration que ces deux ailes du poumon avec les deux gorges étroites, est toujours exposé au danger d'être étouffé quand ces deux endroits, si vulnérables et où une blessure devient mortelle, se trouvent entre les mains d'ennemis déclarés ou même seulement de voisins capricieux. Les expériences qu'on venait de faire pendant toute la durée de l'insurrection grecque; les barbaries commises dans les premières tentatives qu'on fit pour l'étouffer; le fanatisme religieux qu'on venait de ranimer; le mauvais vouloir qu'on montrait à l'égard de toute la chrétienté; « la réforme exécutée avec tant de cruauté; » la rupture du traité d'Akerman qu'on venait à peine de conclure; les vexations exercées contre le commerce et la navigation : tous ces griefs étaient autant de raisons justificatives que la Russie faisait valoir pour s'assurer, par tous les moyens, contre les paroxysmes d'un porte-clefs et portier aussi irritable qui gardait ses issues. Une guerre avait dû rétablir l'influence tradition-

Russie d'une manière de plus en plus étroite. Ce qui avait été préparé déjà à l'occasion de la paix de Paris, c'est-à-dire la politique qui devait conserver la royauté des Bourbons forte et puissante, afin de pouvoir compter sur son alliance efficace dans une guerre, cette politique avait été développée graduellement, depuis cette époque, par la diplomatie russe.

Alexandre avait commencé par rendre l'occupation étrangère moins onéreuse à la France et par en restreindre la durée; puis, en confiant à cette puissance le soin de faire la restauration en Espagne, il avait réparé l'honneur du drapeau blanc et il avait préparé, avec les chefs du parti royaliste, tels que Montmorency et Chateaubriand, l'entente commune dans la question d'Orient. Depuis cette époque, ce parti avait recommencé à considérer une alliance entre la France et la Russie comme le but principal ou comme le moyen le plus efficace de la politique française. Dans sa manière de voir, la France ne trouvait que dans l'Angleterre, son ennemie naturelle sur mer, et dans l'Autriche l'obstacle principal à sa politique continentale. Une alliance avec l'Angleterre était, aux yeux de ce parti, une fiction malheureuse; il voyait dans la Grande-Bretagne une rivale qui, par sa constitution, était devenue un modèle pour la France, et quelquefois, pour un moment, son alliée; mais qui, néanmoins, était pour tous les temps son ennemie. Le peuple anglais différait trop de la nation française par ses mœurs et était trop son égal par sa puissance et sa civilisation, pour que les deux Etats pussent jamais marcher de concert; selon l'opinion du parti royaliste, les peuples ne devaient s'allier que d'après leurs dissemblances. Pozzo di Borgo était un instrument choisi pour diriger ces rapprochements entre les deux puissances, de manière que, tout en relevant les Bourbons, il les mainte-

nait dans leur faiblesse, et qu'il prenait la France entièrement au service de la Russie. Il éblouissait les Français en leur faisant entrevoir l'Europe dirigée par les deux puissances alliées; mais, en même temps, il effaçait en Espagne, par l'influence de la Russie, celle de la France, et conduisait toujours la politique du cabinet de Paris dans les affaires américaines, portugaises et grecques, par les fils dont la Russie tenait le bout. Villèle, sentant bien cette subordination, refrénait les sympathies russes du baron Damas; il tendit même la main aux libéraux, afin de se soustraire « à l'influence étrangère, » et accéda au traité de juillet, plutôt pour se mettre du côté de l'Angleterre contre la Russie que par un autre motif. Mais précisément à cette époque, la question d'Orient offrait de grandes difficultés; les sympathies pour la Grèce s'étaient réveillées, dans toutes les couches de la société française avec une telle force, que le gouvernement n'était plus en état de commander à l'opinion publique. Lorsque, à la sortie de Villèle du ministère, on fit une concession aux partis libéraux par la constitution du ministère Martignac, dans lequel La Ferronnays, ce diplomate tout à fait dévoué à la Russie, était à la tête des affaires étrangères, les ennemis des Bourbons eux-mêmes et les anti-royalistes furent entraînés par le courant de cette politique favorable à la Russie. A cette époque, la guerre russe était imminente: on croyait à la possibilité de complications qui pourraient faire sortir des troubles en Orient un moyen de réhabiliter complétement la France; les cris, qui redemandaient les provinces du Rhin, s'élevaient dans toutes les classes de la société et se faisaient entendre pendant toute la durée de cette guerre; cris qui ralliaient les royalistes, les libéraux et les bonapartistes, parfaitement unanimes sur ce point.

Ce réveil de l'esprit belliqueux et de l'ambition nationale en France causa de mortelles frayeurs à Metternich ; mais, au milieu de ces conjonctures, et pour le cas où, par une attaque contre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche remettraient en question l'état territorial actuel de l'Europe, Pozzo di Borgo ne craignit pas de présenter au cabinet de Saint-Pétersbourg les combinaisons les plus hardies, puisque, disait-il, « là où il s'agit de la défense naturelle, tous les moyens ne sont pas seulement permis, mais encore commandés par le devoir plus élevé de la conservation et du bien de l'État. » Dans cette dépêche énergique qu'il écrivit le 10 décembre 1828, entre les deux campagnes, il énumérait toutes les conditions qui, dans un pareil cas extrême, devaient nécessairement empêcher la France d'entrer dans aucune coalition contre la Russie, et la disposer, au contraire, à toute alliance avec cet État; c'étaient : les sentiments personnels du roi; la politique du ministère; l'absence de tout intérêt hostile à la Russie; sa répugnance à faire cause commune avec l'Angleterre ou avec l'Autriche; l'impossibilité d'obtenir de ces puissances une compensation pour des sacrifices qu'on aurait à faire, et enfin, de l'autre côté, l'espoir de trouver auprès de la Russie plus de bienveillance, dans le cas d'une guerre générale. L'attitude favorable de la Prusse, ajoutait Pozzo, servait à encourager la France dans ces sentiments. Il serait donc pour elle du plus grand intérêt de cultiver les bonnes relations avec la Prusse et de lui faire voir les avantages que, dans le cas d'une telle collision, elle pourrait s'attendre à trouver dans une alliance avec la Russie, et exclusivement en elle. « La Prusse, disait-il, avait son rôle tout prêt et tenait sous la main les objets de son ambition; il serait donc utile de la familiariser avec la pensée que, dans un tel cas, la France ne devait pas sortir de

cette lutte les mains vides, et qu'elle ne demanderait rien qui fût hors de proportion avec ses sacrifices. » Au milieu des chicanes que l'Angleterre et l'Autriche préparaient à ce moment, durant le repos de l'hiver, ces conseils se gravèrent profondément dans l'âme du czar. Pendant que les deux puissances continuaient à montrer ces dispositions hostiles, l'empereur ne cessait de méditer toujours ces « combinaisons, » et non pas seulement pour le cas d'une « défense. » On sait que tant que vécut Nicolas, il n'abandonna jamais les calculs qu'il fondait sur la chute de la Turquie. Dans la correspondance diplomatique de ces années, il n'évita aucune occasion d'examiner très-franchement le cas où cette catastrophe aurait lieu. Au commencement de la guerre, il avait sondé l'ambassadeur d'Autriche, le comte Zichy[1], pour savoir si, la ruine de la Turquie étant certainement un événement qu'il pourrait plaire au destin d'accomplir, la cour d'Autriche avait déjà fixé ses pensées à cet égard, et il s'était déclaré prêt à s'entendre, à tout moment, avec les puissances sur l'ordre de choses par lequel on aurait à remplacer le gouvernement turc. A l'époque qui nous occupe maintenant, après la fin de cette guerre qui, outre le terrain reconquis à Byzance, avait encore mis entre les mains des Russes la place qu'on était occupé à prendre en Grèce, l'empereur tenta des démarches plus directes et plus décidées pour se rapprocher du but final.

On ne sait encore que par oui-dire[2] que, dans la première moitié de l'année 1830, on fit, avec la France, une convention d'après laquelle le cabinet français aurait permis

[1] Précis d'une conversation entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche, comte de Zichy, 21 Avril 1828. MS.

[2] Cf. Urquhart, *la Crise*. 1840, p. 51.

à la Russie de travailler, à sa manière, insensiblement et sans employer de moyens violents, à la dissolution de la Turquie, et à s'emparer de Constantinople au moment de la catastrophe, tandis que la France recevrait les provinces rhénanes et la Belgique, et que la Prusse serait dédommagée par la possession du Hanovre et de la Saxe. Nous doutons que cette convention soit arrivée à ce point que les puissances, comme on le prétend, aient apposé leur signature à ces traités. Ce serait plus que croyable si, comme Metternich prétendait le savoir, l'entreprise de la France contre Alger avait été faite avec l'assentiment complet de la Russie, ce qui aurait été déjà un commencement d'exécution des projets communs; mais les Russes ont toujours opposé un démenti complet à cette assertion. Voici ce qu'il y a de certain à ce sujet : Charles X était de plus en plus décidé à identifier la politique française avec celle de la Russie; à peine Polignac, si dévoué à Wellington, était-il devenu ministre, qu'il adressa à son ambassadeur à Londres, le duc de Laval, les mêmes instructions en faveur de la politique russe, à l'exécution desquelles il avait autrefois opposé lui-même tant de résistance. Il est certain encore que la diplomatie russe voyait avec plaisir l'expédition française contre Alger, et que Pozzo avait fondé sur son issue heureuse des projets dont le but était de continuer à poursuivre les desseins de la Russie sur la Turquie, projets qu'il présenta même au cabinet de Saint-Pétersbourg[1]; il est également certain que la Prusse fut sondée à plusieurs reprises, et qu'on lui demanda, sans détour, d'entrer dans ses projets. Matouszevicz essaya de savoir quelles étaient les idées de Bernstorff au sujet de l'avenir de la

[1] Lettre du Comte Matuszewicz à M. le Comte de Nesselrode. 24 Mai 1830. Cf. *Recueil*, etc., p. 610.

Turquie; Nesselrode exprima à Humboldt des opinions très-pessimistes à cet égard, ou il essaya de les répandre et de les graver dans l'esprit des autres diplomates, sans réussir à cacher ce mauvais dessein. A Berlin, on connaissait les paroles mêmes prononcées par l'empereur, d'après lesquelles le czar, de même que le roi de France, avaient été gagnés à ce projet d'un échange de territoires dont nous avons parlé; on avait même adressé directement au cabinet de Berlin la question de savoir si le roi était disposé à y adhérer. La politique si simple du roi Frédéric-Guillaume III était souvent allée fort loin dans les affaires d'Orient, en se pliant avec beaucoup de docilité aux désirs et aux demandes de la Russie, et en les recommandant même; mais, de l'autre côté, elle avait souvent aussi résisté à sa voisine quand sa condescendance serait devenue dangereuse. Dans cette seule affaire, plus importante, où les intérêts de la Prusse étaient directement en jeu, la politique de la Prusse eut ceci de bon, que, pleine d'effroi, elle recula devant le caractère hasardeux de cette entreprise, aussi bien que devant la déloyauté de ces projets. A l'occasion d'un voyage que fit le prince Albrecht à Saint-Pétersbourg, le cabinet de Prusse déclara avec la même netteté, à la cour de Russie comme à celle de France : « que, quand même le roi n'aurait pas la ferme conviction que le maintien absolu de l'état territorial en Europe était l'unique garantie de la tranquillité et de la paix dans cette partie du monde, son devoir et son inclination ne lui permettraient jamais de consentir à séparer de ses États des provinces pour la prospérité desquelles il avait fait des sacrifices dont on voyait déjà si abondamment les heureux effets. Le cabinet de Prusse profiterait, ajoutait-on, de chaque occasion qui se présenterait, sans qu'on la recher-

Bernstorff et d'autres diplomates, qui avaient supposé au: princes européens un goût trop délicat pour convoiter u pareil morceau. Parmi les candidats, on décerna le prix à celui qui seul avait habilement déployé une activité réell afin de le remporter; on choisit le prince Léopold de Co bourg qui, même parmi les Grecs, avait été désigné e recommandé depuis longtemps et le plus fréquemment. Dans les commencements, comme vers la fin de ces négociations, des raisons et des calculs d'une nature si différente dirigeaient la conduite du prince Léopold, et des influences si diverses agissaient sur son élection, que même les hommes les plus versés dans les secrets de la diplomatie perdaient le fil de l'affaire à tout moment. Les hommes d'État les plus compétents discutaient la question de savoir quels étaient les motifs qui faisaient agir le prince et quel étaient ses conseillers. Lieven partageait l'opinion généralement répandue d'après laquelle le prince Léopold aurait suivi les directions de Huskisson, tandis que d'autre croyaient savoir qu'il ne puisait que dans les ressources d son propre esprit, et qu'il s'inspirait des conseils de so médecin, M. von Stockmar.

Le prince Léopold avait envoyé le frère de son confiden à Kapodistrias, avec lequel il avait eu déjà autrefois quel
* 30 mai 1829. ques rapports, et qui, à cette époque*, lui indiqua, dan un mémorandum, les points suivants comme l'expressio de ses vœux pour l'avenir de la Grèce : la frontière tell qu'elle avait été acceptée à Poros, c'est-à-dire formée pa les deux golfes de Volo et d'Arta, mais avec les îles d Samos et de Crète, et un gouvernement monarchique sou un prince chrétien, à qui les Grecs demanderaient d'embrasser leur religion et de tomber d'accord avec eux su les principes d'après lesquels il gouvernerait le pays. L prince, en paraissant suivre strictement ses conseils, et e

se déclarant prêt à conserver le président comme son conseiller et son ministre, employait des moyens bien calculés pour gagner la voix de la cour de Saint-Pétersbourg, à laquelle l'attachaient du reste des liens de parenté, comme il avait eu autrefois des rapports de service avec elle. Dans ses relations avec la Russie, Léopold tira habilement profit de sa position fausse et pénible vis-à-vis du roi d'Angleterre, qui ne lui pardonna jamais les sympathies qu'il avait montrées ouvertement pour la reine; de même il profita de sa position vis--àvis du pays et du peuple anglais, dont ses opinions, ainsi que l'état de sa fortune personnelle, rendaient le prince, dans la conviction des diplomates russes, également indépendant, moralement aussi bien que matériellement parlant. Le prince Léopold séduisit ces hommes d'État par ses « principes sains, essentiellement monarchiques et hostiles aux idées révolutionnaires. » On croyait aussi à Saint-Pétersbourg qu'il était disposé à embrasser la religion grecque, et, lorsque, contrairement aux désirs les plus formels de l'Angleterre, il se prononça pour l'incorporation de l'île de Crète dans le nouvel Etat, Nesselrode reconnut déjà, dans cette attitude fort agréable à la Russie, que le prince s'était complétement identifié avec le peuple grec. On espérait trouver en lui l'homme qui comprît que, dans sa position en Grèce, l'alliance intime avec la Russie était une nécessité pour lui, et qui, en même temps, pût tenir en bride l'Angleterre, le seul gouvernement réellement hostile à la Grèce, à l'aide de ses relations avec l'opposition et avec la famille de l'héritière future du trône[1]. Cette circonstance, que le roi d'Angleterre, le seul que le prince voyait avec déplaisir prendre la parole dans cette affaire, était l'adversaire déclaré de

[1] Dépêche du Prince de Lieven au Vice-Chancelier, 28 Mai 1830. Cf. *Recueil*, etc., p. 619.

l'élection de Léopold, disposait probablement le czar encore davantage à se montrer plus favorable au prince. Les ministres anglais, qui considéraient ce choix comme une
* 15 janvier 1830. preuve de l'efficacité de l'influence anglaise, arrachèrent*
au roi son consentement, en faisant de cette affaire une question de cabinet. On parvint donc enfin à terminer le
* 3 février. protocole*, qui semblait contenir les dispositions définitives
* 8 avril. relativement au sort de la Grèce[1]. On le remit* à la Porte
avec une note d'envoi[2], qui, dans des formes très-peu dé-
* 24 avril. licates, en ordonna l'acceptation. La Porte répondit*, dans
un acte de consentement[3], aux dispositions des puissances qui, dans les points principaux, ne lui étaient pas défavorables, et auxquelles, comme on sait, elle s'était soumise d'avance. Tout autre fut l'accueil que le protocole trouva en Grèce, où il fut remis au gouvernement « pour l'acceptation immédiate, » le même jour qu'à Constantinople, par les ministres résidents Dawkins, Rouen et le comte Panine.
* 30 mars. Kapodistrias, informé* d'avance du contenu de ce document, avait, déjà avant la communication officielle du
* 6 avril. protocole, écrit deux lettres* au prince Léopold[4] dans les-
quelles il avait dit : « que, d'après le décret de la dernière assemblée nationale, tenue à Argos (sur laquelle nous aurons à revenir plusieurs fois encore), lui, le président, n'était pas autorisé à prendre un engagement quelconque au nom de la Grèce, sans le consentement des députés: mais que les dispositions des puissances le forçaient à renoncer à la convocation d'un congrès et l'obligeaient, par conséquent, à assumer une lourde responsabilité qu'il

[1] *Gazette d'Augsbourg*, 1830. Supplément, n° 72.
[2] Même journal, suppléments, n°s 157, 158.
[3] *Neueste Staatsacten* (*Documents politiques les plus récents*), t. XIX, p. 208.
[4] Même ouvrage, t. XVIII, p. 231.

espérait voir le sénat partager avec lui. Il cherchait, ajoutait-il, à calmer ce corps, ainsi que tous les citoyens qui l'assaillaient de tous les côtés, en leur représentant qu'on avait probablement réservé au prince élu la faculté de reconnaître les droits de la nation grecque, par une déclaration qu'il pourrait faire à son avénement au trône.

Dans un manifeste semblable[1], Kapodistrias déclara* aux ministres résidents que le gouvernement provisoire était tout disposé à se soumettre aux ordres que lui imposaient les puissances, bien qu'il n'eût pas le moindre droit de les accepter d'une manière légale; mais, en même temps, il se fit présenter par le sénat un mémoire[2] qui, dans des formes très-diplomatiques, faisait des réserves pour les droits du peuple, et des représentations fort sensées contre la délimitation du pays. Kapodistrias avait très-formellement averti les puissances que l'exécution de ces stipulations relatives aux frontières offrirait de très-grandes difficultés et pourrait avoir des conséquences funestes; sa prédiction allait se réaliser immédiatement. Il est vrai que l'île de Crète restait tranquillement dans la possession du vice-roi d'Égypte, ce prince si avide, qui, au commencement, sut leurrer les habitants par une organisation fort sage, de sorte que beaucoup de réfugiés même se trouvèrent engagés à revenir spontanément dans cette île. Mais les habitants de l'île de Samos, où aucun Turc n'avait mis le pied depuis le commencement de l'insurrection, s'accordaient tous, sous la direction de Logothetis, qui n'avait jamais cessé de s'y faire sentir, à résister aux décisions de la conférence, et cette île ne fut replacée qu'en 1834 sous la

* 16 avril.

[1] Cf. Klüber, *Diplomatische Geschichte der Wiedergeburt Griechenlands* (*Histoire diplomatique de la régénération de la Grèce*), p. 356. Dans Bétant, *Correspondance*, sous cette date.

[2] Cf. Klüber, p. 365.

souveraineté de la Porte, qui lui accorda une position fort privilégiée. En Acarnanie, dont les habitants réfugiés étaient revenus en masse dans leurs foyers depuis la conclusion de la paix d'Andrinople, les capitaines déclarèrent aussitôt à tous les Francs : « que si l'alliance ordonnait au gouvernement grec de leur commander le retour dans leur pays, ils renverraient, à la vérité, leurs patentes grecques, mais qu'ils resteraient, pour leur propre compte, sur les hauteurs du Makrynoro où ils se trouvaient, non pas certes parce que les Européens les y avaient envoyés ! » Comme on ne fit d'ailleurs absolument rien pour fixer exactement cette frontière à l'ouest, tout restait encore en suspens, même après que le protocole final eut été signé. Le pauvre pays, pour lequel rien n'était plus nécessaire que le règlement définitif de toutes ses affaires, ne sortait pas de l'incertitude la plus pénible; ses plaies, qu'on maintenait ouvertes, continuaient toujours à saigner. Bien des choses auraient pris un meilleur aspect, si le régent, qui promettait beaucoup et dont on attendait l'arrivée avec une vive impatience, fût venu enfin en Grèce. Mais cette unique consolation même qui restât encore aux Grecs allait de nouveau leur être enlevée.

A peine l'acceptation du prince Léopold fut-elle bien connue, qu'on reçut, à la profonde consternation de tous les hommes bien pensants, la nouvelle qu'il avait retiré sa candidature. Sa nomination n'avait pas été plus tôt faite *, que le prince avait commencé à montrer des hésitations et des incertitudes inexplicables, en trouvant à redire au protocole final et en posant de nouvelles conditions. Après avoir fait d'abord des démarches en faveur de l'incorporation de l'île de Crète, dont cependant il n'avait pas désapprouvé l'exclusion au commencement, il demanda ensuite * une garantie des puissances contre une invasion

* 22 janvier.

* 11 février.

étrangère, des frontières plus étendues pour la Grèce continentale, l'assurance qu'on lui fournirait les ressources pécuniaires indispensables et la permission pour les Grecs de prendre part à son élection et de pouvoir faire des objections contre sa personne. Dans une première phase de ses négociations avec lord Aberdeen, le ministre anglais avait montré de l'impatience, tandis que le prince avait fait preuve d'une grande condescendance; mais, dans cette seconde phase, qui commença avec le voyage du prince Léopold à Paris*, où la cour l'avait indisposé en lui refu- * 4 avril.
sant la main de la princesse d'Orléans, la conférence se prêta, avec la plus grande facilité, à toutes ces exigences relativement aux questions d'argent, sans pouvoir cependant le satisfaire. Lorsque ensuite, après l'arrivée du consentement de la Porte, le prince ne pouvait plus reculer devant une décision définitive, il présenta* à la conférence * 15 mai.
le mémoire du sénat grec et les deux lettres d'envoi du président* dont il considérait le contenu comme suffisant * Du 22-24 avril.
pour le libérer de tous les engagements pris par lui vis-à-vis de la Grèce, puisque, disait-il, ces engagements avaient été fondés sur une supposition que détruisaient les communications reçues de Grèce. Ce fut en vain que les plénipotentiaires essayèrent encore une fois* de le tranquilliser * 17 mai.
au sujet du contenu de ces papiers; Léopold donna* for- * 21 mai.
mellement sa démission[1] et retira sa parole dans une lettre qu'il adressa au président de la Grèce. Vis-à-vis de la conférence, il appuya son refus surtout sur le mémoire du sénat grec, « qui avait déclaré vouloir rester étranger à l'exécution des décisions de la conférence. Jamais, ajouta Léopold, il ne pourrait s'imposer à un peuple mal affectionné. Il lui était pénible de voir sa nomination

[1] Cf. *Neueste Staatsacten* (*Documents politiques les plus récents*), t. XIX, p. 63, 66.

mise en rapport, dans le même protocole, avec les mesures décrétées au sujet des frontières, mesures qui l'obligeraient à prendre, pour ainsi dire, la position d'un délégué des puissances et de forcer ses sujets, par le premier acte de son gouvernement et à l'aide des forces armées de l'étranger, à restituer des territoires qui ne se remettraient pas sans résistance sous le joug des Turcs, et que les autres Grecs n'abandonneraient pas à leur malheureux sort : une telle mission, disait-il, en terminant, répugnait à ses sentiments et rabaissait son caractère[1]. »

[1] L'auteur allemand a reçu dernièrement, comme il le dit lui-même dans une lettre qu'il vient d'adresser aux traducteurs, de la source la plus digne de foi, des informations qui rectifient ce qu'il dit p. 658 sq., sur le refus du prince Léopold d'accepter la couronne de Grèce, et qui l'obligeront à expliquer, dans une nouvelle édition de son ouvrage cet acte, plutôt par des raisons provenant des circonstances extérieures que par des motifs personnels, dans lesquels l'auteur avait vu jusqu'alors l'explication de cette manière d'agir. Satisfait quant à ses demandes pécuniaires, le prince ne pouvait pas souscrire aux exigences relativement au territoire de la Grèce. Déjà, à cette époque, la majorité du parlement anglais était disposée à réunir les îles Ioniennes à la Grèce et même à accorder l'île de Crète au nouvel État; mais Wellington et Aberdeen, s'entendant complétement avec Metternich pour restreindre autant que possible l'indépendance et l'étendue de la Grèce, restaient les adversaires même de ces frontières, qu'on accorda plus tard au roi Othon. Se trouvant placé entre deux perspectives, soit d'apporter une brillante dot à la Grèce, suivant le bon vouloir du parlement anglais, soit d'être obligé de lui imposer, d'après le mauvais vouloir des ministres, des frontières rognées, contre lesquelles le sénat grec faisait des remontrances, le prince Léopold se trouva dans une position très-fâcheuse, où la délicatesse la plus naturelle lui liait les mains vis-à-vis de ces ministres qui s'étaient montrés prêts à faire des sacrifices en faveur de ses prétentions personnelles; dans cette situation, Léopold ne pouvait pas décemment faire moins que de présenter comme son ultimatum et comme le minimum de ses demandes la délimitation de la Grèce telle qu'elle fut adoptée plus tard. Cette exposition de l'état des choses se trouve complétement confirmée par une brochure intitulée : *Das Kœnigthum in Belgien* (*la Royauté en Belgique*). Bruxelles et Leipzig, 1856, p. 60 sq.

Pour les hommes d'État anglais, qui s'étaient toujours montrés si susceptibles à l'endroit de tous les arbitrages, prononcés de sa propre autorité par l'alliance continentale, et qui pourtant, à ce moment-là, dictaient la loi à la Grèce sans qu'on le leur eût demandé, c'était là une leçon fort salutaire et digne du prince qui exprimait ainsi les motifs publiquement avoués de son refus, bien qu'en donnant son adhésion au protocole il dût savoir aussi que ce dernier serait imposé à la Grèce d'une manière absolue. Mais, néanmoins, ce n'étaient pas là les véritables motifs de la manière d'agir du prince[1]; ils se trouvaient plutôt dans des incidents fortuits qui menaçaient de changer complétement la position extérieure du prince en Angleterre. Léopold avait commencé à hésiter au moment même où son élection avait été décidée, lorsque, à la même époque*, la santé du roi d'Angleterre avait commencé à péricliter; le prince s'était décidé à refuser le trône de Grèce dès le moment même* où l'on avait désespéré des jours du roi. Les faits et les hommes faisaient alors briller à ses yeux la perspective d'une régence dans le cas où sa nièce, la princesse Victoria, serait encore mineure quand elle monterait sur le trône. C'était là, aux yeux des ministres tories, une raison pour lui accorder au bout du compte tout ce qu'il demandait, afin d'éloigner d'Angleterre l'homme de l'opposition ; mais c'était aussi une raison pour le prince d'y rester, parce qu'il pouvait compter dans ce pays sur une existence en tout cas plus agréable et peut-être même utile. Une pareille existence avait, dans tous les cas, plus d'attraits pour lui que le chemin qu'il fallait faire pour obtenir la couronne d'épines de Grèce; cette vie convenait davantage à toute sa nature, dans la-

* Fin de janvier

* Commencement d'avril.

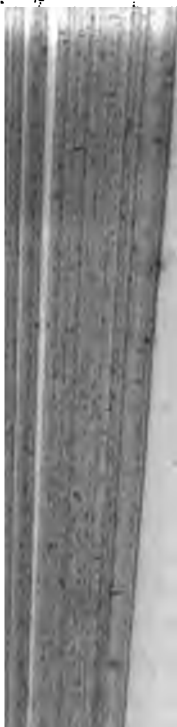
[1] Cf. De la conduite du Prince Léopold dans l'affaire de la Grèce 1830. Extrait de *la Revue française*.

quelle il faudra chercher les motifs essentiels et principaux de sa conduite, ce qui s'applique, du reste, à tout ce que font et ce que ne font pas les hommes. Lorsque, plus tard, ce prince a prouvé sur un autre trône, au centre même du monde civilisé, combien sont rares les talents qui le distinguent comme souverain, on a souvent accusé le sort d'avoir enlevé ce sage pilote au peuple des Grecs battu par la tempête. Il est certainement hors de tout doute que, dans ses rapports avec l'extérieur, Léopold aurait su faire donner à la Grèce une position plus digne; mais on peut, à juste titre, douter que le prince eût possédé les dons physiques et moraux dont il fallait être doué pour développer la vie intellectuelle et intérieure de ces enfants de la nature.

Il fallait à la tête de la Grèce un homme d'une santé si robuste et si élastique, d'une force physique si bien trempée qu'il pût rivaliser avec ce peuple, tombé dans une affreuse pauvreté, en luttant contre le fardeau des misères matérielles, des souffrances et des privations qui l'écrasaient. Il y fallait un homme dans toute la fraîcheur de la jeunesse qui sût s'assimiler complétement au genre de vie de ces hommes à demi sauvages, entrer dans leur sphère d'action, embrasser leur foi et comprendre leur manière de voir et de penser. On aurait eu besoin d'un homme d'une grande abnégation qui, renonçant à toute la pompe vaine de l'appareil du trône et d'une royauté de cour et de salon, eût été prêt à donner, dans une existence sans éclat, à ce peuple malheureux l'exemple de la résignation, de l'assiduité dans le travail et d'une vie simple. Il aurait fallu sur le trône en Grèce un homme d'une grandeur d'âme rare, qui, préparé à tous les échecs, à toutes les calomnies et à toutes les ingratitudes, aurait été préparé à tout braver, à ne se laisser décourager par rien, et à répondre toujours par de nouveaux sacrifices à chaque expérience amère et à

chaque désappointement cruel. On peut rendre tout honneur au caractère du prince Léopold, sans trouver toutefois qu'il était un homme de cette trempe. L'eût-il été, rien n'aurait pu l'ébranler dans sa première résolution, et les difficultés inhérentes à cette grande tâche, qui était de devenir le fondateur d'un nouvel État, le nomothète de ce nouveau peuple, n'auraient fait que l'exciter au lieu de l'épouvanter. Mais tel qu'il était, il avait assez d'ambition pour se laisser attirer, pendant quelque temps, par une carrière honorable qui lui aurait ouvert une issue pour sortir d'une position fâcheuse; mais dès que celle-ci ne le gênait plus, sa nature délicate et habituée aux besoins et aux *comforts* de la vie civilisée ne pouvait guère hésiter sur le choix entre une vie qu'il continuerait à mener tranquillement dans sa patrie d'adoption et un avenir sombre dans une position sur les fatigues et les dangers de laquelle les anciens et les récents rapports du comte Kapodistrias l'avaient parfaitement renseigné.

On a souvent prétendu que la véritable raison par laquelle le prince s'était laissé guider, en renonçant au trône grec, avait été le contenu effrayant de ces rapports mêmes du président, dans lesquels on aurait à dessein présenté l'état de choses en Grèce avec les couleurs les plus sombres. Mais cette assertion porterait, sans le vouloir, une accusation contre le prince, accusation dont on l'absoudra volontiers. Quelque frappante que fût la négligence avec laquelle il manquait de s'entourer à temps de conseillers et de rapporteurs grecs intelligents, pendant qu'il traitait cette affaire par les voies diplomatiques, il *pouvait* et *devait* être parfaitement bien informé sur les conditions du pays auquel il voulait consacrer son existence, même *avant* qu'il eût posé sa candidature et accepté la couronne. En tout cas, cette assertion contient un reproche amer à Kapodistrias.



Une autre fraction
simplement comme
tique d'être presqu
un jugement histor
tions, d'après les dc
les plus délicates ; c
gique très-complexe
si difficiles à dévoile
le plus retors et le
pas nous appuyer su
qu'on en aura jamais
par induction ; pour
nécessité d'examiner
Ioannis Kapodistria
avocat habile et plei
dans sa jeunesse, il ét
il avait gagné les fav
deur de Russie à Veni
la domination de la Ru
puissance ; puis, lorsqu
devenues françaises, il
où il trouva des occ

avec lesquels il se trouvait en contact. Les Stourdza l'introduisirent chez Tschitschagow, qui demanda (1812) qu'on le nommât chef de son bureau diplomatique, et qui le recommanda, à son tour, à Barclay de Tolly. Ce dernier le proposa, en 1813, comme négociateur en Suisse, à l'empereur, qui, rapidement séduit par les qualités personnelles de Kapodistrias, le chargea, à côté de Nesselrode, de la direction des fonctions diplomatiques au quartier-général; en 1814, il le nomma son plénipotentiaire en Suisse et se servit de lui pour les grandes affaires à Vienne et à Paris. Cette carrière extraordinaire seule le rendit bien supérieur à tous ses compatriotes, parce qu'elle lui donna des connaissances et une capacité politiques fort grandes, mais malheureusement aussi toutes les qualités dangereuses qu'une école diplomatique, sous des maîtres tels que les Vénitiens corrompus et les hommes d'État et les courtisans russes si rusés et si habiles, devait inévitablement développer dans cette nature complétement byzantine. Ses manières distinguées et polies, ses dehors aimables et séduisants, le savoir-faire et la douceur dans sa conduite et dans ses paroles, qui captivaient tous les esprits, son usage du grand monde, ses grâces de courtisan consommé, le vernis de société, en un mot, dont il se couvrait, tout cela avait de bonne heure étouffé en lui l'homme et sa nature morale, de même que le vernis diplomatique avait couvert en lui l'homme d'État et l'esprit véritablement politique et patriotique. Quand on fait abstraction des avantages qu'il avait comme compatriote des Grecs, il manquait peut-être encore plus que le prince Léopold de ces qualités morales et physiques qu'il fallait à celui qui voulait diriger un peuple jeune, et pour lequel il s'agissait de se jeter entièrement dans cette vie à demi sauvage, d'oublier tout son passé et de faire preuve d'une

complète abnégation personnelle. Il est vrai que sa résolution seule de quitter le séjour à la cour brillante de Saint-Pétersbourg pour aller vivre au milieu des ordures de Nauplie paraît prouver le contraire, et les admirateurs du comte ont le droit de vanter le désintéressement, la patience infatigable, l'activité, la simplicité et l'économie consciencieuse dont il faisait preuve dans ses fonctions après qu'une fois il s'y fut consacré; seulement, il ne faut pas oublier que cette sobriété et cette économie lui étaient forcément imposées par la nécessité, et que ce dévouement et ce zèle, qui le portaient à faire tout et à le faire seul, étaient évidemment inspirés par le désir ambitieux de régner et de *vouloir* faire seul toutes choses, de même que par la pensée que lui suggérait une vanité aveugle de *pouvoir* faire seul toutes choses.

Il y a encore beaucoup d'autres qualités morales et intellectuelles dans la nature de Kapodistrias où l'on voit percer çà et là un revers et un fond terni à travers un extérieur brillant. Cet homme, dont la vie privée était irréprochable, et dont le caractère était doux et bienveillant, avait reçu de la nature d'excellentes dispositions ; mais la dépravation de ce monde qu'il avait fréquenté dans sa jeunesse l'avait corrompu aussi, en lui inspirant, en même temps, du mépris pour les hommes ; et il faut avouer que la docilité servile et l'insubordination grossière qu'il trouvait dans son nouvel entourage n'étaient pas faites pour l'en guérir. Il se montrait toujours d'une piété austère, pratiquant les devoirs de l'Église et faisant preuve d'une orthodoxie rigide ; mais bientôt on dut remarquer que tout cela n'était pour lui que le moyen d'atteindre un but différent et extérieur. Il parlait trop souvent et dans des formes trop stéréotypées de sa pieuse confiance en Dieu, pour qu'on n'eût pas dû y voir une simple habitude ma-

chinale. Il aimait à s'étendre, dans des réflexions édifiantes, sur les décrets irrévocables de la Providence et sur la fragilité des projets humains, et cependant personne n'était plus tenté que lui de guider tout doucement la main de la Providence. Les Occidentaux, qui allaient le voir, reconnaissaient un certain talent d'observation philosophique dans sa conservation qui trahissait une grande expérience du monde et qui abondait en anecdotes et en maximes; mais on voyait bien vite que son esprit était plutôt fin qu'étendu et grand, et qu'il était plus riche en spéculations qu'en expériences fécondes. Tel qu'il se montrait dans le gouvernement et dans l'administration, bien qu'il n'y eût aucune expérience pratique, il surprenait tout le monde par son aplomb; mais, après l'avoir observé un peu, on se trouvait en face d'un esprit étroit qui était bientôt au bout de son savoir et qui n'était plus capable d'apprendre et de faire des expériences, quelque bonne volonté qu'il montrât. On pouvait le louer de vouloir exercer d'une main vigoureuse le pouvoir sur ce peuple sortant de l'anarchie; mais il était impossible de ne pas s'apercevoir qu'il manquait de tout discernement instinctif pour reconnaître ce qu'il aurait dû comprendre comme un besoin impérieux, c'est-à-dire que les véritables fondements d'un gouvernement fort sont la justice et l'inflexibilité dont on fait preuve dans son administration. Il n'était pas homme d'État, il n'était que diplomate; toutes ses manières et toutes ses habitudes montraient que c'était là le caractère fondamental de sa nature.

Dans celles de ses lettres qui ont été publiées et dont le nombre est assez grand, Kapodistrias tient aux hommes les plus différents toujours le même langage et leur parle indifféremment sur le même ton, de sorte qu'on croit rencontrer partout le même masque ostensible et destiné à

faire impression sur le lecteur. Quelque fine que fût sa conversation, l'absence de toute confiance franche et l'art que possédait le président d'éviter les questions directes, faisaient bientôt naître la défiance dans l'esprit de son interlocuteur. Il avait l'habitude, commune à tous les hommes du monde de la grande époque napoléonienne, de montrer sa riche expérience en parlant beaucoup et tout seul ; sentant vivement, comme tous les méridionaux, il pouvait, en s'abandonnant à cette faconde, se laisser entraîner à de fortes indiscrétions, mais cette circonstance n'ôtait rien de l'impression de réserve, de mauvaise foi et de duplicité qu'il laissait à ses auditeurs. De même que de ses sentiments religieux, il parlait aussi trop souvent de la « ligne droite » de sa conduite pour qu'on n'eût pas dû se sentir disposé à essayer d'y découvrir des chemins tortueux. On l'aurait rencontré suivant de telles lignes courbes et se contredisant lui-même, qu'il eût été tout préparé à interpréter cette duplicité comme abondance de ressources et à ériger en maxime ces contradictions elles-mêmes. Nous avons vu comment, à Poros devant les plénipotentiaires, il professait des doctrines constitutionnelles, quand, au même instant, il faisait faire, en son nom, par le comte Boulgaris, les professions de foi de l'absolutisme le plus tranchant. C'était ainsi que le libéralisme à l'ouest et la Sainte-Alliance à l'est pouvaient être contents du président ; que le czar et Lafayette pouvaient être charmés de lui. Ses visiteurs d'Occident entendaient parler de sa bouche tantôt l'Américain ou le Suisse libéral, tantôt le Russe, partisan de l'absolutisme. Dans cet écrit, publié en
¹ Cf. T. Iᵉʳ, p. 153. 1819 à Corfou¹, qui, déjà pour cette raison, doit avoir été composé ou dicté par Kapodistrias, il est question de « la concorde de cette discorde » ce qui ne doit pas trop surprendre de la part de l'élève d'Alexandre, ce disciple de

La Harpe. Fidèle à son système, il y indique à ses Grecs à la fois ces deux écoles opposées à suivre; la Russie, où ils pourraient observer « les progrès de la civilisation émanant de l'Église, » et, de l'autre côté, la Suisse, l'Angleterre et l'Amérique, où les charmes de l'exemple leur enseigneraient la science et l'art de la liberté!

Ses rapports ave
le prince souverain
de la Grèce.

D'un homme de cette trempe on n'attendra pas qu'il ait pu être *entièrement* quoi que ce soit, excepté une nature diplomatique, qui, tout en déployant la somme d'énergie dont elle est capable, n'est en elle-même qu'*incomplète;* qui, tout en affirmant sa fidélité aux principes, fait plier et étend toutes ses opinions; qui, malgré tous ses efforts ambitieux, montre une grande souplesse dans tout ce qu'elle fait et qui, en dépit de toute sa ténacité, s'accommode aux nécessités du moment, aux occasions favorables et à tout ce qui peut servir ses desseins. Tel se montre Kapodistrias dans tous ses rapports avec le prince Léopold, dès le commencement jusqu'à la fin. Lorsque les Grecs le mirent à leur tête, il pouvait, sans vanité, se croire le plus capable d'entre eux tous, et il se peut qu'il espérât ou qu'il crût que la place de président resterait destinée exclusivement à un Grec, et qu'en acceptant ces fonctions, il les remplirait pendant toute sa vie. Mais acquérir une certitude complète à ce sujet et proclamer loyalement le résultat de cet examen vis-à-vis de soi-même et vis-à-vis des autres, ce n'était pas chose possible pour cette nature qui ne semblait pouvoir suivre qu'une marche équivoque. Kapodistrias se déclara, vis-à-vis de Michaud, pour la royauté; mais lorsque ce Français combattit ses raisons par des arguments contraires, le président les approuva et donna à entendre que c'était là sa véritable opinion. Déjà avant d'entrer en fonctions, il avait déclaré aux puis-

sances[1] qu'il faudrait donner un souverain à la Grèce et que lui, Kapodistrias, serait heureux de préparer le chemin à cette combinaison. Mais il écrivit, à la même époque, à Willmot Horton* dans un tout autre sens qui ressort clairement de l'ensemble de cette lettre, bien que les phrases n'en soient pas fort claires; il y disait : que les députés de la Grèce constituaient la seule et véritable assemblée législative, de même que ceux qui avaient été chargés par elle d'exécuter ses décrets, formaient le seul pouvoir exécutif; que s'il avait été question d'élever un trône en Grèce et de l'offrir à un prince européen, on pourrait expliquer cela par des « intérêts momentanés. » Dès qu'il arriva sur les lieux mêmes et qu'il entra en fonctions, il apprit à se considérer comme l'élu et le sauveur du pays et à s'ériger en directeur indispensable de ses destinées. Quand même il n'aurait pas été poussé par une ambition personnelle à jouer ce rôle, l'aveugle ambition de famille de ses frères Viaros et Augoustinos y aurait amplement suppléé; le zèle funeste de ces séides de son pouvoir, qui agissaient partout avec une absence complète de tous égards, poussait le président à s'enlacer dans les réseaux d'une présomption vraiment pernicieuse. Pour en donner un exemple, déjà dans la première année de son gouvernement, il arriva que, pendant une tournée du président dans le Péloponèse, on faisait signer à Aigina une adresse par laquelle le peuple grec devait remettre ses destinées futures entre les mains de Kapodistrias; ses adversaires accusèrent le gouvernement d'y avoir contribué pour sa part, et, lorsque le président protesta publiquement contre cette assertion, Georgios Mavromichalis publia* une lettre qui prouva la part que Viaros y avait prise, s'il n'y démon-

* 15 octobre 1827.

* 8 sept. 1828.

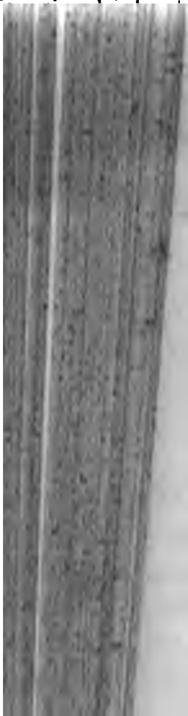
[1] Lettre adressée à lord Palmerston au mois de juillet 1831.

trait pas la complicité du président lui-même[1]. Il était fort surprenant, et l'on peut y voir le prélude d'événements postérieurs semblables, que ceci eût lieu précisément à l'époque où la conférence se réunit à Poros où l'on allait, pour la première fois, examiner à fond la question de la forme du gouvernement futur de la Grèce?

Devant cette conférence, Kapodistrias réitéra toujours dans le même langage équivoque, l'assurance de son empressement à céder la place à un prince souverain, mais non pas sans se recommander et sans se laisser recommander, en même temps, lui-même de la manière la plus habile et, comme nous l'avons vu plus haut* pour toutes les éventualités. Il traitait comme question ouverte, ce qu'elle était en effet encore à cet instant, cette question du pouvoir suprême que, dans d'autres occasions, il appelait « un simple fait, déterminé par les circonstances du moment; » en cas de besoin, il était prêt, disait-il, à « servir le pays dans n'importe quelle position, » même comme ministre, mais plus volontiers, ce qui se comprend parfaitement, comme président ou comme hospodar. Lorsque les propositions de la conférence de Poros furent expédiées à Londres, Kapodistrias pouvait croire avec tant d'autres qu'on ne trouverait pas facilement des concurrents princiers et que la Russie travaillerait directement pour lui et défendrait ses intérêts. Mais lorsque les prétentions des princes firent aussitôt oublier celles du roturier, le président aigri contre la puissance protectrice qui lui refusait sa confiance entière, commença à agir pour son propre compte et, pour s'entourer de la faveur de ses Grecs, il revint, pour le moment, aux principes démocratiques du gouvernement, ce qui ne manqua pas d'indisposer la

* Cf. T. II, p. 578.

[1] Cf. Trikoupis, t. IV, p. 302 sq., 396 sq.



élections se trou
coup d'éparchie
en se souvenant
élections, comme
but de faire nomn
que possible, afin
ainsi dire, une pr
prince. En effet, il
proclamât pas au
qu'il attendît d'ab
d'être en état de p
une décision « par
remplir son devoir
traient les électeurs

[4] Juillet. L'assemblée, con
plétement gouvernée
créatures, lui donna
cier avec les puissan
ultérieure que donne
monde savait que cet
podistrias au congrès
voulait s'en servir

de Londres s'occupait sérieusement du choix du prince souverain, toutes les lettres adressées par le président à ses amis intimes*, tels que Eynard, Kolokotronis, Raïkow et autres, exhalaient sa mauvaise humeur contenue, autant que le permettait la prudence de cet homme circonspect qui pesait toutes ses paroles ; en effet, il se sentait blessé et mis de côté par ce choix « d'un prince *étranger* qui, comme il l'écrivait à Kolokotronis pour l'exciter, devait régner sur la Grèce pour lui-même et pour ses héritiers et successeurs ! » Il se disait à lui-même ; « qu'on avait assez de lui et qu'on voulait mettre d'autres hommes à sa place ; » mais avant de se décider à se retirer librement, il demandait « qu'on le lui dît ; » dans ce cas, il ne resterait plus un seul moment ; mais autrement, il se maintiendrait inébranlable comme un roc, à la place que lui assignait son devoir ! Or, sous la pression des circonstances, il considérait comme son devoir de se soumettre aux décisions des cabinets, mais, si c'était possible, dans « des formes légales, » avec le concours de la nation dont il défendait, à cette époque, lui-même la participation à cette affaire, dans un mémoire qu'il écrivit pour combattre l'opinion de Ribeaupierre. Quelque sauvage que fût ce pays, écrivait-il à Eynard, il avait pourtant son opinion à lui, opinion qui ne se montrait pas favorable à la combinaison d'une royauté et encore moins à « un prince étranger qui devait devenir roi sans donner de garanties. » Tout cela aurait eu un air très-loyal, si seulement on ne savait pas qu'autrefois, à Poros, il avait, dans les expressions les plus frappantes, reconnu aux puissances, en échange des sacrifices qu'elles avaient faits pour le pays, le droit d'établir en Grèce, un gouvernement monarchique qui pût concilier les intérêts de la Grèce avec ceux des cours médiatrices ! Kapodistrias abandonna aussitôt « les formes légales, »

* **Commencement de 1830.**

lorsqu'on lui présenta le protocole du 3 février 1830, conçu dans des formes si impérieuses auxquelles il ne s'était probablement pas attendu. Il se soumit, quant à sa propre personne, en faisant faire une protestation par ses marionnettes qui siégeaient au sénat; quant à l'assemblée nationale, il la laissa complétement hors du jeu. Il accepta le protocole, pour ne pas se rendre impossible; mais il le fit d'une façon qui, dans des circonstances favorables, pouvaient bien rendre impossible le protocole.

On comprend fort bien qu'un homme d'un tel caractère et dans de pareilles dispositions ne pouvait guère écrire que des lettres décourageantes au souverain élu de la Grèce, bien qu'Eynard fît à dessein imprimer ces lettres mêmes pour défendre Kapodistrias précisément contre ce reproche; il pouvait très-bien les livrer à la publicité, parce que l'auteur, dans sa circonspection, avait eu soin de préparer la justification de tout le contenu de ces lettres, en fournissant la preuve de la vérité pure et simple. Cependant, si, malgré la prudence de l'auteur, ses amis qui, plus tard, ont fait imprimer la correspondance complète du président, ont vu la nécessité de passer les lettres au crible, ils n'ont pourtant pas fait cette opération avec assez de soin pour qu'on ne puisse pas trouver encore dans ces documents, écrits par Kapodistrias lui-même, assez de matériaux propres à corroborer ces accusations de ses adversaires. En effet, il est assez singulier que, dans le premier mémoire même que Kapodistrias adressa au prince au mois de mai 1829, il ait tout de suite accentué, d'une façon si particulière, ce qu'il disait être la seule manière juste de décider la question des frontières, bien qu'il sût parfaitement que les puissances n'adopteraient pas cette solution, mais sans laquelle *on ne trouverait pas de prince*,
* 6 janv. 1830. suivant son opinion, comme il l'avoua à son ami Eynard*.

Ce qui surprend encore beaucoup, c'est que les choses les plus séduisantes qu'il semblait écrire plus tard au prince de Cobourg, étaient réellement celles qui étaient les plus propres à le rebuter : il l'invita, à plusieurs reprises, à venir en toute hâte; mais il voulait seulement que le prince fût en Grèce pour assister à l'affaire si odieuse de la régularisation des frontières qui devait presque infailliblement amener une collision violente, et dans laquelle il ne voulait pas se brûler les doigts, comme il l'avouait à tous ses amis. Ainsi, lorsque le prince refusa le trône grec, le président ne partagea certainement pas le deuil et le désespoir qui se répandirent dans tout le pays et dont les étrangers furent les témoins; personne ne pourra avoir le moindre doute à cet égard. S'il en avait été autrement, Kapodistrias aurait tenu une conduite toute différente. Une élection rapide et bonne, pour remplacer le prince Léopold, aurait rendu à ce pauvre pays l'espoir de retrouver enfin la tranquillité et l'ordre. Dawkins, et même Eynard, engagèrent Kapodistrias à proposer promptement un autre candidat; mais il leur répondit d'une manière évasive, en disant : que ce n'était pas chose facile; que cela supposait au gouvernement grec les moyens de faire une telle démarche, et (on croirait presque entendre parler la Russie, la grande puissance!) « la certitude d'un succès; » mais qu'il ne possédait ni les premiers, ni la seconde.

Ses rapports avec la Russie.

Le caractère de Kapodistrias se montre encore moins estimable dans ses rapports avec la Russie que dans ses relations avec le prince désigné comme souverain de la Grèce. Si le zèle qu'il avait montré pour les intérêts grecs, longtemps avant l'insurrection et lorsqu'il était encore au service de la Russie, lui avait fait la réputation d'être bon patriote, le zèle qu'il déploya plus tard, comme régent de la Grèce, pour les intérêts russes, fit que beaucoup de per-

que Varvakis, et l
commencement, co
du pays et l'espoir
de la Russie, sou
changer peu à peu
donc lieu de s'éton
compatriote, les Gr
de détourner de lui
de la Russie et de
faire qu'au prix d'a
Trikoupis, qui, pa
de près, et qui n'est
ment, le défend, da
accusation, en disa
s'était servi, déjà en
à-vis de Prokesch ; r
caractéristiques, en
podistrias le soupçon
pas? Mais qu'avant
politique d'un Kolok
seront toujours, dan

Grec, et toujours plutôt Grec que Russe. Il faut encore avouer qu'il pouvait alléguer des motifs fort concluants et d'une puissance presque coercitive, qui firent qu'il penchait plus vers la Russie que vers les autres puissances. Effectivement, de tout ce qui, dans les relations du président avec l'extérieur, paraît condamnable, il faut incontestablement en rejeter la première faute, et la plus grande partie de cette faute, sur les rapports existant entre les différentes puissances protectrices et entre elles et la Grèce.

En effet, si, à l'époque où les philhellènes mesuraient les forces de leurs différents partis à Kastri, à Troizen et à Aigina, le pays subissait déjà la guerre des influences étrangères, il devint, depuis l'exécution du traité de Londres, encore bien plus et pour sa ruine bien plus grande, la victime des discordes qui déchiraient entre elles les puissances : ce sort atteignit, en première ligne, le président. S'il lui avait été accordé de se trouver en rapports d'une amitié sincère avec toutes les trois puissances, il est probable qu'à son tour il aurait travaillé avec plaisir à l'exécution sincère de leur traité en Grèce. En effet, il savait que l'assistance matérielle des subsides étrangers et les secours moraux que lui donnaient ses rapports avec les cours étrangères pouvaient seuls le maintenir dans sa position; depuis trois ans, il avait essayé de se soumettre la Grèce en l'effrayant par des paroles d'autorité et en disant : « que les Grecs n'étaient plus seuls en Grèce; que leurs intérêts les plus importants étaient entre les mains des puissances alliées. » Si toutes ces trois puissances avaient payé leurs subsides au gouvernement grec d'une manière régulière, dans un accord parfait et dans des proportions égales, et qu'il eût été, en même temps, possible d'interdire aux résidents toute immixtion dans les affaires intérieures, à moins que des instructions collectives, conve-

nues entre les puissances, ne les y eussent autorisées, les alliés auraient peut-être réussi à maintenir le président dans la droite ligne, et bien qu'ils le considérassent, dès le principe, comme un agent russe, ils auraient pu « lier » la Russie, même en Grèce, dans sa personne ou par lui. Mais les trois puissances agissaient d'une manière tout à fait différente dans leurs rapports diplomatiques, comme dans les secours qu'elles donnaient à la Grèce : la France se montrait bienveillante, mais d'humeur inégale; l'Angleterre se tenait sur la réserve et était méfiante, tandis que la Russie était importune et voulait toujours se mettre en avant. Lorsque Kapodistrias vint à Londres, après avoir reçu son congé à Saint-Pétersbourg dans les meilleures formes possibles, il s'aperçut bientôt qu'on n'y voyait en lui que l'ennemi des Anglais et l'Ionien au séjour duquel à Corfou, en 1819, Maitland avait attribué une insurrection qui, peu de temps après, avait éclaté dans l'île de Hagia-Maura (Sainte-Maure). Quand, sur sa demande de pouvoir se présenter au roi, on l'invita à venir à Windsor et qu'on l'y introduisit dans la galerie de tableaux, « le premier gentleman » d'Angleterre n'y entra qu'après s'être fait attendre longtemps ; il examina les tableaux, fit semblant de rencontrer le président d'une manière tout à fait inattendue, le salua et le congédia, après lui avoir adressé quelques paroles seulement. Se voyant ainsi mortifié dans ses sentiments de dignité personnelle, ne trouvant que des refus ou de belles promesses, quand il demandait les secours indispensables, peu satisfait de la manière dont, diplomatiquement parlant, on avait reconnu son rang et sa position, il se sentit, dès le commencement même, aigri contre les puissances occidentales, et surtout contre l'Angleterre. Il faut avouer qu'il avait raison de se sentir de l'amertume quand Stratford Canning l'exhortait à être franc et sincère

vis-à-vis de l'Angleterre, car on n'était ni sincère ni franc à son égard.

Dès le commencement même, avant que Kapodistrias fût seulement arrivé en Grèce, et ensuite lorsque ses premiers actes ne semblaient encore recéler aucune arrière-pensée, on calomniait déjà sa personne dans la presse d'Occident et parmi les Anglais et les Français mal disposés qui se trouvaient en Grèce; on faisait planer des soupçons sur chacune de ses démarches, et l'on empoisonnait d'avance toutes les nouvelles relations qu'il pouvait vouloir former. Le président se plaignit auprès des personnes revêtues d'un caractère officiel, telles que Guilleminot, des agents officiels des puissances occidentales elles-mêmes; il disait qu'ils travaillaient sourdement parmi les Grecs pour miner sourdement son autocratie, en l'accusant de transformer le pays en colonie grecque. Toute occasion devait servir de moyen d'agitation contre Kapodistrias, soit qu'on rappelât les Français de la Morée, soit qu'on choisît le prince de Cobourg pour être roi, soit qu'on restreignît les frontières. On n'aurait donc pas pu s'étonner si le président fût devenu le vassal de la Russie, par la force des circonstances et sans qu'il eût eu le choix d'agir autrement, dans le cas même où il n'aurait eu que des antipathies pour la Russie. En effet, autant les puissances occidentales lui montraient une hostilité capricieuse, autant la Russie, au contraire, cherchait systématiquement à l'attirer dans ses filets et à le leurrer par l'appât qu'elle lui tendait, ce que, du reste, elle aurait fait absolument de la même manière avec toute autre personne à sa place. Le czar considérait la Grèce comme « un État créé par la Russie et comblé de ses bienfaits; » on regardait à Saint-Pétersbourg comme le résultat le plus naturel du rétablissement de ce pays, résultat dont la Russie devait nécessairement se saisir, l'exploitation des

mencé à s'occu
mations eurent
quérir de la m
le protocole du
sur les frontièr
seraient les plu
tion au point d
notables en Grè
gers [1].

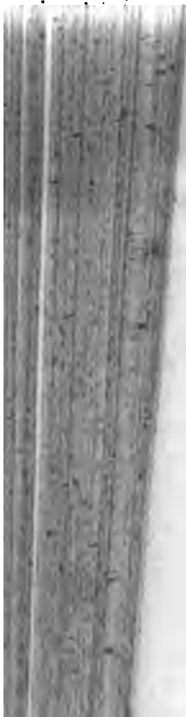
Alors le choix
de la Grèce offrit
travailler, dans
traité de Juillet.
plus propre pour
avait été entièren
cour était complét
et même, pendant
dre ne lui avait j
On avait donc en l
toujours prêt à ve
tance extérieure et
russes de l

sance orientale et les puissances occidentales, n'aurait pas « penché vers la Russie? » Surtout depuis la guerre russe, quand, au moment où éclataient les hostilités, on se disait en Grèce : « que le traité de Londres était un morceau de papier, mais que le manifeste de la Russie était l'évangile de l'avenir! » Il est vrai qu'à son arrivée en Grèce, le président avait dit, avec jactance, à Miaoulis : qu'il avait bien attrapé les niais de Paris et de Londres; que tous les regards devaient se tourner vers le Nord, et qu'on avait à attendre tout ce qui serait utile « du jeune homme de là-bas! » Il est vrai qu'il assistait aux cérémonies nationales en uniforme russe et la poitrine couverte de décorations russes, ou encore qu'il abolit, comme l'emblème du pays, l'image de Minerve pour rétablir le phénix, le symbole de l'hétairie, créée en Russie. Il avait bien donné sa confiance aux hommes du parti russe, à un Kolokotronis et à un Ypsilantis, tandis qu'il avait poursuivi de sa haine Mavrokordatos et tous les primats péloponésiens qui se rattachaient à l'Angleterre. Il avait, de plus, éloigné des hommes tels que Church et Fabvier, et confié la garde de l'acropole de Nauplie aux mains d'un Russe (Raïkow). Il est vrai encore qu'il montrait sa mauvaise conscience quand, dans sa conversation, à l'ordinaire si mesurée et pleine de douceur, il ne devenait irritable et emporté que lorsqu'on en venait à parler de la Russie ou des îles Ioniennes. Tous ces faits, et mille autres détails qu'on observait dans sa conduite et qu'on colportait dans le pays, ne pourraient pas lui faire mériter le reproche d'avoir donné un caractère entièrement russe à l'émancipation grecque, que les partisans de Canning voulaient soumettre à l'influence européenne; mais il y a trois grandes situations, et précisément les plus importantes qu'on puisse s'imaginer, qui témoignent hautement contre lui et dans

tandis que la troisi
sera décrite ailleurs
Tout bon Grec, e
gent, encore plus q
que sans l'indépend
d'avenir. Déjà, le se
fonctions de préside
par le cabinet de Ber
chaine de l'indépenda
distrias se rendit à
* 15 oct. 1827. Horton * : que tous ce
dans une dépendance
jamais y former de par
mots, il avait déjà, aut
dépendance de la Grèc
Russie. Le czar, qui, su
lait donner à la Grèce
entre l'indépendance et
senté* que la suzerainet
ment « le droit plutôt
alliances; » là-dessus,

prises, à l'autocrate de toutes les Russies, la promesse la plus formelle : « qu'en acceptant les fonctions de président, il insisterait sur ce qu'on lui donnât les pleins pouvoirs nécessaires pour être à même de régler le mode de l'existence future de la Grèce sur les bases du traité de Londres, et que si, contre l'intention des puissances, les Grecs voulaient, par hasard, chercher à atteindre leur complète indépendance, il se retirerait dans les foyers de ses pères et abandonnerait les Grecs à leur sort! » La volonté de la Russie était donc, à ses yeux, plus importante que le bonheur de la Grèce! La volonté de la Russie et sa propre ambition! car il était évident que, pour un vasselage turc, on trouverait beaucoup plus difficilement un concurrent princier que pour une souveraineté! Et même à cet égard, le rusé Grec s'était ménagé une échappatoire pour sa conscience ou pour sa politique avec une prévoyance et une circonspection si extraordinaires que, dans le jugement d'hommes droits, sa culpabilité en serait plutôt aggravée qu'atténuée.

L'empereur lui avait dit : que si la médiation des puissances n'atteignait pas son but auprès de la Porte, les Grecs n'acquerraient que de nouveaux titres à la sympathie des puissances, en leur montrant de l'empressement à se soumettre à leurs décisions. Kapodistrias n'interprétait pas, dans sa propre pensée, ces paroles du czar, de manière à laisser ouverte une perspective d'indépendance, car il savait trop bien qu'à Saint-Pétersbourg on n'en voulait pas entendre parler. Aussi ne fit-il nullement valoir cette interprétation à Poros, lorsque la médiation eut échoué, bien qu'il n'oubliât pas de demander *d'autres faveurs*, comme prix de la bonne volonté des Grecs! Mais le comte se réservait, pour ainsi dire, la faculté *de pouvoir interpréter de cette manière à d'autres personnes* les paroles impériales,

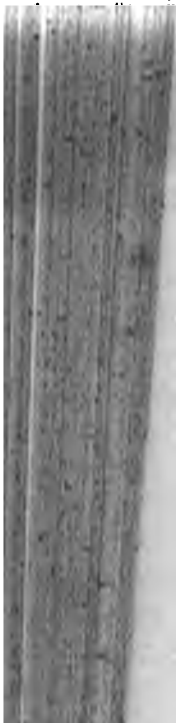


la manière la plus
Il déclara à l'assem
Troizen exigeait de
dance de la Grèce;
sait-il, puisque le pa
recevait pas ce qu'i
posa donc une for
écarta, pour le mom
lui-même « fut invest
régler l'existence fut
de Londres. » Puis il
gagea à remplir son
grès d'Épidavros, d'A
ponsable de ses actes
nationale; c'est-à-dire
ment incompatibles av
tivement à la question

De cette manière, le
distrias, prescrire à l'
rapports avec l'extérie
cer le droit dangereux
avec les

de Kapodistrias; dans cette guerre, disons-nous, le czar mit tout de suite à l'épreuve le nouveau gouvernement de cet État dont l'organisation était encore incomplète; pour voir de quelle manière les Grecs répondraient à son attente comme ses protégés et ses alliés, l'empereur de Russie réclama aussitôt leurs services contre ses ennemis et, en cas de besoin, même malgré ses alliés d'Europe. Nous venons de voir de quelle manière complète le président sortit de cette épreuve.

De la même manière, et c'est la troisième de ces situations importantes, le czar voulut enfin, par l'intermédiaire du comte, imposer à la Grèce les conditions mêmes de son existence intérieure, afin qu'elles ne formassent pas une discordance funeste avec l'ordre des choses dans l'Europe orientale. Intimidé par les dangers qu'il courait lui-même dans son propre pays, l'autocrate russe avait jugé indispensable d'établir un système de répression sévère dans la politique qu'il suivait à l'intérieur de son empire. Brouillé avec l'Autriche au sujet de toutes les questions de la politique extérieure, il semblait vouloir se rattacher étroitement à cette puissance sur ce seul et unique point. On se souvient que, pendant les différentes crises de ces dernières années, Metternich avait toujours fait naître dans l'esprit du czar la peur des révolutions et la crainte des démagogues, ce qui était son dernier moyen pour retenir Nicolas. Pour prévenir les dangers intérieurs qui menaçaient le monde, le grand-chancelier s'efforçait, avant, pendant et après la guerre, de faire revenir les grandes puissances sur le terrain de l'Alliance. Dans ce but il représentait l'Europe, à plusieurs reprises, à la cour de Saint-Pétersbourg comme un volcan en pleine activité qui ne pourrait être éteint que par l'entente la plus cordiale entre l'Autriche et « le seul fort et grand souverain



rément le dernier à
moment même où l
triche, il semblait ca
s'allier à cette puissa
térieure et précisém
puté des affaires gre
tionnaire pouvait seu
nion de la Russie éta
une position dans la
ressources, mais « sa
autres pays par la for
De la même manière
la France et à celle d
cette époque les dernie
en Colombie, en y insti
rapprochât autant que
lument de la même faç
fonder un gouverneme
la mission serait, non-s
l'anarchie en Grèce, m
mémoire de Boulgaris, «

coup mortel au cœur des démagogues de tous les pays. » Dans la lettre d'envoi écrite par Nesselrode, que nous avons déjà citée et qui accompagnait ce mémoire, on recommandait[1] d'une manière expresse à la conférence de Londres de suivre les conseils conçus dans un esprit conservateur et exprimés par l'Autriche dans un de ses mémoires, afin d'amener une entente complète entre *toutes* les grandes puissances, au moins par rapport à la position intérieure de la Grèce. « Il s'agissait là, avait dit Nesselrode déjà dans des dépêches antérieures, de prouver aux alliés que le traité de Londres était un bienfait; il fallait y faire cesser des excès honteux et y rétablir l'ordre légal. Le czar, qui considérait l'organisation intérieure de la Grèce comme une question vitale, se sentait obligé d'une manière impérieuse de donner à ce pays un gouvernement suffisamment fort pour détruire les sociétés secrètes qui s'y étaient formées, ainsi que les germes de révolution qui y avaient été déposés. En effet, ajoutait-on, si les trois puissances laissaient la Grèce sous le joug d'une anarchie pernicieuse, elles sanctionneraient le triomphe des doctrines les plus fatales et les plus contagieuses! » Il était donc réservé aux Grecs d'être au bout du compte assimilés aux carbonari de Naples et aux francs-maçons d'Espagne, et d'être enlacés dans le même système réactionnaire. Avec quel empressement Kapodistrias se prêtait à rendre même *ces* services si rebutants, c'est ce que prouve tout l'esprit dans lequel sont conçues ces propositions de Boulgaris, écrites sous l'inspiration du comte lui-même; c'est ce que Kapodistrias avait montré, déjà avant son départ pour la Grèce en répondant à Londres aux scrupules de Rhizos à l'égard des mesures violentes

[1] Dépêche de Nesselrode en date du 3 janvier 1829.



façon le comte s'
quelles vicissitude
l'équipage et la ca
lui-même sur les ro
aurons à raconter
place naturelle da
grands événements

Résumé servant à s'orienter.

Après avoir décri
l'Ouest et à l'Est, e
à nous occuper de
était alors au cœur
pour point de départ
de l'état d'affaissem
lequel était retombé
Paris, toute l'Europe
qu'elle avait dû faire
révolutions qui venai
inaction politique com
par Metternich, ce ch
de la légitimité et de
lui à toutes ces parti
des réseaux d

Russie et avec la Prusse, où il vivait en paix avec le gouvernement tory en Angleterre et où la France se trouvait affaiblie et humiliée. Alors ce calme complet, qui régnait dans la vie publique de ces États, fut troublé et interrompu sur deux points, par deux mouvements insurrectionnels, le soulèvement des Américains contre l'Espagne et la rébellion des Grecs contre la Porte; ces mouvements éclatèrent tous les deux dans des pays qui n'étaient pas placés sous la sauvegarde de ces traités, et tous les deux avaient leur germe dans la révolution française dont la semence et dont les fruits étaient destinés à faire écrouler le système de la Sainte-Alliance. Le premier de ces mouvements donna au monde une impulsion toute matérielle qui, venant de l'Ouest et troublant notre partie du globe dans sa tranquillité indolente, ébranla les pays latins du Midi de l'Europe, l'Espagne et le Portugal, Naples et le Piémont et fit éclater également l'insurrection des Grecs, préparée déjà de longue main. Le second de ces mouvements, qui eut lieu à l'Est, donna aux esprits, dans une direction tout à fait opposée et d'une manière entièrement différente, une impulsion tout idéale, qui sé communiqua précisément à tous ceux des États de l'Europe centrale où les effets destructeurs des secousses politiques à l'Ouest ne s'étaient pas fait sentir. En effet, il se déclara en Allemagne, en France, en Angleterre et parmi les peuples voisins d'origine germanique un mouvement moral et intellectuel qui exerça une influence aussi inattendue que puissante sur la renaissance de la vie politique qui venait de s'éteindre ou d'être étouffée.

Les dernières ramifications de ce mouvement à l'Ouest, les révoltes militaires dans les péninsules au pied des Pyrénées et des Apennins, simples émeutes de conspirateurs qui n'avaient jeté que de faibles racines, et seulement



de la Sainte-Alli
deur empêchait l
qui s'étaient insu
légitimistes, et d
tiens des armes «
tiens et malheure
même, on abando
on se trouvait dan
pas secourir les Gr
violation du droit
combattre, car alor
gieux de tout le mo
mouvement en Orie
vaincu que le sultan
rapidement et aussi
Français avaient tri
Espagne. Mais cette
dans des conditions
sieurs siècles; intime
et fort étendue de l'e
nale tout à fait indépe
une vitalité bien plu

par les Grecs, qu'on célébrait bientôt comme les créateurs d'un présent plus généreux et qu'on disait être envoyés, comme par la Divinité, pour produire des changements salutaires dans le monde entièrement plongé dans un bourbier; la durée de cette lutte, disons-nous, donna à l'opinion publique l'espace et le temps de transformer ses sympathies pour cette cause de l'indépendance nationale en une puissance qui décida la victoire des Grecs, et de donner à la faveur, avec laquelle on accueillait cette cause de la liberté, une extension qui ajouta un complément inespéré à cette victoire, en minant tout le système réactionnaire russo-autrichien qui, pareil à un terrible cauchemar, pesait sur toute la société européenne.

Ce furent ces effets remarquables du mouvement grec que reconnut et avoua le fondateur lui-même de ce système qu'on venait de miner. Au commencement de l'insurrection, il avait été de bon ton à Vienne et à Berlin de stigmatiser les Grecs, comme les plus dangereux de tous les ennemis de l'ordre et de tous ces « partisans du système de destruction » que l'anathème de l'Autriche mettait au ban de l'Europe, parce qu'ils cachaient leurs desseins impies sous le masque sacré de la religion et de l'humanité. On avait été épouvanté dans ces deux villes, lorsqu'on avait vu que parmi les honnêtes Allemands, contre lesquels on venait de prendre tout récemment des mesures si sévères à Vienne et à Karlsbad, « les conspirateurs contre l'ordre public » avaient bravé les gouvernements, et qu'ils avaient eu le front de prêcher une croisade contre les Turcs, de s'ériger en puissance et d'organiser des forces et des ressources pour exécuter des desseins qui, en réalité, étaient bien différents du but qu'on mettait en avant[1]. On essaya

[1] Bernstorff au comte Alopeus, le 10 octobre 1821. MS.

politique allait co
reux professaient
voyant que les co
« comme un grand
avant les gouverne
culte ; qu'ils faisaie
l'autre et que, enco
leurs efforts pour a
quelle ils seraient
d'autres circonstanc
tre nom.

Lorsque, avec le d
du cabinet français,
de sa léthargie politiq
ennemi des lumières
croyait déjà le sort d
prévoyait une catastro
France, catastrophe q
manière plus funeste
politique générale en
varin eut été livrée, le

il n'est pas surprenant « de les voir former une conjuration devant l'embrasement d'une flotte offerte en sacrifice au génie destructeur qui renverse tout ordre établi ! » Mais ce ne furent pas seulement ces effets locaux du philhellénisme en Italie et en France ; ce furent surtout les indices et le pressentiment de secousses plus générales et sur un terrain plus étendu qui effrayèrent le prince. Gentz prévoyait que cette victoire de la révolution amènerait une dissolution des conditions politiques de tous les États de l'Europe. Metternich sentait le sol trembler sous ses pieds, de manière à ébranler tout son système. Au même moment où il se vantait, vis-à-vis du cabinet de Berlin[1], de la force de résistance de sa politique conservatrice qui était solide comme un roc, il avouait qu'il était frappé de terreur, en voyant toute l'Europe minée par un feu souterrain ; « mais, ajoutait-il, personne ne pourrait résister à des tremblements de terre. Dès qu'il eut été seulement informé du contenu du traité de juillet, dont le résultat devait être, à ses yeux, l'émancipation et l'indépendance de la Grèce, il appela[2] la conclusion de ce traité « un événement par lequel serait achevé le triomphe d'une nouvelle révolution européenne dont on ne pourrait pas du tout calculer l'influence future sur l'Europe. » Et cependant, cet événement qui lui semblait cacher de si terribles conséquences, cette indépendance de la Grèce avait été proposée par le prince lui-même qui l'avait le premier mise sur le tapis par une feinte, et le premier aussi dans une discussion sérieuse. Il n'avoua donc pas seulement que son système salutaire de la contre-révolution avait complétement échoué ; mais il disait encore que la faute de cet échec retombait entièrement sur lui-même.

[1] Au comte Zichy à Berlin, le 19 mai 1827. MS.
[2] Au comte Appony à Paris, le 11 juin 1827. MS.

Or, il est certain qu'autant de forces le prince Metternich avait follement mises en mouvement, pour fonder son funeste système politique, autant il en avait, dans son aveuglement, mises au jeu, à cette époque, pour l'anéantir aussitôt lui-même. Dix ans durant, il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour discréditer, sous le rapport intellectuel, ses principes politiques si vantés et pour les stigmatiser sous le point de vue moral, ainsi que pour montrer la diplomatie de l'Autriche avec tous ses défauts et son autorité dans toute sa faiblesse. Il voyait avec Gentz, son *alter ego*, une mutinerie dérisoire « des rebelles les plus indignes qui eussent jamais vu le jour » dans l'insurrection des Grecs, insurrection qui était pourtant destinée à ouvrir, dans le monde de l'Orient, une nouvelle ère de régénération, au moment où la Turquie commençait à se dissoudre et à former des nations et des territoires indépendants ; un pays perdu depuis longtemps allait ainsi être reconquis à la civilisation européenne et chrétienne, et former ainsi le pont par lequel pourrait passer la culture intellectuelle de l'Occident, pour pénétrer dans les contrées de l'Orient. Ce jugement faux, résultat de préjugés voisins de l'idiotisme et formé d'après les idées et les principes fixes si pauvres du système légitimiste de Metternich, était l'erreur capitale et le premier mensonge qui, dès le commencement, étaient cause que le prince s'égarait dans ce labyrinthe plein d'allées tortueuses où il faisait fausse route et où il se trouvait constamment en contradiction avec lui-même, où il ne voyait que les fantasmagories et l'imposture de la diplomatie, de sorte qu'il se trompait et qu'il échouait dans tout ce qu'il entreprenait, soit dans les conseils, soit dans l'action. Il voulut, c'était là le terme et le but de sa politique en Orient, faire écraser ces rebelles par la rude main des barbares; mais les Grecs étaient de-

venus l'objet de la compassion générale, et surtout des sympathies des Russes, leurs coreligionnaires. Il trouva donc nécessaire de cacher devant la Russie et devant le monde sa véritable opinion et surtout de la dissimuler dans la presse de Vienne, inspirée par lui, et dans la partie ostensible de ses doubles négociations avec la Porte. Lorsque l'expérience prouva que tous les efforts, faits dans ce but par le prince, avaient été inutiles, il perdit tout son crédit dans l'opinion morale de l'Europe, et il vit qu'il avait mis en péril même les rapports de l'Autriche avec cette puissance dont l'union intime avec l'État qu'il gouvernait avait été toujours, aux yeux du grand-chancelier, la principale garantie de sa propre puissance et de l'existence de son système.

Lorsque les sympathies que montrait la Russie pour les Grecs et les barbaries qu'exerçait la Turquie contre eux menaçaient d'amener une rupture et même la guerre entre les deux puissances voisines, Metternich désirait éloigner des rebelles toute espèce de secours matériels et moraux; il voulait retenir et enchaîner la Russie et, en même temps, couvrir et protéger la Porte, sans cependant vouloir ou pouvoir en venir à des actes d'hostilité ouverte et à des mesures effectives. L'attitude prise récemment par l'Autriche et par son ministre leur était dictée en partie par une politique traditionnelle qui avait sa raison d'être dans un état de choses fort ancien. Beaucoup trop impliquée, depuis longtemps déjà, dans les affaires d'Occident, pour pouvoir jouer un rôle énergique en Orient, l'Autriche avait cessé de s'appuyer sur la haine antique des Hongrois contre les Turcs, haine que lui avait léguée sa politique traditionnelle; d'ennemie de la Turquie, elle était devenue son amie. Peu désireuse de partager cette proie que la Russie semblait rechercher avec tant d'avidité; mais craignant

qu'elle rendait même
avec laquelle elle per
traités funestes aux T
sance de second ordr
armée et de ses financ
que jamais en état de
manière énergique par
position, où il lui fallai
mandait à grands cris,
seule manière d'agir si
tenir la paix et la médi
au prix d'une politiqu
même et vis-à-vis des
s'était avoué sincèreme
source lui faisaient défa
subtilités de théorie et
ment dû marcher de c
geait, sur tous les poin
rester fidèle avec une h
core il aurait dû lui laiss
à la puissance la plus fo

naçait et celui qui en était menacé, une position pleine de dignité dans laquelle l'Autriche se serait conservé son appui dans la Russie, sans cependant priver la Porte de l'appui que l'Autriche aurait pu lui donner.

Aussitôt que le grand-chancelier avait abandonné ce moyen qui seul aurait pu lui faire atteindre son but, ce qu'il fit au commencement de ces complications lorsqu'il renonça à son entente avec Castlereagh* pour se conserver les bonnes dispositions de la Russie, toute son action politique n'était plus qu'une indigne cabale. Comme s'il était possédé du démon du mensonge et de la perfidie, cet homme ne semblait pas être capable de se décider jamais, dans ses actes, ni d'après les conseils du simple bon sens, ni d'après les simples habitudes de son pays et de son époque. Persécutant et tourmentant tout le monde par ses conseils pernicieux, variables et indécis; trompant et dupant, avec une perfidie lâche et dissimulée, les amis aussi bien que les ennemis, dont il traversait les projets et qu'il aigrissait les uns contre les autres; troublant ces propres ministres dans l'exercice de leurs fonctions, pour les désavouer et les exposer ensuite : Metternich finit par être stigmatisé par les Russes, de même que par les Turcs, comme un faux ami et un hypocrite qui, par un jeu entièrement faux, les amenait à ne faire que des démarches fausses. Dans les communications confidentielles qu'il adressait à ses diplomates, le ministre anglais l'appelait avec une verdeur toute franche, un imposteur et un traître par habitude, « la plus grande canaille et le plus grand menteur du continent. » Ses propres créatures même finirent par lui faire défection, moralement du moins. Le résultat bien mérité et tout à fait naturel d'une telle politique ne pouvait être qu'un échec complet dans tous les desseins et dans les projets qu'elle s'était proposé de réaliser. Combien de fois

*Cf.

n'avait-on pas été convaincu à Vienne que la question d'Orient était résolue ; que la cause grecque était enterrée ; que les velléités de la Russie de pacifier l'Orient avaient été étouffées ; que les peines des diplomates étaient finies ; qu'on était arrivé au terme du travail et que le triomphe de la politique autrichienne était assuré ! Et cependant chacune de ces espérances n'avait été qu'un rêve décevant !

Oubliant par suite de ses antipathies personnelles toute considération de la raison d'État, Metternich avait essayé de miner successivement tous les hommes d'État considérables en Angleterre et en Russie. Il croyait avoir enlevé toute influence à Kapodistrias, lorsqu'il le vit tout à coup surgir à l'horizon politique dans le mémoire russe sur la pacification en 1824 et, plus tard, même comme président de la Grèce. Metternich pensait avoir renversé Pozzo di Borgo, lorsque ce diplomate corse sut acquérir une influence plus grande encore, qui lui permit de conseiller à sa cour de faire à l'Autriche une guerre sans pitié. Par pure haine contre Canning, le grand-chancelier voulut isoler l'Angleterre et ruiner « sa politique insidieuse, » comme auparavant il avait ruiné le conquérant Napoléon : et il dut voir ce ministre anglais arracher à son roi l'aveu que lui, Canning, avait donné à l'Angleterre une position supérieure à celle qu'elle avait occupée auparavant ! A Laybach, Metternich avait parlé de la Russie, comme si elle était « transformée en province autrichienne : » et il dut, en dernier lieu, entendre de la bouche de Pozzo un langage qui aurait fait supposer que ce diplomate voulait changer l'Autriche en province russe. Le but principal de son nouveau système politique avait été de maintenir dans l'impuissance la France, avec tous les éléments qui y fermentaient : et le résultat de sa politique grecque fut de

déchaîner de nouveau tous ces éléments dans l'intérieur de ce royaume, et de rendre à la France, dans ses relations extérieures, son ancienne place parmi les grandes puissances actives. Ayant toujours la prétention de vouloir rester maître de la position, rien que par son audace impudente, et de jouer le premier rôle, la tête et les mains vides, il avait essayé d'enchaîner à la politique autrichienne tour à tour chacune des autres puissances, isolément, ou toutes ensemble; à l'occasion, il avait osé même les censurer et leur faire la leçon sur un ton hautain et impérieux : aussi finit-il par se trouver dans un isolement complet et par montrer sa nullité parfaite. Il s'était donné beaucoup de peine pour maintenir l'alliance; mais, en réalité, il avait stimulé la Russie à lui résister, à se dégager de cet « amalgame européen » et à rechercher une alliance séparée avec la France pour l'humiliation de laquelle on avait forgé la grande Alliance. Le grand-chancelier avait voulu lier la Russie et empêcher la guerre russe; mais ses propres diplomates comprirent que c'était Metternich qui avait contribué le plus à la faire éclater. Il avait travaillé à l'anéantissement des Grecs; mais il finit lui-même par proposer leur indépendance, bien qu'elle lui parût renfermer dans ses flancs la révolution européenne. Tout cela signifiait la banqueroute de tout son système conservateur et légitimiste. Mais cette banqueroute n'était pas encore déclarée. Tous ces abus de la politique corrompue de l'Autriche, politique que vantaient, pendant si longtemps, certains russophobes, surtout dans ses rapports avec l'Orient, étaient restés un secret pour une grande partie du monde. Cependant ceux qui connaissaient et qui dirigeaient les affaires, et même les observateurs sagaces, avaient pu remarquer que, pendant cette période des complications en Orient, le système de Metternich, cette panacée politique

conte l'histoire du x
nous avons décrit l'o
dans les premières
tomes troisième et q
manière l'accompliss
les révolutions à l'Ou
matérielle qu'elles or
suite nous nous somn
et sixième[1], du mouv
pulsion idéale qu'il d
où il provoqua le rév
deux tomes suivants s
premiers volumes de
causes déterminantes
la révolution de juille
velit la première épo
la partie la plus impor

[1] *Insurrection et régén*

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME SECOND.

CORRECTIONS ET ADDITIONS.

ige 25, ligne 18, lisez : 14 avril.

— 35, — 22, — : pour eux, même dans...

— 40, — 17, — : (Psiloritis),...

Sur les efforts faits par les Crétois pour conquérir leur liberté pendant l'insurrection grecque, consultez Κριτοβουλίδου : Ἀπομνημονεύματα περὶ πολέμου τῶν Κρητῶν. Ἀθήν. 1859, dont une traduction anglaise va paraître prochainement à Londres.

— 65 (56), — 13, — : Kolettis est né à Syrako, petite ville des environs d'Ianina ; il était le médecin particulier de Mouktar-Pacha, fils d'Ali-Pacha, et non, comme on le dit ordinairement, d'Ali-Pacha lui-même. — Même page, ligne 29 : Makriyannis n'est pas un Moréote; il est né à Amphissa en Doride.

— 72 : Le général Mamouris possède un billet de Kolettis adressé à Gouras, dans lequel Kolettis instruit Gouras des projets d'Odyssevs et où il ajoute que la perte de cet homme serait un bonheur pour la patrie. Mais que Mavrokordatos ait eu la moindre part à ce crime, non-seulement la vie politique tout entière de cet homme contredit une telle supposition, mais encore il n'existe aucun document ni aucun renseignement authentique qui donnent le moindre droit de le soupçonner.

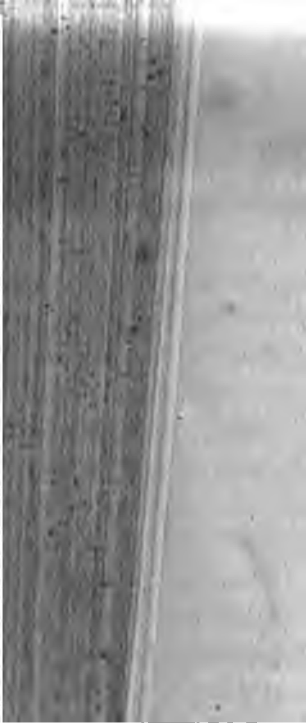
— 88, — 18, — : cap Kaphareus),...

— 90 : Ce n'est pas Kanaris qui, comme on le dit ordinairement, a eu le premier l'idée hardie de détruire les armements des Égyptiens dans le port même d'Alexandrie ; mais le dessein en a été, au contraire, conçu par Manolis Tombazis, qui le communiqua à Kontouriotis, en lui recommandant le plus grand secret. Pour se convaincre de la vérité de ce fait, on n'a qu'à se rappeler que c'était Tombazis qui fut le chef de cette expédition et qui, s'associant A. Kriézis, prit sous ses ordres les trois conducteurs de brûlot : Kanaris, Vokos et Boutis, et se rendit ensuite à Alexandrie. Seulement, Kanaris a eu le bonheur de conduire le plus fin voilier parmi les brûlots, de sorte qu'il a pu entrer le premier dans le port avec cette intrépidité qui le caractérisait. Mais le vent contraire l'ayant empêché d'exécuter son projet, il fut obligé de se retirer. Les autres conducteurs de brûlot, voyant qu'ils ne pouvaient plus rien faire, se retirèrent également, en arborant le pavillon hellénique.

— 115, — 31, — : indiquer que Rechid méditait...

— 119, — 3, — : en marge : 6 août.

— 132, — 21, — : L'Hellas est arrivée au mois de décembre 1826 à Aigina et non à Nauplie.



—	142,	—	18,	—
—	149,	—	25,	—
—	153,	—	31,	—
—	256,	—	9,	—
—	258,	—	4,	—
—	259,	—	14,	—
—	264,	—	26,	—
—	272,	—	5,	—
—	291,	—	2,	—
—	294,	—	12,	—
—	296,	—	8,	—
—	302,	—	13,	—
—	306,	—	24,	—
—	327,	—	22,	—
—	356,	—	20,	—
—	408,			


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02661 0686